

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 23 juin au 31 décembre 1988

9^e Législature

Seconde session ordinaire de 1987-1988	Du 23 au 30 juin 1988.
Session de droit prévue par l'article 12 de la Constitution.....	Du 1 ^{er} au 7 juillet 1988.
Troisième session extraordinaire de 1987-1988.....	8 juillet 1988.
Première session ordinaire de 1988-1989	Du 3 octobre au 21 décembre 1988.
Première session extraordinaire de 1988-1989.....	22 décembre 1988.

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P.	Afrique, Caraïbes, Pacifique.	C.N.E.S.	Centre national d'études spatiales.
A.C.P.	Agence centrale de presse.	C.N.F.P.T.	Centre national de la fonction publique territoriale.
A.D.A.S.E.A.	Association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles.	C.N.I.L.	Commission nationale de l'informatique et des libertés.
A.F.M.E.	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	C.N.J.A.	Centre national des jeunes agriculteurs.
A.F.P.	Agence France-presse.	C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.	C.N.R.A.C.L.	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
A.I.T.V.	Agence internationale francophone d'images de télévision.	C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique.
A.J.E.	Allocation au jeune enfant.	C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
A.N.A.H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	C.O.B.	Commission des opérations de bourse.
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi.	C.O.D.E.R.	Commission de développement économique régional.
A.N.T.	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.	C.O.F.A.C.E.	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
A.N.V.A.R.	Agence nationale pour la valorisation de la recherche.	C.O.G.E.M.A.	Compagnie générale des matières nucléaires.
A.P.E.	Allocation parentale d'éducation.	C.O.T.O.R.E.P.	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
A.P.L.	Aide personnalisée au logement.	C.P.	Code pénal.
A.S.S.E.D.I.C.	Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	C.R.T.	Conseils régionaux du tourisme.
A.T.O.S.	Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires.	C.S.A.	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	C.S.C.O.	Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire.
B.F.C.E.	Banque française du commerce extérieur.	C.S.F.E.	Conseil supérieur des Français à l'étranger.
B.I.C.	Bénéfices industriels et commerciaux.	C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
B.R.G.M.	Bureau de recherches géologiques et minières.	D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
B.T.P.	Bâtiments et travaux publics.	D.D.A.S.S.	Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
B.U.M.I.D.O.M. ...	Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.	D.F.C.I.	Défense forestière contre les incendies.
C.A.E.C.L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	D.G.E.	Dotation globale d'équipement.
C.A.T.	Centre d'aide par le travail.	D.G.F.	Dotation globale de fonctionnement.
C.D.J.A.	Centre départemental des jeunes agriculteurs.	D.G.T.	Direction générale des télécommunications.
C.D.S.	Centre des démocrates sociaux.	D.M.O.S.	Diverses mesures d'ordre social.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.	D.O.M.	Département d'outre-mer.
C.E.C.A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier.	E.D.F.	Electricité de France.
C.E.E.	Communauté économique européenne.	E.M.C.	Entreprise minière et chimique.
C.F.P.A.	Centre de formation professionnelle des avocats.	E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
C.G.C.	Confédération générale des cadres.	E.N.I.M.	Etablissement national des invalides de la marine.
C.G.I.	Code général des impôts.	F.A.C.	Fonds d'action culturelle.
C.G.T.	Confédération générale du travail.	F.A.C.	Fonds d'aide et de coopération.
C.H.R.	Centre hospitalier régional.	F.A.R.	Force d'action rapide.
C.H.U.	Centre hospitalo-universitaire.	F.C.P.	Fonds communs de placement.
C.J.C.E.	Cour de justice des communautés européennes.	F.C.T.V.A.	Fonds de compensation de la T.V.A.
C.M.P.	Commission mixte paritaire.	F.E.N.	Fédération de l'éducation nationale.
C.N.A.F.	Caisse nationale d'allocations familiales.	F.E.O.G.A.	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
C.N.A.M.	Caisse nationale d'assurance maladie.	F.I.A.M.	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
C.N.A.V.	Caisse nationale d'assurance vieillesse.	F.I.D.I.P.R.A.	Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés.
C.N.C.A.	Centre national de la communication audiovisuelle.	F.I.N.U.L.	Force d'interposition des Nations unies au Liban.
C.N.C.A.	Caisse nationale du crédit agricole.		
C.N.C.L.	Commission nationale de la communication et des libertés.		

F.L.N.C.	Front de libération nationale corse.	O.P.H.L.M.	Office public d'habitation à loyer modéré.
F.L.N.K.S.	Front de libération nationale kanak socialiste.	O.R.S.T.O.M.	Institut français de recherche pour le développement en coopération.
F.M.I.	Fonds monétaire international.	O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
F.M.V.J.	Fédération mondiale des villes jumelées.	P.A.C.	Politique agricole commune.
F.N.D.S.	Fonds national pour le développement du sport.	P.A.F.	Plan d'action foncière.
F.N.E.	Fonds national pour l'emploi.	P.A.H.	Prime à l'amélioration de l'habitat.
F.N.S.	Force nucléaire stratégique.	P.A.L.U.L.O.S.	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
F.O.N.J.E.P.	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.	P.A.P.	Prêt d'accèsion à la propriété.
F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation des marchés agricoles.	P.A.Z.	Plan d'action de zone.
F.O.S.T.	Force océanique stratégique.	P.C.	Prêt conventionné.
F.R.I.L.E.	Fonds régional d'initiatives locales pour l'emploi.	P.C.F.	Parti communiste français.
F.S.G.T.	Fonds spécial de grands travaux.	P.E.J.	Plan d'emploi des jeunes.
G.A.E.C.	Groupeement agricole d'exploitation en commun.	P.E.L.	Prêt d'épargne logement.
G.A.T.T.	General Agreement on Tarifs and Trade.	P.E.R.	Plan d'épargne retraite.
G.D.F.	Gaz de France.	P.I.A.O.	Permanence d'information, d'accueil et d'orientation.
G.E.I.E.	Groupeement européen d'intérêt économique.	P.I.B.	Produit intérieur brut.
G.F.A.	Groupeement foncier agricole.	P.I.L.	Programme d'insertion locale.
G.I.A.T.	Groupeement des industries d'armement terrestre.	P.I.M.	Programme intégré méditerranéen.
G.I.E.	Groupeement d'intérêt économique.	P.L.A.	Prêt locatif aidé.
G.V.T.	Glissement, vieillesse, technicité.	P.L.D.	Plafond légal de densité.
H.L.M.	Habitation à loyer modéré.	P.M.E./P.M.I.	Petites et moyennes entreprises/petites et moyennes industries.
I.D.S.	Initiative de défense stratégique.	P.M.I.	Protection maternelle et infantile.
I.F.R.E.M.E.R.	Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer.	P.M.U.	Parl mutuel urbain.
I.G.A.	Inspection générale de l'administration.	P.O.S.	Plan d'occupation des sols.
I.G.A.S.	Inspection générale des affaires sociales.	P.O.S.E.I.D.O.M.	Programmes d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer.
I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes.	P.R.	Parti républicain.
I.G.P.N.	Inspection générale de la police nationale.	P.S.	Parti socialiste.
I.G.S.	Inspection générale des services.	P.T.T.	Postes, téléphone et télécommunications.
I.N.A.	Institut national de l'audiovisuel.	P.V.D.	Pays en voie de développement.
I.N.A.O.	Institut national des appellations d'origine.	R.A.T.P.	Régie autonome des transports parisiens.
I.N.R.A.	Institut national de recherche agronomique.	R.F.A.	République fédérale d'Allemagne.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.	R.F.I.	Radio France internationale.
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	R.F.O.	Radio France outre-mer.
I.R.C.H.A.	Institut national de recherche chimique appliquée.	R.F.P.	Régie française de publicité.
I.S.F.	Impôt de solidarité sur la fortune.	R.P.C.R.	Rassemblement pour la Calédonie dans la République.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.	R.P.R.	Rassemblement pour la République.
I.V.G.	Interruption volontaire de grossesse.	S.A.C.E.M.	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
J.O.	Journal officiel.	S.A.F.E.R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
J.O.C.	Jeunesse ouvrière chrétienne.	S.C.P.R.I.	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
L.I.C.R.A.	Ligue contre le racisme et l'antisémitisme.	S.D.A.M.U.	Service départemental d'aide médicale d'urgence.
M.C.M.	Montants compensatoires monétaires.	S.E.I.T.A.	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
M.D.P.A.	Mines de potasse d'Alsace.	S.F.P.	Société française de production.
M.R.A.P.	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.	S.G.D.N.	Secrétariat général de la défense nationale.
M.R.G.	Mouvement des radicaux de gauche.	S.I.C.A.V.	Société d'investissement à capital variable.
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique.	S.I.D.A.	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
O.I.D.	Opérations intégrées de développement.	S.I.V.P.	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
O.L.P.	Organisation de libération de la Palestine.	S.J.T.I.	Service juridique et technique d'information.
O.N.A.C.	Office national des anciens combattants.	S.L.E.C.	Société locale d'équipement du câble.
O.N.A.S.E.C.	Office national à l'action sociale éducative et culturelle.	S.M.E.	Système monétaire européen.
O.N.F.	Office national des forêts.	S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
O.N.I.	Office national d'immigration.	S.N.C.F.	Société nationale des chemins de fer français.
O.P.A.C.	Office public d'aménagement et de construction.	S.N.E.	Syndicat national de l'édition.
O.P.A.H.	Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.	S.N.P.E.	Société nationale des entreprises de presse.
O.P.C.V.M.	Organismes de placement collectifs en valeurs mobilières.	S.N.L.E.	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
		T.D.F.	Télédiffusion de France.

T.G.V. Train à grande vitesse.
T.O.M. Territoire d'outre-mer.
T.U.C. Travaux d'utilité collective.
T.V.A. Taxe sur la valeur ajoutée.
U.D.C. Union du centre.
U.D.F. Union pour la démocratie française.
U.E.O. Union de l'Europe occidentale.
U.E.R. Unité d'enseignement et de recherche.

U.G.B. Unité de gros bétail.
U.N.A.P.A. Union nationale des associations de défense
des préretraités et retraités assimilés.
U.N.E.D.I.C. Union nationale pour l'emploi dans l'indus-
trie et le commerce.
U.N.I.L. Union nationale interprofessionnelle du
logement.
Z.A.C. Zone d'aménagement concerté.
Z.I.F. Zone d'intervention foncière.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1988

DATES DES SÉANCES	DATE DE LA PUBLICATION	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches
2 février	3 février	1 à 48	1	001
3 février	4 février	51 à 124	2	002
4 février	5 février	125 à 228	3	003-004
23 février	24 février	229 à 302	4	005
2 avril	3 avril	303 à 312	5	006
6 avril	7 avril	313 à 320	6	006
23 juin	24 juin	321 à 342	7	007
24 juin	25 juin	343 à 348	8	007
28 juin	29 juin	349 à 356	9	007
29 juin	30 juin	357 à 388	10	007
30 juin	1 ^{er} juillet	389 à 418	11	008
1 ^{er} juillet	2 juillet	419 à 434	12	009
4 juillet	5 juillet	435 à 458	13	009
5 juillet	6 juillet	459 à 526	14	009-010
6 juillet	7 juillet	527 à 546	15	010
7 juillet	8 juillet	547 à 600	16	010
8 juillet	9 juillet	601 à 608	17	010
3 octobre	4 octobre	609 à 628	18	011
4 octobre	5 octobre	629 à 672	19	011
5 octobre	6 octobre	673 à 714	20	012
10 octobre	11 octobre	715 à 768	21	012
11 octobre	12 octobre	769 à 848	22	013
12 octobre	13 octobre	849 à 890	23	014
13 octobre	14 octobre	891 à 912	24	014
14 octobre	15 octobre	913 à 952	25	015
18 octobre	19 octobre	953 à 974	26	015
19 octobre	20 octobre	975 à 1048	27	016
20 octobre	21 octobre	1049 à 1134	28	017
21 octobre	22 octobre	1135 à 1324	29	018-019
25 octobre	26 octobre	1325 à 1396	30	020
26 octobre	27 octobre	1397 à 1470	31	021
27 octobre	28 octobre	1471 à 1550	32	021-022
28 octobre	29 octobre	1551 à 1578	33	022
2 novembre	3 novembre	1579 à 1658	34	023
3 novembre	4 novembre	1659 à 1730	35	024
4 novembre	5 novembre	1731 à 1824	36	025
7 novembre	8 novembre	1825 à 1908	37	026
8 novembre	9 novembre	1909 à 1974	38	027
9 novembre	10 novembre	1975 à 2056	39	028
10 novembre	11 novembre	2057 à 2120	40	029
13 novembre	14 novembre	2121 à 2160	41	030
14 novembre	15 novembre	2161 à 2234	42	031
15 novembre	16 novembre	2235 à 2294	43	032
16 novembre	17 novembre	2295 à 2384	44	033
17 novembre	18 novembre	2385 à 2482	45	034
18 novembre	19 novembre	2483 à 2580	46	035
21 novembre	22 novembre	2581 à 2628	47	036
22 novembre	23 novembre	2629 à 2656	48	036
23 novembre	24 novembre	2657 à 2712	49	037
24 novembre	25 novembre	2713 à 2772	50	037-038
25 novembre	26 novembre	2773 à 2812	51	038
29 novembre	30 novembre	2813 à 2872	52	039
30 novembre	1 ^{er} décembre	2873 à 2930	53	040
1 ^{er} décembre	2 décembre	2931 à 3004	54	041
2 décembre	3 décembre	3005 à 3094	55	042
5 décembre	6 décembre	3095 à 3158	56	043
6 décembre	7 décembre	3159 à 3252	57	044
7 décembre	8 décembre	3253 à 3320	58	045
8 décembre	9 décembre	3321 à 3408	59	046
9 décembre	10 décembre	3409 à 3498	60	047
10 décembre	11 décembre	3499 à 3534	61	048
12 décembre	13 décembre	3535 à 3574	62	048
13 décembre	14 décembre	3575 à 3640	63	049
14 décembre	15 décembre	3641 à 3658	64	049
15 décembre	16 décembre	3659 à 3706	65	050
16 décembre	17 décembre	3707 à 3826	66	050-051
19 décembre	20 décembre	3827 à 3910	67	052
20 décembre	21 décembre	3911 à 3966	68	053
21 décembre	22 décembre	3967 à 4032	69	053-054
22 décembre	23 décembre	4033 à 4068	70	054

INDICATIONS PRELIMINAIRES

	Pages		Pages
I. - Composition de l'Assemblée nationale :		V. - Commissions permanentes	XXIX
1. Liste par circonscription des députés proclamés élus.....	IX	VI. - Commissions mixtes paritaires.....	XXXII
2. Liste alphabétique des députés	XV	VII. - Délégations et organes divers	XXXIII
II. - Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :		1. Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes.....	XXXIII
A. - Elections	XX	2. Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.....	XXXIII
1. Contestations d'élections et décisions du Conseil constitutionnel	XX	3. Délégation de l'Assemblée nationale pour la planification	XXXIII
2. Annulations d'élections	XXII	4. Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.....	XXXIII
3. Elections partielles	XXII	5. Représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O.	XXXIII
B. - Députés nommés membres du Gouvernement	XXII	VIII. - Représentants de l'Assemblée nationale dans des organismes extraparlimentaires	XXXIV
C. - Députés décédés.....	XXII	IX. - Sessions	XXXVII
D. - Députés chargés d'une mission temporaire	XXII	X. - Composition du premier Gouvernement de M. Michel Rocard	XXXVIII
E. - Démissions de députés.....	XXII	XI. - Composition du deuxième Gouvernement de M. Michel Rocard	XXXIX
F. - Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique.....	XXII	1. Par ordre alphabétique	XXXIX
G. - Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription.....	XXIII	2. Par ministère.....	XXXIX
III. - Groupes politiques	XXV	3. Modifications	XL
IV. - Bureau de l'Assemblée nationale.....	XXVIII		

I. - COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DES DEPUTES PROCLAMES ELUS

DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - AIN

1 ^{re} circonscription.	M. Boyon (Jacques).
2 ^e -	M. Guichon (Lucien).
3 ^e -	M. Millon (Charles).
4 ^e -	M. Voisin (Michel).

02 - AISNE

1 ^{re} circonscription.	M. Dosière (René).
2 ^e -	M. Le Meur (Daniel).
3 ^e -	M. Balligand (Jean-Pierre).
4 ^e -	M. Lefranc (Bernard).
5 ^e -	M. Rossi (André).

03 - ALLIER

1 ^{re} circonscription.	M. Colcombet (François).
2 ^e -	M. Goldberg (Pierre).
3 ^e -	M. Lajoinie (André).
4 ^e -	M. Belorgey (Jean-Michel).

04 - ALPES - DE-HAUTE-PROVENCE

1 ^{re} circonscription.	M. Massot (François).
2 ^e -	M. Bellon (André).

05 - ALPES (HAUTES-)

1 ^{re} circonscription.	M. Chevallier (Daniel).
2 ^e -	M. Ollier (Patrick).

06 - ALPES-MARITIMES

1 ^{re} circonscription.	M. Ehrmann (Charles).
2 ^e -	Mme Daugreilh (Martine).
3 ^e -	M. Salles (Rudy).
4 ^e -	M. Aubert (Emmanuel).
5 ^e -	M. Estrosi (Christian).
6 ^e -	Mme Sauvaigo (Suzanne).
7 ^e -	M. Merli (Pierre).
8 ^e -	Mme Moreau (Louise).
9 ^e -	M. Bachelet (Pierre).

07 - ARDECHE

1 ^{re} circonscription.	M. Chapuis (Robert).
2 ^e -	M. Perbet (Régis).
3 ^e -	M. Alaize (Jean-Marie).

08 - ARDENNES

1 ^{re} circonscription.	M. Mas (Roger).
2 ^e -	M. Istace (Gérard).
3 ^e -	M. Bachy (Jean-Paul).

09 - ARIEGE

1 ^{re} circonscription.	M. Bonrepaux (Augustin).
2 ^e -	M. Massat (René).

10 - AUBE

1 ^{re} circonscription.	M. Micaux (Pierre).
2 ^e -	M. Galley (Robert).
3 ^e -	M. Carlelet (Michel).

11 - AUDE

1 ^{re} circonscription.	M. Vidal (Joseph).
2 ^e -	M. Barailla (Régis).
3 ^e -	M. Cambolive (Jacques).

12 - AVEYRON

1 ^{re} circonscription.	M. Briane (Jean).
2 ^e -	M. Rigal (Jean).
3 ^e -	M. Godfrain (Jacques).

13 - BOUCHES-DU-RHONE

1 ^{re} circonscription.	M. Blum (Roland).
2 ^e -	M. Gaudin (Jean-Claude).
3 ^e -	M. Sanmarco (Philippe).
4 ^e -	M. Hermier (Guy).
5 ^e -	Mme Ecochard (Janine).
6 ^e -	M. Teissier (Guy).
7 ^e -	M. Pezet (Michel).
8 ^e -	M. Masse (Marius).
9 ^e -	M. Tardito (Jean).
10 ^e -	M. Vidal (Yves).
11 ^e -	M. Kert (Christian).
12 ^e -	M. d'Attilio (Henri).
13 ^e -	M. Lombard (Paul).
14 ^e -	M. de Peretti della Rocca (Jean-Pierre).
15 ^e -	M. Vachet (Léon).
16 ^e -	M. Vauzelle (Michel).

14 - CALVADOS

1 ^{re} circonscription.	M. Saint-Ellier (Francis).
2 ^e -	M. Mexandeau (Louis).
3 ^e -	Mme Roudy (Yvette).
4 ^e -	M. d'Ornano (Michel).
5 ^e -	M. d'Harcourt (François).
6 ^e -	M. Garrec (René).

15 - CANTAL

1 ^{re} circonscription.	M. Coussain (Yves).
2 ^e -	M. Raynal (Pierre).

16 - CHARENTE

1 ^{re} circonscription.	M. Chavanes (Georges).
2 ^e -	M. Houssin (Pierre-Rémy).
3 ^e -	M. Lambert (Jérôme).
4 ^e -	M. Boucheron (Jean-Michel).

17 - CHARENTE-MARITIME

1 ^{re} circonscription.	M. Crépeau (Michel).
2 ^e -	M. Branger (Jean-Guy).
3 ^e -	M. Beix (Roland).
4 ^e -	M. Marchand (Philippe).
5 ^e -	M. de Lipkowski (Jean).

18 - CHER

1 ^{re} circonscription.	M. Deniau (Jean-François).
2 ^e -	M. Rimbault (Jacques).
3 ^e -	M. Calmat (Alain).

19 - CORREZE

1 ^{re} circonscription.	M. Hollande (François).
2 ^e -	M. Charbonnel (Jean).
3 ^e -	M. Chirac (Jacques).

20 A - CORSE-DU-SUD

1 ^{re} circonscription.	M. Rossi (José).
2 ^e -	M. de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - CORSE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Zuccarelli (Emile).
2 ^e -	M. Pasquini (Pierre).

21 - COTE-D'OR

1 ^{re} circonscription.	M. Poujade (Robert).
2 ^e -	M. de Broissia (Louis).
3 ^e -	M. Carraz (Roland).
4 ^e -	M. Mathieu (Gilbert).
5 ^e -	M. Patriat (François).

22 - COTES-DU-NORD

1 ^{re} circonscription.	M. Dollo (Yves).
2 ^e -	M. Josselin (Charles).
3 ^e -	M. Chouat (Didier).
4 ^e -	M. Briand (Maurice).
5 ^e -	M. Trémeil (Pierre-Yvon).

23 - CREUSE

1 ^{re} circonscription.	M. Lejeune (André).
2 ^e -	M. Rimareix (Gaston).

24 - DORDOGNE

1 ^{re} circonscription.	M. Bioulac (Bernard).
2 ^e -	M. Suchod (Michel).
3 ^e -	M. Bonnet (Alain).
4 ^e -	M. Dumas (Roland).

25 - DOUBS

1 ^{re} circonscription.	M. Schwint (Robert).
2 ^e -	M. Jacquemin (Michel).
3 ^e -	M. Bêche (Guy).
4 ^e -	Mme Bouchardeau (Huguette).
5 ^e -	M. Vuillaume (Roland).

26 - DROME

1 ^{re} circonscription.	M. Léron (Roger).
2 ^e -	M. Fort (Alain).
3 ^e -	M. Michel (Henri).
4 ^e -	M. Durand (Georges).

27 - EURE

1 ^{re} circonscription.	M. Debré (Jean-Louis).
2 ^e -	M. Recours (Alfred).
3 ^e -	M. Poniatowski (Ladislav).
4 ^e -	M. Loncle (François).
5 ^e -	M. Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - EURE-ET-LOIR

1 ^{re} circonscription.	M. Lemoine (Georges).
2 ^e -	M. Taugourdeau (Martial).
3 ^e -	M. Gallet (Bertrand).
4 ^e -	M. Dousset (Maurice).

29 - FINISTERE

1 ^{re} circonscription.	M. Poignant (Bernard).
2 ^e -	M. Gourmelon (Joseph).
3 ^e -	M. Goasduff (Jean-Louis).
4 ^e -	Mme Jacq (Marie).
5 ^e -	M. Miossec (Charles).
6 ^e -	M. Cozan (Jean-Yves).
7 ^e -	M. Guellec (Ambroise).
8 ^e -	M. Le Pensec (Louis).

30 - GARD

1 ^{re} circonscription.	M. Bousquet (Jean).
2 ^e -	M. Cambacérés (Jean-Marie).
3 ^e -	M. Benedetti (Georges).
4 ^e -	M. Millet (Gilbert).
5 ^e -	M. Journet (Alain).

31 - GARONNE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Baudis (Dominique).
2 ^e -	M. Bapt (Gérard).
3 ^e -	M. Ducert (Claude).
4 ^e -	M. Loidi (Robert).
5 ^e -	M. Roger-Machart (Jacques).
6 ^e -	Mme Mignon (Hélène).
7 ^e -	M. Jospin (Lionel).
8 ^e -	M. Ortet (Pierre).

32 - GERS

1 ^{re} circonscription.	M. Laborde (Jean).
2 ^e -	M. Joseph (Jean-Pierre).

33 - GIRONDE

1 ^{re} circonscription.	M. Valleix (Jean).
2 ^e -	M. Chaban-Delmas (Jacques).
3 ^e -	Mme Lalumière (Catherine).
4 ^e -	M. Garmendia (Pierre).
5 ^e -	M. Brana (Pierre).
6 ^e -	M. Sainte-Marie (Michel).
7 ^e -	M. Ducout (Pierre).
8 ^e -	M. Cazalet (Robert).
9 ^e -	M. Lagorce (Pierre).
10 ^e -	M. Mitterrand (Gilbert).
11 ^e -	M. Madrelle (Bernard).

34 - HERAULT

1 ^{re} circonscription.	M. Dimeglio (Willy).
2 ^e -	M. Saumade (Gérard).
3 ^e -	M. Couveinhes (René).
4 ^e -	M. Frêche (Georges).
5 ^e -	M. Nayral (Bernard).
6 ^e -	M. Barrau (Alain).
7 ^e -	M. Lacombe (Jean).

35 - ILLE-ET-VILAINE

1 ^{re} circonscription.	M. Boucheron (Jean-Michel).
2 ^e -	M. Hervé (Edmond).
3 ^e -	M. Fréville (Yves).
4 ^e -	M. Madelin (Alain).
5 ^e -	M. Méhaignerie (Pierre).
6 ^e -	M. Cointat (Michel).
7 ^e -	M. Couanau (René).

38 - INDRE

1 ^{re} circonscription.	M. Gateaud (Jean-Yves).
2 ^e -	M. Laignel (André).
3 ^e -	M. Chanteguet (Jean-Paul).

37 - INDRE-ET-LOIRE

1 ^{re} circonscription.	M. Royer (Jean).
2 ^e -	M. Debré (Bernard).
3 ^e -	Mme Mora (Christiane).
4 ^e -	M. Proveux (Jean).
5 ^e -	M. Testu (Jean-Michel).

38 - ISERE

1 ^{re} circonscription.	M. Carignon (Alain).
2 ^e	M. Luppi (Jean-Pierre).
3 ^e	M. Destot (Michel).
4 ^e	M. Migaud (Didier).
5 ^e	Mme Avice (Edwige).
6 ^e	M. Moyne-Bressand (Alain).
7 ^e	M. Colombier (Georges).
8 ^e	M. Mermaz (Louis).
9 ^e	M. Pillët (Yves).

39 - JURA

1 ^{re} circonscription.	M. Brune (Alain).
2 ^e	M. Charroppin (Jean).
3 ^e	M. Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - LANDES

1 ^{re} circonscription.	M. Vidalies (Alain).
2 ^e	M. Pénicaut (Jean-Pierre).
3 ^e	M. Emmanuelli (Henri).

41 - LOIR-ET-CHER

1 ^{re} circonscription.	M. Lang (Jack).
2 ^e	M. Lorgeoux (Jeanny).
3 ^e	M. Desanlis (Jean).

42 - LOIRE

1 ^{re} circonscription.	M. Philibert (Jean-Pierre).
2 ^e	M. Cabal (Christian).
3 ^e	M. Rochebloine (François).
4 ^e	M. Vial-Massat (Théo).
5 ^e	M. Auroux (Jean).
6 ^e	M. Clément (Pascal).
7 ^e	M. Bayard (Henri).

43 - LOIRE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Barrot (Jacques).
2 ^e	M. Proriot (Jean).

44 - LOIRE-ATLANTIQUE

1 ^{re} circonscription.	Mme Papon (Monique).
2 ^e	Mme Hubert (Elisabeth).
3 ^e	M. Ayraut (Jean-Marc).
4 ^e	M. Floch (Jacques).
5 ^e	M. Landrain (Edouard).
6 ^e	M. Hunault (Xavier).
7 ^e	M. Guichard (Olivier).
8 ^e	M. Evin (Claude).
9 ^e	M. Richard (Lucien).
10 ^e	M. Maujouan du Gasset (Joseph-Henri).

45 - LOIRET

1 ^{re} circonscription.	M. Sueur (Jean-Pierre).
2 ^e	M. Doligé (Eric).
3 ^e	M. Lapaire (Jean-Pierre).
4 ^e	M. Deniau (Xavier).
5 ^e	M. Charié (Jean-Paul).

46 - LOT

1 ^{re} circonscription.	M. Charles (Bernard).
2 ^e	M. Malvy (Martin).

47 - LOT-ET-GARONNE

1 ^{re} circonscription.	M. Chollet (Paul).
2 ^e	M. Gouzes (Gérard).
3 ^e	M. Garrouste (Marcel).

48 - LOZERE

1 ^{re} circonscription.	M. Durand (Adrien).
2 ^e	M. Blanc (Jacques).

49 - MAINE-ET-LOIRE

1 ^{re} circonscription.	Mme Bachelot (Roselyne).
2 ^e	M. Grimault (Hubert).
3 ^e	M. Alphanéry (Edmond).
4 ^e	M. Bégault (Jean).
5 ^e	M. Ligot (Maurice).
6 ^e	M. de Charette (Hervé).
7 ^e	M. Laffineur (Marc).

50 - MANCHE

1 ^{re} circonscription.	M. Daillet (Jean-Marie).
2 ^e	M. André (René).
3 ^e	M. Cousin (Alain).
4 ^e	M. Gatignol (Claude).
5 ^e	M. Stirn (Olivier).

51 - MARNE

1 ^{re} circonscription.	M. Falala (Jean).
2 ^e	M. Colin (Georges).
3 ^e	M. Thomas (Jean-Claude).
4 ^e	M. Bourg-Broc (Bruno).
5 ^e	M. Bouquet (Jean-Pierre).
6 ^e	M. Stasi (Bernard).

52 - MARNE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Fèvre (Charles).
2 ^e	M. Chanfrault (Guy).

53 - MAYENNE

1 ^{re} circonscription.	M. d'Aubert (François).
2 ^e	M. de Gastines (Henri).
3 ^e	M. Lestas (Roger).

54 - MEURTHE-ET-MOSELLE

1 ^{re} circonscription.	M. Rossinot (André).
2 ^e	M. Durupt (Job).
3 ^e	M. Gaillard (Claude).
4 ^e	M. Reiner (Daniel).
5 ^e	M. Dinet (Michel).
6 ^e	M. Le Déaut (Jean-Yves).
7 ^e	M. Durieux (Jean-Paul).

55 - MEUSE

1 ^{re} circonscription.	M. Longuet (Gérard).
2 ^e	M. Dumont (Jean-Louis).

56 - MORBIHAN

1 ^{re} circonscription.	M. Marcellin (Raymond).
2 ^e	M. Kergueris (Aimé).
3 ^e	M. Cavallé (Jean-Charles).
4 ^e	M. Bouvard (Loïc).
5 ^e	M. Le Drian (Jean-Yves).
6 ^e	M. Giovannelli (Jean).

57 - MOSELLE

1 ^{re} circonscription.	M. Laurain (Jean).
2 ^e	M. Jacquat (Denis).
3 ^e	M. Masson (Jean-Louis).
4 ^e	M. Warhouver (Aloyse).
5 ^e	M. Seitlinger (Jean).
6 ^e	M. Metzinger (Charles).
7 ^e	M. Berthol (André).
8 ^e	M. Kiffer (Jean).
9 ^e	M. Demange (Jean-Marie).
10 ^e	M. Drouin (René).

58 - NIEVRE

1 ^{re} circonscription.	M. Bérégovoy (Pierre).
2 ^e	M. Huyghues des Etages (Jacques).
3 ^e	M. Bardin (Bernard).

59 - NORD

1 ^{re} circonscription.	M. Mauroy (Pierre).
2 ^e	M. Derosier (Bernard).
3 ^e	M. Dhinnin (Claude).
4 ^e	M. Durieux (Bruno).
5 ^e	Mme Cacheux (Denise).
6 ^e	M. Anselin (Robert).
7 ^e	M. Carton (Bernard).
8 ^e	M. Vignoble (Gérard).
9 ^e	M. Charles (Serge).
10 ^e	M. Balduyck (Jean-Pierre).
11 ^e	M. Durand (Yves).
12 ^e	M. Denvers (Albert).
13 ^e	M. Delebarre (Michel).
14 ^e	M. Paccou (Charles).
15 ^e	M. Sergheraert (Maurice).
16 ^e	M. Hage (Georges).
17 ^e	M. Dolez (Marc).
18 ^e	M. Le Garrec (Jean).
19 ^e	M. Ansart (Gustave).
20 ^e	M. Bocquet (Alain).
21 ^e	M. Thiémé (Fabien).
22 ^e	M. Bataille (Christian).
23 ^e	M. Battist (Umberto).
24 ^e	M. Dehoux (Marcel).

60 - OISE

1 ^{re} circonscription.	M. Desessart (Guy) (1).
2 ^e	M. Mancel (Jean-François) (1).
3 ^e	M. Anciant (Jean).
4 ^e	M. Dehaine (Arthur).
5 ^e	M. Stoléru (Lionel).
6 ^e	M. Gonnot (François-Michel).
7 ^e	M. Braine (Jean-Pierre).

61 - ORNE

1 ^{re} circonscription.	M. Goulet (Daniel).
2 ^e	M. Geng (Francis).
3 ^e	M. Lambert (Michel).

62 - PAS-DE-CALAIS

1 ^{re} circonscription.	M. Defontaine (Jean-Pierre).
2 ^e	M. Delehedde (André).
3 ^e	M. Vasseur (Philippe).
4 ^e	M. Deprez (Léonce).
5 ^e	M. Lengagne (Guy).
6 ^e	M. Dupilet (Dominique).
7 ^e	M. Capet (André).
8 ^e	M. Huguet (Roland).
9 ^e	M. Mellick (Jacques).
10 ^e	M. Wacheux (Marcel).
11 ^e	M. Joseph (Noël).
12 ^e	M. Kucheida (Jean-Pierre).
13 ^e	M. Bois (Jean-Claude).
14 ^e	M. Facon (Albert).

63 - PUY-DE-DOME

1 ^{re} circonscription.	M. Pourchon (Maurice).
2 ^e	M. Néri (Alain).
3 ^e	M. Giscard d'Estaing (Valéry).
4 ^e	M. Lavédrine (Jacques).
5 ^e	M. Adevah-Pœuf (Maurice).
6 ^e	M. Vacant (Edmond).

64 - PYRENEES-ATLANTIQUES

1 ^{re} circonscription.	M. Cazenave (René).
2 ^e	M. Bayrou (François).
3 ^e	M. Labarrère (André).
4 ^e	M. Inchauspé (Michel).
5 ^e	M. Lamassoure (Alain).
6 ^e	Mme Alliot-Marie (Michèle).

65 - PYRENEES (HAUTES-)

1 ^{re} circonscription.	M. Forgues (Pierre).
2 ^e	M. Gaits (Claude).
3 ^e	M. Miquieu (Claude).

66 - PYRENEES-ORIENTALES

1 ^{re} circonscription.	M. Barate (Claude).
2 ^e	M. Estève (Pierre).
3 ^e	M. Farran (Jacques).
4 ^e	M. Sicre (Henri).

67 - RHIN (BAS-)

1 ^{re} circonscription.	M. Koehl (Emile).
2 ^e	M. Reymann (Marc).
3 ^e	M. Oehler (Jean).
4 ^e	M. Durr (André).
5 ^e	M. Gengenwin (Germain).
6 ^e	M. Caro (Jean-Marie).
7 ^e	M. Zeller (Adrien).
8 ^e	M. Grüssnmeyer (François).
9 ^e	M. Schreiner (Bernard).

68 - RHIN (HAUT-)

1 ^{re} circonscription.	M. Gerrer (Edmond).
2 ^e	M. Fuchs (Jean-Paul).
3 ^e	M. Reitzer (Jean-Luc).
4 ^e	M. Ueberschlag (Jean).
5 ^e	M. Bockel (Jean-Marie).
6 ^e	M. Weber (Jean-Jacques).
7 ^e	M. Baeumler (Jean-Pierre).

69 - RHONE

1 ^{re} circonscription.	Mme Isaac-Sibille (Bernadette).
2 ^e	M. Noir (Michel).
3 ^e	M. Dubernard (Jean-Michel).
4 ^e	M. Barre (Raymond).
5 ^e	M. Rigaud (Jean).
6 ^e	M. Hernu (Charles).
7 ^e	M. Queyranne (Jean-Jack).
8 ^e	M. Mayoud (Alain).
9 ^e	M. Perrut (Francisque).
10 ^e	M. Besson (Jean).
11 ^e	M. Montcharmont (Gabriel).
12 ^e	M. Terrot (Michel).
13 ^e	M. Poperen (Jean).
14 ^e	Mme Sublet (Marie-Josèphe).

70 - SAONE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Bergelin (Christian).
2 ^e	M. Michet (Jean-Pierre).
3 ^e	M. Legras (Philippe).

71 - SAONE-ET-LOIRE

1 ^{re} circonscription.	M. Worms (Jean-Pierre).
2 ^e	M. Nesme (Jean-Marc).
3 ^e	M. Billardon (André).
4 ^e	M. Joxe (Pierre).
5 ^e	M. Perben (Dominique).
6 ^e	M. Beaumont (René).

72 - SARTHE

1 ^{re} circonscription.	M. Chasseguet (Gérard).
2 ^e	M. Douyère (Raymond).
3 ^e	M. Chauveau (Guy-Michel).
4 ^e	M. Fillon (François).
5 ^e	M. Boulard (Jean-Claude).

73 - SAVOIE

1 ^{re} circonscription.	M. Besson (Louis).
2 ^e	M. Barnier (Michel).
3 ^e	M. Rinchet (Roger).

74 - SAVOIE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Brocard (Jean).
2 ^e	M. Bosson (Bernard).
3 ^e	M. Meylan (Michel).
4 ^e	M. Birraux (Claude).
5 ^e	M. Mazeaud (Pierre).

75 - PARIS

1 ^{re} circonscription.	M. Dominati (Jacques).
2 ^e	M. Tiberi (Jean).
3 ^e	M. Frédéric-Dupont (Edouard).
4 ^e	M. Kaspereit (Gabriel).
5 ^e	M. Marcus (Claude-Gérard).
6 ^e	M. Sarre (Georges).
7 ^e	M. Devaquet (Alain).
8 ^e	M. de Benouville (Pierre).
9 ^e	M. Quilès (Paul).
10 ^e	M. Toubon (Jacques).
11 ^e	Mme Catala (Nicole).
12 ^e	M. Balladur (Edouard).
13 ^e	Mme Barzach (Michèle).
14 ^e	M. Mesmin (Georges).
15 ^e	M. Gantier (Gilbert).
16 ^e	M. Pons (Bernard).
17 ^e	Mme de Panafieu (Françoise).
18 ^e	M. Juppé (Alain).
19 ^e	M. Vaillant (Daniel).
20 ^e	M. Cambadelis (Jean-Christophe).
21 ^e	M. Charzat (Michel).

76 - SEINE-MARITIME

1 ^{re} circonscription.	M. Bérégovoy (Michel).
2 ^e	M. Gambier (Dominique).
3 ^e	M. Bourguignon (Pierre).
4 ^e	M. Fabius (Laurent).
5 ^e	M. Bateux (Jean-Claude).
6 ^e	M. Dhaille (Paul).
7 ^e	M. Rufenacht (Antoine).
8 ^e	M. Duroméa (André).
9 ^e	Mme Bredin (Frédérique).
10 ^e	M. Leduc (Jean-Marie).
11 ^e	M. Beaufils (Jean).
12 ^e	M. Le Vern (Alain).

77 - SEINE-ET-MARNE

1 ^{re} circonscription.	M. Mignon (Jean-Claude).
2 ^e	M. Julia (Didier).
3 ^e	M. Hyst (Jean-Jacques).
4 ^e	M. Peyrefitte (Alain).
5 ^e	M. Drut (Guy).
6 ^e	M. Le Foll (Robert).
7 ^e	M. Planchou (Jean-Paul).
8 ^e	M. Fourré (Jean-Pierre).
9 ^e	M. Vivien (Alain).

78 - YVELINES

1 ^{re} circonscription.	M. Pinte (Etienne).
2 ^e	M. Borotra (Franck).
3 ^e	M. Tenaillon (Paul-Louis).
4 ^e	M. Lequiller (Pierre).
5 ^e	M. Jonemann (Alain).
6 ^e	M. Péricard (Michel).
7 ^e	M. Rocard (Michel).
8 ^e	M. Schreiner (Bernard).
9 ^e	M. Cuq (Henri).
10 ^e	Mme Boutin (Christine).
11 ^e	M. Malandain (Guy).
12 ^e	M. Masdeu-Arus (Jacques).

79 - SEVRES (DEUX-)

1 ^{re} circonscription.	M. Clert (André).
2 ^e	Mme Royal (Ségolène).
3 ^e	M. de Gaulle (Jean).
4 ^e	M. Brochard (Albert).

80 - SOMME

1 ^{re} circonscription.	M. Dessein (Jean-Claude).
2 ^e	M. de Robien (Gilles).
3 ^e	M. Hiard (Pierre).
4 ^e	M. Becq (Jacques).
5 ^e	M. Audinot (Gautier).
6 ^e	M. Fleury (Jacques).

81 - TARN

1 ^{re} circonscription.	M. Bernard (Pierre).
2 ^e	M. Pistre (Charles).
3 ^e	M. Limouzy (Jacques).
4 ^e	Mme Alquier (Jacqueline).

82 - TARN-ET-GARONNE

1 ^{re} circonscription.	M. Gouze (Hubert).
2 ^e	M. Baylet (Jean-Michel).

83 - VAR

1 ^{re} circonscription.	M. Colin (Daniel).
2 ^e	M. Colombani (Louis).
3 ^e	Mme Piat (Yann).
4 ^e	M. Couvé (Jean-Michel).
5 ^e	M. Léotard (François).
6 ^e	M. Falco (Hubert).
7 ^e	M. Paecht (Arthur).

84 - VAUCLUSE

1 ^{re} circonscription.	M. Ravier (Guy).
2 ^e	M. Borel (André).
3 ^e	M. Ferrand (Jean-Michel).
4 ^e	M. Gatel (Jean).

85 - VENDEE

1 ^{re} circonscription.	M. Preel (Jean-Luc).
2 ^e	M. Mestré (Philippe).
3 ^e	M. Mauger (Pierre).
4 ^e	M. de Villiers (Philippe).
5 ^e	M. Métais (Pierre).

86 - VIENNE

1 ^{re} circonscription.	M. Santrot (Jacques).
2 ^e	M. Chamard (Jean-Yves).
3 ^e	M. Lepercq (Arnaud).
4 ^e	Mme Cresson (Edith).

87 - VIENNE (HAUTE-)

1 ^{re} circonscription.	M. Savy (Robert).
2 ^e	M. Peyronnet (Jean-Claude).
3 ^e	M. Mocœur (Marcel).
4 ^e	M. Rodet (Alain).

88 - VOSGES

1 ^{re} circonscription.	M. Séguin (Philippe).
2 ^e	M. Pierret (Christian).
3 ^e	M. Spiller (Christian).
4 ^e	M. Beltrame (Serge).

89 - YONNE

1 ^{re} circonscription.	M. Soisson (Jean-Pierre).
2 ^e	M. Nallet (Henri).
3 ^e	M. Auberger (Philippe).

90 - TERRITOIRE DE BELFORT

1 ^{re} circonscription.	M. Forni (Raymond).
2 ^e	M. Chevènement (Jean-Pierre).

91 - ESSONNE

1 ^{re} circonscription.	M. Guyard (Jacques).
2 ^e	M. Dugoin (Xavier).
3 ^e	M. Tavernier (Yves).
4 ^e	M. Wiltzer (Pierre-André).
5 ^e	M. Pelchat (Michel).
6 ^e	M. Germon (Claude).
7 ^e	Mme Lienemann (Marie-Noëlle).
8 ^e	M. Berson (Michel).
9 ^e	M. Mandon (Thierry).
10 ^e	M. Dray (Julien).

92 - HAUTS-DE-SEINE

1 ^{re} circonscription.	M. Brunhes (Jacques).
2 ^e	M. Tranchant (Georges).
3 ^e	M. Haby (Jean-Yves).
4 ^e	M. Sapin (Michel).
5 ^e	M. Balkany (Patrick).
6 ^e	M. Sarkozy (Nicolas).
7 ^e	M. Baumel (Jacques).
8 ^e	M. Labbé (Claude).
9 ^e	M. Gorse (Georges).
10 ^e	M. Santini (André).
11 ^e	M. Bassinet (Philippe).
12 ^e	M. Foucher (Jean-Pierre).
13 ^e	M. Devedjian (Patrick).

93 - SEINE-SAINT-DENIS

1 ^{re} circonscription.	M. Bonnemaison (Gilbert).
2 ^e	M. Berthelot (Marcelin).
3 ^e	Mme Jacquaint (Muguette).
4 ^e	M. Pierna (Louis).
5 ^e	M. Gayssot (Jean-Claude).
6 ^e	M. Bartolone (Claude).
7 ^e	M. Brard (Jean-Pierre).
8 ^e	M. Pandraud (Robert).
9 ^e	Mme Neiertz (Véronique).
10 ^e	M. Delhy (Jacques).
11 ^e	M. Asensi (François).
12 ^e	M. Raoult (Eric).
13 ^e	M. Mahéas (Jacques).

94 - VAL-DE-MARNE

1 ^{re} circonscription.	Mme Papon (Christiane).
2 ^e	M. Cathala (Laurent).
3 ^e	M. Schwartzberg (Roger-Gérard).
4 ^e	M. Jegou (Jean-Jacques).
5 ^e	M. Giraud (Michel).
6 ^e	M. Vivien (Robert-André).
7 ^e	M. Nungesser (Roland).
8 ^e	M. Griotteray (Alain).
9 ^e	M. Rouquet (René).
10 ^e	M. Lefort (Jean-Claude).
11 ^e	M. Marchais (Georges).
12 ^e	M. Tabanou (Pierre).

95 - VAL-D'OISE

1 ^{re} circonscription.	M. Lachenaud (Jean-Philippe).
2 ^e	M. Richard (Alain).
3 ^e	M. Bequet (Jean-Pierre).
4 ^e	M. Delattre (Francis).
5 ^e	M. Mondargent (Robert).
6 ^e	M. Delalande (Jean-Pierre).
7 ^e	Mme Lecuir (Marie-France).
8 ^e	M. Strauss-Kahn (Dominique).
9 ^e	M. Coffineau (Michel).

II. - DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE

1 ^{re} circonscription.	M. Jalon (Frédéric).
2 ^e	M. Moutoussamy (Ernest).
3 ^e	M. Larifla (Dominique).
4 ^e	Mme Michaux-Chevry (Lucette).

GUYANE

1 ^{re} circonscription.	M. Castor (Elie).
2 ^e	M. Bertrand (Léon).

MARTINIQUE

1 ^{re} circonscription.	M. Lordinot (Guy).
2 ^e	M. Lise (Claude).
3 ^e	M. Césaire (Aimé).
4 ^e	M. Louis-Joseph-Doguè (Maurice).

LA REUNION

1 ^{re} circonscription.	M. Legros (Auguste).
2 ^e	M. Vergès (Laurent).
3 ^e	M. Thien Ah Koon (André).
4 ^e	M. Hoarau (Elie).
5 ^e	M. Virapoullé (Jean-Paul).

III. - COLLECTIVITES TERRITORIALES

MAYOTTE

Circonscription unique. M. Jean-Baptiste (Henry).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Circonscription unique. M. Grignon (Gérard).

IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DEPENDANCES

1 ^{re} circonscription.	M. Lafleur (Jacques).
2 ^e	M. Nenou-Pwataho (Maurice).

POLYNÉSIE FRANÇAISE

1 ^{re} circonscription.	M. Léontieff (Alexandre) (2).
2 ^e	M. Vernaudeau (Emile) (2).

WALLIS-ET-FUTUNA

Circonscription unique. M. Brial (Benjamin).

(1) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 21 juin 1988.
(2) Elu le 26 juin 1988.

2. LISTE ALPHABETIQUE DES DEPUTES

MM. Adevah-Pœuf (Maurice).....	Puy-de-Dôme.	Benedetti (Georges).....	Gard.
Alaize (Jean-Marie).....	Ardèche.	de Benouville (Pierre).....	Paris.
Mme Alliot-Marie (Michèle).....	Pyrénées-Atlantiques.	Bequet (Jean-Pierre).....	Val-d'Oise.
M. Alphandéry (Edmond).....	Maine-et-Loire.	Bérégovoy (Michel).....	Seine-Maritime.
Mme Alquier (Jacqueline).....	Tarn.	Bérégovoy (Pierre).....	Nièvre.
MM. Anciant (Jean).....	Oise.	Bergelin (Christian).....	Haute-Saône.
André (René).....	Manche.	Bernard (Pierre).....	Tarn.
Ansart (Gustave).....	Nord.	Berson (Michel).....	Essonne.
Anselin (Robert).....	Nord.	Berthelot (Marcelin).....	Seine-Saint-Denis.
Asensi (François).....	Seine-Saint-Denis.	Berthol (André).....	Moselle.
d'Attilio (Henri).....	Bouches-du-Rhône.	Bertrand (Léon).....	Guyane.
Auberger (Philippe).....	Yonne.	Besson (Jean).....	Rhône.
Aubert (Emmanuel).....	Alpes-Maritimes.	Besson (Louis).....	Savoie.
d'Aubert (François).....	Mayenne.	Billardon (André).....	Saône-et-Loire.
Audinot (Gautier).....	Somme.	Bioulac (Bernard).....	Dordogne.
Auroux (Jean).....	Loire.	Birraux (Claude).....	Haute-Savoie.
Mme Avice (Edwige).....	Isère.	Blanc (Jacques).....	Lozère.
MM. Ayrauli (Jean-Marc).....	Loire-Atlantique.	Blum (Roland).....	Bouches-du-Rhône.
Bachelet (Pierre).....	Alpes-Maritimes.	Bockel (Jean-Marie).....	Haut-Rhin.
Mme Bachelot (Roselyne).....	Maine-et-Loire.	Bocquet (Alain).....	Nord.
MM. Bachy (Jean-Paul).....	Ardennes.	Bois (Jean-Claude).....	Pas-de-Calais.
Baeumler (Jean-Pierre).....	Haut-Rhin.	Bonnemaison (Gilbert).....	Seine-Saint-Denis.
Balduyck (Jean-Pierre).....	Nord.	Bonnet (Alain).....	Dordogne.
Balkaný (Patrick).....	Hauts-de-Seine.	Bonrepaux (Augustin).....	Ariège.
Balladur (Edouard).....	Paris.	Borel (André).....	Vaucluse.
Balligand (Jean-Pierre).....	Aisne.	Borotra (Franck).....	Yvelines.
Bapt (Gérard).....	Haute-Garonne.	Bosson (Bernard).....	Haute-Savoie.
Barailla (Régis).....	Aude.	Mme Bouchardeau (Huguette).....	Doubs.
Barate (Claude).....	Pyrénées-Orientales.	MM. Boucheron (Jean-Michel).....	Charente.
Bardin (Bernard).....	Nièvre.	Boucheron (Jean-Michel).....	Ille-et-Vilaine.
Barnier (Michel).....	Savoie.	Boulard (Jean-Claude).....	Sarthe.
Barrau (Alain).....	Hérault.	Bouquet (Jean-Pierre).....	Marne.
Barre (Raymond).....	Rhône.	Bourg-Broc (Bruno).....	Marne.
Barrot (Jacques).....	Haute-Loire.	Bourguignon (Pierre).....	Seine-Maritime.
Bartolone (Claude).....	Seine-Saint-Denis.	Bousquet (Jean).....	Gard.
Mme Barzach (Michèle).....	Paris.	Mme Boutin (Christine).....	Yvelines.
MM. Bassinet (Philippe).....	Hauts-de-Seine.	MM. Bouvard (Loïc).....	Morbihan.
Bataille (Christian).....	Nord.	Boyon (Jacques).....	Ain.
Bateux (Jean-Claude).....	Seine-Maritime.	Braine (Jean-Pierre).....	Oise.
Battist (Umberto).....	Nord.	Brana (Pierre).....	Gironde.
Baudis (Dominique).....	Haute-Garonne.	Branger (Jean-Guy).....	Charente-Maritime.
Baumel (Jacques).....	Hauts-de-Seine.	Brard (Jean-Pierre).....	Seine-Saint-Denis.
Bayard (Henri).....	Loire.	Mme Bredin (Frédérique).....	Seine-Maritime.
Baylet (Jean-Michel).....	Tarn-et-Garonne.	MM. Brial (Benjamin).....	Wallis-et-Futuna.
Bayrou (François).....	Pyrénées-Atlantiques.	Briand (Maurice).....	Côtes-du-Nord.
Beaufils (Jean).....	Seine-Maritime.	Briane (Jean).....	Aveyron.
Beaumont (René).....	Saône-et-Loire.	Brocard (Jean).....	Haute-Savoie.
Bêche (Guy).....	Doubs.	Brochard (Albert).....	Deux-Sèvres.
Becq (Jacques).....	Somme.	de Broissia (Louis).....	Côte-d'Or.
Bégault (Jean).....	Maine-et-Loire.	Brune (Alain).....	Jura.
Beix (Roland).....	Charente-Maritime.	Brunhes (Jacques).....	Hauts-de-Seine.
Bellon (André).....	Alpes-de-Haute-Provence.	Cabal (Christian).....	Loire.
Belorgey (Jean-Michel).....	Allier.	Mme Cacheux (Denise).....	Nord.
Beltrame (Serge).....	Vosges.	MM. Calmat (Alain).....	Cher.
		Cambacérés (Jean-Marie).....	Gard.

	Cambadelis (Jean-Christophe)	Paris.
	Cambolive (Jacques).....	Aude.
	Capet (André).....	Pas-de-Calais.
	Carignon (Alain).....	Isère.
	Caro (Jean-Marie).....	Bas-Rhin.
	Carraz (Roland).....	Côte-d'Or.
	Cartelet (Michel).....	Aube.
	Carton (Bernard).....	Nord.
	Castor (Elie).....	Guyane.
Mme	Catala (Nicole).....	Paris.
MM.	Cathala (Laurent).....	Val-de-Marne.
	Cavaillé (Jean-Charles).....	Morbihan.
	Cazalet (Robert).....	Gironde.
	Cazenave (René).....	Pyrénées-Atlantiques.
	Césaire (Aimé).....	Martinique.
	Chaban-Delmas (Jacques).....	Gironde.
	Chamard (Jean-Yves).....	Vienne.
	Chanfaut (Guy).....	Haute-Marne.
	Chanteguet (Jean-Paul).....	Indre.
	Chapuis (Robert).....	Ardèche.
	Charbonnel (Jean).....	Corrèze.
	de Charette (Hervé).....	Maine-et-Loire.
	Charié (Jean-Paul).....	Loiret.
	Charles (Bernard).....	Lot.
	Charles (Serge).....	Nord.
	Charroppin (Jean).....	Jura.
	Charzat (Michel).....	Paris.
	Chasseguet (Gérard).....	Sarthe.
	Chauveau (Guy-Michel).....	Sarthe.
	Chavanes (Georges).....	Charente.
	Chevallier (Daniel).....	Hautes-Alpes.
	Chevènement (Jean-Pierre).....	Territoire de Belfort.
	Chirac (Jacques).....	Corrèze.
	Chollet (Paul).....	Lot-et-Garonne.
	Chouat (Didier).....	Côtes-du-Nord.
	Clément (Pascal).....	Loire.
	Clert (André).....	Deux-Sèvres.
	Coffineau (Michel).....	Val-d'Oise.
	Cointat (Michel).....	Ille-et-Vilaine.
	Colcombet (François).....	Allier.
	Colin (Daniel).....	Var.
	Colin (Georges).....	Marne.
	Colombani (Louis).....	Var.
	Colombier (Georges).....	Isère.
	Couanau (René).....	Ille-et-Vilaine.
	Cousin (Alain).....	Manche.
	Coussain (Yves).....	Cantal.
	Couve (Jean-Michel).....	Var.
	Couveinhes (René).....	Hérault.
	Cozan (Jean-Yves).....	Finistère.
	Crépeau (Michel).....	Charente-Maritime.
Mme	Cresson (Edith).....	Vienne.
MM.	Cuq (Henri).....	Yvelines.
	Daillet (Jean-Marie).....	Manche.
Mme	Daugreilh (Martine).....	Alpes-Maritimes.
MM.	Debré (Bernard).....	Indre-et-Loire.
	Debré (Jean-Louis).....	Eure.
	Defontaine (Jean-Pierre).....	Pas-de-Calais.
	Déhaine (Arthur).....	Oise.
	Déhoux (Marcel).....	Nord.
	Delalande (Jean-Pierre).....	Val-d'Oise.
	Delattre (Francis).....	Val-d'Oise.
	Delebarre (Michel).....	Nord.
	Delchedde (André).....	Pas-de-Calais.
	Delhy (Jacques).....	Seine-Saint-Denis.
	Demange (Jean-Marie).....	Moselle.

	Deniau (Jean-François).....	Cher.
	Deniau (Xavier).....	Loiret.
	Denvers (Albert).....	Nord.
	Deprez (Léonce).....	Pas-de-Calais.
	Derosier (Bernard).....	Nord.
	Desanlis (Jean).....	Loir-et-Cher.
	Deschaux-Beaume (Freddy).....	Eure.
	Desessart (Guy).....	Oise (1).
	Dessein (Jean-Claude).....	Somme.
	Destot (Michel).....	Isère.
	Devaquet (Alain).....	Paris.
	Devedjian (Patrick).....	Hauts-de-Seine.
	Dhaille (Paul).....	Seine-Maritime.
	Dhinnin (Claude).....	Nord.
	Dimeglio (Willy).....	Hérault.
	Dinet (Michel).....	Meurthe-et-Moselle.
	Dolez (Marc).....	Nord.
	Doligé (Eric).....	Loiret.
	Dollo (Yves).....	Côtes-du-Nord.
	Dominati (Jacques).....	Paris.
	Dosière (René).....	Aisne.
	Doussat (Maurice).....	Eure-et-Loir.
	Douyère (Raymond).....	Sarthe.
	Dray (Julien).....	Essonne.
	Drouin (René).....	Moselle.
	Drut (Guy).....	Seine-et-Marne.
	Dubernard (Jean-Michel).....	Rhône.
	Ducert (Claude).....	Haute-Garonne.
	Ducout (Pierre).....	Gironde.
	Dugoin (Xavier).....	Essonne.
	Dumas (Roland).....	Dordogne.
	Dumont (Jean-Louis).....	Meuse.
	Dupilet (Dominique).....	Pas-de-Calais.
	Durand (Adrien).....	Lozère.
	Durand (Georges).....	Drôme.
	Durand (Yves).....	Nord.
	Durieux (Bruno).....	Nord.
	Durieux (Jean-Paul).....	Meurthe-et-Moselle.
	Duroméa (André).....	Seine-Maritime.
	Durr (André).....	Bas-Rhin.
	Durupt (Job).....	Meurthe-et-Moselle.
Mme	Ecochard (Janine).....	Bouches-du-Rhône.
MM.	Ehrmann (Charles).....	Alpes-Maritimes.
	Emmanueli (Henri).....	Landes.
	Estève (Pierre).....	Pyrénées-Orientales.
	Estrosi (Christian).....	Alpes-Maritimes.
	Evin (Claude).....	Loire-Atlantique.
	Fabius (Laurent).....	Seine-Maritime.
	Facon (Albert).....	Pas-de-Calais.
	Falala (Jean).....	Marne.
	Falco (Hubert).....	Var.
	Farran (Jacques).....	Pyrénées-Orientales.
	Ferrand (Jean-Michel).....	Vaucluse.
	Fèvre (Charles).....	Haute-Marne.
	Fillon (François).....	Sarthe.
	Fleury (Jacques).....	Somme.
	Floch (Jacques).....	Loire-Atlantique.
	Forgues (Pierre).....	Hautes-Pyrénées.
	Forni (Raymond).....	Territoire de Belfort.
	Fort (Alain).....	Drôme.
	Foucher (Jean-Pierre).....	Hauts-de-Seine.
	Fourré (Jean-Pierre).....	Seine-et-Marne.
	Frêche (Georges).....	Hérault.
	Frédéric-Dupont (Edouard).....	Paris.
	Fréville (Yves).....	Ille-et-Vilaine.
	Fuchs (Jean-Paul).....	Haut-Rhin.

Gaillard (Claude)	Meurthe-et-Moselle.	Jonemann (Alain)	Yvelines.
Gaits (Claude)	Hautes-Pyrénées.	Joseph (Jean-Pierre)	Gers.
Gallet (Bertrand)	Eure-et-Loir.	Josèphe (Noël)	Pas-de-Calais.
Galley (Robert)	Aube.	Jospin (Lionel)	Haute-Garonne.
Gambier (Dominique)	Seine-Maritime.	Josselin (Charles)	Côtes-du-Nord.
Gantier (Gilbert)	Paris.	Journet (Alain)	Gard.
Garmendia (Pierre)	Gironde.	Joxe (Pierre)	Saône-et-Loire.
Garrec (René)	Calvados.	Julia (Didier)	Seine-et-Marne.
Garrouste (Marcel)	Lot-et-Garonne.	Juppé (Alain)	Paris.
de Gastines (Henri)	Mayenne.	Kaspereit (Gabriel)	Paris.
Gateaud (Jean-Yves)	Indre.	Kergueris (Aimé)	Morbihan.
Gaïel (Jean)	Vaucluse.	Kert (Christian)	Bouches-du-Rhône.
Gatignol (Claude)	Manche.	Kiffer (Jean)	Moselle.
Gaudin (Jean-Claude)	Bouches-du-Rhône.	Koehl (Emile)	Bas-Rhin.
de Gaulle (Jean)	Deux-Sèvres.	Kucheida (Jean-Pierre)	Pas-de-Calais.
Gayssot (Jean-Claude)	Seine-Saint-Denis.	Labarrère (André)	Pyrénées-Atlantiques.
Geng (Francis)	Orne.	Labbé (Claude)	Hauts-de-Seine.
Gengenwin (Germain)	Bas-Rhin.	Laborde (Jean)	Gers.
Germon (Claude)	Essonne.	Lachenaud (Jean-Philippe)	Val d'Oise.
Gerrer (Edmond)	Haut-Rhin.	Lacombe (Jean)	Hérault.
Giovannelli (Jean)	Morbihan.	Laffineur (Marc)	Maine-et-Loire.
Giraud (Michel)	Val-de-Marne.	Laffleur (Jacques)	Nouvelle-Calédonie et dépendances.
Giscard d'Estaing (Valéry)	Puy-de-Dôme.	Lagorce (Pierre)	Gironde.
Goasduff (Jean-Louis)	Finistère.	Laignel (André)	Indre.
Godfrain (Jacques)	Aveyron.	Lajoinie (André)	Allier.
Goldberg (Pierre)	Allier.	Mme Lalumière (Catherine)	Gironde.
Gonnot (François-Michel)	Oise.	MM. Lamassoure (Alain)	Pyrénées-Atlantiques.
Gorse (Georges)	Hauts-de-Seine.	Lambert (Jérôme)	Charente.
Goulet (Daniel)	Orne.	Lambert (Michel)	Orne.
Gourmelon (Joseph)	Finistère.	Landrain (Edouard)	Loire-Atlantique.
Gouze (Hubert)	Tarn-et-Garonne.	Lang (Jack)	Loir-et-Cher.
Gouzes (Gérard)	Lot-et-Garonne.	Lapaire (Jean-Pierre)	Loiret.
Grignon (Gérard)	Saint-Pierre-et- Miquelon.	Larifla (Dominique)	Guadeloupe.
Grimault (Hubert)	Maine-et-Loire.	Laurain (Jean)	Moselle.
Griotteray (Alain)	Val-de-Marne.	Lavédrine (Jacques)	Puy-de-Dôme.
Grussenmeyer (François)	Bas-Rhin.	Mme Lecuir (Marie-France)	Val d'Oise.
Guellec (Ambroise)	Finistère.	MM. Le Déaut (Jean-Yves)	Meurthe-et-Moselle.
Guichard (Olivier)	Loire-Atlantique.	Le Drian (Jean-Yves)	Morbihan.
Guichon (Lucien)	Ain.	Leduc (Jean-Marie)	Seine-Maritime.
Guyard (Jacques)	Essonne.	Le Foll (Robert)	Seine-et-Marne.
Haby (Jean-Yves)	Hauts de Seine.	Lefort (Jean-Claude)	Val-de-Marne.
Hage (Georges)	Nord.	Lefranc (Bernard)	Aisne.
d'Harcourt (François)	Calvados.	Le Garrec (Jean)	Nord.
Hermier (Guy)	Bouches-du-Rhône.	Legras (Philippe)	Haute-Saône.
Hernu (Charles)	Rhône.	Legros (Auguste)	La Réunion.
Hervé (Edmond)	Ille-et-Vilaine.	Lejeune (André)	Creuse.
Hiard (Pierre)	Somme.	Le Meur (Daniel)	Aisne.
Hoarau (Elie)	La Réunion.	Lemoine (Georges)	Eure-et-Loir.
Hollande (François)	Corrèze.	Lengagne (Guy)	Pas-de-Calais.
Houssin (Pierre-Rémy)	Charente.	Léontieff (Alexandre)	Polynésie française (2).
Mme Hubert (Elisabeth)	Loire-Atlantique.	Léotard (François)	Var.
MM. Huguet (Roland)	Pas-de-Calais.	Le Pensec (Louis)	Finistère.
Hunault (Xavier)	Loire-Atlantique.	Lepercq (Arnaud)	Vienne.
Huyghues des Etages (Jacques)	Nièvre.	Lequiller (Pierre)	Yvelines.
Hyst (Jean-Jacques)	Seine-et-Marne.	Léron (Roger)	Drôme.
Inchauspé (Michel)	Pyrénées-Atlantiques.	Lestas (Roger)	Mayenne.
Mme Isaac-Sibille (Bernadette)	Rhône.	Le Vern (Alain)	Seine-Maritime.
M. Istace (Gérard)	Ardennes.	Mme Lienemann (Marie-Noëlle)	Essonne.
Mmes Jacq (Marie)	Finistère.	MM. Ligot (Maurice)	Maine-et-Loire.
Jacquaint (Muguet)	Seine-Saint-Denis.	Limouzy (Jacques)	Tarn.
MM. Jacquat (Denis)	Moselle.	de Lipkowski (Jean)	Charente-Maritime.
Jacquemin (Michel)	Doubs.	Lise (Claude)	Martinique.
Jalton (Frédéric)	Guadeloupe.	Loidi (Robert)	Haute-Garonne.
Jean-Baptiste (Henry)	Mayotte.	Lombard (Paul)	Bouches-du-Rhône.
Jegou (Jean-Jacques)	Val-de-Marne.	Loncle (François)	Eure.

Longuet (Gérard)	Meuse.	Noir (Michel)	Rhône.
Lordinot (Guy)	Martinique.	Nungesser (Roland)	Val de Marne.
Lorgeoux (Jeanny)	Loir-et-Cher.	Oehler (Jean)	Bas-Rhin.
Louis-Joseph-Dogué (Maurice)	Martinique.	Ollier (Patrick)	Hautes-Alpes.
Luppi (Jean-Pierre)	Isère.	d'Ornano (Michel)	Calvados.
Madelin (Alain)	Ille-et-Vilaine.	Ortet (Pierre)	Haute-Garonne.
Madrelle (Bernard)	Gironde.	Paccou (Charles)	Nord.
Maheas (Jacques)	Seine-Saint-Denis.	Paecht (Arthur)	Var.
Malandain (Guy)	Yvelines.	Mme de Panafieu (Françoise)	Paris.
Malvy (Martin)	Lot.	M. Pandraud (Robert)	Seine-Saint-Denis.
Mancel (Jean-François)	Oise (3).	Mmes Papon (Christiane)	Val-de-Marne.
Mandon (Thierry)	Essonne.	Papon (Monique)	Loire-Atlantique.
Marcellin (Raymond)	Morbihan.	MM. Pasquini (Pierre)	Haute-Corse.
Marchais (Georges)	Val-de-Marne.	Patriat (François)	Côte d'Or.
Marchand (Philippe)	Charente-Maritime.	Pelchat (Michel)	Essonne.
Marcus (Claude-Gérard)	Paris.	Pénicaud (Jean-Pierre)	Landes.
Mas (Roger)	Ardennes.	Perben (Dominique)	Saône-et-Loire.
Masdeu-Arus (Jacques)	Yvelines.	Perbet (Régis)	Ardèche.
Massat (René)	Ariège.	de Peretti della Rocca (Jean-Pierre)	Bouches-du-Rhône.
Masse (Marius)	Bouches-du-Rhône.	Péricard (Michel)	Yvelines.
Masson (Jean-Louis)	Moselle.	Perrut (Francisque)	Rhône.
Massot (François)	Alpes-de-Haute-Provence.	Peyrefitte (Alain)	Seine-et-Marne.
Mathieu (Gilbert)	Côte d'Or.	Peyronnet (Jean-Claude)	Haute-Vienne.
Mauger (Pierre)	Vendée.	Pezet (Michel)	Bouches-du-Rhône.
Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)	Loire-Atlantique.	Philibert (Jean-Pierre)	Loire.
Mauroy (Pierre)	Nord.	Mme Piat (Yann)	Var.
Mayoud (Alain)	Rhône.	MM. Pierna (Louis)	Seine-Saint-Denis.
Mazeaud (Pierre)	Haute-Savoie.	Pierret (Christian)	Vosges.
Méhaignerie (Pierre)	Ille-et-Vilaine.	Pillet (Yves)	Isère.
Mellick (Jacques)	Pas-de-Calais.	Pinte (Etienne)	Yvelines.
Merli (Pierre)	Alpes-Maritimes.	Pistre (Charles)	Tarn.
Mermaz (Louis)	Isère.	Planchou (Jean-Paul)	Seine-et-Marne.
Mesmin (Georges)	Paris.	Poignant (Bernard)	Finistère.
Mestre (Philippe)	Vendée.	Poniatowski (Ladislas)	Eure.
Métais (Pierre)	Vendée.	Pons (Bernard)	Paris.
Metzinger (Charles)	Moselle.	Poperen (Jean)	Rhône.
Mexandeau (Louis)	Calvados.	Poujade (Robert)	Côte d'Or.
Meytan (Michel)	Haute-Savoie.	Pourchon (Maurice)	Puy-de-Dôme.
Micaux (Pierre)	Aube.	Preel (Jean-Luc)	Vendée.
Mme Michaux-Chevry (Lucette)	Guadeloupe.	Proriot (Jean)	Haute-Loire.
MM. Michel (Henri)	Drôme.	Proveux (Jean)	Indre-et-Loire.
Michel (Jean-Pierre)	Haute-Saône.	Queyranne (Jean-Jack)	Rhône.
Migaud (Didier)	Isère.	Quilès (Paul)	Paris.
Mme Mignon (Hélène)	Haute-Garonne.	Raoult (Eric)	Seine-Saint-Denis.
MM. Mignon (Jean-Claude)	Seine-et-Marne.	Ravier (Guy)	Vauchuse.
Millet (Gilbert)	Gard.	Raynal (Pierre)	Cantal.
Millon (Charles)	Ain.	Recours (Alfred)	Eure.
Miossec (Charles)	Finistère.	Reiner (Daniel)	Meurthe-et-Moselle.
Miqueu (Claude)	Hautes-Pyrénées.	Reitzer (Jean-Luc)	Haut-Rhin.
Mitterrand (Gilbert)	Gironde.	Reymann (Marc)	Bas-Rhin.
Mocœur (Marcel)	Haute-Vienne.	Richard (Alain)	Val-d'Oise.
Montcharmont (Gabriel)	Rhône.	Richard (Lucien)	Loire-Atlantique.
Montdargent (Robert)	Val-d'Oise.	Rigal (Jean)	Aveyron.
Mmes Mora (Christiane)	Indre-et-Loire.	Rigaud (Jean)	Rhône.
Moreau (Louise)	Alpes-Maritimes.	Rimareix (Gaston)	Creuse.
MM. Moutoussamy (Ernest)	Guadeloupe.	Rimbault (Jacques)	Cher.
Moyne-Bressand (Alain)	Isère.	Rinchet (Roger)	Savoie.
Nallet (Henri)	Yonne.	de Robien (Gilles)	Somme.
Nayral (Bernard)	Hérault.	Rocard (Michel)	Yvelines.
Mme Neiertz (Véronique)	Seine-Saint-Denis.	de Rocca Serra (Jean-Paul)	Corse-du-Sud.
MM. Nenou-Pwataho (Maurice)	Nouvelle-Calédonie et dépendances.	Rochebloine (François)	Loire.
Néri (Alain)	Puy-de-Dôme.	Rodet (Alain)	Haute-Vienne.
Nesme (Jean-Marc)	Saône-et-Loire.	Roger-Machart (Jacques)	Haute-Garonne.
		Rossi (André)	Aisne.
		Rossi (José)	Corse-du-Sud.

Rossinot (André).....	Meurthe-et-Moselle.	Tavernier (Yves).....	Essonne.
Mme Roudy (Yvette).....	Calvados.	Teissier (Guy).....	Bouches-du-Rhône.
M. Rouquet (René).....	Val-de-Marne.	Tenaillon (Paul-Louis).....	Yvelines.
Mme Royal (Ségolène).....	Deux-Sèvres.	Terrot (Michel).....	Rhône.
MM. Royer (Jean).....	Indre-et-Loire.	Testu (Jean-Michel).....	Indre-et-Loire.
Rufenacht (Antoine).....	Seine-Maritime.	Thiémé (Fabien).....	Nord.
Saint-Ellier (Francis).....	Calvados.	Thien Ah Koon (André).....	La Réunion.
Sainte-Marie (Michel).....	Gironde.	Thomas (Jean-Claude).....	Marne.
Salles (Rudy).....	Alpes-Maritimes.	Tibéri (Jean).....	Paris.
Sanmarco (Philippe).....	Bouches-du-Rhône.	Toubon (Jacques).....	Paris.
Santa Cruz (Jean-Pierre).....	Jura.	Tranchant (Georges).....	Hauts-de-Seine.
Santini (André).....	Hauts-de-Seine.	Trémel (Pierre-Yvon).....	Côtes-du-Nord.
Santrot (Jacques).....	Vienne.	Ueberschlag (Jean).....	Haut-Rhin.
Sapin (Michel).....	Hauts-de-Seine.	Vacant (Edmond).....	Puy-de-Dôme.
Sarkozy (Nicolas).....	Hauts-de-Seine.	Vachet (Léon).....	Bouches-du-Rhône.
Sarre (Georges).....	Paris.	Vaillant (Daniel).....	Paris.
Saumade (Gérard).....	Hérault.	Valleix (Jean).....	Gironde.
Mme Sauvaigo (Suzanne).....	Alpes-Maritimes.	Vasseur (Philippe).....	Pas-de-Calais.
MM. Savy (Robert).....	Haute-Vienne.	Vauzelle (Michel).....	Bouches-du-Rhône.
Schreiner (Bernard).....	Bas-Rhin.	Vergès (Laurent).....	La Réunion.
Schreiner (Bernard).....	Yvelines.	Vernaudon (Emile).....	Polynésie Française (4).
Schwartzberg (Roger-Gérard)	Val-de-Marne.	Vial-Massat (Théo).....	Loire.
Schwint (Robert).....	Doubs.	Vidal (Joseph).....	Aude.
Séguin (Philippe).....	Vosges.	Vidal (Yves).....	Bouches-du-Rhône.
Seitlinger (Jean).....	Moselle.	Vidalies (Alain).....	Landes.
Sergheraert (Maurice).....	Nord.	Vignoble (Gérard).....	Nord.
Sicre (Henri).....	Pyrénées Orientales.	de Villiers (Philippe).....	Vendée.
Soisson (Jean-Pierre).....	Yonne.	Virapoullé (Jean-Paul).....	La Réunion.
Spiller (Christian).....	Vosges.	Vivien (Alain).....	Seine-et-Marne.
Stasi (Bernard).....	Marne.	Vivien (Robert-André).....	Val-de-Marne.
Stirn (Olivier).....	Manche.	Voisin (Michel).....	Ain.
Stoléro (Lionel).....	Oise.	Vuillaume (Roland).....	Doubs.
Strauss-Kahn (Dominique).....	Val d'Oise.	Wacheux (Marcel).....	Pas-de-Calais.
Mme Sublet (Marie-Josèphe).....	Rhône.	Warhouver (Aloyse).....	Moselle.
MM. Suchod (Michel).....	Dordogne.	Weber (Jean-Jacques).....	Haut-Rhin.
Sueur (Jean-Pierre).....	Loiret.	Wiltzer (Pierre-André).....	Essonne.
Tabanou (Pierre).....	Val-de-Marne.	Worms (Jean-Pierre).....	Saône-et-Loire.
Tardito (Jean).....	Bouches-du-Rhône.	Zeller (Adrien).....	Bas-Rhin.
Taugourdeau (Martial).....	Eure-et-Loir.	Zuccarelli (Emile).....	Haute-Corse

(1) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 21 juin 1988.

(2) Elu le 26 juin 1988.

(3) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 21 juin 1988.

(4) Elu le 26 juin 1988.

II. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DEPUIS LE DEBUT DE LA LEGISLATURE

A. - ELECTIONS

1. Contestations d'élections par circonscription et décisions du Conseil constitutionnel

Métropole

Aisne (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. André ROSSI par M. Dominique JOURDAIN [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2862).

Alpes-Maritimes (4^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Emmanuel AUBERT par M. Gérard LEFORT et Mme Annelise VOGEL [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de ces requêtes [4 octobre 1988] (p. 668).

Alpes-Maritimes (9^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Pierre BACHELET par le Nouveau Parti national et par Mme Andrée ROUSSELLE [23 et 24 juin 1988] (p. 336 et 346) ; rejet de ces requêtes [4 octobre 1988] (p. 667).

Ardèche (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Marie ALAIZE par M. Jean-François MICHEL [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2708).

Bouches-du-Rhône (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Philippe SANMARCO par M. Jean ROUSSEL [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1312).

Bouches-du-Rhône (5^e circonscription) : contestation de l'élection de Mme Janine ECOCHARD par M. Gabriel DOMENECH et M. Maurice TOGA [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de ces requêtes [21 octobre 1988] (p. 1316).

Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Guy TEISSIER par M. Bernard TAPIE [23 juin 1988] (p. 336) ; annulation de l'élection de M. Guy TEISSIER [29 novembre 1988] (p. 2865).

Bouches-du-Rhône (9^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean TARDITO par M. Gilbert RASTOIN, M. Ronald PERDOMO et M. Jean ALLEGRE [23, 24 et 28 juin 1988] (p. 336, 346 et 355) ; rejet de ces requêtes [4 octobre 1988] (p. 665).

Bouches-du-Rhône (12^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Henri d'ATTILIO par M. Laurens DELEUIL [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 617).

Calvados (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Francis SAINT-ELLIER par M. André LEDRAN [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1311).

Charente (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jérôme LAMBERT par M. René DUREPAIRE [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 669).

Charente-Maritime (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Michel CREPEAU par M. Georges ALLAIN et par le Mouvement de défense des libertés individuelles [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de ces requêtes [3 octobre 1988] (p. 618).

Charente-Maritime (4^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Philippe MARCHAND par M. Hubert PIEYRE [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1316).

Charente et Corrèze : contestation des opérations électorales par M. René CHAUFFOUR [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 622).

Haute-Corse (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Emile ZUCCARELLI par M. Jean BAGGIONI [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2868).

Côtes-du-Nord (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Yvon TREMEL par M. Marc SABBAGH [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 668).

Essonne (4^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Pierre-André WILTZER par Mme Nicole MORICHAUD [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2863).

Finistère (6^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Yves COZAN par M. Yves CAM [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1309).

Gironde (4^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Pierre GARMENDIA par Mme Paulette LAVIGNE [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1309).

Gironde (8^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Robert CAZALET par M. Kléber HAYE [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2867).

Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Jacques BRUNHES par Mme Mauricette BOURGEOIS [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 670).

Hauts-de-Seine (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Georges TRANCHANT par M. Michel LANERET [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 670).

Hauts-de-Seine (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Patrick BALKANY par M. Gilles CATOIRE [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2865).

Hérault (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Willy DIMEGLIO par M. Jean-Claude MARTINEZ [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1311).

Hérault (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. René COUVEINHES par M. Claude BARRAL [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2866).

Isère (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Alain CARIGNON par M. Yves COHEN [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1309).

Isère (9^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Yves PILLET par M. Michel HANNOUN [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1314).

Jura (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Pierre SANTA-CRUZ par M. Gilbert BARBIER [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2706).

Loir-et-Cher (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jeanny LORGEUX par M. Patrice MARTIN-LALANDE [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2864).

Loire-Atlantique (9^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Lucien RICHARD par M. Lionel MONTILLY [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1308).

Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Job DURUPT par M. Gérard LEONARD [23 juin 1988] (p. 336) ; annulation de l'élection de M. Job DURUPT [21 octobre 1988] (p. 1313).

Moselle (7^e circonscription) : contestation de l'élection de M. André BERTHOL par M. Paul BLADT [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2709).

Nord (19^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Gustave ANSART par M. Alain PHILIPPART [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 621).

Nord (20^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Alain BOCQUET par M. Pierre BOUSSARD [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 621).

Oise (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Guy DESESSART par M. Walter AMSALLEM [23 juin 1988] (p. 336) ; annulation de l'élection de M. Guy DESESSART [23 juin 1988] (p. 337).

Oise (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-François MANCEL par M. Guy VADEPIED [23 juin 1988] (p. 336) ; annulation de l'élection de M. Jean-François MANCEL [23 juin 1988] (p. 337).

Oise (1^{re}, 2^e et 4^e circonscriptions) : contestation des opérations électorales par le préfet de l'Oise [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [23 juin 1988] (p. 338).

Paris (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Edouard FREDERIC-DUPONT par M. Pascal PELISSON [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 622).

Paris (8^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Pierre de BENOUILLE par M. Franck CHARASSON [28 juin 1988] (p. 355) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 623).

Paris (10^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jacques TOUBON par Mme Gisèle STIEVENARD [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1314).

Paris (19^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Daniel VAILLANT par M. Jean-Pierre PIERRE-BLOCH et M. Patrice de BLIGNIERES [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de ces requêtes [4 octobre 1988] (p. 668).

Paris (20^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Christophe CAMBADELIS par M. Jacques FERON [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1310).

Pyrénées-Orientales (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Pierre ESTEVE par M. Pierre SERGENT [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2707).

Rhône (14^e circonscription) : contestation de l'élection de Mme Marie-Joséphine SUBLET par M. Maurice JOANNON [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 621).

Rhône (plusieurs circonscriptions) : contestation d'opérations électorales par M. Jacques SARKISSIAN [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 620).

Saône-et-Loire (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Pierre WORMS par M. Roger COUTU, RIER [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [28 novembre 1988] (p. 2868).

Savoie (1^{re} circonscription) : notification d'une requête par M. Maurice MARTINET sans précision de son contenu [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1312).

Haute-Savoie (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean BROCARD par M. Jean-Pierre VIALLE [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 616).

Haute-Savoie (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Bernard BOSSON par M. Bernard NEMOZ [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 616).

Seine-Maritime (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Dominique GAMBIER par M. Pierre ALBERTINI [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2707).

Seine-Maritime (8^e circonscription) : contestation de l'élection de M. André DUROMEA par M. Gérard BLONDEL [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 621).

Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Gilbert BONNEMAISON par M. Jean-Baptiste ANGELINI, M. Serge DOLL et M. Marcel HOUET [23 et 24 juin 1988] ; rejet de ces requêtes [4 octobre 1988] (p. 666).

Seine-Saint-Denis (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Marcelin BERTHELOT par M. Franck TIMERMANS [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 619).

Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) : contestation de l'élection de Mme Muguelle JACQUAINT par M. François AVON [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 620).

Seine-Saint-Denis (8^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Claude BARTOLONE par M. Alain MEYET [23 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [8 novembre 1988] (p. 1972).

Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Pierre BRARD par M. Claude SAMUEL [23 juin 1988] (p. 336) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 670).

Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) : contestation de l'élection de Mme Véronique NEIERTZ par M. Jean-Jacques LADEL et M. Pierre DUFOUR [23 juin 1988] (p. 336) ; annulation de l'élection de Mme Véronique NEIERTZ [8 novembre 1988] (p. 1972).

Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) : contestation de l'élection de M. François ASENSI par M. Sylvain GARANT, M. Robert DRAY, M. Philippe GEFFROY et M. Roger HOLEINDRE [23, 24 et 28 juin 1988] (p. 336, 346 et 355) ; annulation de l'élection de M. François ASENSI [29 novembre 1988] (p. 2866).

Val-de-Marne (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Michel GIRAUD par M. Pierre MONNIER [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 666).

Val-de-Marne (9^e circonscription) : contestation de l'élection de M. René ROUQUET par M. Fernand SAAL [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 618).

Val-de-Marne (10^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Claude LEFORT par M. Claude DECIMO [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2711).

Val-de-Marne (11^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Georges MARCHAIS par M. Michel CHOUASNE [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1310).

Val-d'Oise (3^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Pierre BEQUET par M. Jean BARDET [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 667).

Val-d'Oise (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Robert MONTDARGENT par M. Michel BISCHOFF et M. Yannick GUYOMARCH [23 et 24 juin 1988] (p. 337 et 346) ; rejet de ces requêtes [21 octobre 1988] (p. 1315).

Var (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Daniel COLIN par M. Daniel ROURE [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2708).

Vaucluse (4^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean GATEL par M. MARIANI [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 622).

Vosges (8^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Christian SPILLER par M. Guy VAXELAIRE [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 623).

Vosges (4^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Serge BELTRAME par M. Alain JACQUOT [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1313).

Yvelines (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Alain JONEMANN par M. Francis CHEBAUT [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [4 octobre 1988] (p. 671).

Départements d'outre-mer

Guadeloupe (1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e circonscriptions) : contestation des opérations électorales par M. Gabriel BANAIAS [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 620).

Guadeloupe (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Ernest MOUTOUSSAMY par M. Edouard DEHERLESAINT [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2869).

Guyane (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Léon BERTRAND par M. Yves BARRAT [24 juin 1988] (p. 346) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2709).

Martinique (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Guy LORDINOT par M. Michel RENARD, M. KAKIN, M. DEHAUTEUR et M. BELFROY [24 juin et 3 octobre 1988] (p. 346 et 616) ; rejet de ces requêtes [23 novembre 1988] (p. 2710).

Martinique (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Claude LISE par M. Pierre PETIT [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [21 octobre 1988] (p. 1314).

La Réunion (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Auguste LEGROS par M. Jacques FASTRE et M. Georges SISCO [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [3 octobre 1988] (p. 619).

La Réunion (5^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Jean-Paul VIRAPOULLE par M. Pierre HOARAU [28 juin 1988] (p. 355) ; désistement du requérant [4 octobre 1988] (p. 671).

Territoires d'outre-mer

Nouvelle-Calédonie et dépendances : notification d'une requête par M. Jean CHEVAL sans précision de son contenu [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de la requête [23 novembre 1988] (p. 2705).

Polynésie française (1^{re} circonscription) : contestation de l'élection de M. Alexandre LEONTIEFF par M. TEMARU et M. SALMON [3 octobre 1988] (p. 616) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2869).

Polynésie française (2^e circonscription) : contestation de l'élection de M. Emile VERNAUDON par M. TEMARU et M. SALMON [3 octobre 1988] (p. 616) ; rejet de la requête [29 novembre 1988] (p. 2869).

Wallis-et-Futuna : contestation de l'élection de M. Benjamin BRIAL par M. Kamilo GATA [23 juin 1988] (p. 337) ; annulation de l'élection de M. Benjamin BRIAL [23 novembre 1988] (p. 2708).

Requêtes non dirigées contre l'élection dans une circonscription déterminée : M. ROSNY MAINVIELLE et M. PRADET [23 juin 1988] (p. 337) ; rejet de ces requêtes [3 octobre 1988] (p. 617 et 618).

2. Annulations d'élections par circonscription

Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) : annulation de l'élection de M. Guy TEISSIER [29 novembre 1988] (p. 2865).

Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) : annulation de l'élection de M. Job DURUPT [21 octobre 1988] (p. 1313).

Oise (1^{re} circonscription) : annulation de l'élection de M. Guy DESESSART [23 juin 1988] (p. 337).

Oise (2^e circonscription) : annulation de l'élection de M. Jean-François MANCEL [23 juin 1988] (p. 337).

Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) : annulation de l'élection de Mme Véronique NEIERTZ et de son remplaçant à l'Assemblée nationale, M. Claude FUZIER [8 novembre 1988] (p. 1972).

Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) : annulation de l'élection de M. François ASENSI [29 novembre 1988] (p. 2865).

Wallis-et-Futuna : annulation de l'élection de M. Benjamin BRIAL [23 novembre 1988] (p. 2708).

3. Elections partielles

18 septembre 1988 : élection de MM. Olivier DASSAULT (Oise, 1^{re} circonscription) et Jean-François MANCEL (Oise, 2^e circonscription) [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991).

11 décembre 1988 : élection de M. Gérard LEONARD (Meurthe-et-Moselle, 2^e circonscription) [J.O. du 14 décembre 1988] (p. 15607).

18 décembre 1988 : élection de MM. Richard CAZENAVE (Isère, 1^{re} circonscription) et Roger GOUHIER (Seine-Saint-Denis, 9^e circonscription) [J.O. du 20 décembre 1988] (p. 15955).

B. - DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

1. Premier ministre : M. Michel ROCARD. Décret du 23 juin 1988 [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8319).

2. Ministres et secrétaires d'Etat : Mme Edwige AVICE, MM. Jean-Michel BAYLET, Pierre BEREGOVY, Robert CHAPUIS, Jean-Pierre CHEVENEMENT, Mme Edith CRESSON, MM. Michel DELEBARRE, Roland DUMAS, Claude EVIN, Lionel JOSPIN, Pierre JOXE, André LAIGNEL, Jack LANG, Louis LE PENSEC, Jacques MELLICK, Henri NALLET, Mme Véronique NEIERTZ, MM. Jean POPPEREN, Paul QUILES, Georges SARRE, Jean-Pierre SOISSON, Olivier STIRN, Lionel STOLERU. Décret du 28 juin 1988 [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8529).

C. - DEPUTES DECEDES

M. Laurent VERGES, décédé le 12 octobre 1988 [J.O. du 13 octobre 1988] (p. 12932).

D. - DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Jean-Yves LE DRIAN, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la mer [J.O. du 16 octobre 1988] (p. 13080).

M. Jean-Pierre LUPPI, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique [J.O. du 23 octobre 1988] (p. 13415).

M. Alexandre LEONTIEFF, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [J.O. du 20 novembre 1988] (p. 14516).

E. - DEMISSION D'UN DEPUTE

M. Alain CARIGNON [J.O. du 3 novembre 1988] (p. 13818).

F. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

M. François ASENSI : élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 25 novembre 1988.

M. Jean-Yves AUTEXIER, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Georges SARRE, nommé membre du Gouvernement.

Mme Edwige AVICE, nommée membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacée par M. Jean-François DELAHAIS.

M. Jean-Michel BAYLET, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Jean-Paul NUNZI.

M. Pierre BEREGOVY, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Marcel CHARMANT.

M. Jean-Claude BLIN, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. André LAIGNEL, nommé membre du Gouvernement.

M. Benjamin BRIAL : élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 23 novembre 1988.

M. Alain CARIGNON, démission le 2 novembre 1988.

M. Bernard CAUVIN, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Olivier STIRN, nommé membre du Gouvernement.

M. Richard CAZENAVE : élu le 18 décembre 1988.

M. Robert CHAPUIS, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Claude LAREAL.

M. Marcel CHARMANT, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Pierre BEREGOVY, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par Mme Gilberte MARIN-MOSKOVITZ.

Mme Edith CRESSON, nommée membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacée par M. Guy MONJALON.

M. Olivier DASSAULT, élu le 18 septembre 1988.

Mme Martine DAVID, devenue député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Jean POPPEREN, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean-François DELAHAIS, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de Mme Edwige AVICE, nommée membre du Gouvernement.

M. André DELATTRE, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Michel DELEBARRE, nommé membre du Gouvernement.

M. Michel DELEBARRE, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. André DELATTRE.

M. Guy DESESSART : élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 21 juin 1988.

Mme Marie-Madeleine DIEULANGARD, devenue député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Claude EVIN, nommé membre du Gouvernement.

M. Roland DUMAS, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Paul DUVALEIX.

M. Job DURUPT : élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 21 octobre 1988.

M. Paul DUVALEIX, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Roland DUMAS, nommé membre du Gouvernement.

M. Claude EVIN, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par Mme Marie-Madeleine DIEULANGARD.

M. Michel FRANCAIX, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Lionel STOLERU, nommé membre du Gouvernement.

M. Serge FRANCHIS, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Jean-Pierre SOISSON, nommé membre du Gouvernement.

M. Michel FROMET, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Jack LANG, nommé membre du Gouvernement.

M. Claude FUZIER, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de Mme Véronique NEIERTZ, nommée membre du Gouvernement. Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 8 novembre 1988.

M. Claude GALAMETZ, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Jacques MELLICK, nommé membre du Gouvernement.

M. Roger GOUHIER : élu le 18 décembre 1988.

M. Léo GREZARD, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Henri NALLET, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean GUIGNE, devenu député le 24 juillet 1988 en remplacement de M. Michel ROCARD, nommé Premier ministre.

M. Lionel JOSPIN, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Jean-François LAMARQUE.

M. Pierre JOXE, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Didier MATHUS.

M. André LAIGNEL, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Jean-Claude BLIN.

M. Jean-François LAMARQUE, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Lionel JOSPIN, nommé membre du Gouvernement.

M. Jack LANG, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Michel FROMET.

M. Claude LAREAL, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Robert CHAPUIS, nommé membre du Gouvernement.

M. Gilbert LE BRIS, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Louis LE PENSEC, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean-Marie LE GUEN, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Paul QUILES, nommé membre du Gouvernement.

M. Gérard LEONARD, élu le 11 décembre 1988.

M. Louis LE PENSEC, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Gilbert LE BRIS.

M. Jean-François MANCEL : élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 21 juin 1988 ; élu le 18 septembre 1988.

Mme Gilberte MARIN-MOSKOVITZ, devenue députée le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, nommé membre du Gouvernement.

M. Didier MATHUS, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Pierre JOXE, nommé membre du Gouvernement.

M. Jacques MELLICK, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Claude GALAMETZ.

M. Guy MONJALON, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de Mme Edith CRESSON, nommée membre du Gouvernement.

M. Henri NALLET, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Léo GREZARD.

Mme Véronique NEIERTZ, nommée membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacée par M. Claude FUZIER. Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 8 novembre 1988.

M. Jean-Paul NUNZI, devenu député le 29 juillet 1988 en remplacement de M. Jean-Michel BAYLET, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean POPPEREN, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par Mme Martine DAVID.

M. Alexis POTA, devenu député le 13 octobre 1988, en remplacement de M. Laurent Vergès, décédé.

M. Paul QUILES, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Jean-Marie LE GUEN.

M. Michel ROCARD, nommé Premier ministre le 23 juin 1988. Cessation de son mandat le 23 juillet 1988. Remplacé par M. Jean GUIGNE.

M. Georges SARRE, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Jean-Yves AUTECHER.

M. Jean-Pierre SOISSON, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Serge FRANCHIS.

M. Olivier STIRN, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Bernard CAUVIN.

M. Lionel STOLERU, nommé membre du Gouvernement le 28 juin 1988. Cessation de son mandat le 28 juillet 1988. Remplacé par M. Michel FRANCAIX.

M. Guy TEISSIER : élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 25 novembre 1988.

M. Laurent VERGES : décédé le 12 octobre 1988. Remplacé par M. Alexis POTA.

G. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Ardèche (1^{re} circonscription) : M. Robert CHAPUIS jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Claude LAREAL à partir du 29 juillet 1988.

Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) : M. Guy TEISSIER, élection annulée le 25 novembre 1988.

Dordogne (4^e circonscription) : M. Roland DUMAS jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Paul DUVALEIX, à partir du 29 juillet 1988.

Finistère (8^e circonscription) : M. Louis LE PENSEC jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Gilbert LE BRIS à partir du 29 juillet 1988.

Haute-Garonne (7^e circonscription) : M. Lionel JOSPIN jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Jean-François LAMARQUE à partir du 29 juillet 1988.

Indre (2^e circonscription) : M. André LAIGNEL jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Jean-Claude BLIN à partir du 29 juillet 1988.

Isère (1^{re} circonscription) : M. Alain Carignon, démission le 2 novembre 1988 ; M. Richard Cazenave, élu le 18 décembre 1988.

Isère (5^e circonscription) : Mme Edwige AVICE jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Jean-François DELAHAIS à partir du 29 juillet 1988.

La Réunion (2^e circonscription) : M. Laurent VERGES, décédé le 12 octobre 1988 ; M. Alexis POTA, à partir du 13 octobre 1988.

Loire-Atlantique (8^e circonscription) : M. Claude EVIN jusqu'au 28 juillet 1988 ; Mme Marie-Madeleine DIEULANGARD à partir du 29 juillet 1988.

Loir-et-Cher (1^{re} circonscription) : M. Jack LANG jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Michel FROMET à partir du 29 juillet 1988.

Manche (5^e circonscription) : M. Olivier STIRN jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Bernard CAUVIN à partir du 29 juillet 1988.

Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) : M. Job DURUPT, élection annulée le 21 octobre 1988 ; M. Gérard LEONARD, élu le 11 décembre 1988.

Nièvre (1^{re} circonscription) : M. Pierre BEREGOVY jusqu'au 28 juillet 1988, M. Marcel CHARMANT à partir du 29 juillet 1988.

Nord (13^e circonscription) : M. Michel DELEBARRE jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. André DELATTRE à partir du 29 juillet 1988.

Oise (1^{re} circonscription) : M. Guy DESESSART : élection annulée le 21 juin 1988 ; M. Olivier DASSAULT, élu le 18 septembre 1988.

Oise (2^e circonscription) : M. Jean-François MANCEL : élection annulée le 21 juin 1988 ; élu le 18 septembre 1988.

Oise (5^e circonscription) : M. Lionel STOLERU jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Michel FRANCAIX à partir du 29 juillet 1988.

Paris (6^e circonscription) : M. Georges SARRE jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Jean-Yves AUTEXIER à partir du 29 juillet 1988.

Paris (9^e circonscription) : M. Paul QUILES jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Jean-Marie LE GUEN à partir du 29 juillet 1988.

Pas-de-Calais (9^e circonscription) : M. Jacques MELLICK jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Claude GALAMETZ à partir du 29 juillet 1988.

Rhône (13^e circonscription) : M. Jean POPEREN jusqu'au 28 juillet 1988 ; Mme Martine DAVID à partir du 29 juillet 1988.

Saône-et-Loire (4^e circonscription) : M. Pierre JOXE jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Didier MATHUS à partir du 29 juillet 1988.

Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) : Mme Véronique NEIERTZ jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Claude FUZIER à partir du 29 juillet 1988. Election annulée le 8 novembre 1988 ; M. Roger GOUHIER, élu le 18 décembre 1988.

Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) : M. François ASENSI, election annulée le 25 novembre 1988.

Tarn-et-Garonne (2^e circonscription) : M. Jean-Michel BAYLET jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Jean-Paul NUNZI à partir du 29 juillet 1988.

Territoire de Belfort (2^e circonscription) : M. Jean-Pierre CHEVENEMENT jusqu'au 28 juillet 1988 ; Mme Gilberte MARIN-MOSKOVITZ à partir du 29 juillet 1988.

Vienne (4^e circonscription) : Mme Edith CRESSON jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Guy MONJALON à partir du 29 juillet 1988.

Yonne (1^{re} circonscription) : M. Jean-Pierre SOISSON jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Serge FRANCHIS à partir du 29 juillet 1988.

Yonne (2^e circonscription) : M. Henri NALLET jusqu'au 28 juillet 1988 ; M. Léo GREZARD à partir du 29 juillet 1988.

Yvelines (7^e circonscription) : M. Michel ROCARD jusqu'au 23 juillet 1988 ; M. Jean GUIGNE à partir du 24 juillet 1988.

Wallis-et-Futuna : M. Benjamin BRIAL, election annulée le 23 novembre 1988.

III. - GROUPES POLITIQUES

I. - Groupe socialiste

Membres de ce groupe (258) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8341). -
Président : M. Louis Mermaz. - MM. Maurice Adevah-Pœuf, Jean-Marie-Alaïze, Mme Jacqueline Alquier, MM. Jean Anciant, Robert Anselin, Henri d'Attilio, Jean Auroux, Mme Edwige Avice, MM. Jean-Marc Ayraut, Jean-Paul Bachy, Jean-Pierre Baeumler, Jean-Pierre Balduyck, Jean-Pierre Balligand, Gérard Bapt, Régis Barailla, Bernard Bardin, Alain Barrau, Claude Bartolone, Philippe Bassinet, Christian Bataille, Jean-Claude Bateux, Umberto Battist, Jean Beauvils, Guy Bèche, Jacques Becq, Roland Beix, André Bellon, Jean-Michel Belorgey, Serge Beltrame, Georges Benedetti, Jean-Pierre Bequet, Michel Bérégovoy, Pierre Bérégovoy, Pierre Bernard, Michel Berson, Louis Besson, André Billardon, Bernard Bioulac, Jean-Marie Bockel, Jean-Claude Bois, Gilbert Bonne-maison, Augustin Bonrepaux, André Borel, Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), Jean-Claude Boulard, Jean-Pierre Bouquet, Pierre Bourguignon, Jean-Pierre Braine, Pierre Brana, Mme Frédérique Bredin, MM. Maurice Briand, Alain Brune, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Marie Cambacères, Jean-Christophe Cambadélis, Jacques Cambolive, André Capet, Roland Carraz, Michel Car-telet, Bernard Carton, Laurent Cathala, René Cazenave, Guy Chanfrault, Jean-Paul Chanteguet, Robert Chapuis, Michel Charzat, Guy-Michel Chauveau, Daniel Chevallier, Jean-Pierre Chevènement, Didier Chouat, André Clert, Michel Coffineau, Georges Colin, Edith Cresson, Marcel Dehoux, Michel Dele-barre, André Delehedde, Jacques Delhy, Albert Denvers, Ber-nard Derosier, Freddy Deschaux-Beaume, Jean-Claude Des-sein, Michel Destot, Paul Dhaille, Michel Dinot, Marc Dolez, Yves Dollo, René Dosièrre, Raymond Douyère, Julien Dray, René Drouin, Claude Ducert, Pierre Ducout, Roland Dumas, Jean-Louis Dumont, Dominique Dupilet, Yves Durand, Jean-Paul Durieux, Job Durupt, Mme Jeanine Ecochard, MM. Henri Emmanuelli, Pierre Estève, Claude Evin, Laurent Fabius, Albert Facon, Jacques Fleury, Jacques Floch, Pierre Forgues, Raymond Forni, Alain Fort, Jean-Pierre Fourré, Georges Frèche, Bertrand Gallet, Dominique Gambier, Pierre Gar-mendia, Marcel Garrouste, Jean-Yves Gateaud, Jean Gatel, Claude Germon, Jean Giovannelli, Joseph Gourmelon, Hubert Gouze, Gérard Gouzes, Jacques Guyard, Charles Hernu, Edmond Hervé, Pierre Hiard, François Hollande, Roland Huguet, Jacques Huyghues des Etages, Gérard Istace, Mme Marie Jacq, MM. Frédéric Jalton, Jean-Pierre Joseph, Noël Joseph, Lionel Jospin, Charles Josselin, Alain Journet, Pierre Joxe, Jean-Pierre Kuchida, André Labarrère, Jean Laborde, Jean Lacombe, Pierre Lagorce, André Laignel, Mme Catherine Lalumière, MM. Jérôme Lambert, Michel Lam-bert, Jack Lang, Jean-Pierre Lapaire, Dominique Larifla, Jean Laurain, Jacques Lavédrine, Mme Marie-France Lecuir, MM. Jean-Yves Le Déaut, Jean-Yves Le Drian, Jean-Marie Leduc, Robert Le Foll, Bernard Lefranc, Jean Le Garrec, André Lejeune, Georges Lemoine, Guy Lengagne, Louis Le Pensec, Roger Léron, Alain Le Vern, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Robert Loïdi, François Loncle, Jeanny Lor-geoux, Maurice Louis-Joseph-Dugué, Jean-Pierre Luppi, Ber-nard Madrelle, Jacques Mahéas, Guy Malandain, Martin Malvy, Thierry Mandon, Philippe Marchand, Roger Mas, René Massat, Marius Masse, François Massot, Pierre Mauroy, Jacques Mellick, Louis Mermaz, Pierre Métais, Charles Mei-zinger, Louis Mexandeau, Henri Michel, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Mme Hélène Mignon, MM. Gilbert Mitterrand, Marcel Mocœur, Gabriel Moncharmont, Mme Christiane Mora, MM. Henri Nallet, Bernard Nayral, Mme Véronique Neiertz, MM. Alain Néri, Jean Oehler, Pierre Ortet, François Patriat, Jean-Pierre Pénicaut, Jean-Claude Peyronnet, Michel Pezet, Christian Pierret, Yves Pillet, Charles Pistré, Jean-Paul Planchou, Bernard Poignant, Jean Poperen, Maurice Pourchon, Jean Proveux, Jean-Jack Queyranne, Paul Quilès, Guy Ravier, Alfred Recours, Daniel Reiner, Alain Richard, Gaston Rima-reix, Roger Rinchet, Michel Rocard, Alain Rodet, Jacques Roger-Machart, Mme Yvette Roudy, René Rouquet, Mme Ségolène Royal, MM. Michel Sainte-Marie, Philippe San-marco, Jean-Pierre Santa-Cruz, Jacques Santrot, Michel Sapin,

Georges Sarre, Gérard Saumade, Robert Savy, Bernard Schreiner (Yvelines), Robert Schwint, Henri Sicre, Olivier Stirn, Dominique Strauss-Kahn, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Michel Suchod, Jean-Pierre Sueur, Pierre Tabanou, Yves Tavernier, Jean-Michel Testu, Pierre-Yvon Trémel, Edmond Vacant, Daniel Vaillant, Michel Vauzelle, Joseph Vidal, Yves Vidal, Alain Vidalies, Alain Vivien, Marcel Wacheux, Jean-Pierre Worms.

S'inscrivent à ce groupe [J.O. du 3 septembre 1988] (p. 11283) : MM. Jean-Claude Blin, Marcel Charmant, Mme Martine David, MM. Jean-François Delahais, André Delattre, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Fromet, Léo Grézard, Jean-François Lamarque, Claude Laréal, Gilbert Le Bris, Jean-Marie Le Guen, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, M. Didier Mathus ; [J.O. du 6 septembre 1988] (p. 11374) : MM. Jean-Yves Autexier, Bernard Cauvin, Paul Duvaléix, Michel Francaix, Guy Monjalou, Jean-Paul Nunzi ; [J.O. du 8 septembre 1988] (p. 11502) : MM. Claude Fuzier, Claude Galametz, Jean Guigné ; [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12873) : M. François Colcombet.

Cessent d'appartenir à ce groupe [J.O. du 26 juillet 1988] (p. 9602) : M. Michel Rocard ; [J.O. du 30 juillet 1988] (p. 9817) : Mme Edwige Avice, MM. Pierre Bérégovoy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Chevènement, Mme Edith Cresson, MM. Michel Delebarre, Roland Dumas, Claude Evin, Lionel Jospin, Pierre Joxe, André Laignel, Jack Lang, Louis Le Pensec, Jacques Mellick, Henri Nallet, Mme Véronique Neiertz, MM. Jean Poperen, Paul Quilès, Georges Sarre, Oli-vier Stirn ; [J.O. du 22 octobre 1988] (p. 13380) : M. Job Durupt ; [J.O. du 9 novembre 1988] (p. 14070) : M. Claude Fuzier.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (17) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8341) : MM. Jean-Michel Baylet, Alain Bonnet, Mme Huguette Bouchardeau, MM. Alain Calmat, Elie Castor, Aimé Césaire, Bernard Charles, François Colcombet, Michel Crépeau, Jean-Pierre Defontaine, Claude Gaits, Claude Lise, Guy Lordinot, Jean Rigal, Roger-Gérard Schwartzberg, Lionel Stoléru, Emile Zuccarelli.

Cessent d'être apparentés à ce groupe [J.O. du 30 juillet 1988] (p. 9817) : MM. Jean-Michel Baylet, Lionel Stoléru ; [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12873) : M. François Colcombet.

II. - Groupe du Rassemblement pour la République

Membres de ce groupe (127) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8341). -
Président : M. Bernard Pons. - Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, Philippe Auberger, Emmanuel Aubert, Pierre Bachelet, Mme Roselyne Bachelot, MM. Patrick Bal-kany, Edouard Balladur, Claude Barate, Michel Barnier, Mme Michèle Barzach, MM. Jacques Baumel, Pierre de Bénou-ville, Christian Bergelin, André Berthol, Léon Bertrand, Jean Besson, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Jacques Boyon, Benjamin Brial, Louis de Broissia, Christian Cabal, Alain Car-gnon, Mme Nicole Catala, MM. Jean-Charles Cavaillé, Jacques Chaban-Delmas, Jean-Yves Chamard, Jean Charbonnel, Jean-Paul Charié, Serge Charles, Jean Charroppin, Gérard Chasse-guet, Jacques Chirac, Michel Cointat, Alain Cousin, Jean-Michel Couve, René Couveinhes, Henri Cuq, Mme Martine Daugreilh, MM. Bernard Debré, Jean-Louis Debré, Arthur Dehaïne, Jean-Pierre Delalande, Jean-Marie Demange, Xavier Deniau, Alain Devaquet, Patrick Devedjian, Claude Dhinnin, Eric Doligé, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Xavier Dugoin, André Durr, Christian Estrosi, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Robert Galley, Henri de Gas-tines, Jean de Gaulle, Michel Giraud, Jean-Louis Goasduff, Jacques Godfrain, Georges Gorse, Daniel Goulet, François Grussenmeyer, Olivier Guichard, Lucien Guichon, Pierre-Rémy Houssin, Mme Elisabeth Hubert, MM. Michel Inchauspé, Alain Jonemann, Didier Julia, Alain Juppé, Gabriel Kaspereit, Claude Labbé, Jacques Lafleur, Philippe Legras, Arnaud

Lepercq, Jacques Limouzy, Jean de Lipkowski, Claude-Gérard Marcus, Jacques Masdeu-Arus, Jean-Louis Masson, Pierre Mauger, Pierre Mazeaud, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Jean-Claude Mignon, Charles Miossec, Maurice Nenou-Pwataho, Michel Noir, Roland Nungesser, Patrick Ollier, Charles Paccou, Mme Françoise de Panafieu, M. Robert Pandraud, Mme Christiane Papon, MM. Pierre Pasquini, Dominique Perben, Régis Perbet, Michel Péricard, Alain Peyrefitte, Étienne Pinte, Bernard Pons, Robert Poujade, Eric Raoult, Pierre Raynal, Jean-Luc Reitzer, Lucien Richard, Jean-Paul de Rocca Serra, Antoine Rufenacht, Nicolas Sarkozy, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Bernard Schreiner (Bas-Rhin), Philippe Séguin, Martial Taugourdeau, Michel Terrot, Jean-Claude Thomas, Jean Tiberi, Jacques Toubon, Georges Tranchant, Jean Ueberschlag, Léon Vachet, Jean Valleix, Robert-André Vivien, Roland Vuillaume.

S'inscrivent à ce groupe [J.O. du 23 septembre 1988] (p. 12138) : MM. Olivier Dassault, Jean-François Mancel ; *[J.O. du 15 décembre 1988] (p. 15669) :* M. Gérard Léonard ; *[J.O. du 23 décembre 1988] (p. 16150) :* M. Richard Cazenave.

Cessent d'appartenir à ce groupe [J.O. du 3 novembre 1988] (p. 13818) : M. Alain Carignon ; *[J.O. du 24 novembre 1988] (p. 14645) :* M. Benjamin Brial.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (3) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8342) : MM. Edouard Frédéric-Dupont, Jean Kiffer, Auguste Legros ; *[J.O. du 7 décembre 1988] (p. 15350) :* M. Gautier Audinot.

III. - Groupe Union pour la démocratie française

Membres de ce groupe (81) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8342). - Président : M. Jean-Claude Gaudin. - MM. François d'Aubert, Henri Bayard, René Beaumont, Jean Bégault, Jacques Blanc, Roland Blum, Jean Brocard, Jean-Marie Caro, Robert Cazalet, Hervé de Charette, Pascal Clément, Daniel Colin, Louis Colombani, Georges Colombier, Francis Delattre, Jean-François Deniau, Léonce Deprez, Jean Desanlis, Willy Diméglio, Jacques Dominati, Maurice Dousset, Charles Ehrmann, Hubert Falco, Jacques Farran, Charles Fèvre, Claude Gaillard, Gilbert Gantier, René Garrec, Claude Gatignol, Jean-Claude Gaudin, Valéry Giscard d'Estaing, François-Michel Gonnor, Alain Griotteray, Jean-Yves Haby, Denis Jacquat, Aimé Kerguérès, Emile Koehl, Jean-Philippe Lachenaud, Marc Laffineur, Alain Lamassoure, François Léotard, Pierre Lequiller, Maurice Ligot, Gérard Longuet, Alain Madelin, Raymond Marcellin, Gilbert Mathieu, Joseph-Henri Maujoulan du Gasset, Alain Mayoud, Pierre Merli, Georges Mesmin, Philippe Mestre, Michel Meylan, Pierre Micaux, Charles Millon, Mme Louise Moreau, MM. Alain Moyne-Bressand, Jean-Marc Nesme, Michel d'Ornano, Arthur Paecht, Michel Pelchat, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Francisque Perrut, Jean-Pierre Philibert, Ladislav Poniatowski, Jean-Luc Prael, Jean Proriot, Marc Reymann, Jean Rigaud, Gilles de Robien, André Rossi, José Rossi, André Rossinot, Francis Saint-Ellier, Rudy Salles, André Santini, Jean Seitlinger, Guy Teissier, Paul-Louis Tenailon, Philippe Vasseur, Pierre-André Wiltzer.

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14907) : M. Guy Teissier.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (9) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8342) : MM. Jean Bousquet, Jean-Guy Branger, Albert Brochard, Paul Chollet, Yves Coussain, Georges Durand, François d'Harcourt, Xavier Hunault, Philippe de Villiers.

IV. - Groupe de l'Union du centre

Membres de ce groupe (34) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8342). - Président : M. Pierre Méhaignerie. - MM. Edmond Alphandéry, Jacques Barrot, François Bayrou, Bernard Bosson, Loïc Bouvard, Georges Chavanes, René Couanau, Jean-Yves Cozan, Jean-Marie Daillet, Adrien Durand, Bruno Durieux, Jean-Pierre Foucher, Yves Fréville, Jean-Paul Fuchs, Francis Geng, Germain Gengenwin, Edmond Gerrer, Gérard Grignon, Hubert Grimault, Ambroise Guellec, Jean-Jacques Hyest, Mme Bernadette Isaac-Sibille, MM. Michel Jacquemin, Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jegou, Christian Kert, Pierre Méhaignerie, Mme Monique Papon, MM. François Rochebloine, Bernard Stasi, Jean-Paul Virapoullé, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber, Adrien Zeller.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (7) [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8342) : MM. Raymond Barre, Dominique Baudis, Claude Birraux, Jean Briane, Edouard Landrain, Jean-Pierre Soisson, Gérard Vignoble ; *[J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15063) :* Mme Christine Boutin.

Cesse d'être apparenté à ce groupe [J.O. du 30 juillet 1988] (p. 9817) : M. Jean-Pierre Soisson.

V. - Liste des députés n'appartenant à aucun groupe (37)

[J.O. du 24 juin 1988] (p. 8342). - MM. Gustave Ansart, François Asensi, Gautier Audinot, Marcelin Berthelot, Alain Bocquet, Mme Christine Boutin, MM. Jean-Pierre Brard, Jacques Brunhes, André Duroméa, Jean-Claude Gayssot, Pierre Goldberg, Georges Hage, Guy Hermier, Elie Hoarau, Mme Muguette Jacquaint, MM. André Lajoinie, Jean-Claude Lefort, Daniel Le Meur, Roger Lestas, Paul Lombard, Georges Marchais, Gilbert Millet, Claude Miqueu, Robert Montdargent, Ernest Moutoussamy, Mme Yann Piat, MM. Louis Pierna, Jacques Rimbault, Jean Royer, Maurice Sergheraert, Christian Spiller, Jean Tardito, Fabien Thiémé, André Thien Ah Koon, Laurent Vergès, Théo Vial-Massat, Aloyse Warhouver.

Deviennent députés non inscrits [J.O. du 30 juin 1988] (p. 8691) : MM. Alexandre Léontieff, Emile Vernaudo ; *[J.O. du 26 juillet 1988] (p. 9602) :* M. Jean Guigne ; *[J.O. du 30 juillet 1988] (p. 9817) :* MM. Jean-Yves Autexier, Jean-Claude Blin, Bernard Cauvin, Marcel Charmant, Mme Martine David, MM. Jean-François Delahais, André Delattre, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Paul Duvaléix, Michel Français, Serge Franchis, Michel Fromet, Claude Fuzier, Claude Galametz, Léo Grézard, Jean-François Lamarque, Claude Laréal, Gilbert Le Bris, Jean-Marie Le Guen, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Didier Mathus, Guy Monjalou, Jean-Paul Nunzi ; *[J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) :* MM. Olivier Dassault, Jean-François Mancel ; *[J.O. du 14 octobre 1988] (p. 12983) :* M. Alexis Pota ; *[J.O. du 14 décembre 1988] (p. 15607) :* M. Gérard Léonard ; *[J.O. du 20 décembre 1988] (p. 15955) :* MM. Richard Cazenave, Roger Gouhier.

Cessent d'être non inscrits [J.O. du 16 juillet 1988] (p. 9233) : MM. Gustave Ansart, François Asensi, Marcelin Berthelot, Alain Bocquet, Jean-Pierre Brard, Jacques Brunhes, André Duroméa, Jean-Claude Gayssot, Pierre Goldberg, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Muguette Jacquaint, MM. André Lajoinie, Jean-Claude Lefort, Daniel Le Meur, Paul Lombard, Georges Marchais, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Ernest Moutoussamy, Louis Pierna, Jacques Rimbault, Jean Tardito, Fabien Thiémé, Théo Vial-Massat ; *[J.O. du 3 septembre 1988] (p. 11223) :* MM. Jean-Claude Blin, Marcel Charmant, Mme Martine David, MM. Jean-François Delahais, André Delattre, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Fromet, Léo Grézard, Jean-François Lamarque, Claude Laréal, Gilbert Le Bris, Jean-Marie Le Guen, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, M. Didier Mathus ; *[J.O. du 6 septembre 1988] (p. 11374) :* MM. Jean-Yves Autexier, Bernard Cauvin, Paul Duvaléix, Michel Français, Guy Monjalou, Jean-Paul Nunzi ; *[J.O. du 8 septembre 1988] (p. 11502) :* MM. Claude Fuzier, Claude Galametz, Jean Guigné ; *[J.O. du 23 septembre 1988] (p. 12138) :* MM. Olivier Dassault, Jean-François Mancel ; *[J.O. du 13 octobre 1988] (p. 12932) :* M. Laurent Vergès ; *[J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15063) :* Mme Christine Boutin ; *[J.O. du 7 décembre 1988] (p. 15350) :* M. Gautier Audinot ; *[J.O. du 15 décembre 1988] (p. 15669) :* M. Gérard Léonard ; *[J.O. du 22 décembre 1988] (p. 16088) :* M. Roger Gouhier ; *[J.O. du 23 décembre 1988] (p. 16150) :* M. Richard Cazenave.

VI. - Groupe communiste

Membres de ce groupe (24) [J.O. du 16 juillet 1988] (p. 9233). - Président : M. André Lajoinie. - MM. Gustave Ansart, François Asensi, Marcelin Berthelot, Alain Bocquet, Jean-Pierre Brard, Jacques Brunhes, André Duroméa, Jean-Claude Gayssot, Pierre Goldberg, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Muguette Jacquaint, MM. André Lajoinie, Jean-Claude

Lefort, Daniel Le Meur, Paul Lombard, Georges Marchais, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Louis Pierna, Jacques Rim-bault, Jean Tardito, Fabien Thiémé, Théo Vial-Massat.

S'inscrit à ce groupe [J.O. du 22 décembre 1988] (p. 16088) : M. Roger Gouhier.

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14907) : M. François Asensi.

Apparenté aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparente à ce groupe (1) [J.O. du 16 juillet 1988] (p. 9233) : M. Ernest Moutoussamy.

VII. - Déclarations politiques des groupes

[J.O. du 24 juin 1988] (p. 8339)

[J.O. du 16 juillet 1988] (p. 9232)

IV. - BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. Bureau d'âge [23 juin 1988] (p. 323) :

Président : M. Frédéric-Dupont (Edouard).

Secrétaires : MM. Mandon (Thierry), Audinot (Gautier), Lambert (Jérôme), Mmes Bredin (Frédérique), Hubert (Elisabeth), M. Estrosi (Christian).

2. Bureau de l'Assemblée nationale :

Election du Président de l'Assemblée nationale [23 juin 1988] (p. 324, 325) :

1^{er} tour de scrutin : la majorité absolue des suffrages exprimés n'est pas atteinte.

2^e tour de scrutin : M. Laurent Fabius est élu.

Requête de M. Gaston Flosse du 23 juin 1988 tendant à la mise en cause de la régularité de l'élection du président de l'Assemblée nationale : rejet de cette requête par décision du Conseil constitutionnel du 13 juillet 1988 [J.O. du 16 juillet 1988] (p. 9216).

Nomination des six vice-présidents : [24 juin 1988] (p. 345) : MM. Billardon (André), Labbé (Claude), Rossinot (André), Bouvard (Loïc), Coffineau (Michel), Hage (Georges).

Nomination des trois questeurs : [24 juin 1988] (p. 345) : MM. Bassinet (Philippe), Cointat (Michel), Bonnemaïson (Gilbert).

Nomination des douze secrétaires : [24 juin 1988] (p. 345) : MM. Caro (Jean-Marie), Jacquemin (Michel), Laffineur (Marc), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Lemoine (Georges), Lepercq (Arnaud), Mauger (Pierre), Michel (Henri), Mme Papon (Christiane), MM. Rossi (José), Schwartzberg (Roger-Gérard), Mme Sublet (Marie-Joséphine).

V. - COMMISSIONS PERMANENTES

I. - Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

a) *Membres* [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8395) : MM. Anselin (Robert), Attilio (Henri d'), Audinot (Gautier), Mme Bachelot (Roselyne), MM. Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Barrot (Jacques), Bartolone (Claude), Mme Barzach (Michèle), MM. Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beix (Roland), Belorgey (Jean-Michel), Bequet (Jean-Pierre), Besson (Louis), Bioulac (Bernard), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Bourg-Broc (Bruno), Braine (Jean-Pierre), Mme Bredin (Frédérique), MM. Brial (Benjamin), Broissia (Louis de), Cabal (Christian), Calmat (Alain), Cambadelis (Jean-Christophe), Carignon (Alain), Carrat (Roland), Cavailé (Jean-Charles), Cazenave (René), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Chamard (Jean-Yves), Chanfaut (Guy), Charles (Bernard), Chevènement (Jean-Pierre), Chirac (Jacques), Chollet (Paul), Chouat (Didier), Clert (André), Coffineau (Michel), Colombier (Georges), Couanau (René), Coussain (Yves), Debré (Bernard), Dehoux (Marcel), Derosier (Bernard), Dimeglio (Willy), Dray (Julien), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Durieux (Jean-Paul), Durr (André), Estrosi (Christian), Evin (Claude), Falala (Jean), Falco (Hubert), Ferrand (Jean-Michel), Foucher (Jean-Pierre), Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Giovannelli (Jean), Gonnot (François-Michel), Grignon (Gérard), Guyard (Jacques), Haby (Jean-Yves), Hage (Georges), Hermier (Guy), Hiard (Pierre), Hoarau (Elie), Mmes Hubert (Elisabeth), Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Jacquat (Denis), Jospin (Lionel), Joxe (Pierre), Juppé (Alain), Lachenaud (Jean-Philippe), Laffineur (Marc), Lafleur (Jacques), Landrain (Edouard), Larifla (Dominique), Laurain (Jean), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Loidi (Robert), Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Luppi (Jean-Pierre), Mandon (Thierry), Marchais (Georges), Merli (Pierre), Metzinger (Charles), Mme Mignon (Hélène), MM. Millet (Gilbert), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Nenou-Pwataho (Maurice), Néri (Alain), Nesme (Jean-Marc), Ortet (Pierre), Mmes Panafieu (Françoise de), Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti della Rocca (Jean-Pierre de), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Mme Piat (Yann), MM. Pillat (Yves), Pons (Bernard), Preel (Jean-Luc), Proveux (Jean), Queyranne (Jean-Jack), Ravier (Guy), Robien (Gilles de), Rochebloine (François), Rossi (José), Mme Roudy (Yvette), MM. Rouquet (René), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santini (André), Santrot (Jacques), Mme Sauvaigo (Suzanne), MM. Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin), Schreiner (Bernard) (Yvelines), Schwint (Robert), Stoleru (Lionel), Mme Sublet (Marie-Joséphine), MM. Sœur (Jean-Pierre), Taugourdeau (Martial), Teissier (Guy), Tertot (Michel), Testu (Jean-Michel), Thien Ah Koon (André), Ueberschlag (Jean), Vaillant (Daniel), Valleix (Jean), Villiers (Philippe de), Zeller (Adrien).

b) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 28 juin 1988] (p. 8464) : MM. Jalton (Frédéric), Rocard (Michel) ; [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Salles (Rudy), Mme Lecuir (Marie-France), M. Vaillant (Daniel) ; [J.O. du 5 juillet 1988] (p. 8838) : M. Cathala (Laurent) ; [J.O. du 31 août 1988] (p. 11098) : M. Franchis (Serge) ; [J.O. du 6 septembre 1988] (p. 11374) : Mme Dieulangard (Marie-Madeleine), M. Lamarque (Jean-François), Mme Marin-Moskovitz (Gilberte), M. Mathus (Didier) ; [J.O. du 7 septembre 1988] (p. 11460) : M. Francaix (Michel) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : M. Boulard (Jean-Claude) ; [J.O. du 22 septembre 1988] (p. 12090) : M. Dassault (Olivier) ; Mme Bredin (Frédérique), M. Guyard (Jacques) ; [J.O. du 19 octobre 1988] (p. 13163) : M. Dominati (Jacques).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 28 juin 1988] (p. 8464) : M. Vaillant (Daniel), Mme Lecuir (Marie-France) ; [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : MM. Falco (Hubert), Jalton (Frédéric), Rocard (Michel) ; [J.O. du 5 juillet 1988] (p. 8838) : Mme Bouchardeau (Huguette) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : Mme Bredin (Frédérique), MM. Guyard (Jacques), Vaillant (Daniel) ; [J.O. du 19 octobre 1988] (p. 13163) : M. Coussain (Yves).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571). - Président : M. Belorgey (Jean-Michel) ; vice-présidents : MM. Calmat (Alain), Fuchs (Jean-Paul), Mme Roudy (Yvette), M. Santini (André) ; secrétaires : MM. Foucher (Jean-Pierre), Jacquat (Denis), Queyranne (Jean-Jack), Rouquet (René).

II. - Commission des affaires étrangères

a) *Membres* [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8395) : M. Adevah-Pœuf (Maurice), Mme Alliot-Marie (Michèle), MM. Barate (Claude), Barre (Raymond), Baudis (Dominique), Baylet (Jean-Michel), Bellon (André), Beltrame (Serge), Benédetti (Georges), Bérégovoy (Michel), Bernard (Pierre), Billardon (André), Blanc (Jacques), Bocquet (Alain), Bosson (Bernard), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boulard (Jean-Claude), Brana (Pierre), Caro (Jean-Marie), Castor (Elie), Chasseguet (Gérard), Crépeau (Michel), Daillet (Jean-Marie), Delehedde (André), Delhy (Jacques), Deniau (Jean-François), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dumas (Roland), Ehrmann (Charles), Garmendia (Pierre), Giscard d'Estaing (Valéry), Godfrain (Jacques), Goldberg (Pierre), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Harcourt (François d'), Jean-Baptiste (Henry), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Koehl (Emile), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Mme Lalmière (Catherine), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Lengagne (Guy), Léotard (François), Mme Lienemann (Marie-Noëlle), MM. Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Lorgeoux (Jeanny), Marcus (Claude-Gérard), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Mermaz (Louis), Millon (Charles), Montdargent (Robert), Mmes Moreau (Louise), Neiertz (Véronique), MM. Nungesser (Roland), Pandraud (Robert), Peyrefitte (Alain), Pistre (Charles), Poignant (Bernard), Raynal (Pierre), Schwartzberg (Roger-Gérard), Séguin (Philippe), Seitlinger (Jean), Stasi (Bernard), Vauzelle (Michel), Vial-Massat (Théo).

b) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Sarre (Georges) ; [J.O. du 7 septembre 1988] (p. 11460) : MM. Autexier (Jean-Yves), Nunzi (Jean-Paul) ; [J.O. du 9 septembre 1988] (p. 11558) : Fuzier (Claude) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : MM. Gateaud (Jean-Yves), Joseph (Noël).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Dumas (Roland) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : MM. Autexier (Jean-Yves), Boulard (Jean-Claude).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571). - Président : M. Giscard d'Estaing (Valéry) ; vice-présidents : M. Deniau (Jean-François), Mme Lalmière (Catherine), M. Pistre (Charles) ; secrétaires : MM. Bérégovoy (Michel), Dhaille (Paul), Ehrmann (Charles).

III. - Commission de la défense nationale et des forces armées

a) *Membres* [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8395) : M. Ansart (Gustave), Mme Avice (Edwige), MM. Bachelet (Pierre), Balkany (Patrick), Baumel (Jacques), Benouville (Pierre de), Bertrand (Léon), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brochard (Albert), Charette (Hervé de), Chauveau (Guy-Michel), Colin (Daniel), Cozan (Jean-Yves), Mme Daugreilh (Martine), MM. Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Dollo (Yves), Dugoin (Xavier), Fabius (Laurent), Fillon (François), Frêche (Georges), Frédéric-Dupont (Edouard), Gaits (Claude), Gallet (Bertrand), Gastines (Henri de), Gatel (Jean), Gaudin (Jean-Claude), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Hernu (Charles), Houssin (Pierre-Rémy), Huyghues-des-Etages (Jacques), Istace (Gérard), Joseph (Noël), Journet (Alain), Kiffer (Jean), Lavédrine (Jacques), Le Drian (Jean-Yves), Lefort (Jean-Claude), Lefranc (Bernard), Lemoine (Georges), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Maujourn du Gasset (Joseph-Henri), Mellick (Jacques), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Miossec

(Charles), Paecht (Arthur), Pierna (Louis), Poujade (Robert), Quilès (Paul), Reiner (Daniel), Richard (Lucien), Rigal (Jean), Rimbault (Jacques), Rocard (Michel), Sainte-Marie (Michel), Sarre (Georges), Spiller (Christian), Stirn (Olivier), Vacant (Edmond), Vidalies (Alain), Voisin (Michel), Weber (Jean-Jacques), Wiltzer (Pierre-André).

b) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 28 juin 1988] (p. 8464) : M. Vaillant (Daniel) ; [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : MM. Vernaudeau (Emile), Dumas (Roland), Rocard (Michel) ; [J.O. du 6 septembre 1988] (p. 11374) : MM. Delahais (Jean-François), Le Guen (Jean-Marie) ; [J.O. du 7 septembre 1988] (p. 11460) : MM. Cauvin (Bernard), Duvalleix (Paul) ; [J.O. du 9 septembre 1988] (p. 11558) : MM. Galamez (Claude), Guigné (Jean) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : M. Autexier (Jean-Yves) ; [J.O. du 22 septembre 1988] (p. 12090) : M. Mancel (Jean-François) ; [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14129) : M. Pénicaud (Jean-Pierre).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 28 juin 1988] (p. 8464) : M. Rocard (Michel) ; [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : MM. Sarre (Georges), Vaillant (Daniel) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : M. Josephé (Noël) ; [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14129) : M. Gouzes (Gérard).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571). - Président : M. Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine) ; vice-présidents : MM. Henu (Charles), Le Drian (Jean-Yves), Paecht (Arthur) ; secrétaires : MM. Briane (Jean), Deschaux-Beaume (Freddy), Maujouan du Gasset (Joseph-Henri).

IV. - Commission des finances, de l'économie générale et du Plan

a) *Membres* [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8395) : MM. Alphan-dery (Edmond), Anciant (Jean), Auberger (Philippe), Aubert (François d'), Ayrault (Jean-Marc), Balladur (Edouard), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bèche (Guy), Bérégovoy (Pierre), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Bousquet (Jean), Boyon (Jacques), Brard (Jean-Pierre), Cambacères (Jean-Marie), Charzat (Michel), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Denvers (Albert), Devaquet (Alain), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Bruno), Emmanuelli (Henri), Forgues (Pierre), Freville (Yves), Gantier (Gilbert), Gaulle (Jean de), Germon (Claude), Giraud (Michel), Griotteray (Alain), Hervé (Edmond), Hollande (François), Huguet (Roland), Inchauspé (Michel), Jegou (Jean-Jacques), Josselin (Charles), Le Garrec (Jean), Ligot (Maurice), Lise (Claude), Madelin (Alain), Malvy (Martin), Marcellin (Raymond), Mexandeau (Louis), Noir (Michel), Ornano (Michel d'), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Poniatowski (Ladislas), Pourchon (Maurice), Proriot (Jean), Raoult (Eric), Richard (Alain), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rossi (André), Royer (Jean), Rufenacht (Antoine), Soisson (Jean-Pierre), Strauss-Kahn (Dominique), Tardito (Jean), Tavernier (Yves), Thiémié (Fabien), Tranchant (Georges), Vasseur (Philippe), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Zucarelli (Emile).

b) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Gambier (Dominique) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : Mme Bredin (Frédérique), MM. Guyard (Jacques), Tabanou (Pierre) ; [J.O. du 22 septembre 1988] (p. 12090) : MM. Forgues (Pierre), Lise (Claude), Tavernier (Yves) ; [J.O. du 29 septembre 1988] (p. 12316) : M. Jacquemin (Michel) ; [J.O. du 29 octobre 1988] (p. 13697) : Mme Ecochard (Janine).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Bérégovoy (Pierre) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : MM. Lise (Claude), Forgues (Pierre), Tavernier (Yves) ; [J.O. du 22 septembre 1988] (p. 12090) : Mme Bredin (Frédérique), MM. Guyard (Jacques), Tabanou (Pierre) ; [J.O. du 29 octobre 1988] (p. 13697) : M. Emmanuelli (Henri).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571). - Président : M. Strauss-Kahn (Dominique) ; rapporteur général : M. Richard (Alain) ; vice-présidents : MM. Anciant (Jean), Tavernier (Yves) ; secrétaire : M. Hollande (François) ; [J.O. du 7 juillet 1988] (p. 8908) : vice-président : M. Aubert (François d') ; secrétaires : MM. Jegou (Jean-Jacques), Proriot (Jean) ; [J.O. du 6 octobre 1988] (p. 12610) : vice-président : M. Tavernier (Yves).

V. - Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

a) *Membres* [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8395) : MM. André (René), Asénsi (François), Aubert (Emmanuel), Berthol (André), Bonnemaïson (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Mme Boutin (Christine), MM. Briand (Maurice), Brunhes (Jacques), Mmes Cacheux (Denise), Catala (Nicole), MM. Charles (Serge), Clément (Pascal), Colcombet (François), Mme Cresson (Edith), MM. Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Delebarre (Michel), Devedjian (Patrick), Dolez (Marc), Durand (Georges), Durand (Yves), Mme Ecochard (Janine), MM. Floch (Jacques), Forni (Raymond), Gambier (Dominique), Gerrer (Edmond), Guichard (Olivier), Hyst (Jean-Jacques), Jalton (Frédéric), Kert (Christian), Laignel (André), Lamassoure (Alain), Lambert (Jérôme), Lang (Jack), Lapaire (Jean-Pierre), Lequiller (Pierre), Limouzy (Jacques), Longuet (Gérard), Lordinot (Guy), Mahéas (Jacques), Marchand (Philippe), Massot (François), Mazeaud (Pierre), Méhaignerie (Pierre), Meylan (Michel), Michel (Jean-Pierre), Migaud (Didier), Moutoussamy (Ernest), Nallet (Henri), Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Peyronnet (Jean-Claude), Pezet (Michel), Philibert (Jean-Pierre), Pinte (Etienne), Poperen (Jean), Reymann (Marc), Rossinot (André), Sapin (Michel), Sarkozy (Nicolas), Saumade (Gérard), Savy (Robert), Sergheraert (Maurice), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tenaillon (Paul-Louis), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Virapoullé (Jean-Paul), Warhouver (Aloyse), Worms (Jean-Pierre).

b) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 28 juin 1988] (p. 8464) : Mme Lecuir (Marie-France) ; [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : MM. Bérégovoy (Pierre), Jalton (Frédéric) ; [J.O. du 6 septembre 1988] (p. 11374) : MM. Blin (Jean-Claude), Charmant (Marcel), Mme David (Martine), MM. Delattre (André), Fromet (Michel), Grézard (Léo) ; [J.O. du 7 septembre 1988] (p. 11460) : M. Monjalou (Guy) ; [J.O. du 22 septembre 1988] (p. 12090) : M. Tabanou (Pierre) ; [J.O. du 29 octobre 1988] (p. 13697) : M. Emmanuelli (Henri).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 28 juin 1988] (p. 8464) : M. Jalton (Frédéric) ; [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Gambier (Dominique), Mme Lecuir (Marie-France) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : M. Tabanou (Pierre) ; [J.O. du 29 octobre 1988] (p. 13697) : Mme Ecochard (Janine).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571). - Président : M. Sapin (Michel) ; vice-présidents : MM. Clément (Pascal), Hyst (Jean-Jacques), Suchod (Michel) ; secrétaires : MM. Floch (Jacques), Tenaillon (Paul-Louis), Worms (Jean-Pierre).

VI. - Commission de la production et des échanges

a) *Membres* [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8396) : M. Alaize (Jean-Marie), Mme Alquier (Jacqueline), MM. Auroux (Jean), Bachy (Jean-Paul), Baumler (Jean-Pierre), Balduyck (Jean-Pierre), Barailla (Régis), Bassinet (Philippe), Bataille (Christian), Beaufils (Jean), Beaumont (René), Becq (Jacques), Bégault (Jean), Berthelot (Marcelin), Besson (Jean), Birraux (Claude), Blum (Roland), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Borel (André), Borotra (Franck), Bouquet (Jean-Pierre), Brune (Alain), Cambolive (Jacques), Capet (André), Carletel (Michel), Carton (Bernard), Cathala (Laurent), Cazalet (Robert), Chanteguet (Jean-Paul), Chapuis (Robert), Charbonnel (Jean), Charié (Jean-Paul), Charroppin (Jean), Chavanes (Georges), Chevallier (Daniel), Cointat (Michel), Colin (Georges), Colombani (Louis), Cousin (Alain), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Defontaine (Jean-Pierre), Demange (Jean-Marie), Deprez (Léonce), Desanlis (Jean), Destot (Michel), Dhinnin (Claude), Dinet (Michel), Doligé (Eric), Dominati (Jacques), Dosié (René), Doussat (Maurice), Drouin (René), Ducert (Claude), Ducout (Pierre), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Duroméa (André), Durupt (Job), Estève (Pierre), Facon (Albert), Farran (Jacques), Févre (Charles), Fleury (Jacques), Fort (Alain), Fourré (Jean-Pierre), Gaillard (Claude), Galley (Robert), Garrec (René), Gateaud (Jean-Yves), Gatignol (Claude), Gaysot (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Goasduff (Jean-Louis), Grimaud (Hubert), Grussenmeyer (François), Guellec (Ambroise), Guichon (Lucien), Hunault (Xavier), Mme Isaac-Sibille (Bernadette), MM. Jacquemin (Michel), Jonemann (Alain), Joseph (Jean-Pierre), Kergeris (Aimé), Kuchida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Leduc (Jean-Marie), Legras (Philippe), Legros (Auguste), Lejeune (André),

Le Meur (Daniel), Le Pensec (Louis), Lepercq (Arnaud), Léron (Roger), Lestas (Roger), Le Vern (Alain), Lombard (Paul), Madrelle (Bernard), Malandain (Guy), Mas (Roger), Masdeu-Arus (Jacques), Massat (René), Masson (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Métais (Pierre), Micaut (Pierre), Mme Michaux-Chevry (Lucette), MM. Michel (Henri), Mignon (Jean-Claude), Miquieu (Claude), Mocœur (Marcel), Montcharmont (Gabriel), Moyné-Bressand (Alain), Nayral (Bernard), Oehler (Jean), Ollier (Patrick), Pacçou (Charles), Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perbet (Régis), Recours (Alfred), Reitzer (Jean-Luc), Rigaud (Jean), Rimareix (Gaston), Rinchet (Roger), Mme Royal (Ségolène), MM. Saint-Ellier (Francis), Salles (Ruddy), Sicre (Henri), Thomas (Jean-Claude), Tremel (Pierre-Yvon), Vachet (Léon), Vergès (Laurent), Vidal (Joseph), Vidal (Yves), Vignoble (Gérard), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel).

b) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : MM. Falco (Hubert) ; Léontieff (Alexandre) ; [J.O. du 5 juillet 1988] (p. 8838) : Mme Bouchardeau (Huguette) ; [J.O. du 6 septembre 1988] (p. 11374) : MM. Laréal (Claude), Le Bris (Gilbert) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : M. Vaillant (Daniel) ; [J.O. du 19 octobre 1988] (p. 13163) : M. Coussain (Yves) ; [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14129) : M. Gouzes (Gérard).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 1^{er} juillet 1988] (p. 8735) : M. Salles (Rudy) ; [J.O. du 5 juillet 1988] (p. 8838) : M. Cathala (Laurent) ; [J.O. du 20 septembre 1988] (p. 11991) : M. Gateaud (Jean-Yves) ; [J.O. du 29 septembre 1988] (p. 12316) : M. Jacquemin (Michel) ; [J.O. du 19 octobre 1988] (p. 13163) : M. Dominati (Jacques) ; [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14129) : M. Pénicaut (Jean-Pierre).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571). - Président : M. Bockel (Jean-Marie) ; vice-présidents : MM. Birraux (Claude), Defontaine (Jean-Pierre), Joseph (Jean-Pierre), Micaut (Pierre) ; secrétaires : MM. Deprez (Léonce), Guellec (Ambroise), Malandain (Guy), Mme Royal (Ségolène).

e) *Modifications du bureau* : vice-président : cesse d'être vice-président [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14908) : M. Joseph (Jean-Pierre) ; devient vice-président [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15442) : M. Malandain (Guy) ; secrétaires : cesse d'être secrétaire [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14908) : M. Malandain (Guy) ; devient secrétaire [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15442) : M. Joseph (Jean-Pierre).

VII. - Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

a) *Membres* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8571) : MM. Bèche (Guy), Beix (Roland), Besson (Louis), Bonnet (Alain), Bourguignon (Pierre), Branger (Jean-Guy), Charbonnel (Jean), Dehaine (Arthur), Delehedde (André), Gastines (Henri de), Geng (Francis), Griotteray (Alain), Péricard (Michel), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Devient membre de cette commission* [J.O. du 29 octobre 1988] (p. 13697) : M. Anciant (Jean).

c) *Cesse d'appartenir à cette commission* [J.O. du 29 octobre 1988] (p. 13697) : M. Delehedde (André).

d) *Bureau* [J.O. du 29 juin 1988] (p. 8572). - Président : M. Bourguignon (Pierre) ; vice-présidents : MM. Bèche (Guy), Geng (Francis) ; secrétaires : MM. Beix (Roland), Branger (Jean-Guy).

VI. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

- du projet de loi portant amnistie (n° 37) [J.O. du 8 juillet 1988] (p. 8973).
- du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion (n° 146) [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14131).
- du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 359) [J.O. du 8 décembre 1988] (p. 15391).
- du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 354) [J.O. du 10 décembre 1988] (p. 15480).
- du projet de loi de finances pour 1989 (n° 160) [J.O. du 13 décembre 1988] (p. 15561).
- du projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances (n° 365) [J.O. du 15 décembre 1988] (p. 15673).
- du projet de loi modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux (n° 318) [J.O. du 16 décembre 1988] (p. 15727).
- du projet de loi de finances rectificative pour 1988 (n° 411) [J.O. du 17 décembre 1988] (p. 15839).
- du projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 363) [J.O. du 20 décembre 1988] (p. 15958).
- du projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires territoriaux à temps non complet (n° 402) [J.O. du 22 décembre 1988] (p. 16091).

VII. - DELEGATIONS ET ORGANES DIVERS

1. Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes

Membres [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12873) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Bachy (Jean-Paul), Bellon (André), Bockel (Jean-Marie), Bosson (Bernard), Brunhes (Jacques), Mme Catala (Nicole), MM. Cointat (Michel), Couveinhes (René), Derosier (Bernard), Gouzes (Gérard), Josselin (Charles), Lacombe (Jean), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lamassoure (Alain), Ligot (Maurice), Proriot (Jean), Séguin (Philippe).

Bureau [J.O. du 27 octobre 1988] (p. 13578) : président : M. Josselin (Charles) ; vice-présidents : MM. Bosson (Bernard), Cointat (Michel), Mme Lalumière (Catherine), M. Ligot (Maurice) ; secrétaires : MM. Bachy (Jean-Paul), Brunhes (Jacques).

2. Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

Membres désignés par l'Assemblée nationale [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12873) : M. Bayard (Henri), Mme Cacheux (Denise), MM. Chanfrault (Guy), Clert (André), Debré (Bernard), Demange (Jean-Marie), Lapaire (Jean-Pierre), Mme Marin-Moskovitz (Gilberte), MM. Masdeu-Arus (Jacques), Millet (Gilbert), Mmes Mora (Christiane), Papon (Monique), M. Perrut (Francisque), Mme Royal (Ségolène), M. Terrot (Michel).

Bureau [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14909) : président : Mme Cacheux (Denise) (député), vice-présidents : MM. Bonifay (Charles) (sénateur), Huriet (Claude) (sénateur), Mmes Mora (Christiane) (député), Royal (Ségolène) (député) ; rapporteurs : MM. Bayard (Henri) (député), Lapaire (Jean-Pierre) (député), Chanfrault (Guy) (député).

3. Délégation de l'Assemblée nationale pour la planification

Membres [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12873) : MM. Balligand (Jean-Pierre), Chouat (Didier), Clément (Pascal), Durieux (Bruno), Fillon (François), Françaix (Michel), Griotteray (Alain), Le Garrec (Jean), Le Meur (Jean), Lipkowski (Jean de), Noir (Michel), Planchou (Jean-Paul), Richard (Alain), Roger-Machart (Jacques), Strauss-Kahn (Dominique).

Bureau [J.O. du 27 octobre 1988] (p. 13578) : président : M. Strauss-Kahn (Dominique) ; vice-présidents : MM. Lipkowski (Jean de), Roger-Machart (Jacques) ; secrétaires : MM. Balligand (Jean-Pierre), Griotteray (Alain).

4. Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Membres désignés par l'Assemblée nationale :

Titulaires [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12874) : MM. Birraux (Claude), Destot (Michel), Devaquet (Alain), Forni (Raymond), Galley (Robert), Le Déaut (Jean-Yves), Mexandeau (Louis), Pelchat (Michel).

Suppléants [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12874) : M. Fréville (Yves), Mme Lienemann (Marie-Noëlle), MM. Godfrain (Jacques), Bataille (Christian), Couve (Jean-Michel), Zuccarelli (Emile), Chevallier (Daniel), Wiltzer (Pierre-André).

Bureau [J.O. du 28 octobre 1988] (p. 13633) : président : M. Mossion (Jacques) (sénateur) ; vice-président : Le Déaut (Jean-Yves) (député) ; secrétaires : MM. Forni (Raymond) (député), Laffitte (Pierre) (sénateur).

5. Représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O

Titulaires [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12874) : MM. Bassinet (Philippe), Baumel (Jacques), Beix (Roland), Caro (Jean-Marie), Durand (Adrien), Fillon (François), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Galley (Robert), Mme Lalumière (Catherine), MM. Oehler (Jean), Seitlinger (Jean).

Suppléants [J.O. du 12 octobre 1988] (p. 12874) : MM. André (René), Balligand (Jean-Pierre), Barrau (Alain), Birraux (Claude), Dhaille (Paul), Grussenmeyer (François), Hunault (Xavier), Koehl (Emile), Lagorce (Pierre), Pistre (Charles), Val-leix (Jean), Worms (Jean-Pierre).

Bureau de la délégation française : président : M. Fourré (Jean-Pierre) (député) ; vice-présidents : MM. Jeambrun (Pierre) (sénateur), Seitlinger (Jean) (député), Pontillon (Robert) (sénateur) ; secrétaire général : M. Valleix (Jean) (député) ; secrétaires généraux adjoints : MM. Durand (Adrien) (député), Bohl (André) (sénateur).

VIII. - REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DANS DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics

Membres titulaires [J.O. du 24 septembre 1988] (p. 12183) :
MM. Ayrault (Jean-Marc), Ligot (Maurice).

Membres suppléants [J.O. du 24 septembre 1988] (p. 12183) :
MM. Brard (Jean-Pierre), Raoult (Eric).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) :
MM. Demange (Jean-Marie), Kucheida (Jean-Pierre).

Comité consultatif des courses

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Lambert
(Michel).

Comité consultatif du fonds national des abattoirs

Membre titulaire [J.O. du 28 octobre 1988] (p. 13628) :
M. Beaumont (René).

Membre suppléant [J.O. du 28 octobre 1988] (p. 13628) :
M. Patriat (François).

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé

Membre [J.O. du 21 septembre 1988] (p. 12040) : M. Bioulac
(Bernard).

Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Proriot
(Jean), Massat (René).

Comité de contrôle du fonds forestier national

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : Mme Alquier
(Jacqueline), M. Falco (Hubert).

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures

Membres [J.O. du 22 octobre 1988] (p. 13380) :
MM. Inchauspé (Michel), Rimareix (Gaston).

Comité de l'éthique du loto sportif

Membre titulaire [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14907) :
M. Cathala (Laurent).

Membre suppléant [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14907) :
M. Haby (Jean-Yves).

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Clerf
(André).

Comité des finances locales

Membres titulaires [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) :
MM. Bonrepaux (Augustin), Tenaillon (Paul-Louis).

Membres suppléants [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) :
MM. Brard (Jean-Pierre), Floch (Jacques).

Comité des prix de revient des fabrications d'armement

Membres [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) :
MM. Delahais (Jean-François), Hollande (François).

Comité directeur du fonds d'aide et de coopération

Membres [J.O. du 22 octobre 1988] (p. 13380) : MM. Lor-
geoux (Jeanny), Vivien (Alain), Geng (Francis).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer

Membres [J.O. du 8 juillet 1988] (p. 8972) : MM. Larifla
(Dominique), Castor (Elie), Hoarau (Elie), Grignon (Gérard),
Lise (Claude), Louis-Joseph-Dugué (Maurice).

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer

Membres titulaires [J.O. du 28 juillet 1988] (p. 9686) :
MM. Léontieff (Alexandre), Nenou-Pwataho (Maurice), Ver-
naudon (Emile).

Membres suppléants [J.O. du 28 juillet 1988] (p. 9686) :
MM. Brial (Benjamin), Cathala (Laurent), Le Déaut (Jean-
Yves).

Comité national des retraités et personnes âgées

Membre [J.O. du 13 décembre 1988] (p. 15559) : M. Wacheux
(Marcel).

Commission centrale de classement des débits de tabac

Membres [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) :
MM. Bonnet (Alain), Griotteray (Alain).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux

Membre [J.O. du 8 octobre 1988] (p. 12743) : M. Michel
(Jean-Pierre).

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15063) : M. Marchand
(Philippe).

Commission consultative des droits de l'homme

Membre [J.O. du 21 septembre 1988] (p. 12040) : M. Dray
(Julien).

Commission consultative pour la production de carburants de substitution

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Bou-
quet (Jean-Pierre), Le Meur (Daniel).

Commission d'accès aux documents administratifs

Membre titulaire [J.O. du 10 juillet 1988] (p. 9053) :
M. Massot (François).

Membre suppléant [J.O. du 10 juillet 1988] (p. 9053) : M. Savy
(Robert).

Commission des comptes de la sécurité sociale

Membres [J.O. du 20 juillet 1988] (p. 9411) : MM. Barrot (Jacques), Coffineau (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Loïdi (Robert).

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations

Membres [J.O. du 7 juillet 1988] (p. 8908) : MM. Pierret (Christian), Douyère (Raymond), Alphanhéry (Edmond).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à la jeunesse

Membres titulaires [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Metzinger (Charles), Mme Catala (Nicole).

Membres suppléants [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Bayard (Henri), Mme Cacheux (Denise).

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Membres [J.O. du 9 juillet 1988] (p. 9002) : MM. Forni (Raymond), Marchand (Philippe).

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale dans les départements d'outre-mer

Membre [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15441) : M. Louis-Joseph-Dogué (Maurice).

Commission nationale d'urbanisme commercial

Membres titulaires [J.O. du 9 juillet 1988] (p. 9002) : MM. Bassinet (Philippe), Borel (André), Facon (Albert), Masson (Jean-Louis), Blum (Roland).

Membres suppléants [J.O. du 9 juillet 1988] (p. 9002) : MM. Brune (Alain), Fourré (Jean-Pierre), Léron (Roger), Mignon (Jean-Claude), Farran (Jacques).

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : Mme Mignon (Hélène), M. Bernard (Pierre).

Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires

Membres [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : MM. Colcombet (François), Hiest (Jean-Jacques), Mazeaud (Pierre).

Commission supérieure des sites

Membres [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Foucher (Jean-Pierre), Mme Jacq (Marie).

Commission supérieure du Crédit maritime mutuel

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Lise (Claude), Becq (Jacques), Duroméa (André), Goasduff (Jean-Louis), Guellec (Ambroise), Kergueris (Aimé).

Conseil d'administration d'Antenne 2

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Queyranne (Jean-Jack).

Conseil d'administration de France Régions 3

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Schreiner (Bernard) (Yvelines).

Conseil d'administration de la Caisse nationale de l'industrie

Membres [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : MM. Galley (Robert), Wacheux (Marcel).

Conseil d'administration de la Caisse nationale des banques

Membres [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Zucarelli (Emile), Tranchant (Georges).

Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

Membre [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15442) : Mme Lecuir (Marie-France).

Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes, spécialement destiné à l'accueil des personnes incarcérées

Membre titulaire [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15442) : M. Tabanou (Pierre).

Membre suppléant [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15442) : Mme Papon (Christiane).

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice

Membre [J.O. du 3 novembre 1988] (p. 13818) : M. Rouquet (René).

Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Drouin (René).

Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Vaillant (Daniel).

Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Hage (Georges).

Conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14454) : M. Laurain (Jean).

Conseil d'administration de la Société Télédiffusion de France

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Péricard (Michel).

Conseil d'administration de Radio France

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : Bequet (Jean-Pierre).

Conseil d'administration de Radio France internationale

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Françaix (Michel).

Conseil d'administration de Radio-Télévision France - outre-mer

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Lise (Claude).

Conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts

Membre [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15442) : Mme Mora (Christiane).

**Conseil d'administration
du Conservatoire de l'espace littoral
et des rivages lacustres**

Membres titulaires [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : MM. Lengagne (Guy), Aubert (Emmanuel), Le Bris (Gilbert).

Membres suppléants [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : MM. Briand (Maurice), Lamassoure (Alain), Lombard (Paul).

**Conseil de gestion du fonds national
pour le développement de la vie associative**

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Giovannelli (Jean).

**Conseil d'orientation du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou**

Membres [J.O. du 21 décembre 1988] (p. 16010) : MM. Fuchs (Jean-Paul), Sueur (Jean-Pierre), Josselin (Charles).

**Conseil national de l'enseignement supérieur
et de la recherche**

Membres titulaires [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Carraz (Roland), Gambier (Dominique).

Membres suppléants [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Pelchat (Michel), Boyon (Jacques).

Conseil national de l'habitat

Membre titulaire [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Carton (Bernard).

Membre suppléant [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Bois (Jean-Claude).

Conseil national de l'information statistique

Membre titulaire [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14496) : M. Huguet (Roland).

Membre suppléant [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14496) : M. Gantier (Gilbert).

Conseil national de la cinématographie

Membres titulaires [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15441) : Mme Bredin (Frédérique), M. Cambacères (Jean-Marie).

Membres suppléants [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15441) : MM. Hage (Georges), Delalande (Jean-Pierre).

Conseil national de la montagne

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Besson (Louis), Forgues (Pierre), Chevallier (Daniel), Ollier (Patrick).

**Conseil national des services publics
départementaux et communaux**

Membres [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : MM. Devedjian (Patrick), Gerrer (Edmond), Peyronnet (Jean-Claude), Saumade (Gérard).

Conseil national des transports

Membres titulaires [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Bachy (Jean-Paul), Borotra (Franck).

Membres suppléants [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Bois (Jean-Claude), Colombani (Louis).

Conseil national du bruit

Membre [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Gaillard (Claude).

Conseil national du crédit

Membres [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Roger-Machart (Jacques), Rodet (Alain).

Conseil national du tourisme

Membre titulaire [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14907) : M. Migaud (Didier).

Membre suppléant [J.O. du 30 novembre 1988] (p. 14907) : M. Beaufils (Jean).

Conseil supérieur de la coopération

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Dumont (Jean-Louis), Tremel (Pierre-Yvon).

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15065) : MM. Raoult (Eric), Pasquini (Pierre), Brunhes (Jacques).

Conseil supérieur de l'adoption

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15063) : Mme Boutin (Christine).

**Conseil supérieur de la forêt
et des produits forestiers**

Membre titulaire [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) et rectificatif [J.O. du 3 décembre 1988] (p. 15161) : M. Ducout (Pierre).

Membre suppléant [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) et rectificatif [J.O. du 3 décembre 1988] (p. 15161) : M. Genwin (Germain).

Conseil supérieur de la mutualité

Membre [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : M. Durieux (Jean-Paul).

**Conseil supérieur de la sûreté
et de l'information nucléaires**

Membre [J.O. du 22 octobre 1988] (p. 13380) : M. Leduc (Jean-Marie).

Conseil supérieur de l'aviation marchande

Membre titulaire [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

Membre suppléant [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : M. Labbé (Claude).

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz

Membres [J.O. du 22 octobre 1988] (p. 13380) : MM. Malvy (Martin), Carletet (Michel), Micaux (Pierre).

**Conseil supérieur de l'Etablissement national
des invalides de la marine**

Membres [J.O. du 18 novembre 1988] (p. 14455) : MM. Hiard (Pierre), Kergueris (Aimé).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles

Membres titulaires [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Chanfrault (Guy), Tavernier (Yves), Lepercq (Arnaud).

Membres suppléants [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Bayard (Henri), Jacquemin (Michel), Nayral (Bernard).

**Conseil supérieur pour le reclassement
professionnel et social des travailleurs handicapés**

Membres [J.O. du 2 décembre 1988] (p. 15064) : MM. Chouat (Didier), Terrot (Michel).

Haut Conseil du secteur public

Membres [J.O. du 19 novembre 1988] (p. 14495) : MM. Gatel (Jean), Charzat (Michel), Le Garrec (Jean), Bèche (Guy), Léron (Roger), Masdeu-Arus (Jacques).

IX. - SESSIONS

Ouverture de la 9^e législature de l'Assemblée nationale [23 juin 1988] (p. 323).

Seconde session ordinaire de 1987-1988 [23 juin 1988] (p. 323) ; clôture le 30 juin 1988 [30 juin 1988] (p. 417).

Séssion de droit prévue par l'article 12 de la Constitution : ouverture le 1^{er} juillet 1988 [1^{er} juillet 1988] (p. 421) ; clôture le 7 juillet 1988 [7 juillet 1988] (p. 592).

Troisième session extraordinaire de 1987-1988 : ouverture le 8 juillet 1988 ; [8 juillet 1988] (p. 603) ; clôture le 8 juillet [8 juillet 1988] (p. 608).

Première session ordinaire de 1988-1989 : ouverture le 3 octobre 1988 [3 octobre 1988] (p. 611) ; clôture le 21 décembre 1988 [21 décembre 1988] (p. 4027).

Première session extraordinaire de 1988-1989 : ouverture le 22 décembre 1988 [22 décembre 1988] (p. 4035) ; clôture le 22 décembre 1988 [22 décembre 1988] (p. 4068).

X. - COMPOSITION DU PREMIER GOUVERNEMENT DE M. MICHEL ROCARD

Composition : voir la table de la 8^e législature, année 1988.

Démission : décret du 22 juin 1988 [*J.O.* du 23 juin 1988] (p. 8278).

XI. - COMPOSITION DU DEUXIEME GOUVERNEMENT DE M. MICHEL ROCARD

(Décrets des 23 et 28 juin 1988) [J.O. des 24 et 29 juin 1988] (p. 8319, 8528)

1. Par ordre alphabétique

- M. Michel ROCARD, Premier ministre.
- Mme Michèle ANDRE, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.
- MM. Pierre ARPAILLANGE, garde des Sceaux, ministre de la justice.
- Mme Edwige AVICE, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.
- MM. Roger BAMBUCK, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports.
- Jean-Michel BAYLET, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales.
- Thierry de BEAUCE, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales.
- Pierre BEREGOVVOY, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget.
- Emile BIASINI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé des grands travaux.
- Théo BRAUN, ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées.
- Robert CHAPUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique.
- Michel CHARASSE, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget.
- Jacques CHEREQUE, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.
- Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de la défense.
- Mme Edith CRESSON, ministre des affaires européennes.
- MM. Hubert CURIEN, ministre de la recherche et de la technologie.
- Alain DECAUX, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie.
- Michel DELEBARRE, ministre des transports et de la mer.
- Mme Hélène DORLHAC, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille.
- MM. François DOUBIN, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat.
- Tony DREYFUS, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.
- Roland DUMAS, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.
- Michel DURAFOR, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.
- Claude EVIN, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement.
- Maurice FAURE, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement.
- Roger FAUROUX, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.
- Michel GILLIBERT, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie.
- Lionel JOSPIN, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.
- Pierre JOXE, ministre de l'intérieur.
- Bernard KOUCHNER, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire.
- André LAIGNEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle.
- Brice LALONDE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement.
- Jack LANG, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire.
- Louis LE PENSEC, ministre des départements et territoires d'outre-mer.
- Jacques MELLICK, ministre délégué auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la mer.
- André MERIC, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre.
- Henri NALLET, ministre de l'agriculture et de la forêt.
- Mme Véronique NEIERTZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.
- MM. Jacques PELLETIER, ministre de la coopération et du développement.
- Jean POPPEREN, ministre chargé des relations avec le Parlement.
- Paul QUILLES, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.
- Jean-Marie RAUSCH, ministre du commerce extérieur.
- Gérard RENON, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.
- Georges SARRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux.
- Léon SCHWARTZENBERG, ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la santé.
- Jean-Pierre SOISSON, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- Olivier STIRN, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme.
- Lionel STOLERU, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan.
- Mme Catherine TASCA, ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication.

2. Par ministère

Premier ministre	Michel ROCARD.	Ministre de la défense	Jean-Pierre CHEVENEMENT.
Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Lionel JOSPIN.	Ministre de l'intérieur	Pierre JOXE.
Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre BEREGOVVOY.	Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire	Roger FAUROUX.
Ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement	Maurice FAURE.	Ministre des affaires européennes	Edith CRESSON.
Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères	Roland DUMAS.	Ministre des transports et de la mer	Michel DELEBARRE.
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Pierre ARPAILLANGE.	Ministre de la fonction publique et des réformes administratives	Michel DURAFOR.

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.....	Jean-Pierre SOISSON.
Ministre de la coopération et du développement.....	Jacques PELLETIER.
Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire....	Jack LANG.
Ministre des départements et territoires d'outre-mer.....	Louis LE PENSEC.
Ministre de l'agriculture et de la forêt.....	Henri NALLET.
Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace	Paul QUILES.
Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jean POPEREN.
Ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement.....	Claude EVIN.
Ministre de la recherche et de la technologie.....	Hubert CURIEN.
Ministre du commerce extérieur.....	Jean-Marie RAUSCH.
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Michel CHARASSE.
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie.....	Alain DECAUX.
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.....	Edwige AVICE.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.....	Jacques CHEREQUE.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat.....	François DOUBIN.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme.....	Olivier STIRN.
Ministre délégué auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la mer.....	Jacques MELICK.
Ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication	Catherine TASCA.
Ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la santé....	Léon SCHWARTZENBERG.
Ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées.....	Théo BRAUN.
Secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.....	Michèle ANDRE.

Secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre	André MERIC.
Secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.....	Gérard RENON.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan.....	Lionel STOLERU.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement	Brice LALONDE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre	Tony DREYFUS.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire.....	Bernard KOUCHNER.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique.....	Robert CHAPUIS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports.....	Roger BAMBUCK.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.....	Véronique NEIERTZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales.....	Thierry de BEAUCE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales.....	Jean-Michel BAYLET.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux.....	Georges SARRE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle	André LAIGNEL.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé des grands travaux....	Emile BIASINI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille	Hélène DORLHAC.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie	Michel GILLIBERT.

3. Modifications

Décret du 8 juillet 1988 [J.O. du 9 juillet 1988] (p. 8990) :

M. Léon SCHWARTZENBERG, fin, à sa demande, de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la santé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1988

(9^e législature)

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

1. - **Proposition de loi n° 54** relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un **accident de trajet**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ACCIDENTS NUCLEAIRES

Convention sur l'assistance en cas d'

Voir *Traités et conventions* 17.

ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE NATIONALE

1. - **Proposition de loi n° 81** tendant à modifier l'article 24 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 afin que le **directeur des établissements de l'aide sociale à l'enfance** soit nommé par le **Président du conseil général**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - **Proposition de loi n° 187** tendant à prendre en compte les **ressources du concubin** notoire pour l'attribution des **prestations d'aide sociale**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Politique économique et sociale*.
Sécurité sociale.

ADMINISTRATION

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.
Fonctionnaires et agents publics.
Fonction publique territoriale.

ADMINISTRATION ET REGIME PENITENTIAIRES

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Justice.
Questions au Gouvernement 19, 22, 45, 173.

ADOPTION

1. - **Proposition de loi n° 11** tendant à instituer une **déclaration prénatale de consentement à l'adoption**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

AFFAIRES ETRANGERES

1. - **Proposition de loi n° 89** tendant à assurer le **règlement de la dette russe**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Pierre Delalande. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. - **Rapport d'information** déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée du 27 septembre au 2 octobre 1988 par une délégation de la commission en Israël, dans les **Territoires occupés** et en **Jordanie** (n° 278), par MM. André Bellon et Jacques Godfrain [10 octobre 1988].

3. - **Rapport d'information n° 509** fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur l'activité de cette assemblée au cours de sa 34^e session ordinaire (1988) par M. Jean-Pierre Fourré [21 décembre 1988].

4. - **Rapport d'information n° 510** fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 39^e session ordinaire (1987-1988) par M. Jean-Pierre Fourré [21 décembre 1988].

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Affaires étrangères.

AFRIQUE DU NORD

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 8 bis, 11, 12.

Lois de finances 3, deuxième partie, Anciens combattants et victimes de guerre.

Ordre public 2.

Questions orales sans débat 28.

AFRIQUE DU SUD

Exécution des six de Sharpeville.

Voir *Questions au gouvernement* 3

Importations de charbon sud-africain.

Voir *Questions au Gouvernement* 122.

AGENCE NATIONALE POUR LES DECHETS RADIOACTIFS (A.N.D.R.A.)

Projet de stockage en Bresse

Voir *Questions orales sans débat* 39.

AGRICULTURE

1. - Proposition de loi n° 183 tendant à promouvoir l'utilisation non alimentaire des produits agricoles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. - Proposition de loi n° 204 tendant à élargir aux personnes sur lesquelles le chef d'exploitation ou son conjoint exerce ou a exercé la tutelle la **qualité d'aide familial** pour l'application du livre VII du code rural.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Adrien Durand et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 304 tendant, en cas de situation difficile d'une **exploitation agricole**, à dissocier l'**avoir personnel** de l'agriculteur, du **capital d'exploitation de l'entreprise**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. - Proposition de loi n° 327 tendant à modifier la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 organisant un **régime de garantie** contre les calamités agricoles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Jean Ueberschlag. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Grussenmeyer (21 décembre 1988).

5. - Proposition de loi n° 343 relative à l'**appellation d'origine contrôlée « olives de Nyons »** ou « **olives noires de Nyons** » et « **huile d'olives de Nyons** ».

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Henri Michel et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Alain Fort (21 décembre 1988).

6. - Projet de loi n° 363 relatif à l'**adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° 4 (1988-1989). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre et M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la Forêt. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport n° 75 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Thyraud. - Avis n° 76 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. Jean Machet. - Avis n° 80 (1988-1989). - Discussion les 17 et 18 novembre 1988. - Adoption le 18 novembre 1988. - Projet de loi n° 17.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 novembre 1988 - Lettres du Premier ministre, en date des 16 et 30 novembre et 2 décembre 1988, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur M. Gérard Gouzes (1^{er} décembre 1988). - Rapport n° 430 (8 décembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois (23 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Aloyse Warhouver (24 novembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles (23 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean Giovanelli (1^{er} décembre 1988). - Discussion et adoption le 16 décembre 1988. - Projet de loi n° 53.

Sénat (deuxième lecture). - N° 161 (1988-1989). - Dépôt le 19 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. 20 décembre 1988] (p. 15958). - Réunion le 19 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 20 décembre 1988] (p. 15958).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Arthuis. - Rapport n° 165 (1988-1989). - Discussion et adoption le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 48.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Gérard Gouzes. - Rapport n° 488 (19 décembre 1988). - Adoption définitive le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 68.

Loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 31 décembre 1988 (p. 16741).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 363 et ceux de la loi n° 88-1202

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Objet du projet de loi.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3752 4037	1
		CHAPITRE PREMIER			
		Dispositions relatives à l'exploitation agricole			
	2 A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Objectif de droit de préemption des S.A.F.E.R.	Première lecture : 16 décembre 1988	3755	-
	2 B (Sénat) Supprimé (A.N.)	Objectif du contrôle des structures.	Première lecture : 16 décembre 1988	3755	-
2		Définition des activités agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3764 4037	2
3		Création d'un registre de l'agriculture.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3766 4037	3 -
4		Adhésion d'un G.A.E.C. à une société coopérative agricole.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3767 4037	4 -
	4 bis (Sénat)	Extension du bénéfice de la provision pour investissement aux associés exploitants de certaines E.A.R.L.	Première lecture : 16 décembre 1988	3768	5
5		Définition des G.A.E.C.	Première lecture : 16 décembre 1988	3768	6
	5 bis (A.N.)	Objet des E.A.R.L.	Première lecture : 16 décembre 1988	3768	7
6		Contenu des statuts et modalités de dissolution d'une E.A.R.L.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3768 4037	8
7		Régime fiscal des E.A.R.L. familiales.	Première lecture : 16 décembre 1988	3772	9
8		Individualisation du loyer des bâtiments d'habitation dans le prix du fermage.	Première lecture : 16 décembre 1988	3772	10
9		Mise en conformité des baux en cours avec les nouvelles dispositions relatives au calcul du prix du fermage.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3773 4037	11
	9 bis A (A.N.)	Obligation au bailleur d'affecter les sommes versées par les compagnies d'assurance à la reconstruction des bâtiments détruits d'une exploitation.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3774 4037	-
	Supprimé (C.M.P.)				
	9 bis B	Possibilité pour le preneur de faire construire des bâtiments d'habitation sans léser le bailleur.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3774 4037	12
	9 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Action en révision des fermages anormaux.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3774 4037	-
	9 ter (Sénat)	Conversion automatique du métayage en bail à ferme.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3775 4037	13
	9 quater (A.N.)	Extension du bénéfice du droit de reprise au conjoint du bailleur.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3776 4037	14

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
10		Extension des droits du conjoint du preneur qui participe à l'exploitation, en matière de cession ou d'association à un bail rural.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3776 4037	15
	10 bis (A.N.)	Elargissement de la définition des activités agricoles aux formes sociétaires à objet principalement agricole.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3779 4038	16
11		Extension des droits du conjoint participant à l'exploitation pour l'exercice du droit de préemption du preneur.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3779 4038	17
	11 bis A (A.N.)	Détermination par arrêté préfectoral du montant de la redevance due au propriétaire pour les vignes données à complant.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3781 4037	18
	11 bis B (C.M.P.)	Action en nullité.	C.M.P. : 22 décembre 1988	4038	19
	11 bis à 11 septies (Sénat) Supprimés (A.N.)	Contrôle des structures.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3782 à 3784	-
	11 septies bis (A.N.)	Elargissement de la distance que ne doit pas dépasser la parcelle achetée par rapport au siège de l'exploitation de 3 à 5 kilomètres.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3784 4038	20
	11 septies ter (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Assouplissement des règles d'autorisation préalable en matière de structures agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3792 4038	-
	11 octies (A.N.) Supprimé (A.N.)	Sous-location pour un usage de vacances ou de loisirs.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3786 4038	-
	11 nonies (A.N.)	Participation des personnes morales à certaines élections.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3786 4038	21
	11 decies (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Répartition de la charge foncière entre preneur et bailleur.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3786 4038	-
	11 undecies (A.N.) Supprimé (A.N.)	Prix du bail de carrière.	Première lecture : 16 décembre 1988	3787	-
CHAPITRE II					
Règlement amiable, redressement et liquidation judiciaires de l'exploitation agricole					
Section 1. - Le règlement amiable de l'exploitation agricole.					
12		Introduction du règlement amiable en agriculture.	Première lecture : 16 décembre 1988	3787	22
13	Supprimé (Sénat)	Institution d'une commission départementale de conciliation.	Première lecture : 16 décembre 1988	3787	-
14		Saisine du président du tribunal de grande instance.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3788 4038	23
15		Information du président du tribunal de grande instance.	Première lecture : 16 décembre 1988	3788	24
16		Pouvoirs et missions du conciliateur.	Première lecture : 16 décembre 1988	3789	25
	16 bis (A.N.)	Faculté pour le tribunal de grande instance de suspendre provisoirement les poursuites.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3790 4038	26

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
17		Effet du règlement amiable.	Première lecture : 16 décembre 1988	3791	27
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4038	
18		Secret professionnel.	Première lecture : 16 décembre 1988	3791	28
		Section 2. - <i>Le redressement et la liquidation judiciaires de l'exploitation agricole.</i>			
19		Modalités d'application du redressement et de la liquidation judiciaires de l'exploitation agricole.	Première lecture : 16 décembre 1988	3792	29
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4038	
		§ I. - Champ d'application du redressement et de la liquidation judiciaires en agriculture.	16 décembre 1988	3794	§ I
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
	Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	§ II. - Usage préalable du règlement amiable.	16 décembre 1988	3795	§ II
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
		§ III. - Ouverture de la procédure en cas d'inexécution des engagements pris dans le cadre de l'accord amiable.	16 décembre 1988	3795	§ III
	Sénat Supprimé (A.N.)	§ III bis. - Prolongation de la période d'observation dans le cadre du régime général du redressement judiciaire.	16 décembre 1988	3795	-
		§ IV et V. - Ouverture de la procédure en cas de perte de la qualité d'agriculteur postérieurement à la cessation de paiement.	16 décembre 1988	3795	§ IV et V
	Sénat	§ VI. - Information de l'administrateur judiciaire.	16 décembre 1988	3795	§ VI
		§ VI bis. - Objet de la cession totale ou partielle d'une exploitation agricole.	16 décembre 1988	3795	-
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
	Sénat	VI ter. - Reprise de bail en cas de cession des actifs.	16 décembre 1988	3796	§ VII
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
	Supprimé (C.M.P.)	§ VII. - Modalités de la reprise du bail rural en cas de cession totale ou partielle.	C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	-
		§ VIII. - Sort des avantages matrimoniaux.	16 décembre 1988	3796	§ VIII
	Sénat	§ VIII bis. - Prolongation de la période d'observation.	16 décembre 1988	3796	§ IX
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
		§ IX. - Maintien de l'activité agricole jusqu'à la fin de l'année culturale en cours en cas de liquidation judiciaire.	16 décembre 1988	3797	§ X
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
		§ X. - Délais de grâce en faveur de l'agriculteur pour quitter sa maison d'habitation principale.	16 décembre 1988	3797	§ XI
	Sénat	§ X bis. - Voies de recours des jugements sur la reprise, l'attribution ou la cession du bail rural.	16 décembre 1988	3797	-
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
		§ XI, XII, XII bis (Sénat), XIII et XIV : faillite personnelle et interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise.	16 décembre 1988	3793	§ XII à XVI
		§ XV, XV bis (Sénat), XVI, XVII et XVIII : extension aux agriculteurs de la banqueroute et d'autres infractions.	16 décembre 1988	3793	§ XVII à XXI
	Sénat	§ XIX. - Dispositions relatives aux T.O.M.	16 décembre 1988	3797	§ XXII
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
	19 bis (Sénat)	Dispositions relatives aux T.O.M.	Première lecture : 16 décembre 1988	3797	30
			C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	
	19 ter (A.N.)	Prise en compte des experts agricoles fonciers et forestiers dans la liste des experts compétents pour les liquidations agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988	3797	-
	Supprimé C.M.P.		C.M.P. : 22 décembre 1988	4039	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	19 <i>quater</i> (A.N.)	Application aux agriculteurs des départements alsaciens et mosellan de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3798 4039	31
20		Garantie des créances salariales des salariés agricoles en cas de redressement et de liquidation judiciaires.	Première lecture : 16 décembre 1988	3798	32
21		Peines applicables aux complices d'un agriculteur banqueroutier	Première lecture : 16 décembre 1988	3798	33
	21 <i>bis</i> (Sénat)	Interdiction pour les Safer de préempter les biens compris dans un plan de cession en cas de liquidation judiciaire.	Première lecture : 16 décembre 1988	3798	34
	21 <i>ter</i> (A.N.)	Titulaires de l'action en nullité.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3798 4039	-
	Supprimé C.M.P. :				
	21 <i>quater</i> (A.N.)	Décret d'application en Conseil d'Etat pour le chapitre II.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3798 4039	35
CHAPITRE III					
Dispositions sociales					
	22 A (Sénat)	Incessibilité et insaisissabilité des prestations familiales agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988	3799	36
22		Définition des critères d'affiliation aux régimes de protection sociale agricole des coexploitants et des associés exploitants ; extension des critères d'assujettissement aux cotisations de solidarité.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3800 4039	37
	22 <i>bis</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Calcul de l'assiette des cotisations sociales agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3802 4039	-
23		Cotisations au régime des prestations familiales agricoles des associés d'une E.A.R.L.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3802 4039	38
24		Cotisations à l'Amexa des associés d'une E.A.R.L.	Première lecture : 16 décembre 1988	3802	39
25		Cotisations à l'assurance vieillesse agricole des associés d'une E.A.R.L.	Première lecture : 16 décembre 1988	3802	40
26		Possibilités de majoration d'une retraite proportionnelle.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3802 4039	41
	26 <i>bis</i> (A.N.)	Création d'un régime de retraite complémentaire.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3803 4039	42
27		Application aux salariés agricoles des dispositions du code de la sécurité sociale.	Première lecture : 16 décembre 1988	3804	43
28		Extension du bénéfice de la pension d'invalidité aux deux tiers.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3805 4039	44
29		Extension du champ des personnes bénéficiant des assurances sociales des salariés agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3805 4040	45
30		Modalités de cessation d'activité au regard du droit à pension.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3807 4040	46
31		Abrogation de l'obligation de versement d'une double cotisation de solidarité pour certaines entreprises agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988	3808	47
32		Aménagement de la législation sur la durée du travail et le repos hebdomadaire.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3808 4040	48
33		Généralisation de la mensualisation aux salariés agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988	3809	49

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
34		Contenu des règlements de travail.	Première lecture : 16 décembre 1988	3809	50
35		Modifications du code du travail.	Première lecture : 16 décembre 1988	3809	51
	35 bis (Sénat)	Levée du secret professionnel.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3809 4040	52
	35 ter (A.N.)	Départements d'Alsace-Moselle : caisse d'assurance accidents agricoles.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3810 4040	53
CHAPITRE IV Dispositions diverses					
	36 AA (A.N.)	Droits de la chasse.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3811 4040	54
	36 AB (A.N.)	Droits de la chasse	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3811 4040	55
	36 AC (A.N.)	Droits de la chasse	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3812 4040	56
	36 A (Sénat)	Dommages causés par les lapins.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3812 4040	-
	Supprimé (A.N.)				
	36 B (Sénat)	Consultation des représentants de la profession agricole lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3813 4040	57
	Supprimé (A.N.)				
	Rétabli C.M.P.				
36		Conséquences juridiques du gel des terres.	Première lecture : 16 décembre 1988	3814	58
37		Produits de l'agriculture biologique.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3815 4040	59
	37 bis A (A.N.)	Définition de la récidive légale.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3815 4040	60
	37 bis (Sénat)	Cotisations aux organismes agréés par l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.	Première lecture : 16 décembre 1988	3816	61
38		Sécurité des consommateurs.	Première lecture : 16 décembre 1988	3816	62
	38 bis (Sénat)	Labels agricoles et certifications.	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3816 4040	63
	38 ter (A.N.)	Précisions relatives à l'application de la loi du 9 janvier 1985 (loi « montagne »).	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3818 4041	64
	38 quater (A.N.)	Extension des compétences de l'I.N.A.O. à un certain nombre de boissons ; spécificité de la dénomination « pommeau ».	Première lecture : 16 décembre 1988 C.M.P. : 22 décembre 1988	3819 4041	65
39		Abrogation de dispositions législatives relatives à certaines denrées alimentaires.	Première lecture : 16 décembre 1988	3820	66
40		Application dans les T.O.M. et à Mayotte.	Première lecture : 16 décembre 1988	3820	67

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1988] (p. 3721, 3729).

Activité agricole (définition et pluriactivité) : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3725) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3731) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3737) ; *Métais (Pierre)* (p. 3747) ; *Deprez (Léonce)* (p. 3747).

Agriculteurs en difficulté (traitement des) : *Warhouver (Aloyse)* (p. 3724) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3736) ; *Colin (Georges)* (p. 3738) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3739, 3740) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741) ; *Métais (Pierre)* (p. 3742) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 3747).

Agriculture biologique : *Gouzes (Gérard)* (p. 3722) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3724).

Agriculture française (évolution, modernisation et adaptation) : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721, 3723) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3723) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3729) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3741, 3748, 3750) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Cointat (Michel)* (p. 3738) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3740) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3743) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 3747).

Alsace-Moselle (extension du droit de la faillite à l') : *Gengenwin (Germain)* (p. 3741).

Aménagement du temps de travail : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3733) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3737) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 3747).

Chasses traditionnelles : *Gouzes (Gérard)* (p. 3722) ; *Colin (Georges)* (p. 3738).

Consommateurs (sécurité des) : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3734).

Contrat de plan (région Basse-Normandie) : *Goulet (Daniel)* (p. 3748).

Cotisations sociales : *Gouzes (Gérard)* (p. 3722) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3730) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3734, 3751) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741) ; *Métais (Pierre)* (p. 3742) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745) ; *Estève (Pierre)* (p. 3745, 3746).

Distorsions de concurrence : *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743).

E.A.R.L. : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3725) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3729, 3730) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3732, 3733) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743).

Espace rural (aménagement et animation) : *Warhouver (Aloyse)* (p. 3723) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3740) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3744) ; *Estève (Pierre)* (p. 3746) ; *Deprez (Léonce)* (p. 3747) ; *Goulet (Daniel)* (p. 3748).

Exploitation agricole (développement des formes sociétaires) : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721, 3723) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3724) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3731) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743) ; *Goulet (Daniel)* (p. 3748).

Exploitations agricoles (données et caractéristiques) : *Warhouver (Aloyse)* (p. 3723).

Fermage : *Gouzes (Gérard)* (p. 3722) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3732) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3737) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3744).

Gel des terres : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3734) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3742).

Institut national des appellations d'origine : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3734).

Jeunes agriculteurs (installation) : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721, 3722, 3723) ; *Estève (Pierre)* (p. 3746).

Labels : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3734).

Loi « Guillaume » (projet de) : *Warhouver (Aloyse)* (p. 3723) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Cointat (Michel)* (p. 3739) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741).

Marchés agricoles (situation et évolution) : *Le Meur (Daniel)* (p. 3736, 3737) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3739, 3740) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741) ; *Goulet (Daniel)* (p. 3748) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3749).

Mutuelle sociale agricole : *Giovannelli (Jean)* (p. 3730) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741).

Négociations internationales : *Le Meur (Daniel)* (p. 3736, 3737) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3739) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3749, 3750).

Politique agricole commune (P.A.C.) : *Micaux (Pierre)* (p. 3740) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3742) ; *Goulet (Daniel)* (p. 3748).

Prestations sociales agricoles : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721, 3722) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3730) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3733) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745) ; *Estève (Pierre)* (p. 3746) ; *Deprez (Léonce)* (p. 3747) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 3747).

Productions agricoles (mise en valeur des) : *Micaux (Pierre)* (p. 3739, 3740).

Quantités maximales garanties : *Micaux (Pierre)* (p. 3739).

Rapports preneurs bailleurs : *Warhouver (Aloyse)* (p. 3725) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3744) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745).

Registre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3724, 3725) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3731) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741).

Règlement amiable et redressement judiciaire : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3724, 3725) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3732, 3733) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3737) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745).

Retraite : *Gouzes (Gérard)* (p. 3721) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 3730) ; *Métais (Pierre)* (p. 3742) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3744) ; *Estève (Pierre)* (p. 3746) ; *Leduc (Jean-Marie)* (p. 3747).

Revenus agricoles : *Le Meur (Daniel)* (p. 3736) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3742) ; *Estève (Pierre)* (p. 3745).

Structures (contrôle des) : *Gouzes (Gérard)* (p. 3722) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3732, 3752) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735, 3736) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3737) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3743) ; *Lestas (Roger)* (p. 3745).

Taxe foncière sur la propriété non bâtie : *Warhouver (Aloyse)* (p. 3725) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3735) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3740) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3741, 3742) ; *Métais (Pierre)* (p. 3742) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3744) ; *Goulet (Daniel)* (p. 3748) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3751).

Transmission des exploitations et cessation d'activité : *Vasseur (Philippe)* (p. 3744) ; *Estève (Pierre)* (p. 3746).

Discussion des articles [16 décembre 1988] (p. 3752).

Article 1^{er} (objet du projet de loi) (p. 3752) : adopté après modifications (p. 3755).

Discussion commune des amendements nos 99, 28 et 139.

Amendement n° 99 de M. Pierre Goldberg (redéfinition de l'objet du projet) (p. 3752) : rejeté (p. 3755).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3752).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3753) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3753).

Amendement n° 28 de la commission (redéfinition de l'objet du projet) (p. 3752) : adopté (p. 3755).

Observations : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3753).

Sous-amendement n° 96 de M. Michel Cointat (prise en compte du caractère traditionnellement familial des exploitations agricoles) (p. 3752) : rejeté après rectification (p. 3755).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3754) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3754).

Amendement n° 139 de M. Ambroise Guellec (redéfinition de l'objet du projet) (p. 3752) : devenu sans objet (p. 3755).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3753) Observations : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3753).

Chapitre 1^{er} : dispositions relatives à l'exploitation agricole.

Article 2A (objectif du droit de préemption des S.A.F.E.R.) (p. 3755) : supprimé (p. 3755).

Amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 3755) : adopté (p. 3755).

Article 2B (objectif du contrôle des structures) (p. 3755) : supprimé (p. 3755).

Amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 3755) : adopté (p. 3755).

Article 2 (définition des activités agricoles) (p. 3764) : adopté après modifications (p. 3765).

INTERVENANTS :

Observations : *Le Meur (Daniel)* (p. 3764) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3764).

Activité commerciale (dépôt d'un amendement en commission, déclaré irrecevable, tendant à permettre aux E.A.R.L. d'exercer une) : *Gengenwin (Germain)* (p. 3764).

Contrôle des structures : *Le Meur (Daniel)* (p. 3764).

Discussion des amendements identiques nos 31 et 6.

Amendement n° 31 de la commission (définition du caractère agricole d'une exploitation) (p. 3764) : adopté (p. 3765).

Contre : *Cointat (Michel)* (p. 3765).

Amendement n° 6 de la commission des lois (définition du caractère agricole d'une exploitation) (p. 3764) : adopté (p. 3765).

Contre : *Cointat (Michel)* (p. 3765).

Après l'article 2 :

Amendement n° 141 de M. Germain Gengenwin (tendant à favoriser la pluriactivité) (p. 3765) : rejeté (p. 3765).

Contre : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3766).

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 3765).

Article 3 (création d'un registre de l'agriculture) (p. 3766) : adopté après modifications (p. 3767).

Amendement n° 142 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 3766) : rejeté (p. 3766).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3766) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3766).

Discussion commune des amendements nos 32 et 7.

Amendement n° 32 de la commission (immatriculation au registre sur déclaration) (p. 3766) : adopté (p. 3767).

Contre : *Gengenwin (Germain)* (p. 3767).

Amendement n° 7 de la commission des lois (immatriculation au registre sur déclaration) (p. 3766) : devenu sans objet (p. 3767).

Contre : *Gengenwin (Germain)* (p. 3767).

Amendement n° 100 de M. Georges Hage (objet du registre) (p. 3767) : rejeté (p. 3767).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3767).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3767) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3767).

Observations : *Gengenwin (Germain)* (p. 3767).

Article 4 (adhésion d'un G.A.E.C. à une société coopérative agricole) (p. 3767) : adopté après modifications (p. 3768).

Amendement n° 33 de la commission (suppression de la possibilité pour les associés d'une E.A.R.L. de bénéficier des mêmes droits que les membres d'un G.A.E.C.) (p. 3767) : adopté (p. 3768).

Article 4 bis (extension du bénéfice de la provision pour investissement aux associés exploitants et à certaines E.A.R.L.) (p. 3768) : adopté (p. 3768).

Amendement n° 132 du gouvernement (de suppression) (p. 3768) : rejeté (p. 3768).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3766).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3768) ; *Cointat (Michel)* (p. 3768) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3768).

Article 5 (définition des G.A.E.C.) (p. 3768) : adopté (p. 3768).

Article 5 bis (objet des E.A.R.L.) (p. 3768) : adopté (p. 3768).

Article 6 (contenu des statuts et des modalités de dissolution d'une E.A.R.L.) (p. 3768) : adopté après modifications (p. 3772).

Amendement n° 101 de M. Daniel Le Meur (suppression de la possibilité d'apports en immeuble dans le cadre d'une E.A.R.L.) (p. 3769) : rejeté au scrutin public (p. 3770).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3769).

Discussion commune des amendements 34, 8 et 182.

Amendement n° 34 de la commission (d'harmonisation) (p. 3770) : rejeté (p. 3772).

Contre : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3770).

Suspension de séance (demande de) : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3770).

Amendement n° 8 de la commission des lois (d'harmonisation) (p. 3770) : rejeté (p. 3772).

Contre : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3770).

Amendement n° 182 du Gouvernement (possibilité d'apports en immeubles à une E.A.R.L. par un associé non exploitant dans le cadre familial uniquement) (p. 3770) : adopté (p. 3772).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3770).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3770) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3770) ; *Warhouver (Aloyse)* (p. 3770).

Rappel au règlement de M. Michel Cointat : le rejet de l'amendement n° 101 (de suppression) de M. Le Meur implique que les amendements en discussion sont devenus sans objet (p. 3771) ; *Coffineau (Michel) (VP)* : répond que le rejet d'un amendement de suppression n'induit pas que le texte de l'article en discussion est définitivement adopté (p. 3771).

Article 7 (régime fiscal des E.A.R.L.) (p. 3772) : adopté (p. 3772).

INTERVENANTS :

Observations : *Guellec (Ambroise)* (p. 3772) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3772).

Statut des aides familiaux dans les E.A.R.L. : *Guellec (Ambroise)* (p. 3772) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3772).

Article 8 (individualisation du loyer des bâtiments d'une habitation dans le prix du fermage) (p. 3772) : adopté (p. 3773).

Amendement n° 102 de M. Théo Vial-Massat (tendant à laisser aux preneurs et aux bailleurs le soin de fixer la périodicité du réexamen des prix fixés) (p. 3773) : rejeté (p. 3773).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3773).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3773).

Article 9 (mise en conformité des baux en cours avec les nouvelles dispositions relatives au calcul du prix du fermage) (p. 3773) : adopté après modifications (p. 3774).

Discussion commune des amendements identiques nos 35, 9 et de l'amendement n° 103.

Amendement n° 35 de la commission (suppression d'une disposition redondante) (p. 3773) : adopté (p. 3773).

Amendement n° 9 de la commission des lois (suppression d'une disposition redondante) (p. 3773) : adopté (p. 3773).

Amendement n° 103 de M. Pierre Goldberg (date à laquelle la mise en conformité du loyer fixé prend effet) (p. 3773) : devenu sans objet (p. 3773).

Amendement n° 104 de M. Georges Hage (de concordance) (p. 3773) : rejeté (p. 3774).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3773).

Après l'article 9 :

Discussion commune des amendements nos 166 et 105.

Amendement n° 166 de la commission (affectation obligatoire des sommes perçues par le bailleur lors de la disparition d'un bien à sa reconstruction) (p. 3774) : adopté (p. 3774).

Amendement n° 105 de M. Pierre Goldberg (affectation obligatoire des sommes perçues par le bailleur lors de la disparition d'un bien à sa reconstruction) (p. 3774) : retiré (p. 3774).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3774).

Amendement n° 167 de la commission (construction d'une habitation possible par le preneur après accord du bailleur) (p. 3774) : adopté (p. 3774).

Amendement n° 108 de M. Daniel Le Meur (construction d'une habitation par le preneur après accord du bailleur) (p. 3774) : retiré (p. 3774).

Article 9 bis (action en révision des fermages anormaux) (p. 3774) : supprimé (p. 3775).

Discussion des amendements identiques n°s 37 et 10.

Amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 3775) : adopté (p. 3775).

Amendement n° 10 de la commission des lois (de suppression) (p. 3775) : adopté (p. 3775).

Article 9 ter (conversion automatique du métayage en bail à ferme) (p. 3775) : adopté après modifications (p. 3776).

Amendement n° 109 de M. Théo Vial-Massat (de suppression) (p. 3775) : rejeté (p. 3776).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3775).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3775) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3776).

Application jurisprudentielle de l'article 25.11 de la loi du 1^{er} août 1984 : *Le Meur (Daniel)* (p. 3775).

Amendement n° 38 rectifié de la commission (application immédiate de la conversion) (p. 3776) : adopté (p. 3776).

Amendement n° 11 de la commission des lois : devenu sans objet (p. 3776).

Amendement n° 113 corrigé de M. Daniel Le Meur (reprise par le bailleur interdite pendant 9 ans à la suite d'une conversion) (p. 3776) : rejeté (p. 3776).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3776).

Après l'article 9 ter :

Discussion commune de l'amendement n° 39 et des amendements identiques n°s 144 corrigé et 160 rectifié.

Amendement n° 39 de la commission (extension de la reprise au conjoint du bailleur) (p. 3776) : adopté (p. 3776).

Amendement n° 144 corrigé de M. Francisque Perrut (extension de la reprise au conjoint du bailleur) (p. 3776) : retiré (p. 3776).

Soutenu par M. Germain Gengenwin (p. 3776).

Amendement n° 160 rectifié de M. Jean Besson (extension de la reprise au conjoint du bailleur) (p. 3776) : non soutenu (p. 3776).

Article 10 (extension des droits du conjoint du preneur qui participe à l'exploitation en matière de cession ou d'association à un bail rural) (p. 3776) : adopté après modifications (p. 3779).

Amendement n° 106 corrigé de M. Georges Hage (étendant les possibilités de cession du bail par le preneur) (p. 3777) : rejeté (p. 3777).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3777).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3777) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3777).

Discussion commune des amendements n°s 98 corrigé et 102 corrigé.

Amendement n° 98 de M. Léonce Deprez (sous-location possible pour les terres affectées à une activité touristique) (p. 3777) : non soutenu (p. 3777).

Amendement n° 102 corrigé de M. Georges Hage (sous-location possible pour les terres affectées à une activité touristique) (p. 3777) : rejeté (p. 3777).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3777).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3777).

Amendement n° 12 de la commission des lois (de forme) (p. 3778) : adopté (p. 3778).

Discussion commune de l'amendement n° 97 corrigé et des amendements identiques n°s 36 corrigé et 107 corrigé.

Amendement n° 97 corrigé de M. Michel Cointat (hébergement possible de la famille du preneur sans néanmoins pouvoir exiger un aménagement de la construction) (p. 3778) : rejeté (p. 3779).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3778).

Amendement n° 36 corrigé de la commission (hébergement possible de certains membres désignés de la famille du preneur sans néanmoins pouvoir exiger un aménagement de la construction) (p. 3778) : adopté (p. 3779).

Amendement n° 107 corrigé de M. Théo Vial-Massat (hébergement possible de certains membres désignés de la famille du preneur sans néanmoins pouvoir exiger un aménagement de la construction) (p. 3778) : adopté (p. 3779).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3778).

Après l'article 10 :

Amendement n° 143 de M. Germain Gengenwin (mise à disposition des baux à des sociétés agricoles exerçant des activités complémentaires) (p. 3779) : adopté (p. 3779).

Pour : *Gouzes (Gérard)* (p. 3779) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3779).

Amendement n° 110 de M. Daniel Le Meur (tendant à éviter qu'après un divorce le preneur puisse perdre le droit au renouvellement du bail) (p. 3779) : retiré (p. 3779).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3779).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3779).

Observations : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3779).

Article 11 (extension des droits du conjoint participant à l'exploitation pour l'exercice du droit de préemption du preneur) (p. 3779) : adopté après modifications (p. 3781).

INTERVENANTS :

Observations : *Cointat (Michel)* (p. 3780) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3780) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3781, 3782).

F.A.S.A.S.A. (amendement tendant à proroger le- jusqu'au 31 décembre 1992, déclaré irrecevable) : *Cointat (Michel)* (p. 3780) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 3780) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3781, 3782).

Structures (contrôle des) : *Cointat (Michel)* (p. 3780) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3781).

Amendement n° 40 de la commission (droit de préemption pour le conjoint participant à l'exploitation) (p. 3781) : adopté (p. 3781).

Discussion des amendements identiques n°s 41, 13 et 111.

Amendement n° 41 de la commission (conditions d'exercice du droit de préemption) (p. 3781) : adopté (p. 3781).

Amendement n° 13 de la commission des lois (conditions d'exercice du droit de préemption) (p. 3781) : adopté (p. 3781).

Amendement n° 111 de M. Théo Vial-Massat (conditions d'exercice du droit de préemption) (p. 3781) : adopté (p. 3781).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3781).

Après l'article 11 :

Discussion des amendements identiques n°s 128 et 163.

Amendement n° 128 de M. Théo Vial-Massat (part du fruit revenant au propriétaire, fixée par arrêté préfectoral, dans le cadre du contrat de complant ou de bail) (p. 3781) : adopté (p. 3782).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3781).

Amendement n° 163 de M. Pierre Estéve (part du fruit revenant au propriétaire fixée par arrêté préfectoral, dans le cadre du contrat de complant ou de bail) (p. 3781) : adopté (p. 3782).

Article 11 bis (contrôle des structures) (p. 3782) : supprimé (p. 3782).

Amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 3782) : adopté (p. 3782).

Amendement n° 146 de M. Germain Gengenwin : devenu sans objet (p. 3782).

Article 11 ter (contrôle des structures) (p. 3782) : supprimé (p. 3782).

Amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 3783) : adopté (p. 3783).

Article 11 quater (contrôle des structures) (p. 3783) : supprimé (p. 3784).

Amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 3783) : adopté (p. 3784).

Contre : *Aubert (François d')* (p. 3783).

Surface minimum d'installation : *Aubert (François d')* (p. 3783) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3784).

Article 11 quinquies (contrôle des structures) (p. 3784) : supprimé (p. 3784).

Amendement n° 45 de la commission (de suppression) (p. 3784) : adopté (p. 3784).

Article 11 sexies (contrôle des structures) (p. 3784) : supprimé (p. 3784).

Amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 3784) : adopté (p. 3784).

Article 11 septies (contrôle des structures) (p. 3784) : supprimé (p. 3784).

Amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 3784) : adopté (p. 3784).

Après l'article 11 septies :

Discussion des amendements identiques n°s 48 et 2.

Amendement n° 48 de la commission (portant de 3 à 5 kilomètres le minimum de distance entre le siège de l'exploitation et les terres faisant l'objet de l'agrandissement visées au 3° du II de l'article 188-2 du code rural) (p. 3784) : adopté (p. 3785).

Observations : *Aubert (François d')* (p. 3785).

Achat des terres par les étrangers : *Aubert (François d')* (p. 3785).

Amendement n° 2 de M. Michel Cointat (portant de 3 à 5 kilomètres le minimum de distance entre le siège de l'exploitation et les terres faisant l'objet de l'agrandissement visées au 3° du II de l'article 188-2 du code rural) (p. 3784) : adopté (p. 3785).

Observations : *Aubert (François d')* (p. 3785).

Discussion commune des amendements n°s 1 corrigé, rectifié et 49.

Amendement n° 1 corrigé, rectifié par M. Michel Cointat (assouplissement du contrôle des structures pour des agrandissements limités de certaines exploitations agricoles) (p. 3785) : retiré (p. 3786).

Amendement n° 49 de la commission (assouplissement du contrôle des structures pour des agrandissements limités de certaines exploitations agricoles) (p. 3785) : réservé jusqu'avant l'article 19 (p. 3785) : adopté après modifications (p. 3792).

Contre : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3786).

Article 11 octies (sous location pour un usage de vacances ou de loisirs) (p. 3786) : supprimé (p. 3786).

Amendement n° 14 de la commission des lois (de conséquence) (p. 3786) : adopté (p. 3786).

Article 11 nonies (participation des personnes morales à certaines élections) (p. 3786) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 168 (p. 3786).

Amendement n° 168 de la commission (de coordination) (p. 3786) : adopté (p. 3786).

Article 11 decies (répartition de la charge foncière entre preneur et bailleur) (p. 3786) : supprimé (p. 3787).

Discussion des amendements identiques n°s 50 et 15.

Amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 3787) : adopté (p. 3787).

Amendement n° 15 de la commission des lois (de suppression) (p. 3787) : adopté (p. 3787).

Article 11 undecies (prix du bail de carrière) (p. 3787) : supprimé (p. 3787).

Discussion des amendements identiques n°s 51 et 16.

Amendement n° 51 de la commission (de suppression) (p. 3787) : adopté (p. 3787).

Amendement n° 16 de la commission des lois (de suppression) (p. 3787) : adopté (p. 3787).

Chapitre II : le règlement amiable, le redressement et la liquidation judiciaire de l'exploitation agricole.

Section 1 : le règlement amiable de l'exploitation agricole.

Article 12 (introduction du règlement amiable en agriculture) (p. 3787) : adopté (p. 3787).

Article 13 (institution d'une commission départementale de conciliation) : supprimé par le Sénat (p. 3787) : demeure supprimé (p. 3788).

Amendement n° 114 de M. Georges Hage (mise en place d'une commission de conciliation) (p. 3787) : rejeté (p. 3788).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3787).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3788).

Article 14 (saisine du président du tribunal de grande instance) (p. 3788) : adopté après modifications (p. 3788).

Discussion des amendements identiques n°s 52 et 17.

Amendement n° 52 de la commission (tendant à rendre obligatoire la phase amiable de conciliation) (p. 3788) : adopté (p. 3788).

Amendement n° 17 de la commission des lois (tendant à rendre obligatoire la phase amiable de conciliation) (p. 3788) : adopté (p. 3788).

Article 15 (information du président du tribunal de grande instance) (p. 3788) : adopté (p. 3789).

INTERVENANTS :

Observations : *Aubert (François d')* (p. 3788) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3788).

Quotas laitiers : *Aubert (François d')* (p. 3788).

Amendement n° 18 de la commission des lois (établissement de la liste des personnes déliées de l'obligation de communication) (p. 3789) : rejeté (p. 3789).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3789).

Article 16 (pouvoirs et missions de conciliation) (p. 3789) : adopté (p. 3790).

Amendement n° 137 de M. Philippe Vasseur (de suppression) (p. 3789) : rejeté (p. 3790).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3790).

Amendement n° 116 de M. Georges Hage (désignation du conciliateur) (p. 3790) : retiré (p. 3790).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3790).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3790).

Après l'article 16 :

Amendement n° 53 de la commission (faculté pour le président du tribunal de suspendre provisoirement les poursuites) (p. 3790) : adopté (p. 3791).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3791).

Article 17 (effets du règlement amiable) (p. 3791) : adopté après modifications (p. 3791).

Amendement n° 117 de M. Théo Vial-Massat (application des dispositions de l'article 16 du projet pendant la durée de l'accord) (p. 3791) : retiré (p. 3791).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3791).

Amendement n° 118 de M. Daniel Le Meur (faculté pour le président du tribunal de prononcer la résiliation des baux) (p. 3791) : adopté (p. 3791).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3791).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3791).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3791).

Article 18 (secret professionnel) (p. 3791) : adopté (p. 3791).

Après l'article 18 :

Amendement n° 148 de M. Georges Chavanes (résiliation possible du bail sans autorisation du préfet pour des travaux de lutte contre la pollution ou visant à assurer le développement d'une entreprise) (p. 3791) : rejeté (p. 3792).

Soutenu par M. Ambroise Guellec (p. 3791).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3792).

Amendement n° 169 de la commission (modalités d'application du présent chapitre fixées par décret) (p. 3792) : retiré (p. 3792).

Après l'article 11 septies (amendement n° 49 précédemment réservé).

Sous-amendement n° 183 de M. Michel Cointat (rendant compatible l'assouplissement du contrôle des structures prévu par le présent projet avec le II 2° de l'article 188-2 du code rural) (p. 3792) : adopté (p. 3792).

Pour : *Gouzes (Gérard)* (p. 3792).

Contre : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3792).

Amendement n° 49 : adopté (p. 3792).

Section 2 : le redressement et la liquidation judiciaire de l'exploitation agricole.

Article 19 (modalités d'application du redressement et de la liquidation judiciaire de l'exploitation agricole) (p. 3792) : adopté après modifications (p. 3797).

INTERVENANTS :

Observations : *Cointat (Michel)* (p. 3793).

Discussion des amendements identiques n°s 54 et 19.

Amendement n° 54 de la commission (de coordination) (p. 3794) : adopté (p. 3794).

Amendement n° 19 de la commission des lois (de coordination) (p. 3794) : adopté (p. 3794).

Amendement n° 120 de M. Georges Hage (suppression du seuil) (p. 3794) : retiré (p. 3795).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3794).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3794) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3794).

Discussion commune de l'amendement n° 138 et des amendements identiques n°s 55 et 20.

Amendement n° 138 de M. Philippe Vasseur (rétablissement du caractère obligatoire de la procédure de conciliation) (p. 3795) : retiré (p. 3795).

Observations : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3795).

Amendement n° 55 de la commission (rétablissement du caractère obligatoire de la procédure de conciliation) (p. 3795) : adopté (p. 3795).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3795).

Amendement n° 20 de la commission des lois (rétablissement du caractère obligatoire de la procédure de conciliation) (p. 3795) : adopté (p. 3795).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3795).

Discussion des amendements identiques n°s 56 et 21.

Amendement n° 56 de la commission (suppression de la prolongation de la période d'observation) (p. 3795) : adopté (p. 3795).

Amendement n° 21 de la commission des lois (suppression de la prolongation de la période d'observation) (p. 3795) : adopté (p. 3795).

Discussion des amendements identiques n°s 57 et 22.

Amendement n° 57 de la commission (suppression des modifications introduites par le Sénat relatives à l'objet de la cessation des actifs) (p. 3795) : adopté (p. 3796).

Amendement n° 22 de la commission des lois (suppression des modifications introduites par le Sénat relatives à l'objet de la cessation des actifs) (p. 3795) : adopté (p. 3796).

Amendement n° 23 de la commission des lois (de forme) (p. 3796) : adopté (p. 3796).

Amendement n° 58 de la commission (soumission du tribunal aux dispositions relatives au contrôle des structures pour l'attribution du bail) (p. 3796) : adopté (p. 3796).

Discussion commune des amendements n°s 24 et 59 rectifié.

Amendement n° 24 de la commission des lois (soumission du tribunal aux dispositions relatives au contrôle des structures pour l'attribution du bail) (p. 3797) : adopté (p. 3797).

Amendement n° 59 rectifié de la commission (spécifiant que l'allongement de la durée de la période d'enquête n'est que la prorogation de la période de droit commun de deux mois) (p. 3796) : devenu sans objet (p. 3797).

Discussion des amendements identiques n°s 60 et 25.

Amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) (p. 3797) : adopté (p. 3797).

Amendement n° 25 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3797) : adopté (p. 3797).

Amendement n° 26 de la commission des lois (rétablissement des voies de recours contre les jugements relatifs au bail) (p. 3797) : adopté (p. 3797).

Amendement n° 135 du Gouvernement (application du texte aux T.O.M.) (p. 3797) : adopté (p. 3797).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3797).

Article 19 bis (application de la loi à Mayotte, Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie) (p. 3797) : adopté après modifications (p. 3797).

Amendement n° 136 du Gouvernement (application du texte à l'ensemble des T.O.M.) (p. 3797) : adopté (p. 3797).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3797).

Après l'article 19 bis :

Amendement n° 171 de M. Pierre Métais (liste des experts compétents pour la liquidation) (p. 3797) : adopté (p. 3798).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3798).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3797).

Amendement n° 147 de M. Germain Gengenwin (application de la loi du 25 janvier 1985 aux agriculteurs d'Alsace-Lorraine) (p. 3798) : adopté (p. 3798).

Article 20 (garantie des créances salariales des salariés agricoles en cas de redressement et de liquidation judiciaires) (p. 3798) : adopté (p. 3798).

Article 21 (peines applicables aux complices d'un agriculteur banqueroutier) (p. 3798) : adopté (p. 3798).

Article 21 bis (interdiction pour les S.A.F.E.R. de préempter les biens compris dans un plan de cession en cas de liquidation judiciaire) (p. 3798) : adopté (p. 3798).

Chapitre III : dispositions sociales.**Avant l'article 22 A :**

Amendement n° 149 de M. Germain Gengenwin (tendant à rendre obligatoire le dépôt d'un projet de loi avant le 1^{er} mai 1989 modifiant l'assiette des cotisations sociales) (p. 3799) : retiré (p. 3799).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3799) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3799).

Article 22 A (incessibilité et insaisissabilité des prestations familiales agricoles) (p. 3799) : adopté (p. 3800).

Amendements présentés par le groupe communiste et déclarés irrecevables tendant à améliorer les prestations sociales et à modifier l'assiette des cotisations : *Le Meur (Daniel)* (p. 3799) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3800).

Amendement déposé par le groupe socialiste et déclaré irrecevable tendant à autoriser le versement des aides économiques aux agriculteurs qui ont des arriérés de cotisations sociales : *Gouzes (Gérard)* (p. 3800) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3800).

Article 22 (définition des critères d'affiliation aux régimes de protection sociale agricole des coexploitants et des associés exploitants ; extension des critères d'assujettissement aux cotisations de solidarité) (p. 3800) : adopté après modifications (p. 3801).

Amendements de M. Patrick Ollier déclarés irrecevables relatifs au statut social du pluriactif : *Cointat (Michel)* (p. 3800) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3801).

Amendement n° 164 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3801) : adopté (p. 3801).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3801).

Amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 3801) : retiré (p. 3801).

Amendement n° 82 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 3801) : adopté (p. 3801).

Amendement n° 122 de M. Pierre Goldberg (extension du champ d'application de la cotisation solidarité aux retraités agricoles exploitant moins d'une demi S.M.I.) (p. 3801) : rejeté (p. 3802).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3801).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3801).

Article 22 bis (calcul de l'assiette des cotisations sociales agricoles) (p. 3802) ; supprimé (p. 3802).

Discussion des amendements identiques n°s 63 et 83.

Amendement n° 63 de la commission (de suppression) (p. 3802) : adopté (p. 3802).

Contre : *Guellec (Ambroise)* (p. 3802).

Amendement n° 83 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3802) : adopté (p. 3802).

Contre : *Guellec (Ambroise)* (p. 3802).

Article 23 (cotisation au régime des prestations familiales agricoles des associés d'une E.A.R.L.) (p. 3802) : adopté après modifications (p. 3802).

Discussion des amendements identiques n°s 64 et 84.

Amendement n° 64 de la commission (tendant à rétablir la véritable signification du sigle E.A.R.L.) (p. 3802) : adopté (p. 3802).

Amendement n° 84 de la commission des affaires culturelles (tendant à rétablir la véritable signification du sigle E.A.R.L.) (p. 3802) : adopté (p. 3802).

Article 24 (cotisations à l'A.M.E.X.A. des associés d'une E.A.R.L.) (p. 3802) : adopté (p. 3802).

Article 25 (cotisations à l'assurance vieillesse agricole des associés d'une E.A.R.L.) (p. 3803) : adopté (p. 3803).

Article 26 (majoration possible de la retraite proportionnelle) (p. 3803) : adopté dans le texte des amendements identiques n°s 65 et 85 corrigé.

Discussion des amendements identiques n°s 65 et 85 corrigé.

Amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) (p. 3803) : adopté (p. 3803).

Amendement n° 85 corrigé de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 3803) : adopté (p. 3803).

Après l'article 26 :

Discussion des amendements identiques n°s 66 rectifié et 86.

Amendement n° 66 rectifié de la commission (création d'un régime facultatif de retraite complémentaire) (p. 3803) : adopté après modifications (p. 3804).

Amendement n° 86 de la commission des affaires culturelles (création d'un régime facultatif de retraite complémentaire) (p. 3803) : adopté après modifications (p. 3804).

Sous-amendement n° 184 de M. Jean Giovannelli (extension du bénéfice du régime de retraite complémentaire aux entrepreneurs et remplacement de l'expression « à titre facultatif » par « volontaire ») (p. 3803) : adopté (p. 3804).

Sous-amendement oral du Gouvernement (suppression du gage) (p. 3804) : adopté (p. 3804).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3804).

Article 27 (application aux salariés agricoles des dispositions du code de la sécurité sociale) (p. 3804) : adopté (p. 3805).

INTERVENANTS :

Observations : *Gengenwin (Germain)* (p. 3805) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3805).

Salariés agricoles d'Alsace-Lorraine : *Gengenwin (Germain)* (p. 3804) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3804).

Article 28 (extension du bénéfice de la pension d'invalidité aux deux tiers) (p. 3805) : adopté après modifications (p. 3805).

Amendement n° 87 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 3805) : adopté (p. 3805).

Article 29 (extension du champ des personnes bénéficiant des assurances sociales des salariés agricoles) (p. 3805) : adopté après modifications (p. 3807).

INTERVENANTS :

Observations : *Cointat (Michel)* (p. 3805) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3805) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3805) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3806).

Amendement n° 156 rectifié de M. Gilbert Gantier (suppression de l'extension à certains salariés du régime d'assurance obligatoire) (p. 3806) : non soutenu (p. 3806).

Amendement n° 176 corrigé de M. Jean-Paul Charié (application des dispositions au moment de la publication de la loi) (p. 3806) ; adopté après modifications (p. 3806).

Soutenu par M. Michel Cointat (p. 3806).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3806).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3806).

Sous-amendement oral du Gouvernement (précisant la loi visée) (p. 3806) : adopté (p. 3806).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3806).

Amendement n° 177 de M. Jean-Paul Charié (soumission des coopératives au régime fiscal des sociétés de capitaux) (p. 3806) : retiré (p. 3807).

Soutenu par M. Michel Cointat (p. 3807).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3807) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3807).

Article 30 (modalités de cessation d'activité au regard du droit à pension) (p. 3807) : adopté après modifications (p. 3807).

Discussion des amendements identiques n°s 68 et 89.

Amendement n° 68 de la commission (de conséquence) (p. 3807) : adopté (p. 3807).

Amendement n° 89 de la commission des affaires culturelles (de conséquence) (p. 3807) : adopté (p. 3807).

Discussion des amendements identiques n°s 69 et 90.

Amendement n° 69 de la commission (précisant que l'impossibilité de vendre aux conditions normales de marché n'est pas un des cas d'impossibilité pris en compte) (p. 3807) : adopté (p. 3807).

Amendement n° 90 de la commission des affaires culturelles (précisant que l'impossibilité de vendre aux conditions normales de marché n'est pas un des cas d'impossibilité pris en compte) (p. 3807) : adopté (p. 3807).

Article 31 (abrogation de l'obligation du versement d'une double cotisation de solidarité pour certaines entreprises agricoles) (p. 3808) : adopté (p. 3808).

Article 32 (aménagement de la législation sur la durée du travail et le repos hebdomadaire) (p. 3808) : adopté après modifications (p. 3809).

Amendement n° 124 de M. Théo Vial-Massat (de suppression) (p. 3808) : rejeté (p. 3808).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3808).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3808).

Amendement n° 91 de la commission des affaires culturelles (de coordination) (p. 3808) : retiré (p. 3809).

Discussion des amendements identiques n°s 70 rectifié et n° 92.

Amendement n° 70 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 3809) : adopté (p. 3809).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3809).

Amendement n° 92 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 3809) : adopté (p. 3809).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3809).

Article 33 (*généralisation de la mensualisation aux salariés agricoles*) (p. 3809) : adopté (p. 3809).

Article 34 (*contenu des règlements de travail*) (p. 3809) : adopté (p. 3809).

Article 35 (*modifications du code du travail*) (p. 3809) : adopté (p. 3809).

Article 35 bis (*levée du secret professionnel*) (p. 3809) : adopté après modifications (p. 3810).

Amendement n° 94 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 3810) : adopté (p. 3810).

Discussion des amendements identiques n°s 71 et 95.

Amendement n° 71 de la commission (confirmant le caractère confidentiel des informations médicales) (p. 3810) : adopté (p. 3810).

Amendement n° 95 de la commission des affaires culturelles (confirmant le caractère confidentiel des informations médicales) (p. 3810) : adopté (p. 3810).

Amendement n° 175 du Gouvernement (détermination par décret, après avis de la C.N.I.L., des informations contenues dans le fichier de la M.S.A.) (p. 3810) : adopté (p. 3810).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3810).

Après l'article 35 bis :

Amendement n° 150 de M. Germain Gengenwin (adaptation du droit local d'Alsace-Moselle) (p. 3810) : adopté (p. 3810).

Chapitre IV : dispositions diverses.

Avant l'article 36 A :

Amendement n° 151 rectifié de M. Ambroise Guélec (tendant à permettre aux redevables de la taxe foncière sur la propriété non bâtie d'obtenir un dégrèvement pris en charge par l'Etat) (p. 3810) : retiré (p. 3811).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3811) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3811).

Amendement n° 72 de la commission (interdiction générale de destruction des nids et couvées) (p. 3811) : adopté (p. 3811).

Soutenu par M. Georges Colin (p. 3811).

Amendement n° 74 de la commission (plans de chasse possibles pour le petit gibier) (p. 3812) : adopté (p. 3812).

Soutenu par M. Georges Colin (p. 3812).

Contre : *Cointat (Michel)* (p. 3812).

Observations : *Guélec (Ambroise)* (p. 3812).

Amendement n° 73 rectifié de la commission (autorisations sous certaines conditions des chasses traditionnelles d'oiseaux de passage) (p. 3811) : adopté (p. 3812).

Soutenu par M. Georges Colin (p. 3812).

Pour : *Gouzes (Gérard)* (p. 3811) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3812).

Contre : *Gengenwin (Germain)* (p. 3812).

Article 36 A (*dommages causés par les lapins*) (p. 3812) : supprimé (p. 3813).

Amendement n° 75 de la commission (de suppression) (p. 3812) : adopté (p. 3813).

Article 36 B (*consultation des représentants de la profession agricole lors de l'élaboration des documents d'urbanisme*) (p. 3813) : supprimé (p. 3813).

INTERVENANTS :

Observations : *Le Meur (Daniel)* (p. 3813) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3813).

Prorogation du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures : *Le Meur (Daniel)* (p. 3813) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3813).

Amendement n° 76 de la commission (de suppression) (p. 3813) : adopté (p. 3813).

Après l'article 36 B :

Amendement n° 178 de M. Michel Cointat (tendant à faciliter, sous certaines conditions, le développement des exploitations en zone rurale en dépit des troubles du voisinage qu'elles peuvent causer) (p. 3813) : retiré (p. 3814).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3814) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3814).

Article 36 (*conséquences juridiques du gel des terres*) (p. 3814) : adopté (p. 3815).

Amendement n° 152 de M. Germain Gengenwin (charges fixes ne pouvant être supérieures à la prime accordée pour le gel des terres) (p. 3814) : rejeté (p. 3815).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3814) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3814).

Article 37 (*produits de l'agriculture biologique*) (p. 3815) : adopté après modifications (p. 3815).

Amendement n° 77 de la commission (définissant les infractions aux dispositions relatives à l'agriculture biologique et les sanctions applicables) (p. 3815) : adopté (p. 3815).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3815).

Après l'article 37 :

Amendement n° 78 de la commission (définition de la récive légale) (p. 3815) : adopté (p. 3815).

Amendement n° 179 de M. Michel Cointat (tendant à supprimer l'exonération de cotisation dont bénéficient les produits agricoles importés) (p. 3815) : retiré (p. 3816).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3816) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3816).

Article 37 bis (*cotisations aux organismes agréés par l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux de vie*) (p. 3816) : adopté (p. 3816).

Article 38 (*sécurité des consommateurs*) (p. 3816) : adopté (p. 3816).

Article 38 bis (*labels agricoles de certification*) (p. 3817) : adopté après modifications (p. 3817).

Amendement n° 130 de M. François Fillon (prévoyant qu'un décret d'application précise les conditions d'agrément des personnes morales chargées d'attribuer les labels) (p. 3817) : rejeté (p. 3817).

Soutenu par M. Michel Cointat (p. 3817).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3817) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3817).

Amendement n° 131 de M. François Fillon (précisant la différence entre certificats de normalisation et labels) (p. 3817) : rejeté (p. 3817).

Soutenu par M. Michel Cointat (p. 3817).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3817).

Amendement n° 79 de la commission (de coordination) (p. 3817) : adopté (p. 3817).

Amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) (p. 3817) : adopté (p. 3817).

Après l'article 38 bis :

Amendement n° 158 du Gouvernement (application de la loi du 9 janvier 1985 dite loi « Montagne ») (p. 3818) : adopté (p. 3818).

Soutenu par M. Henri Nallet (G) (p. 3818).

Discussion commune des amendements n°s 181 rectifié, 129, 153 et 162 identiques, 155, 5 et 127 identiques, 161, et des amendements identiques 4, 126 et 154.

Amendement n° 181 rectifié de la commission (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pommeau) (p. 3818) : adopté (p. 3820).

Pour : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3819).

Observations : *Dousset (Maurice)* (p. 3819).

Amendement n° 153 de M. Francis Geng (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : non soutenu (p. 3819).

Amendement n° 129 de M. Michel d'Ornano (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : retiré (p. 3819).

Soutenu par M. Philippe Vasseur (p. 3819).

Amendement n° 162 de M. René André (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : non soutenu (p. 3819).

Amendement n° 155 de M. Pierre Métais (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : devenu sans objet (p. 3820).

Amendement n° 5 de M. Francis Saint-Ellier (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : devenu sans objet (p. 3820).

Soutenu par M. Roger Lestas (p. 3819).

Amendement n° 127 de M. André Duroméa (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : devenu sans objet (p. 3820).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3819).

Amendement n° 161 de M. René André (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : non soutenu (p. 3819).

Amendement n° 4 de M. Francis Saint-Ellier (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : devenu sans objet (p. 3820).

Soutenu par M. Roger Lestas (p. 3819).

Amendement n° 126 de M. André Duroméa (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : devenu sans objet (p. 3820).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 3819).

Amendement n° 154 de M. Pierre Métais (extension de la compétence de l'I.N.A.O. et protection de l'appellation pomeau) (p. 3818) : devenu sans objet (p. 3820).

Amendement n° 180 de M. François d'Aubert (tendant à lier les quantités de référence de productions laitières à la personne de l'exploitant et non plus à la terre exploitée) (p. 3820) : rejeté (p. 3820).

Soutenu par M. Roger Lestas (p. 3820).

Contre : *Gouzes (Gérard)* (p. 3820) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 3820).

Quotas laitiers (intention du Gouvernement de proposer des modifications et des simplifications) : *Nallet (Henri) (G)* (p. 3820).

Article 39 (abrogation des dispositions législatives relatives à certaines denrées alimentaires) (p. 3820) : adopté (p. 3820).

Article 40 (application dans les T.O.M. et à Mayotte) (p. 3820) : adopté (p. 3820).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3820).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1988] (p. 4035).

Activité agricole (définition) : *Giovannelli (Jean)* (p. 4035) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4036).

Commission mixte paritaire (modifications apportées par la - au texte adopté par l'Assemblée nationale) : *Giovannelli (Jean)* (p. 4036).

E.A.R.L. : *Giovannelli (Jean)* (p. 4035) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4036) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 4036).

Fermage : *Giovannelli (Jean)* (p. 4035).

Groupe communiste (propositions du) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4036).

Rapports preneur-bailleur : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4036).

Règlement amiable et redressement judiciaire : *Giovannelli (Jean)* (p. 4035) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4036) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 4037).

Retraite : *Giovannelli (Jean)* (p. 4035) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 4037).

Structures (contrôle des) : *Giovannelli (Jean)* (p. 4035).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4037).

Explications de vote (p. 4041).

Abstention du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 4041).

Suppression du gage adopté à l'article 26 bis : *Cointat (Michel)* (p. 4041) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 4041).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Cointat (Michel)* (p. 4041).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 4041).

7. - Proposition de loi n° 383 tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, afin de permettre aux **prestataires d'un contrat d'entraide agricole** de se prévaloir dans certaines conditions, une règle de la **responsabilité quasi délictuelle**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Pierre Raynal. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean Tiberi (21 décembre 1988).

Voir *Communautés européennes 4*.
Déclarations du Gouvernement 1.
Lait et produits laitiers.

Agriculteurs.

Voir *Prestations sociales agricoles 1*.
Questions orales sans débat 55.

Agro-alimentaire.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur, procédure des questions.

Fermage.

Voir *Baux ruraux 1*.

Fiscalité.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 23 et après l'article 23.

Lois de finances 3, deuxième lecture, articles 22 *ter* nouveau à 22 *sexies* nouveau ; articles 23 *bis* nouveau à 23 *quinquies* nouveau ; article 23 *septies* nouveau.

Impôt de solidarité sur la fortune.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 18, après le paragraphe III.

Maïs.

Voir *Questions au Gouvernement 88*.

Structures agricoles.

Voir *Questions orales sans débat 55*.

AIDE JUDICIAIRE

Voir *Justice 4*.

AIDE SOCIALE

Voir *Action sociale et solidarité nationale 1, 2*.
Agriculture 3.

Logement des personnes et familles défavorisées.

Voir *Logement et habitat 2*.

ALCOOLISME

Voir *Assurances 1*.
Boissons et alcools 2, 4, 5.

ALGERIE

Voir *Questions au gouvernement* 32, 36.

Enfants de couples mixtes séparés franco-algériens.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.
Traités et conventions 4.

ALLEMAGNE

Voir *Questions au Gouvernement* 74, 153.
Traités et conventions 1.

ALLOCUTIONS

1. - **M. Edouard Frédéric-Dupont, président d'âge (n° 1)** : sa carrière politique [23 juin 1988] (p. 323) ; Nouvelle-Calédonie ; rôle de l'Assemblée ; représentativité des députés élus ; Etat spectacle ; sondages (p. 324).

2. - **M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée (n° 2)** : hommage au président Chaban-Delmas ; rôle de l'Assemblée nationale et du Parlement ; droit des minorités ; ouverture ; équilibre des pouvoirs [23 juin 1988] (p. 325) ; composition politique de l'Assemblée ; défis auxquels est confrontée la France ; fonction du député ; approfondissement de la démocratie (p. 326).

ALSACE LORRAINE

Voir *Associations et mouvements* 3.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.
Questions au Gouvernement 44, 137, 148.
Régions 2.

D.A.T.A.R.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Fonds d'intervention de développement et d'aménagement rural (FIDAR).

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire et tourisme.

Fonds interministériel d'aménagement du territoire (FIAT).

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : tourisme.

Fonds régional d'initiatives locales pour l'emploi (FRILE).

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Groupement interministériel de restructuration des zones minières (GIRZOM).

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Montagne.

Voir *Environnement* 4.

Primes à l' - (P.A.T.).

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Région Ile-de-France.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.
Questions au Gouvernement 138.

Région Nord-Pas-de-Calais.

Voir *Questions au Gouvernement* 171.

Route nationale 66 Remiremont-Bussang.

Voir *Questions au Gouvernement* 181.

AMENDEMENT « ROYAL »

Voir *Audiovisuel* 5, article 10 et après l'article 10.

AMNISTIE

Voir *Droit pénal* 4.
Grâce et amnistie.
Lois de finances 3, deuxième partie, Justice.
Questions au Gouvernement 55, 143.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1. - **Proposition de loi n° 60** tendant à accorder la bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les **Français** qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - **Proposition de loi n° 70** tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Gilbert Millet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - **Proposition de loi n° 99** tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du séjour effectué au titre du service militaire en **Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Mauger. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - **Proposition de loi n° 102** tendant à étendre à certains membres des **compagnies républicaines de sécurité** le bénéfice de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Auger et Arthur Paecht. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - **Proposition de loi n° 103** tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants d'Afrique du Nord.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - **Proposition de loi n° 104** tendant à permettre le départ à la retraite, dès l'âge de 55 ans, des anciens combattants ayant servi en **Afrique du Nord** pendant la période s'étendant du 1^{er} janvier 1952 au 2 juillet 1962, qui sont demandeurs d'emploi, en fin de droits ou pensionnés à taux égal ou supérieur à 60 p. 100.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Mauger. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - **Proposition de loi n° 200** tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en **Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - **Proposition de loi n° 202** tendant à donner vocation à la qualité de combattant aux militaires ayant pris part à des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre menées par la France sur les théâtres d'opérations extérieures.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. René Couanau et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8 bis. - Proposition de loi n° 228 tendant à compléter la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la **qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par MM. Henri de Gastines, Roger Lestas et François d'Aubert. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 249 tendant à assurer le respect du **rapport constant**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

10. - Proposition de loi n° 257 tendant à reconnaître des **droits aux anciens combattants dans les entreprises**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

11. - Proposition de loi n° 258 tendant à accorder aux **anciens combattants** ayant servi en **Afrique du Nord**, de 1952 à 1962, le bénéfice de la **retraite anticipée**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. - Proposition de loi n° 263 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux **anciens militaires d'Afrique du Nord**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. - Proposition de loi n° 267 tendant à accorder à certains **fonctionnaires de police** le titre de **reconnaissance de la Nation**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

14. - Proposition de loi n° 270 tendant à accorder la **Légion d'Honneur** aux **anciens combattants** de la guerre de 1914-1918 encore vivants.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

15. - Proposition de loi n° 340 tendant à **honorer les anciens combattants de la Grande Guerre**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir *Déportés, internés et résistants*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Anciens combattants et victimes de guerre.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Questions au Gouvernement 84.

ANGERS

Implantation d'une entreprise japonaise à --

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

Questions orales sans débat 40.

ANIMAUX

1. - Proposition de loi n° 464 tendant à renforcer la **protection des animaux domestiques** et la **lutte contre leurs maladies**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. - Proposition de loi n° 503 tendant à renforcer la **protection animale**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Roland Nungesser. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Expérimentation sur les --

Voir *Vie, médecine et biologie 7*, article 1^{er}, article L. 209-2 du code de la santé publique.

APPAREILS MENAGERS

Accidents domestiques.

Voir *Consommation 3*.

APPRENTISSAGE

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale*.

Lois de finances 3, première partie, article 13.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, après l'article 62.

Lois de finances 3 : deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat.

Lois de finances 3, deuxième partie, Travail, emploi et formation professionnelle.

Politique économique et sociale 4.

ARDENNES

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire, procédure des questions.

ARMEE

Voir *Défense*.

Droit pénal 4.

Lois de finances 3, deuxième partie, Défense.

Travail 7.

Brigade franco-allemande.

Voir *Questions au Gouvernement 74*.

Officiers généraux et supérieurs.

Voir *Politique économique et sociale 4*.

ARMENIE

Voir *Droits de l'Homme et libertés publiques 3*.

Hommages.

Langues et cultures étrangères 1.

Questions au Gouvernement 127, 147, 157, 167, 170.

ARMES CHIMIQUES

Voir *Traité et conventions 1*.

Situation des Kurdes en Irak.

Voir *Questions au Gouvernement 175*.

ART

Lyrique.

Voir *Parlement 2*.

Marché de l'-- à Paris (droits d'enregistrement sur les enchères publiques).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 22.

ARTISANS

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 2*.
Commerce et artisanat.

ASSEMBLEE NATIONALE

Voir *Elections et référendums. Parlement.*

Amendements.

Voir *Fonction publique territoriale 2*, après l'article 8.
Politique Economique et Sociale 2, avant la discussion des articles.
Rappels au règlement 8, 35, 38, 39, 40 bis, 41, 42, 46, 49.

Article 34 de la Constitution.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 11 bis, article 11 ter.

Cavalliers budgétaires.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 11 bis, article 11 ter.

Commissions d'enquête.

Voir *Parlement 4, 11.*

Commissions permanentes.

Voir *Parlement 3, 8.*

Délégation parlementaire sur le bilan de l'action du médiateur.

Voir *Parlement 7.*

Députés non inscrits.

Voir *Déclarations du Gouvernement 1.*
Questions au Gouvernement 114.

Documents déposés sur le bureau de l' - :

1. - **Rapport de la Cour des comptes pour l'année 1988** [5 juillet 1988] (p. 461).

2. - **Rapport d'activité de l'Office national des forêts pour 1987** [3 octobre 1988] (p. 614).

3. - **Rapport du Premier ministre** sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux pour l'année 1987 [21 octobre 1988] (p. 1308).

4. - **Rapport du Premier ministre** sur la situation démographique de la France [21 octobre 1988] (p. 1308).

5. - **Rapport du Premier ministre** sur l'exécution de la loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale**, pour les années 1986, 1987, 1988 [16 novembre 1988] (p. 2381).

6. - **Rapport d'information** sur la protection et le contrôle des matières nucléaires pour 1987 [22 décembre 1988] (p. 4047).

Président de l' - (allocutions).

Voir *Allocutions 2.*

Publicité de certaines auditions des commissions.

Voir *Parlement 6.*

Questions au gouvernement.

Présentation de la nouvelle procédure : *Fabius (Laurent), Président* [5 octobre 1988] (p. 676).

Qualités requises des députés, notamment lors des débats télévisés, pour revaloriser le rôle du Parlement : *Fabius (Laurent)* [30 novembre 1988] (p. 2876).

Temps réservé à la séance du 19 octobre 1988 : *Fabius (Laurent)* (p. 999).

Règlement.

Voir *Parlement 1, 3, 5, 6, 7, 10.*

Temps de parole.

Voir *Rappels au règlement 7.*

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

1. - **Proposition de loi n° 88** tendant à compléter l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Pierre Delalande. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Nicole Catala (24 novembre 1988).

2. - **Proposition de loi n° 198** tendant à faciliter l'accès des **publications associatives** au régime des aides **accordées à la presse**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. - **Proposition de loi n° 223** tendant à permettre aux associations agréées d'**Alsace-Lorraine** de bénéficier de tous les avantages des **associations reconnues d'utilité publique**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Berthol (3 novembre 1988).

4. - **Proposition de loi n° 303** tendant à l'**officialisation** des **chambres des professions libérales et assimilées** actuellement constituées en **associations** conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujotian du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Droit pénal 1, 4.*
Entreprises publiques 1.
Sports 1.

Association Le Patriarche.

Voir *Questions au Gouvernement 92.*

Fonds national pour le développement de la vie associative.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

Logement des personnes et familles défavorisées.

Voir *Logement et habitat 2.*

Sports.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Environnement.
Questions au Gouvernement 120.

Taxe sur les salaires (relèvement de l'abattement et indexation du barème).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 12.

ASSURANCES

1. - **Proposition de loi n° 13** tendant à combattre l'alcoolisme au volant par l'augmentation des primes d'assurance.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

Déclaration des contrats sur objets mobiliers.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 18, paragraphe VI.

Sociétés d' -.

Voir *Marchés financiers 1.*

Taxe spéciale sur les conventions d' - (réduction de la).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 16.

ASSURANCE INVALIDITE, DECES

1. - **Proposition de loi n° 79** tendant à modifier les conditions d'attribution d'une **majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean Tardito et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE : PRESTATIONS

Voir *Sécurité sociale*.

Couverture des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Voir *Politique Economique et Sociale 2*, avant la discussion des articles et article 41.

Remboursement à 100 p. 100.

Voir *Questions au gouvernement 2, 13*.

ASSURANCE VIEILLESSE : GENERALITES

1. - **Proposition de loi n° 244** relative aux conditions de validation pour la **retraite de la période de service militaire légal** effectuée en temps de **paix**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Francisque Perrut. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - **Proposition de loi n° 308** tendant à étendre les dispositions de l'article L 351-8 du code de la **sécurité sociale** relatives aux **mères de famille salariées**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ASSURANCE VIEILLESSE, REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

1. - **Proposition de loi n° 224** tendant à établir l'antériorité de la liquidation des **pensions de retraite des mineurs** sur l'entrée en préretraite.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - **Proposition de loi n° 530** relative aux **conjointes divorcés de commerçants et d'artisans** au regard de leurs droits de **retraite**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1988 par M. Etienne Pinte. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

AUDIOVISUEL

1. - **Proposition de loi n° 10** tendant à interdire la **diffusion d'images non décelables dites subliminales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Michel Péricard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - **Proposition de loi n° 15** tendant à interdire tout **message subliminal**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - **Proposition de loi n° 126** tendant à préserver l'intégrité des œuvres cinématographiques diffusées par les chaînes de télévision, notamment par l'**interdiction des coupures publicitaires**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - **Proposition de loi n° 185** tendant à favoriser l'utilisation de **fréquences publiques** à des fins de **radiocommunication particulière**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - **Projet de loi n° 354** modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° 27 (1988-1989). - Dépôt le 12 octobre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre et Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire et Mme Catherine Tasca, ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° 68 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Charles Jolibois. - Avis n° 69 (1988-1989). - Discussion les 8, 9 et 10 novembre 1988. - Adoption le 10 novembre 1988. - Projet de loi n° 15.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 novembre 1988. - Lettres du Premier ministre, en date des 7 novembre et 2 décembre 1988, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne (17 novembre 1988). - Rapport n° 417 (1^{er} décembre 1988) - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (15 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Michel (17 novembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (23 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Fourré (1^{er} décembre 1988). - Discussion les 5, 6 et 7 décembre 1988. - Deuxième délibération (art. 3) le 7 décembre 1988. - Adoption le 7 décembre 1988. - Projet de loi n° 41.

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 10 décembre 1988] (p. 15480). - Réunion le 14 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 15 décembre 1988] (p. 15673).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne. - Rapport n° 438 (14 décembre 1988).

Sénat (deuxième lecture). - N° 123 (1988-1989). - Dépôt le 8 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Sénat (texte de la commission paritaire). - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° 139 (1988-1989). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 442. - Dépôt le 14 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne. - Rapport n° 474 (15 décembre 1988). - Discussion le 15 décembre 1988. - Engagement de la responsabilité du gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Aucune motion de censure n'ayant été déposée, le texte est considéré comme adopté le 16 décembre 1988. - Projet de loi n° 52.

Sénat (troisième lecture). - N° 160 (1988-1989). - Dépôt le 19 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° 166 (1988-1989). - Discussion le 20 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 42 (1988-1989).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° 493. - Dépôt le 21 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur M. Jean-Jack Queyranne. - Rapport n° 494 (21 décembre 1988). - Discussion le

21 décembre 1988 : engagement de la responsabilité du gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. - Aucune motion de censure n'ayant été déposée, le texte est considéré comme adopté définitivement le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 71.

Saisine du Conseil constitutionnel. - (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 17 janvier 1989 (*J.O.* du 18 janvier 1989) (p. 754). - Rectificatif (*J.O.* du 21 janvier 1989)

(p. 928). - Articles déclarés non conformes : art. 8 (seconde phrase du 3^e alinéa de la rédaction nouvelle de l'art. 13 du 30 septembre 1986) ; art. 11 (3^e alinéa de la rédaction nouvelle de l'art. 27 de la loi du 30 septembre 1986).

Loi n° 89-25 du 17 janvier 1989 publiée au *J.O.* du 18 janvier 1989 (p. 728).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 354
et ceux de la loi n° 89-25 du 17 janvier 1989

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE PREMIER			
		Missions et composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel			
1		Liberté de la communication. - Conseil supérieur de l'audiovisuel.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3169 3700 3995	1
2		Levée du secret des choix faits par les personnes parmi les services de télécommunications et parmi les programmes offerts.	Première lecture : 6 décembre 1988	3176	2
3		Composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel. - Renouvellement.	Première lecture : 6 décembre 1988 Seconde délibération : 7 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3176-3188 3307 3700 3995	3
4		Incompatibilités. - Traitement. - Obligation de réserve.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3192 3700 3995	4
5		Coordination avec la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.	Première lecture : 6 décembre 1989	3195	5
	5 bis	Idem.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3701 3996 3701	6
6		Idem.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3199 3701 3996	7
7		Missions du C.S.A.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3213 3701 3996	8
		TITRE II			
		Rapports avec les pouvoirs publics			
8		Rapport au Président de la République, au Gouvernement et au Parlement.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3214 3701 3996	9
	8 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3216 3701 3996	-

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
9	Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Nature juridique de l'espace hertzien.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3217 3701 3997	10
		TITRE III Dispositions communes aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle			
10		Règles générales et obligations, pour l'exploitation de fréquences, fixées par décrets en Conseil d'Etat, après avis du C.S.A.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3218-3228 3701 3997	11
	10 bis (A.N.)	Interruption publicitaire des œuvres cinématogra- phiques.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3238 3702 3997	12
		TITRE IV Autorisations, dispositions applicables au secteur privé			
11		Délivrance des autorisations d'usage des fré- quences.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3243 3702 3997	13
12		Appels à candidatures aux autorisations d'explo- itation des radios.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3222 3702 3997	14
13		Comités techniques.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3224 3702 3997	15
	13 bis (Sénat)	Extension de la zone de couverture d'un service national de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre.	Première lecture : 6 décembre 1988	3227	-
	Supprimé (A.N.)	.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3702 3998	
	13 ter (Sénat)	Validation des décisions de la C.N.C.L.	Première lecture : 6 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3228 3702 3998	16
14		Appel de candidatures pour les services de télévi- sion.	Première lecture : 7 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3269 3702 3998	17
	14 bis (A.N.)	Compétence du conseil de la concurrence dans le domaine de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 7 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3272 3703 3998	18
15		Mise en demeure, sanction, notification, recours en conseil d'Etat.	Première lecture : 7 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3272 3703	19

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
16		TITRE V	Troisième lecture : 21 décembre 1988	3998	
		Secteur public de la communication audiovisuelle			
		Cahiers des charges.	Première lecture : 7 décembre 1988	3280	20
	16 bis (Sénat)	Conservation et exploitation des archives audiovisuelles des sociétés nationales de programme par l'Institut national de l'audiovisuel.	Première lecture : 7 décembre 1988	3282	-
	Supprimé (A.N.)		Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3998	
	16 ter (Sénat)	Télédiffusion de France : obligations de la société compte tenu des impératifs de la défense nationale.	Première lecture : 7 décembre 1988	3282	-
	Supprimé (A.N.)		Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3998	
	16 quater (A.N.)	Avis du C.S.A. public et motivé sur la répartition du produit attendu de la redevance et de la part de publicité dans les sociétés du secteur public.	Première lecture : 7 décembre 1988	3282	-
	Supprimé (A.N.)		Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3998	
17	16 quinquies (A.N.)	Contrats d'objectifs.	Première lecture : 7 décembre 1988	3284	21
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3998	21
	16 sexies (A.N.)	Débat d'orientation au Parlement sur l'avenir du secteur public de l'audiovisuel.	Première lecture : 7 décembre 1988	3286	22
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3998	
		TITRE VI			
		Dispositions diverses et transitoires			
		Agents du C.S.A.	Première lecture : 7 décembre 1988	3294	23
	17 bis A (A.N.)	Incorporation de Canal + dans le droit commun en ce qui concerne les sanctions pénales en cas de violation des règles relatives à la programmation des œuvres cinématographiques.	Première lecture : 7 décembre 1988	3294	24
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	
18	17 bis (Sénat)	Services de radiodiffusion collectant de faibles ressources publicitaires.	Première lecture : 7 décembre 1988	3294	25
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	
		Maintien en activité de la C.N.C.L. jusqu'à l'installation du C.S.A.	Première lecture : 7 décembre 1988	3295	26
19			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3703	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	
		Durée des mandats des membres du C.S.A.	Première lecture : 7 décembre 1988	3295	27
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3704	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	19 bis (Sénat)	Obligation de mentionner la date et l'heure de l'enregistrement d'une émission d'information filmée sur le territoire français et diffusée en différé.	Première lecture : 7 décembre 1988	3302	-
	Supprimé (A.N.)		Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3704	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	
20		Validation des décisions d'autorisations antérieures.	Première lecture : 7 décembre 1988	3303	28
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3704	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	
21		Coordination.	Première lecture : 7 décembre 1988	3305	29
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3704	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	
22		Application de la loi aux T.O.M.	Première lecture : 7 décembre 1988	3306	30
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3704	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	3999	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 1988] (p. 3097-3137) [6 décembre 1988] (p. 3161).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Dominique Perben (R.P.R.) : rejetée au scrutin public (p. 3113).

Soutenue par M. Pierre Mazeaud (p. 3105 à 3110).

Contre : Sapin (Michel) (p. 3110, 3111, 3112).

Question préalable opposée par M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) (p. 3113) : rejetée au scrutin public (p. 3124).

Soutenue par M. Gérard Longuet (p. 3113 à 3119).

Contre : Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3119 à 3124).

Motion de renvoi en commission de M. Michel Péricard (R.P.R.) : rejetée au scrutin public (p. 3168).

Soutenue par M. Michel Péricard (p. 3165).

Contre : Loncle (François) (p. 3166, 3167).

Aide à la création : Longuet (Gérard) (p. 3117).

Antilles :

- presse écrite aux - : Lise (Claude) (p. 3155, 3156) ;
- radios libres de la communauté antillaise en région parisienne : Moutoussamy (Ernest) (p. 3147) ; Lise (Claude) (p. 3155) ; Lordinot (Guy) (p. 3156) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3162).

Canal Plus : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3101) ; Lang (Jacques) (G) (p. 3124) ; Pelchat (Michel) (p. 3154).

Chaînes généralistes (nombre de) : Francaix (Michel) (p. 3145) ; Mandon (Thierry) (p. 3152).

Chaînes de télévision privées (non respect de leur cahier des charges) : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3099) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3121) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3128, 3129).

Comités techniques régionaux compétents pour les radios libres : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3101) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3128, 3162) ; Baumel (Jacques) (p. 3146) ; Bequet (Jean-Pierre) (p. 3149).

Commission de la concurrence : Mazeaud (Pierre) (p. 3109).

Commission des affaires culturelles (insuffisance des travaux de la) : Péricard (Michel) (p. 3165, 3166).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3098, 3099) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 3102) ; Fourré (Jean-Pierre) (p. 3105) ; Longuet (Gérard) (p. 3114, 3115) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3120) ; Lang (Jack) (G) (p. 3125) ; Péricard (Michel) (p. 3137,

3138, 3139) ; Barrot (Jacques) (p. 3142) ; Aubert (François d') (p. 3148) ; Panafieu (Françoise de) (p. 3151) ; Lise (Claude) (p. 3154, 3155) ; Loncle (François) (p. 3166).

Communication audiovisuelle (caractère d'intérêt général du service de la) : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3101) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3123) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3127).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) :

- autorité indépendante (qualification du C.S.A.) : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3101) ; Pelchat (Michel) (p. 3154) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 3103) ; Barrot (Jacques) (p. 3142-3143) ; Aubert (François d') (p. 3147, 3148) ;

- composition du - : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3100) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 3103) ; Sapin (Michel) (p. 3111) ; Longuet (Gérard) (p. 3115, 3116) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3121) ; Lang (Jack) (G) (p. 3126) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3163) ; Péricard (Michel) (p. 3138, 3139) ; Barrot (Jacques) (p. 3142) ; Santini (André) (p. 3145, 3146) ; Aubert (François d') (p. 3147) ; Bequet (Jean-Pierre) (p. 3149) ; Mandon (Thierry) (p. 3153) ; Lordinot (Guy) (p. 3156) ; Loncle (François) (p. 3166, 3167) ;

- compétences : Longuet (Gérard) (p. 3116) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3122) ; Barrot (Jacques) (p. 3143) ; Santini (André) (p. 3145) ; Baumel (Jacques) (p. 3146) ; Pelchat (Michel) (p. 3154) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3163-3164) ;

- « constitutionnalisation » des dispositions sur le - : Michel (Jean-Pierre) (p. 3103) ; Lang (Jack) (G) (p. 3126) ; Hermier (Guy) (p. 3140) ; Aubert (François d') (p. 3148) ;

- contentieux des décisions : Mazeaud (Pierre) (p. 3109) ;
- décentralisation du - (hypothèse d'une) : Lordinot (Guy) (p. 3156) ;

- présidence du - : Loncle (François) (p. 3167) ; Péricard (Michel) (p. 3167).

Contrôle parlementaire : Hermier (Guy) (p. 3140) ; Barrot (Jacques) (p. 3143).

Conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les sociétés émettrices (pouvoir et sanction du C.S.A.) : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3101) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 3103-3104) ; Mazeaud (Pierre) (p. 3108, 3109) ; Sapin (Michel) (p. 3111) ; Longuet (Gérard) (p. 3116) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 3122, 3123) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3127, 3128, 3164) ; Hermier (Guy) (p. 3141) ; Barrot (Jacques) (p. 3143) ; Baumel (Jacques) (p. 3146) ; Loncle (François) (p. 3167).

Coopération européenne et internationale audiovisuelle (propositions du président Mitterrand à Rhodes) : Queyranne (Jean-Jack) (p. 3087) ; Longuet (Gérard) (p. 3117) ; Lang (Jack) (G) (p. 3126) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 3127, 3162) ; Hermier (Guy)

(p. 3142); *Françaix (Michel)* (p. 3145); *Baumel (Jacques)* (p. 3146); *Aubert (François d')* (p. 3147); *Panafeuf (Françoise de)* (p. 3151).

Délégation parlementaire à l'audiovisuel : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3105).

Espace hertzien (nature juridique de l' ; intégration de l' dans le domaine public) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3101); *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3103); *Longuet (Gérard)* (p. 3117, 3118); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3128); *Péricard (Michel)* (p. 3139); *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 3149); *Pelchat (Michel)* (p. 3154).

Etat (séparation de l' et des activités de communication) : *Longuet (Gérard)* (p. 3119).

Francophonie (culture française) : *Lang (Jack)* (G) (p. 3125).

FR 3 : *Baumel (Jacques)* (p. 3146).

Guadeloupe (radios libres) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3147).

Haute Autorité de l'audiovisuel : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3098); *Péricard (Michel)* (p. 3137).

Information diffusée (objectivité et pluralisme de l') : *Longuet (Gérard)* (p. 3115); *Hermier (Guy)* (p. 3140, 3142); *Lise (Claude)* (p. 3155).

Législation sur l'audiovisuel (évolution de la) (loi du 30 septembre 1986 dite « loi Léotard ») : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3097, 3098); *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3102); *Longuet (Gérard)* (p. 3114, 3115); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3119); *Lang (Jack)* (G) (p. 3124); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3126); *Françaix (Michel)* (p. 3144); *Santini (André)* (p. 3145); *Panafeuf (Françoise de)* (p. 3150, 3151); *Mandon (Thierry)* (p. 3152); *Pelchat (Michel)* (p. 3153); *Loncle (François)* (p. 3166).

Liberté de communication audiovisuelle (principe de la) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3103); *Lang (Jack)* (G) (p. 3124, 3125).

Mieux-disant culturel : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3102); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3121).

Production et diffusion (séparation des) : *Hermier (Guy)* (p. 3142); *Barrot (Jacques)* (p. 3143); *Aubert (François d')* (p. 3148); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3164).

Programmes :

- œuvres françaises et européennes (production et diffusion des) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3101); *Longuet (Gérard)* (p. 3115); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3122, 3123); *Lang (Jack)* (G) (p. 3125); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3127, 3162); *Hermier (Guy)* (p. 3141, 3142);

- qualité des - : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3102); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3122, 3123); *Hermier (Guy)* (p. 3139); *Françaix (Michel)* (p. 3144); *Baumel (Jacques)* (p. 3146, 3147); *Mandon (Thierry)* (p. 3152); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3164); *Loncle (François)* (p. 3167);

- séries américaines : *Lang (Jack)* (G) (p. 3125, 3126); *Françaix (Michel)* (p. 3149); *Mandon (Thierry)* (p. 3102).

Publicité (coupures publicitaires de films) : *Hermier (Guy)* (p. 3141); *Panafeuf (Françoise de)* (p. 3152).

Radios F.M. (associatives) : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 3149); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3162).

R.F.O. : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3146); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3162).

R.P.R. (attitude du) : *Sapin (Michel)* (p. 3112).

Secteur public audiovisuel : *Longuet (Gérard)* (p. 3115, 3116); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3123); *Lang (Jack)* (G) (p. 3126); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3127, 3161, 3165); *Hermier (Guy)* (p. 3141); *Barrot (Jacques)* (p. 3143); *Françaix (Michel)* (p. 3144, 3145); *Aubert (François d')* (p. 3147); *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 3149, 3150); *Panafeuf (Françoise de)* (p. 3151); *Mandon (Thierry)* (p. 3153).

Sénat (opposition de l'exception d'irrecevabilité à un texte voté par le) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3106); *Sapin (Michel)* (p. 3110).

Sixième chaîne musicale : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3120).

Subdélégations (non-respect par l'article 10 de la loi proposée de l'interdiction des - et des articles 34, 37 et 38 de la Constitution) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3106); *Sapin (Michel)* (p. 3110, 3111); *Péricard (Michel)* (p. 3139).

Télé-achat : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3058); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3121); *Péricard (Michel)* (p. 3138).

Télécommunications (autorités compétentes pour réglementer le secteur des) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3100); *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3104-3105); *Longuet (Gérard)* (p. 3114-3116- 3118); *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 3122); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3127-3161); *Péricard (Michel)* (p. 3139); *Barrot (Jacques)* (p. 3143); *Baumel (Jacques)* (p. 3146); *Aubert (François d')* (p. 3148); *Mandon (Thierry)* (p. 3153).

T.F.1 : *Hermier (Guy)* (p. 3140); *Françaix (Michel)* (p. 3144); *Aubert (François d')* (p. 3147); *Mandon (Thierry)* (p. 3152); *Pelchat (Michel)* (p. 3153).

Rappel au règlement de M. Michel Sapin (vote des membres du groupe U.D.C. pour l'adoption de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Dominique Perben, alors qu'aucun membre de ce groupe n'est présent en séance) : *Sapin (Michel)* (p. 3113).

Discussion des articles [6 et 7 décembre 1988] (p. 3168, 3269, 3294).

Titre 1^{er} : missions et composition du conseil supérieur de l'audiovisuel.

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 134 de M. Georges Hage (abrogation de la loi n° 86-1067 sur la liberté de communication) : rejeté (p. 3168).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3168).

Amendement n° 136 de M. Georges Hage (précisant que les sociétés de radio et de télévision exercent une mission de service public) (p. 3168) : rejeté (p. 3169).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3169); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3169).

Amendement n° 137 de M. Georges Hage (missions du service public de la radio et de la télévision) : rejeté (p. 3169).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3169); *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3169).

Article 1^{er} (missions du conseil supérieur de l'audiovisuel) : adopté après modification (p. 3176).

INTERVENANTS :

Pour : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3172, 3173).

Contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 3169, 3170); *Braissia (Louis de)* (p. 3170, 3171); *Estrosi (Christian)* (p. 3171); *Toubon (Jacques)* (p. 3171, 3172, 3173).

Commission nationale de la communication et des libertés (bilan de la) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3172-3173).

Compétences du conseil supérieur de l'audiovisuel : *Gantier (Gilbert)* (p. 3170).

Indépendance de la radio et de la télévision : *Estrosi (Christian)* (p. 3171); *Toubon (Jacques)* (p. 3171, 3172); *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3173).

Indépendance des membres du C.S.A. : *Gantier (Gilbert)* (p. 3170).

Loi « R.E.R. » (recul sur l'avenir, échappatoire, repli politique par la repolitisation du C.S.A.) : *Braissia (Louis de)* (p. 3170).

Politisation de la télévision : *Estrosi (Christian)* (p. 3171); *Toubon (Jacques)* (p. 3172).

Sanctions : *Gantier (Gilbert)* (p. 3170).

Télécommunications : *Gantier (Gilbert)* (p. 3170); *Estrosi (Christian)* (p. 3171); *Toubon (Jacques)* (p. 3172).

Amendement n° 138 de M. Georges Hage (missions du Conseil national de l'audiovisuel) (p. 3173) : rejeté (p. 3174).

Discussion commune des amendements n°s 30, 2 et 23 (les amendements n°s 30 et 2 sont identiques).

Amendement n° 30 de la commission (précisant que la communication audiovisuelle est libre) (p. 3174) : adopté (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3174).

Pour : *Tasca (Catherine)* (G) (p. 3174).

Amendement n° 2 de la commission des lois (précisant que la communication audiovisuelle est libre) (p. 3174) : adopté (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3174).

Pour : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3174).

Amendement n° 23 de la commission de la production (conditions d'exercice de la liberté de communication) (p. 3174) : devenu sans objet (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Pierre Fourré (p. 3174).

Pour : *Péricard (Michel)* (p. 3174-3175).

Contre : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3174), *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3174).

Télécommunications : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3174) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3174) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3174) ; *Péricard (Michel)* (p. 3174, 3175).

Discussion commune des amendements identiques n°s 31 corrigé, 3 et 24 :

Amendement n° 31 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3175).

Amendement n° 3 de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 3175).

Soutenu par M. Michel Sapin (p. 3175).

Amendement n° 24 de la commission de la production (de précision) : adopté (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Pierre Fourré (p. 3175).

Amendement n° 83 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (développement de l'industrie nationale de production audiovisuelle) : adopté (p. 3175).

Discussion commune des amendements identiques n°s 67 et 168.

Amendement n° 67 de M. François d'Aubert (régulation des télécommunications par le C.S.A.) : rejeté (p. 3175).

Soutenu par M. Marc Laffineur (p. 3175).

Amendement n° 168 de M. Jacques Barrot (régulation des télécommunications par le C.S.A.) : rejeté (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (p. 3175).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3175) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3175).

Amendement n° 25 de la commission de la production (mission du C.S.A.) : retiré (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Pierre Fourré (p. 3175).

Amendement n° 198 de la commission de la production (mission du C.S.A.) : retiré (p. 3175).

Soutenu par M. Jean-Pierre Fourré (p. 3175).

Amendement n° 84 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (défense de la création et de la culture française) : adopté (p. 3176).

Amendement n° 98 de M. Michel Péricard (publicité des propositions du CSA destinées à l'amélioration des programmes) : rejeté (p. 3176).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3176) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3176).

Après l'article 1^{er} :

Amendement n° 139 de M. Georges Hage (notion d'œuvre audiovisuelle d'expression française) : rejeté (p. 3176).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3176) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 3176).

Article 2 (anonymat du choix des programmes) : adopté (p. 3176).

Article 3 (composition et organisation du conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3176) : adoption de la rédaction définitive de cet article dans la forme proposée par l'amendement n° 96 de M. Michel Pelchat (p. 3190).

INTERVENANTS :

Contre : *Péricard (Michel)* (p. 3177) ; *Estrosi (Christian)* (p. 3177, 3178) ; *Laffineur (Marc)* (p. 3179) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3179) ; *Hage (Georges)* (p. 3180-3181).

Observations : *Bredin (Frédérique)* (p. 3178) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3178, 3179) ; *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 3179, 3180) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 3180).

Cinéma : *Bredin (Frédérique)* (p. 3178).

Programmes de télévision (qualité des) : *Bredin (Frédérique)* (p. 3178).

Amendement n° 96 de M. Michel Pelchat (composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3188) : adopté par assis et levé, après une épreuve à main levée déclarée douteuse (p. 3190).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3189) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3189) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3189-3190).

Amendement n° 32 de la commission et sous-amendements n°s 196 et 100 de M. Michel Péricard, 82 et 81 de M. Michel Pelchat, 4 de la commission, 116 de M. André Santini, 169 de M. Jacques Barrot, 99 de M. Michel Péricard, 101 de Mme Martine Daugreilh, 102 à 109 de M. Michel Péricard : devenus sans objet (p. 3100).

Rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne (demande d'une seconde délibération pour modifier le texte de l'article 3 adopté dans la rédaction de l'amendement n° 96 de M. Michel Pelchat) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3191).

Après l'article 3 :

Amendement n° 152 de M. François d'Aubert (prévoyant que le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne peut comprendre, parmi ses membres, plus de quatre fonctionnaires) (p. 3191) : retiré (p. 3191).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3191) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 3192).

Article 4 (statut des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3192) : adoption de cet article dans la rédaction de l'amendement n° 33 de la commission (p. 3194).

INTERVENANTS :

Observations : *Broissia (Louis de)* (p. 3192, 3193) ; *Aubert (François d')* (p. 3193) ; *Balkany (Patrick)* (p. 3193).

Personnels du Conseil supérieur de l'audiovisuel : *Broissia (Louis de)* (p. 3192, 3193) ; *Aubert (François d')* (p. 3193).

Discussion commune des amendements n°s 33 et 6.

Amendement n° 33 de la commission (statut des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3193, 3194) : adopté (p. 3194).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3194).

Amendement n° 6 de la commission des lois (statut des membres du conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3193, 3194) : devenu sans objet (p. 3194).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3194).

Amendements n°s 111 et 112 corrigé de M. Michel Péricard : devenus sans objet (p. 3194).

Article 5 (dispositions diverses) (p. 3195) : adopté après modification (p. 3196).

INTERVENANTS :

Observations : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3195) ; *Daugreilh (Martine)* (p. 3195).

Budget du conseil supérieur de l'audiovisuel : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3195).

Indépendance des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel : *Daugreilh (Martine)* (p. 3195).

Amendement n° 124 de M. Gilbert Gantier (suppression d'une mesure de coordination avec l'article 10 du projet) : non soutenu (p. 3195).

Discussion commune des amendements n°s 34 corrigé, 171 corrigé et 187 corrigé.

Amendement n° 34 corrigé de la commission (budget du conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3195) : adopté (p. 3195).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3195, 3196).

Amendement n° 171 corrigé de M. Jacques Barrot (budget du conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3195) : non soutenu (p. 3196).

Amendement n° 197 corrigé de M. François d'Aubert (budget du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3195) : devenu sans objet (p. 3196).

Soutenu par M. Marc Laffineur (p. 3196).

Observations : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3196).

Budget de rattachement du C.S.A. : *Aubert (François d')* (p. 3196) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3196).

Après l'article 5 :

Discussion commune des amendements nos 85 et 115 corrigé.

Amendement n° 85 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (association du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux négociations internationales) (p. 3197) : adopté après correction (p. 3197) et modification (p. 3199).

Sous-amendement n° 208 de M. Michel Péricard (de rectification) (p. 3198) : rejeté (p. 3199).

Soutenu par M. Pierre Mazeaud (p. 3198).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3198, 3199).

Sous-amendement n° 209 du Gouvernement (rôle de coordination internationale du Conseil supérieur de l'audiovisuel) : adopté (p. 3199).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3199).

Amendement n° 115 corrigé de M. Michel Péricard (association du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux négociations internationales) (p. 3197) : devenu sans objet (p. 3199).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3197) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3198) ; *Hage (Georges)* (p. 3198).

Article 8 (abrogation des dispositions prévoyant le transfert des pouvoirs du ministre chargé des télécommunications à l'autorité de régulation) (p. 3199) : adopté au scrutin public après modifications (p. 3206).

INTERVENANTS :

Observations : *Longuet (Gérard)* (p. 3199, 3200) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3200) ; *Catala (Nicole)* (p. 3200) ; *Aubert (François d')* (p. 3200, 3201) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3201).

Amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3201) : rejeté (p. 3202).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3201, 3202) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3202) ; *Aubert (François d')* (p. 3202).

Discussion commune des amendements nos 26, 75, 117, 113, 114 corrigé, 76, 172 et 69.

Amendement n° 26 de la commission de la Production (exercice de la fonction de réglementation des télécommunications) (p. 3202) : adopté après modification (p. 3206).

Soutenu par M. Jean-Pierre Fourré (p. 3203).

Sous-amendement n° 206 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des futures dispositions sur la réglementation des télécommunications) : adopté après rectification (p. 3205, 3206).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3203) et M. Jack Lang (G) (p. 3205).

Amendement n° 75 de M. Gérard Longuet (date d'entrée en vigueur des futures dispositions sur les télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Amendement n° 117 de M. André Santini (suppression de la date de référence pour l'entrée en vigueur de la future loi sur les télécommunications) (p. 3203) : devenu sans objet (p. 3206).

Amendement n° 113 de M. Michel Péricard (exercice des fonctions de réglementation et de régulation des télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Amendement n° 114 corrigé de M. Michel Péricard (exercice des fonctions de réglementation et de régulation des télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Amendement n° 76 de la commission (exercice des fonctions de réglementation et de régulation des télécommunications. Futur projet de loi sur l'exploitation du service public des télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3204).

Sous-amendement n° 167 de M. Michel Péricard (contenu du futur projet de loi sur les télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Sous-amendement n° 210 de M. François d'Aubert (précisant que le projet de loi portera sur la régulation du secteur des télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Sous-amendement n° 153 de M. Michel Pelchat (régulation des télécommunications par le conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3203) : devenu sans objet (p. 3206).

Sous-amendement n° 181 de M. Jacques Barrot (compétences temporaires du conseil supérieur de l'audiovisuel en matière de télécommunications) (p. 3203) : retiré (p. 3205).

Amendement n° 172 de M. Jacques Barrot (exercice des fonctions de réglementation et de régulation des télécommunications. Futur projet de loi sur l'exploitation du service public des télécommunications) (p. 3202) : devenu sans objet (p. 3206).

Amendement n° 69 de M. François d'Aubert (contenu du futur projet de loi sur les télécommunications) (p. 3203) : devenu sans objet (p. 3206).

Observations : *Lang (Jack) (G)* (p. 3205) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3205) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3206) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3206).

Article 7 (compétences du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'égard des sociétés nationales de programmes et de l'Institut national de l'audiovisuel) (p. 3213) : adopté après modifications (p. 3214).

INTERVENANTS :

Pour : *Péricard (Michel)* (p. 3213, 3214) ; *Mandon (Thierry)* (p. 3214).

Amendement n° 173 rectifié de M. Jacques Barrot (obligations imposées au secteur public par les décrets en Conseil d'Etat, les décisions du C.S.A et les cahiers des charges) : rejeté (p. 3214).

Soutenu par M. André Santini (p. 3214).

Amendement n° 174 de M. Jacques Barrot (irresponsabilité personnelle des présidents des organismes concernés) : adopté (p. 3214).

Soutenu par M. André Santini (p. 3214).

Titre II : rapports avec les pouvoirs publics.

Article 8 (rapports du Conseil supérieur de l'audiovisuel avec les pouvoirs publics) (p. 3215) : adopté après modifications (p. 3216).

INTERVENANTS :

Observations : *Broissia (Louis de)* (p. 3215) ; *Loncle (François)* (p. 3215) ; *Péricard (Michel)* (p. 3215, 3216).

Délégation parlementaire à l'audiovisuel : *Loncle (François)* (p. 3215) ; *Péricard (Michel)* (p. 3215, 3216).

Amendement n° 86 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (compétence du C.S.A pour faire des propositions sur le développement de la création et la qualité des programmes) : retiré (p. 3216).

Discussion des amendements identiques nos 35 et 175.

Amendement n° 35 de la commission (suppression de la délégation parlementaire de la communication audiovisuelle) : adopté (p. 3216).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3216).

Amendement n° 175 de M. Jacques Barrot (suppression de la délégation parlementaire de la communication audiovisuelle) : adopté (p. 3216).

Article 8 bis (délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle) (p. 3216) : supprimé (p. 3217).

INTERVENANTS :

Observations : *Lonclé (François)* (p. 3216).

Discussion des amendements identiques nos 36 et 176.

Amendements nos 36 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3217).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3217).

Amendement n° 176 de M. Jacques Barrot (de suppression) : adopté (p. 3217).

Amendements n°s 27 et 28 de la commission de la production : devenus sans objet.

Article 9 (supprimé par le Sénat) (*nature juridique de l'espace hertzien*) (p. 3217) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 37 (p. 3218).

INTERVENANTS :

Contre : *Daugreilh (Martine)* (p. 3217).

Discussion commune des amendements n°s 37, 7 et 29.

Amendement n° 37 de la commission (*nature juridique de l'espace hertzien*) (p. 3217) : adopté (p. 3218).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3217).

Amendement n° 7 de la commission des lois (*nature juridique de l'espace hertzien*) (p. 3217) : satisfait (p. 3218).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3217).

Amendement n° 29 de la commission de la Production (*nature juridique de l'espace hertzien*) (p. 3217) : satisfait (p. 3218).

Soutenu par M. Jean-Pierre Fourré (p. 3217).

Pour : *Lang (Jack) (G)* (p. 3217, 3218).

Contre : *Pelchat (Michel)* (p. 3218) ; *Péricard (Michel)* (3218).

Titre III : Dispositions communes aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle.

Article 10 (*publicité, diffusion de films, contribution à la création cinématographique*) (p. 3218) : réservé jusqu'à l'article 13 ter (p. 3222).

INTERVENANTS :

Observations : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 3218, 3219) ; *Hage (Georges)* (p. 3219) ; *Aubert (François d')* (p. 3220) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3220) ; *Royal (Ségolène)* (p. 3221) ; *Péricard (Michel)* (p. 3221) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3222) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3222).

Coupages publicitaires : *Hage (Georges)* (p. 3219) ; *Royal (Ségolène)* (p. 3221).

Création française : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 3218-3219).

Départements et territoires d'outre-mer (audiovisuel dans les) : *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 3219).

Enfance (protection de l'enfant contre la violence à la télévision) : *Royal (Ségolène)* (p. 3221) ; *Péricard (Michel)* (p. 3221) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3222) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3222).

Pouvoir de réglementation du Conseil supérieur de l'audiovisuel : *Aubert (François d')* (p. 3220) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3220).

Demande de la commission tendant à la réserve des articles 10 et 11 (p. 3222).

Article 11 (*conventions passées pour l'exploitation des services audiovisuels privés*) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 13 ter.

Titre IV : autorisations : dispositions applicables au secteur privé.

Article 12 (*service privés de radiodiffusion*) (p. 3222) : adopté après modifications (p. 3224).

INTERVENANTS :

Observations : *Péricard (Michel)* (p. 3222), *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 3222).

Amendement n° 48 rectifié de la commission (publication du projet de convention pour la délivrance des autorisations des services de radiodiffusion) (p. 3223) : adopté (p. 3223).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3223).

Pour : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3223) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3223).

Sous-amendement n° 78 de M. Michel Pelchat (existence de services nationaux de radios privées obéissant à un régime spécifique) : rejeté (p. 3223).

Soutenu par M. André Santini.

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3223) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3223).

Amendement n° 185 de M. Michel Pelchat (services nationaux de radio) : rejeté (p. 3224).

Amendement n° 186 de M. François d'Aubert (égalité de traitement dans les critères d'attribution des fréquences et des autorisations d'émettre pour les radios locales indépendantes, de réseau et les réémetteurs et des radios périphériques) : rejeté (p. 3224).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3224) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3224).

Article 13 (*services privés de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre : déconcentration administrative de l'autorité de contrôle auprès de comités techniques*).

INTERVENANTS :

Observations : *Daugreilh (Martine)* (p. 3224, 3225) ; *Aubert (François d')* (p. 3225) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 3225) ; *Péricard (Michel)* (p. 3225, 3226).

Amendement n° 79 de M. Michel Pelchat (de conséquence) : rejeté (p. 3226).

Amendement n° 133 du Gouvernement (présidence des comités par un membre d'une juridiction administrative) : adopté (p. 3226).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3226).

Observations : *Aubert (François d')* (p. 3226).

Amendement n° 72 de M. François d'Aubert (composition des comités techniques) (p. 3226) : rejeté (p. 3227).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3227) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3227).

Article 13 bis (*suppression de l'appel aux candidatures en cas d'extension des services nationaux de télévision*) (p. 3227) : supprimé (p. 3228).

INTERVENANTS :

Contre : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3227).

Observations : *Broissia (Louis de)* (p. 3227).

Chânes généralistes de télévision : *Broissia (Louis de)* (p. 3227).

Discussion des amendements identiques n°s 49 et 128.

Amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 3227) : adopté (p. 3228).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3227).

Amendement n° 128 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3227) : adopté (p. 3228).

Pour : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3228).

Article 13 ter (*validation d'attributions des fréquences effectuées par la C.N.C.L.*) : adopté après modification (p. 3228).

INTERVENANTS :

Pour : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3228) ; *Péricard (Michel)* (p. 3228).

Amendement n° 50 de la commission (précisant que cette validation ne peut ouvrir droit à réparation) : adopté (p. 3228).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3228).

Pour : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3228).

Titre III : dispositions communes aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle (précédemment réservé).

Article 10 (précédemment réservé) (*dispositions communes aux secteurs publics et privés de la communication audiovisuelle : publicité, diffusion de films et aide à la création cinématographique*) (p. 3228, 3229) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 213 rectifié (p. 3238).

Discussion commune des amendements n°s 213 rectifié, 38, 126, 183 rectifié :

Amendement n° 213 rectifié du Gouvernement (répartition des responsabilités entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le Gouvernement) (p. 3229) : adopté (p. 3235).

Soutenu par M. Jack Lang (G) (p. 3230), sous-amendements y afférant (voir plus loin).

Amendement n° 38 de la commission (compétences exercées par le Gouvernement après avis du C.S.A) (p. 3229) : devenu sans objet (p. 3236).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3230).

Sous-amendements y afférant (voir plus loin).

Amendement n° 183 rectifié de M. François d'Aubert (répartition des responsabilités entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le Gouvernement) (p. 3229) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 126 de M. Gilbert Gantier (répartition des responsabilités confiées au conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3229) : devenu sans objet (p. 3236).

Soutenu par M. André Santini (p. 3231).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 3231, 3232) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3232) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3232).

Sous-amendements à l'amendement n° 213 rectifié du Gouvernement :

Sous-amendement n° 217 de M. Jacques Barrot (modifiant l'exercice des compétences du Gouvernement et du conseil supérieur de l'audiovisuel) : retiré (p. 3232, 3233).

Sous-amendement n° 220 de M. Robert-André Vivien (indépendance des producteurs à l'égard des diffuseurs) : rejeté (p. 3233).

Soutenu par M. Christian Estrosi (p. 3233).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3233) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3233).

Sous-amendement n° 224 de M. Jacques Barrot (rédactionnel) (p. 3233) : retiré (p. 3234).

Soutenu par M. François d'Aubert (p. 3233).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 3233, 3234) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3234).

Sous-amendement n° 219 de M. Michel Péricard (protection de la jeunesse) (p. 3234) : rejeté au scrutin public (p. 3235).

Observations : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3234) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3235) ; *Hage (Georges)* (p. 3235).

Sous-amendements à l'amendement n° 38 de la commission :

Sous-amendement n° 216 de M. Jacques Barrot (publicité de l'avis motivé du conseil supérieur de l'audiovisuel) : devenu sans objet (p. 3236).

Sous-amendement n° 202 de M. François d'Aubert (parrainage) : devenu sans objet (p. 3236).

Sous-amendement n° 203 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3236) ; Sous-amendement n° 199 de M. Jacques Barrot (diffusion d'œuvres françaises aux heures de grande écoute) : devenu sans objet (p. 3236).

Sous-amendement n° 207 de M. Robert-André Vivien (séparation des activités de production et de diffusion) : devenu sans objet (p. 3236).

Sous-amendement n° 204 de M. André Santini (compétences du conseil supérieur de l'audiovisuel) : devenu sans objet (p. 3236).

Sous-amendement n° 218 de M. Michel Péricard (protection de la jeunesse) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 154 de M. François d'Aubert (secteur public) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 155 de M. François d'Aubert (parrainage) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 177 de M. Jacques Barrot (compétences respectives du Gouvernement et du C.S.A) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 156 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 200 de M. Jacques Barrot (notion d'heures de grande écoute) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 201 de M. Jacques Barrot (notion d'heures de grande écoute) : devenu sans objet (p. 3236).

Amendement n° 118 de M. André Santini (relations entre les activités de diffusion et de production) : devenu sans objet (p. 3236-3237).

Amendement n° 119 de M. André Santini (compétences du conseil supérieur de l'audiovisuel) : devenu sans objet (p. 3237).

Amendement n° 71 de M. François d'Aubert (coupures publicitaires) (p. 3237) : rejeté (p. 3238).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3237).

Observations : *Lang (Jack) (G)* (p. 3237) ; *Hage (Georges)* (p. 3237).

Réserve de cet amendement (demande de) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3237) ; *Aubert (François d')* (p. 3237) ; *Billardon (André) (V.P.)* (p. 3237).

Après l'article 10 (amendements précédemment réservés) :

Discussion commune des amendements nos 97 et 87.

Amendement n° 97 de M. Michel Pelchat (principe de chronologie des médias) : rejeté (p. 3238).

Amendement n° 87 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (principe de chronologie des médias) : retiré (p. 3238).

Amendement n° 141 de M. Georges Hage (coupures publicitaires) (p. 3238) : adopté après modifications (p. 3240).

Sous-amendement n° 211 rectifié de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (absence de coupures publicitaires sur les chaînes publiques) (p. 3238) : adopté (p. 3240).

Sous-amendement n° 212 rectifié de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (limitation à une coupure publicitaire par film sur les chaînes privées) (p. 3239) : adopté (p. 3240).

Observations : *Lang (Jack) (G)* (p. 3239, 3240) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3240).

Discussion commune des amendements nos 143, 144, 147, 148 et 150.

Amendement n° 143 de M. Georges Hage (statut des sociétés de radio et de télévision : élection du président par le conseil d'administration) (p. 3240) : rejeté (p. 3242).

Amendement n° 144 de M. Georges Hage (complémentarité des programmes des différentes chaînes de télévision) (p. 3240) : rejeté (p. 3242).

Amendement n° 147 de M. Georges Hage (pluralisme de l'information) (p. 3240) : rejeté (p. 3241).

Amendement n° 148 de M. Georges Hage (temps d'expression des organisations politiques) (p. 3240, 3241) : rejeté (p. 3242).

Amendement n° 150 de M. Georges Hage (interdiction de la censure) (p. 3241) : rejeté (p. 3242).

Contre : *Lang (Jack) (G)* (p. 3241) ; *Péricard (Michel)* (p. 3241, 3242).

Amendement n° 178 de M. Jacques Barrot (diffusion internationale des programmes français et droit des auteurs) : rejeté (p. 3242).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3242).

Amendement n° 179 de M. Jacques Barrot (retransmission d'événements sportifs) (p. 3242) : réservé (p. 3243).

Observations : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3242) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 3243).

Amendement n° 180 de M. Jacques Barrot (projet de loi sur le secteur audiovisuel public) : réservé jusqu'après l'article 16 ter (p. 3243).

Titre IV : autorisations : dispositions applicables au secteur privé (précédemment réservé).

Avant l'article 11 (amendement précédemment réservé) :

Amendement n° 151 de M. Georges Hage (renseignements donnés au public sur les sociétés privées de diffusion d'information) : rejeté (p. 3243).

Article 11 (précédemment réservé) (*conventions passées pour l'exploitation des services privés de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre ou par satellite*) (p. 3243, 3244) : adopté après modifications (p. 3247).

INTERVENANTS :

Observations : *Péricard (Michel)* (p. 3244).

Amendement n° 127 de M. Gilbert Gantier (convention dont fait l'objet toute autorisation d'usage de fréquence) : non soutenu (p. 3244).

Discussion des amendements identiques n°s 39 et 8.

Amendement n° 39 de la commission (fixant à 10 ans la durée maximale des autorisations) : adopté (p. 3244).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3244).

Amendement n° 8 de la commission des lois (fixant à 10 ans la durée maximale des autorisations) : adopté (p. 3244).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3244).

Amendement n° 88 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (pluralisme de l'information et des programmes) (p. 3244) : adopté (p. 3244).

Pour : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3245).

Amendement n° 89 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (part du service dans le marché publicitaire) (p. 3244) : adopté (p. 3245).

Pour : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3245).

Amendement n° 184 de M. Jacques Barrot (suppression des précisions apportées sur le contenu de la convention) : rejeté (p. 3245).

Discussion des amendements identiques n°s 40 et 9.

Amendement n° 40 de la commission (de précision) : adopté (p. 3245).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3245).

Amendement n° 9 de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 3245).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3245).

Discussion des amendements identiques n°s 41 et 10.

Amendement n° 41 de la commission (de précision) : adopté (p. 3245).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3245).

Amendement n° 10 de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 3245).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3245).

Discussion commune des amendements n°s 182 et 214.

Amendement n° 182 de M. François d'Aubert (pourcentage d'œuvres d'expression originale française ou originaire de la CEE) : rejeté (p. 3245).

Amendement n° 214 du Gouvernement (diffusion deux fois par semaine à heures de grande écoute d'émissions d'expression originale française ou de la CEE) : adopté (p. 3245).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3245).

Discussion commune des amendements identiques n°s 42 et 11, et de l'amendement n° 215.

Amendement n° 42 de la commission (séparation des activités de production et de diffusion) : rejeté (p. 3246).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3246).

Amendement n° 11 de la commission des lois (séparation des activités de production et de diffusion) : rejeté (p. 3246).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3246).

Amendement n° 215 du Gouvernement (indépendance des producteurs à l'égard des diffuseurs) : adopté (p. 3246).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3246).

Amendement n° 157 de M. François d'Aubert (création cinématographique et audiovisuelle) : rejeté (p. 3246).

Amendement n° 43 de la commission (parrainage) : adopté (p. 3246).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3246).

Discussion commune des amendements n°s 90, 91 et 77.

Amendement n° 90 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (affectation d'une part des recettes publicitaires à la création) (p. 3246) : retiré (p. 3246).

Amendement n° 91 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (affectation d'une part des recettes publicitaires à la création) (p. 3246) : retiré (p. 3247).

Amendement n° 77 de M. Michel Pelchat (affectation d'une part des recettes publicitaires à la création (p. 3246) : rejeté (p. 3247).

Observations : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3246) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3246).

Amendement n° 158 de M. François d'Aubert (parrainage) : rejeté (p. 3247).

Discussion commune des amendements n°s 44 et 12.

Amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3247).

Amendement n° 12 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3247).

Discussion commune des amendements n°s 45 et 13.

Amendement n° 45 de la commission (notification des pénalités contractuelles en cas de non-respect de la convention) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3247).

Amendement n° 13 de la commission des lois (notification des pénalités contractuelles en cas de non-respect de la convention) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3247).

Discussion des amendements identiques n°s 46 corrigé et 14.

Amendement n° 46 corrigé de la commission (nature du contentieux administratif des pénalités contractuelles) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3247).

Amendement n° 14 corrigé de la commission des Lois (nature du contentieux administratif des pénalités contractuelles) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3247).

Discussion des amendements identiques n°s 47 et 15.

Amendement n° 47 de la commission (suppression de la publication des conventions au *Journal officiel*) : adopté (p. 3247).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3247).

Amendement n° 15 de la commission des lois (suppression de la publication des conventions au *Journal officiel*) : adopté (p. 3247).

Soutenu par Jean-Jack Queyranne (p. 3247).

Article 14 (services privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre et services privés de radiodiffusion sonore et de télévision diffusée par satellite coordination) (p. 3269) : adopté après modifications (p. 3271).

INTERVENANTS :

Observations : *Péricard (Michel)* (p. 3269).

Conditions d'attribution des cinquième et sixième chaînes : *Péricard (Michel)* (p. 3269).

Discussion commune des amendements n°s 51 et 129.

Amendement n° 51 de la commission (de coordination) (p. 3269) : adopté après modification (p. 3270).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3269).

Sous-amendement n° 223 du Gouvernement (de rectification) (p. 3269) : adopté (p. 3270).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3270).

Amendement n° 129 de M. Gilbert Gantier (de coordination) (p. 3269) : non soutenu (p. 3270).

Amendement n° 159 de M. Robert-André Vivien (indication, lors de l'appel d'offre, des règles minimum qui seront exigées aux candidats en matière de programme) : rejeté (p. 3270).

Soutenu par M. Louis de Broissia (p. 3270).

Contre : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3270).

Mieux-disant culturel : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3270).

Amendement n° 221 du Gouvernement (déclaration de candidature) : adopté (p. 3270).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3270).

Amendement n° 130 de M. Gilbert Gantier (engagements souscrits par le candidat) : rejeté (p. 3270).

Soutenu par M. André Santini (p. 3270).

Amendement n° 52 de la commission (régime d'obligations pour les services diffusés sur les fréquences affectées à la radio et à la télévision par satellites) : adopté après modification (p. 3271).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3271).

Sous-amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (quotas d'œuvres originaires de la CEE) : adopté (p. 3271).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3271).

Après l'article 14 :

Discussion des amendements identiques n°s 73 rectifié et 187.

Amendement n° 73 rectifié de M. François d'Aubert (permettant à l'actionnaire majoritaire de détenir 33 p. 100 des actions et de disposer ainsi d'une minorité de blocage) (p. 3271) : rejeté (p. 3272).

Soutenu par M. Marc Laffineur (p. 3271).

Amendement n° 187 de M. Jacques Barrot (permettant à l'actionnaire majoritaire de détenir 33 p. 100 des actions et de disposer ainsi d'une minorité de blocage) (p. 3271) : retiré (p. 3272).

Soutenu par M. François d'Aubert (p. 3272).

Observations : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3271, 3272) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3271, 3272).

Amendement n° 188 de M. Jacques Barrot (compétence du conseil de la concurrence sur le secteur de la communication) : adopté après rectification (p. 3272).

Pour : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3272) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3272).

Article 15 (des pouvoirs de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel en cas de manquement par les exploitants à leurs obligations législatives et réglementaires).

INTERVENANTS :

Pour : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3274) ; *Sapin (Michel)* (p. 3275) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3274).

Contre : *Péricard (Michel)* (p. 3273) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3274, 3275).

Article 42 de la loi du 30 septembre 1986 (mise en demeure faite aux titulaires d'une autorisation d'exploitation de respecter leurs différentes obligations) (p. 3275).

Amendement n° 131 de M. Gilbert Gantier (référence aux obligations contractuelles de la convention et à celles d'ordre législatif ou réglementaire) (p. 3275) : rejeté (p. 3276).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3276).

Discussion des amendements identiques n°s 53 et 16.

Amendement n° 53 de la commission (référence aux principes fondamentaux adoptés à l'article 1^{er}) : adopté (p. 3276).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3276).

Amendement n° 16 de la commission des lois (référence aux principes fondamentaux adoptés à l'article 1^{er}) : adopté (p. 3276).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3276).

Discussion commune des amendements n°s 160 et 189.

Amendement n° 160 de M. Robert-André Vivien (mise en demeure en cas de manquement à l'autorisation d'émission) : rejeté (p. 3276).

Amendement n° 189 de M. Jacques Barrot (mise en demeure en cas de manquement aux conventions) : rejeté (p. 3276).

Soutenu par M. Bernard Stasi (p. 3276).

Contre : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3276).

Amendement n° 54 de la commission (intérêt à agir des organisations professionnelles et syndicales) : adopté (p. 3277).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3277).

Pour : *Péricard (Michel)* (p. 3277) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3277).

Observations : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3277).

Article 42-1 de la loi du 30 septembre 1986 (échelle des sanctions) (p. 3277).

Amendement n° 190 de M. Jacques Barrot (recours systématique à la mise en demeure préalable) : rejeté (p. 3277).

Soutenu par M. Bernard Stasi (p. 3277).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3277).

Amendement n° 191 de M. Jacques Barrot (de conséquence) : rejeté (p. 3277).

Amendement n° 120 de M. André Santini (suppression de la possibilité pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel de suspendre une partie du programme) : rejeté (p. 3278).

Contre : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3277, 3278).

Amendement n° 121 de M. André Santini (suppression de la possibilité pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel de suspendre une partie du programme) : rejeté (p. 3278).

Article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986 (sanction des cas d'abus de position dominante ou d'entrave à la libre concurrence) (p. 3278).

Amendement n° 192 de M. Jacques Barrot (suppression du texte proposé pour cet article) : non soutenu (p. 3278).

Article 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 (notification des sanctions) (p. 3278).

Discussion commune des amendements n°s 17 et 55.

Amendement n° 17 de la commission des Lois (notification de décision de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel au ministre chargé de la communication) : rejeté (p. 3278).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3278).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3278).

Amendement n° 55 de la commission (publication des décisions de sanction au *Journal officiel*) : adopté (p. 3278).

Contre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3278).

Observations : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3278).

Article 42-9 de la loi du 30 septembre 1986 (conditions d'exercice du droit de recours) (p. 3278).

Discussion commune des amendements n°s 18 et 56.

Amendement n° 18 de la commission des Lois (possibilité pour le titulaire d'une autorisation et le ministre de la communication de faire appel) (p. 3278) : adopté (p. 3279).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3278).

Amendement n° 56 de la commission (recours contre les sanctions) : devenu sans objet (p. 3279).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3278, 3279).

Article 42-11 de la loi du 30 septembre 1986 (conditions d'exercice du droit de recours) :

Amendement n° 92 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (intérêt à agir des professionnels du secteur de la communication et des associations de téléspectateurs ou de consommateurs) : adopté (p. 3279).

Soutenu par M. Thierry Mandon (p. 3279).

Pour : *Santini (André)* (p. 3279).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3279).

Article 42-12 de la loi du 30 septembre 1986 (saisine du procureur de la République) (p. 3279).

Amendement n° 161 de M. Robert-André Vivien (autorisation d'émettre) (p. 3279) : rejeté (p. 3279).

Après l'article 42-12 de la loi du 30 septembre 1986 (p. 3279).

Amendement n° 193 de M. Jacques Barrot (prolongation de l'autorisation pour les titulaires qui auront satisfait à leurs obligations) (p. 3279) : rejeté (p. 3280).

Soutenu par M. Bernard Stasi (p. 3279).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3279) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3279, 3280).

Titre V : secteur public de la communication audiovisuelle.

Article 16 (cahiers des charges des sociétés nationales de programme) (p. 3280) : adopté (p. 3281).

INTERVENANTS :

Observations : *Broissia (Louis de)* (p. 3280, 3281) ; *Goulet (Daniel)* (p. 3280) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3281).

F.R. 3 : *Goulet (Daniel)* (p. 3280, 3281).

Publicité et parrainage : *Broissia (Louis de)* (p. 3280) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3281).

R.F.O. : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3281) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3281).

Secteur public audiovisuel (financement du) : *Broissia (Louis de)* (p. 3280) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3281).

Après l'article 16 :

Amendement n° 142 de M. Georges Hage (création d'une régie française de publicité) (p. 3281) : rejeté (p. 3282).

Contre : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3282).

Article 16 bis (avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le cahier des charges de l'INA) : supprimé (p. 3282).

Amendement n° 57 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3282).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3282).

Article 16 ter (avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les charges de T.D.F.) : supprimé (p. 3282).

Amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3282).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3282).

Après l'article 16 ter :

Amendement n° 93 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (avis du C.S.A sur la répartition du produit attendu de la redevance et la part de la publicité dans les ressources du secteur public) (p. 3282) : adopté (p. 3284).

Pour : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3283).

Contre : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3283) ; *Aubert (François d')* (p. 3283).

Amendement n° 94 de M. Bernard Schreiner (Yvelines) (consultation du C.S.A sur les contrats d'objectifs pluriannuels conclus entre l'Etat et les organismes du secteur public audiovisuel) : retiré (p. 3284).

Contre : *d'Aubert (François)* (p. 3283) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3283).

Amendement n° 228 du Gouvernement (communication au C.S.A des contrats d'objectif conclus entre l'Etat et les organismes du secteur public) : adopté (p. 3284).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3284).

Pour : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3284).

Amendement n° 162 de M. Robert-André Vivien (notion de service public de la radiotélévision) (p. 3284) : rejeté (p. 3285).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3284) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3284).

Grèves dans l'audiovisuel : *Vivien (Robert-André)* (p. 3284, 3285) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3284) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3284).

Amendement n° 163 de M. Robert-André Vivien (service minimum en cas de grève) (p. 3285) : rejeté (p. 3286).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3285) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3285) ; *Hage (Georges)* (p. 3285).

Après l'article 10 (amendements précédemment réservés) et après l'article 16 ter :

Discussion commune des amendements n°s 180 et 95.

Amendement n° 180 de M. Jacques Barrot (futur projet de loi sur le secteur public audiovisuel) (p. 3286) : rejeté par assis et levé, après une épreuve à main levée déclarée douteuse (p. 3287).

Soutenu par M. Bernard Stasi (p. 3286).

Amendement n° 95 de M. Bernard Schreiner (débat d'orientation sur un rapport relatif à l'avenir du secteur public de l'audiovisuel) (p. 3286) : adopté (p. 3288).

Observations : *Aubert (François d')* (p. 3286) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3286, 3287) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3287) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3287).

Titre VI : dispositions diverses et transitoires.**Avant l'article 17 :**

Amendement n° 1 de M. Jacques Toubon (appel de candidature et nomination des présidents des organismes publics) (p. 3287) : rejeté (p. 3289).

Pour : *Broissia (Louis de)* (p. 3289) ; *Santini (André)* (p. 3289).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3288) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3288, 3289).

Article 17 (habilitation et assermentation des personnels chargés du contrôle de la réception) : adopté (p. 3294).

INTERVENANTS :

Pour : *Broissia (Louis de)* (p. 3294).

Après l'article 17 :

Amendement n° 59 de la commission (règles relatives à la programmation des œuvres cinématographiques) : adopté après modifications (p. 3294).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3294).

Sous-amendement n° 226 de M. Jean-Jack Queyranne (de précision) : adopté (p. 3294).

Canal plus : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3294).

Article 17 bis (aide aux radios à faibles ressources publicitaires) (p. 3294) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 60 (p. 3295).

Pour : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 3295).

Amendement n° 60 de la commission (aide aux radio à faibles ressources publicitaires) (p. 3294) : adopté (p. 3295).

Article 16 (dispositions transitoires relatives à la C.N.C.L.) : adopté après modification (p. 3295).

Pour : *Broissia (Louis de)* (p. 3295).

Amendement n° 225 du Gouvernement (fonctionnaires ou magistrats membres de la C.N.C.L. et réintégrés) : adopté (p. 3295).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3295).

Article 19 (composition du premier conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3295) : adopté dans la rédaction des amendements n°s 62 et 20 (p. 3298, 3299).

INTERVENANTS :

Pour : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3296).

Contre : *Broissia (Louis de)* (p. 3296).

Observations : *Aubert (François d')* (p. 3296, 3297) ; *Santini (André)* (p. 3297).

Amendement n° 80 de M. Michel Pelchat (de suppression) (p. 3297) : adopté (p. 3298).

Contre : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3297, 3298).

Discussion des amendements identiques n°s 62 et 20.

Amendement n° 62 de la commission (composition du premier C.S.A) : adopté (p. 3298).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3298).

Amendement n° 20 de la commission des lois (composition du premier C.S.A) (p. 3298) : adopté (p. 3298).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 3298).

Amendement n° 195 de M. Jacques Barrot (composition du premier C.S.A) (p. 3298) : devenu sans objet (p. 3298).

Amendement n° 205 de M. Jacques Barrot (p. 3298) : devenu sans objet (p. 3298).

Rappel au règlement de M. François d'Aubert (erreur de la présidence ayant appelé en discussion l'amendement n° 195 de M. Jacques Barrot, devenu sans objet ; nécessité d'examiner et de voter sur cet amendement) : *Aubert (François d')* (p. 3298, 3299) ; *Coffineau (Michel) (VP)* (p. 3299) ; *Santini (André)* (p. 3299).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (examen partiel des amendements n°s 195 et 205 de M. Jacques Barrot devenus sans objet) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3299) ; *Coffineau (Michel) (VP)* (p. 3299).

Après l'article 19 :

Amendement n° 230 de M. Jacques Barrot (mode de désignation du premier C.S.A.) (p. 3299) : rejeté (p. 3301).

Observations : *Lang (Jack) (G)* (p. 3299, 3300) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3300) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3300, 3301).

Amendement n° 74 de M. Gilbert Gantier (interdiction des messages et images subliminaux) (p. 3301) : rejeté (p. 3302).

Soutenu par M. François d'Aubert (p. 3301).

Pour : *Broissia (Louis de)* (p. 3302) ; *Pelchat (Michel)* (p. 3302).

Observations : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3301) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3301, 3302) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3302).

Article 19 bis (horodatage des émissions d'information diffusées en différé) (p. 3302) : supprimé (p. 3303).

INTERVENANTS :

Contre : *Françaix (Michel)* (p. 3302, 3303).

Observations : *Vivien (Robert-André)* (p. 3302).

Images subliminales : *Vivien (Robert-André)* (p. 3302).

Discussion des amendements identiques n°s 63 et 194.

Amendement n° 63 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3303).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3303).

Amendement n° 194 de M. Jacques Barrot (de suppression) : adopté (p. 3303).

Observations : *Vivien (Robert-André)* (p. 3303).

Article 20 (dispositions diverses) (p. 3303) : adopté après modifications (p. 3305).

INTERVENANTS :

Observations : *Vivien (Robert-André)* (p. 3303, 3304).

Canal plus (diffusion de films pornographiques) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3304) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3304).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (Canal plus) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3304) ; *Coffineau (Michel) (VP)* (p. 3304).

Discussion commune des amendements n°s 21 et 64.

Amendement n° 21 de la commission des lois (autorisations d'émettre accordées par la C.N.C.L.) (p. 3304) : adopté (p. 3305).

Soutenu par M. Michel Sapin (p. 3305).

Amendement n° 64 de la commission (autorisations d'émettre accordées par la C.N.C.L.) (p. 3304) : devenu sans objet (p. 3305).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3305).

Amendement n° 166 de M. Robert-André Vivien (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3305).

Amendement n° 65 de la commission (Canal plus) : adopté (p. 3305).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3305).

Observations : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3305) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3305).

Article 21 (changement d'appellation de l'instance de régulation de l'audiovisuel) (p. 3305) : adopté après modifications (p. 3306).

Discussion des amendements identiques n°s 66 et 22.

Amendement n° 66 de la commission (références à la C.N.C.L.) (p. 3305) : adopté (p. 3306).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3305).

Amendement n° 22 de la commission des Lois (références à la C.N.C.L.) (p. 3305) : adopté (p. 3306).

Soutenu par M. Michel Sapin (p. 3305).

Article 22 (application de la loi aux T.O.M. et à Mayotte) (p. 3306) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 227 (p. 3306).

Amendement n° 227 du Gouvernement (application de la loi à la Polynésie) : adopté (p. 3306).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3306).

Après l'article 10 (amendements précédemment réservés) :

Discussion commune des amendements n°s 179 et 229.

Amendement n° 179 de M. Jacques Barrot (aménagement du régime de l'exclusivité des droits de diffusion de manifestations sportives) : retiré (p. 3306).

Amendement n° 229 du Gouvernement (aménagement du régime de l'exclusivité des droits de diffusion de manifestations sportives) : retiré (p. 3306).

Soutenu par Mme Catherine Tasca (G) (p. 3306).

Seconde délibération du projet de loi (p. 3307).

Article 3 (composition de l'instance de régulation) :

INTERVENANTS :

Observations : *Pelchat (Michel)* (p. 3307) ; *Aubert (François d')* (p. 3307, 3308).

Budget du C.S.A. : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3309).

Capital des sociétés de télévision (part détenue par le principal actionnaire) : *Aubert (François d')* (p. 3308) ; *Pelchat (Michel)* (p. 3307).

Pouvoir normatif du C.S.A. : *d'Aubert (François)* (p. 3307).

Producteurs et diffuseurs (séparation des) : *Aubert (François d')* (p. 3307).

Programmes (qualité des) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3309).

Radios privées en réseau (accès des - sur la bande FM) : *Pelchat (Michel)* (p. 3307).

Secteur public audiovisuel (organisation du) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3309).

Télécommunications : *Aubert (François d')* (p. 3307) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3309).

Téléfilms (coupures publicitaires des) : *Aubert (François d')* (p. 3307).

Amendement n° 1 de la commission (composition du C.S.A.) (p. 3308) : adopté (p. 3309).

Soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (p. 3309).

Sous-amendement n° 2 de M. Louis de Broissia (présidence du C.S.A. confiée au doyen d'âge) : rejeté (p. 3308).

Sous-amendement n° 3 de M. Louis de Broissia (présidence du C.S.A. confiée au plus jeune des membres) (p. 3308) : rejeté (p. 3309).

Sous-amendement n° 4 de M. Louis de Broissia (organisation d'un tour pour la présidence du CSA) (p. 3308) : rejeté (p. 3309).

Sous-amendement n° 5 de M. Louis de Broissia (désignation du président du C.S.A. par tirage au sort) (p. 3308) : rejeté (p. 3309).

Explications de vote (p. 3310).

Conseil supérieur de l'audiovisuel :

- composition et indépendance du - : *Lang (Jack) (G)* (p. 3313) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3313) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3311) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3312) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3311) ;

- pouvoirs du - : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3311) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3312).

Constitution (révision de la- pour intégrer les dispositions sur le C.S.A) : *Lang (Jack) (G)* (p. 3313).

Création audiovisuelle : *Broissia (Louis de)* (p. 3311).

Financement de l'audiovisuel : *Hage (Georges)* (p. 3310).

Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication dite « loi Léotard » : *Santini (André)* (p. 3309) ; *Hage (Georges)* (p. 3310) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3311) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3310).

Obligations imposées aux opérateurs : *Santini (André)* (p. 3310) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3310).

Programmes de télévision (qualité des) : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3312) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3313).

Secteur public de la radiotélévision (débat d'orientation prévu sur le) : *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3313).

Service public de la R.T.V. : *Hage (Georges)* (p. 3310) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3311) ; *Lang (Jack) (G)* (p. 3312, 3313) ; *Tasca (Catherine) (G)* (p. 3313).

Télécommunications : *Santini (André)* (p. 3310) ; *Broissia (Louis de)* (p. 3310, 3311) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3311) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3312).

Téléfilms (règles de diffusion des) : *Barrot (Jacques)* (p. 3312).

Abstention du groupe U.D.C. : *Barrot (Jacques)* (p. 3312).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Santini (André)* (p. 3310).

Vote contre du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 3310).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Broissia (Louis de)* (p. 3311).

Vote pour du groupe socialiste : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3312).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3314).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1988] (p. 3691).

Engagement de la responsabilité du gouvernement : *Rocard (Michel) (G)* (p. 3698, 3699).

Cahiers des charges (respect des - pour les chaînes privées) : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3693).

Chaînes de télévision (nombre de) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 3698).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) :

- composition du - : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3692) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3692) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3696) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3697) ;

- missions et pouvoirs du - : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3691) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3696) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3697) ; *Rocard (Michel) (G)* (p. 3698).

Cinéma : *Barrot (Jacques)* (p. 3696).

Groupe R.P.R. (modifications proposées par le) : *Péricard (Michel)* (p. 3696).

Loi du 30 septembre 1986 dite « loi Léotard » : *Santini (André)* (p. 3695).

Opérateurs privés de l'audiovisuel : *Barrot (Jacques)* (p. 3696, 3697).

Partis politiques (accès à l'antenne des) : *Hage (Georges)* (p. 3695) ; *Santini (André)* (p. 3695).

Publicité (coupures publicitaires) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3692) ; *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* (p. 3692) ; *Hage (Georges)* (p. 3694).

Secteur public audiovisuel : *Rocard (Michel) (G)* (p. 3698).

Service public audiovisuel : *Hage (Georges)* (p. 3695).

Télécommunications : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3698).

Télévision (qualité de la) : *Hage (Georges)* (p. 3694).

TF 1 : *Rocard (Michel) (G)* (p. 3698).

Rappel au règlement de M. Michel Pelchat (remplacement du président de RFO) Pelchat (Michel) (p. 3693, 3694) ; *Bouvard (Loïc)* (vice-président) (p. 3694).

Texte sur lequel le Gouvernement engage sa responsabilité (p. 3700 à 3704).

Considéré comme adopté le 16 décembre 1988 (p. 3764).

TROISIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1988] (p. 3994).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Rocard (Michel) (G)* (p. 3994, 3995).

Texte sur lequel le Gouvernement engage sa responsabilité (p. 3995 à 3999).

Considéré comme adopté définitivement le 22 décembre 1988 (p. 4065).

Voir *Elections et référendums 4.*

Langues et cultures régionales 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Culture, Communication et grands travaux, communication.

Vie, médecine et biologie 5.

Commission nationale de la communication et des libertés.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, Communication et grands travaux, communication.

Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Voir *Déclarations du Gouvernement 1.*

Lois de finances 3, deuxième partie, Culture, Communication et grands travaux, communication.

Décodeurs audiovisuels (contrefaçon des).

Voir *Grâce et amnistie 1*, discussion des articles, article 28 bis.

Institut national de l'audiovisuel (INA).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, Communication et grands travaux, Communication.

Parainage.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, Communication et grands travaux, communication, procédure des questions.

Plan câble.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, Communication et grands travaux, communication.

Lois de finances 3, deuxième partie, Postes, télécommunications et espace.

Redevance.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, Communication.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

T.D.F. 1.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Postes, télécommunications et espace.

Télé-achat.

Voir *Audiovisuel 5*, avant la discussion des articles.

Télévision.

Isère : diffusion du « Journal des Alpes ».

Voir *Question orales sans débats 24.*

T.V.A sur les cassettes vidéo.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 6.

Lois de finances 3, deuxième partie, après l'article 59.

Lois de finances rectificatives 1, discussion des articles, après l'article 14.

Violence.

Voir *Audiovisuel 5*, article 10 et après l'article 10 (amendement « Royal »).

Questions au Gouvernement 61.

AUTO-ECOLES

Voir *Taxe sur la valeur ajoutée* 1.

AUTOMOBILES ET CYCLES

Voir *Créances et dettes* 1.
Police de la route et circulation routière 3.

Garages.

Voir *Consommation* 3, après l'article 7.

Industrie : Implantation d'une usine Peugeot dans la Nord.

Voir *Questions au Gouvernement* 171.

AVANCES NON REMBOURSABLES

Voir *Communautés européennes* 2.

AVIATION CIVILE

Voir *Environnement* 4.
Lois de finances 3, deuxième partie, Transports et mer.
Questions au gouvernement 7, 11, 15.

AVORTEMENT

Voir *Vie, médecine et biologie* 1, 2, 3, 4.

AZERBAIDJAN**Situation des Arméniens en -.**

Voir *Questions au Gouvernement* 127, 147.

B**BANGLADESH**

Voir *Traités et conventions* 20.

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Voir *Consommation* 1.
Marchés financiers 1.
Questions au Gouvernement 59, 62, 96, 135, 165, 169.
Questions orales sans débat 29.

Banques mutualistes.

Voir *Lois de finances rectificatives* 1, deuxième lecture, discussion des articles, après l'article 12.

Carte bancaire (usage abusif).

Voir *Droit pénal* 6.

Chèques sans provision.

Voir *Questions orales sans débat* 47.

Crédit agricole.

Voir *Questions au Gouvernement* 130.

Suppression de la taxe sur les encours de crédit.

Voir *Lois de finances* 3, première partie, article 15.

Titrisation.

Voir *Marchés financiers* 1, article 24 à après l'article 28.

BASSE-NORMANDIE

Voir *Questions au Gouvernement* 148.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

1. - **Projet de loi n° 300** portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la **maîtrise d'œuvre privée**.

Sénat (première lecture). - N° 329 (1987-1988). - Dépôt le 8 juillet 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Robert Laucournet. - Rapport n° 23 (1988-1989). - Discussion et adoption le 18 octobre 1988. - Projet de loi n° 10.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain (27 octobre 1988). - Rapport n° 366 (22 novembre 1988). - Discussion et adoption définitive le 24 novembre 1988. - Projet de loi n° 32.

Loi n° 88-1090 du 1^{er} décembre 1988 publiée au J.O. du 3 décembre 1988 (p. 15124).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 novembre 1988] (p. 2715).

Code des marchés publics (extension de l'application du) : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2716, 2719) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2717) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2717, 2718) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2718).

Commandes publiques (importance économique des) : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2717).

Maître d'œuvre et maître d'ouvrage (définition de leurs missions respectives et de leurs relations) : *Malandain (Guy)* (p. 2715) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2717, 2718) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2718) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2718).

Négociations relatives à la délimitation de la notion de maître d'œuvre et la détermination des honoraires (échec des) : *Malandain (Guy)* (p. 2715) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2716, 2718) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2717) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2717) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2718).

Rémunération :

- des maîtres d'œuvre : *Malandain (Guy)* (p. 2715, 2716) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2716) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2717) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2718) ;

- des maîtres d'œuvre non retenus : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2716) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2717, 2718).

Discussion de l'article unique (p. 2719).

Article unique (modification, abrogation et rectification de diverses dispositions de la loi du 12 juillet 1985) (p. 2719) ; adopté (p. 2721).

Amendement n° 1 de la commission (tendant à rendre applicable la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique pour les marchés conclus par les sociétés d'économie mixte et les sociétés anonymes d'H.L.M. lorsqu'elles construisent des logements aidés par l'Etat et destinés à la vente) (p. 2719) ; rejeté (p. 2721).

Soutenu par M. Guy Malandain (p. 2720).

Contre : *Deprez (Léonce)* (p. 2720).

Observations : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2720).

Rémunération des concours d'architecte : *Malandain (Guy)* (p. 2719).

Retrait de l'amendement (demande de - pour éviter la navette parlementaire) : *Malandain (Guy)* (p. 2720) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2720) ; *Deprez (Léonce)* (p. 2720).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 2721).

Voir *Questions au gouvernement* 14.

BAUX**Commerciaux.**

Voir *Tourisme et loisirs* 2.

- d'habitation.

Voir *Logement et habitat* 4.

BAUX RURAUX

1. - Proposition de loi n° 178 tendant à adapter certaines dispositions fiscales et juridiques du **métayage et du fermage viticoles**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

BENEVOLAT

Voir *Décorations* 1.

BOIS ET FORETS

1. - Proposition de loi n° 214 tendant à modifier le **code forestier** afin de favoriser les **implantations de golfs**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. - Proposition de loi n° 470 tendant à créer un **établissement public financier** facilitant la mise en valeur du **patrimoine forestier des collectivités locales** et des **établissements publics** et concourant ainsi à la promotion de la « **filière bois** » en France.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

BOISSONS ET ALCOOLS

1. - Proposition de loi n° 174 relative à la **distillation en franchise de droits** d'une partie de la **production d'eau-de-vie naturelle** des exploitants agricoles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. - Proposition n° 218 tendant à modifier l'article L. 49 du **code des débits de boissons** et des mesures de **lutte contre l'alcoolisme**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 302 tendant à maintenir l'**animation et la vie locale des bourgs ruraux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 370 tendant à modifier l'article L. 49 du **code des débits de boissons** et des mesures de **lutte contre l'alcoolisme**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jacques Godfrain. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 374 tendant à modifier le **code des débits de boissons** et des mesures de lutte contre l'**alcoolisme**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Henri Bayard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 446 tendant à rétablir l'**allocation de franchise** supprimée par les ordonnances n°s 60-907 du 30 août 1960 et n° 60-1253 du 29 novembre 1960.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Impôts et taxes* 2.

BOUILLEURS DE CRU

Voir *Boissons et alcools* 1, 6.

Lois de finances 3, première partie, après l'article 23 : amendements n° 144 et 129.

BOULOUQUE (Affaire)

Voir *Questions au Gouvernement* 112, 113, 117, 118.

BREST-MORLAIX

Cantra électronique de -

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

BRETAGNE

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire, procédure des questions.

BUREAUX

Redevance pour la construction et l'occupation de -

Voir *Lois de finances* 3, première partie, avant la discussion des articles et deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire. *Lois de finances rectificatives* 1, discussion des articles, article 35.

C**CALAMITES ET CATASTROPHES NATURELLES**

Voir *Hommages*

Lois de finances 3, deuxième partie, Environnement.

Accidents nucléaires : assistance internationale.

Voir *Traités et conventions* 17.

Accord avec la Suisse.

Voir *Traités et conventions* 19.

Alpes-Maritimes.

Voir *Questions au Gouvernement* 72, 162.

Calamités agricoles.

Voir *Agriculture* 4.

Cyclone Gilbert.

Voir *Questions au Gouvernement* 85.

Gard.

Voir *Questions au Gouvernement* 21, 37, 150.

Prévention des risques naturels.

Voir *Questions au gouvernement* 53.

CANADA

Voir *Traités et conventions* 9.

CANTAL

Quotas laitiers.

Voir *Questions au Gouvernement* 115.

CANTONS

Voir *Départements* 2.

CARTE MEDICALE D'URGENCE

Voir *Santé publique* 5.

CATASTROPHE FERROVIAIRE DE LA GARE DE LYON DU 27 juin 1988

Voir *Hommages*.

Questions au gouvernement 1, 6.

CENTRE (REGION)**Industrie textile.**

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

CEREALES**Maïs.**

Voir *Questions au Gouvernement 68*.

CEREMONIES ET FETES LEGALES

1. - **Proposition de loi n° 67** tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du **19 mars**, date anniversaire du **cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

CHAFFOTEAUX ET MAURY (SOCIETE)

Voir *Questions orales sans débat 33*.

CHAMBRES CONSULAIRES**Chambres d'agriculture.**

Voir *Agriculture 3*.

Chambres de commerce et d'industrie.

Voir *Lois de finances 3* : deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat.

Chambres de métiers.

Voir *Lois de finances 3* : deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat.

CHASSE ET PECHE

1. - **Proposition de loi n° 399** tendant à interdire les mises à mort d'animaux dans les chasses à courre.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Pierre Pasquini. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Agriculture 6*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Environnement.

CHAUSSURE (Industrie de la)

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

CHEQUES-VACANCES

Voir *Lois de finances 3*, première partie, après l'article 13.
Lois de finances 3, deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : tourisme.

CHILI**Plébiscite au. -**

Voir *Questions au Gouvernement 25*.

CHIRURGIENS-DENTISTES

Voir *Professions et activités médicales 1*.

CHOMAGE

Voir *Emploi et activité*.
Lois de finances 3, deuxième partie, Travail, emploi et formation professionnelle.
Questions au Gouvernement 56.

CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES

Voir *Communes 4*.

CINEMA

Voir *Audiovisuel*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, communication.

Lois de finances rectificatives 1; discussion des articles, après l'article 14, article 32.

Questions au Gouvernement 58.

CIRCULATION ROUTIERE

Voir *Grâce et amnistie 1*, avant la discussion des articles, discussion des articles : articles 18, 28 et 28 bis.

Lois de finances 3, deuxième partie, Intérieur.

Police de la route et circulation routière.

Questions au Gouvernement 8, 40, 87.

Accidents de trajet.

Voir *Accidents du travail et maladies professionnelles 1*.

Lutte contre l'alcoolisme.

Voir *Assurances 1*.

Boissons et alcools 2, 4, 5.

Routes et autoroutes.

Voir *Questions au Gouvernement 87, 146, 181*.

Questions orales sans débat 2, 11, 46.

COLLECTIVITES LOCALES

1. - **Proposition de loi n° 388** relative au statut des élus municipaux, départementaux et régionaux et à la démocratisation de ces fonctions électives.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Pierre Goldberg et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Rapporteur : M. Jacques Brunhes (21 décembre 1988).

Voir *Bois et forêts 2*.

Elections et référendums.

Procédure pénale 1.

Urbanisme.

Caisse nationale de retraite des agents des -.

Voir *Lois de finances rectificatives 1*, avant la discussion des articles.

Enseignement.

Voir *Enseignement privé 3*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique.

Finances locales.

Voir *Finances locales*.

Lois de finances 3, avant la discussion des articles et première partie, articles 23 et 53.

Lois de finances 3, deuxième partie, Intérieur.

Lois de finances 3, deuxième lecture, article 62 *ter* nouveau.

Lois de finances rectificatives 1, discussion des articles, après l'article 21.

Patrimoine.

Voir *Bois et forêts 2*.

Villes nouvelles.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire, procédure des questions.

Urbanisme 1.

COMMERCE ET ARTISANAT

1. - Proposition de loi n° 125 tendant à améliorer le régime des ventes en soldes dans les communes touristiques.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par M. Jean-Michel Couve et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Michel Couve (21 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 189 tendant à décentraliser les décisions en matière d'urbanisme commercial.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

3. - Proposition de loi n° 197 tendant à renforcer la répression des ventes illicites de marchandises.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Pierre Foucher et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (3 novembre 1988).

4. - Proposition de loi n° 232 tendant à modifier les articles 110 et 183 du code de commerce afin de limiter à quarante-cinq jours les échéances des effets de commerce.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Henri de Gastines. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Berthol (3 novembre 1988).

5. - Proposition de loi n° 265 relative aux droits de mutation des fonds de commerce.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Paul Chollet. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. - Proposition de loi n° 379 tendant à renforcer la répression de l'exercice des commerces non autorisés dans l'enceinte du chemin de fer et ses dépendances.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi en commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Lequiller (21 décembre 1988).

7. - Proposition de loi n° 458 tendant à adapter les structures commerciales au milieu rural.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. François d'Harcourt. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* 2.

Centres de gestion agréés.

Voir *Lois de finances* 3, première partie, article 11.

Chèques sans provision.

Voir *Questions orales sans débat* 47.

Fonds de commerce (droits de mutation de).

Voir *Lois de finances* 3, première partie, article 11.

Ouverture le dimanche.

Voir *Lois de finances* 3 : deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat.

Questions orales sans débat 5.

Taxe professionnelle (artisans).

Voir *Lois de finances* 3, deuxième lecture, article 22 bis B nouveau.

COMMERCE EXTERIEUR

1. - Proposition de loi n° 228 relative à l'activité en France des sociétés de surveillance opérant pour le compte de pays tiers.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Eric Raoult et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

Lois de finances rectificatives 1, avant la discussion des articles.

Traités et conventions 1, 22.

- avec l'U.R.S.S.

Voir *Questions au Gouvernement* 144.

Négociations du G.A.T.T.

Voir *Questions au Gouvernement* 142, 160.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE

Voir *Parlement*.

COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

1. - Projet de loi n° 278 autorisant l'approbation d'une décision du Conseil des Communautés européennes relative au système des ressources propres des Communautés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Paul Dhaille (3 novembre 1988). - Rapport n° 425 (6 décembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan (14 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Martin Malvy (18 novembre 1988). - Avis n° 409 (24 novembre 1988). - Discussion le 12 décembre 1988. - Adoption le 12 décembre 1988. - Projet de loi n° 48.

Sénat (première lecture). - N° 133 (1988-1989). - Dépôt le 13 octobre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° 145 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Michel Crucis. - Avis n° 141 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 38 (1988-1989).

Loi n° 88-1253 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 111).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1988] (p. 3560).

Aide au développement : *Montdargent (Robert)* (p. 3560).

Avances non remboursables : *Dhaille (Paul)* (p. 3560) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3565, 3566) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 3566, 3567).

Bovins et ovins : *Malvy (Martin)* (p. 3562).

Dépenses agricoles : *Dhaille (Paul)* (p. 3560) ; *Malvy (Martin)* (p. 3562) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3565) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 3566).

Fonds structurels : *Dhaille (Paul)* (p. 3560) ; *Malvy (Martin)* (p. 3563) ; *Loncle (François)* (p. 3564) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3568) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3567).

Fontainebleau (sommet de) : *Dhaille (Paul)* (p. 3560) ; *Loncle (François)* (p. 35663).

France (contribution de la - aux ressources communautaires) : *Dhaille (Paul)* (p. 3560) ; *Malvy (Martin)* (p. 3562, 3563) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3568).

Parlement européen : *Malvy (Martin)* (p. 3563) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3563).

Parlements nationaux :

- dessaisissement des - : *Montdargent (Robert)* (p. 3569) ;
- information des - sur les questions financières européennes : *Malvy (Martin)* (p. 3563) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3568).

Politique économique et sociale de la Communauté : *Loncle (François)* (p. 3564) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3566) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3567, 3568).

Programmation budgétaire communautaire : *Dhaille (Paul)* (p. 3560) ; *Malvy (Martin)* (p. 3562) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3565) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3567).

Régimes dérogatoires (compensation britannique, allègement de la contribution de la R.F.A. de l'Espagne et du Portugal) : *Dhaille (Paul)* (p. 3561) ; *Loncle (François)* (p. 3563) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3564, 3568) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 3566) ; *Cresson (Edith)* (p. 3568).

Ressources propres communautaires :

- quatrième ressource assise sur le P.N.B. : *Dhaille (Paul)* (p. 3560, 3561) ; *Malvy (Martin)* (p. 3562) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 3566) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3567, 3668) ;
- T.V.A. (ressource provenant de la) : *Malvy (Martin)* (p. 3561, 3562, 3563) ; *Loncle (François)* (p. 3563) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3567).

Discussion de l'article unique (p. 3568).

Article unique (autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1988 relative au système des ressources propres de la communauté) : adopté (p. 3568).

2. - Projet de loi n° 277 autorisant l'approbation d'un accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes entre les représentants des gouvernements des Etats membres relatif au **versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1988**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Daniel Goulet (3 novembre 1988). - Rapport n° 424 (6 décembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (14 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Martin Malvy (18 novembre 1988). - Avis n° 410 (24 novembre 1988). - Discussion le 12 décembre 1988. - Adoption le 12 décembre 1988. - Projet de loi n° 49.

Sénat (première lecture). - N° 134 (1988-1989). - Dépôt le 13 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moynet. - Rapport n° 144 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Michel Crucis. - Avis n° 140 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 39 (1988-1989).

Loi n° 88-1254 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 111).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1988] (p. 3569).

Accord du 24 juin 1988 sur le versement à la Communauté d'avances non remboursables : *Goulet (Daniel)* (p. 3569) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3570).

Audiovisuel (coopération européenne) : *Loncle (François)* (p. 3570).

Budget communautaire (déficit du) : *Goulet (Daniel)* (p. 3569).

Europe sociale : *Loncle (François)* (p. 3570).

Politique agricole commune : *Malvy (Martin)* (p. 3569) ; *Cresson (Edith) (G)* (p. 3570).

Discussion de l'article unique (p. 3570).

Article unique (autorisant l'approbation de l'accord sur le versement à la Communauté européenne d'avances non remboursables pour 1988 conclu à Luxembourg le 24 juin 1988) (p. 3570) : adopté (p. 3571).

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Elections et référendums 31, 34, 36, 40.

Europe.

Parlement 10.

Questions au Gouvernement 105.

Maintien du Parlement européen à Strasbourg.

Voir *Questions au Gouvernement* 141, 152.

Politique agricole commune.

Voir *Questions au gouvernement* 4, 31, 54, 60, 64, 88, 94, 131, 142, 160.

Questions orales sans débat 20, 31, 52.

Programmes intégrés méditerranéens (P.I.M.).

Voir *Questions au Gouvernement* 159.

Suppression de l'octroi de mer.

Voir *Questions au Gouvernement* 158, 178.

Questions orales sans débat 45.

COMMUNAUTÉS EUROPEENNES (Délégation de l'Assemblée nationale)

Conclusions adoptées :

1/88 Le nouveau système des ressources propres des Communautés européennes par M. Michel Cointat [16 novembre 1988].

2/88 Le budget des Communautés européennes pour 1988 et son financement par des avances par M. Michel Cointat [16 novembre 1988].

3/88 La Directive 85/61/CEE des Communautés européennes relative aux O.P.C.V.M. par M. Maurice Ligot [23 novembre 1988].

4/88 Directives sur la protection des consommateurs en Europe par Mme Catherine Lalumière [23 novembre 1988].

5/88 La nouvelle discipline budgétaire des Communautés par M. André Bellon [23 novembre 1988].

6/88 Le projet de budget des Communautés pour 1989 par M. Michel Cointat [30 novembre 1988].

7/88 Comparaison de certaines dispositions du projet de loi modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, avec le projet de directive communautaire relatif à la « télévision transfrontalière » par Mme Catherine Lalumière [30 novembre 1988].

8/88 Communication de la Commission sur l'avenir du monde rural par M. Gérard Gouzes [7 décembre 1988].

9/88 Les problèmes de la viande ovine par M. Gérard Gouzes [7 décembre 1988].

Rapports :

1. - Rapport d'information n° 484 établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (1^{er} juillet 1987 - 31 décembre 1987) par M. Charles Josselin [16 décembre 1988].

2. - Rapport d'information n° 485 établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (1^{er} janvier 1988 - 30 juin 1988) par M. Charles Josselin [16 décembre 1988].

COMMUNES

1. - Proposition de loi n° 7 tendant à permettre aux maires des communes de 5 000 habitants et moins de vendre, louer ou acquérir à titre personnel un bien appartenant à la commune, sur avis conforme d'une commission *ad hoc*, lorsque l'intérêt public le justifie.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Joseph-Henri Maujoutan du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Lequiller (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 22 tendant à améliorer l'information des conseillers municipaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

3. - Proposition de loi n° 49 tendant à attribuer aux communes les biens vacants et sans maître ayant un caractère d'immeuble.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (14 octobre 1988).

4. - Proposition de loi n° 142 relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires.

Assemblée nationale et *Sénat* (première lecture) : voir Table matières 1986, Cimetières et pompes funèbres, 1.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 142. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Lequiller (14 octobre 1988).

5. - Proposition de loi n° 156 tendant à modifier l'article 62 du code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint.

Assemblée nationale (première lecture) et *Sénat* (première lecture) : voir Table matières 1986, Communes, 4.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (14 octobre 1988).

6. - Proposition de loi n° 231 tendant à compléter l'article 175 du code pénal afin de permettre aux maires et adjoints des communes de moins de 2 000 habitants de se rendre acquéreurs d'une parcelle d'un lotissement communal en vue de faire construire leur habitation personnelle.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par MM. Henri de Gastines, Roger Lestas et François d'Aubert. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (3 novembre 1988).

7. - Proposition de loi n° 242 tendant à garantir les créances mobilières et immobilières des communes en cas de liquidation judiciaire d'entreprises sous contrat d'ateliers-relais avec ces communes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Francis Geng. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyst (3 novembre 1988).

8. - Proposition de loi n° 262 tendant à dégager, en l'absence de faute, la responsabilité personnelle des magistrats municipaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Philibert (3 novembre 1988).

9. - Proposition de loi n° 312 tendant à empêcher la dissocation des communes fusionnées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (24 novembre 1988).

10. - Projet de loi n° 318 modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre et Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Sapin (3 novembre 1988). - Rapport n° 361 (17 novembre 1988). - Discussion le 24 novembre 1988. - Adoption le 24 novembre 1988. - Projet de loi n° 33.

Sénat (première lecture). - N° 102 (1988-1989). - Dépôt le 25 novembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Raymond Bouvier. - Rapport n° 120 (1988-1989). - Discussion et adoption le 14 décembre 1988. - Projet de loi n° 27 (1988-1989).

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 16 décembre 1988] (p. 15727). - Réunion le 15 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 16 décembre 1988] (p. 15727).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Michel Sapin. - Rapport n° 481 (15 décembre 1988).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Raymond Bouvier. - Rapport n° 154 (1988-1989).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 475. - Dépôt le 15 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Sapin. - Rapport n° 489 (20 décembre 1988). Discussion le 20 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 56.

Sénat (deuxième lecture). - N° 170 (1988-1989). - Dépôt le 20 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Raymond Bouvier. - Rapport n° 179 (1988-1989). - Discussion le 22 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 49.

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° 521. - Dépôt le 22 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Sapin. - Rapport n° 522 (22 décembre 1988). - Discussion le 22 décembre 1988. - Adoption définitive le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 69.

Loi n° 88-1282 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 114). - Rectificatif (J.O. du 14 janvier 1989 (p. 558).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1988] (p. 2721).

Bureaux de vote (composition et présidence) : Michel (Jean-Pierre) (p. 2726) ; Hermier (Guy) (p. 2729) ; Delattre (Francis) (p. 2730).

Candidats inéligibles : Sapin (Michel) (p. 2723).

Commissions administratives : Sapin (Michel) (p. 2723) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 2724) ; Hermier (Guy) (p. 2728) ; Kucheida (Jean-Pierre) (p. 2733).

Commission de contrôle : Sapin (Michel) (p. 2723) ; Hermier (Guy) (p. 2728, 2729) ; Delattre (Francis) (p. 2731) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2732) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 2735).

Corse (déroulement des opérations électorales) : Sapin (Michel) (p. 2721) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 2724).

Elections municipales de 1983 : Delattre (Francis) (p. 2729, 2731) ; Devedjian (Patrick) (p. 2733, 2734).

Enveloppes (remplacement des - à chaque élection et création d' - de 100 bulletins) : Sapin (Michel) (p. 2722, 2723) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 2725).

Fraude électorale :

- dépouillement du vote (pendant le) : Sapin (Michel) (p. 2722, 2723) ; Delattre (Francis) (p. 2730) ;

- déroulement du scrutin (pendant le) : *Sapin (Michel)* (p. 2722, 2723) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2725) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2726) ; *Hermier (Guy)* (p. 2729) ; *Delattre (Francis)* (p. 2730) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2731) ;

- généralités : *Sapin (Michel)* (p. 2721, 2722) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2725) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2726) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2729) ; *Hermier (Guy)* (p. 2728) ; *Delattre (Francis)* (p. 2729, 2730, 2731) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 2733) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2733, 2734) ;

- juge (pouvoirs et rôle du) : *Delattre (Francis)* (p. 2731) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2732) ;

- listes électorales (établissement et révision) : *Sapin (Michel)* (p. 2722, 2723) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2724, 2734) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2727) ; *Hermier (Guy)* (p. 2728) ; *Delattre (Francis)* (p. 2730, 2731) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2733) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 2733) ;

- listes d'émargement : *Sapin (Michel)* (p. 2722, 2723) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2725) ; *Delattre (Francis)* (p. 2730, 2731) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2731) ;

- sanctions pénales encourues (renforcement des) : *Sapin (Michel)* (p. 2723) ; (p. 2726) ; *Delattre (Francis)* (p. 2731) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2732) ;

- vote par procuration : *Sapin (Michel)* (p. 2721, 2722) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2724, 2734) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2726) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2727) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2731, 2732) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 2733).

Gestion municipale (dispositions électorales assurant la continuité de la) : *Sapin (Michel)* (p. 2721) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2724) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2726) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2731).

Identité des électeurs (contrôle de l') : *Sapin (Michel)* (p. 2722) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2724, 2735) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2732).

Machine à voter : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2725, 2735) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 2733) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2733).

Marseille (dispositions relatives aux élections à) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2727, 2728) ; *Hermier (Guy)* (p. 2729) ; *Delattre (Francis)* (p. 2729, 2730, 2731) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2735).

Parti communiste (propositions du - afin de garantir la sincérité des scrutins) : *Hermier (Guy)* (p. 2728, 2729).

Réunion (fraude électorale dans le département de la) : *Hoarau (Elie)* (p. 2732, 2733) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2735).

Suspension de séance (demande de) : *Le Garrec (Jean)* (p. 2734).

Urnes transparentes : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2725).

Vote des étrangers : *Hermier (Guy)* (p. 2728) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2734).

Discussion des articles [24 novembre 1988] (p. 2741).

Titre 1^{er} : dispositions modifiant le code électoral.

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 56 de M. François Asensi (droit de vote des étrangers aux élections municipales) (p. 2741) : rejeté (p. 2741).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2741).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2741) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2741).

Amendement n° 57 de M. François Asensi (composition de la commission chargée d'établir les listes électorales) (p. 2741) : rejeté (p. 2742).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2741).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2742) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2742).

Discussion des amendements identiques nos 33 et 65.

Amendement n° 33 de M. Elie Hoarau (dispositions facilitant le contrôle de la commission chargée d'examiner les listes électorales) (p. 2742) ; rejeté (p. 2743).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2742) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2742).

Amendement n° 65 de M. Jacques Brunhes (dispositions facilitant le contrôle de la commission chargée d'examiner les listes électorales) (p. 2742) : rejeté (p. 2743).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2742).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2742) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2742).

Amendement n° 40 de M. Elie Hoarau (communication aux maires du numéro d'identification attribué par l'I.N.S.E.E. à chaque électeur) (p. 2743) ; retiré (p. 2743).

Amendement n° 41 de M. Elie Hoarau (retrait de la liste électorale de tout électeur qui n'a pu être joint à son domicile) (p. 2743) : rejeté (p. 2743).

Amendement n° 42 de M. Elie Hoarau (conformité du format des listes électorales à la norme NZ 12021) (p. 2743) : retiré (p. 2743).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2743) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2743).

Amendement n° 43 de M. Elie Hoarau (accélération de la transmission des informations fournies par l'I.N.S.E.E. pour la révision des listes électorales) : retiré (p. 2744).

Observations : *Sapin Michel* (p. 2743) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2743).

Discussion des amendements identiques nos 44 et 71.

Amendement n° 44 de M. Elie Hoarau (accélération de la transmission des informations fournies par l'I.N.S.E.E. pour la révision des listes électorales dans les DOM-TOM) (p. 2744) : retiré (p. 2744).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2744).

Observations : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2744).

Amendement n° 71 de M. Ernest Moutoussamy (accélération de la transmission des informations fournies par l'INSEE pour la révision des listes électorales dans les DOM-TOM) (p. 2744) : retiré (p. 2744).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2744).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2744).

Observations : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2744).

Amendement n° 51 de M. Francis Delattre (saisine du tribunal administratif par la moitié des membres de la commission administrative afin de vérifier la régularité des listes électorales) (p. 2744) : rejeté (p. 2745).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2745).

Observations : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2745).

Amendement n° 45 de M. Elie Hoarau (caractère de la carte électorale) (p. 2745) : rejeté (p. 2745).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2745) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2745).

Amendement n° 46 de M. Elie Hoarau (distribution des cartes électorales par les PTT) (p. 2745) : retiré (p. 2746).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 2745) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2745).

Amendement n° 58 de M. François Asensi (éligibilité des étrangers aux élections municipales) (p. 2746) : devenu sans objet (p. 2746).

Amendement n° 34 de M. Elie Hoarau (réglementation de la propagande électorale par les moyens audiovisuels dans la période précédant la campagne légale) (p. 2746) : rejeté (p. 2746).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2746).

Amendement n° 47 de M. Elie Hoarau (possibilité d'imprimer un emblème sur les bulletins) (p. 2746) : adopté (p. 2746).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2746).

Amendement n° 72 de M. Ernest Moutoussamy (possibilité d'imprimer un emblème sur les bulletins) (p. 2746) : adopté (p. 2746).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2746).

Amendement n° 35 de M. Elie Hoarau (périmètre géographique des bureaux de vote) (p. 2746) : retiré (p. 2747).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2747).

Observations : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2747).

Amendement n° 91 du Gouvernement (reprenant la 1^{ère} phrase de l'amendement n° 35 fixant aux bureaux de vote un périmètre géographique) (p. 2746) : adopté (p. 2747).

Soutenu par M. Pierre Joxe (G) (p. 2747).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2747) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2747).

Discussion commune des amendements nos 27, 28 et 29.

Amendement n° 27 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité du vote électronique dans les villes de plus de 3 500 habitants) (p. 2747) : adopté (p. 2748).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2748).

Amendement n° 28 de M. Ladislav Poniatowski (conditions d'agrément des machines à voter) (p. 2748) : adopté (p. 2748).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2748).

Amendement n° 29 de M. Ladislav Poniatowski (conditions d'agrément des machines à voter) (p. 2748) : adopté (p. 2748).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2748).

Amendement n° 59 de M. François Asensi (composition et mode de désignation des bureaux de vote) (p. 2748) : rejeté (p. 2748).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2748).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2748).

Amendement n° 8 de la commission (utilisation d'enveloppes de couleurs différentes pour l'élection suivante) (p. 2748) : retiré (p. 2749).

Contre : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2749).

Observations : *Delattre (Francis)* (p. 2749).

Sous-amendement n° 66 de M. Jacques Limouzy (utilisation d'enveloppes différentes pour le scrutin suivant) (p. 2748) : retiré (p. 2749).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2749) ; *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2749).

Observations : *Delattre (Francis)* (p. 2749).

Article 1^{er} (donnant valeur législative à la liste d'émargement et disposant que le vote de chaque électeur est constaté par sa propre signature) (p. 2729) : adopté après modifications (p. 2750).

Discussion des amendements identiques n°s 9, 61 et 75.

Amendement n° 9 de la commission (constatation possible du vote de chaque électeur par apposition de son empreinte) (p. 2749) : adopté (p. 2750).

Amendement n° 61 de M. Ernest Moutoussamy (constatation possible du vote de chaque électeur par apposition de son empreinte) (p. 2749) : adopté (p. 2750).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2750).

Amendement n° 75 de M. Michel Giraud (constatation possible du vote de chaque électeur par apposition de son empreinte) (p. 2749) : adopté (p. 2750).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2750).

Amendement n° 76 de M. Michel Giraud (interdiction d'utiliser de l'encre rouge pour signer la liste d'émargement) (p. 2750) : rejeté (p. 2750).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2750).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2750).

Après l'article 1^{er} :

Discussion commune des amendements n°s 85, 4 rectifié et 77.

Amendement n° 85 de M. Elie Hoarau (détermination des pièces justificatives donnant droit de voter) (p. 2750) : rejeté (p. 2750).

Contre : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2752).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 2752) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2752).

Amendement n° 4 rectifié de M. Jean-Paul Virapoullé (détermination des pièces justificatives donnant droit de voter) (p. 2750) : adopté (p. 2752).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2752).

Contre : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2751).

Observations : *Limouzy (Jacques)* (p. 2752).

Amendement n° 77 de M. Michel Giraud (détermination des pièces justificatives donnant droit de voter) (p. 2751) : devenu sans objet (p. 2752).

Contre : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2751).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 2751) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2752).

Amendement n° 5 de M. Jean-Paul Virapoullé (de conséquence) (p. 2752) : non soutenu (p. 2752).

Amendement n° 10 de la commission (tendant à rendre obligatoires les urnes transparentes) (p. 2752) : adopté (p. 2752).

Contre : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2752).

Observations : *Mexandeau (Louis)* (p. 2752).

Article 2 (conditions d'assistance d'un électeur infirme) (p. 2752) : adopté après modifications (p. 2753).

Discussion des amendements identiques n°s 11 et 62.

Amendement n° 11 de la commission (de conséquence) (p. 2752) : adopté (p. 2753).

Amendement n° 62 de M. Ernest Moutoussamy (de conséquence) (p. 2752) : adopté (p. 2753).

Soutenu par M. Daniel Le Meur (p. 2753).

Après l'article 2 :

Amendement n° 12 de la commission (dénombrement des émargements dès la clôture du scrutin) (p. 2753) : adopté (p. 2753).

Amendement n° 74 de M. Ladislav Poniatowski (nombre de tables de dépouillement ne pouvant être supérieur au nombre d'isoloirs) (p. 2753) : adopté (p. 2753).

Soutenu par M. Francis Delattre (p. 2753).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2753).

Amendement n° 13 de la commission (regroupement des bulletins en enveloppes de cent) (p. 2753) : adopté (p. 2753).

Contre : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2753).

Amendement n° 68 de M. Roland Nungesser (tendant à ne pas considérer comme des bulletins blancs les bulletins portant des signes de reconnaissance) (p. 2753) : rejeté (p. 2753).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2753).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2753).

Amendement n° 78 de M. Michel Giraud (relatif au procès verbal rédigé à la fin des opérations électorales) (p. 2754) : rejeté (p. 2754).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2754).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2754).

Amendement n° 67 de M. Roland Nungesser (nomination des assesseurs par les tribunaux d'instance ou par le préfet) (p. 2754) : rejeté (p. 2754).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2754).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2754).

Article 3 (conditions du vote par procuration) (p. 2754) : adopté (p. 2755).

Amendement n° 50 de M. Jacques Limouzy (extension du vote par procuration aux retraités en vacances) (p. 2754) : retiré (p. 2755).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2755).

Observations : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 2755).

Amendement n° 36 de M. Elie Hoarau (possibilité offerte aux électeurs ayant changé de domicile de voter par procuration dans leur ancienne commune s'ils fournissent un certificat de demande d'inscription sur les listes électorales de leur nouvelle commune) (p. 2755) : rejeté (p. 2755).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2755).

Article 4 (limitation du vote par procuration) (p. 2755) : adopté (p. 2755).

Après l'article 4 :

Amendement n° 48 de M. Elie Hoarau (mention des cas d'ouverture du droit de vote par procuration) (p. 2756) : rejeté (p. 2756).

Article 5 (dispositions relatives aux listes d'émargement lors d'un vote par procuration) (p. 2756) : adopté (p. 2756).

Après l'article 5 :

Amendement n° 86 de M. Elie Hoarau (saisine du tribunal d'instance par tout électeur afin de demander l'annulation d'une procuration) (p. 2756) : rejeté (p. 2756).

Amendement n° 87 de M. Elie Hoarau (sanctions pénales infligées en cas d'infraction aux dispositions relatives au vote par procuration) (p. 2756) : rejeté (p. 2756).

Discussion commune des amendement n° 52, 53 et 14 corrigé.

Amendement n° 52 de M. Francis Delattre (institution d'une commission de contrôle dans toutes les communes de plus de 10 000 habitants) (p. 2756) : rejeté (p. 2757).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 2757).

Amendement n° 53 de M. Francis Delattre (institution d'une commission de contrôle dans toutes les communes de plus de 20 000 habitants) (p. 2756) : adopté (p. 2757).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2757) ; *Joxe (Pierre)* (G) (2757).

Amendement n° 14 corrigé de la commission (institution d'une commission de contrôle dans tous les départements comptant des communes de plus de 10 000 habitants et dans toutes les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 2756) : devenu sans objet (p. 2757).

Sous-amendement n° 60 de M. Daniel Le Meur (composition des commissions de contrôle) (p. 2756) : devenu sans objet (p. 2757).

Amendement n° 69 de M. Roland Nungesser (mises en place de commissions dans les communes ayant fait l'objet d'observations à l'occasion d'un précédent scrutin) (p. 2757) : rejeté (2757).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2757).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2757).

Amendement n° 63 de M. François Asensi (composition et rôle des commissions de contrôle) (p. 2757) : devenu sans objet (p. 2758).

Amendement n° 64 de M. François Asensi (rôle et composition d'une commission nationale de contrôle) (p. 2758) : rejeté (p. 2758).

Soutenu par M. Guy Hermier (p. 2758).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2758) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2758).

Amendement n° 15 rectifié de la commission (harmonisation et renforcement des sanctions pénales en cas de fraude) (p. 2758) : adopté (p. 2758).

Amendement n° 32 de M. Francis Delattre (création du délit de complicité en cas de domiciliation de complaisance) (p. 2758) : retiré (p. 2759).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2758).

Observations : *Joxe (Pierre)* (p. 2758).

Amendement n° 16 de la commission (renforcement des sanctions pénales) (p. 2759) : adopté (p. 2759).

Amendement n° 17 de la commission (renforcement des sanctions pénales) (p. 2759) : adopté (p. 2759).

Amendement n° 18 de la commission (renforcement des sanctions pénales) (p. 2759) : adopté (p. 2759).

Amendement n° 19 de la commission (création du délit d'imitation ou de substitution volontaire de signature sur la liste d'émargement) (p. 2759) : adopté (p. 2759).

Amendement n° 84 de la commission (renforcement des peines d'amende pour certaines fraudes) (p. 2759) : adopté (p. 2759).

Amendement n° 37 corrigé de M. Elie Hoarau (aggravation de la peine de privation de droits civiques) (p. 2759) : réservé (p. 2759) : rejeté (p. 2760).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2759) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2759).

Amendement n° 79 rectifié de M. Michel Giraud (aggravation des peines de prison) (p. 2759) : rejeté (p. 2760).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2759).

Amendement n° 20 de la commission (de conséquence) (p. 2760) : réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 22 (p. 2760) : adopté (p. 2761).

Amendement n° 21 de la commission (doublement des peines applicables lorsque la fraude est imputable au président du bureau centralisateur) (p. 2760) : adopté (p. 2760).

Contre : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2760).

Sous-amendement n° 80 de M. Michel Giraud (doublement des peines pour les présidents des bureaux de vote) (p. 2760) : rejeté (p. 2760).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2760) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2760).

Amendement n° 54 de M. Francis Delattre (définition des responsabilités des présidents des bureaux de vote) (p. 2760) : retiré (p. 2761).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2761).

Discussion commune des amendements n°s 22, 38, 39.

Amendement n° 22 de la commission (création d'une peine automatique de privation des droits civiques pour certains délits) (p. 2761) : adopté (p. 2761).

Sous-amendement n° 81 de M. Michel Giraud (tendant à rendre exécutoire la peine accessoire privant le condamné de ses droits civiques) (p. 2761) : rejeté (p. 2761).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2761).

Amendement n° 38 de M. Elie Hoarau (création d'une peine automatique de privation des droits civiques pour certains délits) (p. 2761) : devenu sans objet (p. 2761).

Amendement n° 39 de M. Elie Hoarau (création d'une peine automatique de privation des droits civiques pour certains délits) (p. 2761) : devenu sans objet (p. 2761).

Amendement n° 88 de M. Jean Ueberschlag (interdiction de candidatures multiples aux élections cantonales) (p. 2761) : retiré (p. 2762).

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2762).

Observations : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2762).

Amendement n° 31 de M. Louis Besson (éligibilité des agents salariés saisonniers des communes de moins de 1 000 habitants) (p. 2762) : adopté (p. 2762).

Soutenu par M. Louis Mexandeau (p. 2762).

Amendement n° 73 de M. Jean-Jacques Hyst (tendant à limiter les incompatibilités prévues pour les fonctionnaires de police) (p. 2762) : retiré (p. 2763).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2763) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2763).

Révision du régime juridique des inéligibilités (nécessité d'une) : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2763).

Amendement n° 26 rectifié de M. Pierre Mazeaud (suppression des dispositions empêchant deux membres d'une même famille de siéger dans un conseil municipal d'une commune de moins de 500 habitants) (p. 2763) : rejeté (p. 2763).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2763).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2763).

Amendement n° 30 de M. Jean Ueberschlag (tendant à réglementer les déclarations de candidatures aux élections municipales pour les villes de plus de 3 500 habitants) : rejeté (p. 2764).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 2764).

Amendement n° 82 de M. Michel Giraud (compétences du tribunal administratif pour suspendre le mandat d'une élection contestée) (p. 2764) : rejeté (p. 2764).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2764).

Amendement n° 70 de M. Ladislas Poniatowski (modification du mode de scrutin pour les élections municipales dans les villes comprenant moins de 10 000 habitants) (p. 2764) ; application de l'article 44 alinéa 2 de la Constitution (p. 2764).

Opportunité de l'examen d'une réforme du mode de scrutin aux élections municipales ; projet possible lors de la prochaine session : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2764, 2765) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2764, 2765).

Amendement n° 55 de M. François Grussenmeyer (tendant à interdire à une même personne d'être candidate sur plusieurs listes lorsque la commune est divisée en sections électorales) (p. 2765) : retiré (p. 2765).

Soutenu par M. Jean Ueberschlag (p. 2765).

Amendement n° 89 de M. Jean Ueberschlag (tendant à interdire toute candidature multiple) (p. 2765) : retiré (p. 2765).

Amendement n° 23 rectifié de la commission (tendant à régir le dépôt de listes) (p. 2765) : adopté (p. 2765).

Pour : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2765).

Amendement n° 24 de la commission (compétence du préfet pour surseoir à l'enregistrement d'une liste ne satisfaisant pas aux obligations légales) (p. 2765) : adopté (p. 2766).

Amendement n° 25 de la commission (modification des dates limites de dépôt des candidatures) (p. 2766) : retiré (p. 2766).

Titre II : dispositions modifiant le code des communes.

Article 6 (démission des conseillers municipaux) (p. 2766) : adopté (p. 2766).

Amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (permettant aux adjoints de démissionner dans les mêmes conditions que les conseillers municipaux) (p. 2766) : non soutenu (p. 2766).

Après l'article 6 :

Amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (caractère définitif de la démission des maires et des adjoints dès leur réception par le préfet) (p. 2766) : non soutenu (p. 2766).

Article 7 (élections municipales partielles) (p. 2766) : adopté (p. 2766).

Amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 2766) : non soutenu (p. 2766).

Article 8 (mandat des maires et des adjoints prenant fin de plein droit après rectification définitive des résultats de l'élection par le juge administratif provoquant un changement de majorité) (p. 2766) : adopté (p. 2766).

Amendement n° 83 de M. Michel Giraud (délai de recours pour les actes pris par les autorités municipales dont l'élection est annulée) (p. 2766) : rejeté (p. 2766).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 2766).

Contre : Sapin (Michel) (p. 2766).

Article 9 (harmonisation des dispositions des articles L 122-10 et L 122-13 du code des communes) (p. 2766) : adopté (p. 2766).

Après l'article 9 :

Discussion commune des amendements n°s 6 et 7 corrigés.

Amendement n° 6 de M. Marcel Wacheux (modifiant les dispositions relatives aux sections électorales lors de fusions de communes) (p. 2767) : adopté (p. 2768).

Observations : Joxe (Pierre) (G) (p. 2767) ; Limouzy (Jacques) (p. 2767).

Amendement n° 7 de M. Marcel Wacheux (modifiant les dispositions relatives aux sections électorales lors de fusions de communes) (p. 2767) : adopté (p. 2768).

Observations : Joxe (Pierre) (G) (p. 2767) ; Limouzy (Jacques) (p. 2767).

Amendement n° 90 de M. Michel Pezet (obligation faite aux listes déposées à Paris-Lyon-Marseille de comporter autant de candidats qu'il existe de sièges à pourvoir dans la totalité des secteurs) (p. 2768) ; application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution (p. 2768).

Explications de vote (p. 2768).

Fraude électorale (renforcement des moyens de lutte contre la) : Auroux (Jean) (p. 2768) ; Delattre (Francis) (p. 2768) ; Limouzy (Jacques) (p. 2768).

Vote favorable du groupe communiste : Hermier (Guy) (p. 2768).

Vote favorable du groupe du R.P.R. : Limouzy (Jacques) (p. 2768).

Vote favorable du groupe socialiste : Auroux (Jean) (p. 2768).

Vote favorable du groupe U.D.C. : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2768).

Vote favorable du groupe U.D.F. : Delattre (Francis) (p. 2768).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 2769).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1988] (p. 3914).

Campagnes électorales (égalité des candidats) : Hage (Georges) (p. 3916).

Commission nationale de contrôle : Hage (Georges) (p. 3915).

Commissions administratives chargées de la révision des listes électorales : Hage (Georges) (p. 3915, 3916).

Droits civiques (privation des) : Hage (Georges) (p. 3915).

Etrangers en France (application du texte relatif aux conditions d'entrée et de séjour des) : Hage (Georges) (p. 3915) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 3916).

Frais de propagande électorale (remboursement des) : Joxe (Pierre) (G) (p. 3916).

Fraude électorale (lutte contre la) : Sapin (Michel) (p. 3914) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 3914, 3915) ; Hage (Georges) (p. 3915, 3916) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 3916).

Liste d'émargement : Hyst (Jean-Jacques) (p. 3916) ; Devedjian (Patrick) (p. 3916).

Machines à voter : Devedjian (Patrick) (p. 3916).

Sénat (modifications adoptées par le- et leur esprit) : Sapin (Michel) (p. 3914) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 3915) ; Hage (Georges) (p. 3915) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 3916) ; Devedjian (Patrick) (p. 3916).

Discussion des articles (p. 3917).

Titre 1^{er} : dispositions modifiant le code électoral.

Article 1^{er} A (impression d'un emblème sur les bulletins) (p. 3917) : adopté après modifications (p. 3917).

Amendement n° 26 de la commission (impression sans conditions d'un emblème sur les bulletins de vote) (p. 3917) : adopté (p. 3917).

Article 1^{er} F (enveloppe utilisée devant être d'une couleur différente de celle de la précédente consultation) (p. 3917) : adopté (p. 3917).

Article 1^{er} (donnant valeur législative à la liste d'émargement et disposant que le vote de chaque électeur est constaté par sa propre signature) (p. 3917) : adopté après modifications (p. 3918).

Amendement n° 27 de la commission (signature des listes d'émargement par les électeurs applicables à l'ensemble des communes quelque soit le nombre d'habitants) (p. 3917) : adopté (p. 3918).

Amendement n° 5 de la commission (suppression de la seconde liste d'émargement) (p. 3917) : adopté (p. 3918).

Amendement n° 4 de la commission (suppression de la seconde liste d'émargement) (p. 3917) : adopte (p. 3918).

Amendement n° 28 de la commission (modalités de signature sur la liste d'émargement) (p. 3917) : adopté (p. 3918).

Article 1^{er} bis (liste des pièces acceptées attestant de l'identité des électeurs) (supprimé par le Sénat) (p. 3918) : demeure supprimé (p. 3919).

Amendement n° 1 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à rétablir l'article) (p. 3918) : rejeté (p. 3919).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 3918).

Pour : Sapin (Michel) (p. 3918).

Contre : Limouzy (Jacques) (p. 3918) ; Pandraud (Robert) (p. 3919) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 3919).

Dispositions de nature réglementaire : Sapin (Michel) (p. 3918) ; Joxe (Pierre) (G) (p. 3919) ; Pandraud (Robert) (p. 3919).

Sous-amendement n° 29 de M. Patrick Devedjian (extension de la liste à la carte d'identité périmée) (p. 3918) : adopté (p. 3919).

Pour : Sapin (Michel) (p. 3919).

Contre : Joxe (Pierre) (G) (p. 3919).

Observations : Limouzy (Jacques) (p. 3919).

Article 1^{er} ter (mise en place d'urne transparente) (supprimé par le Sénat) (p. 3920) : rétabli (p. 3921).

Amendement n° 6 de la commission (tendant à rétablir l'article) (p. 3920) : adopté (p. 3920).

Article 2 (*conditions d'assistance d'un électeur infirme*) (supprimé par le Sénat) (p. 3920) : rétabli (p. 3920).

Amendement n° 7 de la commission (tendant à rétablir l'article) (p. 3920) : adopté (p. 3920).

Article 3 (*conditions de vote par procuration*) (supprimé par le Sénat) (p. 3920) : rétabli (p. 3920).

Amendement n° 8 de la commission (tendant à rétablir cet article) (p. 3920) : adopté (p. 3920).

Article 4 (*limitation du vote par procuration*) (supprimé par le Sénat) (p. 3920) : rétabli (p. 3920).

Amendement n° 9 de la commission (tendant à rétablir l'article) (p. 3920) : adopté (p. 3920).

Article 4 bis (*certificats médicaux ne pouvant être délivrés par tout candidat*) (p. 3920) : supprimé (p. 3920).

Amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 3920) : adopté (p. 3920).

Article 5 (*dispositions relatives aux listes d'émargements lors d'un vote par procuration*) (supprimé par le Sénat) (p. 3921) : rétabli (p. 3921).

INTERVENANTS :

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3921).

Pouvoirs de la commission de contrôle et des juridictions sur certaines inscriptions figurant sur les bulletins distribués : *Richard (Alain)* (p. 3921) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 3921).

Amendement n° 11 de la commission (tendant à rétablir l'article) (p. 3921) : adopté (p. 3921).

Après l'article 5 bis :

Amendement n° 2 de M. Georges Hage (institution d'une commission nationale de contrôle) (p. 3921) : rejeté au scrutin public (p. 3922).

Contre : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 3921).

Article 5 ter (*sanctions pénales pour fraude électorale*) (p. 3922) : adopté après modifications (p. 3922).

Amendement n° 12 de la commission (aggravation des peines) (p. 3922) : adopté (p. 3922).

Amendement n° 13 de la commission (aggravation des peines) (p. 3922) : adopté (p. 3922).

Amendement n° 14 de la commission (aggravation des peines) (p. 3922) : adopté (p. 3922).

Amendement n° 15 de la commission (aggravation des peines) (p. 3922) : adopté (p. 3922).

Amendement n° 16 de la commission (aggravation des peines) (p. 3922) : adopté (p. 3922).

Article 5 quater (supprimé par le Sénat) (p. 3922).

Article 5 sexies (supprimé par le Sénat) (p. 3922).

Article 5 septies (*sanctions pénales pour les imitations ou les substitutions de signature sur la liste d'émargement*) (supprimé par le Sénat) (p. 3922) : rétabli (p. 3923).

Amendement n° 30 de la commission (tendant à rétablir l'article) (p. 3923) : adopté (p. 3923).

Article 5 octies (supprimé par le Sénat) (p. 3923).

Article 5 nonies (supprimé par le Sénat) (p. 3923).

Article 5 decies (*doublément des peines pour les présidents des bureaux de vote*) (supprimé par le Sénat) (p. 3923) : rétabli (p. 3923).

Amendement n° 17 de la commission (tendant à rétablir l'article dans une nouvelle rédaction) (p. 3923) : adopté (p. 3923).

Article 5 undecies (*publication possible des décisions des tribunaux dans les journaux*) (p. 3923) : adopté après modifications (p. 3923).

Amendement n° 18 de la commission (d'harmonisation) (p. 3923) : adopté (p. 3923).

Article 5 undecies bis (*tendant au maintien de deux candidats au second tour des scrutins*) (p. 3923) : supprimé (p. 3924).

Amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 3923) : adopté (p. 3924).

Pour : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 3923).

Article 5 undecies ter (*modification des inéligibilités*) (p. 3924) : adopté (p. 3924).

Article 5 duodecies (*modification des inéligibilités*) (p. 3924) : adopté (p. 3924).

Article 5 duodecies ter (*incompatibilités familiales*) (p. 3924) : adopté (p. 3924).

Article 5 quaterdecies (*dispositif évitant que ne soient déposées des listes comprenant des candidats manifestement inéligibles*) (p. 3924) : adopté après modifications (p. 3925).

Amendement n° 20 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par l'Assemblée (p. 3924) : adopté (p. 3924).

Article 5 quindecies (*conditions des déclarations de candidatures pour les élections cantonales*) (p. 3925) : adopté après modifications (p. 3925).

Amendement n° 21 de la commission (corrigéant une expression juridique) (p. 3925) : adopté (p. 3925).

Amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 3925) : adopté (p. 3925).

Après l'article 5 quindecies :

Amendement n° 3 du Gouvernement (seuil de population à partir duquel les candidats ont droit au remboursement des frais de propagande électorale aux élections municipales) (p. 3925) : adopté (p. 3925).

Soutenu par M. Pierre Joxe (G) (p. 3925).

Pour : *Berson (Michel)* (p. 3925).

Amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 3925) : adopté (p. 3925).

Titre II : dispositions modifiant le code des communes.

Article 6 A (*inéligibilités*) (p. 3925) : supprimé (p. 3926).

Amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 3926) : adopté (p. 3926).

Article 6 B (*réunion de plein droit du conseil municipal après son renouvellement*) (p. 3926) : adopté (p. 3926).

Titre III : Dispositions diverses.

Article 12 (*délais et applications de différentes mesures*) (p. 3926) : adopté dans le texte de l'amendement n° 25 (p. 3926).

Amendement n° 25 de la commission (application dans le temps des diverses dispositions) (p. 3926) : adopté (p. 3926).

Sous-amendement n° 31 du Gouvernement (modification de l'application dans le temps de diverses dispositions pour les communes de 20 000 habitants) (p. 3926) : retiré (p. 3926).

Soutenu par M. Pierre Joxe (G) (p. 3926).

Observations : *Pandraud (Robert)* (p. 3926).

Explications de vote (p. 3926).

Expression des partis politiques à la radio et à la télévision : *Hage (Georges)* (p. 3927).

Fraude électorale (lutte contre la) : *Hage (Georges)* (p. 3926, 3927).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3927).

TROISIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1988] (p. 4041).

Commission mixte paritaire (échec de la) : *Sapin (Michel)* (p. 4041, 4042).

Liste d'émargement (signature de la) : *Sapin (Michel)* (p. 4042).

Vote par procuration : *Sapin (Michel)* (p. 4042).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4043).

Amendement n° 1 de M. André Rossi (de suppression) (p. 4043) : rejeté (p. 4045).

Contre : *Sapin (Michel)* (p. 4044) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 4044).

Vote par procuration en Corse : *Rossi (André)* (p. 4043, 4044, 4045) ; *Sapin (Michel)* (p. 4044).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4045).

11. - Proposition de loi n° 501 relative à la création d'un comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

12. - Proposition de loi n° 527 tendant à permettre le dédommagement des communes sur le territoire desquelles existent des servitudes d'urbanisme pour protéger des sites naturels ou pittoresques.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1988 par M. Jean-Paul Fuchs. - Renvoi à la commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales.*
Elections et référendums.
Finances locales.
Fonction publique territoriale.

Maires et adjoints (retraite).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 67 *ter* nouveau.

COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES (COGEMA)

Voir *Questions au Gouvernement 121.*
Questions orales sans débat 23.

COMPTABLES

Experts-comptables et centres de gestion agréés.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 11.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions)

Application de l'article 61, alinéa 1, de la Constitution.

Décision du 13 juillet 1988 déclarant conformes à la Constitution les dispositions de l'article 19 du règlement de l'Assemblée nationale dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution adoptée par cette assemblée le 1^{er} juillet 1988 [J.O. du 14 juillet 1988] (p. 9179).

Décision du 18 octobre 1988 déclarant conformes à la Constitution les dispositions de l'article 46 du Règlement de l'Assemblée nationale, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution adoptée par cette assemblée le 11 octobre 1988 [J.O. du 20 octobre 1988] (p. 13201).

Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution.

Décision du 20 juillet 1988 déclarant contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la loi portant amnistie :

- à l'article 7 c, les mots : « et, dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, peines d'emprisonnement inférieures ou égales à dix-huit mois avec application du sursis simple » ;

- à l'article 15-II, les mots : « ayant consisté en des coups et blessures sanctionnés par une condamnation non visée à l'article 7 de la présente loi » [J.O. du 21 juillet 1988] (p. 9448) ; rectificatif [J.O. du 22 juillet 1988] (p. 9496).

Décision du 29 décembre 1988 déclarant non conformes à la Constitution les articles 30 et 31 de la loi de finances rectificative pour 1988 [J.O. du 30 décembre 1988] (p. 16700).

Décision du 12 janvier 1989 déclarant conforme à la Constitution la loi portant diverses mesures d'ordre social [J.O. du 13 janvier 1989] (p. 523).

Décision du 12 janvier 1989 déclarant contraires à la Constitution les articles 16 et 17 de la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales [J.O. du 13 janvier 1989] (p. 524).

Décision du 17 janvier 1989 déclarant conforme à la Constitution la loi autorisant la ratification de la Convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées [J.O. du 18 janvier 1989] (p. 753).

Décision du 17 janvier 1989 déclarant contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication :

- dans le texte de l'article 8, la seconde phrase du troisième alinéa de la rédaction nouvelle de l'article 13 de la loi du 30 septembre 1986 ;

- dans le texte de l'article 11, le troisième alinéa de la rédaction nouvelle de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 ; sont inséparables ces dispositions les mots « sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article » figurant au 1^o de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 [J.O. du 18 janvier 1989] (p. 754).

Application de l'article L.O. 151 du code électoral, 4^e alinéa (incompatibilités).

Décision du 6 décembre 1988 déclarant les fonctions exercées par M. René Garrec en qualité de président du conseil d'administration de l'Association technique de l'importation charbonnière incompatibles avec l'exercice de son mandat de député [J.O. du 8 décembre 1988] (p. 15387).

Consultation du- sur le référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

Voir *Questions au Gouvernement 20.*

Contestations d'opérations électorales.

Voir *Pages préliminaires.*

CONSEIL D'ETAT ET TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement 67.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. - Proposition de loi organique n° 163 tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (3 novembre 1988).

CONSEIL FRANCO-ALLEMAND DE SECURITE ET DE DEFENSE

Voir *Traités et conventions 1.*

CONSEIL FRANCO-ALLEMAND ECONOMIQUE ET FINANCIER

Voir *Traités et conventions 1.*

CONSOMMATION

1. - Proposition de loi n° 82 tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 217 tendant à soustraire du régime de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 les ventes de moins de cinq cents francs.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

3. - Projet de loi n° 326 relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 26 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Roger Léron. - Rapport n° 367 (22 novembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (4 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Jacques Hyst. - Discussion le 25 novembre 1988. - Adoption le 25 novembre 1988. - Projet de loi n° 34.

Sénat (première lecture). - N° 103 (1988-1989). - Dépôt le 28 novembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1988] (p. 2788).

Accidents domestiques et de la consommation : *Pierna (Louis)* (p. 2793, 2794) ; *Balduyck (Jean-Pierre)* (p. 2796).

Associations de consommateurs : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2790) ; *Balduyck (Jean-Pierre)* (p. 2795, 2796) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2797).

Conseil de la concurrence et sanctions : *Pierna (Louis)* (p. 2793) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2796, 2797).

Conseil de la consommation : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2792).

Courtage matrimonial : *Léron (Roger)* (p. 2789) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2790) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2792).

Crédit :

- acompte à la commande : *Léron (Roger)* (p. 2788) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2790) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2791) ;

- offre préalable : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2789, 2790) ;

- publicité des opérations de crédit : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2789) ; *Bassiniet (Philippe)* (p. 2795) ;

- remboursement de prêt par anticipation : *Léron (Roger)* (p. 2788) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2790) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2791).

- surendettement des ménages : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2791, 2797) ; *Bassiniet (Philippe)* (p. 2795).

Démarchage à domicile (démarchage par téléphone, réunions chez un particulier, excursions) : *Léron (Roger)* (p. 2788) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2791) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2793) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2795).

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (pouvoirs accordés aux agents de la) : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2790) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2792, 2797).

Directives européennes (mise en conformité avec les) : *Léron (Roger)* (p. 2788) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2789, 2790) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2793) ; *Bassiniet (Philippe)* (p. 2794) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2795).

Information et protection des consommateurs : *Léron (Roger)* (p. 2788) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 2789) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2790, 2791, 2796, 2797) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2793) ; *Pierna (Louis)* (p. 2793) ; *Bassiniet (Philippe)* (p. 2794) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2795) ; *Balduyck (Jean-Pierre)* (p. 2795).

Législation existante : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2793) ; *Pierna (Louis)* (p. 2793).

Vente par correspondance (et loteries avec prêtirage) : *Léron (Roger)* (p. 2788, 2789) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2791, 2792, 2796, 2797) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2792, 2793) ; *Bassiniet (Philippe)* (p. 2794, 2795) ; *Balduyck (Jean-Pierre)* (p. 2796).

Ventes « à la boule de neige » : *Léron (Roger)* (p. 2788, 2789) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2791, 2792) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2795).

Vote pour du groupe socialiste : *Bassiniet (Philippe)* (p. 2795).

Discussion des articles (p. 2797).

Article 1^{er} (extension du champ d'application de la loi de 1972 sur le démarchage à domicile) (p. 2797) : adopté après modifications (p. 2800).

Amendement n° 1 de la commission (précisant que les dispositions de la loi de 1972 s'appliquent au démarchage sur les lieux non destinés à la commercialisation) (p. 2797) : adopté (p. 2797).

Pour : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2797).

Amendement n° 43 de M. Louis Piera (point de départ du délai de réflexion) (p. 2798) : rejeté (p. 2798).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2798) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2798).

Amendement n° 39 de M. Louis Piera (démarchage par téléphone ; confirmation écrite par le professionnel de l'offre proposée ; engagement du consommateur par l'apposition de sa signature sur un contrat) (p. 2798) : rejeté (p. 2798).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2798) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2798) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2798).

Observations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2798) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2798).

Amendement n° 2 de la commission (confirmation écrite par le vendeur de l'offre qu'il a faite par démarchage téléphonique) (p. 2798) : adopté (p. 2798).

Contre : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2798).

Observations : impossibilité d'accéder au désir des associations de consommateurs de supprimer le démarchage par téléphone : *Léron (Roger)* (p. 2798).

Amendement n° 12 de M. Jean-Paul Charié (autorisant le versement d'un acompte au démarcheur à domicile) (p. 2798) : rejeté (p. 2799).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2799) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2799).

Amendement n° 13 de M. Jean-Paul Charié (n'accordant aux ventes par démarchage téléphonique que les garanties de la vente à distance) (p. 2799) : rejeté (p. 2800).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2799).

Nécessité d'éviter aux entreprises l'alourdissement de la bureaucratie et de la réglementation : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2799, 2800) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2799).

Amendement n° 14 de M. Jean-Paul Charié (dispensant les entreprises de presse de l'obligation de confirmation écrite d'une offre proposée par démarchage téléphonique) : rejeté (p. 2800).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2800) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2800).

Disposition non conforme à la directive européenne : *Léron (Roger)* (p. 2800).

Article 2 (modifications de la loi de 1978 sur l'information et la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) (p. 2800) : adopté après modifications (p. 2804).

Opérations concernées :

Amendement n° 40 de M. Louis Piera (maintenant la liste des opérations de crédit visées par la loi de 1978) (p. 2800) : rejeté (p. 2801).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2801).

Observations : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2801).

Risque de prolifération des officines de crédit : *Pierna (Louis)* (p. 2800, 2801).

Amendement n° 15 de M. Jean-Paul Charié (assimilant la location-vente et la location avec option d'achat à des opérations de crédit) (p. 2800) : rejeté (p. 2801).

Contre : *Léron (Roger)* (p. 2801).

Observations : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2801).

Amendement n° 37 de M. Jean-Paul Virapoullé (donnant une liste exhaustive des opérations concernées par la loi) (p. 2800) : rejeté (p. 2801).

Contre : Léron (Roger) (p. 2801) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2801).

Observations : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2801) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2801).

Publicité :

Amendement n° 26 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (précisant que le coût de l'assurance, lorsqu'elle est obligatoire, doit être inclus dans le montant des remboursements par échéances) : adopté (p. 2801).

Pour : Léron (Roger) (p. 2801) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2801).

Amendement n° 16 de M. Jean-Paul Charié (indication des dates des échéances de remboursement ainsi que leur montant) (p. 2802) : devenu sans objet (p. 2802).

Amendement n° 41 de M. Louis Pierna (précision du montant exact des remboursements) (p. 2802) : devenu sans objet (p. 2802).

Offre préalable :

Amendement n° 27, deuxième correction, de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (obligation de préciser le coût de l'assurance et des perceptions forfaitaires éventuellement demandées pour toutes les opérations à durée déterminée) (p. 2802) : adopté (p. 2802).

Pour : Léron (Roger) (p. 2802) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2802).

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 2802) : adopté (p. 2802).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2802).

Amendement n° 44 rectifié de la commission (précisant, à l'article 6 de la loi de 1978, l'interdiction de faire signer une ou plusieurs offres préalables d'un montant total en capital supérieur à la valeur du bien payable à crédit) (p. 2802) : adopté (p. 2803).

Contre : Charié (Jean-Paul) (p. 2802).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2802).

Discussion commune des amendements n°s 28 et 17.

Amendement n° 28 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (présentation d'une copie de l'offre préalable par le prestataire de service, en cas de contrôle) (p. 2803) : rejeté (p. 2803).

Amendement identique n° 17 de M. Jean-Paul Charié (présentation d'une copie de l'offre préalable par le prestataire de service, en cas de contrôle) (p. 2803) : retiré (p. 2803).

Contre : Léron (Roger) (p. 2803).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2803).

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 2803) : adopté (p. 2803).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2803).

Acompte :

Amendement n° 42 de M. Louis Pierna (interdiction faite au vendeur de percevoir un acompte avant la conclusion définitive du contrat relatif à l'opération de crédit) (p. 2803) : rejeté (p. 2803).

Contre : Léron (Roger) (p. 2803) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2803).

Remboursement d'un prêt par anticipation :

Amendement n° 29 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (rédactionnel) (p. 2803) : rejeté (p. 2803).

Contre : Léron (Roger) (p. 2803).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2803).

Amendement n° 7 de la commission (fixation par décret du seuil de remboursement minimal) (p. 2803) : adopté (p. 2804).

Contre : Charié (Jean-Paul) (p. 2804).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2804).

Action judiciaire :

Amendement n° 30 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (complétant l'article 2 et précisant le délai de saisine du tribunal d'instance) (p. 2804) : adopté (p. 2804).

Pour : Léron (Roger) (p. 2804).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2804).

Article 3 (information préalable des consommateurs sur les conditions générales de vente proposées par les professionnels) (p. 2804) : adopté après modifications (p. 2804).

Amendement n° 8 de la commission (sanctions à l'égard des professionnels qui refuseraient de délivrer sur demande un exemplaire de leurs conditions générales de vente) (p. 2804) : adopté (p. 2804).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2804).

Problème des assurances de groupe : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2804).

Article 4 (intervention du ministre chargé de la consommation devant les juridictions saisies par les associations de consommateurs) (p. 2804) : adopté (p. 2805).

Amendement n° 38 de M. Jean-Paul Virapoullé (de suppression) (p. 2804) : rejeté (p. 2805).

Pour : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2805).

Contre : Léron (Roger) (p. 2805).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2805).

Article 5 (extension du champ d'application de la loi de 1953 sur les ventes à la boule de neige) (p. 2805) : adopté après modifications (p. 2805).

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 2805) : adopté (p. 2805).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2805).

Article 6 (réglementation des loteries avec pré tirage) (p. 2805) : adopté après modifications (p. 2808).

Amendement n° 18 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 2805) : rejeté (p. 2806).

Contre : Léron (Roger) (p. 2805, 2806) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2806).

Amendement n° 19 de M. Jean-Paul Charié (code de déontologie des opérations publicitaires avec pré tirage) (p. 2806) : rejeté (p. 2807).

Contre : Léron (Roger) (p. 2806).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2806).

Amendement n° 20 de M. Jean-Paul Charié (obligation pour les opérations publicitaires avec pré tirage de suivre les règles déontologiques des entreprises de vente par correspondance) (p. 2807) : rejeté (p. 2807).

Contre : Léron (Roger) (p. 2807) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2807).

Amendement n° 21 de M. Jean-Paul Charié (précisant que l'article 6 concerne les opérations publicitaires avec pré tirage) (p. 2807) : rejeté (p. 2807).

Contre : Léron (Roger) (p. 2807) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2807).

Amendement n° 47 de M. Jean-Paul Charié (fixation des conditions de présentation des documents par décret en Conseil d'Etat, après avis du conseil national de la consommation) (p. 2807) : rejeté (p. 2808).

Contre : Léron (Roger) (p. 2808) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2808).

Amendement n° 22 de M. Jean-Paul Charié (indiquant que le bulletin de participation doit être séparable du bon de commande) (p. 2807) : rejeté après rectification (p. 2808).

Contre : Léron (Roger) (p. 2808) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2808).

Amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat, après avis du conseil national de la consommation, de la présentation des documents pour les opérations publicitaires ; sanctions pénales en cas de violation de l'article) (p. 2807) : adopté (p. 2808).

Amendement n° 36 de M. Jacques Farran (mention sur le bulletin nominatif d'un pré tirage) (p. 2808) : rejeté (p. 2808).

Soutenu par M. Jean-Paul Charié.

Contre : Léron (Roger) (p. 2808) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2808).

Amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Balduyck (entrée en vigueur des dispositions de l'article 6 à l'expiration d'un délai de six mois) (p. 2808) : adopté (p. 2808).

Pour : Léron (Roger) (p. 2808) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2808).

Article 7 (réglementation des contrats de courtage matrimonial) (p. 2808) : adopté (p. 2809).

Amendement n° 31 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (précisant que les contrats doivent mentionner les prestations fournies, leur coût et les modalités de paiement) (p. 2808) : adopté (p. 2808).

Pour : Léron (Roger) (p. 2808) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2808).

Amendement n° 32 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (annonces diffusées par les agences matrimoniales : précision des qualités de la personne concernée et justification de son accord par le professionnel) (p. 2809) : adopté (p. 2809).

Pour : Léron (Roger) (p. 2809) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2809).

Amendement n° 33 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (sanctions prévues en cas de fausses présentations, d'annonces fictives, ou de présentations ou annonces de personnes n'ayant pas donné leur accord) (p. 2809) : adopté (p. 2809).

Pour : Léron (Roger) (p. 2809) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2809).

Après l'article 7 :

Amendement n° 45 de la commission (abrogation de la loi du 13 janvier 1938 et fixation par voie réglementaire du régime de consignation des emballages) (p. 2809) : adopté (p. 2809).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2809).

Amendement n° 46 de M. Roger Léron (conformité des portes automatiques de garage aux règles de sécurité en vigueur) (p. 2809) : adopté (p. 2810).

Contre : Charié (Jean-Paul) (p. 2810).

Pour : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2810).

Article 8 (pouvoirs des agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour constater et poursuivre les infractions aux textes sur la consommation) (p. 2810) : adopté (p. 2810).

Article 9 (harmonisation des délais de réflexion, de retour et de rétractation) (p. 2810) : adopté après modifications (p. 2811).

Amendement n° 34 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (rédactionnel) (p. 2810) : adopté (p. 2810).

Pour : Léron (Roger) (p. 2810) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2810).

Amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (établissements d'enseignement à distance : suppression du délai de six mois prévu à l'article 9 après promulgation de la loi) (p. 2810) : rejeté (p. 2811).

Contre : Léron (Roger) (p. 2810, 2811).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2811).

Amendement n° 35 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (règles de calcul des délais de réflexion) (p. 2811) : adopté (p. 2811).

Pour : Léron (Roger) (p. 2811) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2811).

Amendement n° 11 de la commission (règles de calcul des délais de réflexion) (p. 2811) : devenu sans objet (p. 2811).

Après l'article 9 :

Amendement n° 25 de M. Jean-Paul Charié (différenciation entre certificats de qualification et résultats d'essais comparatifs) (p. 2811) : adopté (p. 2811).

Pour : Léron (Roger) (p. 2811).

Observations : Neiertz (Véronique) (G) (p. 2811).

Amendement n° 24 de M. Jean-Paul Charié (délai de six mois après promulgation de la loi) (p. 2811) : retiré (p. 2811).

Contre : Léron (Roger) (p. 2811).

Explications de vote :

Démarchage par téléphone : Charié (Jean-Paul) (p. 2811).

Entreprises (gestion et dynamisme des) : Charié (Jean-Paul) (p. 2811).

Pouvoir d'achat des ménages : Pierna (Louis) (p. 2812).

Presse (capacité de développement des entreprises de) : Charié (Jean-Paul) (p. 2811).

Protection des consommateurs : Pierna (Louis) (p. 2812).

Vote contre du groupe RPR : Charié (Jean-Paul) (p. 2812).

Vote pour du groupe communiste : Pierna (Louis) (p. 2812).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2812).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

CONSTITUTION

1. - Proposition de loi constitutionnelle n° 29 tendant à modifier les articles 10, 11 et 72 de la Constitution afin d'instituer le référendum d'initiative populaire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Martine Daugreilh et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini (21 décembre 1988).

Voir *Elections et référendums*.

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

1. - Proposition de loi n° 78 tendant à lutter contre la faim dans le monde et pour le développement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. - Proposition de loi n° 128 relative à la surveillance et au développement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par MM. Jean-Paul Fuchs et Jean-Pierre Delalande. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

3. - Proposition de loi n° 341 tendant à élever le niveau quantitatif et qualitatif de la contribution française au développement des pays non industrialisés et à lutter contre la faim.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Coopération et développement.

COOPERATIVES

Sociétés et banques mutualistes ou coopératives.

Voir *Lois de finances rectificatives 1*, deuxième lecture, discussion des articles, après l'article 12.

COPROPRIETE

1. - Proposition de loi n° 272 relative à l'exonération des charges incombant à un copropriétaire à l'occasion d'un procès l'opposant à sa copropriété.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Emmanuel Aubert. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Emmanuel Aubert (21 décembre 1988).

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir *Traités et conventions* 9.

CORREZE

Pollution et pisciculture.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Environnement, procédure des questions.

CORSE

Voir *Transports* 1.

Statut fiscal particulier.

Voir *Lois de finances* 3, première partie, avant la discussion des articles.

Terrorisme.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Intérieur.

CREANCES ET DETTES

1. - **Proposition de loi n° 155** tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du **code civil**.

Assemblée nationale (première lecture) et *Sénat* (première lecture) : voir Table matières 1986, Créances et dettes, 1.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (14 octobre 1988).

Voir *Justice* 5.

CREDIT

Voir *Consommation* 3.
Marchés financiers 1.

CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Voir *Droits de l'Homme, libertés publiques*.

CRIMINALITE

Voir *Délinquance et criminalité*.

CULTES

Intégrisme religieux.

Voir *Questions au Gouvernement* 58

CULTURE

1. **Proposition de loi n° 250** tendant à la création des **titres-culture**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Bruno Durieux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux.

Théâtre national de l'Opéra de Paris.

Voir *Parlement* 2.

D

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

1. - **Déclaration du Gouvernement** par M. Michel Rocard, Premier ministre (n° 36) [30 juin 1988].

Discussion [29 juin 1988] (p. 359).

Administration :

- déconcentration- décentralisation : *Rocard (Michel) (G)* (p. 363) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 372) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 378) ;

- usagers (rapports avec les) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 363).

Amnistie (loi d') : *Lajoinie (André)* (p. 380).

Audiovisuel (et notamment création d'un conseil supérieur de l') : *Rocard (Michel) (G)* (p. 365) ; *Lajoinie (André)* (p. 380).

Culture (langue française, cinéma, patrimoine) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 365).

Député (rôle et représentativité du) : *Mauroy (Pierre)* (p. 375).

Education et formation (liberté scolaire et illettrisme) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 360, 361, 384) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 372) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 374) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 378).

Europe (marché unique de 1992, espace social européen) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 363, 364) ; *Pons (Bernard)* (p. 367) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 372) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 374) ; *Lajoinie (André)* (p. 380, 381).

Loi (utilisation de la procédure législative) : *Mauroy (Pierre)* (p. 375).

Non inscrits (droit et temps de parole des- lors de la discussion) : *Boutin (Christine)* (p. 382) ; *Fabius (Laurent)* (président de l'Assemblée nationale) (p. 381, 382).

Nouvelle-Calédonie : *Rocard (Michel) (G)* (p. 359, 383) ; *Pons (Bernard)* (p. 369, 370) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 374) ; *Lajoinie (André)* (p. 381).

Politique économique :

- chômage : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 377) ; *Lajoinie (André)* (p. 380) ;

- impôt sur la fortune : *Rocard (Michel) (G)* (p. 362) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 372, 373) ; *Lajoinie (André)* (p. 380) ;

- mutations industrielles : *Rocard (Michel) (G)* (p. 362) ;

- plan : *Rocard (Michel) (G)* (p. 361) ;

- politiques publiques (évaluation) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 361) ;

- recherche : *Rocard (Michel) (G)* (p. 363) ;

- rigueur : maîtrise des déficits publics : *Rocard (Michel) (G)* (p. 362, 382, 383) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 372) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 377) ; *Lajoinie (André)* (p. 380) ;

- salaires et SMIC : *Rocard (Michel) (G)* (p. 362, 384) ; *Lajoinie (André)* (p. 380).

Politique étrangère :

- Afrique du sud : *Lajoinie (André)* (p. 381) ;

- désarmement : *Lajoinie (André)* (p. 381) ;

- développement (aide au-, création d'un corps français du développement) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 364) ; *Lajoinie (André)* (p. 381) ;

- droit d'asile : *Lajoinie (André)* (p. 381) ;

- enfants de couples mixtes séparés retenus en Algérie : *Rocard (Michel) (G)* (p. 361) ;

- Moyen-orient : *Lajoinie (André)* (p. 381) ;

- principes de la- : *Rocard (Michel) (G)* (p. 364, 365) ; *Lajoinie (André)* (p. 381).

Politique sociale :

- inégalités sociales (chômage, sécurité, pauvreté et action éducative) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 377, 378) ;

- logement social : *Rocard (Michel) (G)* (p. 360) ;

- relations sociales (rôle des syndicats notamment) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 363) ;

- revenu minimum d'insertion (et notamment création d'une délégation interministérielle au) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 361, 362, 384) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 373) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 374) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 379) ; *Lajoinie (André)* (p. 380).

- sécurité sociale (remboursement à 100 p. 100 notamment) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 362).

Questions de société :

- femmes (condition des) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 360) ;
- sécurité : *Rocard (Michel) (G)* (p. 361) ;
- ville (création d'une mission interministérielle de la ville) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 360).

Situation politique :

- élections législatives des 5 et 12 juin 1988 (résultats, absentions) : *Mauroy (Pierre)* (p. 375) ; *Rocard (Michel) (G)* (p. 383) ;
 - Gouvernement (composition et effectif du) : *Pons (Bernard)* (p. 366) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 370, 371) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 376) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 377) ; *Rocard (Michel) (G)* (p. 382, 383) ;
 - majorité absolue à l'Assemblée (absence de- ; Gouvernement minoritaire) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 359, 382) ; *Pons (Bernard)* (p. 367) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 370, 371) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 373, 374) ; *Lajoinie (André)* (p. 379) ;
 - opposition (attitude des formations d- ; rôle de l') : *Pons (Bernard)* (p. 369) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 372) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 375, 376) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 376, 378) ; *Lajoinie (André)* (p. 379) ; *Rocard (Michel) (G)* (p. 383) ;
 - « ouverture » (notamment ralliements individuels, rôle du centre et- sur la société civile) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 359, 360, 382, 385) ; *Pons (Bernard)* (p. 366, 367) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 371, 372) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 374, 375, 376) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 377) ; *Lajoinie (André)* (p. 379) ; *Boutin (Christine)* (p. 381) ;
 - parti communiste (relations PC- PS) : *Pons (Bernard)* (p. 366, 367, 368) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 371) ; *Lajoinie (André)* (p. 379) ; *Boutin (Christine)* (p. 382) ; *Rocard (Michel) (G)* (p. 384, 385) ;
 - Président de la République (action du-, notamment dissolution du 14 mai 1988) : *Pons (Bernard)* (p. 365, 366) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 370) ;
 - recomposition du paysage politique : *Pons (Bernard)* (p. 367) ; *Lajoinie (André)* (p. 378).
- Valeurs (en politique) : *Rocard (Michel) (G)* (p. 359, 360).

DECORATIONS

1. - Proposition de loi n° 261 tendant à instituer une médaille d'honneur du bénévolat.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujoûan du Gasset. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 378 tendant à rétablir le Mérite social.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DEFENSE

1. - Proposition de loi n° 177 relative à la création d'un conseil national de sécurité.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

2. Proposition de loi n° 225 tendant à compléter l'article 47- I de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre Bachelet. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

3. - Proposition de loi n° 311 tendant à protéger la seconde carrière des militaires retraités.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement 1.*

Lois de finances 3, deuxième partie, Défense.

Conseil franco-allemand de sécurité et de défense.

Voir *Traités et conventions 1.*

DEFENSE CIVILE

Voir *Défense 1.*

DELINQUANCE ET CRIMINALITE

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement 177.

DEMARCHAGE A DOMICILE

Voir *Consommation 3.*

DEPARTEMENTS

1. - Proposition de loi n° 138 relative à la durée du mandat de président de conseil général lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge.

Sénat (première lecture) : voir Table matières 1986 : Départements, 1.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 138. - Dépôt le 7 juillet 1988. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 255 relative aux conditions de création et de modification des limites des cantons.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (21 décembre 1988).

3. - Proposition de loi n° 397 tendant à remplacer les dénominations Conseil général et Conseiller général par Conseil départemental et Conseiller départemental.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales.*

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

1. - Proposition de loi n° 105 tendant à créer un office régional de l'immigration en Guyane.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Elie Castor. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 107 relative à la création d'une banque régionale de développement en Guyane.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Elie Castor. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. - Proposition de loi n° 108 relative à la répartition du patrimoine foncier de l'Etat en Guyane.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Elie Castor. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. - Proposition de loi n° 109 tendant à la création d'un fonds régional pour les transports intérieurs de la Guyane.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Elie Castor. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Grâce et amnistie 1, 2.*

Lois de finances 3, deuxième partie, Affaires européennes, départements et territoires d'outre-mer et Intérieur.

Ordre public 2.

Accueil en métropole des étudiants originaires des-

Voir *Questions orales sans débat 10.*

Enseignement (personnels).

Voir *Questions orales sans débat* 12.

Guyane (Université)

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement supérieur, procédure des questions.

Martinique.

Voir *Questions au Gouvernement* 85, 106.
Questions orales sans débat 9.

Mayotte

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* 2.
Mayotte.
Questions au Gouvernement 174.

Nouvelle-Calédonie.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.
Grâce et amnistie 1, 2.
Lois de finances 3, deuxième partie, Affaires étrangères.
Message au Parlement 1.
Nouvelle-Calédonie.
Parlement 4, 9.
Questions au Gouvernement 20, 57, 69, 123.
Lecture du décret soumettant un projet de loi au référendum : Fabius (Laurent) président [5 octobre 1988] (p. 684).
Rappel au règlement 30 bis.

Octroi de mer.

Voir *Questions au Gouvernement* 158, 178.
Questions orales sans débat 45.

Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (P.O.S.E.I.D.O.M.).

Voir *Questions au Gouvernement* 158.

Retraites agricoles.

Voir *Questions orales sans débat* 8.

Revenu minimum d'insertion.

Voir *Politique économique et sociale* 2, avant la discussion des articles et articles 46 et 47.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Voir *Impôts et taxes* 1.
Sécurité sociale 6.

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

1. - **Proposition de loi n° 63** tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « **victimes de la déportation du travail** » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - **Proposition de loi n° 73** tendant à la pleine reconnaissance des **droits des membres de la Résistance**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - **Proposition de loi n° 100** tendant à la reconnaissance du **statut d'interné politique aux prisonniers civils de la province de Nghe-An**, détenus par le Viêt-Minh entre 1946 et 1954.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. **Proposition de loi n° 111** tendant à la reconnaissance du **statut de prisonnier, interné, détenu par le Viêt-Minh entre 1945 et 1954**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean Brocard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - **Proposition de loi n° 141** tendant à étendre le bénéfice des dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article L 178 et de l'article L 179 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux **prisonniers de guerre déportés au camp de Rawa-Ruska**.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1987, Déportés, internés et résistants, 7.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 141. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - **Proposition de loi n° 310** tendant à modifier certaines dispositions du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre** en faveur des **anciens prisonniers du camp de Rawa-Ruska**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par MM. Emmanuel Aubert, Henri de Gastines et Gérard Chasseguet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - **Proposition de loi n° 454** tendant à instituer le statut de « **prisonnier détenu dans les camps du Viêt-Minh** ».

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DEPUTES

Voir *Assemblée nationale*.
Elections et référendums.
Parlement.

Collaborateurs.

Voir *Rappels au règlement* 6.

Incompatibilités.

Voir *Conseil constitutionnel*.

DETENTION PROVISOIRE

Voir *Politique économique et sociale* 4, deuxième lecture, avant l'article 1^{er} A.
Procédure pénale 4.

DETTE PUBLIQUE

Voir *Finances publiques*.

DETTES

Voir *Créances et dettes*.

DIVORCE

1. - **Proposition de loi n° 143** tendant à autoriser la conversion en capital d'une rente compensatoire et modifiant certaines dispositions du code civil relatives au **divorce**.

Assemblée nationale et Sénat (première lecture) : Voir Table matières 1986 ; Divorce, 2.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 143. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (14 octobre 1988).

2. - **Proposition de loi n° 201** relative au report des effets du **divorce dans les rapports avec les tiers**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Monique Papon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Nicole Catala (24 novembre 1988).

Voir *Femmes 4.*
Pensions de réversion 1, 2.

Délai de viduité.

Voir *Mariage et régimes matrimoniaux 2.*

DOMAINE PUBLIC ET PRIVE

1. - Proposition de loi n° 195 tendant à définir, délimiter et protéger le **domaine public maritime naturel**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Raymond Marcellin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (24 novembre 1988). - Rapport n° 472 (14 décembre 1988).

DONS ET ŒUVRES

Voir *Lois de finances 1, 3, 4.*

DORDOGNE

Création d'une zone d'entreprises

Voir *Emploi et activité 1.*

DOUANES

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

DROGUE

1. - Proposition de loi n° 72 tendant à lutter contre la drogue par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour réprimer les trafics et prendre des initiatives internationales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Gilbert millet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

2. Proposition de loi n° 328 tendant à **renforcer la lutte contre la toxicomanie** en augmentant les peines encourues par les **usagers et les trafiquants de stupéfiants**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Alain Jonemann. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (21 décembre 1988).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Intérieur.
Lois de finances 3, deuxième partie, Justice, procédure des questions
Questions au Gouvernement 177.

« Blanchiment » de l'argent de la-

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, avant l'article 62 1er.

DROIT (Affaire Michel)

Voir *Questions au Gouvernement 112, 113, 118.*

DROIT PENAL

1. - Proposition de loi n° 43 tendant à réprimer tout **acte raciste, antisémite ou xénophobe**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 86 tendant à autoriser la **duplication des logiciels à des fins pédagogiques**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par MM. Bruno Bourg-Broc et Claude Dhinnin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. - Proposition de loi n° 93 tendant à supprimer l'**interdiction de séjour**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

4. - Proposition de loi n° 140 relative à la **protection des personnes victimes de diffamation**.

Sénat (première lecture) : voir Table matières 1986, Droit pénal, 4.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 140. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini (14 octobre 1988).

5. - Proposition de loi n° 175 tendant au **rétablissement de la peine de mort**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Christian Kert (3 novembre 1988).

6. - Proposition de loi n° 192 tendant à instituer une **incrimination pénale en matière d'usage abusif de carte bancaire**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. - Proposition de loi n° 210 tendant à instaurer **quatre cas d'exception** à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la **peine de mort**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Roland Nungesser. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

8. - Proposition de loi n° 236 tendant à rétablir la **peine de mort** dans trois cas déterminés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Yann Piat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Christian Kert (3 novembre 1988).

9. - Proposition de loi n° 273 tendant à rétablir la **peine de mort** pour certains crimes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Martine Daugreilh et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (3 novembre 1988).

10. - Proposition de loi n° 307 tendant au **rétablissement de la peine de mort** dans un certain nombre de **cas absolument odieux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Henri Bayard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (21 décembre 1988).

11. - Proposition de loi n° 333 tendant à compléter l' relatif au **viol**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

12. - Proposition de loi n° 466 relative à la liberté de reproduction des logiciels.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

DROITS DE L'HOMME, LIBERTES PUBLIQUES

1. - Proposition de loi n° 56 tendant à créer une délégation aux libertés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Rapporteur : M. François Asensi (14 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 74 relative à l'exercice des activités ambulantes et aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

3. - Proposition de loi n° 245 tendant à reconnaître le génocide dont le peuple arménien fut victime en 1915.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Guy Hermier et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (3 novembre 1988).

4. - Proposition de loi n° 269 relative à l'affichage de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dans les salles de classe des établissements scolaires et universitaires.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Denis Jacquat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Droit pénal* 1, 4.

Questions au Gouvernement 58.

Conférence à Moscou.

Voir *Questions au Gouvernement* 77.

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Voir *Traités et conventions* 16.

Convention européenne pour la prévention des tortures.

Voir *Traités et conventions* 21.

- en Algérie.

Voir *Questions au gouvernement* 32, 36.

- en Arménie soviétique.

Voir *Questions au Gouvernement* 127.

- en Iran.

Voir *Questions au Gouvernement* 155.

- en Turquie.

Voir *Questions au Gouvernement* 133.

Quarantième anniversaire de la Déclaration des Droits de l'homme.

Voir *Questions au Gouvernement* 139.

DROITS DE MUTATION

Voir *Enregistrement et timbre*.

E

EAU

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Environnement. *Questions au Gouvernement* 95.

ELECTIONS ET REFERENDUMS

1. - Proposition de loi n° 12 tendant à faire disparaître la discrimination dans le remboursement des frais électoraux des candidats aux élections municipales des petites communes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 16 relative à l'élection des conseillers généraux et dérogeant aux dispositions de l'article L. 221 du code électoral.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Charles Josselin et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon (30 juin 1988). - Rapport n° 32 (30 juin 1988). - Discussion le 1^{er} juillet 1988. - Adoption le 1^{er} juillet 1988. - Proposition de loi n° 2.

Sénat (première lecture) n° 310 (1987-1988). - Dépôt le 5 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. - Rapporteur M. Pierre Salvi. - Rapport n° 318 (1987-1988) (5 juillet 1988). - Discussion le 6 juillet 1988. - Adoption définitive le 6 juillet 1988. - Proposition de loi n° 104 (1987-1988).

Loi n° 88-613 du 13 juillet 1988 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1988 (p. 9208).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1^{er} juillet 1988] (p. 421).

Consultations électorales (succession des) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 421).

Cumuls des mandats électoraux : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 421).

Elections cantonales (dates des) : *Joxe (Pierre) (G)* (p. 422).

Elections cantonales partielles : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 421, 422) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 422).

Présidence de conseil général (vacances) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 422).

Discussion de l'article unique (p. 421).

Article unique (report des élections cantonales partielles) : adopté (p. 422).

3. - Proposition de loi n° 110 tendant à modifier la loi n° 86-1197 du 24 novembre 1986 relative à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Elie Castor. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. - Proposition de loi n° 113 tendant à rendre obligatoire le sous-tirage des émissions organisées dans le cadre officiel des campagnes électorales ainsi que des déclarations officielles sur les chaînes de service public.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. Proposition de loi n° 136 tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales.

Sénat (première lecture). - Voir table des matières 1986: Elections et référendums, 6.

Assemblée nationale (première lecture) n° 136. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Jean-Louis Debré (14 octobre 1988).

6. - Proposition de loi n° 137 tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral, relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision.

Sénat (première lecture): Voir Table matières 1986: Elections et référendums, 7.

Assemblée nationale (première lecture) n° 137. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Jean-Louis Debré (14 octobre 1988).

7. - Proposition de loi constitutionnelle n° 148 tendant à inclure le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Marc Reyman (14 octobre 1988).

8. - Proposition de loi organique n° 154 tendant à interdire les « parachutages » lors des élections législatives afin de moraliser la vie politique.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Pierre Lequiller (14 octobre 1988).

9. - Proposition de loi organique n° 162 tendant à l'inéligibilité des directeurs généraux des services régionaux et départementaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Maurice Douset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Francis Delattre (3 novembre 1988).

10. - Proposition de loi n° 182 tendant à élargir la procédure du vote par procuration.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

11. - Proposition de loi n° 209 relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Raymond Barre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Pascal Clément (3 novembre 1988).

12. - Proposition de loi n° 238 tendant à supprimer l'article 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Inchauspé. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Patrick Devedjian (3 novembre 1988).

13. - Proposition de loi n° 239 relative à l'élection des conseillers municipaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Terrot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Dominique Perben (3 novembre 1988).

14. - Proposition de loi n° 240 tendant à modifier l'article L. 221 du code électoral relatif au remplacement des conseillers généraux par l'institution de suppléants.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Terrot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Dominique Perben (3 novembre 1988).

15. - Proposition de loi n° 243 tendant à lutter contre la fraude électorale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Roland Nungesser. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

16. - Proposition de loi n° 252 tendant à instituer des suppléants pour les conseillers généraux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

17. - Proposition de loi n° 254 relative à l'élection des conseillers régionaux et à la coordination des actions départementales et régionales au niveau de l'arrondissement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

18. - Proposition de loi n° 274 tendant à supprimer la possibilité de fusion des listes de candidats au deuxième tour des élections municipales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Patrick Devedjian et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Patrick Devedjian (3 novembre 1988).

19. - Proposition de loi n° 309 tendant à modifier les articles L. 162 et L. 210-1 du code électoral relatifs aux déclarations de candidatures au second tour des élections législatives et cantonales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. André Santini. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Paul-Louis Tenaillon (24 novembre 1988).

20. - Proposition de loi n° 332 relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Jean-Claude Gaudin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

21. - Proposition de loi n° 338 tendant à interdire, dans les communes de moins de 3 500 habitants, à une personne d'être candidate sur plusieurs listes lors des élections municipales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. François Grussenmeyer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Dominique Perben (21 décembre 1988).

22. - Proposition de loi n° 344 tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidatures aux élections municipales dans toutes les communes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Jean Ueberschlag. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur: M. Dominique Perben (21 décembre 1988).

23. - Proposition de loi organique n° 352 tendant à compléter l'article L. O. 176-1 du code électoral relatif au remplacement des députés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Nicole Catala (21 décembre 1988).

23 bis. - Proposition de loi n° 369 tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à l'élection des **conseillers régionaux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Patrick Devedjian (21 décembre 1988).

24. - Proposition de loi n° 372 tendant à **démocratiser le contrôle des citoyens** sur les **opérations de vote**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (21 décembre 1988).

25. - Proposition de loi n° 373 relative à l'élection des **conseillers municipaux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

26. - Proposition de loi n° 380 tendant en cas de **référéndum**, à comptabiliser les **bulletins blancs** dans les **suffrages exprimés**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jean-Yves Haby. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Francis Delattre (21 décembre 1988).

27. - Proposition de loi n° 385 tendant au **regroupement des dates** des **élections locales** tous les trois ans.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Valéry Giscard-d'Estaing. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Lequiller (21 décembre 1988).

28. - Proposition de loi n° 390 tendant à compléter le code électoral, en vue de la **prise en considération des bulletins blancs** dans le **calcul des suffrages exprimés et de la majorité absolue**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par MM. Louis de Broissia, Alain Jonemann et Eric Doligé. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Francis Delattre (21 décembre 1988).

29. - Proposition de loi n° 393 relative à la **déclaration des candidatures** lors des **élections municipales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jean-Jacques Weber. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

30. - Proposition de loi n° 395 modifiant le code électoral et relative à l'élection des **conseillers régionaux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Michel Giraud et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (21 décembre 1988).

31. - Proposition de loi constitutionnelle n° 415 tendant à accorder le **droit de vote** pour les élections municipales aux **citoyens** des Etats membres de la **Communauté Economique Européenne**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 novembre 1988 par MM. Michel Pelchat et Ladislav Poniatowski. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Lequiller (21 décembre 1988).

32. - Proposition de loi constitutionnelle n° 437 tendant à compléter l'article 3 de la Constitution relative au **droit de vote** et à l'**éligibilité des étrangers** dans les **élections municipales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 décembre 1988 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

33. - Proposition de loi n° 443 tendant à **réduire** l'utilisation de pratiques frauduleuses lors de **consultations électorales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par MM. Elie Hoarau et Alexis Pota. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

34. - Proposition de loi n° 447 tendant à accorder le **droit de vote** pour les **élections municipales** aux **citoyens des Etats membres de la Communauté Economique Européenne**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par MM. Michel Pelchat et Ladislav Poniatowski. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

35. - Proposition de loi n° 450 tendant à modifier les articles L. 266 et L. 248 du code électoral relatifs aux **déclarations de candidatures aux élections municipales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Rudy Salles. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

36. - Proposition de loi n° 499 tendant à rapprocher la **Communauté européenne des citoyens**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Adrien Zeller. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

37. - Proposition de loi n° 504 tendant à organiser un contrôle des **inéligibilités aux élections cantonales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

38. - Proposition de loi n° 506 tendant à supprimer l'interdiction de publier le résultat de **sondages** en périodes électorales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Jacques Toubon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

39. - Proposition de loi constitutionnelle n° 517 tendant à modifier les articles 11 et 72 de la Constitution afin d'instituer le **référéndum d'initiative populaire**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Jacques Toubon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

40. - Proposition de loi n° 526 relative aux **conditions de vote des ressortissants de la Communauté économique européenne aux élections municipales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1988 par MM. Ladislav Poniatowski et Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales*.
Communes.
Constitution.

Départements.
Etrangers.
Questions au gouvernement 9.
Questions orales sans débat 37.

Référendum relatif à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Voir Départements et territoires d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie.
Nouvelle-Calédonie.
Questions au Gouvernement 20, 57, 69, 123.

ELECTRICITE DE FRANCE (E.D.F.)

Voir Lois de finances 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.

Centrales nucléaires.

Voir Questions au Gouvernement 111.

Grève.

Voir Questions au Gouvernement 156.

ELF-AQUITAINE

Voir Lois de finances 3, première partie, après l'article 19.

ELOGES FUNEBRES

- de M. Robert Wagner : M. Laurent Fabius, président [11 octobre 1988] (p. 794) ; M. Jean Poperen (G) (p. 794, 795).

EMBALLAGE

Voir Consommation 3, après l'article 7, amendement n° 45.

EMPLOI ET ACTIVITE

1. - Proposition de loi n° 198 tendant à créer une zone d'entreprises dans les vallées d'emploi de la Dordogne.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Bonnet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. - Proposition de loi n° 519 tendant à encourager l'emploi des jeunes sortant d'une section d'éducation spécialisée.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Jean-Paul Fuchs. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir Accidents du travail et maladies professionnelles 1.
Impôt sur le revenu 3.
Lois de finances 3, deuxième partie, Travail, emploi et formation professionnelle.
Politique économique et sociale.
Questions au Gouvernement 30, 56, 76, 93, 140, 148.
Service national 1.
Travail 1.

Jeunes.

Voir Politique économique et sociale 2, avant la discussion des articles et article 10 et 30.

Militaires retraités.

Voir Défense 3.

Pyrénées-Atlantiques.

Voir Questions au Gouvernement 110.

EMPLOIS RESERVES

Voir Anciens combattants et victimes de guerre.

EMPLOYES DE MAISON

Voir Impôt sur le revenu 3.
Lois de finances 3, première partie : article 3 et deuxième lecture : article 3 bis nouveau.

EMPRUNT RUSSE

Voir Affaires Etrangères 1.

ENCHERES PUBLIQUES

Réduction des droits d'enregistrement.

Voir Lois de finances 3, première partie, article 22.

ENERGIE

1. - Proposition de loi n° 52 tendant à assurer le remboursement de la T.V.A. payée par le personnel des houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir Lois de finances 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.
Questions orales sans débat 30.

Agence nationale pour les déchets radioactifs (A.N.D.R.A.).

Voir Questions orales sans débat 39.

Bassins houillers de Lorraine des Charbonnages de France.

Voir Questions orales sans débat 30.

Centrales nucléaires.

Voir Questions au Gouvernement 111.

COGEMA

Voir Questions au Gouvernement 121.

Gaz algérien.

Voir Questions au Gouvernement 36.

Importation de charbon en provenance d'Afrique du Sud.

Voir Questions au Gouvernement 122.

Plomb (teneur en - des carburants).

Voir Lois de finances 3, deuxième partie, Environnement:

T.V.A. sur le charbon.

Voir Questions orales sans débat 35.

ENFANTS

1. - Proposition de loi n° 331 tendant à compléter l'article L. 211-6 du code du travail afin d'assurer une meilleure protection des enfants utilisés par les entreprises de photographies publicitaires.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Bernard Debré. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir Action sociale et solidarité nationale 1.
Adoption 1.
Audiovisuel 5.
Famille.
Impôts locaux 1.
Jeunes.
Postes et télécommunications 2.

Droits de l'enfant.

Voir Questions au Gouvernement 136, 179.

Sécurité.

Voir Questions au Gouvernement 28.

ENREGISTREMENT ET TIMBRE

Voir Commerce et artisanat 5.
Impôts et taxes 6.
Lois de finances 3, première partie, articles 11 et 22.

ENSEIGNEMENT

1. - Proposition de loi n° 57 relative à la **gratuité**, à l'**aide sociale** en matière **scolaire** et **universitaire** et à la **prime de rentrée scolaire**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 84 relative aux **agents de service** et aux **ouvriers professionnels des collèges et des lycées**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (14 octobre 1988).

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Handicapés 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique.

Questions au Gouvernement 63, 164, 176.

Dotation spéciale instituteurs.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième lecture, article 62 *ter* nouveau.

Questions au Gouvernement 63.

Instruction civique.

Voir *Droit pénal* 1.

Religieux.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique, procédure des questions

Rentrée scolaire.

Voir *Questions au gouvernement* 17, 24.

ENSEIGNEMENT PRIVE

1. - Proposition de loi n° 191 tendant à autoriser les **collectivités locales** à accorder des **subventions d'investissement** aux **établissements d'enseignement privé sous contrat d'association**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 193 tendant à autoriser certains **établissements d'enseignement supérieur privés** à conclure avec l'Etat des **conventions relatives aux formations**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 213 tendant à autoriser les **collectivités locales** à **concourir aux dépenses d'investissement des établissements privés sous contrat**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 235 tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 relative aux **rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par MM. Henri de Gastines, François d'Aubert et Roger Lestas. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. - Proposition de loi n° 62 tendant au développement de l'**éducation sexuelle**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Voir *Handicapés* 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique et Enseignement supérieur.

Questions au Gouvernement 17, 81.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

1. - Proposition de loi n° 77 tendant à créer un **statut d'inspecteur pédagogique régional de l'enseignement technique**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 80 tendant à instituer un **statut particulier des inspecteurs pédagogiques régionaux de l'enseignement technique**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean Ueberschlag. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Enseignement* 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique.

ENTREPRISES

1. - Proposition de loi n° 23 relative à la **domiciliation des entreprises**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 203 tendant à **consolider les fonds propres des entreprises**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Monique Papon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. - Proposition de loi n° 339 tendant à réprimer le **défait de présentation des sous-traitants** au maître de l'ouvrage par l'entrepreneur principal.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par MM. Bernard Schreiner (Bas-Rhin), François Grussenmeyer et André Durr. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. - Projet de loi n° 428 relatif aux **groupements européens d'intérêt économique** et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les **groupements d'intérêt économique**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 décembre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, et Pierre Arpaillange, Garde des Sceaux, ministre de la Justice. - Renvoi à la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur M. Marc Dolez (21 décembre 1988).

Voir *Communes* 7.

Déclarations du Gouvernement 1.

Entreprises publiques 1.

Faillite, redressement et liquidation judiciaire 2.

Impôts et taxes 6.

Lois de finances 2 et 3, deuxième partie, Industrie et Aménagement du territoire : industrie.

Travail 1, 4.

Agence nationale pour la création d'entreprises (A.N.C.E.).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

Créations et reprise d'entreprises.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, après l'article 8 : amendement n° 313, article 9 et après l'article 9.
Lois de finances 3, deuxième partie, avant l'article 54, après l'article 55.
Lois de finances 3, deuxième lecture : article 55 bis A nouveau.
Lois de finances rectificatives 1, discussion des articles : après l'article 12.

Dordogne.

Voir *Emploi et activité 1*.

Droits de mutation.

Voir *Impôts et taxes 6*.
Lois de finances 3, première partie : article 11.

Elections professionnelles.

Voir *Travail 8*.

Mécénat.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 57 *ter* nouveau.

PME-PMI.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.

ENTREPRISES PUBLIQUES

1. - Proposition de loi n° 55 sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des associations patronales privées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.
Travail.

Licenciement de salariés protégés.

Voir *Grâce et amnistie 1*.
Questions au Gouvernement 55, 143.

ENVIRONNEMENT

1. - Projet de loi n° 319 complétant la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, et Brice Lalonde, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Bachy (27 octobre 1988). - Rapport n° 358 (17 novembre 1988). - Discussion le 23 novembre 1988. - Adoption le 23 novembre 1988. - Projet de loi n° 31.

Sénat (première lecture). - N° 100 (1988-1989). - Dépôt le 24 novembre 1988. - Renvoi à la commission des Affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Bernard Hugo. - Rapport n° 118 (1988-1989). - Discussion et adoption le 12 décembre 1988. - Projet de loi n° 23 (1988-1989).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 436. - Dépôt le 13 décembre 1988. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Bachy. - Rapport n° 483 (16 décembre 1988). - Discussion le 20 décembre 1988. - Adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 58.

Loi n° 88-1261 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 113).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1988] (p. 2675).

Cas particulier de la Guinée : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676) ; *Drouin (René)* (p. 2677).

Contrôle de l'administration (étendue du) : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676).

Définition des déchets dangereux : *Hage (Georges)* (p. 2678).

Directive européenne du 6 décembre 1984 : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2678) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2681).

Financement des déchets : *Miqueu (Claude)* (p. 2679) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2680).

Importance des flux transfrontaliers de déchets (généralités) *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2681).

Loi du 15 juillet 1975 : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2678) ; *Miqueu (Claude)* (p. 2679) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2680).

Plans d'élimination : *Guellec (Ambroise)* (p. 2678) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2680).

Possibilité offerte à l'administration d'interdire l'exportation ou le transit de déchets dangereux lorsque le destinataire ne peut ou ne veut traiter ces déchets : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676) ; *Drouin (René)* (p. 2677) ; *Hage (Georges)* (p. 2679) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2681).

Préservation de l'environnement : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2679, 2680).

Prise en compte des frais résultant des analyses des déchets : *Guellec (Ambroise)* (p. 2678).

Production de déchets : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2675) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2677, 2678) ; *Hage (Georges)* (p. 2678) ; *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2680) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2680).

Publicité en matière de transferts de déchets : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676, 2677) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2678) ; *Hage (Georges)* (p. 2679).

Règles relatives aux déchets ménagers : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2681).

Règles relatives aux transferts de déchets destinés à la valorisation ou au recyclage : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676).

Traitement des déchets dans les pays du tiers monde : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2676) ; *Hage (Georges)* (p. 2678) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2681).

Traitement des déchets dans les pays riches (et notamment en France) : *Drouin (René)* (p. 2677) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2680, 2681).

Discussion de l'article unique (p. 2681).

Article unique (importation, exportation et transit de certaines catégories de déchets pouvant être interdits, réglementés ou subordonnés à l'information ou à l'accord des Etats intéressés) (p. 2682) : adopté après modifications (p. 2686).

Amendement n° 1 de la commission (possibilité pour l'autorité administrative d'obliger le responsable de la production de déchets à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant aux mesures à réaliser) : (p. 2682) : adopté (p. 2682).

Observations : *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2682).

Amendement n° 2 de la commission (droit général à l'information sur les effets préjudiciables du ramassage, du transport, du traitement et du dépôt des déchets) (p. 2682) : adopté (p. 2682).

Pour : *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2682).

Amendement n° 12 de M. Ambroise Guellec (prise en charge des dépenses correspondant à l'analyse des déchets par la personne qui en a la garde) (p. 2682) : rejeté (p. 2682).

Contre : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2683).

Observations : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2683) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2683).

Amendement n° 3 de la commission (soumission des opérations d'exportation aux règles prévues par la loi de 1975) (p. 2683) : adopté (p. 2683).

Pour : *Lalonde (Brice) (G)* (p. 2683).

Amendement n° 4 de la commission (soumission des opérations d'exportation aux règles prévues par la loi de 1975) (p. 2683) : adopté (p. 2684).

Amendement n° 5 de la commission (limitation du champ d'application de la loi aux déchets dangereux) (p. 2684) : rejeté (p. 2685).

Contre : *Lalonde (Brice) (G)* (p. 2684) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2684, 2685).

Amendement n° 6 de la commission (définition des déchets dangereux) (p. 2685) : rejeté (p. 2685).

Contre : *Guellec (Ambroise)* (p. 2685).

Amendement n° 7 de la commission (de conséquence) (p. 2685) : devenu sans objet (p. 2685).

Amendement n° 8 rectifié de la commission (possibilité pour l'administration de s'opposer au transfert de déchets lorsque les garanties du traitement semblent insuffisantes) : adopté après modifications (p. 2686).

Contre : *Guellec (Ambroise)* (p. 2685) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2685).

Observations : *Lalonde (Brice) (G)* (p. 2685).

Amendement n° 9 de la commission (établissement d'un rapport annuel relatif aux interventions en matière de transferts frontaliers de déchets) (p. 2686) : adopté (p. 2686).

Pour : *Lalonde (Brice) (G)* (p. 2686).

Amendement n° 10 de la commission (conditions de publication des jugements des tribunaux relatifs à l'application de la législation) (p. 2686) : adopté après modifications (p. 2686).

Sous-amendement n° 13 du Gouvernement (délits contre lesquels les associations peuvent se porter partie civile) (p. 2686) : adopté (p. 2686).

Adoption de l'article unique modifié du projet de loi (p. 2686).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1988] (p. 3941).

Déchets exportés illégalement (retour des) : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 3941) ; *Lalonde (Brice) (G)* (p. 3942).

Exportation de déchets toxiques : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 3941).

Plans locaux d'élimination des déchets : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 3941) ; *Lalonde (Brice) (G)* (p. 3942).

Programme des Nations-Unies pour l'environnement : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 3941) ; *Lalonde (Brice) (G)* (p. 3942).

Responsabilité civile en matière de déchets (directives communautaires sur la) : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 3941) ; *Lalonde (Brice) (G)* (p. 3942).

Travaux (notion de) : *Lalonde (Brice) (G)* (p. 3942).

Discussion de l'article unique (p. 3942).

Article unique : adopté définitivement (p. 3943).

2. - Proposition de loi n° 391 tendant à interdire le stockage et le traitement des déchets nucléaires et des déchets industriels polluants dans les zones de production des produits agricoles protégés par une appellation d'origine (rectificatif du 13 décembre).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jacques Boyon. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

3. - Proposition de loi n° 392 tendant à créer dans chaque département un fonds de destruction des véhicules usagés ou réformés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. René Beaumont. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

4. - Proposition de loi n° 398 relative à la dépose par aéronef de passagers à des fins de loisirs aux sommets et aux cols de hautes-montagnes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par MM. Pierre Mazeaud et Patrick Ollier. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Patrick Ollier (21 décembre 1988).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Environnement :
Mines et carrières 1.
Pollution et nuisance.
Questions orales sans débat 39, 58.
Traités et conventions 13.

EPARGNE

Fiscalité de l' - et du patrimoine et harmonisation européenne.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, avant la discussion des articles, article 18 ; paragraphe 1 : amendements nos 169 et 196.

Lois de finances 3, deuxième lecture, article 22 A nouveau.
Sécurité sociale 1, article 2.

ESPACE

Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Postes, télécommunications et espace.

Intelsat.

Voir *Traités et conventions 5*.

Satellites.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, Communication.

TDF 1.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Postes, télécommunications et espace.

ETAT CIVIL

1. - Proposition de loi n° 248 tendant au libre choix des prénoms de l'enfant par ses parents.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Marcelin Berthelot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (3 novembre 1988).

ETATS-UNIS

Voir *Traités et conventions 22*.

Relations commerciales des - avec la C.E.E.

Voir *Questions au Gouvernement 105, 142, 160*.

ETHIQUE

Voir *Vie, médecine et biologie 7*.

Comités d' -

Voir *Vie, médecine et biologie 7*, avant la discussion des articles ; article 1^{er}, article L. 209-7 et L. 209- bis du code de la santé publique et article 5.

ETRANGERS

1. - Proposition de loi n° 139 tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays.

Sénat (première lecture) : voir Table matières 1986, Etrangers, 4.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 139. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 179 tendant à créer des conseils consultatifs des communautés étrangères vivant en France.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Paul Virapoullé (3 novembre 1988).

3. Proposition de loi n° 181 relative à l'acquisition de la nationalité française et au retour dans le pays d'origine.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (3 novembre 1988).

4. - Proposition de loi n° 330 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Louis Pierna et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (21 décembre 1988).

5. - Proposition de loi n° 483 relative au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers dans les élections municipales et prud'homales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. André Lajoie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Elections et référendums*.

Français au Gouvernement 180.

Questions au Gouvernement 180.

Questions orales sans débat 3.

EUROPE

Voir *Communautés européennes*.

Déclarations du Gouvernement 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Affaires étrangères et Affaires européennes, Education nationale, jeunesse et sports.

Comité européen contre la torture.

Voir *Traités et conventions* 21.

Conseil franco-allemand de sécurité et de défense.

Voir *Traités et conventions* 1.

Conseil franco-allemand économique et financier.

Voir *Traités et conventions* 1.

Déclarations du Premier ministre sur la construction de l' -.

Voir *Questions au Gouvernement* 153.

Sécurité.

Voir *Traités et conventions* 1.

Union économique et monétaire.

Voir *Traités et conventions* 1.

EXAMENS ET CONCOURS

Baccalauréat.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique.

Suppression des droits d'inscription.

Voir *Lois de finances* 3, première partie, avant l'article 2 : amendement n° 68

Suppression des droits d'inscription pour les concours administratifs organisés par les collectivités territoriales.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième lecture, après l'article 23 octies.

EXPROPRIATION

1. - Proposition de loi n° 208 relative aux procédures d'expropriation et à l'indemnisation des personnes expropriées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. René Couanau et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Christian Kert (3 novembre 1988).

EXPULSIONS

Voir *Etrangers* 1.

Logement et habitat 8.

Questions au Gouvernement 16, 114.

F

FAILLITE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

1. - Proposition de loi n° 65 tendant à renforcer la responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants en cas de règlement judiciaire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 396 tendant à mieux préserver les droits du créancier chirographaire antérieurs au jugement d'ouverture, en cas de liquidation judiciaire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Philippe Legras et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Nicole Catala (21 décembre 1988).

Voir *Agriculture* 3.

Entreprises.

FAMILLE

1. - Proposition de loi n° 14 tendant à assurer les conditions d'une véritable politique familiale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Adoption* 1.

Déclarations du Gouvernement 1.

Enfants.

Etrangers 1.

Impôts et taxes 2 bis.

Questions au Gouvernement 18.

Aides ménagères.

Voir *Questions au Gouvernement* 70.

Allocation de parent isolé.

Voir *Politique économique et sociale* 2, après l'article 45.

Allocations familiales.

Voir *Politique économique et sociale* 4.

Questions au Gouvernement 103, 163.

Chargés de -

Voir *Traités et conventions* 10.

FEMMES

1. - Proposition de loi n° 21 relative à la dignité de la femme.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Christine Boutin (21 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 233 tendant à modifier les articles L. 323-36 et 323-37 du code du travail afin de faciliter l'emploi des femmes seules, chefs de famille.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Henri de Gastines. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 388 tendant à améliorer la protection de la femme enceinte au travail.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par Mme Mugette Jacquaint. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 528 tendant à compléter l'article 161-15 du code de la sécurité sociale, relative à la protection sociale des femmes veuves ou divorcées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1988 par M. Etienne Pinte. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Délai de viduité.

Voir *Mariage et régimes matrimoniaux* 2.

Egalité des sexes.

Voir *Traités et conventions* 10.

Mères de famille salariées.

Voir *Assurance vieillesse : généralités* 2.

FERMAGE

Voir *Agriculture.*
Baux ruraux.

FILIAION

Voir *Vie, médecine et biologie* 6.

FINANCES LOCALES

1. - Proposition de loi n° 176 tendant à accorder aux communes de moins de 2000 habitants un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (3 novembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 190 relative à la dotation globale d'équipement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. - Proposition de loi n° 497 tendant à améliorer le dispositif applicable à la dotation supplémentaire destinée aux communes touristiques.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Bernard Debré. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Impôts locaux.*

FINANCES PUBLIQUES

Voir *Lois de finances.*

Dette publique.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

Lois de finances rectificatives 1, avant la discussion des articles, discussion des articles, article 9, après l'article 35.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. - Proposition de loi n° 98 relative à certaines modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Mauger. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 317 tendant à étendre le code du travail aux agents contractuels de la fonction publique.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Maurice Ligot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Nicole Catala (21 décembre 1988).

3. - Proposition de loi n° 376 tendant à rendre obligatoire la publication des motifs dans les conflits collectifs du travail dans les services publics.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 381 tendant au développement de la mobilité professionnelle dans la fonction publique.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. - Proposition de loi n° 529 relative à l'âge de la retraite des agents non titulaires de l'Etat.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1988 par M. Etienne Pinte. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 531 relative à la titularisation des auxiliaires de l'Etat.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1988 par MM. Jean Tardito et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Fonction publique territoriale.*
Gouvernement 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Services du Premier ministre : fonction publique et réformes administratives.

Motions de censure 1.

Questions au Gouvernement 35, 39, 46, 47, 48, 80, 86, 89, 91, 97, 100, 101, 125, 126, 128, 149, 154.

Détachement.

Voir *Gouvernement* 2.

Grève des P.T.T.

Voir *Questions au Gouvernement* 71, 73, 102, 107.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

1. - Proposition de loi n° 387 relative à la fonction publique territoriale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Paul Lombard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,

de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (21 décembre 1988).

2. - Projet de loi n° 402 relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du **centre national de la fonction publique territoriale** et aux **fonctionnaires territoriaux à temps non complet** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Claude Peyronnet (1^{er} décembre 1988). - Rapport n° 431 (8 décembre 1988). - Discussion les 9 et 10 décembre 1988. - Adoption le 10 décembre 1988. - Projet de loi n° 46.

Sénat (première lecture). - N° 130 (1988-1989). - Dépôt le 12 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° 169 (1988-1989). - Discussion et adoption le 20 décembre 1988. - Nouveau titre : Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales. - Projet de loi n° 43 (1988-1989).

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 22 décembre 1988] (p. 16091). - Réunion le 21 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 22 décembre 1988] (p. 16092).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Claude Peyronnet. - Rapport n° 507 (21 décembre 1988).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° 176 (1988-1989). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 495. - Dépôt le 21 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Claude Peyronnet. - Rapport n° 512 (21 décembre 1988). - Discussion le 22 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 70.

Sénat (deuxième lecture). - N° 180 (1988-1989). - Dépôt le 22 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° 181 (1988-1989). - Discussion le 22 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 50 (1988-1989).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° 524. - Dépôt le 22 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Claude Peyronnet. - Rapport n° 525 (22 décembre 1988). - Discussion le 22 décembre 1988. - Adoption définitive le 22 décembre 1988. - Projet de loi n° 72.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 12 janvier 1989 [J.O. du 13 janvier 1989] (p. 524). - Articles déclarés non conformes : 16 et 17.

Loi n° 89-19 du 13 janvier 1989 publiée au J.O. du 14 janvier 1989 (p. 550).

TABLEAU DE CONCORDANCE
entre les articles du projet de loi n° 402
et ceux de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE PREMIER Du délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat			
1		Prolongation de deux ans de la date limite du partage des services.	Première lecture : 9 décembre 1988	3426	1
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4054	
2		Prolongation de deux ans du droit d'option conséquent du partage.	Première lecture : 9 décembre 1988	3426	2
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4054	
		CHAPITRE II Du centre national de la fonction publique territoriale			
3		Composition paritaire du conseil d'administration.	Première lecture : 9 décembre 1988	3426	3
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4054	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4065	
	3 bis (A.N.)	Contrôle de la gestion du centre national de la fonction publique par la Cour des comptes.	Première lecture : 10 décembre 1988	3503	4
4		Composition du conseil d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 10 décembre 1988	3503	5
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4055	
5		Missions du conseil d'orientation.	Première lecture : 10 décembre 1988	3504	6
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4055	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
	5 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Désignation des délégués aux centres régionaux de la fonction publique territoriale.	Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4055	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
		CHAPITRE III Des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet			
6		Mise à disposition de fonctionnaires par les centres de gestion auprès de collectivités ou établissements pour accomplir des missions à temps non complet ; répartition des frais.	Première lecture : 10 décembre 1988	3505	7
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4055	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
	6 bis (A.N.)	Exercice de fonctions auprès de plusieurs collectivités.	Première lecture : 10 décembre 1988	3505	8
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4055	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
7		Décrets relatifs aux conditions de création d'emplois à temps non complet.	Première lecture : 10 décembre 1988	3505	9
8		Intégration dans plusieurs collectivités des employés travaillant à temps non complet.	Première lecture : 10 décembre 1988	3506	10

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE IV			
		Dispositions diverses			
	9	Réintégration des fonctionnaires détachés auprès de parlementaires.	Première lecture : 10 décembre 1988	3521	
			Première lecture : 10 décembre 1988	3506	11
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4056	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
	9 bis (Sénat)	Possibilité pour certaines communes et établissements publics affiliés d'acquitter annuellement les cotisations.	Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4056	12
	10	Possibilité, pour les collectivités locales, de récupérer sur un tiers ou son assureur les charges sociales versées au titre du traitement d'un fonctionnaire placé en congé de longue durée.	Première lecture : 10 décembre 1988	3507	13
	11	Fixation par décret des équilibres des grades et emplois.	Première lecture : 10 décembre 1988	3507	14
	12	Désignation des délégués des communes aux conseils des communautés urbaines à la représentation proportionnelle.	Première lecture : 10 décembre 1988	3507	15
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4056	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
	13	Rétablissement du contrôle sur la questure du conseil de Paris.	Première lecture : 10 décembre 1988	3508	16 non conforme
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4057	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
	14	Application de la proportionnelle corrigée sur des listes complètes aux communes de plus de 2 500 habitants.	Première lecture : 10 décembre 1988	3519	17
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4059	
			Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4059	
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	
	14 bis (Sénat)	Zones d'aménagement différé.	Deuxième lecture : 22 décembre 1988	4059	18
			Troisième lecture : 22 décembre 1988	4066	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 1988] (p. 3411).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Jacques Hyst (U.D.C.) : rejetée au scrutin public (p. 3415).

Soutenue par M. Jean-Jacques Hyst (p. 3413, 3414).

Contre : *Tabanou (Pierre)* (p. 3414) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3414).

Question préalable opposée par M. Bernard Pons (R.P.R.) (p. 3415) : rejetée au scrutin public (p. 3419).

Soutenue par M. Jacques Limouzy (p. 3415, 3416).

Contre : *Tabanou (Pierre)* (p. 3417, 3418) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3417, 3418).

Agents employés à temps partiel : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3412) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3413, 3418) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3424).

Article 44, alinéa 3 de la Constitution (application de l') : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3424, 3425).

Cadres locaux (carrière des) : *Delattre (Francis)* (p. 3422).

Centre national de la fonction publique territoriale :

- conseil d'administration (composition, président et compétences du) : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3411) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3412, 3418, 3423, 3424) ; *Hyst (Jean-Jacques)*

(p. 3414) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3415, 3416, 3423) ; *Tabanou (Pierre)* (p. 3417, 3418) ; *Delattre (Francis)* (p. 3420, 3421, 3422) ; *Catala (Nicole)* (p. 3422, 3423) ; *Pandraud (Robert)* (p. 3424) ;
- conseil d'orientation : *Delattre (Francis)* (p. 3421) ;
- délégations du - : *Delattre (Francis)* (p. 3421) ;
- régime de 1972 : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3418, 3424) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3423).

Fonction publique territoriale (cadre juridique et réforme du statut de la) : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3411) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3412, 3423) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3419, 3420) ; *Tabanou (Pierre)* (p. 3420) ; *Delattre (Francis)* (p. 3422).

Grades et emplois (équivalence des - avec les fonctionnaires de l'Etat) : *Delattre (Francis)* (p. 3422).

Mobilité des fonctionnaires territoriaux : *Tabanou (Pierre)* (p. 3420).

Paris (contrôle financier de la questure de la ville de) : *Limouzy (Jacques)* (p. 3416).

Services extérieurs de l'Etat (partage des) : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3411) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3412).

Discussion des articles [9 décembre 1988] (p. 3425) ; [10 décembre 1988] (p. 3502).

Chapitre 1^{er} : du délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat.

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 3 de M. Jacques Brunhes (abrogation de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987) : rejeté au scrutin public (p. 3426).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3425).

Contre : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3425) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3425).

Article 1^{er} (*partage des services extérieurs de l'Etat*) : adopté (p. 3427).

Article 2 (*délai pour l'exercice du droit d'option pour les fonctionnaires des services partagés*) : adopté (p. 3426).

Chapitre II : *du Centre national de la fonction publique territoriale*.

Article 3 (*conseil d'administration du C.N.F.P.T*) (p. 3426) : adopté après modifications (p. 3427).

Discussion des amendements identiques nos 19 et 24.

Amendement n° 19 de M. Francis Delattre (élection du président du centre par les seuls représentants des élus locaux) : rejeté (p. 3426).

Amendement n° 24 de M. Bernard Bosson (élection du président du Centre par les seuls représentants des élus locaux) : rejeté (p. 3426).

Contre : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3426) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3426).

Amendements déposés par le groupe communiste avant l'article 3 et déclarés irrecevables : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3426) ; *Coffineau (Michel)* (VP) (p. 3426).

Amendement n° 6 de la commission (bureau du conseil d'administration du centre) (p. 3426) : adopté (p. 3427).

Discussion commune des amendements nos 25, 7 et 31.

Amendement n° 25 de M. Bernard Bosson (délibérations auxquelles seuls les élus locaux prennent part) : non soutenu (p. 3427).

Amendement n° 7 de la commission (délibérations sur les ressources du Centre) : adopté (p. 3427).

Amendement n° 31 de M. Pierre-André Wiltzer (vote du budget du Centre) : devenu sans objet (p. 3427).

Soutenu par M. Francis Delattre (p. 3427).

Amendement n° 20 de M. Francis Delattre (distinction de la délibération et du scrutin sur les matières réservées) : rejeté (p. 3427).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (amendement déclaré irrecevable sur la réintégration des fonctionnaires territoriaux privés d'emploi et licenciés) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3502) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3502, 3503).

Après l'article 3 :

Amendement n° 2 du Gouvernement (compétence de la Cour des comptes pour le contrôle du Centre national de la fonction publique territoriale) : adopté (p. 3503).

Pour : *Limouzy (Jacques)* (p. 3503) ; *Pandraud (Robert)* (p. 3503).

Article 4 (*composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3503) : adopté après modifications (p. 3504).

Amendement n° 8 de la commission (élection du président du conseil d'orientation parmi les représentants des fonctionnaires territoriaux) (p. 3503) : adopté (p. 3504).

Contre : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 3503, 3504).

Article 5 (*missions du conseil d'orientation*) : adopté après modifications (p. 3504).

Discussion des amendements identiques nos 21 et 26.

Amendement n° 21 de M. Francis Delattre (de suppression) : rejeté (p. 3504).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 3504).

Amendement n° 26 de M. Bernard Bosson (de suppression) : rejeté (p. 3504).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 3504).

Contre : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3504).

Amendement n° 9 de la commission (missions du conseil d'orientation) : adopté (p. 3504).

Après l'article 5 :

Discussion des amendements identiques nos 22 et 27.

Amendement n° 22 de M. Francis Delattre (délégation du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3504) : rejeté (p. 3505).

Soutenu par M. Jacques Limouzy (p. 3505).

Amendement n° 27 de M. Bernard Bosson (délégation du Centre national de la fonction publique territoriale) : rejeté (p. 3505).

Chapitre III : *des fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet*.

Article 8 (*recrutement d'agents à temps non complet*) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 10 (p. 3505).

Amendement n° 10 de la commission (mise à disposition des fonctionnaires par les centres de gestion ; conventions passées entre les centres de gestion et les collectivités utilisatrices) : adopté (p. 3505).

Après l'article 6 :

Amendement n° 11 de la commission (exercice de fonctions auprès de plusieurs collectivités et possibilité de procéder à des mises à disposition même quand la nomination ou le détachement sont possibles) : adopté (p. 3505).

Article 7 (*conditions de création d'emplois à temps non complet*) (p. 3505) : adopté (p. 3506).

Article 8 (*intégration des fonctionnaires à temps non complet dans les cadres d'emploi*) : adopté après modifications (p. 3506).

Amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3506).

Amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3506).

Après l'article 8 :

Amendement n° 16 de la commission (fonctionnaires détachés auprès de parlementaires) (p. 3506) : adopté après modifications (p. 3507).

Soutenu par M. François Colcombet (p. 3506, 3507).

Sous-amendement n° 33 du Gouvernement (distinction entre la fin normale du détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires et la fin anticipée du détachement) (p. 3506) : adopté (p. 3507).

Contre : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 3507) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3507).

Amendement n° 14 de la commission (possibilité pour une collectivité locale de récupérer sur un tiers ou son assureur les charges sociales versées au titre du traitement d'un fonctionnaire placé en congé de longue durée) : adopté (p. 3507).

Amendement n° 15 de la commission (équivalence de grades et emplois) : adopté (p. 3507).

Discussion commune des amendements nos 28 et 17.

Amendement n° 28 de M. Marc Dolez (tendant à instaurer la représentation proportionnelle pour la désignation des délégués des communes aux conseils des communautés urbaines) : adopté (p. 3508).

Amendement n° 17 de la commission (tendant à instaurer la représentation proportionnelle pour la désignation des délégués des communes aux conseils des communautés urbaines) : devenu sans objet (p. 3508).

Pour : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3508).

Contre : *Toubon (Jacques)* (p. 3508) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 3508).

Amendement n° 1 de M. Jean-Marie Le Guen (contrôle financier des comptes de la ville de Paris) (p. 3508) : déclaré recevable par scrutin public (p. 3511) : adopté au scrutin public (p. 3515).

Débat sur la recevabilité de cet amendement : déclaré recevable au scrutin public (p. 3511).

Pour : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3509) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 3510) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3510, 3511).

Débat sur l'amendement :

Pour : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3512).

Contre : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3512, 3513) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3514) ; *Catala (Nicole)* (p. 3515).

Rappel au règlement de M. Jean Tibéri (irrecevabilité de cet amendement ; contrôle sur la questure de la ville de Paris ; pouvoirs de police du Maire de Paris et spécificité du statut de la ville) : *Tibéri (Jean)* (p. 3509).

Rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud (propos de l'orateur inscrit contre la recevabilité n'ayant évoqué que le fond de l'amendement) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3511, 3512) ; *Coffineau (Michel)* (VP) (p. 3512).

Amendement n° 30 de M. Jacques Toubon (donnant compétence au maire de Paris pour la réglementation de la circulation et du stationnement) (p. 3515) : rejeté au scrutin public (p. 3519).

Pour : *Dominati (Jacques)* (p. 3518).

Contre : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3517) ; *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 3518).

Présidence de l'Assemblée nationale (crédits de la) : *Toubon (Jacques)* (p. 3515).

Statut particulier de Paris : *Toubon (Jacques)* (p. 3515, 3516) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3517) ; *Dominati (Jacques)* (p. 3518).

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon (rôle du rapporteur) : *Toubon (Jacques)* (p. 3516, 3517).

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon (responsabilité à Paris en matière de police de la circulation et du stationnement) : *Toubon (Jacques)* (p. 3519).

Amendement n° 23 rectifié de M. Louis Mexandeau (mode de scrutin municipal pour les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 2500 et 3500) (p. 3519) : déclaré recevable par scrutin public (p. 3520) : adopté (p. 3521).

Rappel au règlement de M. Jean-Jacques Hiest (irrecevabilité de l'amendement n° 23 rectifié) : *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 3519).

Débat sur la recevabilité de l'amendement n° 23 rectifié : Pour : *Mexandeau (Louis)* (p. 3519) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3520).

Contre : *Gengenwin (Germain)* (p. 3519).

Observations : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 3519).

Débat sur l'amendement n° 23 rectifié : Pour : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3521).

Contre : *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 3520, 3521) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3521).

Observations : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3520).

Amendement n° 18 de la commission (insertion d'un intitulé nouveau : chapitre IV : dispositions diverses) : adopté (p. 3521).

Explications de vote (p. 3521).

Centre national de la fonction publique territoriale : *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 3522) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3522) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3523).

Communes (élections municipales dans les petites) : *Toubon (Jacques)* (p. 3522).

Fonction publique territoriale (réforme du statut de la -, loi Galland) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3521, 3522).

Fonctionnaires territoriaux privés d'emploi (cas de ceux de La Seyne) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3521) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 3522, 3523).

Paris (contrôle financier de la questure de la ville de -) : *Toubon (Jacques)* (p. 3522).

Abstention du groupe communiste : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3522).

Vote contre du groupe UDC : *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 3522).

Vote contre du groupe RPR : *Toubon (Jacques)* (p. 3522).

Vote pour du groupe socialiste : *Tabanou (Pierre)* (p. 3522).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3523).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1988] (p. 4053).

Centre national de la fonction publique territoriale (gestion du) : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 4053) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 4054).

Paris (contrôle financier de la questure de) : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 4053) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 4054).

Services extérieurs de l'Etat (délai de réorganisation des) : *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 4054).

Discussion des articles (p. 4054).

Article 1^{er} : adopté (p. 4054).

Article 2 : adopté (p. 4054).

Article 3 (p. 4054) : adopté après modifications (p. 4055).

Amendement n° 2 de la commission (conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale) : (p. 4054) : adopté (p. 4055).

Amendement n° 3 de la commission (délibérations prises sans la participation des représentants des fonctionnaires territoriaux) : adopté (p. 4055).

Article 4 : adopté (p. 4054).

Article 5 (supprimé par le Sénat) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 4.

Amendement n° 4 de la commission (missions du conseil d'orientation) : adopté (p. 4055).

Article 5 bis : supprimé (p. 4055).

Amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4055).

Article 6 (p. 4055) : adopté après modifications (p. 4056).

Amendement n° 6 de la commission (créations d'emplois à temps partiel) (p. 4055) : adopté (p. 4056).

Article 6 bis (supprimé par le Sénat) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 7 (p. 4056).

Amendement n° 7 de la commission (mise à disposition de fonctionnaires territoriaux) : adopté (p. 4056).

Article 9 (supprimé par le Sénat) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 8 (p. 4056).

Amendement n° 8 de la commission (fonctionnaires détachés auprès de personnes physiques) : adopté (p. 4056).

Article 9 bis : adopté (p. 4056).

Article 12 (supprimé par le Sénat) : rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 9.

Amendement n° 9 de la commission (élection des délégués de petites communes) : adopté (p. 4056).

Article 13 (p. 4057) : adopté au scrutin public dans la rédaction de l'amendement n° 10 (p. 4058).

Discussion commune des amendements n°s 10 et 13.

Amendement n° 10 de la commission (contrôle financier de la ville de Paris) (p. 4057) : adopté au scrutin public (p. 4058).

Amendement n° 13 de la commission (maintien de la questure de la ville de Paris et compétence de la chambre régionale des comptes de l'Île de France ; contrôle des dépenses de la ville de Paris) (p. 4057) : devenu sans objet (p. 4059).

Observations : *Tibéri (Jean)* (p. 4057, 4058) ; *Auroux (Jean)* (p. 4057, 4058) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 4058).

Article 14 (supprimé par le Sénat) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 11 (p. 4059).

Amendement n° 11 de la commission (mode de scrutin pour les élections municipales dans les communes dont la population est comprise entre 2500 et 3500 habitants) : adopté (p. 4059).

Après l'article 14 :

Amendement n° 1 du Gouvernement (prorogation des périodes provisoires des zones d'aménagement différé) : adopté (p. 4059).

Titre :

Amendement n° 12 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 4059).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4059).

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1988] (p. 4065).

Observations : *Tabanou (Pierre)* (p. 4065).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4065, 4066).

Article 13 (p. 4066) :

Amendement n° 1 de M. Jean Tibéri (contrôle financier de la Ville de Paris) (p. 4066) : rejeté (p. 4067).

Contre : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4067).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 4067).

3. - Proposition de loi n° 455 tendant à modifier l'article 78 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant **dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Emmanuel Aubert. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales*.

Communes.

Enseignement 2.

Fonctionnaires et agents publics.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

1. - Projet de loi n° 3 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la **rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** et prorogeant les **exonérations de cotisations de sécurité sociale** liées aux contrats de qualification.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 juin 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Michel Delebarre, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Sueur. - Rapport n° 33 (30 juin 1988). - Discussion le 1^{er} juillet 1988. - Adoption le 1^{er} juillet 1988. - Projet de loi n° 4.

Sénat (première lecture). - N° 311 (1987-1988). - Dépôt le 5 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. André Rabineau. - Rapport n° 312 (1987-1988) (5 juillet 1988). - Discussion le 5 juillet 1988. - Adoption définitive le 5 juillet 1988. - Projet de loi n° 95 (1987-1988).

Loi n° 88-811 du 12 juillet 1988 publiée au J.O. du 14 juillet 1988 (p. 9143).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 1988] (p. 426).

Apprentissage : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 429).

Contrat de qualification : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 426) ; *Laignel (André)* (G) (p. 428) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 429).

Crédit formation : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 427).

Emploi des jeunes : *Roudy (Yvette)* (p. 430).

Formation professionnelle : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 427) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 429) ; *Roudy (Yvette)* (p. 430) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 431) ; *Laignel (André)* (G) (p. 432).

Formation (révision du dispositif de) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 427) ; *Laignel (André)* (G) (p. 427, 430) ; *Roudy (Yvette)* (p. 430) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 431).

Gouvernement Chirac (politique menée par le) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 431).

Rémunération des stagiaires : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 426) ; *Laignel (André)* (G) (p. 427, 428) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 429) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 431).

Discussion des articles (p. 432).

Article 1^{er} (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle) : adopté (p. 432).

Article 2 (régime des exonérations de charges sociales liées aux contrats de qualification) (p. 432) ; adopté (p. 433).

Amendement n° 1 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 432) ; rejeté (p. 433).

Contre : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 432) ; *Laignel (André)* (G) (p. 433).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 433).

2. - Projet de loi n° 291 relative aux compétences de la **collectivité territoriale de Mayotte** en matière de **formation professionnelle et d'apprentissage**.

Sénat (première lecture). - N° 255 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Auguste Cazalet. - Rapport n° 16 (1988-1989). - Discussion et adoption le 11 octobre 1988. - Projet de loi n° 8.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 12 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Paul Virapoullé (3 novembre 1988). - Rapport n° 360 (17 novembre 1988). - Discussion le 22 novembre 1988. - Adoption définitive le 22 novembre 1988. - Projet de loi n° 27.

Loi n° 88-1089 du 1^{er} décembre 1988 publiée au J.O. du 3 décembre 1988 (p. 15124).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 1988] (p. 2641).

Appartenance de Mayotte à la France (historique de l') : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2643).

Contrat de Plan Etat-collectivité territoriale : *Laignel (André)* (G) (p. 2642).

Développement économique : *Le Foll (Robert)* (p. 2643, 2644) ; *Laignel (André)* (G) (p. 2644).

Droit applicable à Mayotte (modernisation du) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2641) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2642) ; *Laignel (André)* (G) (p. 2644).

Fonds européen de développement : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2641) ; *Laignel (André)* (G) (p. 2642).

Formation professionnelle et apprentissage : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2641) ; *Laignel (André)* (G) (p. 2642) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2642, 2643) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2643, 2644).

Immigrés clandestins d'origine comorienne : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2642).

Jeunes (caractère prioritaire de la formation des) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2641) ; *Laignel (André)* (G) (p. 2642) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2642, 2643) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2644).

Rapporteur de la commission des affaires sociales du Sénat (propos du - sur la modernisation de Mayotte) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2641) ; *Laignel (André)* (G) (p. 2642).

Statut de Mayotte (et référendum sur le - prévu par la loi de 1979) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2642) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2642, 2643).

Discussion des articles (p. 2644).

Article 1^{er} (répartition des compétences pour la mise en œuvre des actions d'apprentissage et de formation professionnelle continue) : adopté (p. 2644).

Article 2 (comité de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi de Mayotte) : adopté (p. 2644).

Article 3 (programme annuel d'apprentissage et de formation professionnelle continue) : adopté (p. 2644).

Article 4 (conventions passées avec les établissements concernés par le programme) : adopté (p. 2644).

Article 5 (contenu des conventions) : adopté (p. 2644).

Article 6 (fonds de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue de Mayotte) : adopté (p. 2644).

Article 7 (date d'application de la loi) : adopté (p. 2644).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 2644).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 10.

Lois de finances 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat.

Lois de finances 3, deuxième partie, Travail, emploi et formation professionnelle.

Questions au Gouvernement 30, 58.

Travail 3.

FRANÇAIS : LANGUE

1. - Proposition de loi n° 96 relative à la défense de la langue française.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (14 octobre 1988).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Affaires étrangères et Coopération et développement.

Traités et conventions 7.

FRANÇAIS, NATIONALITE FRANÇAISE

1. - Proposition de loi n° 59 tendant à reconnaître la nationalité française à tout étranger résident.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 180 tendant à modifier les conditions d'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (3 novembre 1988).

FRANCONVILLE

Suppression du passage à niveau à -

Voir *Questions orales sans débat 44.*

FRAUDE ELECTORALE

Voir *Elections et référendums.*

FRUITS ET LEGUMES

Voir *Agriculture.*

FUNERAILLES NATIONALES

1. - Proposition de loi n° 8 relative au transfert et à l'inhumation au Panthéon de la dépouille de Mme Eugénie Eboué-Tell.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Jean-Guy Branger. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

G

GENERAL AGREEMENT ON TARIFS AND TRADE (G.A.T.T.)

Négociations du -

Voir *Questions au Gouvernement 142, 160.*

GEOMETRES

Voir *Communes 5.*

GOUVERNEMENT

1. - Proposition de loi n° 85 tendant à la création d'une agence interministérielle aux personnels non titulaires.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 91 tendant à simplifier, améliorer et assainir les conditions de rémunération des membres de cabinet ministériel.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Pierre Delalande. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (24 novembre 1988).

Premier ministre : déclaration sur la construction de l'Europe.

Voir *Questions au Gouvernement 153.*

Droit de réponse à toute émission télévisée.

Voir *Questions au Gouvernement 169.*

GRACE ET AMNISTIE

1. - Projet de loi n° 37 portant amnistie.

Sénat (première lecture). - N° 298 (1987-1988). - Dépôt le 16 juin 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre et M. Pierre Arpaillange, garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° 297 (1987-1988). - Discussion les 29, 30 juin et 1^{er} juillet 1988. - Projet de loi n° 93 (1987-1988).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (30 juin 1988). - Rapport n° 39 (4 juillet 1988). - Discussion le 5 juillet 1988. - Adoption le 5 juillet 1988. - Projet de loi n° 6.

Sénat (deuxième lecture). - N° 320 (1987-1988). - Dépôt le 6 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° 322 (1987-1988). - Discussion le 6 juillet 1988. - Rejet le 6 juillet 1988. - Projet de loi n° 105 (1987-1988).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 116. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. - Rapport n° 117 (7 juillet 1988). - Discussion le 7 juillet 1988. - Adoption avec modifications le 7 juillet 1988. - Projet de loi n° 7.

Commission mixte paritaire et bureau. - [J.O. du 8 juillet 1988] (p. 8973). - Réunion le 7 juillet 1988.

Assemblée nationale. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. – Rapport n° 129 (7 juillet 1988).

Sénat. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 324 (1987-1988) (7 juillet 1988).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture). – N° 130. Dépôt le 7 juillet 1988. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. – Rapport n° 131 (7 juillet 1988). – Discussion le 7 juillet 1988. – Adoption avec modifications le 7 juillet 1988. – Projet de loi n° 9.

Sénat (troisième lecture). – N° 325 (1987-1988). – Dépôt le 7 juillet 1988. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 326 (1987-1988) (8 juillet 1988). – Discussion le 8 juillet 1988. – Adoption avec modifications le 8 juillet 1988. – Projet de loi n° 106 (1987-1988).

Assemblée nationale (quatrième lecture). – N° 144. – Dépôt le 8 juillet 1988. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. – Rapport n° 145 (8 juillet 1988). – Discussion le 8 juillet 1988. – Adoption définitive le 8 juillet 1988. – Projet de loi n° 10.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). Décision le 20 juillet 1988 [J.O. du 21 juillet 1988] (p. 9448). – Certaines dispositions des articles 7 C et 15 II déclarées non conformes.

Loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 publiée au J.O. du 21 juillet 1988 (p. 9429). – Rectificatif [J.O. du 22 juillet 1988] (p. 9496).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juillet 1988] (p. 461, 481).

Affaire Pierre Verdier : Loncle (François) (p. 485) ; Toubon (Jacques) (p. 486).

Amnistie (notion d') : Michel (Jean-Pierre) (p. 461) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 464) ; Delattre (Francis) (p. 471) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 472) ; Charles (Serge) (p. 475) ; Bonnemaison (Gilbert) (p. 481).

Amnistie au quantum :

– peines de substitution : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 466) ;

– seuil retenu : Michel (Jean-Pierre) (p. 462) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 465, 486) ; Mazeaud (Pierre) (p. 469) ; Delattre (Francis) (p. 471) ; Asensi (François) (p. 475) ;

– seuil retenu pour l'outre-mer : Mazeaud (Pierre) (p. 470, 471) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 486).

Amnistie réelle (et notamment cas des infractions militaires) : Michel (Jean-Pierre) (p. 462) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 465).

Attentat de Provins contre M. Alain Peyrefitte : Loncle (François) (p. 485) ; Toubon (Jacques) (p. 486) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 488).

Avortement (délit d'incitation à l') : Boutin (Christine) (p. 484).

Code pénal (réforme du) : Marchand (Philippe) (p. 474).

Contraventions de grande voirie : Charles (Serge) (p. 476) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 486).

Enfants battus : Charles (Serge) (p. 476).

Environnement (protection de l' – contre la pollution et les nuisances) : Sublet (Marie-Josèphe) (p. 483, 484).

Exclusions de l'amnistie :

– causes d' – : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 464, 465, 467) ; Asensi (François) (p. 474) ;

– délits relatifs aux problèmes de l'enseignement : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 465) ; Marchand (Philippe) (p. 473) ;

– infractions anciennes et n'ayant pas fait l'objet de récidive : Michel (Jean-Pierre) (p. 463, 464) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 467) ;

– logiciels (contrefaçon de – à des fins pédagogiques) : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 465).

Grâce amnistiante (amnistie individuelle par décret du Président de la République ; étrangers faisant l'objet d'une mesure d'interdiction du territoire notamment) : Michel (Jean-Pierre) (p. 462) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 466, 486) ; Mazeaud (Pierre) (p. 469).

Grâce collective du Président de la République en date du 20 juin 1988 : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 465).

Hersant (poursuites intentées contre M. Robert – en 1981) : Michel (Jean-Pierre) (p. 463).

Images subliminales (utilisation des – dans la communication télévisuelle) : Charles (Serge) (p. 476).

Lois d'amnistie de 1974 et 1981 : Michel (Jean-Pierre) (p. 462) ; Delattre (Francis) (p. 471) ; Charles (Serge) (p. 475).

Pensions alimentaires et non-présentation d'enfants : Boutin (Christine) (p. 484, 485).

Prisons (programme de construction de – lancé par M. Albin Chalandon) : Delattre (Francis) (p. 471) ; Bonnemaison (Gilbert) (p. 482).

Salariés (amnistie de faits susceptibles d'être sanctionnés) : Michel (Jean-Pierre) (p. 462, 463) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 466) ; Delattre (Francis) (p. 471) ; Boutin (Christine) (p. 481).

Salariés protégés (réintégration des) : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 466, 486) ; Mazeaud (Pierre) (p. 469, 470) ; Delattre (Francis) (p. 471, 472) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 473) ; Marchand (Philippe) (p. 474) ; Asensi (François) (p. 475) ; Charles (Serge) (p. 475) ; Boutin (Christine) (p. 484).

Sécurité routière : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 466, 487, 488) ; Delattre (Francis) (p. 471) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 472, 473) ; Marchand (Philippe) (p. 473) ; Charles (Serge) (p. 476) ; Fuchs (Jean-Paul) (p. 483) ; Boutin (Christine) (p. 484).

Terroristes détenus en prison (mesures d'isolement des) : Toubon (Jacques) (p. 467, 468) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 468, 487) ; Mazeaud (Pierre) (p. 468) ; Boutin (Christine) (p. 484).

Travail (infractions à la législation du) : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 467, 487) ; Mazeaud (Pierre) (p. 469) ; Delattre (Francis) (p. 472) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 473) ; Marchand (Philippe) (p. 474) ; Asensi (François) (p. 475) ; Berson (Michel) (p. 485).

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon (suppression des mesures d'isolement pour les détenus terroristes) : Toubon (Jacques) (p. 467, 468) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 468).

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon (propos de M. François Loncle sur l'attentat de Provins contre M. Alain Peyrefitte) : Toubon (Jacques) (p. 486).

Rappel au règlement de M. Francis Delattre (absence de réponse du gouvernement à un orateur intervenu dans la discussion générale) : Delattre (Francis) (p. 488) ; Hage (Georges) (VP) (p. 488).

Rappel au règlement de M. Jean-Jacques Hyst (propos de M. François Loncle sur l'attentat de Provins contre M. Alain Peyrefitte) : Hyst (Jean-Jacques) (p. 488).

Discussion des articles [5 juillet 1988] (p. 487).

Chapitre 1^{er} : amnistie de droit.

Article 1^{er} (amnistie de droit des contraventions de police) : adopté (p. 487).

Article 2 (amnistie de droit de certains délits) (p. 487) ; adopté après modifications (p. 494).

INTERVENANTS :

Observations : Vergès (Laurent) (p. 487, 488) ; Toubon (Jacques) (p. 488, 489).

Comportements dangereux : Toubon (Jacques) (p. 488).

Elus (infractions commises par les) : Vergès (Laurent) (p. 487, 488).

Sécurité routière : Toubon (Jacques) (p. 488, 489).

Amendement n° 80 de M. Georges Mesmin (délits commis au cours de manifestations publiques) : non soutenu (p. 487).

Discussion commune des amendements n°s 5 et 36.

Amendement n° 5 de la commission (actes commis au cours des conflits de l'enseignement) : adopté (p. 489).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 489).

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 489).

Amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes (actes en relation avec les problèmes de l'enseignement) : devenu sans objet (p. 489).

Soutenu par M. François Asensi (p. 489).

Amendement n° 77 de M. Dominique Baudis (reproduction de logiciels dans un but pédagogique) (p. 489) : retiré (p. 490).

Observations : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 489) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 489).

Amendement n° 37 de M. François Asensi (actions menées par des indépendantistes d'outre-mer) (p. 490) : rejeté (p. 491).

Contre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 490) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 490) ; *Sapin (Michel)* (p. 490, 491) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 491).

Guadeloupe : *Asensi (François)* (p. 490).

Nouvelle-Calédonie : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 490) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 490). *Sapin (Michel)* (p. 490).

Amendement n° 6 de la commission (financement des campagnes électorales et des partis politiques) (p. 491) : adopté (p. 492).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 491).

Pour : *Mazeaud (Pierre)* (p. 491) ; contre : *Lajoinie (André)* (p. 491).

Observations : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 491).

Amendement n° 38 de M. Georges Hage (faits considérés comme ayant porté le discrédit sur des décisions de justice) : rejeté (p. 492).

Soutenu par M. François Asensi (p. 492).

Contre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 492) ; *Toubon (Jacques)* (p. 492).

Amendement n° 7 de la commission (délits relatifs à l'avortement et à sa publicité) (p. 492) : adopté (p. 493).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 492).

Contre : *Boutin (Christine)* (p. 492) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 492, 493).

Amendement n° 39 de Mme Muguette Jacquaint (délits en matière de police des étrangers) : rejeté (p. 493).

Soutenu par M. François Asensi (p. 493).

Contre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 493) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 493) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 493).

Discussion des amendements identiques nos 8 et 40.

Amendement n° 8 de la commission (syndics coupables de malversations) : adopté (p. 493).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 493).

Amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (syndics coupables de malversations) : adopté (p. 493).

Amendement n° 35 de M. Jacques Godfrain (condamnations pour des faits anciens) (p. 493) : retiré (p. 494).

Observations : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 493, 494) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 494).

Article 3 (amnistie de droit d'infractions à caractère militaire) : adopté (p. 494).

Article 4 (délits d'insoumission et de désertion) : adopté (p. 494).

Article 5 (refus d'obéissance) : adopté (p. 494).

Article 6 (amnistie des contraventions de grande voirie) (p. 494) ; adopté (p. 495).

INTERVENANT :

Observations : *Charles (Serge)* (p. 494, 495).

Amendement n° 29 de M. Serge Charles (de suppression) : rejeté (p. 495).

Contre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 495).

Article 7 (amnistie en raison du quantum de la peine) (p. 495) : adopté après modifications (p. 498).

INTERVENANTS :

Observations : *Hoarau (Elie)* (p. 495, 496) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 496).

Juge (opinion d'un - favorable au Front national) : *Hoarau (Elie)* (p. 496) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 496).

Quantum applicable outre-mer : *Hoarau (Elie)* (p. 495, 496) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 496).

Discussion des amendements identiques nos 88 et 41.

Amendement n° 88 de M. Francis Delattre (fixation du quantum à deux mois de prison dans le a) de cet article) (p. 496) : rejeté (p. 497).

Amendement n° 41 de M. François Asensi (tendant à fixer le quantum à six mois de prison dans le a) de cet article) (p. 496) : rejeté (p. 497).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 497).

Contre : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 496) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 497).

Amendement n° 42 de M. François Asensi (tendant à fixer le quantum à six mois d'emprisonnement avec sursis dans le b) de cet article) : rejeté (p. 497).

Amendement n° 50 de M. François Asensi (quantum applicable outre-mer) (p. 497) : retiré (p. 498).

Amendement n° 43 de M. François Asensi (quantum applicable outre-mer) : rejeté (p. 498).

Amendement n° 44 de M. François Asensi (quantum applicable au d) de cet article) : rejeté (p. 498).

Amendement n° 51 de M. François Asensi (quantum applicable au d) de cet article) : retiré (p. 498).

Amendement n° 45 de M. François Asensi (quantum applicable au d) de cet article) : rejeté (p. 498).

Amendement n° 46 de M. François Asensi (quantum applicable au e) de cet article) : rejeté (p. 498).

Amendement n° 52 de M. François Asensi (quantum applicable au e) de cet article) : retiré (p. 498).

Observations : *Mazeaud (Pierre)* (p. 498).

Amendement n° 47 de M. François Asensi (quantum applicable au e) de cet article) : rejeté (p. 498).

Amendement n° 48 de M. François Asensi (quantum applicable au f) de cet article) : rejeté (p. 498).

Amendement n° 53 de M. François Asensi (quantum applicable au f) de cet article) : retiré (p. 498).

Amendement n° 49 de M. François Asensi (quantum applicable au f) de cet article) : rejeté (p. 498).

Article 8 (amnistie des infractions ayant donné lieu à l'application de peines de substitution à l'emprisonnement) : adopté (p. 499).

Article 9 (amnistie des infractions ayant donné lieu à une dispense de peine) : adopté (p. 499).

Article 10 (amnistie des mesures d'admonestation) : adopté après modifications (p. 499).

Amendement n° 9 de la commission (infractions ayant donné lieu à la remise du mineur à ses parents, son tuteur ou à la personne qui en avait la garde) : adopté (p. 499).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 499).

Article 11 (caractère de la décision de condamnation) : adopté (p. 499).

Article 12 (contestations relatives à l'amnistie) : adopté (p. 499).

Chapitre II : amnistie par mesure individuelle.

Article 13 (amnistie par mesure individuelle) (p. 499) : adopté après modifications (p. 501).

INTERVENANTS :

Pour : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 500).

Contre : *Mazeaud (Pierre)* (p. 500).

Observations : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 500).

Amendement n° 1 de M. Eric Raoult (engagés volontaires 1944-1945) : adopté. (p. 500).

Soutenu par M. Jacques Toubon (p. 500).

Pour : Michel (Jean-Pierre) (p. 500).

Amendement n° 10 de la commission (personnes s'étant distinguées dans le domaine économique) (p. 500) : adopté (p. 501).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 501).

Discussion des amendements identiques n°s 11 et 54.

Amendement n° 11 de la commission (étrangers faisant l'objet d'une mesure d'interdiction du territoire) : adopté (p. 501).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 501).

Pour : Arpaillange (Pierre) (p. 501).

Amendement n° 54 de M. Georges Hage (même objet) : satisfait (p. 501).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 501).

Amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 501).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 501).

Chapitre III : amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles et de certaines mesures administratives.

Article 14 (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) (p. 501) : adopté (p. 502).

Article 15 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motif de sanctions prononcées par un employeur) (supprimé par le Sénat) (p. 502) : rétabli (p. 506).

INTERVENANTS :

Pour : Suchod (Michel) (p. 502) ; Le Meur (Daniel) (p. 502).

Contre le II de cet article (réintégration des salariés protégés) : Mazeaud (Pierre) (p. 502) ; Catala (Nicole) (p. 503).

Observations : Sapin (Michel) (p. 502, 503).

Discussion commune des amendements n°s 13 rectifié, 55 corrigé et 71.

Amendement n° 13 rectifié de la commission (rétablissant cet article ; réintégration des salariés protégés) (p. 503) : adopté après modifications et recours au vote par division (p. 505, 506).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 503, 504).

Contre : Toubon (Jacques) (p. 504, 505).

Observations : Sapin (Michel) (p. 504) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 504).

Scrutin public sur le vote de la deuxième division.

Sous-amendement n° 68 rectifié de M. Georges Hage (faute lourde constituée par des coups et blessures) (p. 503) : retiré (p. 505).

Sous-amendement n° 78 de M. François Asensi (coups et blessures sanctionnés par une condamnation non visée à l'article 7 de cette loi) (p. 503) : adopté (p. 505).

Contre : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 505) ; Toubon (Jacques) (p. 505).

Sous-amendement n° 69 de M. François Asensi (de précision) (p. 503) : retiré (p. 505).

Amendement n° 55 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (amnistie des faits retenus comme motifs de sanctions par un employeur) (p. 503) : retiré (p. 504).

Amendement n° 71 de M. Francis Delattre (amnistie des faits retenus comme motifs de sanction par un employeur) (p. 504) : satisfait (p. 506).

Observations : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 504).

Article 16 (amnistie des faits commis par des étudiants ou des élèves dans les établissements universitaires ou scolaires) : adopté après modifications (p. 506).

Discussion commune des amendements n°s 14 et 31.

Amendement n° 14 de la commission (réintégration dans l'établissement) (p. 506) : adopté (p. 506).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 506).

Amendement n° 31 de M. François Asensi (réintégration dans l'établissement) : adopté (p. 506).

Article 17 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) : adopté (p. 506).

Article 18 (amnistie de certaines mesures administratives concernant les permis de conduire) (p. 506) : adopté (p. 507).

INTERVENANT :

Observations : Thien Ah Koon (André) (p. 506, 507).

Non salariés non agricoles dans les D.O.M. (arriérés de cotisations) : Thien Ah Koon (André) (p. 506, 507).

Discussion commune des amendements n°s 79 et 81.

Amendement n° 79 de M. Jean-Paul Fuchs (franchissement de la ligne blanche et des feux rouges étant exclus de l'amnistie) : rejeté (p. 507).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 507).

Amendement n° 81 de M. Georges Mesmin (infractions visées à l'article R 266 du code de la route) : rejeté (p. 507).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 507).

Pour : Toubon (Jacques) (p. 507) ; contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 507) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 507).

Amendement n° 82 de M. Georges Mesmin (contraventions de cinquième classe dressées au titre du 4° de l'article R 40 du code pénal) : rejeté (p. 507).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 507).

Chapitre IV : effets de l'amnistie.

Article 19 (effets généraux de l'amnistie en matière pénale) (p. 507) : adopté après modifications (p. 508).

Restitution (réintégration des salariés protégés) : Delattre (Francis) (p. 508) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 508).

Amendement n° 64 de M. Georges Hage (peine complémentaire d'interdiction de séjour sur le territoire) : rejeté (p. 508).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 508).

Contre : Michel (Jean-Pierre).

Amendement n° 15 de la commission (grâce amnistiante au profit des étrangers interdits de séjour) : adopté (p. 508).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 508).

Contre : Toubon (Jacques) (p. 508).

Article 20 (effets de l'amnistie sur la faillite personnelle) : adopté (p. 508).

Article 21 (amnistie en cas de condamnation pour infractions multiples) (p. 508) : adopté (p. 509).

Amendement n° 30 de M. Pierre Pasquini (poursuites pour infractions multiples) (p. 508) : rejeté (p. 509).

Contre : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 508, 509).

Observations : Michel (Jean-Pierre) (p. 508).

Article 22 (évasion et interdiction de séjour) : adopté (p. 509).

Article 23 (effets de l'amnistie en matière professionnelle) : adopté (p. 509).

Article 24 (réserve des droits des tiers) : adopté (p. 509).

Article 25 (action en révision et réhabilitation) : adopté (p. 509).

Article 26 (interdiction du rappel des faits amnistiés) : adopté (p. 509).

Article 27 (mesures relatives à la protection de la jeunesse) : adopté (p. 509).

Article 27 bis (inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision) (p. 509) : adopté après modifications (p. 510).

Amendement n° 76 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 509).

Soutenu par M. Pierre Arpaillange (G) (p. 509).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 509).

Amendement n° 16 de la commission (recouvrement de l'exercice du droit de vote après en avoir été privé par décision de justice) : adopté (p. 509).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 509).

Chapitre V : exclusion de l'amnistie.

Article 28 (exclusions générales de l'amnistie) (p. 510) : adopté après modifications (p. 518).

Amendement n° 86 de M. Ladislav Poniatowski (violences, coups et blessures sur enfant de moins de quinze ans) (p. 510) : rejeté (p. 511).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 510, 511) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 511).

Discussion commune des amendements n°s 2, 83 et 17.

Amendement n° 2 de M. Jacques Toubon (infractions au code de la route) (p. 510) : retiré (p. 513).

Amendement n° 83 de M. Georges Mesmin (infractions à la sécurité routière) : non soutenu (p. 511).

Amendement n° 17 de la commission (infractions à la sécurité routière) : adopté après rectification (p. 513).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 513).

Observations : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 512) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 512) ; Toubon (Jacques) (p. 512).

Amendement n° 27 de M. Jacques Toubon (contraventions prévues à l'article R 266 du code de la route) : retiré (p. 513).

Amendement n° 73 de la commission (infractions au code électoral) : adopté (p. 513).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 513).

Discussion commune des amendements n°s 32 rectifié et 33 rectifié.

Amendement n° 32 rectifié de Mme Lucette Michaux-Chevry (infractions à la sécurité routière) : retiré (p. 513).

Soutenu par M. Jacques Toubon (p. 513).

Amendement n° 33 rectifié de M. Serge Charles (infractions à la sécurité routière) : retiré (p. 513).

Amendement n° 3 de M. Jacques Toubon (protection des animaux) : retiré (p. 513).

Amendement n° 84 de M. Georges Mesmin (délit de conduite malgré l'annulation du permis) : rejeté (p. 513).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 513).

Amendement n° 4 de M. Jacques Toubon (pollution) (p. 513) : rejeté (p. 514).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 514).

Amendement n° 18 de la commission (transport de matières dangereuses) : adopté (p. 514).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 514).

Amendement n° 19 de la commission (atteintes au patrimoine et aux sites) : adopté (p. 514).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 514).

Pour : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 514).

Amendement n° 34 de M. Jacques Godfrain (petites infractions douanières) (p. 514) : rejeté (p. 515).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 515) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 515).

Amendement n° 20 de la commission (de conséquence ; interdiction de séjour prononcée à titre complémentaire) : adopté (p. 515).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 515).

Amendements n°s 65 de Mme Muguette Jacquaint et 66 de M. Georges Hage : retirés (p. 515).

Discussion commune des amendements n°s 21 et 89.

Amendement n° 21 de la commission (infractions à la législation du travail) (p. 515) : rejeté (p. 517).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 515).

Amendement n° 89 du gouvernement (infractions à la législation du travail) (p. 515, 516) : adopté (p. 517).

Soutenu par M. Pierre Arpaillange (G) (p. 515).

Pour : Sapin (Michel) (p. 515, 516) ; contre : Delattre (Francis) (p. 516, 517) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 516).

Discussion commune des amendements n°s 22 et 67.

Amendement n° 22 de la commission (délits de contrefaçon et de piratage des décodeurs audiovisuels) : adopté (p. 517).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 517).

Amendement n° 67 de M. Jacques Brunhes (délit de contrefaçon et de piratage des décodeurs audiovisuels) : retiré (p. 517).

Amendement n° 23 de la commission (délits ayant donné lieu depuis 1981 à plus de trois condamnations pour des faits de même nature) : adopté (p. 517).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 517).

Amendement n° 24 de la commission (mauvais traitements infligés à des animaux) (p. 517) : adopté (p. 518).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 517).

Pour : Sapin (Michel) (p. 518) ; contre : Godfrain (Jacques) (p. 517, 518).

Amendement n° 75 de M. Roland Blum (exercice illégal de la médecine) : rejeté (p. 518).

Soutenu par M. Francis Delattre (p. 518).

Article 28 bis (exclusion de l'amnistie d'un certain nombre d'infractions, sauf lorsqu'elles sont antérieures au 16 juillet 1974 et que leur auteur n'a pas subi de nouvelle condamnation) (p. 518) : adopté après modifications (p. 519).

Amendement n° 87 de M. Ladislav Poniatowski (infractions prévues à l'article 312 alinéas 6 à 11 du code pénal) : retiré (p. 518).

Amendement n° 25 de la commission (délits d'abandon de famille et de non paiement de pension alimentaire) : adopté (p. 518).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 518).

Amendement n° 85 de M. Georges Mesmin (délit de conduite sans permis) (p. 518) : rejeté (p. 519).

Soutenu par M. Jean-Jacques Hyst (p. 518).

Pour : Mazeaud (Pierre) (p. 519).

Contre : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 519).

Chapitre VI : dispositions particulières relatives au casier judiciaire et à la constatation de certains cas d'amnistie.

Article 29 (condamnations prononcées par des juridictions étrangères) : adopté (p. 519).

Article 30 (constatation de l'amnistie) : adopté (p. 519).

Après l'article 30 :

Amendement n° 26 de la commission (effacement du bulletin n° 2 du casier judiciaire de condamnations anciennes) : adopté (p. 519).

Contre : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 519).

Article 31 (application de la loi dans les TOM et à Mayotte) : adopté (p. 520).

INTERVENANT :

Observations : Jacquaint (Muguette) (p. 520).

Réintégration des salariés protégés : Jacquaint (Muguette) (p. 520).

Trafics financiers et fausses factures : Jacquaint (Muguette) (p. 520).

Explications de vote (p. 520).

Amendements défendus par l'opposition : Marchand (Philippe) (p. 521) ; Delattre (Francis) (p. 521).

Chefs d'entreprises (infractions aux lois sociales) : Catala (Nicole) (p. 520) ; Marchand (Philippe) (p. 521) ; Delattre (Francis) (p. 522) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 522).

Départements et territoires d'outre-mer (quantum applicable) : *Catala (Nicole)* (p. 520).

Grâce amnistiante : *Catala (Nicole)* (p. 520).

Réintégration des salariés protégés : *Catala (Nicole)* (p. 520) ; *Marchand (Philippe)* (p. 521) ; *Delattre (Francis)* (p. 522) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 522).

Sécurité routière : *Marchand (Philippe)* (p. 521) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 522).

Terroristes (régime carcéral d'isolement) : *Catala (Nicole)* (p. 520, 521).

Abstention du groupe R.P.R. : *Catala (Nicole)* (p. 520, 521).

Abstention du groupe U.D.F. : *Delattre (Francis)* (p. 522).

Abstention du groupe de l'Union du centre : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 522).

Vote pour du groupe socialiste : *Marchand (Philippe)* (p. 521).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 1988] (p. 549).

Amnistie réelle : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 550).

Code du travail (infractions au) : *Asensi (François)* (p. 550) ; *Delattre (Francis)* (p. 551).

C.M.P sur le projet (hypothèse d'une réussite de la - ; précédent de 1981) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 549, 550) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 550) ; *Toubon (Jacques)* (p. 550).

Politique pénale menée de 1981 à 1986 : *Toubon (Jacques)* (p. 550).

Réintégration de certains salariés protégés : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 549) ; *Asensi (François)* (p. 550) ; *Toubon (Jacques)* (p. 550, 551) ; *Delattre (Francis)* (p. 551) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 551).

Sénat (question préalable opposée au projet) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 549).

Discussion des articles (p. 551).

Chapitre I^{er} : amnistie de droit.

Article 1^{er} (amnistie de droit des contraventions de police) : adopté (p. 551).

Article 2 (amnistie de droit de certaines infractions) (p. 551) : adopté (p. 552).

INTERVENANT :

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 552).

Positions des groupes sur certains articles (maintien des) : *Sapin (Michel)* (p. 552).

Article 3 (amnistie de droit d'infractions à caractère militaire) : adopté (p. 552).

Article 4 (délits d'insoumission et de désertion) : adopté (p. 552).

Article 5 (refus d'obéissance) : adopté (p. 552).

Article 6 (amnistie des contraventions de grande voirie) : adopté (p. 552).

Article 7 (amnistie en raison du quantum de la peine) : adopté (p. 552).

Article 8 (amnistie des infractions ayant donné lieu à l'application de peines de substitution à l'emprisonnement) : adopté (p. 553).

Article 9 (amnistie des infractions ayant donné lieu à une dispense de peine) : adopté (p. 553).

Article 10 (amnistie des mesures d'amonestation et de remise à parents) : adopté (p. 553).

Article 11 (caractère de la décision de condamnation) : adopté (p. 553).

Article 12 (contestations relatives à l'amnistie) : adopté (p. 553).

Chapitre II : amnistie par mesure individuelle.

Article 13 (amnistie par mesure individuelle) : adopté (p. 553).

Chapitre III : amnistie de sanctions disciplinaires ou professionnelles et de certaines mesures administratives.

Article 14 (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) : adopté (p. 554).

Article 15 (amnistie des faits retenus comme motifs de sanctions par un employeur et réintégration, à certaines conditions, des salariés protégés) : adopté (p. 554).

Article 16 (amnistie des faits commis par des étudiants ou des élèves dans les établissements universitaires ou scolaires) : adopté (p. 554).

Article 17 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) : adopté (p. 554).

Article 18 (amnistie de certaines mesures administratives concernant le permis de conduire) : adopté (p. 554).

Chapitre IV : effets de l'amnistie.

Article 19 (effets généraux de l'amnistie en matière pénale) (p. 554) : adopté (p. 555).

Amendement n° 1 du gouvernement présenté par M. Pierre Arpaillange (de coordination) (p. 554) : adopté (p. 555).

Article 20 (effets de l'amnistie sur la faillite personnelle) : adopté (p. 555).

Article 21 (amnistie en cas de condamnation pour infractions multiples) : adopté (p. 555).

Article 22 (évasion et interdiction de séjour) : adopté (p. 555).

Article 23 (effets de l'amnistie en matière professionnelle) : adopté (p. 555).

Article 24 (réserve des droits des tiers) : adopté (p. 555).

Article 25 (action en révision et réhabilitation) : adopté (p. 555).

Article 26 (interdiction du rappel des faits amnistiés) : adopté (p. 555).

Article 27 (mesures tendant à la protection de la jeunesse) : adopté (p. 555).

Article 27 bis (inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision) : adopté (p. 555).

Chapitre V : exclusion de l'amnistie.

Article 28 (exclusions générales de l'amnistie) (p. 555) : adopté (p. 556).

Article 28 bis (exclusions de l'amnistie d'un certain nombre d'infractions sauf lorsqu'elles sont antérieures au 16 juillet 1974 et que leur auteur n'a pas subi de nouvelle condamnation) : adopté (p. 556).

Chapitre VI : dispositions particulières relatives au casier judiciaire et à la constatation de certains cas d'amnistie.

Article 29 (condamnations prononcées par des juridictions étrangères) : adopté (p. 556).

Article 30 (constatation de l'amnistie) : adopté (p. 556).

Article 30 bis (exclusion du bulletin n° 2 du casier judiciaire de certaines condamnations anciennes) : adopté (p. 556).

Article 31 (application de la loi dans les T.O.M. et à Mayotte) : adopté (p. 556).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 556).

TROISIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 1988] (p. 576).

Contrefaçon et piratage individuel : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 576).

Engagés volontaires de 39-45 : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 576).

Étrangers, mineurs frappés d'une interdiction du territoire : Michel (Jean-Pierre) (p. 576).

Gouvernement (différence de conception entre le - et la majorité) : Toubon (Jacques) (p. 577).

Salariés protégés licenciés (réintégration des) : Michel (Jean-Pierre) (p. 576) ; Arpaillage (Pierre) (G) (p. 576) ; Asensi (François) (p. 577).

Salariés sanctionnés par leur employeur : Arpaillage (Pierre) (G) (p. 576).

Terroristes (régime pénitentiaire des - détenus) : Toubon (Jacques) (p. 577).

Discussion des articles (p. 577).

Chapitre I^{er} : amnistie de droit.

Article 1^{er} (amnistie de droit des contraventions de police) : adopté (p. 577).

Article 2 (amnistie de droit de certaines infractions) : adopté (p. 578).

Discussion des amendements identiques nos 6 et 12.

Amendement n° 6 de M. Jacques Toubon (contre l'amnistie de l'avortement et de la provocation à l'avortement) : rejeté (p. 518).

Amendement n° 12 de Mme Christine Boutin (contre l'amnistie de l'avortement et de la provocation à l'avortement) : rejeté (p. 578).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 578) ; Arpaillage (Pierre) (G) (p. 578).

Article 3 (amnistie de droit d'infractions à caractère militaire) : adopté (p. 578).

Article 4 (délits d'insoumission et de désertion) : adopté (p. 578).

Article 5 (refus d'obéissance) : adopté (p. 578).

Article 6 (amnistie des contraventions de grande voirie) : adopté (p. 578).

Article 7 (amnistie en raison du quantum de la peine) (p. 578) ; adopté (p. 579).

Amendement n° 14 de M. Francis Delattre (réduction du quantum à deux mois d'emprisonnement sans sursis) : rejeté (p. 579).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 579) ; Arpaillage (Pierre) (G) (p. 579).

Amendement n° 7 de M. Jacques Toubon (harmonisation du quantum applicable outre-mer et en métropole pour les peines d'emprisonnement avec application du sursis simple) : rejeté (p. 579).

Contre : Michel (Jean-Pierre).

Article 8 (amnistie des infractions ayant donné lieu à l'application de peines de substitution à l'emprisonnement) (p. 579) ; adopté (p. 580).

Article 9 (amnistie des infractions ayant donné lieu à une dispense de peine) : adopté (p. 580).

Article 10 (amnistie des mesures d'admonestation et de remise à parents) : adopté (p. 580).

Article 11 (caractère de la décision de condamnation) : adopté (p. 580).

Article 12 (contestations relatives à l'amnistie) : adopté (p. 580).

Chapitre II : amnistie par mesure individuelle.

Article 13 (amnistie par mesure individuelle) (p. 580) ; adopté après modifications (p. 581).

Amendement n° 8 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 580) ; rejeté (p. 581).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 580, 581) ; Arpaillage (Pierre) (G) (p. 581).

Amendement n° 1 de la commission (engagés volontaires de 1939-1945) : adopté (p. 581).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 581).

Chapitre III : amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles et de certaines mesures administratives.

Article 14 (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) : adopté (p. 581).

Article 15 (amnistie des faits retenus comme motif de sanction par un employeur et réintégration, à certaines conditions, de salariés protégés) (p. 581) ; adopté (p. 584).

Généralistes félons de 1961 : Asensi (François) (p. 583) ; Delattre (Francis) (p. 583).

Discussion des amendements identiques nos 9, 13 et 15.

Amendement n° 9 de M. Jacques Toubon (suppression de la possibilité de réintégration de délégués syndicaux licenciés pour faute) (p. 581, 582) : rejeté au scrutin public (p. 583).

Amendement n° 13 de Mme Christine Boutin (suppression de la possibilité de réintégration de délégués syndicaux licenciés pour faute) (p. 581, 582) ; rejeté au scrutin public (p. 583).

Amendement n° 15 de M. Francis Delattre (suppression de la possibilité de réintégration de délégués syndicaux licenciés pour faute) (p. 582) ; rejeté au scrutin public (p. 583).

Pour : Hyst (Jean-Jacques) (p. 582, 583).

Observations : Arpaillage (Pierre) (G) (p. 583).

Amendement n° 11 du gouvernement (exclusion de l'amnistie dans tous les cas de faute lourde ayant consisté en des coups et blessures) : retiré (p. 584).

Soutenu par M. Pierre Arpaillage (G).

Contre : Asensi (François) (p. 583).

Observations : Michel (Jean-Pierre) (p. 583) ; Delattre (Francis) (p. 583).

Amendement n° 10 du Gouvernement (succession d'employeurs au titre de l'article L. 122-12 du code du travail) : retiré (p. 584).

Article 16 (amnistie de faits commis par des étudiants ou des élèves des établissements universitaires ou scolaires) : adopté (p. 584).

Article 17 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) : adopté (p. 584).

Article 18 (amnistie de certaines mesures administratives concernant le permis de construire) : adopté (p. 584).

Chapitre IV : effets de l'amnistie.

Article 19 (effets généraux de l'amnistie en matière pénale) (p. 584) ; adopté après modifications (p. 585).

Restitution : Delattre (Francis) (p. 584, 585) ; Arpaillage (Pierre) (G) (p. 585).

Amendement n° 16 de M. Francis Delattre (de coordination) (p. 584) ; retiré (p. 585).

Contre : Arpaillage (Pierre) (G) (p. 585).

Amendement n° 2 de la commission (remise de la peine d'interdiction de séjour, automatiquement pour les étrangers âgés de moins de dix-huit ans, et par grâce amnistiante pour les autres) : adopté (p. 585).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 585).

Contre : Toubon (Jacques) (p. 585).

Article 20 (effets de l'amnistie sur la faillite personnelle) : adopté (p. 585).

Article 21 (amnistie en cas de condamnation pour infractions multiples) : adopté (p. 585).

Article 22 (évasion et interdiction de séjour) : adopté (p. 585).

Article 23 (effets de l'amnistie en matière professionnelle) (p. 585) ; adopté (p. 586).

Article 24 (réserve des droits des tiers) : adopté (p. 586).

Article 25 (action en révision et réhabilitation) : adopté (p. 586).

Article 26 (interdiction du rappel des faits amnistiés) : adopté (p. 586).

Article 27 (mesures tendant à la protection judiciaire de la jeunesse) : adopté (p. 586).

Article 27 bis (inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision) : adopté (p. 586).

Chapitre V : exclusions de l'amnistie.

Article 28 (exclusions générales de l'amnistie) (p. 586) ; adopté après modifications (p. 588).

INTERVENANTS :

Observations : *Toubon (Jacques)* (p. 586, 587).

Environnement (protection de l') : *Toubon (Jacques)* (p. 587).

Sécurité routière : *Toubon (Jacques)* (p. 587).

Amendement n° 3 de la commission (délits commis par des conducteurs ayant occasionné des blessures involontaires ayant entraîné une incapacité de moins de trois mois) : adopté au scrutin public (p. 587).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 587).

Pour : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 587).

Contre : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 587).

Amendement n° 4 de la commission (de conséquence ; interdiction de territoire des étrangers de moins de dix-huit ans) : adopté (p. 587).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 588).

Amendement n° 17 de M. Francis Delattre (fixant à 5 000 F le plafond de l'amende pour les infractions au droit du travail) (p. 587) ; rejeté (p. 588).

Amendement n° 5 de la commission (délits de contrefaçon et piratage audiovisuel étant exclus de l'amnistie) : adopté (p. 588).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 588).

Article 28 bis (exclusion de l'amnistie d'un certain nombre d'infractions sauf lorsqu'elles sont antérieures au 16 juillet 1974 et que leur auteur n'a pas subi de nouvelle condamnation) : adopté (p. 588).

Chapitre VI : dispositions particulières relatives au casier judiciaire et à la constatation de certains cas d'amnistie.

Article 29 (condamnations prononcées par des juridictions étrangères) : adopté (p. 588).

Article 30 (constatation de l'amnistie) : adopté (p. 588).

Article 30 bis (exclusion du bulletin n° 2 du casier judiciaire de certaines condamnations anciennes) : adopté (p. 588).

Article 31 (application de la loi dans les T.O.M. et à Mayotte) : adopté (p. 588).

Explications de vote (p. 589).

Impôt sur la fortune : *Delattre (Francis)* (p. 589).

Majorité (cohérence de la - ; relations P.S.-P.C.) : *Delattre (Francis)* (p. 589) ; *Toubon (Jacques)* (p. 589).

Salariés protégés (réintégration de) : *Delattre (Francis)* (p. 588) ; *Toubon (Jacques)* (p. 589) ; *Marchand (Philippe)* (p. 589) ; *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 589).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 589).

Vote pour du groupe socialiste : *Marchand (Philippe)* (p. 590).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Delattre (Francis)* (p. 589).

Vote contre du groupe de l'Union du centre : *Hyst (Jean-Jacques)* (p. 590).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 590).

QUATRIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 1988] (p. 603).

Observations : *Marchand (Philippe)* (rapporteur suppléant) (p. 603) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 603).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 603).

Vote pour des députés communistes : *Asensi (Francis)* (p. 603).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi, dans le dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 607).

2. - Proposition de loi n° 502 relative à l'amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Ernest Moutoussamy et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

GRANDES SURFACES

Ouverture le dimanche.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et Aménagement du territoire ; commerce et artisanat.

Questions orales sans débat 5.

Sécurité dans les -

Voir *Questions orales sans débat 38.*

GREVE

Voir *Motions de censure 1.*

Parlement 11.

Postes et télécommunications 3.

Questions au Gouvernement 35, 39, 48, 47, 48, 71, 73, 80, 88, 89, 91, 97, 100, 101, 102, 107, 125, 126, 128, 149, 154.

Transports 3.

Travail 1, 9.

H

HANDICAPES

1. - Proposition de loi n° 58 tendant à la reconnaissance de la langue des signes française.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 64 tendant à assurer une large information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 230 tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la présentation de personnes handicapées à des spectateurs.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Henri de Gastines. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Berthol (3 novembre 1988).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Anciens combattants et victimes de guerre et Solidarité, Santé, Protection sociale.

Politique économique et sociale 4, articles 6 bis et 6 ter.

Questions au Gouvernement 23, 26.

Centre d'aide par le travail en Loire-Atlantique.

Voir *Questions orales sans débat 13.*

Emploi des -

Voir *Traités et conventions* 12.

HARKIS

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Anciens combattants et victimes de guerre.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur. Rapatriés.

HEURE LEGALE

1. - **Proposition de loi n° 453** tendant à rétablir en France métropolitaine un **régime horaire** conforme aux **exigences de la situation géographique de notre pays**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Gilbert Gantier. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Questions orales sans débat* 51.

HOMMAGES

- **aux victimes de deux catastrophes** (l'une aérienne, l'autre ferroviaire) : *Fabius (Laurent)*, président : propose à l'Assemblée nationale de se recueillir quelques instants [28 juin 1988] (p. 353).

- **aux victimes des inondations de Nîmes** : *Fabius (Laurent)*, président : exprime les condoléances de l'Assemblée aux familles des victimes [4 octobre 1988] (p. 631) ; *Lombard (Paul)* : nécessité de déclarer Nîmes et ses environs zone sinistrée (p. 631) ; *Gaudin (Jean-Claude)* : nécessité d'une aide du conseil général, du conseil régional et du Gouvernement (p. 631) ; *Poperen (Jean) (G)* : associe le Gouvernement aux condoléances exprimées par la représentation nationale (p. 631) ; *Mermaz (Louis)* : émotion du groupe socialiste (p. 631, 632).

- **à M. Maurice Allais**, Prix Nobel d'économie : *Fabius (Laurent)*, président [19 octobre 1988] (p. 999).

- **aux victimes de l'accident ferroviaire d'Ay** : *Coffineau (Michel) (V.P.)* ; *Delebarre (Michel) (G)* [8 novembre 1988] (p. 1911).

- **aux victimes du séisme en Arménie** : *Brard (Jean-Pierre)* ; *Rossinot (André) (V.P.)* [8 décembre 1988] (p. 3323).

- **aux victimes du séisme en Arménie** : *Fabius (Laurent)*, président [9 décembre 1988] (p. 3475).

- **à MM. Lafleur, Nenou et Ukeiwé**.

Voir *Nouvelle Calédonie* 1, avant la discussion des articles.

HOMMAGES DE BIENVENUE

- **à une délégation parlementaire de la République des Philippines** conduite par le Président de la commission du logement de la Chambre des représentants de la République des Philippines : M. Antonio Aquino : *Fabius (Laurent)*, président [26 octobre 1988] (p. 1416).

- **à une délégation parlementaire sénégalaise** conduite par M. Hamet Diop, président de la commission des finances et du groupe d'amitié Sénégal-France de l'Assemblée nationale de la République du Sénégal : *Fabius (Laurent)*, président [23 novembre 1988] (p. 2660).

- **à une délégation parlementaire maltaise**, conduite par M. Lawrence Gonzi, président de la chambre des représentants de la République de Malte : *Fabius (Laurent)*, président [14 décembre 1988] (p. 3643).

HOPITAUX, ETABLISSEMENTS DE SOINS ET DE CURE

1. - **Proposition de loi n° 342** relative à la création d'un **centre d'accueil et de soins hospitaliers** aux lieu et place de la maison de Nanterre.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Michel Sapin et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Fonction publique hospitalière.

Voir *Questions au Gouvernement* 27, 34, 38.

Maison de Nanterre.

Voir *Politique économique et sociale* 2.

HOTELLERIE ET RESTAURATION

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : Tourisme.

ILE-DE-FRANCE

Voir *Aménagement du territoire*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Industrie et Aménagement du territoire.

Questions au Gouvernement 138.

ILLETTRISME

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Travail, emploi et formation professionnelle.

IMMIGRATION

Voir *Etrangers*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Intérieur.

Questions au Gouvernement 180.

IMPOTS ET TAXES

1. - **Projet de loi n° 4** portant approbation de la **convention fiscale** entre l'Etat et la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 juin 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Olivier Stirn, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Maurice Pourchon (24 novembre 1988). - Rapport n° 426 (6 décembre 1988). - Discussion et adoption le 8 décembre 1988. - Projet de loi n° 44.

Sénat (première lecture). - N° 126 (1988-1989). - Dépôt le 9 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° 148 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 37 (1988-1989).

Loi n° 88-1263 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 117) et annexe *J.O.* du 14 janvier 1989 (p. 552).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [8 décembre 1988] (p. 3323).

Amendement (exercice, par le Parlement, de son droit d') : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3324) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3325).

Champ d'application de la convention : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3325) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3325).

Conflits entre l'administration fiscale de l'Etat et celle de Saint-Pierre-et-Miquelon (procédure amiable de règlement des) : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3325).

Convention fiscale entre l'Etat et la collectivité territoriale (nature juridique de la) : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3324) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3325) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3326).

Fonctionnaires de l'Etat (situation des) : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3325).

Protocole additionnel : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3324).

Revenus concernés par la convention : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3325).

Statut fiscal de Saint-Pierre-et-Miquelon : *Pourchon (Maurice)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 3324) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3325) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3325).

Discussion de l'article unique (p. 3326).

Article unique (dispositions tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale) (p. 3326) : adopté (p. 3332).

2. - Proposition n° 87 tendant à modifier le régime fiscal d'évaluation des atocks de vins et eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Bruno Bourg-Broc et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2 bis. - Proposition n° 184 tendant à l'harmonisation du régime fiscal des couples mariés et des couples en état de concubinage.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. - Proposition de loi n° 186 tendant à faire bénéficier les véhicules équipés d'un convertisseur catalytique d'une réduction des tarifs de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. - Proposition de loi n° 205 tendant à instaurer une taxe d'entretien des sites classés.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Adrien Durand et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (3 novembre 1988).

5. - Proposition de loi n° 215 tendant à modifier la prise en compte de la valeur des immobilisations dans l'assiette de la taxe professionnelle.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Philibert (3 novembre 1988).

6. - Proposition de loi n° 216 tendant à supprimer les droits de mutation à titre onéreux d'immeubles à usage d'entreprise.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Impôts locaux*.

Impôt sur le revenu.

Impôt de solidarité sur la fortune.

Lois de finances.

Mer et littoral 3.

Taxe sur la valeur ajoutée.

Taxes parafiscales.

IMPOTS LOCAUX

1. - Proposition de loi n° 97 tendant à compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un abattement sur la **taxe d'habitation** les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants et plus.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Serge Charles (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 206 tendant à modifier les articles 1520 et suivants du code général des impôts et relatifs au **paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Pierre Foucher et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Edmond Gerrer (3 novembre 1988).

3. - Proposition de loi n° 444 tendant à autoriser le **paiement mensuel des impôts locaux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Jean-Jacques Jegou. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Intérieur.

Lois de finances 3, deuxième partie, article 53 et après l'article 53.

Lois de finances rectificatives 1, avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 14.

Questions orales sans débat 26.

Taxe d'habitation.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 7, après l'article 7 et après l'article 24 : amendement n° 345.

Questions orales sans débat 48.

Taxe locale d'équipement.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, après l'article 24.

Taxe professionnelle.

Voir *Agriculture 6.*

Impôts et taxes 5.

Lois de finances 3, première partie, avant l'article 8 et après l'article 22.

Lois de finances 3, deuxième partie, article 53 : amendements n°s 109 et 110 ; après l'article 65.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur et Intérieur.

Lois de finances 3, deuxième lecture, art. 22 bis B nouveau.

Lois de finances rectificatives 1, avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 14, article 15 et après l'article 15.

Mer et littoral 4.

Traités et conventions 8.

Taxe sur le foncier non bâti.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 23 et après l'article 23 : amendements n°s 295 et 315.

Lois de finances 3, deuxième partie, après l'article 53 : amendement n° 112.

Lois de finances rectificatives 1, avant la discussion des articles et discussion des articles : après l'article 15.

IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE

1. - Projet de loi n° 147 relatif à l'**impôt de solidarité sur la fortune**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 158 (3 octobre 1988).

Dispositif repris dans le projet de loi de finances pour 1989 (art. 18).

Voir *Coopération et développement 1.*

Déclarations du Gouvernement 1.

Lois de finances 3, première partie, avant la discussion des articles et article 18.

Politique Economique et Sociale 2, avant la discussion des articles.

IMPOT SUR LE REVENU

1. - Proposition de loi n° 47 tendant en cas de décès d'un contribuable à faire bénéficier ses héritiers de l'étalement de droit de paiement de l'impôt sur le revenu du défunt.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean Tardito et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

2. - Proposition de loi n° 336 tendant à assurer des avantages fiscaux égaux à toutes les catégories de travailleurs cherchant à se constituer une retraite complémentaire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. - Proposition de loi n° 337 tendant à favoriser l'emploi du personnel dans les familles, en leur accordant les mêmes avantages fiscaux qu'aux entreprises.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. - Proposition de loi n° 496 tendant à modifier l'assiette de l'impôt sur le revenu.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Lois de finances 3*, première partie.

Cotisations syndicales (déduction).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 5.

Dons aux associations d'aide alimentaire.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 4.

Economies d'énergie.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 7 *ter* nouveau.

Enseignement supérieur (déduction du revenu ou réduction d'impôt au titre des enfants inscrits).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 2 : amendement n° 300.

Frais de garde et emploi d'une aide à domicile (réduction d'impôt).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 3 ; deuxième lecture, article 3 *bis* nouveau.

Indemnités de départ en retraite.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 2 : amendement n° 69.

Inventions faites par des salariés.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 10 *ter* nouveau.

Investissement locatif.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 7 *bis* nouveau.

Personnel naviguant.

Voir *Mer et littoral 2*.

Personnes âgées (hébergement).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 3 *ter* nouveau.

IMPOT SUR LES SOCIETES

Voir *Entreprises.*

Lois de finances 3, première partie, avant la discussion des articles.

Lois de finances 3, première partie, article 8.

Allègements fiscaux en faveur des entreprises.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.

Fiscalité de groupe.

Voir *Lois de finances rectificatives 1*, discussion des articles, après l'article 12, article 13.

Formation professionnelle (crédit d'impôt pour la).

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 10.

Mécénat.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 57 *ter* nouveau.

Recherche (crédit d'impôt).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 10 *quater* nouveau.

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances 3*, Economie, finances et budget.

INCIDENTS DE SEANCE

- Incidents survenus au cours de la séance de questions au Gouvernement du 26 octobre 1988 : M. Pierre de Bénouville : mise en cause par le Premier ministre d'un groupe politique comprenant un grand nombre d'anciens résistants considérée comme une insulte ; demande des excuses ; nécessité de respecter l'opinion de chacun, notamment en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie [26 octobre 1988] (p. 1429) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : respect du Premier ministre pour les résistants et pour la mémoire du Général de Gaulle ; souhait du Premier ministre d'obtenir un mouvement de cohésion nationale (p. 1429).

- Incidents survenus au cours de la séance de questions au Gouvernement du 23 novembre 1988 : M. Laurent Fabius, Président : nécessité de modérer ses propos [23 novembre 1988] (p. 2668) ; M. Michel Crépeau : indique qu'il n'accepte pas que l'on accuse un ministre de la justice de complicité avec les terroristes (p. 2668) ; M. Ladislav Poniatowski : demande des excuses à M. Michel Crépeau pour les attaques qu'il a proférées contre son père et réclame une sanction (p. 2668).

INDRE-ET-LOIRE

Schéma autoroutier dans l'agglomération de Tours.

Voir *Questions orales sans débat 46*.

INDUSTRIE

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire et industrie.

Construction navale.

Voir *Questions au Gouvernement 42*.

INFORMATIQUE

Logiciels (reproduction des).

Voir *Droit pénal 2, 12*.

Grâce et amnistie 1, discussion des articles : article 2.

INSTALLATIONS CLASSEES

Voir *Urbanisme 2*.

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Pilule RU 486.

Voir *Questions au Gouvernement* 83.

IRAK

Situation des Kurdes en Irak.

Voir *Questions au Gouvernement* 175.

IRAN

Exécutions d'opposants politiques.

Voir *Questions au Gouvernement* 155.

ISRAËL

Voir *Affaires étrangères* 2.

Reconnaissance de l'Etat d' - par le Conseil national palestinien.

Voir *Questions au Gouvernement* 98, 104.

J

JEUNES

1. - Proposition de loi n° 194 tendant à protéger les **enfants mineurs** relevant des articles 287-1 et 375 du code civil contre toute publication sous quelque forme que ce soit concernant leur **situation personnelle ou familiale**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Monique Papon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : Mme Nicole Catala (24 novembre 1988).

Voir *Emploi et activité.*

Enfants.

Lois de finances 3, deuxième partie, Travail, emploi et formation professionnelle.

Questions au Gouvernement 30.

JEUX ET PARIS

1. - Proposition de loi n° 112 tendant à interdire l'installation des **appareils de jeux de hasard dans les casinos**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 394 tendant à autoriser les **paris sur la pelote basque**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par MM. Alain Lamassoure et Michel Inchauspé. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances rectificatives 1*, discussion des articles, après l'article 14.

Questions orales sans débat 7, 27.

Loteries.

Voir *Consommation* 3.

Loto sportif.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur

JEUX OLYMPIQUES

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports.

JUSTICE

1. - Proposition de loi n° 46 tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les **conseils de prud'hommes**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 66 tendant à instaurer, pour l'avocat d'un demandeur, l'obligation impérative de porter à la connaissance de la juridiction saisie la **constitution du défenseur**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

3. - Proposition de loi n° 220 tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 fixant les règles garantissant **l'indépendance des membres des tribunaux administratifs**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (24 novembre 1988).

4. - Projet de loi n° 320 instituant **l'aide judiciaire** devant les **cours administratives d'appel** et modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire et à l'indemnisation des commissions et désignations d'office.

Sénat (première lecture) : N° 328 (1987-1988). - Dépôt le 8 juillet 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° 24 (1988-1989) (12 octobre 1988). - Discussion et adoption le 20 octobre 1988. - Projet de loi n° 12.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Patrick Devedjian (3 novembre 1988). - Rapport n° 362 (17 novembre 1988). - Discussion le 22 novembre 1988. - Adoption définitive le 22 novembre 1988. - Projet de loi n° 30.

Loi n° 88-1092 du 1^{er} décembre 1988 publiée au *J.O.* du 3 décembre 1988 (p. 15125).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 1988] (p. 2647).

Aide judiciaire (réforme de l') : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2648).

Associations (accès des - à l'aide judiciaire) : *Devedjian (Patrick)* (p. 2644).

Bureaux d'aide judiciaire (composition des) : *Devedjian (Patrick)* (p. 2647) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2648).

Cours administratives d'appel :

- création des - : *Devedjian (Patrick)* (p. 2646, 2647).

- octroi de l'aide judiciaire aux justiciables : *Devedjian (Patrick)* (p. 2647) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2648).

Discussion des articles (p. 2648).

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 1 de la commission (suppression du caractère exceptionnel de l'accès des associations à l'aide judiciaire) : rejeté (p. 2648).

Soutenu par M. Jean-Pierre Michel (p. 2648).

Contre : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2648).

Article 1^{er} (délivrance de l'aide judiciaire aux requérants pour les affaires portées devant les cours administratives d'appel) : adopté (p. 2649).

Article 2 (composition des bureaux d'aide judiciaire) : adopté (p. 2649).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 2649).

5. - Proposition de loi n° 465 tendant à mieux préserver les droits du débiteur et du créancier en cas de saisie immobilière.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Louis Mermaç et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Droit pénal*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Justice.
Procédure pénale.

Magistrats.

Voir *Questions au Gouvernement 112, 113, 117, 118, 119*.

L

LA CIOTAT

Chantiers navals de -.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

Questions au Gouvernement 42.

LACQ (Bassin de)

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir *Agriculture*.

Questions au Gouvernement 31, 54, 64, 94, 115.
Questions orales sans débat 1, 25, 52.

LANGUE DES SIGNES

Voir *Handicapés 1*.

LANGUES ET CULTURES ETRANGERES

1. - Proposition de loi n° 246 relative à l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

LANGUES ET CULTURES REGIONALES

1. - Proposition de loi n° 266 relative au statut et à la promotion des langues et cultures régionales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean Briane. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 314 relative aux langues de France et aux cultures régionales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Guy Hermier et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions orales sans débat 53*.

LA-SEYNE-SUR-MER

Fonctionnaires municipaux.

Voir *Fonction publique territoriale 2*, explications de vote.
Rappels au règlement 41.

LEUCEMIE

Don de moelle osseuse.

Voir *Questions au Gouvernement 145*.

LIBAN

Election présidentielle.

Voir *Questions au Gouvernement 29*.

Otages français.

Voir *Questions au Gouvernement 108*.

LICENCIEMENT

Voir *Grâce et amnistie*.

Politique économique et sociale 4.

Questions au Gouvernement 55, 93.

Traités et conventions 11.

Travail.

LIMAY

Voir *Questions orales sans débat 11*.

LOBOTOMIE

Voir *Droit pénal 11*.

LOGEMENT ET HABITAT

1. - Proposition de loi n° 78 tendant à permettre aux receveurs, receveurs ruraux et chefs de centre des postes et télécommunications d'accéder à la propriété d'une résidence principale et à exclure le logement de fonction des barèmes d'imposition.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. André Lajoie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Marcelin Berthelot (21 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 92 tendant à assurer le logement des personnes et familles les plus défavorisées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Pierre Delalande et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 313 tendant à assurer la rénovation des cités et de l'habitat minier du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Daniel Le Meur (21 décembre 1988).

4. - Proposition de loi n° 316 tendant à abroger la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. André Duroméa (21 décembre 1988).

5. - Proposition de loi n° 329 tendant à instituer le droit au logement et à définir les modalités de sa mise en œuvre concrète.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. André Duroméa (21 décembre 1988).

6. - Proposition de loi n° 449 tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 56-1223 du 3 décembre 1956 relative au **sursis d'expulsion**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Rudy Salles. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. - Proposition de loi n° 505 relative à l'obligation pour les organismes prêteurs de vérifier, à la mise en place des prêts ou à la libération des fonds, la **conformité à la législation en vigueur du contrat de construction** de maisons individuelles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Alain Moyne-Bressand. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Equipement et logement.

Questions orales sans débat 3, 50.

Allocation-logement.

Voir *Politique Economique et sociale* 2, avant la discussion des articles et avant l'article 41.

Expulsions.

Voir *Questions au Gouvernement* 16, 114.

- 1 p. 100 logement.

Voir *Lois de finances* 3, Equipement et logement, examen des fascicules et vote des crédits.

LOI LEOTARD

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, communication.

LOI MEHAIGNERIE

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Equipement et logement.

LOIS DE FINANCES

1. - Proposition de loi organique n° 30 tendant à compléter l'**ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959** portant loi organique relative aux lois de finances pour permettre le développement des **contributions volontaires aux grandes causes nationales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par MM. Jean-Pierre Delalande et Bernard Stasi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi organique n° 35 tendant à modifier l'**ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959** en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les **pouvoirs du Parlement**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1988 par M. Fabien Thiémé et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

3. - Projet de loi de finances pour 1989 (n° 160).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget et M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères ; à la commission de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; à la commission de la production et des échanges (12 octobre 1988).

Rapport général n° 294 (13 octobre 1988).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Alain Richard.

Tome I - Rapport général.

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

RAPPORTEURS SPÉCIAUX N° 1 DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

NUMÉROS
annexes

I. - Budget général

1. Dépenses civiles

1	Affaires étrangères.....	Jean-Marie CAMBACERES.
2	Affaires européennes	Martin MALVY.
3	Agriculture et forêt.....	Yves TAVERNIER.
4	Anciens combattants	Jean-Louis DUMONT.
5	Commerce extérieur.....	Edmond HERVE.
6	Coopération et développement	Alain VIVIEN.
7	Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire (culture)....	Charles JOSSELIN.
8	Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire (communi- cation).....	Robert-André VIVIEN.
9	Départements et territoires d'outre-mer.....	Maurice POURCHON.
10	Économie, finances et budget	Jean-Marc AYRAULT.
11	Économie, finances et budget (secteur public).....	Jean LE GARREC.
12	Éducation nationale, jeunesse et sports (enseignement scolaire)	Jean-Paul PLANCHOU.
13	Éducation nationale, jeunesse et sports (enseignement supérieur)	Yves FREVILLE.
14	Éducation nationale, jeunesse et sports (jeunesse et sports).....	Gérard BAPT.
15	Équipement et logement (urbanisme, logement et services communs).....	Jean ANCIANT.
16	Équipement et logement (routes).....	Louis MEXANDEAU.
	Transports et mer (sécurité routière).....	Louis MEXANDEAU.
17	Fonction publique et réformes administratives	Roland HUGUET.
18	Industrie et aménagement du territoire (industrie).....	Jacques ROGER-MACHART.
19	Industrie et aménagement du territoire (aménagement du territoire)	Jean-Pierre BALLIGAND.
20	Industrie et aménagement du territoire (commerce et artisanat).....	Alain GRIOTTERAY.
21	Industrie et aménagement du territoire (tourisme)	Alain RODET.
22	Intérieur (administration générale et collectivités locales).....	Augustin BONREPAUX.
23	Intérieur (police et sécurité civile).....	Guy BECHE.
24	Justice.....	Philippe AUBERGER.
25	Premier ministre (services généraux, budget annexe des Journaux officiels et Plan).....	Jean-Pierre BALLIGAND.
26	Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale [S.G.D.N.])	Raymond MARCELLIN.
27	Premier ministre (Conseil économique et social).....	Ladislav PONIATOWSKI.
28	Premier ministre (environnement)	Michel BARNIER.
29	Recherche et technologie	Emile ZUCCARELLI.
30	Solidarité, santé et protection sociale (section commune et famille)	Fabien THIEME.
31	Solidarité, santé et protection sociale (personnes âgées).....	Jean-Pierre DELALANDE.
32	Solidarité, santé et protection sociale (santé et solidarité et protec- tion sociale)	Gilbert GANTIER.
33	Transports et mer (transports terrestres).....	Claude GERMON.
34	Transports et mer (aviation civile et météorologie, et budget annexe de la navigation aérienne).....	Michel INCHAUSPE.
35	Transports et mer (mer).....	Albert DENVERS.
36	Travail, emploi et formation professionnelle (travail et emploi).....	Pierre FORGUES.
37	Travail, emploi et formation professionnelle (formation profession- nelle).....	Michel BERSON.

2. Dépenses militaires

38	Défense	François HOLLANDE.
----	---------------	--------------------

II. - Budgets annexes

39	Imprimerie nationale	Jean-Jacques JEGOU.
40	Légion d'honneur (ordre de la Libération)	Jean de GAULLE.
41	Monnaies et médailles	Arthur DEHAINE.
42	Postes, télécommunications et espace	Alain BONNET.
43	Prestations sociales agricoles.....	Philippe VASSEUR.

NUMÉROS
annexes

III. - Divers

44	Comptes spéciaux du Trésor	Dominique GAMBIER.
45	Taxes parafiscales.....	Jean TARDITO.

RAPPORTEURS POUR AVIS

Avis n° 295 du 13 octobre 1988

(commission des affaires culturelles, familiales et sociales)

I	Anciens combattants	Jean PROVEUX.
II	Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire (culture)....	Françoise de PANAFIEU.
III	Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire (communi- cation).....	Bernard SCHREINER (Yv.)
IV	Éducation nationale, jeunesse et sports (enseignement scolaire)	Bernard DEROSIER.
V	Éducation nationale, jeunesse et sports (enseignement supérieur)	Jean GIOVANNELLI.
VI	Éducation nationale, jeunesse et sports (enseignement technique)....	René COUANAU.
VII	Éducation nationale, jeunesse et sports (jeunesse et sports).....	Georges HAGE.
VIII	Recherche et technologie	Jean-Pierre SUEUR.
IX	Solidarité, santé et protection sociale (famille)	Bernard DEBRE.
X	Solidarité, santé et protection sociale (personnes âgées)	Guy TEISSIER.
XI	Solidarité, santé et protection sociale (santé)	Alain CALMAT.
XII	Solidarité, santé et protection sociale (solidarité et protection sociale)	Claude BARTOLONE.
XIII	Travail, emploi et formation professionnelle (travail et emploi).....	Marie-France LECUIR.
XIV	Travail, emploi et formation professionnelle (formation profession- nelle).....	Jean-Paul FUCHS.
XV	Prestations sociales agricoles.....	Henri BAYARD.

Avis n° 296 du 13 octobre 1988

(commission des affaires étrangères)

I	Affaires étrangères (services diplomatiques et généraux)	André DELEHEDDE.
II	Affaires étrangères (relations culturelles et francophonie).....	Xavier DENIAU.
III	Affaires européennes (institutions, marché unique et monnaie).....	Jean SEITLINGER.
IV	Affaires européennes (recherche, technologie et télécommunica- tions).....	Jean-Yves LE DEAUT.
V	Agriculture et forêt.....	Théo VIAL-MASSAT.
VI	Commerce extérieur	Charles MILLON.
VII	Coopération et développement	André BELLON.
VIII	Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire (culture et communication)	Catherine LALUMIERE.
IX	Solidarité, santé et protection sociale (immigration)	Jean-Marie DAILLET.
X	Transports et mer (mer).....	Jean LACOMBE.
XI	Défense	Claude-Gérard MARCUS.

Avis n° 297 du 13 octobre 1988

(commission de la défense nationale et des forces armées)

I	Affaires étrangères.....	Jean-Yves LE DRIAN.
II	Coopération et développement	Guy-Michel CHAUVÉAU.
III	Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale [S.G.D.N.].....	Louis PIERNA.
IV	Défense (espace et forces nucléaires).....	Freddy DESCHAUX-BEAUME.
V	Défense (recherche et industrie d'armement)	Jean-Guy BRANGER.
VI	Défense (personnels de défense).....	Jean GATEL.
VII	Défense (forces terrestres).....	François FILLON.
VIII	Défense (marine)	Joseph GOURMELON.
IX	Défense (air).....	Jean BRIANE.
X	Défense (gendarmerie).....	Georges LEMOINE.

Avis n° 298 du 13 octobre 1988
(commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République)

I	Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer)	Jean-Pierre LAPAIRE.
II	Départements et territoires d'outre-mer (territoires d'outre-mer).....	Jean-Paul VIRAPOULLE.
III	Fonction publique et réformes administratives.....	Jacques MAHEAS.
IV	Intérieur (administration générale et collectivités locales).....	Pascal CLEMENT.
V	Intérieur (police).....	Michel SUCHOD.
VI	Intérieur (sécurité civile).....	Pierre PASQUINI.
VII	Justice (administration centrale et services judiciaires).....	François ASENSI.
VIII	Justice (administration pénitentiaire et éducation surveillée).....	Gilbert BONNEMAISON.

Avis n° 299 du 13 octobre 1988
(commission de la production et des échanges)

I	Agriculture et forêt.....	Pierre METAIS.
II	Commerce extérieur.....	François SAINT-ELLIER.
III	Départements et territoires d'outre-mer.....	Guy MALANDAIN.
IV	Équipement et logement.....	Jean OEHLER.
V	Industrie et aménagement du territoire (commerce et artisanat).....	Jean-Paul CHARIE.
V	Économie, finances et budget (consommation).....	Jean-Paul CHARIE.
VI	Industrie et aménagement du territoire (industrie).....	Roger MAS.
VII	Industrie et aménagement du territoire (aménagement du territoire)	Michel DINET.
VIII	Industrie et aménagement du territoire (tourisme).....	Francis GENG.
IX	Premier ministre (Plan).....	Paul LOMBARD.
X	Premier ministre (environnement).....	Georges COLIN.
XI	Recherche et technologie.....	Robert GALLEY.
XII	Transports et mer (transports terrestres et sécurité routière).....	Jacques FLEURY.
XIII	Transports et mer (aviation civile et météorologie, et budget annexe de la navigation aérienne).....	Jean AUROUX.
XIV	Transports et mer (mer).....	Jean BEAUFILS.
XV	Postes, télécommunications et espace.....	Jean-Pierre FOURRE.

Discussion générale et première partie les 18, 19, 20 et 21 octobre 1988. **Seconde délibération** des articles 2 A, 6, 11 *ter*, 24 *bis*, 27, 29 et état A.

Deuxième partie les 25, 26, 27 et 28 octobre 1988, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 novembre 1988. - Adoption le 18 novembre 1988.

Projet de loi n° 24..

Sénat (première lecture) - N° 87 (1988-1989). - Dépôt le 21 novembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du

contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation ; - Rapporteur : M. Maurice Blin. - **Rapport général n° 88** (1988-1989).

Tome I - Le budget de 1989 et son contexte économique et financier.

Tome II - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances).

Tome III - Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances).

RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
I. — BUDGETS CIVILS		
A. — Budget général.		
Affaires étrangères	Josy MOINET	1
Agriculture et forêt	Roland du LUART	2
Anciens combattants	Emmanuel HAMEL	3
Coopération et développement	André-Georges VOISIN	4
Culture et communication :		
● Culture	Raymond BOURGINE	5
● Communication	Jean CLUZEL	6
Départements et territoires d'outre-mer	Henri GOETSCHY	7
Economie, finances et budget :		
I. — Charges communes	André FOSSET	8
II. — Services financiers	Michel MANET	9
● Commerce extérieur	Tony LARUE	10
Education nationale, enseignement scolaire et supérieur :		
I. — Enseignement scolaire	Jacques DELONG	11
II. — Enseignement supérieur	Jacques DESCOURS DESACRES	12
Education nationale, jeunesse et sports	Stéphane BONDUEL	13
Équipement et logement :		
I. — Urbanisme, logement et services communs	Ernest CARTIGNY	14
II. — Routes	Paul LORIDANT	15
Industrie et aménagement du territoire :		
I. — Industrie	Jean-François PINTAT	16
II. — Aménagement du territoire	Geoffroy de MONTALEMBERT	17
III. — Commerce et artisanat	René BALLAYER	18
IV. — Tourisme	Roger CHINAUD	19
Intérieur :		
● Administration centrale et sécurité	Joseph RAYBAUD	20
● Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	Bernard PELLARIN	21
Justice	Georges LOMBARD	22
Recherche et technologie	Pierre CROZE	23
Services du Premier ministre :		
I. — Services généraux	Maurice COUVE de MURVILLE	24
● Economie sociale	Robert VIZET	25

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
II. — S.G.D.N.	Emmanuel HAMEL	26
III. — Conseil économique et social	Mme Paulette FOST	27
IV. — Plan	Gérard DELFAU	28
V. — Environnement	Robert VIZET	29
Solidarité, santé et protection sociale	Jacques OUDIN	30
Transports et Mer :		
I. — Transports terrestres et sécurité routière :		
1. Transports terrestres	Mlle Irma RAPUZZI	31
• Voies navigables	Jean-Pierre MASSERET	32
2. Sécurité routière	Paul LORIDANT	33
II. — Aviation civile	Marcel FORTIER	34
III. — Météorologie	Marcel FORTIER	34
IV. — Mer :		
• Marine marchande	René REGNAULT	35
• Ports maritimes	Tony LARUE	36
Travail, emploi et formation professionnelle, solidarité, santé et protection sociale - Services communs	René MONORY	37
Travail, emploi et formation professionnelle	René MONORY	37
 B. — Budgets annexes.		
Imprimerie nationale	Robert VIZET	38
Journaux officiels	Mme Paulette FOST	39
Légion d'honneur - Ordre de la Libération	Louis PERREIN	40
Navigation aérienne	Marcel FORTIER	41
Monnaies et Médailles	Louis PERREIN	42
Postes, télécommunications et espace	Henri TORRE	43
Prestations sociales agricoles	Roland du LUART	44
 II. — DÉFENSE		
Exposé d'ensemble	Jean FRANCOU	45
Dépenses ordinaires	Modeste LEGOUEZ	46
Dépenses en capital	Jean FRANCOU	45
 III. — AUTRES DISPOSITIONS		
Comptes spéciaux du Trésor	Lucien NEUWIRTH	47
Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes	Jean-Pierre MASSERET	48

RAPPORTEURS POUR AVIS

N° 89. - Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. - Culture, par M. Michel Miroudot.
- Tome II. - Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
- Tome III. - Environnement, par M. Hubert Martin.
- Tome IV. - Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
- Tome V. - Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.
- Tome VI. - Enseignement supérieur, par M. Pierre Brantus.
- Tome VII. - Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.
- Tome VIII. - Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte.
- Tome IX. - Jeunesse et sports, par M. François Lesein.
- Tome X. - Communication, par M. Adrien Gouteyron.
- Tome XI. - Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jean Delaneau.
- Tome XII. - Francophonie, par M. Jacques Habert.

N° 90. - Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. - Agriculture, par M. Michel Sordel.
- Tome II. - Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx.
- Tome III. - Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.
- Tome IV. - Industrie, par M. Francisque Collomb.
- Tome V. - Energie, par M. Roland Grimaldi.
- Tome VI. - Recherche scientifique, par M. René Trégouët.
- Tome VII. - Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
- Tome VIII. - Consommation et concurrence, par M. Henri Bangou.
- Tome IX. - Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.
- Tome X. - Aménagement du territoire, par M. Jean Puech.
- Tome XI. - Plan, par M. Bernard Barbier.
- Tome XII. - Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
- Tome XIII. - Ports maritimes, par M. Claude Prouvoyeur.
- Tome XIV. - Logement, par M. Robert Laucournet.
- Tome XV. - Urbanisme, par M. André Rouvière.
- Tome XVI. - Tourisme, par M. Paul Malassagne.
- Tome XVII. - Environnement, par M. Bernard Hugo.
- Tome XVIII. - Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
- Tome XIX. - Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
- Tome XX. - Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.
- Tome XXI. - Postes, télécommunications et espace, par M. Jean Faure.
- Tome XXII. - Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré.
- Tome XXIII. - Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

N° 91. - Avis présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. - Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
- Tome II. - Affaires étrangères, relations culturelles, par M. Paul Alduy.
- Tome III. - Coopération, par M. Paul d'Ornano.
- Tome IV. - Défense. - Section commune, par M. Xavier de Villepin.
- Tome V. - Défense. - Section Gendarmerie, par M. Michel Allonde.
- Tome VI. - Défense. - Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
- Tome VII. - Défense. - Section Air, par M. Albert Voilquin.
- Tome VIII. - Défense. - Section Marine, par M. Max Lejeune.

N° 92. - Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. - Anciens combattants, par M. André Rabineau.
- Tome II. - Santé et action sociale, par M. Louis Boyer.
- Tome III. - Sécurité sociale, par M. Charles Descours.
- Tome IV. - Travail et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.
- Tome V. - Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot.
- Tome VI. - Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise.
- Tome VII. - Logement social, par M. Charles Bonifay.

N° 93. - Avis présenté, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1989, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome	I. - Intérieur. Décentralisation et tribunaux administratifs, par M. Pierre Salvi.
Tome	II. - Intérieur. Police et sécurité, par M. Paul Masson.
Tome	III. - Intérieur. Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon.
Tome	IV. - Justice. Services généraux, par M. Germain Authié.
Tome	V. - Justice. Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud.
Tome	VI. - Justice. Education surveillée, par M. Charles de Cuttoli.
Tome	VII. - Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome	VIII. - Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.

Discussion générale et première partie : les 21, 22, 23, 24 et 25 novembre 1988 ; **deuxième partie :** les 26, 27, 28, 29 et 30 novembre 1988 ; 1^{er}, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 décembre 1988.

Adoption : le 10 décembre 1988. Projet de loi n° 21 (1988-1989).

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 13 décembre 1988] (p. 15561). - Réunion le 13 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 14 décembre 1988] (p. 15609).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 435 (13 décembre 1988).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° 135 (1988-1989). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° 434. - Dépôt le 12 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 440. (14 décembre 1988). - Discussion le 19 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1988. - Projet de loi n° 55.

Sénat (deuxième lecture). - N° 167 (1988-1989). - Dépôt le 20 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° 168 (1988-1989). - Discussion le 21 décembre 1988. - Rejet le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 45 (1988-1989).

Assemblée nationale (troisième lecture). N° 513. - Dépôt le 21 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 514 (21 décembre 1988). - Discussion le 21 décembre 1988. - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 66.

Loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 publiée au J.O. du 28 décembre 1988 (p. 16320). - Rectificatif [J.O. du 14 janvier 1989] (p. (558)).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances n° 160
et ceux de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER TITRE PREMIER Dispositions relatives aux ressources I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS A. - DISPOSITIONS ANTÉRIEURES			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants.	Première lecture : 20 octobre 1988	1051	1
		B. - MESURES FISCALES a) Mesures en faveur des ménages			
	2 A (A.N.)	Suppression du droit d'inscription aux concours administratifs.	Première lecture : 20 octobre 1988	1051	2
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement.	Seconde délibération : 21 octobre 1988 Première lecture : 20 octobre 1988	1301 1052	3
3		Relèvement des limites de déduction des frais de garde et des sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3839 4005	4
	3 bis (Sénat)	Même possibilité pour les foyers fiscaux dont les conjoints justifient de deux emplois.	Première lecture : 20 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	1070 3839	5
	3 ter (Sénat)	Extension du bénéfice de la réduction pour frais d'aide à domicile.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	4005 3839	6
4		Institution d'une réduction d'impôt en faveur des dons consentis aux associations d'aide alimentaire.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 20 octobre 1988	4005 1072	7
5		Déduction des cotisations syndicales des salariés et des pensionnés.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3839-3881 3890 4006	
6		Réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée.	Première lecture : 20 octobre 1988 21 octobre 1988	1073 1078 1267	8 9
			Seconde délibération : 21 octobre 1988	1301	
	6 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Réduction du taux de T.V.A. de 18,6 p. 100 à 18 p. 100.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3840 4006 3842	-
	6 bis (A.N.)	Suppression de l'article 273 quater du C.G.I. (suppression de la règle du « butoir » pour les exploitants d'appareils automatiques).	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3842 4006	
	6 ter (A.N.)	Relèvement des seuils d'application de la décote et de la franchise en matière de T.V.A.	Première lecture : 21 octobre 1988	1278	10
7		Allègement de la taxe d'habitation	Première lecture : 20 octobre 1988 21 octobre 1988	1078 1279	11
	7 bis (Sénat)	Aménagement des réductions d'impôts en faveur de l'investissement locatif.	Première lecture : 20 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	1078 3843	-

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
8	Supprimé (A.N.)	Réduction d'impôt au titre des dépenses d'économie d'énergie.	Troisième lecture : 21 décembre 1988	4006	-
	7 ^{ter} (Sénat)		Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3843	
	Supprimé (A.N.)		Troisième lecture : 21 décembre 1988	4006	
8		b) Mesures en faveur de l'emploi et des entreprises Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés.	Première lecture : 20 octobre 1988	1084-1106	12
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3843	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4006	
8 bis (A.N.)		Abattement sur les droits de mutation sur les donations au personnel d'une entreprise.	Première lecture : 20 octobre 1988	1102	13
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3845	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4006	
9		Mesures en faveur de la création et de la reprise d'entreprises.	Première lecture : 20 octobre 1988	1108	14
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3845-3855	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4006	
9 bis (Sénat)		Mesures en faveur de la création d'activités libé- rales.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3857	-
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
10	Supprimé (A.N.)	Amélioration du crédit d'impôt-formation.	Première lecture : 20 octobre 1988	1115	15
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3857	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
10 bis (Sénat)		Relèvement des plafonds des comptes courants d'associés.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3858	-
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
10 ^{ter} (Sénat)		Exonération partielle des rémunérations perçues par un salarié auteur d'une invention.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3858	-
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
10 ^{quater} (Sénat)		Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3858	-
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
11	Supprimé (A.N.)	Mesures destinées à favoriser la mobilité écono- mique.	Première lecture : 20 octobre 1988	1120	16
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3859	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
11 bis (A.N.)		Renouvellement de l'agrément et de l'habilitation des centres de gestion.	Première lecture : 20 octobre 1988	1126	17
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3859	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4007	
11 ^{ter} (A.N.)		Extension de compétence des centres de gestion aux entreprises commerciales ou artisanales dont le C.A. se situe dans les limites du régime réel simplifié.	Première lecture : 20 octobre 1988	1126	18
			Seconde délibération : 21 octobre 1988	1302	
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3860	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988		
12		Indexation du barème de la taxe sur les salaires.	Première lecture : 21 octobre 1988	1137	19

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
13	13 bis (A.N.)	Allègement des taxes et participations assises sur les salaires. Relèvement du plafond actuel de la cotisation de l'impôt sur le revenu en matière de chèques-vacances et indexation de ce plafond sur l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu. c) <i>Aménagement de la fiscalité des activités financières dans la perspective du grand marché</i>	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 21 octobre 1988 Première lecture : 21 octobre 1988	3861 4007 1138 1140	20 21
14		Modalités de détermination du résultat net des organismes de placement collectif en valeurs mobilières.	Première lecture : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	1141 3862 4007	22
15		Suppression de la taxe sur les concours de crédits.	Première lecture : 21 octobre 1988	1141	23
16		Réduction de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance.	Première lecture : 21 octobre 1988	1142	24
17		Aménagement du régime fiscal des transactions sur titres.	Première lecture : 21 octobre 1988	1143	25
18		d) <i>Mesure de solidarité nationale</i> Instauration d'un impôt de solidarité sur la fortune.	Première lecture : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	1143, 1162, 1209 3862 4007	26
19		e) <i>Fiscalité de l'énergie et des transports</i> Réduction du taux de la T.I.P.P. applicable au supercarburant sans plomb.	Première lecture : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	1241 3874, 3890 4008	27
	19 bis (A.N.) rejeté	Modification des taux des redevances des mines d'hydrocarbures.	Première lecture : 21 octobre 1988	1244	-
20		Déduction de la T.V.A. sur les carburateurs utilisés par les compagnies de navigation aérienne.	Première lecture : 21 octobre 1988	1244	28
21		Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières.	Première lecture : 21 octobre 1988	1245	29
		f) <i>Mesures diverses</i>			
	22 A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Réduction des taux des prélèvements libératoires.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3875-3890 4008	-
22		Réduction des taux du droit d'enregistrement et des taxes locales additionnelles applicables aux ventes aux enchères publiques de meubles.	Première lecture : 21 octobre 1988	1245	30
	22 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Suppression des bourses de résidence des commissaires-priseurs.	Deuxième lecture : 19 octobre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3875 4008	-
	22 bis B (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération de taxe professionnelle en faveur des artisans.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3875-3890 4008	-
	22 bis C (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de S.C.I. propriétaires de monuments historiques.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3875-3890 4008	-
	22 bis (A.N.)	Aménagement de la taxe professionnelle en vue de limiter certains de ses inconvénients.	Première lecture : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	1280 3876-3890	31

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
23	22 <i>ter</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Régime d'imposition des associés d'exploitation agricole à responsabilité limitée.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	4008 3876-3890	-
	22 <i>quater</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Relèvement des abattements forfaitaires sur les revenus des propriétés rurales.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	4008 3876-3890	-
	22 <i>quinquies</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Majoration de la déductibilité des investissements réalisés par des exploitants agricoles imposés au réel.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	4008 3877-3890	-
	22 <i>sexies</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Extension aux parts de Cuma de la déductibilité des investissements réalisés par des exploitants agricoles imposés au régime réel.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	4008 3877-3890	-
	Supprimé (A.N.)	Mesures en faveur de l'agriculture.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 21 octobre 1988	4008 1247	32
	23 <i>bis</i> (Sénat)	Extension du report d'imposition à l'apport à une société des éléments d'actif appartenant à un exploitant agricole individuel.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3877-3890 4008	33
	23 <i>ter</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Relèvement de la limite des revenus non agricoles sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3877-3890 4008	-
	23 <i>quater</i> (Sénat)	Extension aux E.A.R.L. du maintien du taux réduit de la taxe de publicité foncière en cas d'apport.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3878-3890 4009	34
	23 <i>quinquies</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Régime d'exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de groupements fonciers agricoles et des biens donnés à bail à long terme.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3878-3890 4009	-
	23 <i>sexies</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Relèvement de la redevance perçue au profit du fonds national pour le développement des adductions d'eau.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3878-3890 4009	-
	23 <i>septies</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Création de sociétés d'investissement forestier.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3878-3890 4009	-
	23 <i>octies</i> (Sénat)	Augmentation du droit d'examen du permis de conduire.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3878-3890 4009	35
	23 <i>nonies</i> (A.N.)	Suppression du droit d'inscription imposé aux candidats aux concours administratifs organisés par les collectivités territoriales ou pour leur compte.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3879-3890 4009	36
24		Mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	4009 1258-1276 3879-3890 4009	37

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	24 bis (A.N.) Supprimé (A.N.) 24 bis (A.N.)	Institution d'une taxe d'équipement par billet de transport aérien.	Première lecture : 21 octobre 1988	1259	-
		Instauration de frais de perception sur la taxe locale d'équipement.	Seconde délibération : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	1302 3880-3890	38
	24 ter (A.N.)	Relèvement du taux de dégrèvement partiel de taxe d'habitation accordé aux contribuables âgés de plus de 60 ans et non imposables sur le revenu.	Première lecture : 21 octobre 1988	1261	39
		II. - RESSOURCES AFFECTÉES			
25		Dispositions relatives aux affectations.	Première lecture : 21 octobre 1988	1262	40
26		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	Première lecture : 21 octobre 1988	1262	41
27		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 21 octobre 1988 Seconde délibération : 21 octobre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	1264 1303 3881-3890 4009	42
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges			
28		Majoration des rentes viagères.	Première lecture : 21 octobre 1988	1265	43
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
29		Equilibre général du budget.	Première lecture : 21 octobre 1988 Seconde délibération : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	1283 2563 3883-3890 4010	44
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1989			
		I. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		A. - BUDGET GÉNÉRAL			
30		Budget général. - Services votés.	Première lecture : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2548 3890 4015	45
31		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils.	Première lecture : 18 novembre 1988 Seconde délibération : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2548 2554 3891 4015	46
32		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services civils.	Première lecture : 18 novembre 1988 Seconde délibération : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988	2548 2555 3893	47

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4016	
33		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires.	Première lecture : 2 novembre 1988	1644	48
34		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires.	Première lecture : 2 novembre 1988	1652	49
35		Autorisations d'engagement par anticipation.	Première lecture : 18 novembre 1988	2548	50
		B. - BUDGETS ANNEXES			
36		Budgets annexes. - Services votés.	Première lecture : 18 novembre 1988	2548	51
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3897	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4020	
37		Budgets annexes. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 18 novembre 1988	2548	52
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3897	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4020	
		C. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
38		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Services votés.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	53
39		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	54
40		Clôture du compte d'affectation des produits de la privatisation.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	55
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3898	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4020	
		II. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
41		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	56
42		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations à caractère temporaire. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	57
43		Comptes de commerce. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	58
44		Comptes d'avances. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	59
45		Comptes de prêts. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	60
46		Modification du compte de gestion de titres du secteur public.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	61
			Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3898	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4020	
47		Transformation d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers en un compte de prêts.	Première lecture : 17 novembre 1988	2465	62
		III. - DISPOSITIONS DIVERSES			
48		Perception des taxes parafiscales.	Première lecture : 17 novembre 1988	2466	63
49		Crédits évaluatifs.	Première lecture : 18 novembre 1988	2507	64
50		Crédits provisionnels.	Première lecture : 18 novembre 1988	2509	65
			Seconde délibération : 18 novembre 1988	2558	
51		Reports de crédits.	Première lecture : 18 novembre 1988	2510	66
			Seconde délibération : 18 novembre 1988	2559	
52		Répartition du produit de la taxe parafiscale affectée aux organismes du secteur public audiovisuel, et approbation du produit attendu de la publicité de marques des sociétés nationales de télévision.	Première lecture : 4 novembre 1988	1816	67

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	52 bis (A.N.)	Taux zéro de la T.V.A. sur la redevance ; remboursement d'exonérations de la redevance.	Première lecture : 4 novembre 1988	1918	68
		TITRE II Dispositions permanentes A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ a) Fiscalité locale			
53		Détermination des bases des impôts directs locaux en 1989.	Première lecture : 18 novembre 1988	2514	69
	53 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération de la taxe sur les réunions sportives.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3898 4020	
54		b) Fiscalité de l'épargne Régime des porteurs de parts de fonds communs de placements à risques et des sociétés de capital risque.	Première lecture : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2524 3899 4020	70
55		Définition du régime fiscal applicable aux opérations réalisées par les particuliers sur les marchés d'options négociables.	Première lecture : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2524 3899 4020	71
	55 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Régime du rachat d'une entreprise par ses salariés.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3899 4020	-
	55 bis (A.N.)	Réduction d'impôt égale à 25 p. 100 des souscriptions au capital initial ou aux augmentations de capital des sociétés nouvelles créées entre le 1 ^{er} janvier 1988 et le 31 décembre 1991.	Première lecture : 18 novembre 1988	2525	72
56		c) Mesures concernant les entreprises Extension du régime des sociétés-mères.	Première lecture : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2526 3900 4020	73
57		Régime fiscal des interventions des SICOMI à l'étranger.	Première lecture : 18 novembre 1988	2526	74
	57 bis (A.N.)	Classement en SICOMI (société immobilière pour le commerce et l'industrie) des sociétés de financement du téléphone sous certaines conditions.	Première lecture : 18 novembre 1988	2526	75
	57 ter (Sénat)	Aménagement des conditions d'acquisition d'œuvres d'art par les entreprises ouvrant droit à réduction d'impôt.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3900 4020	76
58		d) Mesures en faveur du logement Allègement des droits de mutation à l'occasion des rachats effectués par les organismes d'H.L.M. des logements d'accédants à la propriété en difficulté.	Première lecture : 18 novembre 1988	2527	77
59		e) Mesures diverses Modalités de taxation des redevables du régime simplifié d'imposition à la T.V.A. en cas de défaut de versement des acomptes.	Première lecture : 18 novembre 1988	2527	78
60		Recouvrement des créances fiscales en cas de sinistre ou d'attentat.	Première lecture : 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2528 3900 4021	79
61		Relèvement du seuil pour l'obligation de paiement par chèques et virements	Première lecture : 18 novembre 1988	2528	80

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		B. - AUTRES MESURES ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET I. - Charges communes			
62	62 A (A.N.)	Fixation du nouvel indice des pensions de veuves de guerre. Prise en charge par l'Etat des droits et obligations d'organismes publics.	Première lecture : 18 novembre 1988 Première lecture : 17 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2542 2463 3900 4021	81 82
	62 bis A	Exonération des cotisations sociales des apprentis pour les entreprises de 10 salariés et plus.	Première lecture : 17 novembre 1988	2464	83
	62 ter A (A.N.)	Interdiction d'importation ou exportation sur les substances ou plantes vénéneuses classées comme stupéfiants.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3900 4021	84
	62 ter (Sénat)	Modification du régime de la dotation spéciale instituteurs.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3901 4021	85
		ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT I. - Urbanisme, logement et services communs			
63	Supprimé (A.N.)	Aide personnalisée au logement.	Première lecture : 10 novembre 1988	2090	-
64		Réduction du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction et financement de l'allocation de logement à caractère social.	Première lecture : 10 novembre 1988 18 novembre 1988 Deuxième lecture : 19 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	2091 2545 3903 4021	 86
65		Reconduction de la dotation globale d'équipement des agglomérations nouvelles.	Première lecture : 10 novembre 1988	2095	87
		INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE I. - Industrie			
66		Actualisation du barème des redevances auxquelles sont assujetties les exploitations des installations nucléaires de base.	Première lecture : 9 novembre 1989	2030	88
		III. - COMMERCE ET ARTISANAT			
67		Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers	Première lecture : 27 octobre 1988	1548	89
	67 bis (Sénat)	Contenu de l'annexe budgétaire du budget annexe des prestations sociales agricoles.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3903	-
	Supprimé (A.N.)		Troisième lecture : 21 décembre 1988	4021	
	67 ter (Sénat)	Réforme du régime de retraite des maires et adjoints.	Deuxième lecture : 19 décembre 1988	3903	-
	Supprimé (A.N.)		Troisième lecture : 21 décembre 1988	4021	
68 (A.N.)		Obligation de recenser les associations bénéficiaires de subventions étendue aux départements mosellan et alsacien.	Première lecture : 18 novembre 1988	2530	90

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 octobre 1988] (p. 955) ; [19 octobre 1988] (p. 977, 1008, 1033).

Allocations familiales (cotisations d') : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 990) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016, 1018).

Bureaux (taxe sur la construction de - en région parisienne) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033, 1034) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1042).

Casinos (machines à sous dans les) : *Tranchant (Georges)* (p. 994).

Commerce extérieur : *Richard (Alain)* (p. 958) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 960, 961) ; *Richard (Lucien)* (p. 980) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1015) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1021).

Communauté économique européenne (harmonisation fiscale) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 982) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1009).

Corse (statut fiscal particulier de la) : *Rossi (José)* (p. 986, 987) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1040, 1041).

Crédit aux ménages (expansion du) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 983) ; *Cacheux (Denise)* (p. 992).

Décentralisation :

- conséquences financières de la - : *Gantier (Gilbert)* (p. 973) ;
 - incitations fiscales à la coopération intercommunale : *Anciant (Jean)* (p. 1035, 1036) ;
 - réaménagement des dotations versées par l'Etat : *Pourchon (Maurice)* (p. 984) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1018) ; *Anciant (Jean)* (p. 1036) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1040).

Déficit : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 962) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 965, 966, 1039) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 972, 973) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 982) ; *Baumel (Jacques)* (p. 983) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Tranchant (Georges)* (p. 994) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Dépenses publiques :

- généralités : *Richard (Alain)* (p. 956) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 965, 966, 1038) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 982) ; *Baumel (Jacques)* (p. 983) ; *Borotra (Franck)* (p. 988) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1009) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1013) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1017) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1023, 1024) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1026) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033) ;
 - attitude du R.P.R. à l'égard des - : *Richard (Alain)* (p. 989) ;
 - éducation et formation : *Charasse (Michel)* (G) (p. 967, 1038) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Giovanelli (Jean)* (p. 990) ; *Cacheux (Denise)* (p. 993) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1021) ;
 - logement et vente des logements sociaux : *Charasse (Michel)* (G) (p. 968, 1038) ; *Cacheux (Denise)* (p. 993) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1021, 1022) ;
 - recherche et innovation : *Charasse (Michel)* (G) (p. 967, 1038) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1021).

Dette publique : *Richard (Alain)* (p. 956) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 962) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 966, 967) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Lajoinie (André)* (p. 1018).

Emploi et chômage : *Richard (Alain)* (p. 958) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 959, 960) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 965, 969) ; *Hollande (François)* (p. 993) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016) ; *Lajoinie (André)* (p. 1018, 1019, 1020).

Enchères publiques (taxe sur les) : *Tranchant (Georges)* (p. 994).

Entreprises :

- aide aux - : *Lajoinie (André)* (p. 1019) ;
 - création et transmission d' - : *Richard (Alain)* (p. 957) ; *Pierret (Christian)* (p. 978) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 991) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1039) ;
 - investissement des - : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 960) ; *Auberger (Philippe)* (p. 970) ; *Richard (Lucien)* (p. 980) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 990) ; *Hollande (François)* (p. 993) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1009) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016).

Entreprises publiques : *Ornano (Michel)* (p. 1014) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1026, 1028).

Epargne (fiscalité de la - et du patrimoine et harmonisation européenne) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 965, 968, 1039) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Pierret (Christian)* (p. 978, 979) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1009) ; *Lajoinie (André)* (p. 1019) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1027) ; *Anciant (Jean)* (p. 1035).

Famille (politique de la - et frais de garde) : *Cacheux (Denise)* (p. 992) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1022) ; *Boutin (Christine)* (p. 1034) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1041).

Fonction publique :

- généralités et effectifs de la - : *Richard (Alain)* (p. 956) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 963, 964) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 966, 1041, 1042) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 987, 988) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1013) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016) ;
 - pouvoir d'achat et revendications salariales : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 963, 964, 1015) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 969, 970) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 988) ; *Hollande (François)* (p. 994) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1015) ; *Lajoinie (André)* (p. 1018, 1021) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1022, 1023).

Hypothèses économiques du Gouvernement et environnement international : *Richard (Alain)* (p. 958) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 959, 960, 961, 1029) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 972) ; *Durieux (Bruno)* (p. 985) ; *Hollande (François)* (p. 993) ; *Balladur*

(*Edouard*) (p. 1008) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1015) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1021).

Impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.) : *Richard (Alain)* (p. 957) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 977, 978) ; *Pierret (Christian)* (p. 978, 979) ; *Poniatowski (Ladislav)* (p. 980, 981) ; *Aubert (François d')* (p. 992) ; *Tranchant (Georges)* (p. 994) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1017) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1022, 1023) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1027) ; *Boutin (Christine)* (p. 1034).

Impôt sur le revenu : *Richard (Alain)* (p. 957) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 969).

Impôt sur les sociétés (et distinction entre bénéfices distribués et non distribués) : *Richard (Alain)* (p. 957, 958) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 963, 1027) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 968, 1039) ; *Pierret (Christian)* (p. 978, 979) ; *Richard (Lucien)* (p. 980) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Borotra (Franck)* (p. 989) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 990) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1009) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Lajoinie (André)* (p. 1019) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1022).

Impôts locaux :

- compagnies consulaires : *Rodet (Alain)* (p. 1037) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1042) ;
 - coût de gestion des - : *Rodet (Alain)* (p. 1037) ;
 - foncier non bâti : *Aubert (François d')* (p. 991, 992) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1018) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1041) ;
 - réforme des : *Anciant (Jean)* (p. 1035) ; *Rodet (Alain)* (p. 1037) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1036) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1042) ;
 - taxe d'habitation : *Lajoinie (André)* (p. 1020) ; *Anciant (Jean)* (p. 1035, 1036) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1042) ;
 - taxe professionnelle : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1018) ; *Anciant (Jean)* (p. 1036) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1036) ; *Rodet (Alain)* (p. 1037) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1042).

Parti communiste (propositions du) : *Thiémé (Fabien)* (p. 977, 978) ; *Lajoinie (André)* (p. 1020).

Paris (privilèges financiers de la ville de) : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1026).

Parlement (qualité du travail du) : *Richard (Alain)* (p. 955) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 964).

Polynésie : *Vernaudeau (Emile)* (p. 981, 982).

Prélèvements obligatoires (et allègements fiscaux) : *Richard (Alain)* (p. 956) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 965, 966, 969, 1040) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Borotra (Franck)* (p. 989) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1009) ; *Lajoinie (André)* (p. 1019) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1023).

Privatisations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1017, 1028) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1027, 1028).

Programmation budgétaire : *Richard (Alain)* (p. 958) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 982) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1010) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1027).

Rebudgétisations et débudgétisations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 966, 1038) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Recettes et plus values fiscales : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 962, 1025) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 965, 1041) ; *Auberger (Philippe)* (p. 970) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 973) ; *Richard (Lucien)* (p. 980) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1008) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1013) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1017) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1021) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1033).

Réforme fiscale : *Thiémé (Fabien)* (p. 978) ; *Anciant (Jean)* (p. 1035).

Ressources non fiscales : *Gantier (Gilbert)* (p. 973) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1017).

Secteur public (patrimoine public) : *Pourchon (Maurice)* (p. 984).

Sécurité sociale (dépenses de - et contrôle parlementaire) : *Ornano (Michel d')* (p. 1014) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1027) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1042).

Services publics : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1041).

Situation économique (et héritage du Gouvernement précédent) : *Auberger (Philippe)* (p. 970) ; *Durieux (Bruno)* (p. 983) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 991) ; *Hollande (François)* (p. 993) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1008, 1010) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1013) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1024).

Syndicats (rôle des - et déduction des cotisations du revenu) : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 961, 1025) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1022).

Système monétaire européen et international : *Balladur (Edouard)* (p. 1010, 1011) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1025).

Taux d'intérêt : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 962, 1029) ; *Hollande (François)* (p. 993) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1010).

Taxe sur la valeur ajoutée :

- allègements de - et harmonisation européenne : *Richard (Alain)* (p. 957) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 964, 1026, 1027) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 965, 968, 969, 1039) ; *Auberger (Philippe)* (p. 971) ; *Baumel (Jacques)* (p. 983) ; *Durieux (Bruno)* (p. 986) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1014, 1015) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1016, 1017) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1022, 1023, 1024) ;

- abonnements E.D.F.-G.D.F. - ; réseaux de chaleur : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 981) ;

- suppression sur certains produits : *Lajoinie (André)* (p. 1020).

Textile (secteur du) : *Richard (Lucien)* (p. 980).

PREMIERE PARTIE

Discussion des articles [20 octobre 1988] (p. 1051, 1070, 1100) ; [21 octobre 1988] (p. 1137, 1162, 1209).

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre I^{er} : dispositions relatives aux ressources.

I. - Impôts et revenus autorisés.

A. - Dispositions antérieures.

Article 1^{er} (autorisation de percevoir les impôts existants) (p. 1051) ; adopté (p. 1051).

INTERVENANT :

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1051).

B. - Mesures fiscales.

a) Mesures en faveur des ménages.

Avant l'article 2 :

Amendement n° 68 de la commission (concours administratifs - suppression des droits d'inscription) (p. 1051) : adopté.

Pour : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1051, 1052) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1051, 1052).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 1052).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1052).

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) (p. 1052) : adopté après modifications (p. 1066).

INTERVENANTS :

Observations : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1053) ; *Bêche (Guy)* (p. 1053) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1053, 1054) ; *Bapt (Gérard)* (p. 1054) ; *Richard (Alain)* (p. 1054) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1055) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1055).

Aménagement du territoire (FIDAR et FIAM) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1053).

Impôts locaux : *Bapt (Gérard)* (p. 1054).

Réforme de l'impôt sur le revenu : *Bêche (Guy)* (p. 1053) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1053, 1054) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1055) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1055).

Amendement n° 208 de M. Fabien Thiémé (nouveau barème de l'impôt sur le revenu - dirigeants de société - taxation des revenus mobiliers - suppression de l'abattement général et de l'avoir fiscal) (p. 1055) : rejeté (p. 1057).

Contre : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1056, 1057) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1057).

Amendement n° 148 de M. Philippe Auberger (extension aux salariés expatriés d'entreprises de services de l'exonération d'impôt sur le revenu après paiement de l'impôt sur le revenu dans le pays où s'exerce leur activité) (p. 1057) ; rejeté (p. 1058).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1058) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1058) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1058).

Amendement n° 158 de M. Philippe Auberger (salariés expatriés - maintien de certains avantages fiscaux) (p. 1058) ; rejeté (p. 1059).

Pour : *Durieux (Bruno)* (p. 1059).

Contre : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1059).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1059).

Amendement n° 149 de M. Philippe Auberger (maintien d'une demi-part supplémentaire pour les couples ayant élevé au moins cinq enfants lorsque ceux-ci sont devenus majeurs) (p. 1059) : rejeté (p. 1060).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1060).

Fiscalité des couples mariés et des concubins : *Auberger (Philippe)* (p. 1059).

Amendement n° 281 de M. Jean-Marie Demange (quotient familial - suppression du plafonnement) (p. 1060) : rejeté (p. 1060).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1060).

Amendement n° 300 rectifié de M. Dominique Strauss-Kahn (pension alimentaire au profit d'un enfant inscrit dans l'enseignement supérieur - avantage fiscal minimum de 3500 F dans la limite de 35 p. 100 des sommes versées) (p. 1060) : adopté après modifications (p. 1062).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1061).

Observations : *Durieux (Bruno)* (p. 1061).

Sous-amendement du Gouvernement (suppression du gage) (p. 1061) : adopté (p. 1062).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1061).

Amendement n° 107 de M. Jean Tardito (inondations dans le Gard - exonération ou réduction de l'impôt sur le revenu pour certains contribuables) (p. 1062) : rejeté (p. 1063).

Soutenu par M. Fabien Thiémé (p. 1062).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1062) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1062).

Amendement n° 150 de M. Philippe Auberger (exonération d'impôt sur les sommes retenues sur les salaires ou attribuées par la société en vue de la reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 1063) : rejeté (p. 1063).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1063).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1063) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1063).

Amendement n° 69 de la commission (étalement de la fraction imposable des indemnités de départ en retraite par fractions égales sur l'année en cours et les trois années ultérieures) (p. 1063) : adopté après modifications (p. 1065).

Observations : *Charasse (Michel)* (p. 1064) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1064) ; *Richard (Alain)* (p. 1064).

Sous-amendement oral du Gouvernement (suppression du gage) (p. 1064) : adopté (p. 1065).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1064).

Amendement n° 109 de M. Jean Tardito (pensions et retraites - abattement porté de 10 à 15 p. 100 - taux de 50 p. 100 pour l'impôt sur les sociétés) (p. 1065) : rejeté (p. 1065).

Soutenu par M. Fabien Thiémé (p. 1065).

Contre : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1065).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1065).

Amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Brard (exonération des indemnités journalières lorsque le revenu net global du foyer n'excède pas la cinquième tranche du barème - suppression de l'avoir fiscal et du « report en arrière ») (p. 1065) : rejeté (p. 1065).

Soutenu par M. Fabien Thiémé (p. 1065).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1065) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 1065).

Amendement n° 112 de M. Fabien Thiémé (changement de situation du contribuable - impôt acquitté sur les nouveaux revenus et non sur les revenus perçus au titre de la dernière année d'activité normale - taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 p. 100 - suppression du « report en arrière » - réduction des aides aux entreprises non conditionnées à la création d'emplois) (p. 1065) : rejeté (p. 1066).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1066).

Après l'article 2 :

Amendement n° 16 de M. Jean-Louis Masson (contribuables mariés - imposition séparée à la demande de ceux-ci) : non soutenu (p. 1066).

Article 3 (*relèvement des limites de déduction des frais de garde et des sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile*) (p. 1070) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 70 modifié (p. 1072).

INTERVENANTS :

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 1070).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1070).

Amendement n° 70 de la commission (nouvelle rédaction de l'article - réduction d'impôt de 30 p. 100 substituée à la déduction du revenu imposable - plafond pour la prise en compte des dépenses porté à 14 000 F) (p. 1070) : adopté au scrutin public après modifications ; ce texte devient l'article 3 (p. 1072).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1071).

Sous-amendement n° 325 du Gouvernement (réduction d'impôt de 25 p. 100 - plafond de 13 000 F) (p. 1072) : adopté (p. 1072).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1072).

Contre : *Pinte (Etienne)* (p. 1072).

Sous-amendement n° 335 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 1072) : adopté (p. 1072).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1072).

Article 4 (*réduction d'impôt en faveur des dons aux associations d'aide alimentaire*) (p. 1072) : adopté (p. 1073).

INTERVENANT :

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 1072, 1073).

Après l'article 4 :

Amendement n° 17 de M. Jean-Louis Masson (musées gérés par des collectivités territoriales - donations et legs) (p. 1073) : non soutenu.

Article 5 (*déduction des cotisations syndicales*) (p. 1073) : adopté après modifications (p. 1077).

INTERVENANTS :

Pour : *David (Martine)* (p. 1073).

Amendement n° 159 de M. Philippe Auberger (déduction forfaitaire supplémentaire pour frais, portée de 50 000 F à 75 000 F - article 83, 3° du code général des impôts) (p. 1073) : rejeté (p. 1074).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1074) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1074).

Amendement n° 71 de la commission (réduction d'impôt de 20 p. 100 des cotisations substituée à la déduction du revenu) (p. 1074) : adopté (p. 1076).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1075) ; *Pandraud (Robert)* (p. 1075) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1075, 1076).

Amendement n° 151 de M. Philippe Auberger (suppression de la limite de 1 p. 100 du revenu brut) (p. 1076) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 71 de la commission (p. 1076).

Amendement n° 38 de M. Philippe Auberger (déduction des cotisations versées aux organismes humanitaires et sociaux) (p. 1076) : rejeté (p. 1077).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1076, 1077).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1076).

Après l'article 5 :

Amendement n° 18 de M. Jean-Louis Masson (associations des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) : non soutenu (p. 1077).

Article 6 (*réduction de taux de la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 1078) : réservé : examiné après l'article 28.

Après l'article 6 : réserve des amendements : examinés avant l'article 29.

Article 7 (*taxe d'habitation - frais de dégrèvement et de non valeurs et prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement*) (p. 1078) : adopté après modifications (p. 1079).

Amendement n° 337 du Gouvernement (maintien des prélèvements pour frais de dégrèvement et de non valeurs et pour frais d'assiette et de recouvrement sur la taxe d'habitation des résidences secondaires) (p. 1078) : adopté (p. 1079).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1078, 1079).

Après l'article 7 :

Amendement n° 20 corrigé de M. Jean-Louis Masson (impôts locaux - contribuables âgés de plus de 65 ans et ayant élevé au moins 3 enfants - abattement supplémentaire de 15 p. 100 sur la valeur locative de la résidence principale) (p. 1079) : non soutenu.

Amendement n° 120 de M. Fabien Thiémé (taxe d'habitation - dégrèvements sur les cotisations dues par certains contribuables - suppression de l'avoir fiscal) (p. 1079) : rejeté au scrutin public (p. 1081).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 1079).

b) *Mesures en faveur de l'emploi et des entreprises.*

Avant l'article 8 :

Amendement n° 163 de M. Bruno Durieux (taxe professionnelle - plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) (p. 1081) : réservé jusqu'avant l'article 29 (p. 1081).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1081).

Amendement n° 164 de M. Bruno Durieux (taxe professionnelle - plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) (p. 1081) : réservé jusqu'avant l'article 29 (p. 1081).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1081).

Amendement n° 165 de M. Edmond Alphandéry (amortissement dégressif - majoration des taux) (p. 1081) : retiré (p. 1083).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 1083) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1083).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1082) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1082, 1083).

Impôt sur les sociétés : *Richard (Alain)* (p. 1082) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1083).

Investissement des entreprises : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1081, 1082) ; *Richard (Alain)* (p. 1082).

Article 8 (*réduction à 39 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués*) (p. 1084) : vote réservé jusqu'à la discussion de l'article 29, puis avant l'article 9 (p. 1088, 1091).

INTERVENANTS :

Pour : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1085, 1086) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1086) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1086, 1087).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 1085).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1084, 1085).

Amendement n° 121 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 1087) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29, puis avant l'article 9 (p. 1088).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1087) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1087, 1088).

Amendement n° 227 rectifié de M. Gilbert Gantier (taux de l'impôt sur les sociétés réduit à 40, 5 p. 100 quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 1088) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29, puis avant l'article 9 (p. 1090).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1088, 1089) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1089).

Amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (taux de l'impôt sur les sociétés réduit à 39 p. 100 quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 1088) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29, puis avant la discussion de l'article 9 (p. 1090).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1088, 1089) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1089).

Amendement n° 35 corrigé de M. Philippe Auberger (taux de l'impôt sur les sociétés réduit à 39 p. 100 quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 1089) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29 puis de l'article 9 (p. 1090).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1090) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1090).

Fiscalité de l'épargne : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1090).

Amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 1090) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29, puis de l'article 9 (p. 1090).

Amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 1090) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29, puis de l'article 9 (p. 1090).

Amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) (p. 1090) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29, puis de l'article 9 (p. 1090).

Amendement n° 226 de M. Gilbert Gantier (de conséquence de son amendement n° 225) (p. 1090) : non soutenu (p. 1090).

Amendement n° 122 de M. Fabien Thiémé (non application de la réduction de l'impôt sur les sociétés aux entreprises et institutions financières effectuant des opérations avec des sociétés d'Afrique du Sud) (p. 1090) : vote réservé jusqu'avant la discussion de l'article 29 puis de l'article 9.

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1091) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1091) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1091).

Après l'article 8 :

Amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Brard (entreprises travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense - majoration de 10 p. 100 de l'impôt sur les bénéfices) (p. 1100) : rejeté (p. 1101).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1100).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1100) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1101).

Anciens combattants d'Afrique du Nord : *Tardito (Jean)* (p. 1100).

Pensions des victimes de guerre et de leurs ayants-droit : *Tardito (Jean)* (p. 1100).

Amendement n° 233 de M. Philippe Séguin (entreprises exploitant des sources d'eau en vue de la consommation humaine - déduction supplémentaire pour les achats de terrains effectués dans le but de protéger la nappe aquifère) (p. 1101) : retiré (p. 1102).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1101).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1101) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1101, 1102).

Amendement n° 77 corrigé de la commission (donations de titres au personnel d'une entreprise - abattement de 30 000 F par part porté à 100 000 F - possibilité pour cette donation de ne concerner qu'une partie du personnel) (p. 1102) : adopté après modifications (p. 1102).

Soutenu par M. Jacques Roger-Machart (p. 1102).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1102).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1102).

Sous-amendement oral du Gouvernement (suppression du gage) (p. 1102) : adopté (p. 1102).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1102).

Amendement n° 313 de M. Jacques Roger-Machart (investissement dans des entreprises nouvelles ou créées depuis moins de 3 ans ou dans des sociétés de capital-risque dont au moins 50 p. 100 des fonds placés annuellement le sont dans des entreprises créées depuis moins de 3 ans - réduction d'impôt de 25 p. 100 sur une somme portée à 20 000 F par an) (p. 1102) : retiré (p. 1105) ; repris par M. François d'Aubert (p. 1105) : retiré (p. 1106).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1130, 1104) ; *Ducert (Claude)* (p. 1104) ; *Aubert (François d')* (p. 1104, 1105).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1104, 1105).

Article 8 précédemment réservé et amendements s'y rapportant (réduction à 39 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués) (p. 1106) : adopté après modifications (p. 1108).

Amendement n° 121 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 1107) : rejeté au scrutin public (p. 1107).

Amendement n° 227 rectifié de M. Gilbert Gantier (taux de l'impôt sur les sociétés réduit à 40, 5 p. 100 quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 1107) : rejeté (p. 1107).

Amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (taux de l'impôt sur les sociétés réduit à 39 p. 100 quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 1107) : rejeté (p. 1107).

Amendement n° 35 corrigé de M. Philippe Auberger (taux de l'impôt sur les sociétés réduit à 39 p. 100 quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 1107) : rejeté (p. 1107).

Amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 1107) : adopté (p. 1107).

Amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 1107) : adopté (p. 1107).

Amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) (p. 1107) : adopté (p. 1107).

Amendement n° 226 de M. Gilbert Gantier (de conséquence de son amendement n° 225) (p. 1107) : rejeté (p. 1107).

Amendement n° 122 de M. Fabien Thiémé (non application de la réduction de l'impôt sur les sociétés aux entreprises et institutions financières effectuant des opérations avec des sociétés d'Afrique du Sud) (p. 1107) : rejeté au scrutin public (p. 1108).

Article 9 (mesures en faveur de la création et de la reprise d'entreprises en difficulté - exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés) (p. 1108) : adopté après modifications (p. 1114).

INTERVENANT :

Pour : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1108).

Discussion commune des amendements n°s 44 corrigé, 176, 229 et 236.

Amendement n° 44 corrigé de M. Philippe Séguin (entrée en vigueur du dispositif dès 1988 pour les créations d'entreprises) (p. 1109) : retiré (p. 1109).

Amendement n° 176 de M. Jacques Roger-Machart (entrée en vigueur du dispositif à compter d'octobre 1988 pour les créations d'entreprises) (p. 1109) : adopté après modifications (p. 1109).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1109) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1109).

Sous-amendement oral du Gouvernement (suppression du gage) (p. 1109) : adopté (p. 1109).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1109).

Amendement n° 229 de M. Gilbert Gantier (entrée en vigueur du dispositif au 1^{er} octobre 1988 pour la création d'entreprises) (p. 1109) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 176 de M. Jacques Roger-Machart (p. 1109).

Amendement n° 236 de M. Philippe Séguin (entrée en vigueur du dispositif au 1^{er} octobre 1988 pour la création d'entreprises) (p. 1109) : retiré (p. 1109).

Amendement n° 235 de M. Gilbert Gantier (extension du dispositif aux entreprises exerçant une activité non commerciale) (p. 1109) : rejeté (p. 1110).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1110).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1110) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1110).

Discussion commune des amendements identiques n°s 79 et 228 et de l'amendement 327.

Amendement n° 79 de la commission (définition de la notion de détention indirecte d'une société par d'autres sociétés se substituant au renvoi à un décret) (p. 1110) : retiré (p. 1111).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1111).

Amendement n° 228 de M. Gilbert Gantier (définition de la notion de détention indirecte d'une société par d'autres sociétés se substituant au renvoi à un décret) (p. 1110) : retiré (p. 1111).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1111).

Amendement n° 327 du Gouvernement (définition de la notion de détention indirecte d'une société par d'autres sociétés se substituant au renvoi à un décret) (p. 1111) : adopté (p. 1111).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1111).

Amendement n° 329 du Gouvernement (entrée en vigueur du dispositif au 1^{er} octobre 1988 pour la reprise d'entreprises en difficulté) (p. 1111) : adopté (p. 1111).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1111).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1111).

Amendement n° 328 du Gouvernement (reprise d'entreprises en difficulté - exigibilité de l'avantage fiscal en cas de cessation de l'activité avant trois ans) (p. 1111) : adopté (p. 1112).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1111).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1111-1112).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1112).

Amendement n° 80 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 1112) : adopté (p. 1112).

Discussion commune des amendements n°s 81 et 330.

Amendement n° 81 de la commission (de coordination avec l'amendement n° 80) (p. 1112) : adopté (p. 1112).

Amendement n° 330 du gouvernement (de coordination avec l'amendement n° 80) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 81 (p. 1112).

Amendement n° 177 de M. Jacques Roger-Machart (inapplication des dispositions relatives aux donations-partage lorsque le donataire a bénéficié des dispositions relatives à la reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 1112) : adopté (p. 1114).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1113).

Contre : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1113) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1114).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1113).

Après l'article 9 :

Discussion commune des amendements n°s 37 et 280.

Amendement n° 37 de M. Philippe Auberger (application aux professions libérales du dispositif relatif à la création d'entreprises) (p. 1114) : rejeté (p. 1115).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1115) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1115) ; *Bapt (Gérard)* (p. 1115).

Amendement n° 280 de M. Edouard Frédéric-Dupont (application aux professions libérales du dispositif relatif à la création d'entreprises) (p. 1114) : rejeté (p. 1115).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1115) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1115) ; *Bapt (Gérard)* (p. 1115).

Article 10 (majoration de 40 p. 100 de l'accroissement des dépenses de formation exposées au profit des salariés les moins qualifiés pour le calcul du crédit d'impôt-formation) (p. 1115) : adopté après modifications (p. 1119).

INTERVENANTS :

Pour : *Berson (Michel)* (p. 1116).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1116).

Amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 1116) : adopté (p. 1116).

Amendement n° 83 de la commission (non plafonnement du crédit d'impôt afférent à l'accroissement des dépenses exposées au profit des salariés occupant les emplois les moins qualifiés) (p. 1116) : retiré (p. 1117).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1117).

Amendement n° 237 de M. Gilbert Gantier (prorogation de la possibilité d'option pour les entreprises) (p. 1117) : retiré (p. 1117).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1117) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1117).

Amendement n° 331 du Gouvernement (plafonnement à 5 millions de francs du crédit d'impôt résultant de l'accroissement des dépenses de formation exposées au profit des salariés occupant les emplois les moins qualifiés) (p. 1117) : adopté (p. 1117).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1117).

Amendement n° 230 de M. Gilbert Gantier (non plafonnement du crédit d'impôt résultant de l'accroissement des dépenses de formation exposées au profit des salariés occupant les emplois les moins qualifiés) (p. 1117) : rejeté (p. 1118).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1117) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1117).

Amendement n° 246 de M. Jean-Luc Reitzer (extension du dispositif du crédit d'impôt-formation aux non salariés des exploitations agricoles) (p. 1118) : rejeté (p. 1118).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1118).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1118).

Amendement n° 332 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1118) : adopté (p. 1118).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1118).

Amendement n° 333 du Gouvernement (extension de la tolérance légale du dixième au cas de reprise du crédit d'impôt-formation - contrôle de la réalité et du bien fondé des dépenses de formation) (p. 1118) : adopté (p. 1119).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1118).

Après l'article 10 :

Amendement n° 124 de M. Jean Tardito (plus-values mobilières - taxation au titre des bénéfices et du revenu des cessions excédant 50 000 F par an) (p. 1119) : rejeté (p. 1119).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1119) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1119).

Amendement n° 231 de M. Gilbert Gantier (comptes courant d'associés - relèvement des plafonds) (p. 1119) : rejeté (p. 1120).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1120).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1120).

Article 11 (réduction des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce et autres mesures destinées à favoriser la mobilité économique et le développement des entreprises) (p. 1120) : adopté après modifications (p. 1122).

INTERVENANTS :

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 1121).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 1121) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1121).

Amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) (p. 1121) : adopté (p. 1121).

Amendement n° 239 de M. Gilbert Gantier (augmentations de capital - droit d'apport réduit de 3 à 1, 5 p. 100) (p. 1121) : rejeté (p. 1122).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1122).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1122).

Après l'article 11 :

Amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Brard (majoration et progressivité de l'impôt de bourse) (p. 1122) : rejeté (p. 1123).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1122).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1122, 1123) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1123) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1123) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1123).

Liberté des mouvements de capitaux : *Richard (Alain)* (p. 1122).

Amendement n° 133 de M. Daniel Le Meur (adhérents des centres de gestion agréés - relèvement des limites de chiffres d'affaires permettant l'obtention de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion) (p. 1123) : rejeté (p. 1124).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1123).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1123) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1124).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1124).

Régime du forfait : *Richard (Alain)* (p. 1123).

Amendement n° 137 de M. Daniel Le Meur (adhérents des centres de gestion agréés - réduction d'impôt de 4000 F pour frais de comptabilité et d'adhésion portée à 5000 F) (p. 1124) : retiré (p. 1124).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1124).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1124) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1124).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1124).

Amendement n° 134 de M. Daniel Le Meur (adhérents des centres de gestion agréés - relèvement des limites de chiffres d'affaires dispensant de la mission de surveillance d'un expert-comptable) (p. 1124) : rejeté (p. 1125).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1124, 1125).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1125) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1125).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 1125).

Experts-comptables : *Richard (Alain)* (p. 1125) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1125).

Amendement n° 135 de M. Daniel le Meur (centres de gestion agréés - renouvellement tous les six ans de l'agrément et de l'habilitation - maintien du délai de trois ans pour le premier renouvellement) (p. 1126) : adopté (p. 1126).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1126).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1126).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1126).

Amendement n° 136 de M. Daniel Le Meur (extension de la compétence des centres de gestion agréés) (p. 1126) : adopté (p. 1127).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1126).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1126, 1127) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1127).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1125, 1127).

Experts-comptables : *Richard (Alain)* (p. 1127) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1127).

Amendement n° 139 de M. Daniel Le Meur (adhérents des centres de gestion agréés - relèvement à 500 000 F de la limite du revenu donnant droit à abattement de 20 p. 100) (p. 1127) : rejeté (p. 1128).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1127).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1127).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1127) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1127, 1128).

Amendement n° 39 corrigé de M. Antoine Rufenacht (services d'aide à domicile - exonération de la taxe sur les salaires) (p. 1128) : rejeté (p. 1128).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1128).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1128).

Taxe sur les salaires : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1128).

Article 12 (taxe sur les salaires - indexation du barème et relèvement de l'abattement applicable aux associations) : adopté (p. 1137).

INTERVENANTS :

Pour : *Berson (Michel)* (p. 1137).

Après l'article 12 :

Amendement n° 240 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires - exonération pour les associations d'aide à domicile) (p. 1137) : rejeté (p. 1138).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1138).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1138) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1138).

Article 13 (apprentis - suppressions et allègements de charges pesant sur leurs salaires - relèvement à 18 F de la limite d'exonération pour le chèque-restaurant des salariés) (p. 1138) : adopté (p. 1139).

INTERVENANTS :

Pour : *Berson (Michel)* (p. 1138, 1139) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1139).

Observations : *Thiémé (Fabien)* (p. 1139) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1139).

Exonération des cotisations salariales : *Berson (Michel)* (p. 1138, 1139) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1139).

Seuils sociaux : *Auberger (Philippe)* (p. 1139).

Après l'article 13 :

Amendement n° 140 de M. Daniel Le Meur (imposition au forfait - doublement des plafonds et attribution du bénéfice de l'abattement de 20 p. 100) (p. 1139) : rejeté (p. 1140).

Soutenu par Mme Muguet Jacquaint (p. 1139, 1140).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1140) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1140).

Discussion commune des amendements n°s 141 et 342.

Amendement n° 141 de M. Daniel Le Meur (chèques-vacances - relèvement à 9300 F et indexation de la cotisation d'impôt y donnant droit) (p. 1140) : retiré (p. 1140).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1140).

Amendement n° 342 du Gouvernement (chèques-vacances - indexation de la cotisation d'impôt y donnant droit) (p. 1140) : adopté (p. 1141).

Soutenu par M. Michel Charasse (p. 1140).

c) *Aménagement de la fiscalité des activités financières dans la perspective du grand marché commun.*

Article 14 (suppression de la règle du coupon couru) (p. 1141) : adopté (p. 1141).

INTERVENANTS :

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 1141) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1141).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1141).

Assurances (taxe spéciale sur les conventions d') : *Auberger (Philippe)* (p. 1141).

Article 15 (suppression de la taxe sur les encours de crédit) (p. 1141) : adopté (p. 1142).

INTERVENANTS :

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 1141).

Contre : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1141, 1142).

Après l'article 15 :

Amendement n° 21 de M. Jean-Louis Masson (journaux politiques périodiques - exonération de TVA pour les numéros distribués gratuitement) : non soutenu (p. 1142).

Article 16 (réduction de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) (p. 1142) : adopté (p. 1143).

INTERVENANTS :

Pour : *Gantier (Gilbert)* (p. 1142) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1142).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1142).

Article 17 (aménagement du régime fiscal des transactions sur titres) : adopté (p. 1143).

d) Mesure de solidarité nationale

Article 18 (impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1143) : adopté après modifications et application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1241).

INTERVENANTS :

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 1144) ; *Richard (Alain)* (p. 1148) ; *Anciant (Jean)* (p. 1148, 1149) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1149) ; *Josselin (Charles)* (p. 1151) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1151, 1152) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1153, 1155, 1156).

Contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 1144, 1145) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1145, 1146, 1147) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1149, 1150).

Observations : *Durieux (Bruno)* (p. 1147, 1148) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1150, 1151) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1152, 1153).

Abattement familial : *Gantier (Gilbert)* (p. 1145) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1146).

Bâtiment (activité dans le secteur du) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1145) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1146) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1147) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1153).

Biens professionnels détenus par des salariés : *Douyère (Raymond)* (p. 1144) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1145) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1147) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1150) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1155).

Epargne et patrimoine (fiscalité et comparaisons internationales) : *Douyère (Raymond)* (p. 1144) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1146, 1147) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1147) ; *Richard (Alain)* (p. 1148) ; *Anciant (Jean)* (p. 1149) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1149) ; *Josselin (Charles)* (p. 1151) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1154).

Mutations du capital (impôt sur les) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1144) ; *Richard (Alain)* (p. 1148) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1152).

Œuvres d'art : *Auberger (Philippe)* (p. 1146) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1150) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1152) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1154).

Plafonnement de l'ISF : *Douyère (Raymond)* (p. 1144).

Revenu minimum d'insertion (lien avec le) : *Douyère (Raymond)* (p. 1144) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1146).

Taux de 1, 1 p. 100 : *Douyère (Raymond)* (p. 1144) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1150).

Amendement n° 27 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 1156) : rejeté (p. 1158).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1156, 1157) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1157, 1158).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1157).

Bons anonymes (taxation des) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1157, 1158) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1157).

Revenu minimum d'insertion : *Auberger (Philippe)* (p. 1156, 1157) ; *Richard (Alain)* (p. 1156, 1157) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1157, 1158).

Paragraphe I (institution d'un impôt de solidarité sur la fortune).

Amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1163) : rejeté au scrutin public (p. 1164).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1163, 1164).

Discussion commune des amendements nos 169 et 284.

Amendement n° 169 de M. Michel d'Ornano (impôt prévu pour un an) (p. 1164) : rejeté au scrutin public (p. 1166).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1164) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1165).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1165).

Fiscalité du patrimoine (réforme de la) : *Ornano (Michel d')* (p. 1164) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1165).

Revenu minimum d'insertion : *Auberger (Philippe)* (p. 1165) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1165).

Amendement n° 284 de M. Serge Charles (impôt prévu pour deux ans) (p. 1164) : rejeté (p. 1166).

Soutenu par M. Michel Inchauspé.

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1165) ; *Charasse (Michel)* (p. 1165).

Amendement n° 3 de M. Fabien Thiémé (institution d'un impôt sur les grandes fortunes) (p. 1166) : vote réservé jusqu'à la fin de la discussion des amendements sur l'article 18 (p. 1166).

Pour : *Auberger (Philippe)* (p. 1166).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1166) ; *Vivien (Alain)* (p. 1166).

Amendement n° 285 de M. Serge Charles (bilan de l'impôt de solidarité sur la fortune à établir en 1990 par le Gouvernement) (p. 1166) : modifié (bilan figurant en annexe du projet de loi de finances pour 1992) : adopté (p. 1167).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1167).

Pour : *Auberger (Philippe)* (p. 1167).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1167).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1167).

Après le paragraphe I :

Amendement n° 4 de M. Fabien Thiémé (nouvelles bases et nouveau barème - taxation différenciée selon la nature des biens) (p. 1167) : rejeté au scrutin public (p. 1168).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1167).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 1168).

Amendement n° 196 de M. Bruno Durieux (harmonisation européenne de la fiscalité sur le patrimoine - rapport et propositions du Gouvernement avant le 1^{er} juillet 1989) (p. 1168) : retiré (p. 1169).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1168).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1168).

Paragraphe II (seuil de 4 000 000 F).

Discussion commune des amendements nos 5 et 210.

Amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Brard (seuil fixé à 2 500 000 F) (p. 1169) : rejeté (p. 1169).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1169).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1169).

Amendement n° 210 de M. Gilbert Gantier (seuil fixé à 5 000 000 F) (p. 1169) : rejeté (p. 1169).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1169).

Amendement n° 199 corrigé de M. Bruno Durieux (déclaration triennale - option du contribuable pour une déclaration annuelle) (p. 1169) : rejeté (p. 1170).

Pour : *Auberger (Philippe)* (p. 1169).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1169) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1169).

Amendement n° 193 de M. Philippe Auberger (exonération de la résidence principale) (p. 1170) : rejeté (p. 1171).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1171).

Amendement n° 6 de M. Jean Tardito (assujettissement des biens professionnels après abattement de 3 000 000 F - abattement de 25 p. 100 sur les biens immobiliers dont la valeur n'excède pas 3 000 000 F s'ils sont détenus depuis plus de 15 ans) (p. 1171) : rejeté au scrutin public (p. 1171).

Soutenu par M. Fabien Thiémé (p. 1171).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1171).

Amendement n° 28 de M. Jacques Godfrain (imposition des nus-propriétaires dans les cas de donation de la nue-propriété aux enfants par des parents conservant l'usufruit) (p. 1171) : rejeté (p. 1172).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1171, 1172).

Contre : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1171) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1172).

Amendement n° 269 corrigé de M. Georges Mesmin (locaux d'habitation - déduction des dépenses d'amélioration pour l'évaluation des biens) (p. 1172) : rejeté (p. 1172).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1172).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1172).

Discussion commune des amendements nos 170 corrigé et 29, deuxième correction.

Amendement n° 170 corrigé de M. Michel d'Ornano (déclarations séparées pour les époux et pour les concubins) (p. 1172) : rejeté (p. 1174).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1173) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1173) ; *Vivien (Alain)* (p. 1173).

Amendement n° 29, deuxième correction, de M. Philippe Auberger (déclaration commune pour tous les concubins) (p. 1172) : rejeté (p. 1174).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1173) ; *Vivien (Alain)* (p. 1173).

Amendement n° 11 corrigé de M. Jean-Louis Masson (habitation principale - valeur nette établie après déduction des charges déductibles en matière de revenus fonciers) (p. 1174) : non soutenu (p. 1174).

Amendement n° 270 corrigé de M. Georges Mesmin (locaux soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948 pris en compte pour 50 p. 100 de leur valeur) (p. 1174) : rejeté (p. 1174).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1174).

Loi de 1948 (évaluation de la valeur des locaux soumis à la) : *Richard (Alain)* (p. 1174).

Amendement n° 271 corrigé de M. Georges Mesmin (monuments historiques ouverts au public pris en compte pour 50 p. 100 de leur valeur) (p. 1174) : rejeté (p. 1174).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1174).

Monuments historiques (évaluation des) : *Richard (Alain)* (p. 1174).

Amendement n° 279 corrigé de M. Georges Mesmin (résidence principale prise en compte pour 50 p. 100 de sa valeur) (p. 1174) : rejeté (p. 1174).

Discussion commune des amendements nos 2 corrigé et 287 corrigé.

Amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Louis Masson (résidence principale - abattement de 1 500 000 F) (p. 1175) : rejeté (p. 1175).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1175).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1175).

Amendement n° 287 corrigé de M. Serge Charles (résidence principale - abattement de 1 000 000 F) (p. 1175) : rejeté au scrutin public (p. 1175).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1175).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1175).

Amendement n° 272 corrigé de M. Georges Mesmin (biens ou droits grevés d'un usufruit d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage - abattement de 50 p. 100 sur la valeur en pleine propriété) (p. 1175) : rejeté (p. 1175).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1175).

Amendement n° 12 corrigé de M. Arthur Dehaine (conjoint survivant usufruitier de la totalité des biens - article 1094-1 du code civil - réduction de l'assiette à la quotité légale) (p. 1176) : rejeté (p. 1176).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1176).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1176).

Usufruitiers (imposition des) : *Richard (Alain)* (p. 1176).

Amendement n° 99, deuxième correction, de M. Jean Tardito (assujettissement des biens professionnels après abattement de 3 000 000 F - abattement de 25 p. 100 sur les biens immobiliers dont la valeur n'excède pas 3 000 000 F s'ils sont détenus depuis plus de 15 ans) (p. 1176) : rejeté (p. 1176).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1176).

Observations : *Inchauspé (Michel)* (p. 1176).

Amendement n° 200 de M. Bruno Durieux (exonération des monuments historiques ouverts au public) (p. 1176) : rejeté (p. 1176).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1176).

Monuments historiques (évaluation des) : *Richard (Alain)* (p. 1176).

Amendement n° 289 corrigé de M. François d'Aubert (terres agricoles et parts de GFA) (p. 1177) : non soutenu (p. 1177).

Amendement n° 336, deuxième correction, de M. Alain Richard (Corse - évaluation des biens immobiliers soumise au droit commun pour l'ISF) (p. 1177) : adopté (p. 1177).

Discussion des amendements identiques nos 41, troisième rectification, et 247 corrigé.

Amendement n° 41, troisième rectification de M. Philippe Auberger (terres agricoles et parts de GFA - extension de l'exonération) (p. 1177) : rejeté au scrutin public (p. 1178).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1177, 1178) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1178).

Terres agricoles et parts de GFA (conditions d'exonération des) : *Richard (Alain)* (p. 1177, 1178).

Amendement n° 247 corrigé de M. Bruno Durieux (terres agricoles et parts de GFA - extension de l'exonération) (p. 1177) : rejeté au scrutin public (p. 1178).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1178).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1177, 1178).

Amendement n° 248 corrigé de M. Bruno Durieux (terres agricoles et parts de GFA - extension de l'exonération) (p. 1178) : rejeté (p. 1178).

Amendement n° 286 corrigé de M. Serge Charles (terres agricoles et parts de GFA - exonération jusqu'à 1 000 000 F) (p. 1178) : rejeté (p. 1178).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1178).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1178).

Après la paragraphe II :

Amendement n° 209 corrigé de M. Gilbert Gantier (« quotient familial » - division de l'assiette par le nombre de parts du foyer fiscal) (p. 1179) : rejeté (p. 1179).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1179) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1179).

Discussion commune des amendements nos 171 et 282 corrigé.

Amendement n° 171 de M. Michel d'Ornano (exonération de la résidence principale) (p. 1179) : rejeté au scrutin public (p. 1180).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1179) ; *Malandain (Guy)* (p. 1180) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1180).

Bâtiment (secteur du) : *Ornano (Michel d')* (p. 1179) ; *Malandain (Guy)* (p. 1180) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1180).

Amendement n° 282 corrigé de M. Maurice Ligot (exonération de la résidence principale à hauteur de 1 000 000 F) (p. 1179) : rejeté (p. 1180).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1179).

Amendement n° 7 de M. Jean Tardito (œuvres d'art comprises dans les bases d'imposition - exonération de 1 000 000 F pour les objets créés depuis moins de 15 ans) (p. 1180) : rejeté (p. 1181).

Soutenu par M. Fabien Thiémé (p. 1180).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1181).

Œuvres d'art (marché de Paris) : *Richard (Alain)* (p. 1181).

Déclaration de M. Pierre Bérégovoy : propositions du Gouvernement :

- bourses de l'enseignement (p. 1182) ;

- logement (aide au) (p. 1182) ;

- taxe professionnelle (plafonnement de la) (p. 1181) ;

- taxe sur la valeur ajoutée (réduction à 28 p. 100 du taux majoré de la) (p. 1181).

Observations de M. Gilbert Gantier (p. 1182).

Discussion commune des amendements nos 211 et 275.

Amendement n° 211 de M. Gilbert Gantier (meubles meublants et effets personnels - exonération) (p. 1182) : rejeté (p. 1182).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1182) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1182).

Meubles meublants :

- déclaration forfaitaire : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1182) ;

- faible part dans le patrimoine imposable : *Richard (Alain)* (p. 1182).

Amendement n° 275 de M. Georges Mesmin (meubles meublants - exonération) (p. 1182) : rejeté (p. 1182).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1182).

Amendement n° 274 de M. Georges Mesmin (locaux soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948 - exonération) (p. 1182) : retiré (p. 1183).

Amendement n° 201 corrigé de M. Bruno Durieux (produits artistiques des métiers d'art - extension de l'exonération prévue pour les œuvres d'art) (p. 1183) : retiré (p. 1183).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1183).

Observations : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 1183).

Discussion commune des amendements nos 276, 338, 67 et 43 corrigé.

Amendement n° 276 de M. Georges Mesmin (monuments historiques ouverts au public - exonération) (p. 1183) : retiré (p. 1183).

Amendement n° 338 de M. François d'Aubert (monuments historiques - exonération) (p. 1183) : rejeté (p. 1184).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1183).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1183).

Amendement n° 67 de M. Francisque Perrut (monuments historiques - exonération) (p. 1183) : non soutenu (p. 1183).

Amendement n° 43 corrigé de M. Philippe Auberger (monuments historiques ouverts au public - exonération) (p. 1183) : rejeté (p. 1184).

Pour : *Tranchant (Georges)* (p. 1184).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1184).

Amendement n° 86 de la commission (droits de la propriété industrielle - extension de l'exonération) : modifié (exonération accordée à l'auteur de l'invention) (p. 1184) : adopté après modifications (p. 1186).

Pour : *Gantier (Gilbert)* (p. 1185) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1185).

Observations : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1184, 1185).

Amendement n° 242 de M. Michel Inchauspé (comptes bloqués d'associés - exonération) (p. 1186) : rejeté (p. 1186).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1186).

Amendement n° 283 de M. Maurice Ligot (biens immobiliers à la location - abattement de 1 000 000 F) (p. 1186) : rejeté (p. 1187).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1186).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1186, 1187).

Biens immobiliers (poids de l'I.G.F. sur les) : *Richard (Alain)* (p. 1186, 1187).

Amendement n° 1 de M. Léon Bertrand (D.O.M. - T.O.M. - exonération des biens immobiliers et de parts et actions d'entreprises ou de sociétés) (p. 1187) : retiré (p. 1188).

Soutenu par M. Jean-Paul Virapoullé (p. 1187).

Contre : *Charasse (Michel) (G)* (p. 1187, 1188).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1187).

Amendement n° 202 de M. Bruno Durieux (investissements en capital risque - report d'imposition jusqu'à la survenance d'un gain en capital) : rectifié (exonération à hauteur de 1 000 000 F) (p. 1188) : rejeté (p. 1189).

Pour : *Auberger (Philippe)* (p. 1188).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1188) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1188).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 1188).

Amendement n° 203 de M. Bruno Durieux (entreprises ne pouvant faire publiquement appel à l'épargne - exonération des sommes mises à leur disposition pendant un délai d'au moins cinq ans) (p. 1189) : rejeté (p. 1189).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1189).

Amendement n° 204 de M. Bruno Durieux (entreprises ne pouvant faire publiquement appel à l'épargne - exonération à hauteur de 5 000 000 F des sommes mises à leur disposition pendant un délai d'au moins cinq ans) (p. 1189) : rejeté (p. 1189).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1189).

Amendement n° 40 de M. Philippe Auberger (biens immobiliers affectés à la production mais détenus par une société civile immobilière - exonération) (p. 1189) : rejeté (p. 1189).

Paragraphe III (définition des biens professionnels).

Amendement n° 8 de M. Fabien Thiémé (suppression du paragraphe III - retour à l'ancienne définition des biens professionnels) (p. 1210) : rejeté (p. 1210).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1210).

Article 885 0 du code général des impôts.

Amendement n° 213 de M. Gilbert Gantier (nouvelle définition des biens professionnels) (p. 1210) : rejeté (p. 1211).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1211).

Amendement n° 33 corrigé de M. Philippe Auberger (rachat d'entreprises par les salariés - parts considérées comme biens professionnels) (p. 1211) : rejeté (p. 1211).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1211).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1211).

Rachat d'entreprises par les salariés (exonération des parts détenues à la suite du) : *Richard (Alain)* (p. 1211).

Amendement n° 13 de M. Pascal Clément (professions libérales - exonération des parts de sociétés anonymes ou de SARL) (p. 1211) : non soutenu (p. 1211).

Article 885 0 bis du code général des impôts.

Amendement n° 214 de M. Gilbert Gantier (extension du régime des biens professionnels aux vice-présidents de sociétés par actions) (p. 1211) : rejeté (p. 1212).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1211).

Sous-amendement oral de M. Philippe Auberger (extension aux vice-présidents délégués) (p. 1211) : rejeté (p. 1211).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1211).

Discussion commune des amendements n°s 215 et 249.

Amendement n° 215 de M. Gilbert Gantier (extension du régime des biens professionnels aux administrateurs de sociétés par actions) (p. 1212) : rejeté (p. 1212).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1212).

Amendement n° 249 de M. Bruno Durieux (extension du régime des biens professionnels aux administrateurs exerçant des fonctions de direction, de gestion ou d'administration) (p. 1212) : rejeté (p. 1212).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1212).

Amendement n° 250 de M. Bruno Durieux (prise en compte de fonctions exercées dans des participations ou filiales d'une société mère pour la condition de revenu permettant de bénéficier du régime des biens professionnels) (p. 1212) : rejeté (p. 1212).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1212).

Amendement n° 305 de M. Serge Charles (assouplissement de la condition de revenu définie dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du 1° de l'article 885 0 bis) (p. 1212) : rejeté (p. 1213).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1212, 1213).

Biens professionnels des PME : *Inchauspé (Michel)* (p. 1212, 1213).

Amendement n° 257 de M. Bruno Durieux (activités connexes ou complémentaires exercées dans plusieurs sociétés) (p. 1213) : retiré (p. 1213).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1213).

Amendement n° 339 de M. François d'Aubert (exclusion des bénéfices non commerciaux pour l'application de la condition de revenu définie dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du 1° de l'article 885 0 bis) (p. 1213) : non soutenu (p. 1213).

Amendement n° 306 de M. Serge Charles (obligation de détention du capital ramenée de 25 à 10 p. 100) (p. 1213) : rejeté (p. 1214).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1213).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1214).

Biens professionnels (notion de) : *Richard (Alain)* (p. 1214).

Amendement n° 288 de M. Serge Charles (obligation de détention du capital ramenée de 25 à 20 p. 100) (p. 1214) : non soutenu (p. 1214).

Amendement n° 87 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1214) : adopté (p. 1214).

Amendement n° 216 de M. Gilbert Gantier (obligation de détention du capital ramenée de 25 à 5 p. 100 pour les sociétés cotées) (p. 1214) : rejeté (p. 1214).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1214).

Amendement n° 251 de M. Bruno Durieux (prise en compte du capital détenu par les conjoints et les enfants des ascendants, descendants, frères et sœurs de l'intéressé dans le capital détenu par celui-ci) (p. 1214) : rejeté (p. 1214).

Amendement n° 217 de M. Gilbert Gantier (obligation de détention du capital dégressive en fonction du montant du capital total de la société) (p. 1214) : rejeté (p. 1215).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1215).

Amendement n° 88 de la commission (activités similaires connexes ou complémentaires exercées dans plusieurs sociétés - masse commune faite des parts et actions pour la qualification de biens professionnels) (p. 1215) : adopté (p. 1215).

Discussion commune des amendements nos 218 et 253.

Amendement n° 218 de M. Gilbert Gantier (participation des salariés dans l'entreprise qualifiée bien professionnel si le fonds commun qui la détient possède 25 p. 100 du capital) (p. 1215) : rejeté (p. 1216).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1215).

Amendement n° 253 de M. Bruno Durieux (participation des salariés dans l'entreprise qualifiée bien professionnel si l'organisme collectif qui la détient possède 25 p. 100 du capital) (p. 1215) : retiré (p. 1216).

Amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) (p. 1216) : adopté (p. 1216).

Amendement n° 340 de M. François d'Aubert (parts ou actions non directement détenues qualifiées biens professionnels si la valeur de toutes les parts et actions atteint 75 p. 100 du patrimoine imposable de l'intéressé) (p. 1216) : non soutenu (p. 1216).

Amendement n° 90 de la commission (parts ou actions personnellement détenues qualifiées de biens professionnels si leur valeur atteint 75 p. 100 du patrimoine imposable de l'intéressé) (p. 1216) : adopté (p. 1216).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1216).

Sous-amendement n° 319 de M. François d'Aubert (parts ou actions détenues directement ou par sociétés interposées ayant des activités similaires connexes et complémentaires) (p. 1216) : rejeté (p. 1216).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1216).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1216).

Amendement n° 219 de M. Gilbert Gantier (parts ou actions indirectement détenues qualifiées biens professionnels si la valeur de toutes les parts et actions atteint 75 p. 100 du patrimoine imposable de l'intéressé) (p. 1216) : rejeté (p. 1216).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1216).

Discussion commune des amendements nos 254 corrigé et 91.

Amendement n° 254 corrigé de M. Bruno Durieux (biens professionnels - extension de la qualification obtenue par la règle des 75 p. 100 du patrimoine au président du conseil de surveillance, aux membres de ce conseil et du conseil d'administration) (p. 1216) : retiré (p. 1217).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1217) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1217).

Amendement n° 91 de la commission (biens professionnels - extension au président du conseil de surveillance de la qualification obtenue par la règle des 75 p. 100 du patrimoine) (p. 1216) : adopté (p. 1217).

Pour : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1217).

Discussion des amendements identiques nos 220 et 255.

Amendement n° 220 de M. Gilbert Gantier (pourcentage de 75 p. 100 du patrimoine imposable ramené à 50 p. 100) (p. 1217) : rejeté (p. 1217).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1217).

Amendement n° 255 de M. Bruno Durieux (pourcentage de 75 p. 100 du patrimoine imposable ramené à 50 p. 100) (p. 1217) : rejeté (p. 1217).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1217).

Amendement n° 256 de M. Bruno Durieux (application de la règle des 75 p. 100 au patrimoine net) (p. 1217) : rejeté (p. 1217).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1217).

Discussion commune des amendements nos 25 corrigé et 259.

Amendement n° 25 corrigé de M. Philippe Auberger (maintien de la qualification de biens professionnels en cas de départ à la retraite) (p. 1217) : rejeté (p. 1218).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1218).

Transmission d'entreprises : *Auberger (Philippe)* (p. 1217, 1218).

Amendement n° 259 de M. Bruno Durieux (maintien de la qualification de biens professionnels en cas de départ à la retraite) (p. 1217) : rejeté (p. 1218).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1218).

Amendement n° 179 de M. Christian Pierret (maintien de la qualification de biens professionnels en cas d'augmentation de capital, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission) (p. 1218) : rejeté (p. 1218).

Soutenu par M. Alain Richard (p. 1218).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1218).

Amendement n° 258 de M. Bruno Durieux (qualification de biens professionnels pour les titres de l'entreprise détenus par les salariés) (p. 1218) : rejeté (p. 1219).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1218, 1219).

Amendement n° 92 de la commission (parts ou actions détenues par les salariés à la suite d'un rachat d'entreprise par ceux-ci qualifiées de biens professionnels dans la limite de 1 000 000 F) (p. 1219) : adopté (p. 1219).

Soutenu par M. Raymond Douyère (p. 1219).

Discussion commune des amendements nos 34 corrigé rectifié et 178.

Amendement n° 34 corrigé, rectifié, de M. Philippe Auberger (titres acquis par les salariés au titre de la participation, de l'intéressement et des options de souscription ou d'achat d'actions qualifiées de biens professionnels dans la limite de 1 000 000 F) (p. 1219) : rejeté (p. 1220).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1220) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1220).

Amendement n° 178 de M. Christian Pierret (sommes attribuées aux salariés au titre de la participation qualifiées de biens professionnels dans la limite de 1 000 000 F) (p. 1219) : rejeté (p. 1220).

Soutenu par M. Alain Richard (p. 1219, 1220).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1220).

Amendement n° 59 corrigé de M. Pierre Mazeaud (biens personnels apportés par le dirigeant en garantie d'un prêt à l'entreprise exonérés à hauteur du montant du prêt) (p. 1220) : rejeté (p. 1220).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1220).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1220).

Article 855 0 quater du code général des impôts

Discussion commune des amendements nos 205 et 221.

Amendement n° 205 de M. Bruno Durieux (sociétés holdings - exonération sous certaines conditions de leurs parts ou actions) (p. 1220) : retiré (p. 1221).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1220, 1221).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1221) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1221).

Amendement n° 221 de M. Gilbert Gantier (sociétés holdings - exonération sous certaines conditions de leurs parts ou actions) (p. 1220) : retiré (p. 1221).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1221) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1221).

Objectif poursuivi par les amendements nos 205 et 221 atteint par la rédaction actuelle de l'article 885 0 quater : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1221).

Après l'article 885 0 quater du code général des impôts.

Amendement n° 93 de la commission (transmission familiale d'entreprise - possibilité, à certaines conditions, pour l'ancien redevable, de conserver la qualification de biens professionnels à l'usufruit des parts et actions qu'il s'est réservé) (p. 1221) : adopté (p. 1222).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1222) ; *Richard (Alain)* (p. 1222).

Amendement n° 206 corrigé de M. Bruno Durieux (comptes courants d'associés - qualification de biens professionnels) (p. 1222) : rejeté (p. 1222).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1222) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1222).

Après le paragraphe III :

Discussion commune des amendements nos 47, 261 corrigé, 290, 291 et 292.

Amendement n° 47 de M. Philippe Auberger (agriculture - biens donnés à bail pour une durée d'au moins 9 ans qualifiés biens professionnels) (p. 1222) : rejeté (p. 1223).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1223).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1223).

Amendement n° 261 corrigé de M. Bruno Durieux (agriculture - biens donnés à bail pour une durée d'au moins 9 ans qualifiés de biens professionnels) (p. 1222) : rejeté (p. 1223).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1223).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1223).

Amendement n° 290 de M. François d'Aubert (agriculture - biens donnés à bail qualifiés biens professionnels à certaines conditions) (p. 1222) : rejeté (p. 1223).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1223).

Amendement n° 291 de M. François d'Aubert (agriculture - biens donnés à bail qualifiés biens professionnels à certaines conditions) (p. 1223) : rejeté (p. 1223).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1223).

Amendement n° 292 de M. François d'Aubert (agriculture - biens donnés à bail qualifiés biens professionnels à certaines conditions) (p. 1223) : rejeté (p. 1223).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1223).

Amendement n° 49 rectifié de M. Philippe Auberger (parts de GFA qualifiées biens professionnels à certaines conditions) (p. 1223) : rejeté (p. 1224).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Discussion des amendements identiques n°s 48 corrigé, 260, 321 et 323.

Amendement n° 48 corrigé de M. Philippe Auberger (parts de GFA - suppression de conditions requises pour la qualification de biens professionnels) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Amendement n° 260 de M. Bruno Durieux (parts de GFA - suppression de conditions requises pour la qualification de biens professionnels) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Amendement n° 321 de M. Bruno Durieux (parts de GFA - suppression de conditions requises pour la qualification de biens professionnels) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Amendement n° 323 de M. François d'Aubert (parts de GFA - suppression de conditions requises pour la qualification de biens professionnels) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Discussion commune des amendements n°s 322, 324 et 296.

Amendement n° 322 de M. Bruno Durieux (parts de GFA - extension de la qualification de biens professionnels - apports en numéraires) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Amendement n° 324 de M. François d'Aubert (parts de GFA - extension de la qualification de biens professionnels - apports en numéraires) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Amendement n° 296 de M. François d'Aubert (parts de GFA - extension de la qualification de biens professionnels - apports en numéraires) (p. 1224) : rejeté (p. 1224).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1224).

Amendement n° 297 de M. François d'Aubert (parts de GFA - extension de la qualification de biens professionnels) (p. 1224) : non soutenu (p. 1224).

Amendement n° 303 de M. Serge Charles (titres de société - abattement de 30 p. 100 sur le cours du 31 décembre) (p. 1225) : retiré (p. 1225).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1225).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1225) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1225).

Titres de société (évaluation des) : *Richard (Alain)* (p. 1225).

Discussion commune des amendements n°s 262, 277 et 42.

Amendement n° 262 de M. Bruno Durieux (biens immobiliers - valeur vénale ou valeur fixée à quinze fois le revenu foncier net ou quinze fois le loyer d'un bien comparable en cas d'occupation par le propriétaire) (p. 1225) : rejeté (p. 1227).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1226).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1226) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1226, 1227). Observations : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1227).

Amendement n° 277 de M. Georges Mesmin (biens immobiliers - valeur fixée à dix fois la valeur locative définie à la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1225) : rejeté (p. 1227).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1226) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1226).

Amendement n° 42 de M. Philippe Auberger (biens immobiliers - valeur déterminée par capitalisation du revenu foncier net ou en cas d'occupation à titre de résidence principale par capitalisation de la valeur locative calculée par référence aux loyers constatés pour des biens similaires - taux de capitalisation fixé par décret) (p. 1225) : rejeté (p. 1227).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1226) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1226, 1227).

Discussion commune des amendements n°s 15 corrigé et 263.

Amendement n° 15 corrigé de M. Ladislav Poniatowski (résidence principale - abattement de 1 000 000 F) (p. 1227) : rejeté (p. 1228).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1227).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1227).

Amendement n° 263 de M. Bruno Durieux (résidence principale - abattement de 30 p. 100 plafonné à 500 000 F) (p. 1227) : rejeté (p. 1228).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1227, 1228).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1227).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1228).

Bâtiment (secteur du) : *Durieux (Bruno)* (p. 1227) ; *Richard (Alain)* (p. 1227, 1228) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1227, 1228) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1228).

Amendement n° 14 corrigé de M. Ladislav Poniatowski (immeubles donnés en location - abattement de 1 000 000 F) (p. 1228) : rejeté (p. 1228).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1228).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1228).

Discussion commune des amendements n°s 30 corrigé, 85 corrigé et 198 corrigé.

Amendement n° 30 corrigé de M. Philippe Auberger (titres cotés - choix pour l'évaluation entre le cours du 31 décembre et la moyenne des cours observés pendant l'année) (p. 1229) : rejeté (p. 1230).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1229) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1229).

Amendement n° 85 corrigé de la commission (titres cotés - choix pour l'évaluation entre le cours du 31 décembre et la moyenne des trente derniers cours) (p. 1229) : adopté (p. 1230).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1229).

Amendement n° 198 corrigé de M. Bruno Durieux (titres cotés - choix pour l'évaluation entre le cours du 31 décembre et la prise en compte des trente dernières cotations) (p. 1229) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 85 corrigé de la commission (p. 1230).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1229) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1229).

Amendement n° 197 corrigé de M. Bruno Durieux (titres des sociétés ayant leur siège social dans un pays de la CEE - abattement de 30 p. 100) (p. 1230) : rejeté (p. 1230).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1230).

Amendement n° 304 corrigé de M. Serge Charles (parts et actions non cotées - valeur déterminée suivant la valeur de rendement du capital) (p. 1230) : retiré (p. 1230).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1230).

Paragraphe IV (barème).

Amendement n° 9 de M. Fabien Thiémé (nouveau barème - taux maximum de 2 p. 100) (p. 1230) : rejeté (p. 1231).

Soutenu par M. Louis Pierna (p. 1230).

Contre : Richard (Alain) (p. 1230).

Amendement n° 94 de la commission (taux de 1, 1 p. 100 au-dessus de 20 000 000 F) (p. 1231) : adopté au scrutin public (p. 1232).

Pour : Charasse (Michel) (G) (p. 1231) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 1231).

Contre : Alphon-déry (Edmond) (p. 1231).

Epargne (fiscalité de l' - et grand marché européen) : Alphon-déry (Edmond) (p. 1231).

Impôt à assiette plus large et taux plus modérés : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 1231).

Amendement n° 26 de M. Philippe Auberger (indexation des tranches du barème en fonction de la limite inférieure de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 1232) : rejeté (p. 1232).

Contre : Richard (Alain) (p. 1232).

Indexation par le Parlement : Richard (Alain) (p. 1232).

Amendement n° 194 de M. Jacques Boyon (contribuables ayant élevé trois enfants - relèvement de 4 000 000 F des limites des tranches) (p. 1232) : non soutenu (p. 1232).

Discussion commune des amendements nos 186 et 60.

Amendement n° 186 de Mme Christine Boutin (abattement familial sur la valeur nette taxable : 300 000 F pour le conjoint et pour chaque personne à charge ou l'ayant été) (p. 1232) : réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 348 après le paragraphe V (p. 1233).

Contre : Richard (Alain) (p. 1232) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1232).

Amendement n° 60 de M. Francisque Perrut (abattement familial sur la valeur nette taxable - 300 000 F au titre du conjoint et 100 000 F par personne à charge) (p. 1232) : non soutenu (p. 1232).

Après le paragraphe IV :

Discussion commune des amendements nos 266 corrigé, 172, 307 et 32.

Amendement n° 266 corrigé de M. Bruno Durieux (imputation de l'ISF sur les droits de succession et de mutation à titre gratuit) (p. 1233) : rejeté (p. 1234).

Contre : Richard (Alain) (p. 1233, 1234) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1234).

Observations : Auberger (Philippe) (p. 1234).

Déclaration de M. Michel Rocard : Durieux (Bruno) (p. 1233) ; Richard (Alain) (p. 1234).

Droits de succession (réforme des) : Richard (Alain) (p. 1234) ; Auberger (Philippe) (p. 1234).

Amendement n° 172 de M. Michel d'Ornano (imputation de l'ISF sur les droits de succession) (p. 1233) : rejeté (p. 1234).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1233).

Contre : Richard (Alain) (p. 1233, 1234) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1234).

Amendement n° 307 de M. Serge Charles (imputation de l'ISF sur les droits de succession et de mutation à titre gratuit) (p. 1233) : rejeté (p. 1234).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1233).

Contre : Richard (Alain) (p. 1233, 1234) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1234).

Amendement n° 32 de M. Philippe Auberger (imputation de l'ISF sur les droits de succession) (p. 1233) : rejeté (p. 1234).

Contre : Richard (Alain) (p. 1233, 1234) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1234).

Amendement n° 301 de M. Louis de Broissia (paiement de l'impôt reporté au 15 novembre) (p. 1234) : rejeté (p. 1234).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1234). Contre : Richard (Alain) (p. 1234).

Amendement n° 302 de M. Serge Charles (déclaration triennale au-delà de la première année d'imposition) (p. 1234) : retiré (p. 1234).

Paragraphe V (plafonnement, à 80 p. 100 du revenu net de frais professionnels, de la somme de l'impôt sur le revenu et de l'ISF).

Discussion commune des amendements nos 222, 264, 298 et 46.

Amendement n° 222 de M. Gilbert Gantier (adjonction pour le plafonnement des taxes foncières et de la taxe d'habitation) (p. 1234) : rejeté (p. 1235).

Contre : Richard (Alain) (p. 1235) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1235).

Plafonnement (système de) : Richard (Alain) (p. 1235).

Amendement n° 264 de M. Bruno Durieux (adjonction des taxes foncières pour le plafonnement) (p. 1235) : rejeté (p. 1235).

Contre : Richard (Alain) (p. 1235) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1235).

Amendement n° 298 de M. François d'Aubert (adjonction, pour le plafonnement, de la taxe sur le foncier non bâti afférente aux biens ruraux n'ayant pas le caractère de biens professionnels) (p. 1235) : rejeté (p. 1235).

Contre : Richard (Alain) (p. 1235) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1235).

Amendement n° 46 de M. Philippe Auberger (adjonction, pour le plafonnement, de la taxe sur le foncier non bâti) (p. 1235) : rejeté (p. 1235).

Contre : Richard (Alain) (p. 1235) ; Charasse (Michel) (G) (p. 1235).

Discussion commune de l'amendement n° 265 et des amendements identiques nos 95, 24 corrigé et 299.

Amendement n° 265 de M. Bruno Durieux (plafonnement du total de l'impôt sur le revenu et de l'ISF aux deux tiers du revenu net imposable) (p. 1235) : rejeté (p. 1236).

Contre : Richard (Alain) (p. 1236).

Amendement n° 95 de la commission (plafonnement du total de l'impôt sur le revenu et de l'ISF à 70 p. 100 du revenu net de frais professionnels) (p. 1236) : adopté (p. 1236).

Pour : Charasse (Michel) (G) (p. 1236).

Amendement n° 24 corrigé de M. Philippe Auberger (plafonnement du total de l'impôt sur le revenu et de l'ISF à 70 p. 100 du revenu net de frais professionnels) (p. 1236) : adopté (p. 1236).

Amendement n° 299 de M. François d'Aubert (plafonnement du total de l'impôt sur le revenu et de l'ISF à 70 p. 100 du revenu net de frais professionnels) (p. 1236) : adopté (p. 1236).

Amendement n° 182 de M. Etienne Pinte (fixation par un décret d'un plancher du revenu net d'impôt sur le revenu et d'ISF) (p. 1236) : rejeté (p. 1236).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1236).

Contre : Richard (Alain) (p. 1236).

Après le paragraphe V :

Discussion commune des amendements nos 51, 267 et 348 deuxième rectification.

Amendement n° 51 de M. Philippe Auberger (abattement familial sur le montant de l'impôt - 10 000 F par demi-part supplémentaire au-delà de la première part) (p. 1236) : rejeté (p. 1237).

Amendement n° 267 de M. Bruno Durieux (abattement sur le montant de l'impôt - 2 000 F par enfant à charge) (p. 1236) : rejeté (p. 1237).

Amendement n° 348 deuxième rectification de M. Alain Richard (abattement sur le montant de l'impôt - 1 000 F par personne à charge) (p. 1236) : adopté (p. 1237).

Soutenu par M. Alain Richard (p. 1237).

Pour : Charasse (Michel) (G) (p. 1237).

Contre : Douyère (Raymond) (p. 1237).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1237).

Amendement n° 186 de Mme Christine Boutin précédemment réservé (abattement familial sur la valeur nette taxable - 300 000 F pour le conjoint et pour chaque personne à charge ou l'ayant été) (p. 1237) : retiré (p. 1237).

Paragraphe VI (*contrats d'assurance sur objets mobiliers portant sur une somme supérieure à 100 000 F - communication à l'administration des relevés des contrats souscrits depuis 1986*).

Discussion des amendements identiques n°s 207 et 223.

Amendement n° 207 de M. Bruno Durieux (de suppression) (p. 1237) : rejeté (p. 1238).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1237, 1238).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1238).

Harmonisation fiscale européenne : *Richard (Alain)* (p. 1238).

Amendement n° 223 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1237) : rejeté (p. 1238).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1238).

Demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1238).

Amendement n° 3 de M. Fabien Thiémé précédemment réservé (institution d'un impôt sur les grandes fortunes) (p. 1238) : non soumis au vote par le Gouvernement (p. 1238).

Pour : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1238) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1238).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1238).

Explications de vote sur l'article 18 :

Améliorations apportées au texte : *Auberger (Philippe)* (p. 1239) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1240) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1241).

Conséquences économiques de l'ISF : *Douyère (Raymond)* (p. 1239) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1240).

Epargne (fiscalité de l' - et harmonisation européenne) : *Douyère (Raymond)* (p. 1240) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1240).

Impôt sur le capital (principe d'un) : *Durieux (Bruno)* (p. 1240) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1240).

Rendement de l'impôt (insuffisance du) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1239).

Résidence principale : *Auberger (Philippe)* (p. 1239).

Revenu minimum d'insertion : *Durieux (Bruno)* (p. 1240).

Terres agricoles et foncier non bâti : *Auberger (Philippe)* (p. 1239).

Vote pour du groupe communiste : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1239).

Vote contre du groupe RPR : *Auberger (Philippe)* (p. 1239).

Vote pour du groupe socialiste : *Douyère (Raymond)* (p. 1240).

Abstention du groupe UDC : *Durieux (Bruno)* (p. 1240).

Vote contre du groupe UDF : *Gantier (Gilbert)* (p. 1241).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution sur l'article 18 :

- article 18 : adopté, modifié par les amendements adoptés, à l'exclusion de l'amendement n° 3 dont le vote avait été réservé.

Après l'article 18 :

Amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Brard (casinos - abattement pour la taxation de leurs gains réduit de 25 à 20 p. 100) (p. 1241) : rejeté (p. 1241).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1241).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1241).

e) *Fiscalité de l'énergie et des transports*.

Article 19 (*supercarburant sans plomb - réduction de la TIPP*) (p. 1242) : adopté (p. 1242).

INTERVENANTS :

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1242) ; *Richard (Alain)* (p. 1242) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1243).

Fiscalité de l'énergie (et harmonisation européenne) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1242) ; *Richard (Alain)* (p. 1242) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1242).

Amendement n° 243 de M. Gilbert Gantier (gaz naturel et fioul lourd - réduction de la TIPP) (p. 1242) : rejeté (p. 1242).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1243) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1242).

Après l'article 19 :

Amendement n° 96 de la commission (mines d'hydrocarbures - majoration des taux des redevances) (p. 1242) : rejeté (p. 1244).

Soutenu par M. Michel Inchauspé (p. 1243, 1244).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1244).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1244) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1244).

Elf-Aquitaine (activité d' - dans le pays Basque) : *Inchauspé (Michel)* (p. 1243).

Sous-amendement n° 341 de M. Michel Inchauspé (majoration des taux des redevances ne concernant que le gaz naturel) (p. 1243) : rejeté (p. 1244).

Sous-amendement n° 334 de M. Jean-Louis Masson (majoration des taux de la seule redevance nationale) (p. 1244) : non soutenu (p. 1244).

Article 20 (*carburateurs utilisés par les compagnies aériennes - déductibilité progressive de la TVA : partielle en 1989 et 1990 ; totale en 1991*) (p. 1244) : adopté (p. 1245).

Amendement n° 168 de M. Edmond Alphandéry (déductibilité étendue à tous les carburants) (p. 1245) : retiré (p. 1245).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1245).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1245).

Article 21 (*entreprises pétrolières - reconduction du prélèvement*) (p. 1245) : adopté (p. 1245).

Amendement n° 22 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 1245) : rejeté (p. 1245).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1245).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1245).

Amendement n° 244 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1245) : rejeté (p. 1245).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1245).

Article 22 (*enchères publiques de biens meubles - réduction des droits d'enregistrement*) (p. 1245) : adopté (p. 1247).

Amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 1246) : rejeté (p. 1247).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1246) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1246).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 1247).

Droits de mutation (fonds de commerce et logement) : *Richard (Alain)* (p. 1246).

Marché de l'art (place de Paris) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1246) ; *Richard (Alain)* (p. 1246) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1246) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1246, 1247).

Après l'article 22 :

Amendement n° 62 de M. Arthur Dehaine (professions libérales - date de clôture de l'exercice comptable et fiscal) (p. 1247) : rejeté (p. 1247).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1247).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1247).

Amendement n° 344 de M. Dominique Strauss-Kahn (taxe professionnelle - plafonnement à 4, 5 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 1247) : réservé jusqu'à l'examen des amendements n° 163 et 164 précédemment réservés avant l'article 8 (p. 1247).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1247).

Article 23 (*mesures en faveur de l'agriculture - report d'imposition de plus-values consécutives à des échanges dans le cadre d'opérations de remembrement - prorogation de l'abattement de 50 p. 100 sur le bénéfice des exploitants agricoles ayant bénéficié de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs et perennisa-*

tion des régimes de faveur applicables aux droits d'enregistrement pour l'incorporation des réserves des coopératives et la constitution de groupements forestiers) (p. 1247) : adopté (p. 1250).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1247, 1248) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1248, 1249) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1249).

Dotation globale de fonctionnement : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1248) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1249).

Foncier non bâti : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1247, 1248) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1248, 1249, 1252).

Impôts locaux (réforme des) : *Douyère (Raymond)* (p. 1249).

Amendement n° 101 de M. Fabien Thiémé (suppression de la prorogation jusqu'au 31 décembre 1993 de l'abattement de 50 p. 100 sur le bénéfice des exploitants agricoles ayant bénéficié de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs) (p. 1249) : rejeté (p. 1250).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1249).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1249) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1249).

Amendement n° 312 de M. Léon Vachet (extension à l'agriculture des dispositions applicables aux créations d'entreprises) (p. 1250) : rejeté (p. 1250).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1250).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1250).

Amendement n° 53 corrigé de M. Jean de Gaulle (extension de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit sur les parts de groupements fonciers agricoles et les biens donnés à bail à long terme - suppression de l'article 793 bis du code général des impôts) (p. 1250) : rejeté (p. 1250).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1250).

Après l'article 23 :

Amendement n° 105 de M. Jean Tardito (alimentation du bétail - institution d'une taxe sur les produits de substitution aux céréales) (p. 1250) : rejeté (p. 1251).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 1250).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1250, 1251).

Discussion commune des amendements n°s 295 et 315.

Amendement n° 295 de M. François d'Aubert (foncier non bâti : dégrèvement de 10 p. 100 plafonné à 1500 F par exploitation - redevance annuelle sur l'occupation des bureaux en Ile de France) (p. 1251) : non soutenu (p. 1251).

Amendement n° 315 de M. Jean de Gaulle (foncier non bâti : dégrèvement de 10 p. 100 plafonné à 1500 F par exploitation - majoration de la DGF) (p. 1251) : rejeté (p. 1252).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1251, 1252).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1252).

Amendement n° 104 de M. Fabien Thiémé (institution d'une taxe spéciale sur les chasses privées) (p. 1252) : rejeté (p. 1252).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1252).

Discussion commune des amendements n°s 144 et 129.

Amendement n° 144 de M. Fabien Thiémé (bouilleurs de cru - rétablissement de la franchise de dix litres) (p. 1252) : rejeté (p. 1254).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1253).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1253, 1254) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1254).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1254).

Amendement n° 129 de M. François Grussenmeyer (bouilleurs de cru - rétablissement d'une franchise de cinq litres - maintien de la franchise de dix litres pour les ayants droit actuels) (p. 1252) : rejeté (p. 1254).

Soutenu par M. Georges Tranchant (p. 1253).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1253, 1254) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1254).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1254).

Amendement n° 316 de M. Léon Vachet (entreprises agricoles à responsabilité limitée - extension à tout associé de l'imposition des bénéfices à l'impôt sur le revenu) (p. 1254) : rejeté (p. 1254).

Soutenu par M. Jean de Gaulle.

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1254).

Amendement n° 309 de M. Léon Vachet (propriétés rurales - doublement des déductions forfaitaires sur leur revenu) (p. 1254) : rejeté (p. 1254).

Amendement n° 145 rectifié de M. Xavier Dugoin (plafond de chiffre d'affaires pour l'imposition des agriculteurs au forfait - relèvement à 750 000 F) (p. 1254) : rejeté (p. 1255).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1254).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1254, 1255).

Discussion commune des amendements n°s 36 et 63.

Amendement n° 36 de M. Jean de Gaulle (bénéfices agricoles - doublement des limites de déduction pour investissement en faveur des assujettis au régime réel) (p. 1255) : rejeté (p. 1255).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1255).

Amendement n° 63 de Michel Cointat (bénéfices agricoles - doublement des limites de déduction pour investissement en faveur des assujettis au régime réel) (p. 1255) : non soutenu (p. 1255).

Amendement n° 147 rectifié de M. Xavier Dugoin (création d'entreprises agricoles - extension des abattements sur le bénéfice) (p. 1255) : rejeté (p. 1255).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1255).

Amendement n° 310 de M. Léon Vachet (apport d'éléments d'actifs à une société - modalités d'imposition des plus-values) (p. 1255) : rejeté (p. 1255).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1255).

Amendement n° 146 rectifié de M. Xavier Dugoin (extension d'activité à un secteur non agricole - maintien du régime agricole pour l'imposition des bénéfices et la TVA si l'activité nouvelle ne représente pas plus de 30 p. 100 du chiffre d'affaires global) (p. 1256) : rejeté (p. 1256).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1256).

Amendement n° 55 corrigé de M. Philippe Auberger (imputation des déficits agricoles sur d'autres revenus - plafond porté de 70 000 F à 100 000 F) (p. 1256) : rejeté (p. 1256).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1256).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1256) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1256).

Observations : *Royal (Ségolène)* (p. 1256).

Pluriactivité agricole : *Gaulle (Jean de)* (p. 1256) ; *Richard (Alain)* (p. 1256).

Amendement n° 56 de M. Jean de Gaulle (droits de mutation - extension aux transmissions ultérieures du régime d'abattement prévu pour la première transmission à titre gratuit des parts de GFA et des biens donnés à bail à long terme) (p. 1256) : rejeté (p. 1257).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 1256, 1257).

Politique fiscale du précédent Gouvernement en faveur de l'agriculture : *Auberger (Philippe)* (p. 1256, 1257).

Amendement n° 317 de M. Léon Vachet (droits de mutation sur la première transmission à titre gratuit de biens donnés à bail à long terme - amélioration des conditions d'exonération) (p. 1257) : rejeté (p. 1257).

Amendement n° 311 de M. Léon Vachet (suppression de l'article 793 bis du code général des impôts - droits de mutation sur la première transmission à titre gratuit de parts de GFA et de biens donnés à bail à long terme - suppression du plafond de 500 000 F) (p. 1257) : non soutenu (p. 1257).

Discussion commune des amendements n°s 308, 195 et 45.

Amendement n° 308 de M. Léon Vachet (foncier non bâti - non perception des prélèvements de 3, 6 p. 100 et de 4 p. 100 pour frais de dégrèvement et de non valeurs et pour frais d'assiette et de recouvrement) (p. 1257) : non soutenu (p. 1257).

Amendement n° 195 de M. Philippe Auberger (impôts locaux - réduction de 7, 6 p. 100 à 7, 4 p. 100 des prélèvements opérés par l'Etat) (p. 1257) : rejeté (p. 1258).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1257).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1257).

Observations : *Royal (Ségolène)* (p. 1257).

Amendement n° 45 de M. Philippe Auberger (impôts locaux - réduction de 3, 6 p. 100 à 3, 4 p. 100 du prélèvement opéré par l'Etat pour frais de dégrèvement et de non valeurs) (p. 1257) : rejeté (p. 1258).

Soutenu par M. Jean de Gaulle (p. 1257).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1257).

Article 24 (*mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses*) (p. 1258) : réservé jusqu'après l'article 6 précédemment réservé (p. 1258).

Amendement n° 346 du Gouvernement (relèvement du droit de consommation sur le tabac pour compenser la réduction à 28 p. 100 du taux de la TVA) : réservé jusqu'après l'article 6 précédemment réservé (p. 1258).

Après l'article 24 :

Amendement n° 130 rectifié de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (lycées et collèges - fonds de compensation pour les dépenses exposées en vue de leur équipement matériel) (p. 1258) : retiré (p. 1259).

Soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (p. 1258).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1258, 1259).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1258).

Fonds de compensation de la TVA (décisions prises par le ministre du budget) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1259).

Amendement n° 314 de M. Michel Inchauspé (billets de transport aérien - institution d'une taxe plafonnée à cinq francs par billet affectée au remboursement des emprunts contractés par les aéroports ayant un trafic annuel inférieur à 1 000 000 de passagers) (p. 1259) : adopté après modifications (p. 1260).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1259) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1259) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1260).

Sous-amendement n° 343 de M. Georges Tranchant (trafic annuel inférieur à 750 000 passagers) (p. 1259) : adopté (p. 1260).

Amendement n° 127 de M. Fabien Thiémé (suppression de l'avoir fiscal) (p. 1260) : rejeté (p. 1261).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 1260).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1260, 1261).

Amendement n° 126 corrigé de M. Jean Tardito (frais généraux - retour au régime établi en 1981 et taxe de 50 p. 100) (p. 1261) : rejeté (p. 1261).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1261).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1261).

Amendement n° 345 de M. Louis Pierna (taxe d'habitation - dégrèvement majoré pour les contribuables non imposés à l'impôt sur le revenu - institution d'un dégrèvement pour les contribuables acquittant moins de 1500 F à ce titre) (p. 1261) : adopté après modifications (p. 1262).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1261, 1262) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1262).

Taxe d'habitation (réforme de la) : *Richard (Alain)* (p. 1262).

Sous-amendement du Gouvernement (indexation de la limite de 1500 F) (p. 1262) : adopté (p. 1262).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1262).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1262).

Sous-amendement du Gouvernement (suppression du gage) (p. 1262) : adopté (p. 1262).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1262).

Avant l'article 25 :

Amendement n° 318 de M. Charles Josselin (adductions d'eau - majoration des redevances perçues par le fonds national) (p. 1262) : retiré (p. 1263).

Soutenu par M. Raymond Douyère (p. 1262).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1263) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1263) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1263).

II - Ressources affectées.

Article 25 (*dispositions relatives aux affectations*) (p. 1263) : adopté (p. 1263).

Article 26 (*taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) (p. 1263) : adopté (p. 1263).

Après l'article 26 :

Amendement n° 103 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur le produit des exploitations forestières perçue au profit du BAPSA portée de 1, 25 p. 100 à 2, 5 p. 100) (p. 1263) : rejeté (p. 1264).

Soutenu par M. Fabien Thiémé (p. 1263).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1264).

Retraites agricoles : *Thiémé (Fabien)* (p. 1263) ; *Richard (Alain)* (p. 1264).

Article 27 (*DGF - fixation à 16, 482 p. 100 du taux de prélèvement sur le produit net prévisionnel de la TVA*) (p. 1264) : adopté (p. 1265). Observations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1264) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1264, 1265).

Collectivités locales (difficultés des) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1264).

DGF : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1264) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1264).

Titre II : dispositions relatives aux charges.

Article 28 (*majoration des rentes viagères*) (p. 1265) : adopté (p. 1266).

Rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry (propositions du gouvernement en matière de bourses de l'enseignement secondaire et d'aide personnalisée au logement et modifications apportées à l'article d'équilibre) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1266) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1266).

Rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (demande de suspension de séance formulée par M. Edmond Alphandéry) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1267).

Rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry (propositions du gouvernement en matière de bourse de l'enseignement secondaire et d'aide personnalisée au logement) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1267).

Rappel au règlement de M. Raymond Douyère (propositions du gouvernement en matière de recettes et de dépenses) : *Douyère (Raymond)* (p. 1267).

Observations de M. Alain Richard sur le déroulement et le contenu du débat budgétaire (p. 1267).

Déclaration de M. Michel Charasse, ministre chargé du budget, sur les modifications de dépenses que proposera le Gouvernement avant l'examen de la seconde partie de la loi de finances (p. 1267).

Article 6 précédemment réservé (*réduction de taux de la taxe sur la valeur ajoutée*) et amendements y afférents (p. 1267) : adoptés après modifications (p. 1276).

INTERVENANTS :

Pour : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1269) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1269, 1270) ; *Richard (Alain)* (p. 1270, 1271).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1268) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1268, 1269) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 1270).

Cotisation vieillesse (majoration de la) : *Richard (Alain)* (p. 1271).

Coût et financement : *Auberger (Philippe)* (p. 1269, 1272) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1270, 1272).

Crédit à la consommation (accroissement du) : *Richard (Alain)* (p. 1271).

Harmonisation européenne (et déclarations de M. Michel Rocard) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1268) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1268, 1269) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1269) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 1270) ; *Richard (Alain)* (p. 1270).

Amendement n° 234 de M. Bruno Durieux (nouvelle rédaction de l'article - taux majoré ramené à 28 p. 100 - reclassements de produits) (p. 1271) : retiré (p. 1272).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1272).

Harmonisation européenne : *Durieux (Bruno)* (p. 1272).

Amendement n° 347 du gouvernement (réduction du taux majoré à 28 p. 100 - institution de droits d'accise sur la pornographie, le loto et le PMU) (p. 1272) : adopté (p. 1273).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1272).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1272).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 1272).

Discussion commune des amendements nos 293 et 232.

Amendement n° 293 de M. Jean-Marie Demange (aliments préparés pour les animaux familiers - assujettissement au taux super réduit) (p. 1273) : non soutenu (p. 1273).

Amendement n° 232 de M. Fabien Thiémé (aliments préparés pour les animaux familiers - assujettissement au taux super réduit) (p. 1273) : retiré (p. 1273).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1273).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1273) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1273).

Discussion commune des amendements nos 161, 58 corrigé et 187.

Amendement n° 161 de M. Edmond Alphandéry (réseaux de chaleur - abonnements assujettis au taux super réduit) (p. 1273) : adopté (p. 1274).

Pour : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1274).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1274).

Amendement n° 58 corrigé de M. Philippe Auberger (réseaux de chaleur - abonnements assujettis au taux super réduit) (p. 1273) : non soutenu (p. 1274).

Amendement n° 187 de M. Gilbert Gantier (réseaux de chaleur - abonnements assujettis au taux super réduit) (p. 1273) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 161 (p. 1274).

Amendement n° 23 du Gouvernement (TVA au taux super réduit sur les abonnements EDF-GDF à compter du 10 octobre 1988) (p. 1274) : adopté (p. 1274).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1274).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1274).

Amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (abonnements au propane - taux super réduit) (p. 1274) : rejeté (p. 1274).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1274).

Amendement n° 185 de M. Bruno Durieux (taux super réduit pour certains produits et accessoires médicaux) (p. 1275) : retiré (p. 1275).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1275) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1275).

Amendement n° 72 de la commission (supports du son ou de l'image - TVA à 28 p. 100 sauf pour le matériel à caractère violent ou pornographique) (p. 1275) : d'abord considéré comme devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 347 du gouvernement (p. 1275) : puis adopté (p. 1276).

Pour : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1275).

Amendement n° 142 de M. André Santini (vidéocassettes et vidéodisques enregistrés - maintien du taux majoré de la TVA) (p. 1275) : d'abord considéré comme devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 347 du gouvernement (p. 1275) : puis devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 72 de la commission (p. 1276).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1275, 1276).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 1275) ; *Richard (Alain)* (p. 1275).

Amendement n° 143 de M. André Santini (vidéodisques et vidéocassettes enregistrées - TVA au taux super réduit sauf pour le matériel à caractère violent ou pornographique) (p. 1276) : non soutenu (p. 1276).

Amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (supports de sons et d'images pré-enregistrés à finalité culturelle pédagogique ou touristique - TVA au taux super réduit) (p. 1276) : retiré (p. 1276).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 1276).

Amendement n° 174 de M. Christian Pierret (parfumerie - TVA à 28 p. 100) (p. 1276) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 347 du gouvernement (p. 1276).

Article 24 précédemment réservé et amendement y afférent (*mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses*) (p. 1276) : adopté après modifications (p. 1277).

Amendement n° 346 du gouvernement (tabacs - relèvement du droit de consommation pour compenser la réduction à 28 p. 100 du taux de TVA) (p. 1276) : adopté (p. 1277).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1277).

Après l'article 6 : amendements précédemment réservés :

Amendement n° 19 de M. Jean-Louis Masson (locations d'emplacements de stationnement de véhicules - exonération de la TVA lorsqu'elles ne sont pas assorties de prestations ou de services leur conférant un caractère commercial) (p. 1277) : non soutenu (p. 1277).

Amendement n° 113 de M. Fabien Thiémé (institution d'un taux zéro de TVA) (p. 1277) : rejeté (p. 1277).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1277).

Amendement n° 114 de M. Jean-Pierre Brard (cinémas d'art et d'essai et 150 premières représentations d'œuvres dramatiques, musicales, lyriques ou chorégraphiques - taux zéro de TVA sur les droits d'entrée) (p. 1277) : rejeté (p. 1277).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 1277). Contre : *Richard (Alain)* (p. 1277).

Amendement n° 326 du gouvernement (appareils automatiques - récupération de la TVA - suppression de l'article 273 quater du code général des impôts) (p. 1278) : adopté (p. 1278).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1278).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1278).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 1278).

Discussion commune des amendements nos 173 et 162.

Amendement n° 173 de M. Michel d'Ornano (TVA - réduction du taux normal à 17, 6 p. 100 financée par des opérations de privatisation) (p. 1278) : rejeté (p. 1278).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 1278).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1278).

Amendement n° 162 de M. Edmond Alphandéry (TVA - réduction du taux normal à 18, 2 p. 100 financée par la privatisation de l'UAP) (p. 1278) : non soutenu (p. 1278).

Discussion commune des amendements nos 153 et 180.

Amendement n° 153 de M. Léonce Deprez (hôtels de catégorie « 4 étoiles luxe » - TVA au taux réduit) (p. 1278) : non soutenu (p. 1279).

Amendement n° 180 de M. Jean Tardito (hôtels et relais de tourisme « 4 étoiles » - TVA au taux normal) (p. 1279) : rejeté (p. 1279).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1279).

Amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Brard (automobiles - TVA au taux normal) (p. 1279) : rejeté (p. 1279).

Soutenu par M. Louis Pierna (p. 1279).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1279).

Discussion commune des amendements nos 73 et 241.

Amendement n° 73 de la commission (TVA - relèvement des limites pour l'application de la franchise et de la décote) (p. 1279) : rejeté (p. 1279).

Soutenu par M. Edmond Alphandéry (p. 1279).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1279).

Amendement n° 241 de M. Edmond Alphandéry (TVA - relèvement des limites pour l'application de la franchise et de la décote) (p. 1279) : rejeté (p. 1280).

Amendement n° 156 de M. Léonce Deprez (hôtellerie - établissements thermaux et de spectacle - suppression de la correction de la valeur locative en fonction de la durée d'activité) (p. 1280) : non soutenu (p. 1280).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1280).

Amendement n° 119 de M. Fabien Thiémé (distribution de tabac à prix réduit aux personnes âgées hébergées dans les établissements gériatriques) (p. 1280) : rejeté (p. 1280).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1280).

Amendement n° 154 de M. Léonce Deprez (tourisme - exonération de TVA pour les subventions communales versées aux offices de tourisme, aux sociétés d'économie mixte et aux aéroports sauf si les activités bénéficiaires pourraient concurrencer les activités privées similaires) (p. 1280) : rejeté (p. 1280).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1280).

b) *Mesures en faveur de l'emploi et des entreprises.*

Avant l'article 8 : amendements précédemment réservés.

Après l'article 22 : amendement précédemment réservé.

Discussion commune des amendements n°s 164, 163 et 344.

Amendement n° 164 de M. Bruno Durieux (taxe professionnelle - réduction à 3,5 p. 100 de la valeur ajoutée lorsque le taux pratiqué est inférieur au taux moyen national de l'année précédente - dans le cas contraire, réduction à hauteur de la différence entre la contribution résultant de l'application de ce taux et 3,5 p. 100 de la valeur ajoutée - privatisation de l'UAP) (p. 1280) : retiré (p. 1283).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 1281, 1282) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1282).

Amendement n° 163 de M. Bruno Durieux (taxe professionnelle - réduction à 4, 5 p. 100 de la valeur ajoutée lorsque le taux pratiqué est inférieur au taux moyen national de l'année précédente - dans le cas contraire, réduction à hauteur de la différence entre la contribution résultant de l'application de ce taux et 4, 5 p. 100 de la valeur ajoutée - doublement des taux de la cotisation de péréquation et institution d'une cotisation nationale de taxe professionnelle) (p. 1280) : retiré (p. 1283).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1281, 1282).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1282).

Effets de l'amendement : *Charasse (Michel)* (G) [18 novembre 1988] (p. 2531).

Amendement n° 344 de M. Dominique Strauss-Kahn (taxe professionnelle - plafonnement à 4, 5 p. 100 de la valeur ajoutée - majoration des taux de la cotisation de péréquation) (p. 1280) : adopté (p. 1283).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1281, 1282) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 1282).

Titre III : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

Article 29 et Etat A (équilibre général du budget) (p. 1283) : adopté après modifications (p. 1301).

Amendement n° 351 du gouvernement (majorations et minorations de ressources et de charges - minoration du déficit) (p. 1295) : adopté (p. 1296).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1295, 1296).

Explications de vote sur l'article 29 et l'Etat A

Commerce extérieur : *Auberger (Philippe)* (p. 1299).

Commission des finances (constitution de groupes de travail au sein de la) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1300).

Débat budgétaire (qualité du - et améliorations apportées au projet) : *Richard (Alain)* (p. 1297) ; *Douyère (Raymond)* (p. 1297, 1298) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1299) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1300) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1300, 1301).

Déficit budgétaire et dette publique : *Gantier (Gilbert)* (p. 1298, 1299) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1299).

Emploi (politique de l') : *Auberger (Philippe)* (p. 1299).

Groupe communiste (jugement du - sur le budget) : *Thiémé (Fabien)* (p. 1297).

Harmonisation fiscale européenne : *Auberger (Philippe)* (p. 1299).

Prélèvements obligatoires (cotisation vieillesse et prélèvement sur l'ensemble des revenus) : *Auberger (Philippe)* (p. 1299).

Recettes et plus values fiscales (et héritage du précédent gouvernement) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1298).

Abstention du groupe communiste : *Thiémé (Fabien)* (p. 1297).

Vote contre du groupe UDF : *Gantier (Gilbert)* (p. 1299).

Vote contre du groupe RPR : *Auberger (Philippe)* (p. 1299).

Abstention du groupe UDC : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1300).

Seconde délibération du projet de loi (p. 1301).

Article 2 A (concours administratifs - suppression des droits d'inscription - majoration du droit de timbre frappant les pouvoirs délivrés par les actionnaires en vue de leur représentation aux assemblées générales) (p. 1301) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1301).

Amendement n° 1 du gouvernement (suppression du gage de l'article 2 A) (p. 1301) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1301).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1301).

Demande d'application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution : *Charasse (Michel)* (G) (p. 1301).

Article 6 (réduction de taux de TVA) (p. 1301) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1302).

Amendement n° 2 du gouvernement (date d'effet de la réduction de TVA sur les abonnements EDF-GDF et de fourniture de chaleur - suppression d'un gage) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1302). Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1302).

Article 11 ter (centres de gestion agréés - extension de leurs compétences - majoration du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1302).

Amendement n° 3 du gouvernement (suppression du gage) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1302).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1302).

Article 24 bis (taxe d'équipement sur les billets de transports aériens affectée au remboursement des emprunts destinés au développement des aéroports de province dont le trafic annuel est inférieur à 750 000 passagers) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1302).

Amendement n° 4 du gouvernement (de suppression) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1302).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1302).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1302).

Article 27 (DGF - fixation du taux de prélèvement sur les recettes nettes de la TVA) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1303).

Amendement n° 5 du gouvernement (taux de 16, 586 p. 100 substitué à celui de 16, 482 p. 100) (p. 1302) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1303).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1302, 1303).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 1303).

Titre III : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

Article 29 et Etat A (équilibre général du budget) (p. 1303) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1307).

Amendement n° 6 du gouvernement (minoration de recettes et modifications de prélèvements sur recettes de l'Etat - majoration du déficit) (p. 1307) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1307).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 1307).

Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution :

Articles 2 A, 6, 11 ter, modifiés par les amendements n°s 1 à 3 du gouvernement, l'amendement n° 4 du gouvernement supprimant l'article 24 bis, et les articles 27 et 29 et l'Etat A modifiés par les amendements n°s 5 et 6 du gouvernement : adoptés (p. 1307).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES ETRANGERES, FRANCOPHONIE

Voir aussi *Affaires européennes.*

Examen du fascicule [26 octobre 1988] (p. 1399, 1429).

Centre de conférences internationales du quai Branly : *Delehedde (André)* (p. 1401) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430).

Désarmement dans le cadre des relations Est-Ouest :

- armes chimiques : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1403) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1405) ; *Léotard (François)* (p. 1405) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- armes conventionnelles : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1402) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1405) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- armes nucléaires : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1402) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1406) ; *Bellon (André)* (p. 1408) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430, 1431).

Dictatures (pays soumis à des) : *Léotard (François)* (p. 1410).

Enfants scolarisés à l'étranger (bourses accordées aux) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400).

Etudiants étrangers (bourses accordées aux) : *Deniau (Xavier)* (p. 1401).

Europe :

- C.A.E.M. (relations C.E.E. -) : *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- coopération politique : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1407) ; *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400) ;
- défense européenne (U.E.O.) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1403) ;
- harmonisation fiscale (T.V.A. notamment) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404) ; *Bellon (André)* (p. 1408) ;
- marché unique européen : *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- négociations commerciales de la C.E.E. dans le cadre de l'« Uruguay Round » du G.A.T.T. : *Bellon (André)* (p. 1409) ;
- relations franco-allemandes : *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1407) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;

Francophonie :

- ministère délégué à la - : *Delehedde (André)* (p. 1401) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1402) ;
- Radio-France internationale (R.F.I.) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400) ; *Delehedde (André)* (p. 1401) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1402) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404) ;
- satellite T.D.F.1 : *Deniau (Xavier)* (p. 1402) ;
- sommet de Dakar : *Deniau (Xavier)* (p. 1402) ;
- T.V.5 : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1402) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404).

Institut du monde arabe : *Deniau (Xavier)* (p. 1402).

Ministère des affaires étrangères :

- agents des missions diplomatiques en poste (indemnité de résidence des - ; grève des) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400) ; *Delehedde (André)* (p. 1401) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1403) ; *Bellon (André)* (p. 1409) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430) ;
- crédits du - (évolution des) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1399) ; *Delehedde (André)* (p. 1401) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1401) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1403) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430) ;
- direction générale des affaires culturelles : *Deniau (Xavier)* (p. 1401) ;
- effectifs et personnels : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1401) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1403) ; *Bellon (André)* (p. 1408) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430) ;
- informatique : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1399) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430) ;
- mesures catégorielles (secrétaires-adjoints des affaires étrangères) : *Delehedde (André)* (p. 1401) ;
- structures (réforme des) : *Delehedde (André)* (p. 1401) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404).

Organisations internationales (contributions françaises) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1399) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430).

Nouvelle Calédonie (référendum sur le statut et l'évolution de la) : *Bellon (André)* (p. 1407, 1408).

Pays en voie de développement :

- aide publique au développement : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1400) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1405) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1432) ;
- dette des pays du tiers monde : *Montdargent (Robert)* (p. 1406) ;
- socialisme dans les - (échec du) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 1405).

Politique étrangère (principes généraux) : *Delehedde (André)* (p. 1400) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1403) ; *Léotard (François)* (p. 1409) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1430).

Politique étrangère (questions spécifiques) :

- Afghanistan : *Léotard (François)* (p. 1410) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- Afrique du Sud : *Montdargent (Robert)* (p. 1406) ; *Léotard (François)* (p. 1410) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- Algérie : *Peyrefitte (Alain)* (p. 1405) ; *Léotard (François)* (p. 1409) ;
- Cambodge : *Dumas (Roland)* (G) (p. 1432) ;
- Chili : *Léotard (François)* (p. 1409) ;
- Chypre : *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431, 1432) ;
- Droits de l'Homme : *Bellon (André)* (p. 1408) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1432) ;
- Irak (conflit Iran-Irak) : *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- Irak (hypothèse d'une aide militaire en personnel de la France à l') : *Montdargent (Robert)* (p. 1405) ;
- Israël : *Montdargent (Robert)* (p. 1405) ; *Bellon (André)* (p. 1408) ;
- Liban : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1407) ; *Bellon (André)* (p. 1408) ; *Léotard (François)* (p. 1410) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1432) ;
- Palestine : *Montdargent (Robert)* (p. 1405) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1407) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1432) ;
- Pays de l'Est : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1402) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 1404) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1406) ; *Bellon (André)* (p. 1409) ; *Léotard (François)* (p. 1410) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431) ;
- Syrie : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1407) ;
- Tchad : *Bellon (André)* (p. 1408) ;
- U.R.S.S. (politique de Michaël Gorbatchev) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1407) ; *Léotard (François)* (p. 1410) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1431).

Procédure des questions (p. 1433).

Aide publique au développement : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1432) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1432, 1433).

Cambodge : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1432) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1433).

Diplomates :

- indemnité de résidence ; logement : *Delehedde (André)* (p. 1433) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1433, 1434) ; *Deniau (Xavier)* (p. 1433, 1434) ;
- tâches des - (répartition et modalités d'exercice des différentes - ; exercice de la fonction commerciale notamment) : *Deniau (Jean-François)* (p. 1437) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1438).

Droits de l'Homme (spécialisation d'un agent par ambassade sur la question des) : *Deniau (Jean-François)* (p. 1437, 1438) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1438).

Français de l'étranger (scolarisation des enfants ; bourses ; Conseil de l'enseignement français à l'étranger) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1435) ; *Avicé (Edwige)* (G) (p. 1435, 1436).

Francophonie (politique audiovisuelle ; Radio-France internationale ; T.V.5 ; satellite T.D.F.1) : *Proveux (Jean)* (p. 1439) ; *Beaucé (Thierry de)* (G) (p. 1439, 1440).

Francophonie (sommet de Dakar en mai 1989) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 1436) ; *Decaux (Alain)* (G) (p. 1437).

Frontaliers (statut des) : *Grussenmeyer (François)* (p. 1435) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1435).

Liban : *Teissier (Guy)* (remplacé par M. Pierre Lequiller) (p. 1441, 1442) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1442).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 1442) ; *Avicé (Edwige)* (G) (p. 1442, 1443).

Pologne : *Lequiller (Pierre)* (p. 1438) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1438, 1439).

Révolution française (commémoration du Bicentenaire de la - à l'étranger) : *Pistre (Charles)* (p. 1440) ; *Beaucé (Thierry de)* (G) (p. 1440).

Turquie (demande d'adhésion de la - à la C.E.E.) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 1434) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1434, 1435).

Yougoslavie : *Ehrmann (Charles)* (p. 1441) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1441).

Vote des crédits (p. 1469) (après avoir été réservés p. 1443).

Crédits inscrits à la ligne « Affaires étrangères » (comprenant les crédits du ministère des affaires européennes).

Budget des affaires européennes (absence de vote séparé sur le) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1469) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 1469) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1469).

Abstention du groupe communiste : *Montdargent (Robert)* (p. 1468).

Abstention du groupe U.D.C. : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1469).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1469).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Lipkowski (Jean de)* (p. 1469).

Etat B, titre III : réduction de crédits : adoptée (p. 1469).

Titre IV : adopté (p. 1469).

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1469).

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1469).

AFFAIRES EUROPEENNES

Examen du fascicule [26 octobre 1988] (p. 1447).

(M. Martin Malvy, rapporteur spécial étant remplacé par M. Jean-Marie Cambacères).

Aide de la C.E.E. au développement : *Stasi (Bernard)* (p. 1457) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 1458).

Allemagne fédérale (protections en - ; cas de la bière) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 1455) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460).

Budget (dimension européenne du) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 1454) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1462).

Capital-risque : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1451).

Consensus sur la construction européenne et l'Acte unique : *Seitlinger (Jean)* (p. 1450) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1454) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1455, 1456) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459).

Coopération franco-allemande : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1452) ; *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1455).

Coopération politique européenne : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1451) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1457).

Défense européenne : *Caro (Jean-Marie)* (p. 1451) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 1458).

Départements et territoires d'outre-mer : *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1455, 1456) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1461).

Droit européen :

- enseignement du - aux juristes : *Josselin (Charles)* (p. 1452) ;

- information des Parlements nationaux et du public : *Cresson (Edith)* (G) (p. 1461, 1462).

Elargissement de l'Europe et relations avec les pays voisins : *Seitlinger (Jean)* (p. 1449) ; *Josselin (Charles)* (p. 1453).

Etats généraux de la recherche européenne (organisation d') : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1451) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459).

Europe de l'Est (ouverture vers l') : *Josselin (Charles)* (p. 1454) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1457) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 1458).

Europe sociale : *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1455) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1457) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 1458) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459).

Financement de la communauté :

- compensation britannique : *Josselin (Charles)* (p. 1452) ;
- contribution française : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1447, 1448).

Fonds structurels communautaires (F.E.O.G.A. - ORIENTATION, F.S.E. et F.E.D.E.R.) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1448) ; *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459, 1461).

Harmonisation fiscale (T.V.A. notamment) : *Seitlinger (Jean)* (p. 1450) ; *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1454, 1455) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1456) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1462).

Identité culturelle communautaire : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1449).

Institutions européennes (renforcement de l'intégration politique ; démocratisation) : *Seitlinger (Jean)* (p. 1449) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1457) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1461).

« Lobbying » de la communauté aux Etats-Unis : *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460).

Marché unique intérieur communautaire : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1447, 1448, 1449) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 1449) ; *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 1458) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1458, 1459).

Marchés publics : *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460).

Ministère des affaires européennes (moyens du - ; utilisation du S.G.C.I. ; groupes d'études et de mobilisation) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1449) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 1449, 1450) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1454) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460, 1461).

Normes industrielles : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1451) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459).

Opinion publique (préparation et réaction de l' - à l'idée européenne) : *Seitlinger (Jean)* (p. 1450) ; *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 1458).

Politique agricole commune : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1448).

Présidence française du Conseil européen de juin à décembre 1989 (actions à mener sous la) : *Cambacères (Jean-Marie)* (p. 1449) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459).

Programme Euréka (impact régional notamment) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1451) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1451).

R.D.A. (commerce inter-allemand) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 1455).

Recherche communautaire et coopération technologique (programme cadre pour la recherche et le développement) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1450, 1451) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1459).

Relations commerciales internationales de la C.E.E. : *Josselin (Charles)* (p. 1453) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 1455) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1456) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460).

Strasbourg (localisation à - du Parlement européen ; liaison de - avec Bruxelles et Luxembourg) : *Seitlinger (Jean)* (p. 1450) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1451) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 1451) ; *Josselin (Charles)* (p. 1454) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460).

Télévision à haute définition : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1451).

Union monétaire : *Seitlinger (Jean)* (p. 1449) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1460, 1461).

Zones frontalières : *Stasi (Bernard)* (p. 1457).

Procédure des questions (p. 1462).

Allocations familiales (versement des prestations françaises aux ressortissants de la C.E.E.) : *Catala (Nicole)* (p. 1466) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1466, 1467).

Coopération politique européenne (politique étrangère) : *Bouvard (Loïc)* (remplacé par M. Jean-Marie Daillet) (p. 1467) ; *Dumas (Roland)* (G) (p. 1467).

Enseignement supérieur et recherche (échanges et mobilité intra-européenne) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1462, 1463) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1463).

Europe sociale (politique sociale ; dialogue social ; droits sociaux fondamentaux) : *Charette (Hervé de)* (p. 1464) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1464, 1465) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 1464).

Fonds structurels : *Cresson (Edith)* (G) (p. 1464).

« Lobbying » de la communauté européenne aux Etats-Unis : *Cresson (Edith)* (G) (p. 1465).

Loi française (contrôle de la compatibilité de la - avec le droit européen) : *Lamassoure (Alain)* (p. 1463) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1463) ;

Pollution automobile (normalisation des émissions gazeuses) : *Bérégovay (Michel)* (p. 1468) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1468).

Parlement (relations du - avec les institutions communautaires) : *Lamassoure (Alain)* (p. 1463) ; *Cresson (Edith)* (G) (p. 1463).

Recherche communautaire (programme cadre pour la recherche et le développement) : *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 1465, 1466); *Cresson (Edith)* (G) (p. 1466).

Relations économiques et commerciales de la communauté :

- avec les Etats-Unis : *Bellon (André)* (p. 1465); *Cresson (Edith)* (G) (p. 1465);

- avec les pays du C.A.E.M. (rôle du C.O.C.O.M. notamment) : *Lalumière (Catherine)* (p. 1467); *Cresson (Edith)* (G) (p. 1467, 1468).

Vote des crédits (p. 1468).

Voir *Affaires étrangères*; *crédits inscrits à la ligne « Affaires étrangères »* (p. 1468).

AGRICULTURE ET FORET - B.A.P.S.A.

Examen du fascicule [25 octobre 1988] (p. 1327, 1349).

Agriculteurs en difficulté : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Gouzes (Gérard)* (p. 1334); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1336); *Proriat (Jean)* (p. 1339); *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 1343, 1344); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1350); *Brune (Alain)* (p. 1351); *Falco (Hubert)* (p. 1353); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1359).

Agriculture française (évolution générale et avenir) : *Tavernier (Yves)* (p. 1327); *Goldberg (Pierre)* (p. 1337); *Godfrain (Jacques)* (p. 1341, 1342); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1350); *Gengenwin (Germain)* (p. 1352); *Royal (Ségolène)* (p. 1354); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1355, 1356).

Bonifications (évolution des) : *Métais (Pierre)* (p. 1330); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1336); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Falco (Hubert)* (p. 1353).

Coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) : *Métais (Pierre)* (p. 1330); *Goldberg (Pierre)* (p. 1338); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1356).

Cotisations sociales : *Vasseur (Philippe)* (p. 1332); *Bayard (Henri)* (p. 1332, 1333); *Goldberg (Pierre)* (p. 1338); *Gengenwin (Germain)* (p. 1352); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1359, 1360).

Crédit agricole (mutualisation du) : *Godfrain (Jacques)* (p. 1342).

Crédits (évolution, montant, répartition) : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Métais (Pierre)* (p. 1329, 1330); *Gouzes (Gérard)* (p. 1333); *Goldberg (Pierre)* (p. 1337); *Proriat (Jean)* (p. 1338); *Durand (Adrien)* (p. 1339); *Lestas (Roger)* (p. 1349); *Gengenwin (Germain)* (p. 1352); *Lambert (Michel)* (p. 1353); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1355).

Elevage bovin : *Goldberg (Pierre)* (p. 1338); *Patriat (François)* (p. 1341).

Elevage ovin : *Durand (Adrien)* (p. 1340).

Elevage porcin : *Godfrain (Jacques)* (p. 1343).

Enseignement et formation agricole : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1337); *Bachy (Jean-Paul)* (p. 1345); *Falco (Hubert)* (p. 1353); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1357, 1360).

Entreprise agricole à responsabilité limitée (E.A.R.L.) : *Gouzes (Gérard)* (p. 1334).

Espace rural (aménagement et animation de l') : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Métais (Pierre)* (p. 1330); *Gouzes (Gérard)* (p. 1335); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1335, 1337); *Durand (Adrien)* (p. 1339, 1340); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1350); *Lambert (Michel)* (p. 1352, 1353); *Hunault (Xavier)* (p. 1358, 1359, 1360).

Forêt : *Gouzes (Gérard)* (p. 1335); *Durand (Adrien)* (p. 1340).

Gel des terres : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1337); *Gengenwin (Germain)* (p. 1352); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1358).

Industries agro-alimentaires : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Vial-Massat (Théo)* (p. 1330); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1335, 1336); *Royal (Ségolène)* (p. 1354); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1357, 1358).

Installation (aides à l') : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Godfrain (Jacques)* (p. 1342).

Jachère : voir Gel des terres.

Marché mondial (situation et évolution) : *Vial-Massat (Théo)* (p. 1331); *Gouzes (Gérard)* (p. 1333, 1335).

Modernisation de l'agriculture : *Tavernier (Yves)* (p. 1327); *Gouzes (Gérard)* (p. 1333, 1334); *Durand (Adrien)* (p. 1339); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1355, 1356, 1360).

Négociations internationales : *Métais (Pierre)* (p. 1329); *Vial-Massat (Théo)* (p. 1331); *Gouzes (Gérard)* (p. 1333, 1335); *Goldberg (Pierre)* (p. 1337); *Godfrain (Jacques)* (p. 1342); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1356, 1357).

Politique agricole commune : *Métais (Pierre)* (p. 1329); *Godfrain (Jacques)* (p. 1342); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1357).

Production céréalière : *Godfrain (Jacques)* (p. 1342); *Harcourt (François d')* (p. 1350).

Production laitière et quotas laitiers : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1336, 1337); *Proriat (Jean)* (p. 1339); *Durand (Adrien)* (p. 1340); *Godfrain (Jacques)* (p. 1342, 1343); *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 1343); *Guellec (Ambroise)* (p. 1344); *Lestas (Roger)* (p. 1349); *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1349); *Harcourt (François d')* (p. 1350); *Brune (Alain)* (p. 1351); *Hunault (Xavier)* (p. 1355).

Prestations sociales : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Métais (Pierre)* (p. 1329); *Vasseur (Philippe)* (p. 1331); *Bayard (Henri)* (p. 1332); *Gouzes (Gérard)* (p. 1334); *Goldberg (Pierre)* (p. 1338); *Gengenwin (Germain)* (p. 1351); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1359).

Recherche agronomique (développement de la) : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Royal (Ségolène)* (p. 1354); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1357).

Revenu agricole (évolution) : *Bayard (Henri)* (p. 1332); *Goldberg (Pierre)* (p. 1337, 1338).

Taxe foncière sur la propriété non bâtie : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1338); *Durand (Adrien)* (p. 1341); *Gengenwin (Germain)* (p. 1353); *Hunault (Xavier)* (p. 1355); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1358).

Zones défavorisées et zones de montagne : *Tavernier (Yves)* (p. 1328); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1336); *Proriat (Jean)* (p. 1339); *Durand (Adrien)* (p. 1340); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1358, 1359).

Procédure des questions (p. 1360).

Abattoirs (restructuration des) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1371); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1371).

Agriculteurs en difficulté : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1382); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1382, 1388); *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1387).

Aide ménagère pour les agriculteurs : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 1388); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1388).

Beurre (accroissement du prix du - et ses conséquences pour les industries agro-alimentaires) : *Goulet (Daniel)* (p. 1384); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1384).

Brevet de technicien agricole pour la transformation des produits agricoles (création d'un) : *Cointat (Michel)* (p. 1388); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1389).

Coopérative d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.) : *Le Meur (Daniel)* (p. 1364); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1365, 1385, 1386); *Schreiner (Bernard)* (Bas-Rhin) (p. 1385); *Perrut (Francisque)* (p. 1386).

Distribution d'eau et d'électricité (amélioration de la) : *Micaux (Pierre)* (p. 1370); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1370).

Elevage bovin : *Briane (Jean)* (p. 1377); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1377).

Elevage ovin : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 1361); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1361, 1364); *Lepercq (Arnaud)* (p. 1363).

Elevage porcin : *Lepercq (Arnaud)* (p. 1363); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1364, 1383); *Bouvard (Loïc)* (p. 1382).

Endettement de l'agriculture : *Vasseur (Philippe)* (p. 1380); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1381).

Enseignement agricole : *Vial-Massat (Théo)* (remplacé par M. Daniel Le Meur) (p. 1365); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1365, 1387); *Beaumont (René)* (p. 1386).

Enseignement agricole privé : *Grimault (Hubert)* (p. 1370); *Nallet (Henri)* (G) (p. 1371, 1387, 1390); *Beaumont (René)* (p. 1386); *Charié (Jean-Paul)* (p. 1390).

Espace rural (aménagement de l') : *Coussain (Yves)* (p. 1366) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1366).

Espagne (mesures pour accompagner la deuxième phase d'introduction de l' - dans le P.A.C.) : *Chollet (Paul)* (p. 1385) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1385).

Filière viande : *Gaulle (Jean de)* (p. 1383) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1383).

Gel des terres : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 1372) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1372).

Installation des jeunes agriculteurs : *Lejeune (André)* (p. 1360, 1361) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1361, 1364) ; *André (René)* (p. 1364).

Mesures fiscales en faveur de l'agriculture : *Durand (Géorges)* (p. 1376) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1377).

Mesures structurelles tendant à limiter la production agricole communautaire : *Raynal (Pierre)* (p. 1383) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1383).

Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer (O.D.E.A.D.O.M.) (apurement des comptes de l') : *Louis-Joseph-Dugué (Maurice)* (p. 1373) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1373).

Office national interprofessionnel des céréales (O.N.I.C.) (politique de l' - dans les D.O.M. - T.O.M.) : *Lise (Claude)* (remplacé par M. Maurice Louis-Joseph-Dugué) (p. 1373) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1373).

Pluriactivité (développement de la) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1389) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1389).

Production céréalière dans le grand sud-ouest : *Branger (Jean-Guy)* (p. 1381) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1381, 1385) ; *Challet (Paul)* (p. 1385).

Production de bio-éthanol : *Cartelet (Michel)* (p. 1377) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1377).

Production de tomates : *Gouzes (Gérard)* (p. 1378) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1378).

Produits de substitution des céréales : *Gastines (Henri de)* (p. 1379) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1379).

Qualité alimentaire (amélioration de la) : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1385) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1386).

Quantités maximales garanties : *Auberger (Philippe)* (p. 1384) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1384).

Quotas laitiers et pénalités : *Raynal (Pierre)* (p. 1362) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1362, 1363, 1364, 1370, 1371, 1379) ; *André (René)* (p. 1364) ; *Kergueris (Aimé)* (remplacé par M. Pierre Micaux) (p. 1369) ; *Geng (Francis)* (p. 1371) ; *Dugain (Xavier)* (remplacé par M. René André) (p. 1379).

Recherche (développement de la - dans les D.O.M. - T.O.M.) : *Lordinot (Guy)* (p. 1372) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1373).

Restructuration de la production laitière : *Cointat (Michel)* (p. 1373) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1374, 1380) ; *Miossec (Charles)* (p. 1374) ; *Lepercq (Arnaud)* (p. 1380).

Retraite des agriculteurs : *Ollier (Patrick)* (p. 1387) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1387).

Taxe foncière sur la propriété non bâtie (T.F.P.N.B.) : *Garroute (Marcel)* (p. 1362) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1362, 1376) ; *Laffineur (Marc)* (p. 1376).

Taxes spécifiques sur les céréales : *Auberger (Philippe)* (p. 1375) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1375).

Zone de montagne (aide à la mécanisation en) : *Bayard (Henri)* (p. 1375) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1375, 1376).

Zone de montagne et zones défavorisées (aide des agriculteurs en) : *Ollier (Patrick)* (p. 1389) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1390).

Vote des crédits [25 octobre 1988] (p. 1391).

Crédits inscrits à la ligne « agriculture ».

Etat B, titre III : adopté (p. 1391).

Soutien de l'élevage bovin par la prise en charge des frais financiers des prêts à court terme pour l'engraissement : *Briane (Jean)* (p. 1391).

Amendement n° 15 de M. Jean Briane (réduction de crédits) (p. 1391) : rejeté au scrutin public (p. 1391). Contre : *Tavernier (Yves)* (p. 1391) ; *Nallet (Henri) (G)* (p. 1391).

Etat B, titre IV : adopté (p. 1392).

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1392).

Etat C, titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1392).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Examen du fascicule [28 octobre 1988] (p. 1553).

Afrique du Nord (anciens combattants d' - et campagne double) : *Méric (André) (G)* (p. 1556, 1568, 1570) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1560, 1561) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1561, 1562) ; *Rochebloine (François)* (p. 1563, 1564) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565) ; *Brocard (Jean)* (p. 1566).

Alsace-Moselle (situation des patriotes résistants à l'Occupation : P.R.O. et des patriotes réfractaires à l'annexion de fait : P.R.A.F.) : *Laurain (Jean)* (p. 1565) ; *Méric (André) (G)* (p. 1570).

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R.) (carte de) : *Méric (André) (G)* (p. 1556) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1562) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565) ; *Brocard (Jean)* (p. 1566).

Concertation (mise en place d'une commission) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1568) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1561) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565) ; *Brocard (Jean)* (p. 1567) ; *Méric (André) (G)* (p. 1570).

Crédits (montant et répartition des) : *Méric (André) (G)* (p. 1553, 1555) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1556, 1557) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1560) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1561) ; *Rochebloine (François)* (p. 1563) ; *Laurain (Jean)* (p. 1564) ; *Brocard (Jean)* (p. 1566).

Emplois réservés : *Méric (André) (G)* (p. 1554) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559, 1560) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565).

Handicapés, mutilés de guerre (et centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés : C.E.R.A.H.) : *Méric (André) (G)* (p. 1554, 1568) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565).

Harkis (ayants droit) : *Méric (André) (G)* (p. 1554, 1570) ; *Rochebloine (François)* (p. 1563).

Information historique : *Méric (André) (G)* (p. 1553, 1569) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1556, 1557) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Laurain (Jean)* (p. 1564).

Institut national des invalides (I.N.I.) : *Méric (André) (G)* (p. 1554) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557).

Mutualité combattante : *Rochebloine (François)* (p. 1563).

Nécropoles et cimetières militaires (entretien et réfection des) : *Méric (André) (G)* (p. 1554) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557) ; *Laurain (Jean)* (p. 1564).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) :

- missions de l' - : *Méric (André) (G)* (p. 1554, 1555) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1561) ;
- suppression d'emplois à l' - : *Méric (André) (G)* (p. 1553) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1562) ; *Rochebloine (François)* (p. 1563).

Opérations militaires extérieures (Liban, Zaire, Tchad, Mauritanie, Madagascar) (attribution de la carte d'ancien combattant) : *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565).

Personnels du secrétariat d'Etat aux anciens combattants : *Méric (André) (G)* (p. 1553, 1568) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557).

Rapport constant (rattrapage du) : *Méric (André) (G)* (p. 1553, 1555, 1568) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557, 1558) ; *Proveux (Jean)* (p. 1558, 1559) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1560) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1561, 1562) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565) ; *Brocard (Jean)* (p. 1566).

Rawa-Ruska (anciens détenus du camp de) : *Méric (André) (G)* (p. 1556) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565).

Retraite mutualiste : *Mauger (Pierre)* (p. 1560, 1561, 1570) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1562) ; *Rochebloine (François)* (p. 1564) ; *Brocard (Jean)* (p. 1566, 1567).

Revalorisation des retraites, pensions et allocations : *Méric (André) (G)* (p. 1553, 1554, 1555) ; *Rochebloine (François)* (p. 1563).

Veuves et orphelins de guerre : *Méric (André) (G)* (p. 1555, 1556, 1569) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 1557) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Mauger (Pierre)* (p. 1561) ; *Rochebloine (François)* (p. 1563) ; *Laurain (Jean)* (p. 1564, 1565) ; *Brocard (Jean)* (p. 1566).

Victimes de la déportation du travail (victimes du S.T.O. entre 1942 et 1944) : *Le Meur (Daniel)* (p. 1562).

Viet-Minh (anciens prisonniers du) : *Méric (André) (G)* (p. 1556, 1570) ; *Proveux (Jean)* (p. 1559) ; *Laurain (Jean)* (p. 1565) ; *Brocard (Jean)* (p. 1567).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Mauger (Pierre)* (p. 1561).

Vote contre du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 1563).

Vote contre du groupe U.D.C. : *Rochebloine (François)* (p. 1564).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Brocard (Jean)* (p. 1567).

Procédure des questions (p. 1571).

Afrique du Nord (anciens combattants d') : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 1571) ; *Méric (André) (G)* (p. 1572, 1574, 1575, 1576) ; *Estrosi (Christian)* (p. 1572) ; *Vacant (Edmond)* (p. 1573, 1574) ; *Proriot (Jean)* (p. 1574) ; *Meylan (Michel)* (p. 1574) ; *Paccou (Charles)* (remplacé par M. Pierre Mauger) (p. 1576).

Carte de combattant volontaire de la Résistance (conditions d'attribution) : *Rouquet (René)* (p. 1573) ; *Méric (André) (G)* (p. 1573).

Effectifs du secrétariat d'Etat : *Bonnet (Alain)* (p. 1573) ; *Méric (André) (G)* (p. 1573).

Office national des anciens combattants : *Jacquat (Denis)* (p. 1575) ; *Méric (André) (G)* (p. 1575).

Patriotes résistant à l'Occupation (P.R.O.) et patriotes réfractaires à l'annexion de fait (P.R.A.F.) : *Reitzer (Jean-Luc)* (p. 1571) ; *Méric (André) (G)* (p. 1571, 1575, 1576) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 1575).

Rapport constant : *Estrosi (Christian)* (p. 1572).

Retraite mutualiste : *Weber (Jean-Jacques)* (remplacé par M. François Rochebloine) (p. 1572, 1573) ; *Méric (André) (G)* (p. 1573) ; *Vacant (Edmond)* (p. 1573).

Revendications des anciens combattants : *Lepercq (Arnaud)* (remplacé par M. Pierre Mauger) (p. 1571) ; *Méric (André) (G)* (p. 1571).

Veuves de guerre : *Dimeglio (Willy)* (remplacé par M. Denis Jacquat) (p. 1576) ; *Méric (André) (G)* (p. 1576).

Vote des crédits (p. 1576).

Rappel au règlement de M. François Rochebloine (p. 1577).

Rappel au règlement de M. André Delehedde (p. 1577).

Réserve des crédits et de l'amendement n° 27 corrigé du Gouvernement (p. 1577).

Crédits adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2539, 2541).

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [18 novembre 1988] (p. 2485).

Action culturelle : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2492) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2498).

Action sanitaire (SIDA notamment) : *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2498).

Aide multilatérale : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Aide publique au développement (contrôle de l'utilisation de l') : *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2495).

Aide publique au développement (objectif de 0, 7 p. 100 du PNB notamment ; comparaisons internationales) : *Vivien (Alain)* (p. 2485) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Vial-Massat (Théo)*

(p. 2490) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Assistance militaire : *Vivien (Alain)* (p. 2487) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2488) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2499).

Assistance au tiers-monde (bien-fondé et objectifs de la politique d') : *Bellon (André)* (p. 2487, 2488) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493).

Assistance technique : *Vivien (Alain)* (p. 2485) ; *Bellon (André)* (p. 2487) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2490) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2499).

Bourses : *Lequiller (Pierre)* (p. 2494).

Budget de la coopération : *Vivien (Alain)* (p. 2485) ; *Bellon (André)* (p. 2487) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2488) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2490) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Caisse centrale de coopération économique (CACOM) : *Vivien (Alain)* (p. 2487) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493, 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Communauté européenne (coopération dans le cadre de la) : *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2499, 2500).

Concours financiers : *Vivien (Alain)* (p. 2485) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2490).

Coopération civile : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2490).

Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales (ouverture de la coopération à la société civile ; collectivités locales) : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Bellon (André)* (p. 2487) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2490) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2492) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497, 2498).

Coordination des différents ministères et organismes concernés par la coopération : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Bellon (André)* (p. 2488) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Débat sur la politique d'aide au développement (organisation d'un - au Parlement) : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Bellon (André)* (p. 2488) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Dette extérieure (mesure d'annulation partielle notamment) : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2490, 2491) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2496).

Développement local et rural : *Vial-Massat (Théo)* (p. 2491) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2498).

Droits de l'homme : *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2499).

Education et formation : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2492) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2498).

Efficacité de l'aide : *Bellon (André)* (p. 2488) ; *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Evaluation de l'utilisation de l'aide : *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2493) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2497).

Faya Largeau (piste d'atterrissage) : *Vivien (Alain)* (p. 2487) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2490) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2499).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Bellon (André)* (p. 2487) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2490) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2496).

Fonds pour le développement alimenté par 10 p. 100 des dépenses d'armement (création d'un - géré par l'ONU) : *Vial-Massat (Théo)* (p. 2491).

Francophonie (enseignement du français) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491, 2492) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2498, 2499).

Instruments de coopération (vieillesse des) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491).

Matières premières (cours des) (cacao notamment) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2495).

Opinion publique (sensibilité de l' - aux questions du développement) : *Adevah-Pæuf (Maurice)* (p. 2492, 2493) ; *Pelletier (Jacques) (G)* (p. 2498).

Partenariat : *Bellon (André)* (p. 2488) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491).

Pays du champ de la coopération :

- intégration de l'Angola et du Mozambique : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Bellon (André)* (p. 2487) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 2490) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2493) ;
- priorité accordée aux Etats francophones : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2495) ;
- problème du Vanuatu : *Bellon (André)* (p. 2487) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2493) ;
- situation économique (causes de la crise et) : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2494).

Présence de la France (réduction de la) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2491).

Prêts et programmes d'ajustement économique structurel : *Vivien (Alain)* (p. 2486) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2496).

Sécurité alimentaire : *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2498).

Stagiaires militaires étrangers : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2488, 2489) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 2494).

Survie et développement (projet de loi pour la) : *Vial-Massat (Théo)* (p. 2491).

Procédure des questions (p. 2500).

Aide au développement (proposition de loi n° 341 du groupe socialiste sur le montant de l' - et régime juridique de l') : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2501, 2502) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2502).

Coopérants (indemnité d'expatriation et de sujétions spéciales et reinsertion) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 2500, 2501) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2501).

Convention de Lomé IV (renégociation de la - ; Stabex ; critères des droits de l'homme) : *Pistre (Charles)* (p. 2500) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2500).

Dette extérieure (annulation partielle de la - des pays les plus pauvres proposée par le Président Mitterrand au sommet de Toronto) : *Vivien (Alain)* (p. 2500) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2500).

Droits de l'homme (coordination de l'aide avec les actions de défense des) : *Delhy (Jacques)* (p. 2502) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2502, 2503).

Francophonie (coordination des ministères concernés) : *Delehedde (André)* (remplacé par M. Jean Laborde) (p. 2501) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2501).

Organisations non gouvernementales (ONG) : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2502) ; *Pelletier (Jacques)* (G) (p. 2502).

Vote des crédits (p. 2503).

Etat B, titre III : adopté (p. 2503).

Titre IV : adopté (p. 2503).

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2503).

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2503).

CULTURE, COMMUNICATION, GRANDS TRAVAUX ET BICENTENAIRE

Communication.

Examen du fascicule [4 novembre 1988] (p. 1785).

Audiovisuel : secteur public :

- Antenne 2 : *Vivien (Robert-André)* (p. 1786, 1787, 1804) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1798) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1798, 1799) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1803).
- concurrence avec le secteur privé : *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1798, 1799) ;

- crise d'indentité et crise sociale : *Vivien (Robert-André)* (p. 1786) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1801) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1801) ;

- emploi et statut : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799) ;

- financement (contribution de l'Etat) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1790) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1798) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1802, 1803) ;

- financement (« décrochage » du secteur public par rapport au secteur privé) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789, 1790) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797) ;

- financement (redevance) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1787) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1790) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797, 1798) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1802) ;

- financement (coût du recouvrement et affectation de la redevance) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785, 1786) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799) ;

- financement (ressources publicitaires et parrainage) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1790) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797, 1798) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1802) ;

- F.R.3. : *Vivien (Robert-André)* (p. 1786) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796, 1797) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1798) ;

- Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Stasi (Bernard)* (p. 1796) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799) ;

- projet de loi d'orientation (nécessité d'un) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1798) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1801, 1802) ;

- Radio France : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ;
- Radio France internationale : *Vivien (Robert-André)* (p. 1787) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789, 1790) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1798) ;

- Radio France outre-mer : *Vivien (Robert-André)* (p. 1787) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797) ;

- renforcement du secteur public : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1788) ; *Péricard (Michel)* (p. 1791, 1792) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797, 1798) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1800, 1801) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1801, 1802, 1803, 1804) ;

- Sept (la) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1786) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1803) ;

- T.F.1. (affectation des produits de la privatisation de -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1787, 1804) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789, 1790) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797) ; *Lang (Jack)* (p. 1801).

- T.V.A. sur la redevance (réduction du taux de la) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1790) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1798) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799).

Chaîne musicale : *Vivien (Robert-André)* (p. 1786).

Cinéma : *Lalumière (Catherine)* (p. 1791) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797).

Cinq (la) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1788) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1799).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1788, 1789) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1796).

Conseil supérieur de l'audiovisuel : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789).

Création audiovisuelle française : *Vivien (Robert-André)* (p. 1786, 1787) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1789) ; *Péricard (Michel)* (p. 1792, 1793) ; *Hage (Georges)* (p. 1793, 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1795, 1796) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1797).

Crédits de la communication : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785, 1787) ; *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1788) ; *Péricard (Michel)* (p. 1793) ; *Hage (Georges)* (p. 1794) ; *Stasi (Bernard)* (p. 1794, 1797) ; *Pelchat (Michel)* (p. 1798, 1800) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1800, 1801) ; *Tasca (Catherine)* (G) (p. 1802).

Emprise politique sur l'audiovisuel (et réformes successives) : Vivien (Robert-André) (p. 1785, 1786, 1788) ; Stasi (Bernard) (p. 1794).

M.6 : Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1788) ; Péricard (Michel) (p. 1792) ; Pelchat (Michel) (p. 1799).

Loi Léotard (échec de la) : Vivien (Robert-André) (p. 1785, 1804) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1788) ; Hage (Georges) (p. 1793, 1794) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1797) ; Lang (Jack) (G) (p. 1800).

Paysage audiovisuel français (P.A.F.) : Vivien (Robert-André) (p. 1785) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1788) ; Péricard (Michel) (p. 1791) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1797) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1803).

Plan câble : Vivien (Robert-André) (p. 1786) ; Lalumière (Catherine) (p. 1791) ; Péricard (Michel) (p. 1793).

Politique audiovisuelle européenne et mondiale de la France : Lalumière (Catherine) (p. 1790, 1791) ; Péricard (Michel) (p. 1792) ; Hage (Georges) (p. 1793) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1798) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1801, 1803).

Presse écrite :

- aide à la presse : Hage (Georges) (p. 1793) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1803) ;
- fonds d'aide à la modernisation de la presse écrite (création d'un) : Hage (Georges) (p. 1793) ;
- presse d'opinion : Hage (Georges) (p. 1793) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1803) ;
- publicité (recettes de) : Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1790) ; Hage (Georges) (p. 1793).

Programmes télévisés et course à l'audience : Vivien (Robert-André) (p. 1786) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1789) ; Péricard (Michel) (p. 1792) ; Hage (Georges) (p. 1793) ; Stasi (Bernard) (p. 1796) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1797) ; Lang (Jack) (G) (p. 1800) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1801).

Publicité (interruptions publicitaires de films et « formages ») : Vivien (Robert-André) (p. 1787) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1789) ; Hage (Georges) (p. 1793, 1794) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1797).

Radios associatives : Hage (Georges) (p. 1793, 1794).

Satellites (T.D.F.1 et T.D.F.2) : Vivien (Robert-André) (p. 1786) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1790) ; Lalumière (Catherine) (p. 1791) ; Stasi (Bernard) (p. 1796) ; Pelchat (Michel) (p. 1799, 1800) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1803).

Standard européen de télévision à haute définition : Lalumière (Catherine) (p. 1791).

T.F.1 : Vivien (Robert-André) (p. 1787) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1789, 1790) ; Hage (Georges) (p. 1794) ; Stasi (Bernard) (p. 1796) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1798) ; Pelchat (Michel) (p. 1798, 1799).

Vote contre du groupe R.P.R. : Péricard (Michel) (p. 1793).

Vote pour du groupe socialiste : Queyranne (Jean-Jack) (p. 1798).

Rappel au Règlement de M. Robert-André Vivien (p. 1801, 1804).

Procédure des questions (p. 1804).

Antenne 2 : Aubert (François d') (p. 1807) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1807, 1811, 1812) ; Queyranne (Jean-Jack) (p. 1811).

Attribution des fréquences : la Cinq et M.6 : Kert (Christian) (p. 1805) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1805).

F.R.3 : Loncle (François) (p. 1812) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1812).

Parrainage (Radio France) : Aubert (François d') (p. 1807) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1807, 1808).

Parrainage (télévision) : Carraz (Roland) (p. 1809, 1810) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1810).

Politique européenne de l'audiovisuel : Baumel (Jacques) (p. 1804) ; Lang (Jack) (G) (p. 1804, 1805).

Presse écrite : fonds d'aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires : Gaits (Claude) (p. 1812, 1813) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1813).

Presse quotidienne régionale et départementale : Gaits (Claude) (p. 1806) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1806, 1807).

Radio France : stations décentralisées : Bequet (Jean-Pierre) (p. 1811) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1811).

Radio France internationale : Françaix (Michel) (p. 1811) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1811).

Radio France Outre-mer : gestion du personnel : Lise (Claude) (p. 1809) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1809).

Radio France Outre-mer : missions : Lise (Claude) (p. 1810) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1810).

Radios associatives locales : Bequet (Jean-Pierre) (p. 1808) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1808, 1809).

Redevance (remboursement par l'Etat des exonérations) : Santini (André) (p. 1808) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1808).

Répartition du budget pour les campagnes officielles entre chaînes privées et chaînes publiques : Panafieu (Françoise de) (p. 1805) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1805).

Service public de l'audiovisuel : Françaix (Michel) (p. 1805, 1806) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1806).

T.V.A. (réduction du taux de - sur la redevance) : Santini (André) (p. 1808) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1808).

Vote des crédits (p. 1813).

Vote des crédits inscrits à la ligne « Culture et communication » des états B et C, les lignes 50 et 51 de l'état E et l'article 52 rattaché à ce budget.

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 1813).

Etat B, titre IV : adopté au scrutin public (p. 1813).

Etat C, titre V : adopté (p. 1813).

Etat C, titre VI : adopté (p. 1813).

Etat E, ligne 50 (redevance) (p. 1813) ; adoptée (p. 1614).

Etat E, ligne 51 (taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée) : adoptée (p. 1815).

Article 52 (répartition du produit de la redevance ; plafonnement du montant des recettes provenant de la publicité de marque sur les chaînes publiques) (p. 1816) : adopté (p. 1817).

Bénéfice du plafonnement de la publicité sur les chaînes publiques revenant essentiellement à TF1 : Pelchat (Michel) (p. 1816).

Amendement n° 54 de M. Michel Pelchat (réévaluation du plafonnement du montant des recettes provenant de la publicité de marque sur les chaînes publiques) : rejeté (p. 1817).

Contre : Vivien (Robert-André) (p. 1816, 1817) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1817) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1817).

Après l'article 52 :

Amendement n° 55 de M. Michel Pelchat (réduction du taux de la T.V.A. sur la redevance à 2, 1 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1990) : rejeté (p. 1817).

Affectation des ressources obtenues aux sociétés du secteur public de l'audiovisuel : Pelchat (Michel) (p. 1817).

Observations : Vivien (Robert-André) (p. 1817) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1817).

Contre : Tasca (Catherine) (G) (p. 1817).

Amendement n° 32 de M. Georges Hage (dépôt au Parlement d'un rapport par le Gouvernement sur les conséquences de l'établissement au taux zéro de la T.V.A. sur la redevance ; remboursement aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle par l'Etat du montant des exonérations de redevance) : adopté (p. 1818).

Observations : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 1818) ; Schreiner (Bernard) (Yvelines) (p. 1818) ; Tasca (Catherine) (G) (p. 1818).

Contre : Vivien (Robert-André) (p. 1818).

Culture et grands travaux.

Examen du fascicule [4 novembre 1988] (p. 1755).

Aménagement intérieur du toit de l'arche de la Tête-Défense : Griotteray (Alain) (p. 1765).

Appréciations du Groupe communiste sur la politique culturelle menée depuis 1981 : *Hermier (Guy)* (p. 1763).

Artistes et interprètes : *Hermier (Guy)* (p. 1764).

Arts plastiques : *Josselin (Charles)* (p. 1756).

Bibliothèques centrales de prêt : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1762) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1769).

Bibliothèque nationale (et projet d'une nouvelle) : *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1757, 1758) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1762) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1765) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1769).

Chaîne de télévision culturelle (S.E.P.T.) : *Toubon (Jacques)* (p. 1762) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1769).

Cinéma : *Josselin (Charles)* (p. 1756) ; *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1758) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759, 1760) ; *Hermier (Guy)* (p. 1764).

Comédie française : *Toubon (Jacques)* (p. 1761) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1765).

Crédits (évolution, montant et répartition) : *Josselin (Charles)* (p. 1755) ; *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1756, 1757) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1758, 1759) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1760, 1761) ; *Hermier (Guy)* (p. 1763) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1765, 1766) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1767, 1768, 1769).

Déséquilibre dans la répartition des crédits entre Paris et la Province : *Josselin (Charles)* (p. 1755) ; *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1757, 1758, 1768) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1761, 1768) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1765) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1766) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1768, 1769, 1779).

Enseignements artistiques : *Josselin (Charles)* (p. 1756) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1766) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1767).

Entreprises culturelles : *Toubon (Jacques)* (p. 1762).

Francophonie : *Griotteray (Alain)* (p. 1765).

Grand Louvre : *Josselin (Charles)* (p. 1755) ; *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1758) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1769).

Fiscalité des activités culturelles : *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1757) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1764, 1765) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1769).

Insertion culturelle des milieux défavorisés : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1767).

Mécénat : *Josselin (Charles)* (p. 1756).

Ministère de la culture (structure et rôle du) : *Toubon (Jacques)* (p. 1760) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1767).

Opéra : *Josselin (Charles)* (p. 1755, 1756) ; *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1758) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1761, 1762) ; *Hermier (Guy)* (p. 1763) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1765) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1769).

Patrimoine monumental : *Josselin (Charles)* (p. 1756) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1765) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1766).

Subventions (montant et critères d'attribution) : *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1757) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1759).

Télévision : *Hermier (Guy)* (p. 1763).

Théâtre : *Josselin (Charles)* (p. 1756) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1761).

Procédure des questions (p. 1769).

Aménagement intérieur du toit de l'arche de la Tête-Défense : *Gonnot (François-Michel)* (p. 1773, 1774) ; *Biasini (Emile)* (G) (p. 1774).

Bibliothèque nationale (fonctionnement des services) : *Gonnot (François-Michel)* (p. 1774) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1774).

Bibliothèques centrales de prêt : *Proriol (Jean)* (p. 1772, 1773) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1773) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1776).

Célébration du bicentenaire de la Révolution française : *Kert (Christian)* (p. 1774) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1774, 1775).

Chaîne de télévision musicale : *Aubert (François d')* (p. 1777) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1777).

Compte de soutien aux industries cinématographiques : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1771) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1771).

Formatage et coupures publicitaires de certains films diffusés à la télévision : *Schreiner (Bernard)* (Yvelines) (p. 1778) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1778).

Grand Louvre : *Bredin (Frédérique)* (p. 1778) ; *Biasini (Emile)* (G) (p. 1778).

Maisons de la culture et centres d'animation culturelle : *Metzinger (Charles)* (p. 1770, 1771) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1771).

Mécénat culturel : *Aubert (François d')* (p. 1773) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1773).

Nouvelle bibliothèque nationale (financement de la) : *Gonnot (François-Michel)* (p. 1774) ; *Biasini (Emile)* (G) (p. 1774).

Opéra (avenir des différentes salles parisiennes) : *Panaïeu (Françoise de)* (p. 1769, 1770) ; *Josselin (Charles)* (p. 1770) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1770).

Orchestres régionaux : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1771, 1772) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1772).

Production cinématographique des collectivités locales ou des associations : *Carras (Roland)* (p. 1776) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1776).

Rôle culturel des régions : *Françaix (Michel)* (p. 1776) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1776).

Situation sociale des artistes : *Metzinger (Charles)* (p. 1775) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1775).

Suppression et création d'emplois budgétaires : *Dimeglia (Willy)* (remplacé par M. Michel-François Gonnot) (p. 1777) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1777, 1778).

T.V.A. sur les supports de sons et d'images pré-enregistrés : *Péricard (Michel)* (p. 1772) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1772).

Théâtres privés (allègement des charges sociales sur les salaires des comédiens) : *Josselin (Charles)* (p. 1770) ; *Lang (Jack)* (G) (p. 1770).

Vote des crédits (p. 1779).

Crédits inscrits à la ligne « Culture et communication » des états B et C : vote réservé jusqu'après l'examen des crédits du ministère délégué chargé de la communication.

Etat D, titre III : adopté au scrutin public (p. 1779).

DEFENSE

Examen du fascicule [2 novembre 1988] (p. 1581, 1610).

Crédits (montant et répartition) : *Hollande (François)* (p. 1581) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1591) ; *Paecht (Arthur)* (p. 1611, 1612) ; *Fillon (François)* (p. 1616) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1617) ; *Pierna (Louis)* (p. 1619) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1622, 1625).

Loi de programmation militaire : *Hollande (François)* (p. 1582) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 1610, 1611) ; *Fillon (François)* (p. 1615, 1616) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1617) ; *Pierna (Louis)* (p. 1619) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1625, 1626).

Délai de réponse aux questionnaires budgétaires : *Briane (Jean)* (p. 1589) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1591) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1620).

Rôle du Président de la République, du Premier ministre, du ministre et du Parlement dans la définition de la politique de défense : *Fillon (François)* (p. 1616, 1617).

Doctrines de défense française (exposé de la) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1620, 1621, 1622).

Armes chimiques : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 1593) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1614) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1620, 1621).

Espace : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1584).

Service national : *Hollande (François)* (p. 1582) ; *Gatel (Jean)* (p. 1585) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 1593, 1594) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1623, 1624).

Esprit de défense : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1625, 1626).

Environnement international :

- rapports Est-Ouest : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine) (p. 1610)* ; *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1613, 1614)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)* ;
- désarmement (et notamment traité de Washington) : *Marcus (Claude-Gérard) (p. 1593)* ; *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1613)* ; *Pierna (Louis) (p. 1618, 1919, 1620)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1620)* ;
- évolution de certains conflits (Afghanistan, Angola, Cambodge, conflit Iran-Irak) : *Marcus (Claude-Gérard) (p. 1593)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)* ;
- contraintes économiques s'imposant dans le monde à l'effort de défense : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine) (p. 1610, 1611)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)* ;
- défense de l'Europe : *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1614, 1615)* ; *Fillon (François) (p. 1617)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)* ; *Pierna (Louis) (p. 1619)*.

Personnels de l'armée :

- personnels civils : *Gatel (Jean) (p. 1584, 1585)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1624)* ;
- effectifs militaires : *Hollande (François) (p. 1581)* ; *Gatel (Jean) (p. 1584, 1585)* ; *Paecht (Arthur) (p. 1612)* ; *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1614)* ; *Fillon (François) (p. 1616)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1617)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1624)* ;
- condition militaire (revalorisation de la - et mesures catégorielles) : *Hollande (François) (p. 1581, 1582)* ; *Gatel (Jean) (p. 1584)* ; *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1612)* ; *Fillon (François) (p. 1616)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1617)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1622, 1623)* ;
- retraités militaires (et notamment reconversion civile des) : *Gatel (Jean) (p. 1584)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1624)*.

Armée de terre :

- crédits affectés à l' - : *Fillon (François) (p. 1585, 1586)* ;
- effectifs de l' - : *Marcus (Claude-Gérard) (p. 1593)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1612)* ;
- rôle de l' - : *Fillon (François) (p. 1586, 1587)* ;
- plan Orion : *Fillon (François) (p. 1587)* ;
- chars AMX 30 et Leclerc : *Hollande (François) (p. 1582)* ; *Fillon (François) (p. 1586)* ; *Paecht (Arthur) (p. 1612)* ; *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1614)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)* ;
- hélicoptère armé futur : *Hollande (François) (p. 1582)* ; *Fillon (François) (p. 1586)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)*.

Armée de l'air :

- crédits (montant et répartition des) : *Briane (Jean) (p. 1589, 1590)* ;
- effectifs de l' - : *Paecht (Arthur) (p. 1612)* ;
- équipement de l' - : *Hollande (François) (p. 1582)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)* ;
- avion de combat futur : *Fillon (François) (p. 1616)* ;
- programme Mirage 2000 : *Briane (Jean) (p. 1589)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)*.

Marine :

- crédits affectés à la - : *Gourmelon (Joseph) (p. 1587, 1588, 1589)* ;
- équipement de la - : *Paecht (Arthur) (p. 1612, 1613)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)*.

Recherche et industrie d'armement :

- établissements industriels du ministère de la défense : *Branger (Jean-Guy) (p. 1592)* ;
- groupement industriel des armements terrestres : *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1624)* ;
- exportations d'armements : *Branger (Jean-Guy) (p. 1592)* ;
- composants électroniques militaires : *Branger (Jean-Guy) (p. 1591, 1592)* ;
- accords de coopération : *Branger (Jean-Guy) (p. 1592)* ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine) (p. 1611)* ; *Chauveau (Guy-Michel) (p. 1614)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1618)*.

Forces nucléaires pré-stratégiques :

- composante aérienne : *Deschaux-Beaume (Freddy) (p. 1584)* ; *Pierna (Louis) (p. 1619)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)* ;
- composante terrestre : *Deschaux-Beaume (Freddy) (p. 1584)* ;
- missile Hadès : *Fillon (François) (p. 1617)* ; *Pierna (Louis) (p. 1619)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)*.

Forces nucléaires stratégiques :

- efforts financiers consentis en faveur des - : *Hollande (François) (p. 1581)* ;
- commissariat à l'énergie atomique : *Deschaux-Beaume (Freddy) (p. 1583)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)* ;
- missiles M 4, M 5 et M 45 : *Hollande (François) (p. 1582)* ; *Deschaux-Beaume (Freddy) (p. 1583)* ; *Paecht (Arthur) (p. 1612)* ; *Fillon (François) (p. 1615)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1615, 1625)* ;
- sous-marin nucléaire lanceur d'engins nouvelle génération : *Hollande (François) (p. 1582)* ; *Deschaux-Beaume (Freddy) (p. 1583)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1617)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)* ;
- missiles du plateau d'Albion (S 3 et S 4) : *Deschaux-Beaume (Freddy) (p. 1583)* ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine) (p. 1611)* ; *Paecht (Arthur) (p. 1612)* ; *Fillon (François) (p. 1615)* ; *Bouvard (Loïc) (p. 1617)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1624)*.

Gendarmerie :

- effectifs de la - : *Lemoine (Georges) (p. 1591)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1623)* ;
- équipement de la - : *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1625)* ;
- défense opérationnelle du territoire : *Lemoine (Georges) (p. 1591)* ;
- gendarmerie mobile : *Lemoine (Georges) (p. 1590)* ;
- missions de police judiciaire : *Lemoine (Georges) (p. 1590)* ;
- rôle de la - en Nouvelle-Calédonie : *Lemoine (Georges) (p. 1590)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1623)*.

Procédure des questions (p. 1629).

Actualisation de la loi de programmation militaire : *Hollande (François) (p. 1629)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1629, 1630)*.

Arsenal de Lorient (diminution du plan de charge de l') : *Kergueris (Aimé) (p. 1637)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1637)*.

Avion de combat tactique Rafale : *Colin (Daniel) (p. 1631)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1631)* ; *Roger-Machart (Jacques) (p. 1633)*.

Char Leclerc (dérive des coûts du programme) : *Delahais (Jean-François) (p. 1638)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1638)*.

Condition militaire : *Colin (Daniel) (p. 1636, 1637)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1637)*.

Coopération européenne en matière de défense : *Baumel (Jacques) (p. 1640)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1640, 1641)*.

Crédits affectés à la marine : *Goasduff (Jean-Louis) (p. 1633, 1634)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1634)*.

Défense de l'Europe occidentale : *Charette (Hervé de) (p. 1630)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1630, 1631)*.

Force d'action rapide : *Gouze (Hubert) (p. 1632)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1632, 1633)*.

Gendarmerie :

- effectifs et condition de la - : *Poujade (Robert) (p. 1634, 1635)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1635, 1636)* ; *Voisin (Michel) (p. 1635)* ;
- équipement de la - : *Vasseur (Philippe) (p. 1641)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1641)*.

Groupement industriel des armements terrestres :

- plan de charge et conséquences sur l'emploi : *Calmat (Alain) (p. 1639)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1639)* ;
- manufacture de Saint-Etienne : *Philibert (Jean-Pierre) (p. 1641)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1641, 1642)* ;
- arsenal de Tarbes : *Forgues (Pierre) (p. 1639)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1639, 1640)*.

Industrie aéronautique : *Roger-Machart (Jacques) (p. 1633)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1633)*.

Missile S 4 : *Baumel (Jacques) (p. 1640)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1640)*.

Montant des crédits du budget de la défense : *Daugreilh (Martine) (p. 1634)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1634, 1636)* ; *Mesmin (Georges) (p. 1636)*.

Relations franco-allemandes en matière de défense : *Autexier (Jean-Yves) (p. 1632)* ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G) (p. 1632)*.

Service national :

- nombre d'appelés : *Gallet (Bertrand)* (p. 1642) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1642, 1643, 1644) ; *Dollo (Yves)* (p. 1643) ;
- possibilité pour les appelés d'effectuer leur - dans le corps des sapeurs-pompiers : *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1642) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1642) ;
- rôle éducatif du - : *Dollo (Yves)* (p. 1643) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1643, 1644).

Sous-marin nucléaire nouvelle génération : *Cauvin (Bernard)* (p. 1638) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1638, 1640).

Système de détection aérienne dans le cadre de l'O.T.A.N. : *Huygnes des Etages (Jacques)* (remplacé par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 1644) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1644).

Vote des crédits (p. 1644).

Article n° 33 (autorisations de programme applicables au titre III, au titre des mesures nouvelles) (p. 1644) ; adopté (p. 1644).

Article n° 34 (autorisations de programme et crédits de paiement ouverts, au titre V et VI, au titre des mesures nouvelles) (p. 1644) ; adopté au scrutin public (p. 1652).

Amendement n° 35 de M. Louis Pierna (suppression des crédits consacrés à l'arme chimique) (p. 1644) ; rejeté au scrutin public (p. 1646).

Observations : *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 1645) ; *Hollande (François)* (p. 1645) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1645, 1646) ; *Montdargent (Robert)* (p. 1645) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1645).

Amendement n° 36 de M. Louis Pierna (réduction des crédits destinés à la force nucléaire stratégique) (p. 1646) ; rejeté (p. 1647).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1646) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1646) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1646).

Amendement n° 37 de M. Louis Pierna (réduction des crédits de l'armement nucléaire tactique) (p. 1647) ; rejeté (p. 1648).

Soutenu par M. Robert Montdargent (p. 1647).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1647) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1647, 1648) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1648).

Désarmement : *Montdargent (Robert)* (p. 1647) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1647, 1648).

Amendement n° 38 de M. Jacques Rimbault (suppression des crédits consacrés à l'arme neutronique) (p. 1648) ; rejeté (p. 1648).

Soutenu par M. Louis Pierna (p. 1648).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1648) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1648). Observations : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1648).

Amendement n° 39 de M. Jacques Rimbault (suppression des crédits relatifs au S.N.L.E. nouvelle génération) (p. 1648) ; rejeté (p. 1649).

Soutenu par M. Louis Pierna (p. 1648). Contre : *Hollande (François)* (p. 1648) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1649) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1648, 1649).

Amendement n° 40 de M. Louis Pierna (suppression des crédits consacrés au programme de missile S 4) (p. 1649) ; rejeté (p. 1650).

Pour : *Montdargent (Robert)*.

Contre : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1649, 1650) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1649) ; *Hollande (François)* (p. 1649).

Amendement n° 41 de M. Louis Pierna (réduction des crédits de l'armement nucléaire tactique) (p. 1650) ; rejeté (p. 1650).

Soutenu par M. Robert Montdargent (p. 1647).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1647) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1647, 1648) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1648).

Amendement n° 42 de M. Louis Pierna (réduction des crédits consacrés aux essais nucléaires à Mururoa) (p. 1650) ; rejeté (p. 1650).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1650) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1650).

Amendement n° 43 de M. Robert Montdargent (réduction des crédits de l'armement nucléaire tactique) (p. 1650) ; rejeté (p. 1650).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1647) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1647, 1648) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1648).

Amendement n° 44 de M. Robert Montdargent (suppression des crédits relatifs au S.N.L.E. nouvelle génération) (p. 1650) ; rejeté (p. 1650).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1648) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1648, 1649) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1649).

Amendement n° 45 de M. Louis Pierna (suppression des crédits consacrés à la réalisation du porte-avions Charles de Gaulle) (p. 1650) ; rejeté (p. 1651).

Pour : *Montdargent (Robert)* (p. 1651).

Contre : *Hollande (François)* (p. 1650, 1651) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1651).

Amendement n° 46 de M. Robert Montdargent (suppression des crédits relatifs aux missiles des S.N.L.E.) (p. 1651) ; rejeté (p. 1651).

Contre : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1651) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 1651).

Après l'article 34 :

Amendement n° 10 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 1652) ; rejeté (p. 1652).

Amendement n° 11 de la commission des finances (date de l'actualisation de la loi de programmation militaire) (p. 1652) ; rejeté (p. 1652).

Observations : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1652).

Amendement n° 12 de la commission des finances (rapport relatif à l'actualisation de la loi de programmation devant indiquer l'évolution prévisionnelle des crédits du titre III) (p. 1652) ; rejeté (p. 1653).

Observations : *Chevènement (Jean-Pierre)* (G) (p. 1652).

Etat D, titre III : adopté (p. 1653).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Examen du fascicule [13 novembre 1988] (p. 2123, 2145).

Agence nationale pour la promotion et l'insertion des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) : *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2131, 2132, 2152) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2149).

Appartenance de l'outre-mer à la France : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2124).

Assemblée unique : *Pourchon (Maurice)* (p. 2124) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2124, 2125) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Bertrand (Léon)* (p. 2138) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142).

Canne à sucre : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152, 2153).

Communauté européenne (intégration des D.O.M. ; programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer P.O.S.E.I.D.O.M.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 2124) ; *Malandain (Guy)* (p. 2128) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2131, 2153) ; *Legros (Auguste)* (p. 2132, 2133) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2140) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2148) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2149, 2150).

Concertation sur le développement économique et social : *Hoarau (Elie)* (p. 2140) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152).

Coopération régionale internationale : *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2132, 2151) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2146).

Crédits consacrés à l'outre-mer : *Pourchon (Maurice)* (p. 2123) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2125, 2126) ; *Legros (Auguste)* (p. 2132, 2133) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2134) ; *Bertrand (Léon)* (p. 2138) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2141, 2142) ; *Lise (Claude)* (p. 2148) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151).

Défiscalisation : *Pourchon (Maurice)* (p. 2123) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145) ; *Lise (Claude)* (p. 2146) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2150).

Développement économique et social : *Pourchon (Maurice)* (p. 2123, 2124) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2126) ; *Malandain (Guy)* (p. 2127) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2130) ; *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Asensi (François)* (p. 2133) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Lise (Claude)* (p. 2137) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2149).

Egalité sociale : *Pourchon (Maurice)* (p. 2124) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2125) ; *Malandain (Guy)* (p. 2127, 2138) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2130, 2131, 2150) ; *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2140) ; *Grignon (Gérard)* (p. 2142) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Lise (Claude)* (p. 2146).

Fonds d'intervention dans les D.O.M. - T.O.M. (F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) : *Pourchon (Maurice)* (p. 2123) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2126) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2129, 2130, 2150) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2135) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Lise (Claude)* (p. 2148) ; *Vernaudon (Emile)* (p. 2147).

Formation professionnelle : *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2149) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2150, 2151).

Guadeloupe (création du rectorat notamment) : *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142).

Guyane :

- agriculture et bois : *Bertrand (Léon)* (p. 2139) ; *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2148) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151) ;

- bibliothèque centrale de prêt : *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2148) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152) ;
- hôpitaux : *Bertrand (Léon)* (p. 2139) ; *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2147, 2148) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152) ;

- Société financière de développement de la Guyane (Sofideg) : *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2148) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151) ;

- sous-équipement : *Bertrand (Léon)* (p. 2139) ; *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2148) ;

- Surinam (réfugiés du) : *Bertrand (Léon)* (p. 2139) ; *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2148) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151).

Identité culturelle de l'outre-mer : *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2149) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152).

Intergroupe éventuel des députés de l'outre-mer : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145).

Jeunes (emploi des) : *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2136).

La Réunion : *Legros (Auguste)* (p. 2132) ; *Asensi (François)* (p. 2133, 2134) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2140) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145, 2146).

Ligne budgétaire unique : *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2135) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2150).

Loi de programme du 31 décembre 1986 : *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2134) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142).

Logement social : *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2134) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2150).

Martinique (situation économique et sociale ; déclin du tourisme nord-américain) : *Lise (Claude)* (p. 2146).

Mayotte :

- démographie et immigration : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2125) ;

- plan d'action juridique : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2125) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2135) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151, 2152) ;

- port en eaux profondes et piste d'aviation : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2125) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2135) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151) ;

- revenu minimum d'insertion : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2135) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152) ;

- société immobilière de - (logements construits par la) : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2125) ;

- statut de - : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2136).

Nouvelle-Calédonie (référendum sur la - ; évolution du territoire ; action humanitaire) : *Pourchon (Maurice)* (p. 2123) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2126, 2127) ; *Malandain (Guy)* (p. 2127) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2129, 2130) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2134) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Rossi (José)* (p. 2137, 2138) ; *Bertrand (Léon)* (p. 2138, 2139) ; *Lise (Claude)* (p. 2146) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2149).

Octroi de mer : *Malandain (Guy)* (p. 2128) ; *Legros (Auguste)* (p. 2132) ; *Asensi (François)* (p. 2134) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2150).

Pacifique-Sud (conseil du) : *Vernaudon (Emile)* (p. 2147).

Politique régionale et contrat de plan : *Malandain (Guy)* (p. 2128).

Polynésie (contrat de plan) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2126).

Radio France outre-mer (R.F.O.) (Guyane notamment) : *Bertrand (Léon)* (p. 2139) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2151).

Région française de l'Océan Indien : *Thien Ah Koon (André)* (p. 2145).

Revenu minimum d'insertion : *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2131, 2150) ; *Legros (Auguste)* (p. 2133) ; *Larifla (Dominique)* (p. 2136) ; *Rossi (José)* (p. 2137) ; *Hoarau (Elie)* (p. 2140) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142).

Rhum : *Malandain (Guy)* (p. 2128) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2142) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152).

Saint-Pierre-et-Miquelon (pêches et désenclavement portuaire et aérien) : *Grignon (Gérard)* (p. 2140, 2141) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2152).

Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) : *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2131).

Wallis et Futuna : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2126).

Procédure des questions (p. 2153).

Agence nationale pour l'emploi de la Martinique : *Lise (Claude)* (p. 2154) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2155).

Canne à sucre en Martinique : *Louis-Joseph-Dugué (Maurice)* (p. 2154) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2154).

Cyclone Gilbert (conséquences du - en Martinique) : *Louis-Joseph-Dugué (Maurice)* (p. 2154) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2154).

Départements d'outre-mer (développement des) : *Louis-Joseph-Dugué (Maurice)* (p. 2154, 2155) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2155).

Guyane (répartition des terres en) : *Castor (Elie)* (remplacé par M. Robert Le Foll) (p. 2156) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2156).

Loi littoral (application de la - outre-mer) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2153) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2153, 2155) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2155) ;

Logement à la réunion : *Le Foll (Robert)* (p. 2155) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2155).

Pacte pour l'emploi outre-mer : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2153) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2153).

Programme d'action P.O.S.E.I.D.O.M. : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2153) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2153).

Radio-France outre-mer (R.F.O.) : *Lordinot (Guy)* (p. 2156) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2156).

Revenu minimum d'insertion (couplage avec l'allocation logement) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2153) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2153).

Tourisme aux Antilles : *Lise (Claude)* (p. 2154) ; *Le Pensec (Louis)* (G) (p. 2154).

Vote des crédits (p. 2156).

Crédits inscrits à la ligne « Départements et territoires d'outre-mer ».

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 2157).

Etat B, titre IV : réduction des crédits : adoptée (p. 2157).

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2157).

Etat C, titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2157).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

[17 novembre 1988] (p. 2419).

Dettes publiques (situation de la) : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 2420, 2421).

Ministère de l'économie, des finances et du budget (crédits, effectifs et installation à Bercy) : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 2419, 2420).

Budget annexe des monnaies et médailles.

Examen du fascicule [17 novembre 1988] (p. 2421).

Atelier de Pessac : *Ducout (Pierre) (p. 2421, 2422) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2422).*

Bicentenaire de la Révolution (commémoration du) : *Ducout (Pierre) (p. 2421) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2422).*

Personnel (revendications du) : *Ducout (Pierre) (p. 2421) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2422).*

Pièce bicolore de 10 F : *Ducout (Pierre) (p. 2421) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2422).*

Promotion commerciale et publicitaire : *Ducout (Pierre) (p. 2421).*

Rapport sur les monnaies et médailles : *Dehaine (Arthur) (p. 2421).*

Crédits ouverts à l'article 36, au titre des services votés : adoptés (p. 2422).

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 37 au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 2422).

Crédits inscrits au paragraphe I de l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 2422).

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 2422).

Budget annexe de l'imprimerie nationale.

Examen du fascicule [17 novembre 1988] (p. 2422).

Abstention du groupe communiste : *Hage (Georges) (p. 2424).*

Annuaire : *Jegou (Jean-Jacques) (p. 2423) ; Dolez (Marc) (p. 2424) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2425).*

Douai (usine de) : *Hage (Georges) (p. 2423) ; Dolez (Marc) (p. 2424) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2425).*

Implantation d'une troisième unité dans la région parisienne : *Hage (Georges) (p. 2423) ; Dolez (Marc) (p. 2424, 2425) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2425, 2426).*

Effectifs (suppression d') : *Hage (Georges) (p. 2423).*

Production éditoriale : *Jegou (Jean-Jacques) (p. 2423) ; Hage (Georges) (p. 2423, 2424) ; Dolez (Marc) (p. 2424).*

Réorganisation et modernisation de l'imprimerie nationale : *Jegou (Jean-Jacques) (p. 2423) ; Hage (Georges) (p. 2423) ; Dolez (Marc) (p. 2424, 2425) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2426).*

Crédits ouverts à l'article 36, au titre des services votés : adoptés (p. 2426).

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 37 au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 2426).

Crédits (évolution des) : *Jegou (Jean-Jacques) (p. 2422, 2423).*

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 2422).

Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

Examen des fascicules [17 novembre 1988] (p. 2426).

Charges communes :

- accord salarial de la fonction publique pour l'année 1989 : *Charasse (Michel) (G) (p. 2453) ;*

- aide publique au développement (A.P.D.) : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2426) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2453) ;*

- crédits affectés aux charges communes : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2426) ; Gambier (Dominique) (p. 2428) ; Gantier (Gilbert) (p. 2445) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2449, 2453) ;*

- dette publique et Caisse d'amortissement de la dette publique (Cadep) et fonds de soutien des rentes : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2426) ; Gantier (Gilbert) (p. 2445) ; Alphandéry (Edmond) (p. 2446, 2447) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2449, 2450, 2451) ;*

- dépenses de garantie (hausse des) : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2426) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2452) ;*

- orientations générales de la politique budgétaire : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2426, 2427) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2453) ;*

- rapatriés (indemnisation, retraite) et harkis : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2427) ; Daugreilh (Martine) (p. 2443, 2444, 2445, 2451) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2451) ;*

- rebudgétisation liée à l'abandon du programme de privatisations : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2426) ; Gambier (Dominique) (p. 2428) ; Gantier (Gilbert) (p. 2445, 2446) ; Alphandéry (Edmond) (p. 2446, 2447) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2450) ;*

- revenu minimum d'insertion : *Ayrault (Jean-Marc) (p. 2427) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2453).*

Commerce extérieur :

- Compagnie française d'assurance-crédit à l'exportation (C.O.F.A.C.E.) : *Hervé (Edmond) (p. 2440) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2442) ; Bockel (Jean-Marie) (p. 2443) ; Lombard (Paul) (p. 2445) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2450) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2456) ;*

- crédits (évolution des) : *Millon (Charles) (p. 2434) ; Hervé (Edmond) (p. 2439, 2440) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2441) ; Bockel (Jean-Marie) (p. 2443) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2456) ;*

- dégradation du - : *Millon (Charles) (p. 2434) ; Hervé (Edmond) (p. 2440) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2441) ; Lombard (Paul) (p. 2445) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2454) ;*

- directions régionales du - : *Hervé (Edmond) (p. 2440) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2455, 2456) ;*

- échanges industriels (déficit des) : *Millon (Charles) (p. 2434) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2441) ; Lombard (Paul) (p. 2445) ;*

- échéance européenne : *Millon (Charles) (p. 2435) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2442) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2454, 2455) ;*

- exportation (aides à l') : *Millon (Charles) (p. 2434, 2435) ; Hervé (Edmond) (p. 2439, 2440) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2441, 2442) ; Bockel (Jean-Marie) (p. 2443) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2455, 2456) ;*

- formation au commerce international : *Hervé (Edmond) (p. 2440, 2441) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2455) ;*

- marché intérieur : *Millon (Charles) (p. 2434) ; Saint-Ellier (Francis) (p. 2441) ; Lombard (Paul) (p. 2445) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2454) ;*

- produits exportables (industrie pharmaceutique ; transports en commun) : *Hervé (Edmond) (p. 2440) ;*

- situation internationale (et notamment dispositions protectionnistes américaines) : *Saint-Ellier (Francis) (p. 2441) ; Bockel (Jean-Marie) (p. 2443) ; Lombard (Paul) (p. 2445) ; Rausch (Jean-Marie) (G) (p. 2454, 2455).*

Comptes spéciaux du Trésor :

- collectivités locales (imposition des - et comptes d'avance) : *Gambier (Dominique) (p. 2428, 2429) ;*

- compte d'affectation du produit des privatisations : *Gambier (Dominique) (p. 2428) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2447) ;*

- compte de prêts (consolidation des dettes commerciales de pays étrangers) : *Gambier (Dominique) (p. 2428) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2447, 2448) ;*

- fonds national pour le développement du sport et loto sportif : *Gambier (Dominique) (p. 2429) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2448) ;*

- fonds national pour le développement de la vie associative : *Gambier (Dominique) (p. 2429) ;*

- fonds national pour le développement des adductions d'eau : *Gambier (Dominique) (p. 2429) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2448) ;*

- redevance télévision : *Gambier (Dominique) (p. 2429) ; Charasse (Michel) (G) (p. 2447).*

Consommation :

- associations de consommateurs : *Neiertz (Véronique) (G) (p. 2453) ;*

- concurrence (et Conseil de la) : *Bockel (Jean-Marie) (p. 2442, 2443) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2453, 2454).*

- crédits (évolution des) : *Bockel (Jean-Marie) (p. 2442) ; Neiertz (Véronique) (G) (p. 2453) ;*

- Institut national de la consommation : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 2442) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2453) ;
- protection des consommateurs : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 2443) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2454).

Secteur public :

- actionnariat stable des entreprises privatisées (« noyaux durs ») : *Le Garrec (Jean)* (p. 2431) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2452) ;
- personnel (gestion et effectifs) : *Le Garrec (Jean)* (p. 2430, 2431, 2432) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2452) ;
- redressement du secteur public : *Le Garrec (Jean)* (p. 2430, 2432) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2453) ;
- secteur public bancaire et financier : *Le Garrec (Jean)* (p. 2431) ;
- transparence de la gestion financière : *Le Garrec (Jean)* (p. 2431, 2432) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2446) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2452).

Services financiers :

- crédits (évolution des) : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2427) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2433, 2434) ;
- direction générale des douanes et marché unique européen : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2427, 2428) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2432) ;
- direction générale des impôts (gestion du personnel de la) : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2427) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2432) ;
- emplois (restructuration des) : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2427, 2428) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2432, 2433) ;
- informatisation et bureautisation : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2428) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2432, 2433) ;
- installation à Bercy des - : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2434).

Taxes parafiscales :

- contrôle parlementaire (impossibilité du) : *Tardito (Jean)* (p. 2429, 2430) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2448, 2449) ;
- formation et recherche (nécessité d'organismes relatifs à la) : *Tardito (Jean)* (p. 2430) ;
- marché unique européen et - : *Tardito (Jean)* (p. 2430) ;
- produit et poids des - : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2448) ;
- redevance radio-télévision : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2448, 2449).

Procédure des questions (p. 2456).

Accidents domestiques : *Le Vern (Alain)* (p. 2457, 2458) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2458).

Agro-alimentaire (commerce) : *Leduc (Jean-Marie)* (p. 2457) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2457).

Associations de consommateurs (mode de financement) : *Vauzelle (Michel)* (remplacé par M. Gabriel Montchamont) (p. 2457) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 2457).

Commerce extérieur (missions du ministère du) : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2460, 2461) ; *Rausch (Jean-Marie)* (G) (p. 2461).

Commerce maritime : *Lacombe (Jean)* (remplacé par M. Alain Le Vern) (p. 2456) ; *Rausch (Jean-Marie)* (G) (p. 2457).

Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (erreur administrative) : *Fréville (Yves)* (remplacé par M. Jean-Jacques Jegou) (p. 2461) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2461, 2462).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau : *Beaumont (René)* (remplacé par M. Gilbert Gantier) (p. 2460) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2460).

Formation professionnelle (exonération des cotisations sociales patronales par les crédits de la) : *Berson (Michel)* (p. 2462) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2462).

Radio France internationale (et exportation française) : *Lequiller (Pierre)* (remplacé par M. Gilbert Gantier) (p. 2460) ; *Rausch (Jean-Marie)* (G) (p. 2460).

Rapatriés et harkis (crédits destinés aux) : *Barate (Claude)* (p. 2458, 2459, 2460) ; *Bapt (Gérard)* (remplacé par M. Jean-Marie Leduc) (p. 2462) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2458, 2459, 2460, 2462).

Vote des crédits (p. 2462).

I. - Charges communes.

Etat B, titre 1^{er} : adopté (p. 2463).

Amendement n° 106 du Gouvernement (coordination par augmentation de crédits) : adopté (p. 2463).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2463).

Pour : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2463).

Observations : *Tardito (Jean)* (p. 2463).

Etat B, titre II : adopté (p. 2463).

Etat B, titre III : adopté (p. 2463).

Amendement n° 107 du Gouvernement (coordination par diminution de crédits) : adopté (p. 2463).

Soutenu par Michel Charasse (G) (p. 2463).

Pour : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2463).

Contre : *Tardito (Jean)* (p. 2463).

Etat B, titre IV : adopté (p. 2463).

Etat C, titre V : adopté (p. 2463).

Etat C, titre VI : adopté (p. 2463).

Article 62 (prise en charge par l'Etat des droits et obligations d'organismes publics) (p. 2463) ; adopté (p. 2464).

Après l'article 62 :

Amendement n° 105 de M. Edmond Alphandéry (contrôle du Parlement sur les activités du fonds de soutien des rentes) : rejeté (p. 2464).

Soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (p. 2464).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2464) ; *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2464).

Amendement n° 108 du Gouvernement (extension aux entreprises de dix salariés et plus des exonérations des cotisations sociales salariales pour les apprentis) : adopté (p. 2464).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2464).

Pour : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2464).

II. - Services financiers.

Etat B, titre III : adopté (p. 2465).

Etat B, titre IV : adopté (p. 2465).

Etat C, titre V : adopté (p. 2465).

Etat C, titre VI : adopté (p. 2465).

Comptes spéciaux du Trésor.

Article 38 (opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale) : adopté (p. 2465).

Article 39 (comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; mesures nouvelles) : adopté (p. 2465).

Article 40 (clôture du compte d'affectation des produits de la privatisation) (p. 2465) ; adopté (p. 2465).

Amendement n° 71 de M. Bruno Durieux (de suppression) : rejeté (p. 2465).

Soutenu par M. Jean Seiltlinger (p. 2465).

Contre : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 2465) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2465).

Article 41 (comptes retraçant des opérations à caractère temporaire) : adopté (p. 2465).

Article 42 (comptes d'affectation spéciale ; opérations à caractère temporaire ; mesures nouvelles) : adopté (p. 2465).

Article 43 (comptes de commerce ; mesures nouvelles) : adopté (p. 2465).

Article 44 (comptes d'avances ; mesures nouvelles) : adopté (p. 2465).

Article 45 (comptes de prêts ; mesures nouvelles) : adopté (p. 2466).

Article 46 (modification du compte de gestion de titres du secteur public) : adopté (p. 2466).

Article 47 (transformation d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers en un compte de prêts) : adopté (p. 2466).

Taxes parafiscales.

Article 48 (perception des taxes parafiscales) (p. 2466, 2479).

Lignes 1 à 49 et 52 à 54 de l'état E : adoptées (p. 2480).

Article 48, Etat E : adoptés (p. 2480).

EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS

Enseignement scolaire. - Enseignement technique.

Examen du fascicule [7 novembre 1988] (p. 1827, 1847).

Acte d'enseignement : *Bayrou (François)* (p. 1848) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1857).

Baccalauréat (objectif d'amener 80 p. 100 d'une classe d'âge au niveau du) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1835, 1857) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840).

Bourses d'enseignement : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1832) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1859).

Collectivités locales (rôle des) : *Guyard (Jacques)* (p. 1853, 1854).

Concertation sur les problèmes de l'enseignement : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828, 1829) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1829, 1830) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1835, 1856, 1858) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1837) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1841) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1843) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852).

Crédits :

- montant et répartition : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1827) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1828, 1829) ; *Couanau (René)* (p. 1831) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1832, 1833, 1835, 1858, 1859) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1837) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1854) ;

- dégageant de - par prélèvement sur les dépenses de défense correspondant à un surarmement : *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1858).

Décentralisation (transfert aux régions et aux départements des lycées et des collèges ; prise en compte de l'état du patrimoine transféré) : *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1838) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1843).

Dotation globale de décentralisation (progression de la) : *Derosier (Bernard)* (p. 1829) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1837, 1838) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850).

Dotation régionale d'équipement scolaire (D.R.E.S.) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1838, 1839) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1843) ; *Bayrou (François)* (p. 1847) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1857).

Echéance européenne : *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1841, 1843) ; *Bayrou (François)* (p. 1848).

Echec scolaire/succès scolaire : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1837) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1839, 1840) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1842) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1853, 1854).

Education nationale (administration de l') : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1841) ; *Bayrou (François)* (p. 1848).

Effectifs scolaires : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1833, 1857) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1839) ; *Bayrou (François)* (p. 1847) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849).

Enseignants :

- campagne d'information sur le métier d'enseignant : *Derosier (Bernard)* (p. 1829) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1858) ;

- condition enseignante (revalorisation de la) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1829) ; *Couanau (René)* (p. 1831) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1835, 1856, 1858) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840, 1841) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1842, 1843) ; *Bayrou (François)* (p. 1847) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849, 1850) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1854) ;

- écoles normales (rôle des) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1854) ;

- emplois de professeurs (création d' - et crise du recrutement) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1827) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1829) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1832, 1833, 1834, 1856) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840) ; *Bayrou (François)* (p. 1847) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849, 1850) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852) ;

- formation professionnelle des enseignants : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1835) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840, 1841) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1853) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1854) ;

- heures supplémentaires (recours aux) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840) ; *Bayrou (François)* (p. 1847) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1856) ;

- instituteurs : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1827, 1828) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 1854) ;

- prérecrutement : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1834) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850).

Enseignement privé (crédits consacrés à l') : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1839) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1842) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1857).

Enseignement supérieur : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1833, 1858).

Enseignement technique et professionnel :

- classes passerelles : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 1854) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1859) ;

- échec : *Couanau (René)* (p. 1832) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1837) ;

- formation continue des professeurs : *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1852) ;

- formations supérieures technologiques : *Couanau (René)* (p. 1831, 1832) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836) ;

- insertion professionnelle des jeunes : *Couanau (René)* (p. 1832) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1837, 1859) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1840) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 1855) ;

- lycées professionnels et filières technologiques : *Couanau (René)* (p. 1831, 1832) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 1855) ;

- missions : *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836, 1837, 1859) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 1855, 1856) ;

- modernisation : *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1835) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851, 1852) ;

- recrutement de professeurs : *Couanau (René)* (p. 1831) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ;

- relations avec les entreprises : *Couanau (René)* (p. 1832) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1836, 1837, 1859) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 1855) ;

- revalorisation et promotion : *Couanau (René)* (p. 1831) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1835, 1837, 1859) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1842) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Luppi (Jean-Pierre)* (p. 1855) ;

- spécificité de l'enseignement technique : *Couanau (René)* (p. 1830, 1831).

Fonds d'aide à l'innovation : *Derosier (Bernard)* (p. 1829) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1834) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1842).

Formation continue des adultes : *Berson (Michel)* (p. 1854, 1855) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1859, 1860).

Inégalités sociales (et géographiques) : *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851).

Langues vivantes (initiation aux - dans les écoles) : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1834, 1856) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1841, 1842) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852).

Loi d'orientation pour l'éducation nationale : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1829, 1830) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1835, 1856) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1837) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1841) ; *Bayrou (François)* (p. 1848) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1852) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852).

Missions de l'éducation nationale (réflexions sur les) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 1828) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1833, 1834, 1856) ; *Bayrou (François)* (p. 1847, 1848) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1853).

Orientation : *Guyard (Jacques)* (p. 1853).

Personnels non enseignants et A.T.O.S. : *Derosier (Bernard)* (p. 1829) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1834, 1856) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1838) ; *Bayrou (François)* (p. 1847) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1849) ; *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1851) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1859).

Programmes : *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1834, 1835) ; *Bayrou (François)* (p. 1848).

Scolarisation précoce (maternelle) : *Derosier (Bernard)* (p. 1830) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1857).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1843).

Zones d'éducation prioritaires : *Derosier (Bernard)* (p. 1829, 1830) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1834) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1842) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1850) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1852).

Procédure des questions (p. 1860).

Adjoints d'enseignement physique et sportif (rattrapage indicière) : *Metzinger (Charles)* (remplacé par M. Jean Laurain) (p. 1862) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1862).

Baccalauréat professionnel (filiale du) : *Lequiller (Pierre)* (p. 1861) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1861, 1862).

Bourses d'enseignement : *Dehoux (Marcel)* (p. 1878) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1878).

Brevet de technicien supérieur : *Auberger (Philippe)* (p. 1880) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1880, 1881).

Centre national de documentation pédagogique (charge pesant indûment sur le) : *Metzinger (Charles)* (remplacé par M. Jean Laurain) (p. 1862) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1862).

Collèges (aide de l'Etat aux départements pour la construction des) : *Blanc (Jacques)* (remplacé par M. Pierre Lequiller) (p. 1870) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1870).

Compensation des charges transférées aux régions : *Genwin (Germain)* (remplacé par M. Jean-Pierre Foucher) (p. 1867) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1867, 1869) ; *Pierna (Louis)* (p. 1869).

Condition enseignante (revalorisation de la) : *Hage (Georges)* (p. 1877) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1877).

Contrats bleus : *Drut (Guy)* (remplacé par M. Bruno Bourg-Broc) (p. 1864) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1864).

Contrats de plan Etat-Régions : *Carraz (Roland)* (p. 1874) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1874).

Directeurs d'établissement du second degré : *Couanau (René)* (p. 1867) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1867).

Dotation régionale d'équipement scolaire : *Haby (Jean-Yves)* (p. 1860) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1860, 1861).

Echec scolaire : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 1864, 1865) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1865, 1866, 1868) ; *Noir (Michel)* (p. 1865) ; *Charles (Serge)* (p. 1866) ; *Pierna (Louis)* (p. 1868).

Enseignement privé (parité avec l'enseignement public) : *Barrot (Jacques)* (p. 1866) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1866, 1867, 1868) ; *Couanau (René)* (p. 1867) ; *Catala (Nicole)* (p. 1876, 1880) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1880).

Enseignement religieux : *Noir (Michel)* (p. 1875, 1876) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1876).

Entreprises (action de formation des) : *Doligé (Eric)* (p. 1875) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1875).

Gratuité des fournitures : *Pierna (Louis)* (p. 1868) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1868).

Insertion professionnelle des jeunes : *Mandon (Thierry)* (p. 1863) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1863, 1864, 1876, 1877) ; *Catala (Nicole)* (p. 1876).

Langues vivantes (enseignement à l'école primaire des) : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 1878, 1879) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1879).

Maîtres-directeurs (statut) et directeurs d'école : *Couanau (René)* (p. 1867) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1867, 1868).

Médecine scolaire et prévention-information sur le Sida : *Carraz (Roland)* (p. 1879) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1879).

Orientation scolaire : *Dimeglio (Willy)* (remplacé par M. Pierre Lequiller) (p. 1869) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1869, 1870).

Personnels non enseignants et A.T.O.S. : *Proveux (Jean)* (p. 1862, 1863) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1863).

Prévisions démographiques : *Charié (Jean-Paul)* (remplacé par M. Eric Doligé) (p. 1879, 1880) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1880).

Reclassement des instituteurs et des P.E.G.C. : *Fromet (Michel)* (p. 1874) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1874, 1875).

Recrutement et prérecrutement d'enseignants (et abstention du groupe communiste) : *Brunhes (Jacques)* (p. 1877, 1878) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1878).

Rentrée scolaire (difficultés dans l'Académie d'Orléans-Tours) : *Desantis (Jean)* (p. 1860) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1860).

Rentrée scolaire dans les agglomérations nouvelles : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1881) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1881).

Rythme scolaire : *David (Martine)* (p. 1873) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1873, 1874).

Scolarisation en maternelle : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1868) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1868, 1869) ; *Chollet (Paul)* (p. 1870).

Union générale sportive de l'enseignement libre (U.G.S.E.L.) : *Saint-Ellier (Francis)* (remplacé par M. Jean-Yves Haby) (p. 1861) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1861).

Zones d'éducation prioritaires : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 1865) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1865).

Vote des crédits (p. 1881).

Crédits mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de l'enseignement supérieur.

Etat B, titre III : amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Foucher (réduction de crédits relatifs à des postes d'enseignants mis à la disposition d'organisations complémentaires de l'enseignement public) (p. 1881, 1882) : rejeté (p. 1882).

Contre : *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1881, 1882) ; *Carraz (Roland)* (p. 1881).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 1881).

Enseignement supérieur.

Examen du fascicule [7 novembre 1988] (p. 1997).

Autonomie : *Fréville (Yves)* (p. 1884) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886, 1887) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1888) ; *Catala (Nicole)* (p. 1892) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1894).

Bourses et actions sociales universitaires : *Fréville (Yves)* (p. 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Hage (Georges)* (p. 1890) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1892).

Capacité d'accueil (et rentrée universitaire) : *Fréville (Yves)* (p. 1882, 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1884, 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1888) ; *Carraz (Roland)* (p. 1888) ; *Hage (Georges)* (p. 1889) ; *Catala (Nicole)* (p. 1890) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1892).

Commission nationale d'enquête sur l'enseignement : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1887) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1894).

Création (de nouveaux établissements) : *Fréville (Yves)* (p. 1884).

Crédits (montant et répartition ; programmation pluriannuelle de l'effort financier) : *Fréville (Yves)* (p. 1882, 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1884, 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1887) ; *Carraz (Roland)* (p. 1888) ; *Hage (Georges)* (p. 1890) ; *Catala (Nicole)* (p. 1890) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1892, 1893, 1895).

Délocalisation des premiers cycles (création d'antennes universitaires) : *Charette (Hervé de)* (p. 1888) ; *Carraz (Roland)* (p. 1889) ; *Jospin (Lionel) (G)* (p. 1893).

Duray (rapport) : *Catala (Nicole)* (p. 1891).

Enseignement technologique supérieur :

- formation continue (et C.N.A.M.) : *Carraz (Roland)* (p. 1889) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1896) ;
- formations d'ingénieurs : *Carraz (Roland)* (p. 1889) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1895, 1896) ;
- harmonisation européenne des diplômes : *Carraz (Roland)* (p. 1889) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1895) ;
- sections de techniciens supérieurs (S.T.S.) et Instituts universitaires de technologie (I.U.T.) : *Chapuis (Robert) (G)* (p. 1895).

Enseignement supérieur privé : *Charette (Hervé de)* (p. 1887).

Équipement universitaire : *Fréville (Yves)* (p. 1882, 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Catala (Nicole)* (p. 1891).

Etat/collectivités locales (relations) : *Carraz (Roland)* (p. 1889) ; *Catala (Nicole)* (p. 1891) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1893, 1894).

Heures complémentaires (rémunération des) : *Fréville (Yves)* (p. 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Hage (Georges)* (p. 1891).

Mutation et modernisation : *Fréville (Yves)* (p. 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1884) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1888) ; *Carraz (Roland)* (p. 1888).

Patrimoine universitaire et constructions nouvelles : *Fréville (Yves)* (p. 1883, 1884) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1887) ; *Hage (Georges)* (p. 1890) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1892).

Personnel non enseignant et A.T.O.S. : *Fréville (Yves)* (p. 1883) ; *Hage (Georges)* (p. 1890) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1892).

Professeurs et corps enseignant (recrutement, carrière et créations de postes) : *Fréville (Yves)* (p. 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1887) ; *Carraz (Roland)* (p. 1888) ; *Hage (Georges)* (p. 1889) ; *Catala (Nicole)* (p. 1891) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1892, 1893, 1894).

Recherche universitaire (carrière des enseignants chercheurs) : *Fréville (Yves)* (p. 1883) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 1886) ; *Charette (Hervé de)* (p. 1887) ; *Carraz (Roland)* (p. 1889) ; *Hage (Georges)* (p. 1890) ; *Catala (Nicole)* (p. 1891) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1893, 1894, 1895).

Statut des universités : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1894).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Catala (Nicole)* (p. 1892).

Vote pour du groupe socialiste : *Giovannelli (Jean)* (p. 1885) ; *Carraz (Roland)* (p. 1889).

Rappel au règlement de M. Bruno Bourg-Broc (explications de vote de M. Jean Giovannelli) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1887).

Procédure des questions (p. 1896).

Abandon d'études et échec : *Koehl (Emile)* (p. 1897) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1897).

Aide matérielle aux étudiants : *Laurain (Jean)* (p. 1898) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1898).

Antennes universitaires : *Aubert (François d')* (p. 1897) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1897, 1898) ; *Fromet (Michel)* (p. 1898).

Antilles-Guyane (université) : *Le Foll (Robert)* (p. 1902) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1902).

Autonomie des universités : *Santrot (Jacques)* (p. 1902) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1902, 1903).

Bourses d'enseignement supérieur (mode de calcul) : *Aubert (François d')* (p. 1896) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1897).

Caen (université de) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 1901) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1901).

Concertation Etat/collectivités locales : *Tenaillon (Paul-Louis)* (remplacé par M. Hervé de Charette) (p. 1901) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1901).

Contrats de plan Etat-régions : *Mandon (Thierry)* (p. 1898, 1899) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1899, 1902) ; *Salles (Rudy)* (p. 1901, 1902).

Fonds de compensation pour la T.V.A. en faveur des collectivités locales : *Durr (André)* (p. 1899) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1899).

Formations post-baccalauréat courtes (B.T.S. et I.U.T.) : *Aubert (François d')* (p. 1896) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1896) ; *Durr (André)* (p. 1900) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 1900).

Inscription des étudiants en première année : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1903) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1903).

La Réunion (étudiants et université de) : *Legros (Auguste)* (remplacé par M. Bruno Bourg-Broc) (p. 1900) ; (remplacé par M. Eric Doligé) (p. 1903) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1900, 1901, 1903).

Logement des étudiants : *Santrot (Jacques)* (p. 1897, 1898) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1898).

Logiciels (acquisition à prix réduits de - par les équipes pédagogiques) : *Proveux (Jean)* (p. 1902) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1902).

Nord-Pas-de-Calais (situation des universités du) : *Durieux (Bruno)* (p. 1896) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1896).

Région Centre (universités de la) : *Doligé (Eric)* (p. 1899, 1900) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1900).

Rentrée universitaire 1989-1990 (notamment en Bretagne) : *Goasdouff (Jean-Louis)* (remplacé par M. Eric Doligé) (p. 1903, 1904) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1904).

Vote des crédits (p. 1904).

Crédits inscrits à la ligne « Education nationale, enseignement scolaire et supérieur ».

Etat B, titre III : adopté (p. 1905).

Amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réduction de crédits au chapitre 37- 93 afin de les inscrire au chapitre 31-11 concernant les rémunérations d'emplois) (p. 1904) ; retiré (p. 1904).

Pour : *Fréville (Yves)* (p. 1904).

Observations : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1904).

Etat B, Titre IV : adopté (p. 1904).

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1904).

Etat C, Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1904).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste sur les titres III et IV : *Brunhes (Jacques)* (p. 1904, 1905).

Autonomie des universités : *Charette (Hervé de)* (p. 1904).

Commission d'enquête sur le fonctionnement des universités : *Charette (Hervé de)* (p. 1904) ; *Bayrou (François)* (p. 1905).

Concours de l'Etat à la construction des lycées : *Charette (Hervé de)* (p. 1904).

Dialogue : *Charette (Hervé de)* (p. 1905) ; *Bayrou (François)* (p. 1905) ; *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1905).

Loi d'orientation et de programmation : *Bayrou (François)* (p. 1905).

Mises à dispositions : *Charette (Hervé de)* (p. 1905).

Politisation du débat sur l'éducation nationale : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1905).

Secteur privé : *Charette (Hervé de)* (p. 1904).

Vote contre du groupe U.D.C. : *Bayrou (François)* (p. 1905).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Charette (Hervé de)* (p. 1905).

Après l'article 67 :

Amendement n° 66 de M. François Bayrou (institution d'une mission nationale sur l'enseignement supérieur) (p. 1905) ; rejeté (p. 1906).

Observations : *Jospin (Lionel)* (G) (p. 1906).

Amendement n° 67 de M. François Bayrou (mise en œuvre d'une expérimentation d'autonomie de gestion dans l'université pour la rentrée 1989-1990) (p. 1906) ; rejeté (p. 1906).

Contre : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1906).

Jeunesse et sports.

Examen du fascicule [15 novembre 1988] (p. 2237).

Action en faveur de la jeunesse et de la vie associative : *Bapt (Gérard)* (p. 2238) ; *Landrain (Edouard)* (p. 2241) ; *Barrau (Alain)* (p. 2244) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2247, 2248).

Aménagement du temps scolaire pour la pratique sportive (contrats bleus, rythme scolaire) : *Bapt (Gérard)* (p. 2238) ; *Estrasi (Christian)* (p. 2245, 2246) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2247).

Application de la loi de 1984 (loi « Avice ») : *Hage (Georges)* (p. 2240).

Communauté européenne et sport : *Bapt (Gérard)* (p. 2237) ; *Hage (Georges)* (p. 2240) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2242, 2243).

Crédits (évolution, montant et répartition des) : *Bapt (Gérard)* (p. 2237, 2238, 2239) ; *Hage (Georges)* (p. 2239) ; *Landrain (Edouard)* (p. 2241, 2242) ; *Estrosi (Christian)* (p. 2245) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2246, 2247).

Dopage (lutte contre le) : *Bapt (Gérard)* (p. 2238) ; *Hage (Georges)* (p. 2239) ; *Landrain (Edouard)* (p. 2241) ; *Barrau (Alain)* (p. 2244) ; *Estrosi (Christian)* (p. 2245) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2248).

* Education physique à l'école élémentaire : *Hage (Georges)* (p. 2239).

Education populaire : *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2247).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (F.O.N.J.E.P.) : *Bapt (Gérard)* (p. 2238) ; *Barrau (Alain)* (p. 2243).

Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Bapt (Gérard)* (p. 2238) ; *Hage (Georges)* (p. 2239) ; *Landrain (Edouard)* (p. 2241, 2242) ; *Barrau (Alain)* (p. 2243, 2244) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2246, 2247, 2248).

Equipements sportifs (financement des) : *Estrosi (Christian)* (p. 2245).

Ethique sportive et influence des facteurs commerciaux ou financiers : *Bapt (Gérard)* (p. 2239) ; *Hage (Georges)* (p. 2240, 2241).

Jeux de la francophonie : *Landrain (Edouard)* (p. 2241).

Jeux olympiques (préparation des) : *Bapt (Gérard)* (p. 2238) ; *Estrosi (Christian)* (p. 2245) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2248).

Personnels (effectif, rémunération, formation) : *Bapt (Gérard)* (p. 2237) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2248).

Rôle des collectivités locales dans le développement du sport : *Blanc (Jacques)* (p. 2243).

Utilisation du sport comme image de promotion économique du pays : *Landrain (Edouard)* (p. 2242).

Procédure des questions (p. 2249, 2259).

Aménagement des rythmes scolaires pour la pratique sportive (et notamment contrats bleus) : *Haby (Jean-Yves)* (p. 2249, 2250) ; *Drut (Guy)* (p. 2255) ; *Néri (Alain)* (p. 2260) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2250, 2255, 2261).

Associations (fiscalité des) : *Laurain (Jean)* (p. 2252) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2252).

Associations (mesures en faveur des) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2249) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2249, 2260) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2260).

Associations (rôle économique des) : *Gatel (Jean)* (p. 2252) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2252, 2253).

Clubs sportifs (petits) : *Ehrmann (Charles)* (p. 2259, 2260) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2260).

Education populaire : *Doligé (Eric)* (p. 2254, 2255) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2260) ; *Dray (Julien)* (p. 2262) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2255, 2260, 2262).

Education sportive à l'école : *Cathala (Laurent)* (p. 2251) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2252).

Equipements sportifs : *Laffineur (Marc)* (p. 2251) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2251, 2261) ; *Néri (Alain)* (p. 2260, 2261).

Handicapés (pratique du sport par les) : *Pelchat (Michel)* (p. 2250) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2250, 2251).

Institution nationale de la jeunesse : *Dray (Julien)* (p. 2262) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2262).

Maison des jeunes et de la culture : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2261) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2261, 2262).

Postes F.O.N.J.E.P. : *Doligé (Eric)* (p. 2254, 2255) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2260) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2261) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2255, 2260, 2262).

Rôle du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports en matière d'insertion sociale et professionnelle : *Mandon (Thierry)* (p. 2261) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2261).

Situation financière du mouvement sportif : *Drut (Guy)* (p. 2253, 2254) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2254).

Statut social des sportifs de haut niveau et des entraîneurs : *Migaud (Didier)* (remplacé par M. Alain Néri) (p. 2253) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2253).

Subventions pour l'aide aux sports de masse (et notamment en milieu rural) : *Falco (Hubert)* (p. 2259) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2259).

Subventions versées aux associations et fédérations : *Laffineur (Marc)* (p. 2251) ; *Bambuck (Roger)* (G) (p. 2251).

Vote des crédits (p. 2262).

Crédits inscrits à la ligne « Education nationale, jeunesse et sports » : vote réservé (p. 2262).

Amendements nos 95 et 96 de M. Michel Pelchat : vote réservé (p. 2262).

[Amendements appelés et crédits adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2547)].

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

I. - Urbanisme, logement et services communs.

Examen des fascicules [10 novembre 1988] (p. 2059).

Agences d'urbanisme : *Rigaud (Jean)* (p. 2065).

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) : *Anciant (Jean)* (p. 2061) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2070, 2071).

Aides à la personne :

- aide personnalisée au logement (A.P.L.) : *Anciant (Jean)* (p. 2060, 2065) ; *Oehler (Jean)* (p. 2062) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Kert (Christian)* (p. 2064) ; *Malandain (Guy)* (p. 2068) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2071) ;

- revenu minimum d'insertion (articulation du - avec les) : *Anciant (Jean)* (p. 2060) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2071).

Aides à la pierre :

- prêts aidés à l'accession à la propriété (P.A.P.) : *Anciant (Jean)* (p. 2059, 2060) ; *Oehler (Jean)* (p. 2062) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Kert (Christian)* (p. 2064) ; *Malandain (Guy)* (p. 2067, 2068) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2072) ;

- prêts locatifs aidés (P.L.A.) et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S.) : *Anciant (Jean)* (p. 2060) ; *Oehler (Jean)* (p. 2062) ; *Kert (Christian)* (p. 2065) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2067) ; *Malandain (Guy)* (p. 2068) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2070).

Bâtiment et travaux publics (B.T.P.) : *Tiberi (Jean)* (p. 2065, 2069) ; *Malandain (Guy)* (p. 2068, 2069) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2069) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2071).

Contribution patronale (1 p. 100 logement) : *Anciant (Jean)* (p. 2061) ; *Oehler (Jean)* (p. 2061, 2062) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Kert (Christian)* (p. 2064) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2066) ; *Malandain (Guy)* (p. 2068) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2071).

Crédits (montant, répartition, évolution) : *Anciant (Jean)* (p. 2059, 2061) ; *Oehler (Jean)* (p. 2061) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Rigaud (Jean)* (p. 2065) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2070, 2071).

Directions départementales de l'équipement (avenir des) : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2072).

Droit au logement : *Duroméa (André)* (p. 2063).

Fiscalité sur le logement : *Tiberi (Jean)* (p. 2066) ; *Malandain (Guy)* (p. 2068).

Logement social :

- habitations à loyer modéré (H.L.M.) : *Anciant (Jean)* (p. 2059, 2060) ; *Oehler (Jean)* (p. 2062) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2065, 2066) ; *Malandain (Guy)* (p. 2067) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2072) ;

- investissements : *Anciant (Jean)* (p. 2060, 2061) ; *Oehler (Jean)* (p. 2061) ; *Kert (Christian)* (p. 2064) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2066, 2067) ; *Malandain (Guy)* (p. 2068) ;

- réhabilitation : *Anciant (Jean)* (p. 2059, 2060) ; *Oehler (Jean)* (p. 2062) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2065, 2066) ; *Malandain (Guy)* (p. 2066).

Loi Méhaignerie et ses conséquences sur les rapports locatifs : *Oehler (Jean)* (p. 2061) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2065) ; *Malandain (Guy)* (p. 2069) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2071).

Outre-mer (décalage des aides au logement en - avec la métropole) : *Kert (Christian)* (p. 2064).

Politique du logement (principes et orientations) : *Anciant (Jean)* (p. 2059) ; *Duroméa (André)* (p. 2063) ; *Kert (Christian)* (p. 2064) ; *Rigaud (Jean)* (p. 2065) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2065, 2066) ; *Malandain (Guy)* (p. 2067).

Urbanisme et architecture : *Malandain (Guy)* (p. 2069) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2072).

Procédure des questions (p. 2072, 2080).

Accession à la propriété pour les familles modestes : *Denvers (Albert)* (p. 2089) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2089).

Aides à la personne et effort des ménages les plus modestes pour leur logement : *Guyard (Jacques)* (p. 2087, 2088) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2088).

Amélioration de l'habitat (primes) : *Fèvre (Charles)* (p. 2074) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2074).

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.A.U.E.) : *Derosier (Bernard)* (p. 2082) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2082).

Contribution patronale (1 p. 100 logement) : *Gonnot (François-Michel)* (p. 2075) ; *Balkany (Patrick)* (p. 2081) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2084) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 2086) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2075, 2081, 2084, 2086).

Délégation interministérielle et contrats de villes : *Carton (Bernard)* (p. 2088) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2088).

Droit à l'habitat et mesures prises pour réduire les taux des emprunts et le coût des loyers : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2072, 2073) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2073).

Développement social des quartiers et mission Dauge : *Raoult (Eric)* (p. 2086) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2086).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (démolition des immeubles et conséquences pour le patrimoine des offices publics d') : *Derosier (Bernard)* (p. 2083) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2083).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (mesures en faveur des - et notamment régime de T.V.A. et réhabilitation des logements) : *Branger (Jean-Guy)* (p. 2084) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2085).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (modalités d'attribution des logements par les offices publics d') : *Carton (Bernard)* (p. 2083) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2083).

L'Isle-d'Abeau (politique pour les logements de) : *Colombier (Georges)* (remplacé par M. Francisque Perrut) (p. 2085) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2085).

Logement des étudiants : *Baudis (Dominique)* (p. 2073) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2074).

Logement des familles les plus pauvres : *Denvers (Albert)* (p. 2089) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2089).

Logement social (aides au développement du - notamment en Lorraine) : *Gaillard (Claude)* (p. 2074, 2075) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2075).

Logement social (financement du) : *Vidal (Joseph)* (p. 2082) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2082).

Logements sociaux (taux des crédits accordés pour la construction de) : *Guyard (Jacques)* (p. 2089) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2089).

Loi Méhaignerie (abrogation) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2072, 2073) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2073).

Loyers en Région parisienne (hausse des) : *Guyard (Jacques)* (p. 2088) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2088).

Prêts locatifs aidés (P.L.A.) et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S.) : *Jonemann (Alain)* (p. 2081) ; *Raoult (Eric)* (p. 2082) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2081, 2082).

Revenu minimum d'insertion et calcul des forfaits de charges : *Carton (Bernard)* (p. 2083) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2083, 2084).

Saisies et expulsions pour dettes de loyers : *Jacquaint (Muguette)* (remplacée par M. Jean-Pierre Brard) (p. 2073) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2073).

Sociétés de crédit immobilier : *Chamard (Jean-Yves)* (remplacé par M. Eric Raoult) (p. 2087) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2087).

Urbanisme en Ile-de-France : *Jonemann (Alain)* (p. 2080) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2080).

Urbanisme en milieu rural : *Laborde (Jean)* (p. 2087) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2087).

Vote des crédits (p. 2090).

Crédits concernant l'urbanisme, le logement et les services communs inscrits à la ligne « Equipement et logement » mis aux voix à la suite de l'examen des crédits des routes.

Article 63 (modifications de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation tendant à instaurer un nouveau barème pour l'aide personnalisée au logement) (p. 2090) ; supprimé (p. 2091).

Discussion des amendements identiques nos 24, 59 et 77.

Amendement n° 24 de la commission des finances (de suppression) (p. 2090) ; adopté (p. 2091).

Soutenu par M. Jean Anciant (p. 2090).

Amendement n° 59 de la commission de la production (de suppression) (p. 2090) ; adopté (p. 2091).

Soutenu par M. Jean Oehler (p. 2090).

Amendement n° 77 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 2090) ; adopté (p. 2091).

Article 64 (réduction de la contribution patronale au titre du un pour cent logement de 0, 72 p. 100 à 0, 62 p. 100) (p. 2091) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Discussion des amendements identiques nos 72, 76 et 78.

Amendement n° 72 de M. Bruno Durieux (de suppression) (p. 2091) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2092).

Contre : *Anciant (Jean)* (p. 2091).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 2092).

Amendement n° 76 de M. Franck Borotra (de suppression) (p. 2091) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2092).

Soutenu par M. Eric Raoult (p. 2092).

Contre : *Anciant (Jean)* (p. 2092).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 2092).

Amendement n° 78 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 2091) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2092).

Contre : *Anciant (Jean)* (p. 2092).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 2092).

Discussion commune des amendements nos 9, 79, 62, 87, 88, 84, 86, 73 et 89 (les amendements nos 87 et 88 étant identiques ainsi que les amendements 84 et 86).

Amendement n° 9 de M. Fabien Thiémé (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2095).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 2093).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2094).

Amendement n° 79 de M. André Duroméa (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2095).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2094).

Amendement n° 62 de M. René Beaumont (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Soutenu par M. Charles Fèvre (p. 2093).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2094).

Amendement n° 87 de M. Michel Jacquemin (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Soutenu par M. Bruno Durieux (p. 2093).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2094).

Amendement n° 88 de M. René Beaumont (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Soutenu par M. Charles Fèvre (p. 2093).

Observations : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2094).

Amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Observations : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2094).

Amendement n° 86 de M. Michel Jacquemin (hausse de la contribution patronale) (p. 2092) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Soutenu par M. Bruno Durieux (p. 2093).

Observations : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2094).

Amendement n° 73 de M. Bruno Durieux (hausse de la contribution patronale) (p. 2092) ; retiré (p. 2093).

Observations : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2094).

Amendement n° 89 de M. Jean Oehler (hausse de la contribution patronale) (p. 2093) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2095).

Observations : *Faure (Maurice) (G)* (p. 2094).

Amendement n° 60 de la commission de la production (mise en place d'un mécanisme de fixation du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 2095) ; vote réservé après rectification en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2095).

Soutenu par M. Jean Oehler (p. 2095).

Contre : *Anciant (Jean)* (p. 2095) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2095).

Article 65 (prolongation de cinq ans de la dotation spécifique aux agglomérations nouvelles en matière d'équipement) (p. 2095) ; adopté (p. 2095).

II. - Routes.

Examen du fascicule [10 novembre 1988] (p. 2096).

Aménagement du territoire et constructions routières et autoroutières (rééquilibrage) : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2097) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2102).

Antenne de Balbigny : *Clément (Pascal)* (p. 2099).

Crédits (montant, répartition, évolution) : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2097) ; *Rodet (Alain)* (p. 2098) ; *Clément (Pascal)* (p. 2099) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2100, 2101).

Essence (prix) : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096).

Ile-de-France (réseau autoroutier en) : *Devedjian (Patrick)* (p. 2098).

Investissement routier (rôle économique) : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2098) ; *Clément (Pascal)* (p. 2099) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2100).

Ouest et Nord de la France (développement du réseau routier et autoroutier de l') : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096, 2097) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2097).

Schéma routier de 1987 (financement et délais de réalisation des différents axes routiers et autoroutiers) : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096) ; *Fleury (Jacques)* (p. 2097) ; *Rodet (Alain)* (p. 2097, 2098) ; *Rochebloine (François)* (p. 2100) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2101).

Sécurité routière et entretien des routes : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2098) ; *Rochebloine (François)* (p. 2100) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2102, 2103).

Sociétés autoroutières (concessions) : *Rodet (Alain)* (p. 2098) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2102).

Tarentaise (aménagement de la) : *Rochebloine (François)* (p. 2100) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2101).

Trafic européen et place de la France : *Mexandeau (Louis)* (p. 2096) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2099) ; *Rochebloine (François)* (p. 2100) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2102).

Procédure des questions (p. 2103).

Autoroute A 5 et sa liaison avec l'autoroute A 6 : *Auberger (Philippe)* (p. 2110) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2110).

Autoroute A 14 : *Jonemann (Alain)* (p. 2106) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2106).

Autoroutes A 16 et A 29 (construction des) : *Dessein (Jean-Claude)* (p. 2104) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2104).

Autoroute Calais-Bayonne : *Goulet (Daniel)* (p. 2111) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2111).

Bassin d'Aurillac et Routes Nationales 120 et 122 : *Coussain (Yves)* (remplacé par M. Gérard Longuet) (p. 2107) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2107).

Cantal (désenclavement du - notamment par l'aménagement des routes nationales 120 et 122) : *Raynal (Pierre)* (remplacé par M. Philippe Auberger) (p. 2105) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2105).

Champagne-Ardenne (investissements routiers en) : *Bouquet (Jean-Pierre)* (remplacé par M. Jacques Guyard) (p. 2103) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2103).

Croisement de la route Nationale 20 et de l'autoroute A 89 : *Rodet (Alain)* (p. 2103) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2103).

Déviations de Yutz : *Demange (Jean-Marie)* (p. 2113) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2113).

Haguenau (contournement de) : *Schreiner (Bernard)* (remplacé par M. Jean-Marie Demange) (p. 2113) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2113).

Ile-de-France (construction et financement de la « Francilienne » et de l'autoroute A 86) : *Guyard (Jacques)* (p. 2108) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2108).

Le Havre (voies d'accès) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 2112) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2112).

Liaison Rouen-Chartres-Orléans : *Loncle (François)* (remplacé par M. Jacques Guyard) (p. 2109) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2109).

Liaison Strasbourg-Lauterbourg : *Grussenmeyer (François)* (p. 2104) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2105).

Lille (rocade Nord-Ouest) : *Durieux (Bruno)* (p. 2107) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2108).

Limousin (réseau routier et notamment Routes nationales 20 et 145) : *Rimareix (Gaston)* (p. 2112) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2112).

Longwy (désenclavement de) : *Longuet (Gérard)* (p. 2106) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2106).

Nord-Pas-de-Calais (développement des infrastructures routières et autoroutières) : *Derosier (Bernard)* (p. 2108) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2108).

Nord-Pas-de-Calais (financement des programmes routiers inscrits dans le Plan Etat-région) : *Bataille (Christian)* (remplacé par M. Marcel Dehoux) (p. 2111) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2111).

Pont de Normandie (construction des voies d'accès) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 2110) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2110).

Rocade Nord-Lorraine : *Dehoux (Marcel)* (p. 2111) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2111).

Route Nationale 9 : *Godfrain (Jacques)* (remplacé par M. Daniel Goulet) (p. 2109) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2109).

Route Nationale 157 : *Desanlis (Jean)* (p. 2107) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2107).

Tracé Courtenay-Orléans : *Auberger (Philippe)* (p. 2110) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2110).

Travaux préalables au classement de certaines routes en Alsace : *Grussenmeyer (François)* (p. 2105) ; *Faure (Maurice) (G)* (p. 2105).

Vote des crédits (p. 2113).

Abstention du groupe U.D.C. : *Durieux (Bruno)* (p. 2115).

Abstention du groupe U.D.F. : *Deprez (Léonce)* (p. 2115).

Investissements routiers : *Durieux (Bruno)* (p. 2114) ; *Deprez (Léonce)* (p. 2115) ; *Malandain (Guy)* (p. 2115).

Politique du logement : *Durieux (Bruno)* (p. 2114) ; *Deprez (Léonce)* (p. 2115) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2115) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2115).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Tiberi (Jean)* (p. 2115).

Vote contre du groupe communiste : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2115).

Vote pour du groupe socialiste : *Malandain (Guy)* (p. 2115).

Etat B, titre III (réduction des crédits) : adopté au scrutin public (p. 2115).

Etat B, titre IV (réduction des crédits) : adopté au scrutin public (p. 2115).

Etat C, titre V : adopté (p. 2115).

Logement dans les départements et territoires d'outre-mer (effort pour le) : *Malandain (Guy)* (p. 2115) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2115).

Etat C, titre VI : adopté (p. 2115).

Etat D, titre III : adopté (p. 2115).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Tourisme.

Examen du fascicule [27 octobre 1988] (p. 1511).

Aménagement du territoire et crédits du FIAT et du FIDAR : *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Tardito (Jean)* (p. 1514) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1518).

Chèques-vacances : *Tardito (Jean)* (p. 1514).

Contrats de plan Etat-régions : *Rodet (Alain)* (p. 1511, 1512) ; *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1515) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516, 1517) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1520).

Coopération interministérielle en faveur du tourisme : *Rodet (Alain)* (p. 1511) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1518) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519).

Crédits (montant et répartition des) : *Rodet (Alain)* (p. 1511) ; *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1514) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1515, 1516) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519).

Déplacements du ministre chargé du Tourisme : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516).

Droit aux vacances : *Tardito (Jean)* (p. 1513) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519).

Étalement des congés : *Geng (Francis)* (p. 1513) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1517) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1518).

Fiscalité (et notamment T.V.A.) : *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1519) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519, 1520).

Formation aux professions touristiques : *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1514, 1515) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1517) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1518) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1518) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1520).

Handicapés (accueil des) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1517).

Jumelage (rôle des comités de) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1517).

Ministère du tourisme (création d'un) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1515, 1516) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519).

Modernisation en vue de donner au tourisme une dimension européenne : *Geng (Francis)* (p. 1513) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1520).

Poids économique du tourisme : *Rodet (Alain)* (p. 1511) ; *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Tardito (Jean)* (p. 1513) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1515) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1518) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1519) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519, 1520).

Promotion touristique et Maison de la France : *Rodet (Alain)* (p. 1511) ; *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1514) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1517, 1518) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1518) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1520).

Rang du tourisme français : *Rodet (Alain)* (p. 1511) ; *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1514) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1517).

Statistiques (importance des données) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1517) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1520).

Tourisme social et associatif (capacité d'accueil du) : *Rodet (Alain)* (p. 1511) ; *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Tardito (Jean)* (p. 1513, 1514) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1515) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516, 1517) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519).

Tourisme vert : *Geng (Francis)* (p. 1512) ; *Isaac-Sibille (Bernadette)* (p. 1514, 1515) ; *Mignon (Jean-Claude)* (p. 1516, 1517) ; *Royal (Ségolène)* (p. 1518) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1519).

Visas (révision de la réglementation des) : *Geng (Francis)* (p. 1513).

Procédures des questions (p. 1521).

Bicentenaire (opérations menées à l'occasion du) : *Beaufils (Jean)* (p. 1527) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1527).

Chèques-vacances : *Alquier (Jacqueline)* (p. 1526) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1526).

Collectivités locales (effort financier des - en faveur du tourisme) : *Ehrmann (Charles)* (p. 1522) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1523).

Contrats de plan Etat-régions : *Guellec (Ambroise)* (remplacé par Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 1521) ; *Blanc (Jacques)* (p. 1521, 1522) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1522, 1525) ; *Lambert (Michel)* (p. 1524).

Départements et territoires d'outre-mer (déplacements du ministre du tourisme dans les) : *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1521).

Emploi saisonnier : *Migaud (Didier)* (p. 1525) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1525).

Europe (adaptation au marché unique européen) : *Hollande (François)* (p. 1513) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1523, 1524).

Formation aux métiers du tourisme : *Pistre (Charles)* (p. 1525, 1526) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1526).

Hôteliers (problèmes des) : *Daugreilh (Martine)* (p. 1523) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1523).

Jeux Olympiques d'Albertville et essor des stations de sports d'hiver : *Meylan (Michel)* (p. 1525) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1525).

Littoral (contrats de station littorale) : *Guellec (Ambroise)* (remplacé par Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 1521) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1521).

Promotion touristique et Maison de la France : *Blanc (Jacques)* (p. 1521) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1521, 1524, 1527) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (remplacé par M. Jean Beaufils) (p. 1524) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1526, 1527).

Taxe sur la valeur ajoutée (taux de la - applicable à l'hôtellerie et aux locations de voiture) : *Salles (Rudy)* (remplacé par M. Charles Ehrmann) (p. 1522) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1522, 1523).

Tourisme vert : *Sueur (Jean-Pierre)* (remplacé par M. Jean Beaufils) (p. 1524) ; *Lambert (Michel)* (p. 1524) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1524, 1525) ; *Migaud (Didier)* (p. 1525).

Visas (aménagement de la politique des) : *Salles (Rudy)* (remplacé par M. Charles Ehrmann) (p. 1522) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1523).

Vote des crédits (p. 1527).

Crédits inscrits à la ligne « Industrie et aménagement du territoire », voir Industrie et aménagement du territoire. [Crédits réservés, adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2543)].

Etat B, titre III : amendement n° 19 de M. Paul Lombard (réduction des crédits) : rejeté (p. 1528).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 1528).

Promotion touristique (harmonisation des actions de) : *Rodet (Alain)* (p. 1527) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1528).

Tourisme social (mesures en faveur du) : *Tardito (Jean)* (p. 1527) ; *Stirn (Olivier)* (G) (p. 1527).

Commerce et artisanat.

Examen du fascicule [27 octobre 1988] (p. 1531).

Apprentissage et formation professionnelle : *Griotteray (Alain)* (p. 1532) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Brune (Alain)* (p. 1535) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 1537) ; *Farran (Jacques)* (p. 1539) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1541, 1542).

Assistance technique et économique aux commerçants et artisans : *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Chambres de métiers et chambres de commerce et d'industrie : *Griotteray (Alain)* (p. 1532, 1533) ; *Brune (Alain)* (p. 1536) ; *Farran (Jacques)* (p. 1539) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1541).

Commerce de gros : *Griotteray (Alain)* (p. 1531) ; *Brune (Alain)* (p. 1536) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Concurrence et pratiques tarifaires : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 1537) ; *Tardito (Jean)* (p. 1538) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1541).

Contrats de plan « Etat-régions » : *Griotteray (Alain)* (p. 1533) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1541).

Création d'entreprises (mesures incitatives à la) : *Brune (Alain)* (p. 1535) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540).

Crédits (montant et répartition des) : *Griotteray (Alain)* (p. 1531) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1533) ; *Brune (Alain)* (p. 1535) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 1536) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1539, 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1541).

Embauche (incitation à l'— du premier salarié) : *Brune (Alain)* (p. 1535) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1543).

Gestion (initiation à la) : *Griotteray (Alain)* (p. 1533) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Information des commerçants et artisans : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1533, 1534) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Libération des prix : *Dhinnin (Claude)* (p. 1536).

Loi Royer : *Dhinnin (Claude)* (p. 1536) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Marché unique européen (préparation au) : *Dhinnin (Claude)* (p. 1537) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Ouverture des magasins les dimanches et jours fériés : *Griotteray (Alain)* (p. 1531) ; *Tardito (Jean)* (p. 1538) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538).

Prêts bonifiés en faveur des artisans : *Griotteray (Alain)* (p. 1531) ; *Brune (Alain)* (p. 1535) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1542).

Protection sociale des commerçants et artisans : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Tardito (Jean)* (p. 1537) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538) ; *Doubin (François)* (p. 1543).

Statistiques et collectes d'informations : *Griotteray (Alain)* (p. 1532) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534).

Statut fiscal et social des conjoints des commerçants et artisans : *Griotteray (Alain)* (p. 1533) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Tardito (Jean)* (p. 1537) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540).

Transmission des entreprises : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Farran (Jacques)* (p. 1539) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540).

Zones sensibles et rurales (maintien du commerce en) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1534) ; *Brune (Alain)* (p. 1535) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 1537) ; *Farran (Jacques)* (p. 1538, 1539) ; *Jacquemin (Michel)* (p. 1540) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1541).

Procédure des questions (p. 1543).

Artisan et maître artisan (reconnaissance du titre d') : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1546) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1546).

Assistance technique (financement de l') : *Rodet (Alain)* (p. 1544) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1544).

Chambres de commerce et d'industrie (taux de l'impôt additionnel à la taxe professionnelle) : *Pourchon (Maurice)* (p. 1547) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1547).

Chambres de métiers (ressources des) : *Jacquemin (Michel)* (p. 1546, 1547) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1547).

« Commerce 1990 » (financement des opérations) : *Estève (Pierre)* (p. 1544) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1544, 1545).

Commerce non sédentaire : *Micaux (Pierre)* (remplacé par M. Paul-Louis Tenaillon) (p. 1546) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1546).

Maître d'apprentissage (délivrance du titre de) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 1546) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1546).

Milieu rural (maintien ou installation de commerçants et artisans en) : *Vidal (Joseph)* (p. 1543) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1543, 1544).

Ouverture le dimanche des commerces de détail : *Estève (Pierre)* (p. 1544) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1545).

Transmission des entreprises : *Daugreilh (Martine)* (p. 1545) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1545).

Travail clandestin (lutte contre le) : *Suchod (Michel)* (remplacé par Alain Rodet) (p. 1547).

Urbanisme commercial : *Micaux (Pierre)* (remplacé par M. Paul-Louis Tenaillon) (p. 1545) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1545, 1546).

Vote des crédits.

Crédits inscrits à la ligne « Industrie et aménagement du territoire », voir Industrie et Aménagement du territoire. [Crédits réservés, adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2543)].

Article 67 (maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers) : amendement n° 16 de M. Jean Tardito (de suppression) : rejeté ; amendement n° 13 de M. Alain Richard (augmentation du droit fixe) : adopté ;
- article 67, ainsi modifié : adopté (p. 1548).

Chambres des métiers (interventions des) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 1548) ; *Doubin (François)* (G) (p. 1548).

Industrie.

Examen du fascicule [9 novembre 1988] (p. 1977).

A.N.V.A.R (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1995).

Capitaux spéculatifs : *Rimbault (Jacques)* (p. 1986).

Charbonnages et zones minières : *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1986, 1987) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993).

Collectivités locales (soutien aux actions économiques des) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1977) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1995).

Commercialisation des produits : *Spiller (Christian)* (p. 1988).

Commissariat à l'énergie atomique : *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1987) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1994).

Conjoncture économique : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1977) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1982) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1984) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1986) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1992).

Construction navale : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ;

Madelin (Alain) (p. 1980) ; *Borotra (Franck)* (p. 1984) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993).

Contrats de plan Etat-régions : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1977).

Conversion industrielle : *Madelin (Alain)* (p. 1981) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1984, 1985) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993).

Création d'entreprises (aides publiques à la) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978).

Crédits de politique industrielle : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1977) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1981) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1986) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993).

Délocalisation des entreprises : *Billardon (André)* (p. 1982) ; *Spiller (Christian)* (p. 1988).

Echanges industriels (déficit des) : *Billardon (André)* (p. 1981, 1982) ; *Borotra (Franck)* (p. 1984) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1984) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1986) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1992).

E.D.F. (endettement d') : *Rimbault (Jacques)* (p. 1987).

Electronique (secteur) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1994).

Energie (économies d') : *Borotra (Franck)* (p. 1984) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1994).

Entreprises publiques : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1982) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983, 1984) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993, 1994).

Fiscalité (mesures fiscales et financières en faveur des entreprises) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1977) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Madelin (Alain)* (p. 1981) ; *Billardon (André)* (p. 1982) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983, 1984) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1984, 1985) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993, 1995).

Industrie automobile : *Rimbault (Jacques)* (p. 1986).

Industrie chimique : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978).

Industrie textile : *Durieux (Bruno)* (p. 1986) ; *Spiller (Christian)* (p. 1987, 1988) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993).

Innovation et recherche (aide à l') : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1981) ; *Borotra (Franck)* (p. 1985) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1987) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1994).

Investissement immatériel : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1994).

Investissement productif (insuffisance de l') : *Rimbault (Jacques)* (p. 1986, 1987).

Marché unique européen de 1992 (préparation au) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Mas (Roger)* (p. 1978, 1979) ; *Madelin (Alain)* (p. 1981) ; *Billardon (André)* (p. 1981) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1986) ; *Spiller (Christian)* (p. 1988) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993).

Mission de M. Jacques Roger-Machart aux Etats-Unis (conclusions tirées de la) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978).

Normalisation (enjeu européen de la - et subvention aux organismes chargés de la) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Mas (Roger)* (p. 1978, 1979) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1981) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1994).

Petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries (PME-PMI) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1993, 1994).

Politique industrielle menée de 1986 à 1988 : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1977) ; *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1981) ; *Borotra (Franck)* (p. 1983).

Potentiel humain (importance du) : *Billardon (André)* (p. 1982) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 1987).

Prévision économique : *Billardon (André)* (p. 1983).

Privatisations : *Madelin (Alain)* (p. 1981) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985).

Renault : *Madelin (Alain)* (p. 1980) ; *Billardon (André)* (p. 1981) ; *Borotra (Franck)* (p. 1984) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985).

Restructurations industrielles : *Mas (Roger)* (p. 1979) ; *Billardon (André)* (p. 1982) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1992).

Secteur secondaire (mutation du) : *Durieux (Bruno)* (p. 1984).

Sidérurgie : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1978) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1985, 1986).

Vosges (déclin industriel des) : *Spiller (Christian)* (p. 1987).

Procédure des questions (p. 1988, 2012, 2027).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) (rôle de l') : *Léron (Roger)* (p. 2022) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2022, 2023).

Agence nationale pour la création d'entreprises (A.N.C.E) et opération « points chance » : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2020) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2020, 2021) ; *Léron (Roger)* (p. 2021).

Angers (implantation d'un constructeur japonais d'automobiles à) : *Bachelot (Roselyne)* (p. 1990) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1990).

Aube (situation du secteur de la bonneterie dans le département de l') : *Cartelet (Michel)* (p. 2013) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2013, 2014).

Centre électronique Brest-Morlaix : *Jacq (Marie)* (p. 2027) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2027).

Charbon (taux de TVA applicable au - domestique) : *Metzinger (Charles)* (p. 2019) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2020).

Charbonnages de France (distinction entre dépenses d'exploitation et dépenses de nature sociale) : *Metzinger (Charles)* (p. 2019) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2020).

Chaussure (charges fiscales et sociales pesant sur l'industrie de la) : *Durand (Georges)* (p. 1995, 1996) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1996).

Construction navale : *Dieulangard (Marie-Madeleine)* (p. 2013) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2013, 2016) ; *Tardito (Jean)* (p. 2016).

Contrats de plan Etat-régions : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2020) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2020).

Délocalisation de l'industrie textile : *Fleury (Jacques)* (remplacé par M. Jacques Becq) (p. 2014) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2014, 2015) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 2015).

E.D.F. (exportation d'électricité) : *Cartelet (Michel)* (p. 2018) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2019).

E.D.F. (incitation aux usages industriels de l'électricité) : *Cartelet (Michel)* (p. 2018) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2018).

Electroménager (respect des conditions normales de concurrence dans le secteur de l') : *Geng (Francis)* (p. 2018) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2018).

Entreprises publiques (rôle dans l'aménagement du territoire) : *Bachy (Jean-Paul)* (p. 2023) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2023, 2027) ; *Jacq (Marie)* (p. 2027, 2028).

Ile-de-France (perte d'emplois industriels en) : *Pierna (Louis)* (p. 2016, 2017) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2017).

Industrie aéronautique (programme Airbus) : *Montdargent (Robert)* (remplacé par Mme Muguette Jacquaint) (p. 2017) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2017).

Industrie chimique (restructuration de l') : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 2021, 2022) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2022).

Industrie ferroviaire (conséquences pour le Valenciennois de la régression de l') : *Bataille (Christian)* (p. 2020, 2021) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2021).

Industrie textile (difficultés des sous-traitants dans la région Centre) : *Doligé (Eric)* (p. 1991) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1991).

Industrie textile et habillement : *Doligé (Eric)* (p. 1991) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1991, 2013, 2014, 2015, 2016) ; *Cartelet (Michel)* (p. 2013) ; *Fleury (Jacques)* (remplacé par M. Jacques Becq) (p. 2014) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 2015).

La Ciotat (chantiers navals de) : *Tardito (Jean)* (p. 2016) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2016).

Lacq (reconversion du bassin de) : *Labarrère (André)* (p. 1992) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1992).

Noguères (reconstruction à - d'une unité d'électrolyse) : *Labarrère (André)* (p. 1991, 1992) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1992).

Normalisation : *Gaillard (Claude)* (p. 1996) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1996, 1997).

Plans productiques : *Bataille (Christian)* (p. 2021) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2021).

P.M.E. (information des) : *Bouquet (Jean-Pierre)* (p. 2019) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2019).

P.M.E. (transmission des) : *Doligé (Eric)* (p. 1988) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1988, 1989).

Potasse (marché mondial de la) : *Baeumler (Jean-Pierre)* (p. 2022) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2022).

Saint-Nazaire (chantiers navals de) : *Dieulangard (Marie-Madeleine)* (p. 2013) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 2013).

Sidérurgie : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1989) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1990).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Blum (Roland)* (p. 1995) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1995).

Usinor-Sacilor (indemnisation des petits actionnaires d' - spoliés en 1986) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1989) ; *Fauroux (Roger)* (G) (p. 1990).

Vote des crédits (p. 2028)

Crédits inscrits à la ligne « Industrie et aménagement du territoire », mis aux voix à la suite de l'examen des crédits du ministère délégué, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions [crédits réservés, adoptés le 18 novembre 1988] (p. 2543).

Etat B, titre III : amendement n° 61 de M. Jacques Rimbault (réduction des crédits) : retiré.

Agents contractuels (ajournement de la discussion des problèmes des) : Rimbault (Jacques) (p. 2028) ; Fauroux (Roger) (G) (p. 2028).

Droits syndicaux (entrave à l'exercice des) : Rimbault (Jacques) (p. 2028) ; Fauroux (Roger) (G) (p. 2028).

Industrie textile (délocalisation de l') : Rimbault (Jacques) (p. 2028) ; Fauroux (Roger) (G) (p. 2028).

Etat C, titre VI : amendement n° 80 de M. Bruno Durieux (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré. Soutenu par M. Georges Chavanes (p. 2028).

Restructuration (réduction des opérations de) : Chavanes (Georges) (p. 2028, 2029) ; Fauroux (Roger) (G) (p. 2029).

Amendement n° 85 du gouvernement (montant des autorisations de programme et crédits de paiement) : adopté (p. 2029).

Fonds de redéveloppement industriel (augmentation de la dotation du - par prélèvement de crédits sur les actions de restructuration industrielle) : Fauroux (Roger) (G) (p. 2029).

Amendement n° 81 corrigé de M. Bruno Durieux (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : rejeté (p. 2030). Soutenu par M. Georges Chavanes.

Fonds de l'innovation industrielle (dualité entre le - et l'ANVAR) : Chavanes (Georges) (p. 2029) ; Fauroux (Roger) (G) (p. 2029, 2030).

Article 66 (revalorisation du montant des redevances auxquelles sont assujettis les exploitants des installations nucléaires de base) : adopté.

Aménagement du territoire.

Examen du fascicule [9 novembre 1988] (p. 2030).

Aménagement du territoire (politique globale d') : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2030, 2031) ; Dinét (Michel) (p. 2032) ; Chavanes (Georges) (p. 2033) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037).

Bureaux (construction de - en Ile-de-France) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Balkany (Patrick) (p. 2036).

Centres urbains (création d'un réseau de villes) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2030) ; Dinét (Michel) (p. 2033) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038).

Contrats de plan Etat-régions : Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Balkany (Patrick) (p. 2035) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038, 2039).

Coopération intercommunale : Dinét (Michel) (p. 2033).

Crédits (montant et répartition des) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2030) ; Dinét (Michel) (p. 2032) ; Chavanes (Georges) (p. 2033) ; Rimareix (Gaston) (p. 2035) ; Balkany (Patrick) (p. 2035) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038).

Décentralisation régionale : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037, 2038, 2039).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : Dinét (Michel) (p. 2032) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Balkany (Patrick) (p. 2035) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2039).

Développement économique local : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Dinét (Michel) (p. 2033) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037, 2038, 2039).

Europe (contexte européen de la politique d'aménagement) : Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037, 2038).

Fiscalité locale : Dinét (Michel) (p. 2033) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Balkany (Patrick) (p. 2036).

Fonds de redéveloppement industriel (création du) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Dinét (Michel) (p. 2032).

Fonds d'intervention, de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2030) ; Dinét (Michel) (p. 2032) ; Chavanes (Georges) (p. 2034) ; Balkany (Patrick) (p. 2035) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038, 2039).

Fonds interministériels contribuant à la politique d'aménagement du territoire : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Dinét (Michel) (p. 2032) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037, 2039).

Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales (FRILE) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Dinét (Michel) (p. 2032) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2039).

Groupement interministériel de restructuration des zones minières (GIRZOM) : Chérèque (Jacques) (G) (p. 2039).

Ile-de-France (aménagement de l') : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Balkany (Patrick) (p. 2036) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038).

Infrastructure (équipements d') : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2031) ; Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Balkany (Patrick) (p. 2036) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038, 2039).

Localisation des entreprises (aide à la) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2030, 2031) ; Chavanes (Georges) (p. 2033).

Lorraine (fonds d'industrialisation de la) : Chérèque (Jacques) (G) (p. 2039).

Petites et moyennes entreprises (PME) : Chavanes (Georges) (p. 2033) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2039).

Planification : Rimareix (Gaston) (p. 2034) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037).

Primes d'aménagement du territoire (PAT) : Balligand (Jean-Pierre) (p. 2030) ; Dinét (Michel) (p. 2032) ; Chavanes (Georges) (p. 2033) ; Balkany (Patrick) (p. 2035) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038).

Zones industrielles en cours de reconversion : Dinét (Michel) (p. 2032) ; Balkany (Patrick) (p. 2035) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2037, 2038, 2039).

Zones rurales : Dinét (Michel) (p. 2032) ; Chavanes (Georges) (p. 2033) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2038, 2039).

Procédure des questions (p. 2039).

Ardennes (projets transfrontaliers intéressant les) : Bachy (Jean-Paul) (p. 2049) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2049).

Bretagne (engagements de l'Etat en matière d'infrastructures en) : Miossec (Charles) (p. 2046) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2046, 2047).

Cantons ruraux (implantation de petits ateliers dans les) : Chavanes (Georges) (p. 2040, 2041) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2041).

Développement économique local (coordination des actions en faveur du) : Gatel (Jean) (p. 2048) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2048).

Groupement interministériel de restructuration des zones minières (GIRZOM) : Wacheux (Marcel) (p. 2047) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2047).

Liaison routière La Rochelle-Sainte-Hermine : Branger (Jean-Guy) (p. 2042) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2042).

Localisation des entreprises et prime d'aménagement du territoire (PAT) : Jacquemin (Michel) (p. 2039, 2040) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2040, 2043) ; Gaillard (Claude) (p. 2042, 2043).

Lorraine (fonds d'industrialisation de la) : Longuet (Gérard) (p. 2043) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2043, 2044).

Marché unique européen (préparation du) : Estève (Pierre) (p. 2048) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2048).

Massif central (aménagement des zones rurales et de montagne) : Proriot (Jean) (p. 2042) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2042).

Massif central (révision de l'affectation des crédits du FEDER) : Barrot (Jacques) (p. 2040) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2040).

Nord - Pas-de-Calais (bassin minier) : Kucheida (Jean-Pierre) (p. 2047) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2047).

Nord - Pas-de-Calais (répartition des PAT entre les régions) : Battisti (Umberto) (p. 2048, 2049) ; Chérèque (Jacques) (G) (p. 2049).

Paris et Ile-de-France (construction de bureaux à) : *Le Guen (Jean-Marie)* (p. 2044) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2044, 2045).

Paris et Ile-de-France (déséquilibre entre l'Est et l'Ouest) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 2045) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2045).

Pays de Loire (désenclavement routier des) : *Bachelot (Rose-lyne)* (p. 2045) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2045).

Pyrénées-Orientales (renforcement de la capacité économique des - et des zones frontalières) : *Barate (Claude)* (p. 2045, 2046) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2046, 2048) ; *Estève (Pierre)* (p. 2048).

Tourisme rural (développement du) : *Geng (Francis)* (p. 2041) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2041).

Ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau : *Colombier (Georges)* (p. 2043) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2043).

Vote groupé des budgets de l'industrie, du tourisme, du commerce et de l'artisanat, et de l'aménagement du territoire : vote hostile du groupe UDC : *Chavanes (Georges)* (p. 2047).

Zones rurales et de montagne (désertification des) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2044) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2044).

Vote des crédits (p. 2049).

Crédits inscrits à la ligne « Industrie et aménagement du territoire »

Titres III, IV, V, VI du budget de l'industrie et de l'aménagement du territoire : réserve du vote (p. 2049). [Crédits adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2543, 2544, 2545).]

Après l'article 66 :

Discussion commune des amendements n° 83 et 82.

Amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Balligand (variation, selon les périmètres considérés, du montant de la redevance due par m² de surface utile de plancher, prévue à l'article L. 520-3 du code de l'urbanisme) : retiré (p. 2051).

Amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Balligand (perception en Ile-de-France d'une redevance sur l'occupation des locaux à usage de bureaux) : retiré (p. 2051).

Compte d'affectation spéciale (création d'un) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2050) ; *Balkany (Patrick)* (p. 2051).

Ile-de-France (construction de bureaux en) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2050, 2051) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2050) ; *Balkany (Patrick)* (p. 2051).

Surtaxe des entreprises : *Balkany (Patrick)* (p. 2051).

Amendement n° 68 de M. François d'Aubert (perception en Ile-de-France d'une redevance sur l'occupation des locaux à usage de bureaux) : rejeté au scrutin public (p. 2053).

Budget de l'aménagement du territoire (recettes procurées par l'amendement n° 68) : *Aubert (François d')* (p. 2051, 2052).

Entreprises (modicité de la charge supportée par les) : *Aubert (François d')* (p. 2052).

Ile-de-France (rééquilibrage de l') : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 2052).

Rapport de M. Voisard : *Aubert (François d')* (p. 2052) ; *Chérèque (Jacques)* (G) (p. 2052).

INTERIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1988] (p. 2297, 2334).

Budget des collectivités locales :

- action sociale des communes : *Tardito (Jean)* (p. 2309) ;
- caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298) ; *Tardito (Jean)* (p. 2309) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335) ;
- conseil national des impôts (rapport du - sur le) : *Tardito (Jean)* (p. 2310) ;
- contrôle financier : *Clément (Pascal)* (p. 2299) ;
- dépenses de fonctionnement et d'équipement des collectivités locales : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298) ;
- emprunts des collectivités locales : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298) ; *Tardito (Jean)* (p. 2309) ;
- fonctionnaires et agents des collectivités locales : *Clément (Pascal)* (p. 2299, 2300) ; *Tardito (Jean)* (p. 2309) ;

- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (compétence du département en matière de) : *Clément (Pascal)* (p. 2300) ;
- tarifs publics locaux : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298).

Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales :

- dotation de compensation de la taxe professionnelle (D.C.T.P.) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2297) ;
- dotation globale de décentralisation (D.G.D.) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ; *Tardito (Jean)* (p. 2309) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2312) ;
- dotation globale d'équipement (D.G.E.) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2297, 2298) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ;
- dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2297) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307) ; *Tardito (Jean)* (p. 2309) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2312) ;
- dotation régionale d'équipement scolaire (D.R.E.S.) : *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2312) ;
- fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307) ; *Couanau (René)* (p. 2312) ;
- fonds national de péréquation de la taxe professionnelle : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2297).

Continuité territoriale : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2337).

Corps préfectoral : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335, 2337).

Décentralisation (mise en œuvre de la) : *Tardito (Jean)* (p. 2309) ; *Couanau (René)* (p. 2312) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2336).

Elections (notamment - cantonales) : *Clément (Pascal)* (p. 2299) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335).

Fiscalité locale :

- allègements de certains droits : *Tardito (Jean)* (p. 2309) ;
- coopération intercommunale et - : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298, 2299) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2305) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2314) ;
- réforme de la - : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335).
- taxe professionnelle : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2299) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335) ;
- valeurs foncières locatives (révision des) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 2298) ; *Clément (Pascal)* (p. 2300) ; *Tardito (Jean)* (p. 2310) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335).

Libertés publiques et droits de l'homme (protection des - par le ministère de l'intérieur) : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2336).

Police :

- appelés du contingent effectuant leur service dans la - : *Bèche (Guy)* (p. 2301) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2339, 2342) ;
- effectifs et déroulement de carrière des personnels de la - : *Bèche (Guy)* (p. 2301, 2302) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Cuq (Henri)* (p. 2308) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2334, 2338, 2342) ;
- équipements et moyens : *Bèche (Guy)* (p. 2302) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303, 2304) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ;
- et population (rapprochement entre) : *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2339) ;
- formation des personnels : *Bèche (Guy)* (p. 2302) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335, 2337, 2341, 2342) ;
- immobilier (renovation des commissariats) : *Suchod (Michel)* (p. 2304) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2339) ;
- logement des personnels de la - : *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ;
- plan de modernisation de la - (et application de la loi du 7 août 1985) : *Bèche (Guy)* (p. 2301) ; *Suchod (Michel)* (p. 2302, 2303) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2305) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2337) ;
- municipale : *Marchand (Philippe)* (p. 2307) ; *Cuq (Henri)* (p. 2308) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2339) ;
- scientifique et technique : *Bèche (Guy)* (p. 2302) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Cuq (Henri)* (p. 2308) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2341) ;
- structures de la - : *Bèche (Guy)* (p. 2301) ; *Suchod (Michel)* (p. 2302) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2342).

Sécurité :

- accidents (au cours d'activités nautiques et baignades) : *Pasquini (Pierre)* (p. 2305) ;
- crédits (montant et répartition des) : *Bêche (Guy)* (p. 2301) ; *Suchod (Michel)* (p. 2302) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2305) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307) ; *Delattre (Francis)* (p. 2310) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2337) ;
- criminalité et délinquance (évolution des différentes formes de la) : *Bêche (Guy)* (p. 2301, 2302) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Cuq (Henri)* (p. 2308) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2340, 2341) ;
- disparitions de personnes : *Pasquini (Pierre)* (p. 2305) ;
- immigrations clandestines et contrôles aux frontières : *Clément (Pascal)* (p. 2299) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Cuq (Henri)* (p. 2308) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2340, 2341) ;
- prévention de la délinquance : *Bêche (Guy)* (p. 2302) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2339) ;
- sécurité routière : *Pasquini (Pierre)* (p. 2305) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2305, 2339, 2340) ; *Delattre (Francis)* (p. 2311).

Sécurité civile :

- appelés du contingent (participation d' - à la lutte contre les incendies) : *Pasquini (Pierre)* (p. 2304) ;
- crédits (montant et répartition des) : *Bêche (Guy)* (p. 2302) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 2304) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335) ;
- loi du 22 juillet 1987 portant réorganisation de la - : *Pasquini (Pierre)* (p. 2304) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307) ; *Delattre (Francis)* (p. 2311) ;
- matériels et équipements : *Bêche (Guy)* (p. 2302) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 2304) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307) ; *Couanau (René)* (p. 2311) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335) ;
- prévention des risques : *Bêche (Guy)* (p. 2302) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 2304) ;
- sapeurs pompiers de Paris : *Bêche (Guy)* (p. 2302) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2335) ;
- technologies modernes (risques liés au recours aux) : *Bêche (Guy)* (p. 2302).

* Terrorisme (et notamment au Pays Basque) : *Bêche (Guy)* (p. 2302) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Cuq (Henri)* (p. 2307, 2308) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2336, 2337, 2338) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 2238).

Toxicomanie (lutte contre la) : *Bêche (Guy)* (p. 2301) ; *Suchod (Michel)* (p. 2303) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2306) ; *Cuq (Henri)* (p. 2308) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2341).

Tribunaux administratifs : *Clément (Pascal)* (p. 2299).

Procédure des questions (p. 2312, 2342, 2351).

Acte unique européen (préparation des collectivités territoriales à l'application de l') : *Derosier (Bernard)* (p. 2364) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2364).

Appelés du contingent (détachement d' - dans les corps de sapeurs pompiers) : *Dessein (Jean-Claude)* (p. 2355) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2355).

Appelés du contingent effectuant leur service national dans la police : *Maheas (Jacques)* (p. 2354) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2354, 2355).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) (compensation des augmentations de cotisations payées par les collectivités locales à la) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2355) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2355, 2356).

Commissariats (crédits affectés à la rénovation) : *Maheas (Jacques)* (p. 2353, 2354) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2354).

Commissariats (ouverture des - vingt-quatre heures sur vingt-quatre et création de nouveaux - en fonction de l'urbanisation) : *Reymann (Marc)* (p. 2352) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2352, 2353).

Commission d'évaluation des charges (travaux) : *Blanc (Jacques)* (p. 2316) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2316).

Conseil d'Etat (transfert de la gestion des juridictions administratives) : *Migaud (Didier)* (p. 2343) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2343).

Coopération intercommunale : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2316) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2317).

Cours administratives d'appel (création de postes nécessaires) : *Migaud (Didier)* (p. 2343) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2343).

Cours administratives d'appel (critères présidant à l'implantation et candidature de Douai) : *Dolez (Marc)* (p. 2342, 2343) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2343).

Délinquance (communication aux maires de statistiques de victimes de la - en vue d'actions de prévention) : *Maheas (Jacques)* (p. 2354) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2354).

Dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) (effet sur les finances locales de l'harmonisation des taux de T.V.A. en Europe) : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 2317) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2317, 2318).

Dotation régionale d'équipement scolaire (D.R.E.S.) : *Blanc (Jacques)* (p. 2316) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2362) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2316, 2363).

Elu local (statut) : *Dolez (Marc)* (p. 2312, 2313) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2313).

Fonctionnaires et agents des collectivités territoriales : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2356, 2357) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2357, 2358, 2365) ; *Lapaire (Jean-Pierre)* (remplacé par M. Bernard Derosier) (p. 2364, 2365) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2365).

Fonction publique territoriale : *Derosier (Bernard)* (p. 2362) ; *Tabanou (Pierre)* (p. 2363, 2364) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2362, 2364).

Gendarmerie (rapports entre police et) : *Lemoine (Georges)* (p. 2343) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2344).

Guadeloupe (règlementation des jeux et fonctionnement des casinos de Gosier et de Saint-François) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2348) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2348).

Ilottage (développement) : *Reymann (Marc)* (p. 2352) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2353).

Juridictions administratives (application de la réforme adoptée en 1987) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2344, 2345) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2345).

Logement des fonctionnaires de police à Paris : *Maheas (Jacques)* (p. 2353, 2354) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2354).

Lycées et collèges (extension de la compensation de la T.V.A. aux subventions d'équipements versées aux) : *Derosier (Bernard)* (p. 2362) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2362, 2363).

Marchés négociés (relèvement du plafond des dépenses engagées par les maires sur les) : *Auroux (Jean)* (p. 2313) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2314).

Martinique (création nécessaire de commissariats de police) : *Lordinot (Guy)* (p. 2344) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2344).

Parcs départementaux de l'équipement (partage financier entre l'Etat et les collectivités territoriales) : *Peyronnet (Jean-Claude)* (p. 2317) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2317).

Pension de reversion des veuves de policier : *Brocard (Jean)* (remplacé par M. Pierre Micaux) (p. 2351) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2351, 2365).

Police municipale (rapports entre la police nationale et la) : *Lemoine (Georges)* (p. 2343) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2343, 2344).

Police nationale (méthodes répressives et antidémocratiques et réduction des moyens de prévention) : *Tardito (Jean)* (p. 2347) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2347, 2348).

Pompes funèbres : *Cacheux (Denise)* (p. 2358, 2359) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2359).

Sécurité civile (parc d'hélicoptères et personnels à la disposition de la) : *Bapt (Gérard)* (p. 2358) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2358).

Services fiscaux (fonctionnement et prise en compte des installations d'entreprises) : *Lapaire (Jean-Pierre)* (remplacé par M. Claude Miqueu) (p. 2360) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2361).

Strasbourg (insuffisance des effectifs et des locaux de police) : *Durr (André)* (p. 2346) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2346).

Taxe d'habitation : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2356) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2356).

Taxe professionnelle (affectation des bases en cas de crédit-bail) : *Lapaire (Jean-Pierre)* (remplacé par M. Claude Miqueu) (p. 2360) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2360).

Taxes directes locales : *Fleury (Jacques)* (p. 2359, 2360) ; *Bapt (Gérard)* (p. 2361) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2360, 2361, 2362).

Terrorisme (indemnisation des victimes) : *Lamassoure (Alain)* (p. 2351, 2352) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2352).

Thionville (commissariat) : *Demange (Jean-Marie)* (p. 2345) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2345, 2346).

Toulouse et grandes agglomérations (distorsion entre la croissance démographique de - et l'évolution des effectifs de police) : *Baudis (Dominique)* (p. 2353) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2353).

Val-de-Marne et Saint-Mandé (effectifs des policiers) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2346) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2347).

Villes centres (charges et répartition de la dotation spécifique) : *Auroux (Jean)* (p. 2313) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2314).

Villes centres (nouvelle définition et transfert d'une partie de l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) vers les) : *Ligot (Maurice)* (p. 2314, 2315) ; *Baylet (Jean-Michel)* (G) (p. 2315).

Vote des crédits (p. 2365).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 2366).
Amendement n° 14 de M. Jacques Brunhes (suppression du chapitre 37-62) : (p. 2366) : rejeté (p. 2366).

Financement public des partis et groupements politiques (suppression) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2365) ; *Bêche (Guy)* (p. 2365) ; *Joxe (Pierre)* (G) (p. 2365).

Titre IV : adopté (p. 2366).

Etat C, titre V : adopté (p. 2366).

Titre VI : adopté (p. 2366).

JUSTICE

Examen du fascicule [27 octobre 1988] (p. 1473).

Organisation du service public judiciaire :

- greffiers (suppression de postes de - et amélioration du régime indemnitaire) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1478) ; *Delattre (Francis)* (p. 1480) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1481) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1485) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 1489) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 1490) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1491, 1492) ;
- moyens matériels et équipement des juridictions (et notamment informatique) : *Asensi (François)* (p. 1476) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1481) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 1490) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1491, 1492, 1495).

Magistrats :

- statut et indépendance : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1482) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1494) ;
- effectifs : *Auberger (Philippe)* (p. 1475) ; *Asensi (François)* (p. 1476) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1484) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 1490) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1492) ;
- régime indemnitaire : *Auberger (Philippe)* (p. 1475) ; *Asensi (François)* (p. 1476) ; *Delattre (Francis)* (p. 1480) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1484) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 1489) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 1490).

Fonctionnement du service public judiciaire (généralités) :

- aide juridique : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1481) ;
- égalité d'accès à la justice (plafond de l'aide judiciaire, indemnité allouée aux avocats commis d'office) : *Asensi (François)* (p. 1476) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 1490) ;
- droits de la défense : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1482) ;
- délais d'instruction et de jugement : *Delattre (Francis)* (p. 1480) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1484) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1492) ;
- peines de substitution : *Delattre (Francis)* (p. 1479) ;
- contrôle judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1492) ;
- révision des jugements : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1483).

Administration pénitentiaire :

- entretien des établissements existants : *Auberger (Philippe)* (p. 1474, 1475) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1477) ; *Dray (Julien)* (p. 1487) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1494) ;
- effectifs et conditions de travail de l'administration pénitentiaire : *Auberger (Philippe)* (p. 1475) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1477) ; *Dray (Julien)* (p. 1487, 1488) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1493, 1494, 1495) ;
- milieu ouvert (rôle et missions du) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1477) ;
- détention provisoire : *Asensi (François)* (p. 1476) ; *Delattre (Francis)* (p. 1479) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1483) ;
- programme « 15 000 » (modifications apportées au) : *Auberger (Philippe)* (p. 1474) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1477) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1479) ; *Delattre (Francis)* (p. 1479) ;

Mazeaud (Pierre) (p. 1484, 1485) ; *Piat (Yann)* (p. 1485, 1486) ; *Dray (Julien)* (p. 1486, 1487) ; *Arpaillange (Gilbert)* (G) (p. 1491, 1492, 1493) ;

- politique de la santé en milieu carcéral : *Piat (Yann)* (p. 1486) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1491, 1494).

Amnistie (application de la loi du 20 juillet 1988) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1482) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1494).

Crédits (montant et répartition des) : *Auberger (Philippe)* (p. 1474) ; *Asensi (François)* (p. 1475, 1476, 1477) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1477, 1478) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1478, 1479) ; *Delattre (Francis)* (p. 1479) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1480) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1483, 1484) ; *Piat (Yann)* (p. 1485) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 1489) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 1490) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1493).

Education surveillée : *Asensi (François)* (p. 1476) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1477, 1478) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1481) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1485) ; *Piat (Yann)* (p. 1485) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1491, 1493, 1494).

Justice sociale : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1483).

Loi du 9 septembre 1986 (dite loi Pasqua) : *Asensi (François)* (p. 1477) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 1483) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1494).

Ordre de la Légion d'honneur : *Gaulle (Jean de)* (p. 1473, 1474) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1492).

Ordre de la Libération : *Gaulle (Jean de)* (p. 1473) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1492).

Peine de mort : *Piat (Yann)* (p. 1485).

Personnalité de M. Arpaillange : *Pasquini (Pierre)* (p. 1488, 1489).

Réinsertion des délinquants : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1478).

Toxicomanie (lutte contre la) : *Auberger (Philippe)* (p. 1475) ; *Asensi (François)* (p. 1477) ; *Delattre (Francis)* (p. 1480).

Réflexions engagées sur le système judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1493, 1495).

Rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud (temps de parole des orateurs) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 1488) ; *Coffineau (Michel)* (V.P.) (p. 1488).

Procédure des questions (p. 1499).

Administration pénitentiaire :

- abandon du projet de construction de certains établissements pénitentiaires : *Cuq (Henri)* (p. 1505) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1505) ;
- échecancier de l'ouverture d'établissements pénitentiaires : *Cuq (Henri)* (p. 1502) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1503) ;
- établissement pénitentiaire en Martinique : *Louis-Joseph- Dogué (Maurice)* (p. 1506) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1506, 1507) ;
- maison d'arrêt de Bonneville : *Meylan (Michel)* (p. 1500) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1500) ;
- maison d'arrêt de la Haute-Corse : *Zuccarelli (Emile)* (remplacé par M. Philippe Marchand) (p. 1501) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1501, 1502).

Aide judiciaire : *Marchand (Philippe)* (p. 1504) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1505).

Conciliateurs (rôle et situation des) : *Grézard (Léo)* (p. 1500) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1500, 1501).

Education surveillée : *Colcombet (François)* (p. 1503, 1504) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1504).

Effectif des greffes : *Charles (Serge)* (p. 1502) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1502).

Indemnités des magistrats : *Charles (Serge)* (p. 1502) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1502).

Indemnités des magistrats chargés de la lutte contre le terrorisme : *Devedjian (Patrick)* (p. 1503) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1503).

Légion d'honneur (obstacles rencontrés par la Grande Chancellerie dans le cadre de l'instruction des dossiers) : *Gaulle (Jean de)* (p. 1499) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1499).

Lutte contre la toxicomanie : *Colcombet (François)* (p. 1501) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1501).

Nouvelle-Calédonie (sort des inculpés à la suite des événements d'Ouvéa) : *Toubon (Jacques)* (remplacé par M. Henri Cuq) (p. 1506) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1506).

Système du Livre foncier dans les départements du Rhin et de la Moselle : *Seitlinger (Jean)* (p. 1499) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1500).

Vote des crédits (p. 1507).

Budget de la Justice.

Critiques émises par l'opposition : *Sapin (Michel)* (p. 1507) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 1508).

Mesures annoncées par le Garde des Sceaux : *Sapin (Michel)* (p. 1508) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1510) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1510).

Demande de réserve sur le vote des crédits : *Sapin (Michel)* (p. 1508, 1509) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 1510) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1510).

Cadre de l'intervention du Président de la commission : *Bilardon (André)* (V.P.) (p. 1507).

Rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud (rôle du Président de la commission) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 1508).

Rappel au règlement de M. Francis Delattre (réserve sur le vote des crédits) : *Delattre (Francis)* (p. 1509).

Rappel au règlement de M. Jean Tardito (notion de rappel au règlement) : *Tardito (Jean)* (p. 1509).

Rappel au règlement de M. Jean-Jacques Jegou (réserve sur le vote des crédits) : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 1509, 1510).

Réserve du vote sur les crédits (p. 1510).

[Crédits adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2539)].

Budget annexe de la Légion d'honneur.

Crédits ouverts à l'article 36, au titre des services votés : adoptés (p. 1510).

Crédits ouverts à l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 1510).

Budget annexe de l'Ordre de la Libération.

Crédits ouverts à l'article 36, au titre des services votés : adoptés (p. 1510).

Crédits ouverts à l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 1510).

POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE

Examen du fascicule [4 novembre 1988] (p. 1733).

Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) et politique spatiale : *Bonnet (Alain)* (p. 1734) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 1736) ; *Perben (Dominique)* (p. 1738) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1739) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1744).

Crédits (montant, évolution, répartition) : *Bonnet (Alain)* (p. 1733, 1734) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1734) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1739) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1742, 1743).

Filière électronique (développement de la) : *Bonnet (Alain)* (p. 1734) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1735).

Fonctionnement du service public :

- avenir : *Bonnet (Alain)* (p. 1734) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1735) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 1735) ; *Perben (Dominique)* (p. 1738) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1742) ;

- fonds de participation : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1734) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 1737) ; *Perben (Dominique)* (p. 1738) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1744) ;

- gestion : *Bonnet (Alain)* (p. 1734) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 1736) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 1736, 1737) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1741, 1742, 1743) ;

- grèves : *Berthelot (Marcelin)* (p. 1735) ; *Aubert (François d')* (p. 1739) ;

- politique du personnel : *Berthelot (Marcelin)* (p. 1735, 1736) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 1737) ; *Perben (Dominique)* (p. 1738) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1739) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1744) ;

- sous-traitance : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1734) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 1735) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1739) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1742) ;

- statut : *Vignoble (Gérard)* (p. 1737) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1744) ;

- usagers : *Vignoble (Gérard)* (p. 1737) ; *Perben (Dominique)* (p. 1739) ; *Aubert (François d')* (p. 1739) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1744).

Prélèvement de l'Etat sur le budget : *Bonnet (Alain)* (p. 1734) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1735) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 1736) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 1737) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1742).

Services financiers : *Aubert (François d')* (p. 1740).

Télécommunication :

- modernisation et avenir de France Télécom : *Perben (Dominique)* (p. 1738) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1739) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1741) ;

- plan câble : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1734) ; *Berthelot (Marcelin)* (p. 1736) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1743) - téléphone et réseau numérique à intégration de services : *Bonnet (Alain)* (p. 1733, 1734) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 1734) ; *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1742, 1743).

- T.D.F. 1 : *Aubert (François d')* (p. 1740) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1741, 1742).

Procédure des questions (p. 1745).

Chèques postaux : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1748) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1749).

Condition de travail des agents des P et T : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1746) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1746).

« Filialisation » : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1749) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1750).

Fonctionnement des P et T dans la région Nord-Pas-de-Calais : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 1751) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1751).

Logement des agents des P et T : *Chevallier (Daniel)* (p. 1749) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1749).

Organisation des services postaux en zone de montagne : *Chevallier (Daniel)* (p. 1748) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1748).

Plan câble : *Birraux (Claude)* (p. 1745) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1745).

Politique spatiale : *Rimareix (Gaston)* (p. 1746) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1747).

Réhabilitation des bureaux urbains et notamment celui de Lens : *Bois (Claude)* (p. 1750) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1751).

Rôle du service public postal en milieu rural : *Lambert (Michel)* (p. 1750) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1750).

Services financiers de la poste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1747) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1747).

Tarification des communications téléphoniques entre la métropole et l'outre-mer : *Legros (Auguste)* (remplacé par M. Dominique Perben) (p. 1745) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1746).

Téléports : *Birraux (Claude)* (p. 1745) ; *Quilès (Paul)* (G) (p. 1745).

Vote des crédits (p. 1752).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace.

Crédits ouverts à l'article 36 : réservés (p. 1752).

[adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2543)].

Crédits ouverts à l'article 37 : réservés (p. 1752).

[adoptés le 18 novembre 1988 (p. 2543)].

Rappel au règlement de M. François d'Aubert (regrette la demande du Gouvernement de réserver le vote des crédits ouverts aux articles 36 et 37 de la loi de finances) (p. 1752).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [15 novembre 1988] (p. 2262 ; 2277).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Birraux (Claude)* (p. 2269, 2270) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2272) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2280).

Budget civil de la recherche et du développement (B.C.R.D.) et effort budgétaire de recherche et de développement (E.B.R.D.) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Galley (Robert)* (p. 2265) ; *Birraux (Claude)* (p. 2268, 2269) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2270) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271, 2272) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2272) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2278).

Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) et grands programmes spatiaux européens : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Birraux (Claude)* (p. 2269) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2272) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2279, 2281).

Centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (C.R.I.T.T.) : *Birraux (Claude)* (p. 2269) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2280).

Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (stagnation des crédits du) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263, 2264) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2270) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2281).

Crédit-impôt recherche : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2265) ; *Hermier (Guy)* (p. 2268) ; *Birraux (Claude)* (p. 2270) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2281, 2282).

Crédits de la recherche (évolution des) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263, 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264, 2265) ; *Galley (Robert)* (p. 2265) ; *Hermier (Guy)* (p. 2267) ; *Birraux (Claude)* (p. 2268) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2270) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271, 2272) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2272) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2278).

Culture scientifique et technique : *Curien (Hubert)* (G) (p. 2282).

Emplois scientifiques :

- chercheurs (mobilité et répartition des) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2265) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Hermier (Guy)* (p. 2268) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2279, 2280) ;

- chercheurs (carrière, revenus et allocation de recherche) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Hermier (Guy)* (p. 2267, 2268) ; *Birraux (Claude)* (p. 2269) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2271) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271, 2272) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2279, 2280) ;

- chercheurs étrangers : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2279, 2280) ;

- effectifs et créations d'emplois : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2272, 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2279) ;

- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (emplois d') : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Hermier (Guy)* (p. 2268) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2279, 2280) ;

- présidents ou directeurs de grands organismes : *Birraux (Claude)* (p. 2270).

Filière électronique : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Galley (Robert)* (p. 2266, 2267) ; *Birraux (Claude)* (p. 2269) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2270) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2281).

Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263, 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2280).

Matériels de recherche : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263).

Missions de la recherche : *Curien (Hubert)* (G) (p. 2278).

Programmation de la recherche : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2264, 2265) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2274) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2278, 2279).

Programmes aéronautiques civils : *Bassinnet (Philippe)* (p. 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2281).

Programmes européens (programme-cadre communautaire, Eurêka) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2265) ; *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Hermier (Guy)* (p. 2267) ; *Birraux (Claude)* (p. 2269, 2270) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2274) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2282).

Recherche fondamentale : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2281).

Recherche industrielle : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263, 2264) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2265) ; *Galley (Robert)* (p. 2265) ; *Hermier (Guy)* (p. 2268) ; *Birraux (Claude)* (p. 2269) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2271) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2272, 2273) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2280, 2282).

Recherche médicale (et notamment contre le Sida) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Galley (Robert)* (p. 2267) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2281, 2282).

Recherche militaire : *Galley (Robert)* (p. 2266) ; *Hermier (Guy)* (p. 2267, 2268) ; *Pelchat (Michel)* (p. 2270) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2278).

Régions (recherche dans les - et contrats Etat-régions) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Bassinnet (Philippe)* (p. 2274) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2280).

Répartition des fonds : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2263) ; *Birraux (Claude)* (p. 2268, 2269).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2272).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Pelchat (Michel)* (p. 2271).

Vote pour du groupe socialiste : *Bassinnet (Philippe)* (p. 2274).

Procédure des questions (p. 2282).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) : *Radet (Alain)* (p. 2288) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2288).

Allocations de recherche : *Giavannelli (Jean)* (p. 2288) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2288).

Basse-Normandie (soutien de la recherche en) : *Mexandeau (Louis)* (remplacé par M. Jean Giavannelli) (p. 2287) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2287).

Chercheurs (déroulement de carrière) et I.T.A. : *Bassinnet (Philippe)* (p. 2289) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2289).

Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : *Destot (Michel)* (p. 2284) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2284, 2285).

Contrats de plan Etat-régions : *Giavannelli (Jean)* (p. 2288) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2289).

Crédit d'impôt-recherche et P.M.E. : *Galamez (Claude)* (p. 2285) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2285).

Décentralisation de la recherche : *Tenaillon (Paul-Louis)* (remplacé par M. Michel Pelchat) (p. 2283) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 2285) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2283, 2284, 2285, 2286).

Essonne (situation des établissements de recherche) : *Dray (Julien)* (p. 2287) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2287).

Ingénieurs (formation par la recherche) : *Giavannelli (Jean)* (p. 2288) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2288).

Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) (avenir) : *Dray (Julien)* (p. 2287) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2287).

Recherche communautaire (association des chercheurs à la politique de) : *Baudis (Dominique)* (remplacé par M. Claude Birraux) (p. 2282) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2282, 2283).

Régions (répartition des moyens de recherche et de développement) : *Bataille (Christian)* (p. 2284) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2284).

Sciences humaines et sociales : *Fréville (Yves)* (p. 2283) ; *Dray (Julien)* (p. 2286) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2283, 2286, 2287).

Sida (lutte contre le) : *Calmat (Alain)* (p. 2287) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2287, 2288).

Valorisation industrielle de la recherche et grands équipements scientifiques : *Destot (Michel)* (p. 2286) ; *Curien (Hubert)* (G) (p. 2286).

Vote des crédits (p. 2289).

Abstention du groupe communiste : *Hermier (Guy)* (p. 2289).

Abstention du groupe U.D.F. : *Pelchat (Michel)* (p. 2289).

Crédits inscrits à la ligne « Recherche et technologie ».

Etat B, titre III : adopté au scrutin public (p. 2289, 2290).

Etat B, titre IV : adopté (p. 2290).

Etat C, titre IV : adopté (p. 2290).

Etat C, titre VI : adopté (p. 2290).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Environnement.

Examen du fascicule [16 novembre 1988] (p. 2366).

Air (lutte contre la pollution) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Associations de protection de la nature (aides) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2371) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2373) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2375).

Bruit (lutte contre) : *Guellec (Ambroise)* (p. 2371) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Chasse : *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2375).

Conservatoire du littoral : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2371) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2375).

Coopération internationale : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2373).

Crédits (montant et répartition) : *Barnier (Michel)* (p. 2366) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2370) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2371, 2372) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Déchets (gestion) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Eau (politique) :

- agences de bassin : *Guellec (Ambroise)* (p. 2370, 2371) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374) ;

- barrages et travaux de protection : *Barnier (Michel)* (p. 2366) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ;

- contrats de rivière : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ;

- législation de l'eau : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374) ;

- pollution des eaux superficielles et souterraines (lutte contre la) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2369) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (F.I.Q.V.) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2371).

Installations classées : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2370) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Lalonde Brice (positions contradictoires défendues par le militant écologiste et par le Secrétaire d'Etat) : *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374, 2375).

Législation et réglementation (renforcement de la - en matière d'environnement) : *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Ministère de l'environnement (regroupement d'autres services d'Etat sous la tutelle du) : *Barnier (Michel)* (p. 2366) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2370) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2373).

Nucléaires (essais) : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374, 2375).

Oiseaux (protection) : *Mesmin (Georges)* (p. 2373).

Parcs nationaux et régionaux et réserves naturelles : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2371) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Mesmin (Georges)* (p. 2373) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374, 2375).

Paysage (protection) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2375).

Pays en voie de développement (contribution de la France à l'amélioration de l'environnement dans les-, notamment en Afrique) : *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2375).

Pêche et pisciculture : *Demange (Jean-Marie)* (p. 2369) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2375).

Prévention (politique de) : *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370).

Réchauffement de la planète et bouleversements climatiques : *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2376).

Recherche : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2372) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374, 2375).

Risques industriels (maîtrise des) : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Lefort (Jean-Claude)* (p. 2370) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Risques majeurs : *Barnier (Michel)* (p. 2367) ; *Colin (Georges)* (p. 2368) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2370).

Véhicules automobiles (pollution) : *Mesmin (Georges)* (p. 2373) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2374).

Procédure des questions (p. 2376).

Agence nationale pour le recyclage et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) : *Laffineur (Marc)* (p. 2379) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2379, 2380).

Associations de protection de la nature (aides) : *Micaux (Pierre)* (p. 2379) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2379).

Carrière de Seine-Port (réouverture) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 2377) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2377).

Chasse (condamnation de certaines pratiques de- par la directive européenne) : *Pénicaut (Jean-Pierre)* (p. 2378) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2378, 2379).

Déchets (filrière incinération et respect des normes de dépollution) : *Bêche (Guy)* (p. 2377) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2378).

Déchets dangereux (collecte et transport) : *Mignon (Jean-Claude)* (p. 2376) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2376).

Espaces fragiles (gestion) : *Dupilet (Dominique)* (p. 2380) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2381).

Faune sauvage (extension des dispositions de la « charte de l'animal ») : *Nungesser (Roland)* (remplacé par M. Jean-Claude Mignon) (p. 2376) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2376).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau : *Tenailhon (Paul-Louis)* (remplacé par M. Pierre Micaux) (p. 2380) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2380).

Parcs naturels régionaux : *Zuccarelli (Emile)* (remplacé par M. François Hollande) (p. 2378) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2379) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2378, 2379).

Pisciculture (repeuplement piscicole après la pollution de la Corrèze) : *Hollande (François)* (p. 2377) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2377).

Réserves naturelles : *Micaux (Pierre)* (p. 2379) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2379).

Sites (classement) : *Dupilet (Dominique)* (p. 2380) ; *Lalonde (Brice)* (G) (p. 2380, 2381).

Vote des crédits (p. 2381).

Etat B, titre III : adopté (p. 2381).

Titre IV : adopté (p. 2381).

Etat C, titre V : adopté (p. 2381).

Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre - V. - Environnement ».

Titre VI : adopté (p. 2381).

Abstention du groupe U.D.C. sur l'ensemble des crédits : *Guellec (Ambroise)* (p. 2381).

Abstention du groupe U.D.F. sur l'ensemble des crédits : *Micaux (Pierre)* (p. 2381).

Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels.

Examen du fascicule [17 novembre 1988] (p. 2387, 2408).

Action humanitaire : *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2411).

Commission nationale de la communication et des libertés : *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2411).

Conseil économique et social :

- composition du- : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 2390) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2411) ;

- fonctionnement du- : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 2389, 2390) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2410, 2411) ;

- travaux : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 2390) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2402).

Economie sociale : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2392) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 2402) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2410, 2411).

Fonction publique et réformes administratives :

- conseil national du service public (éventuelle création d'un) : *Le Garrec (Jean)* (p. 2400) ;

- Ecole nationale d'administration (E.N.A.) : *Huguet (Roland)* (p. 2395) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2399) ;

- évolution des effectifs de la fonction publique : *Huguet (Roland)* (p. 2395) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 2400, 2401).

- grèves dans la fonction publique : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 2401) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 2403) ; *Durafour (Michel)* (G) (p. 2403) ;

- groupe communiste (appréciations et propositions du) : *Goldberg (Pierre)* (p. 2402, 2403) ;

- modernisation de la fonction publique : *Le Garrec (Jean)* (p. 2399) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 2400) ; *Durafour (Michel)* (G) (p. 2408) ;

- politique suivie entre 1981 et 1988 : *Mahéas (Jacques)* (p. 2395, 2396) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2397) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2399) ;

- politique sociale dans la fonction publique : *Mahéas (Jacques)* (p. 2396, 2397) ;

- primes et indemnités des fonctionnaires (et notamment rapport Blanchard) : *Huguet (Roland)* (p. 2394) ;

- productivité de l'administration : *Charette (Hervé de)* (p. 2398) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2399) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 2402) ;

- relations entre l'administration et les usagers : *Mahéas (Jacques)* (p. 2396) ;

- rémunération au mérite : *Huguet (Roland)* (p. 2394) ;

- rémunérations et négociations salariales : *Huguet (Roland)* (p. 2393, 2394) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 2396, 2397) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2397, 2398) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2399) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 2401) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 2402) ; *Goldberg (Pierre)* (p. 2403) ; *Durafour (Michel)* (G) (p. 2408).

Journaux officiels : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2390, 2391).

Plan :

- contrats de Plan et contrats Etat-régions : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2392) ; *Lombard (Paul)* (p. 2393) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 2402) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2410, 2411, 2412) ;

- Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (C.R.E.D.O.C.) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2391) ;

- 10^e Plan : *Lombard (Paul)* (p. 2393) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2398) ;

- généralités : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2391, 2392) ; *Lombard (Paul)* (p. 2392, 2393) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2398) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2409, 2410, 2412).

Réfugiés : *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2411).

Secrétariat général de la défense nationale :

- crédits : *Pierna (Louis)* (p. 2388) ;

- défense civile : *Marcellin (Raymond)* (p. 2387, 2388) ; *Pierna (Louis)* (p. 2388, 2389) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2410) ;

- généralités : *Marcellin (Raymond)* (p. 2387, 2388) ; *Pierna (Louis)* (p. 2388, 2389) ;

- Institut des hautes études de la défense nationale (I.H.E.D.N.) : *Marcellin (Raymond)* (p. 2387, 2412) ; *Pierna (Louis)* (p. 2389) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2410) ;

- systèmes d'information (et notamment réseau RIM-BAUD) : *Marcellin (Raymond)* (p. 2387) ; *Pierna (Louis)* (p. 2389) ; *Dreyfus (Tony)* (G) (p. 2410).

Services généraux : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 2391) ; *Vignoble (Gérard)* (p. 2402).

Procédure des questions (p. 2412).

Droits de la femme : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2413) ; *Rosinot (André)* (V.P.) (p. 2413) ; *André (Michèle)* (G) (p. 2413).

Fonction publique :

- agents non titulaires de la fonction publique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2415, 2416) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2416) ;

- droit à pension des femmes fonctionnaires : *Cacheux (Denise)* (p. 2417) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2417) ;

- Ecole nationale de l'administration (E.N.A.) (recrutement de l') : *Delattre (Francis)* (p. 2414) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2414, 2415) ;

- mobilité dans la fonction publique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2415) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2415) ;

- personnalisation des relations entre l'administration et ses usagers (circulaire) : *Lequiller (Pierre)* (remplacé par M. Léonce Deprez) (p. 2416) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2416, 2417) ;

- situation des retraités de la fonction publique dans les départements d'outre-mer : *Lordinot (Guy)* (p. 2413, 2414) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2414).

Plan :

- conception de la planification : *Durand (Yves)* (p. 2417) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2417, 2418) ;

- rôle du Parlement dans l'élaboration du Plan : *Deprez (Léonce)* (p. 2412) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2412, 2413) ;

- contrats de Plan Etat-régions (et notamment dans le Nord- Pas-de-Calais) : *Durand (Yves)* (p. 2417) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2418) ;

- développement économique de l'Auvergne et contrats de Plan

Etats-régions : *Proriot (Jean)* (remplacé par M. Léonce Deprez) (p. 2413) ; *Stoléru (Lionel)* (G) (p. 2413).

Vote des crédits (p. 2418).

I. - Services généraux.

Etat B, Titres III et IV : adoptés (p. 2418).

Etat C, Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2418).

II. - Secrétariat général de la défense nationale.

Etat B, Titre III : adopté (p. 2418).

Etat C, Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2418).

III. - Conseil économique et social.

Etat B, Titre III : adopté (p. 2419).

IV. - Plan.

Etat B, Titres III et IV : adoptés (p. 2419).

Etat C, Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2419).

Budget annexe des Journaux officiels.

Crédits ouverts à l'article 36, au titre des services votés : adopté (p. 2419).

Autorisations de programme inscrites à l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 2419).

Crédits inscrits à l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 2419).

SOLIDARITE, SANTE ET PROTECTION SOCIALE

Examen du fascicule [14 novembre 1988] (p. 2163, 2183).

Aide sociale (conséquences de la décentralisation) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2165).

Centres hospitaliers universitaires (investissements) : *Royer (Jean)* (p. 2189).

Contrôle du Parlement sur les dépenses sociales : *Gantier (Gilbert)* (p. 2164, 2165, 2166) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2169, 2170) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2193).

Crédits (montant et répartition) : *Evin (Claude)* (G) (p. 2191).

Développement social des quartiers : *Bartolone (Claude)* (p. 2169).

Famille :

- accueil de l'enfant (crèches, contrat-enfance) : *Thiémé (Fabien)* (p. 2164) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2196) ;
- crédits (montant et répartition des) : *Debré (Bernard)* (p. 2172, 2173) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2196, 2197) ;
- démographie (influence de la politique familiale sur la) : *Debré (Bernard)* (p. 2172, 2174) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2197) ;
- financement des prestations familiales : *Thiémé (Fabien)* (p. 2164) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2168) ; *Debré (Bernard)* (p. 2173) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2178) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2185) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2197) ;
- généralités : *Thiémé (Fabien)* (p. 2163, 2164) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2196, 2197) ;
- propositions du groupe communiste : *Thiémé (Fabien)* (p. 2164).

Handicapés (politique en faveur des) : *Bartolone (Claude)* (p. 2169) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2177) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2191).

Hopitaux :

- relations entre les secteurs public et privé : *Calmat (Alain)* (p. 2171) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2193) ;
- secteur public : *Calmat (Alain)* (p. 2170, 2171) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2179) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2185) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2187) ; *Millet (Gilbert)* (p. 2188, 2189) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2192, 2193).

Hospitalisation (alternatives) : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2184).

Immigration : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2176, 2177).

Observatoires régionaux de la santé : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2184).

Parité sociale dans les D.O.M. (et notamment à la Réunion) : *Pota (Alexis)* (p. 2190).

Personnels de santé :

- formation : *Millet (Gilbert)* (p. 2188) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2194) ;
- grèves du personnel infirmier : *Hubert (Elisabeth)* (p. 2184) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2192) ;
- médecins : *Calmat (Alain)* (p. 2170) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2179) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2184, 2185)

Personnes âgées :

- assurance-vieillesse : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2167) ; *Teissier (Guy)* (p. 2174, 2175) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2180) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2187) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2194, 2195) ;
- coordination des actions : *Braun (Théo)* (G) (p. 2196) ;
- curatelle d'Etat : *Bartolone (Claude)* (p. 2169) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2178) ;
- humanisation des hospices : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2167) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2169) ; *Calmat (Alain)* (p. 2170) ; *Teissier (Guy)* (p. 2175) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2179) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2191) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2195, 2196) ;
- maintien à domicile : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2167) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2169) ; *Teissier (Guy)* (p. 2175, 2176) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2178, 2179) ; *Millet (Gilbert)* (p. 2188) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2195) ;
- personnes âgées dépendantes : *Teissier (Guy)* (p. 2174, 2175) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2177) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2184) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2195) ;
- retraités (situation) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2167) ; *Teissier (Guy)* (p. 2174, 2175) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2179, 2180) ;
- rôle du ministre délégué : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2166, 2167).

« Plan Séguin » : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2177, 2178) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2185, 2186).

Prévention médicale : *Calmat (Alain)* (p. 2170) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2186) ; *Millet (Gilbert)* (p. 2188).

Rapatriés (situation sociale des) : *Bartolone (Claude)* (p. 2169) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2191).

Revenu minimum d'insertion :

- application du revenu minimum d'insertion à la Réunion : *Pota (Alexis)* (p. 2189, 2190) ;

- imputation des crédits finançant le revenu minimum d'insertion : *Gantier (Gilbert)* (p. 2166) ;

- institution du revenu minimum d'insertion : *Bartolone (Claude)* (p. 2168) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2177, 2178).

Santé :

- alcoolisme et tabagisme (lutte contre) : *Calmat (Alain)* (p. 2170, 2171) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2192) ;
- crédits (montant et répartition) : *Calmat (Alain)* (p. 2170) ;
- égalité d'accès : *Millet (Gilbert)* (p. 2188) ;
- Sida (lutte contre) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2166) ; *Calmat (Alain)* (p. 2170, 2172) ; *Debré (Bernard)* (p. 2174) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2177) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2179) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2183, 2184) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2186) ; *Piat (Yann)* (p. 2190) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2191, 2192) ;
- toxicomanie (lutte contre) : *Calmat (Alain)* (p. 2170, 2171).

Sécurité sociale (situation financière et gestion) : *Bartolone (Claude)* (p. 2168) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2185, 2186) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2193, 2194).

Tiers-payant : *Bartolone (Claude)* (p. 2168, 2169).

Procédure des questions (p. 2197, 2217).

Famille :

- allocations familiales dans les départements d'outre-mer : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2207) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2207) ;
- démographie (politique familiale) : *Bayard (Henri)* (remplacé par M. Francisque Perrut) (p. 2208) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2208) ;
- déflaconnement des cotisations familiales : *Robien (Gilles de)* (p. 2199) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2199) ;
- enfants maltraités (protection des) : *Chanfrault (Guy)* (p. 2209, 2210) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2210) ;
- femme enceinte au travail (protection de la) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2206) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2206, 07) ;
- institut de l'enfance et de la famille : *Cacheux (Denise)* (p. 2209) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2209) ;
- mesures fiscales : *Sarkozy (Nicolas)* (remplacé par M. Jean-Yves Chamard) (p. 2221) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2221) ;
- modes d'accueil de la petite enfance : *Chanfrault (Guy)* (p. 2209) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2209).

Handicapés :

- allocation compensatrice pour tierce personne (conditions d'attribution) : *Durr (André)* (p. 2204) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 2204) ;
- centres d'aide par le travail : *Hage (Georges)* (remplacé par Mme Muguette Jacquaint) (p. 2206) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 2206) ;
- emploi des handicapés : *Chouat (Didier)* (remplacé par Mme Marie-Josèphe Sublet) (p. 2202, 2203) ; *Gillibert (Michel)* (G) (2203) ;
- établissements pour handicapés (besoins en) : *Lecuir (Marie-France)* (remplacée par M. René Rouquet) (p. 2202) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 2202) ;
- guide-barème d'invalidité : *Durr (André)* (p. 2204) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 2204) ;
- lieux de vie pour les jeunes handicapés mentaux : *Chouat (Didier)* (remplacé par Mme Marie-Josèphe Sublet) (p. 2202) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 2202) ;
- scolarisation des enfants handicapés : *Hage (Georges)* (remplacé par Mme Muguette Jacquaint) (p. 2206) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 2206).

Hopitaux :

- centre national de l'équipement hospitalier (financement du) : *Charles (Bernard)* (p. 2227) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2227) ;
- établissement hospitalier de la région de Brest : *Gourmelon (Joseph)* (p. 2229) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2230) ;
- hôpital d'Auch (budget global) : *Laborde (Jean)* (remplacé par M. Robert Loïdi) (p. 2223) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2223) ;
- hôpitaux (financement des) : *Millet (Gilbert)* (p. 2212) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2212, 2213) ;
- situation du centre hospitalier général Louis-Domergue à Trinité : *Lordinot (Guy)* (p. 2229) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2229) ;
- situation financière de l'établissement hospitalier de Villefranche-sur-Saône : *Perrut (Francisque)* (p. 2208) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2208).

Infirmières :

- écoles d'infirmières : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2225) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2225) ;

- organisation des remplacements : *André (René)* (remplacé par *M. François Grussenmeyer*) (p. 2211) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2211) ;
 - revendications des infirmières et des aides soignantes : *Mandon (Thierry)* (p. 2225, 2226) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2226).

Personnes âgées :

- accueil dans les familles : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2222) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2222) ;
 - dépendance (prévention de la) : *Garrouste (Marcel)* (p. 2210) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2210) ;
 - hospices (programme de transformation des) : *Garrouste (Marcel)* (p. 2219) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2219) ;
 - long séjour (coût des services de) : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 2204) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2205) ;
 - maintien à domicile (soins à domicile, aides ménagères...) : *Barrot (Jacques)* (remplacé par *M. Jean-Marie Daillet*) (p. 2205) ; *Coussain (Yves)* (p. 2217, 2218) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2219, 2220) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2205, 2218, 2220) ;
 - mesures fiscales : *Sarkozy (Nicolas)* (remplacé par *M. Jean-Yves Chamard*) (p. 2221, 2222) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2222) ;
 - minimum vieillesse pour conjoint à charge (majoration) : *Grussenmeyer (François)* (p. 2212) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2212) ;
 - participation des retraités à la vie sociale : *Garrouste (Marcel)* (p. 2220) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2220) ;
 - personnes âgées dépendantes (et notamment logement) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2198) ; *Rochebloine (François)* (remplacé par *M. Jean-Marie Daillet*) (p. 2205) ; *Perrut (Francisque)* (p. 2207) ; *Rouquet (René)* (p. 2217, 2218, 2219) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2199, 2205, 2207, 2208, 2219) ;
 - représentation au conseil économique et social : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2198) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2198) ;
 - retraites des rapatriés : *Diméglio (Willy)* (remplacé par *M. Denis Jacquat*) (p. 2200) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2230) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2200, 2230) ;
 - tarification des établissements d'hébergement : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2220, 2221) ; *Braun (Théo)* (G) (p. 2221).

Rapatriés : *Mandon (Thierry)* (p. 2230, 2231) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2231).

Revenu minimum d'insertion : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 2222) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2222, 2223).

Santé :

- aide sociale dans certains établissements privés (accueil des bénéficiaires de l') : *Mandon (Thierry)* (p. 2228) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2228) ;
 - application de la circulaire du 30 août 1988 relative à la préparation des redéploiements dans le département de la Creuse : *Rimareix (Gaston)* (p. 2224, 2225) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2225) ;
 - assurance maladie en Alsace-Moselle : *Koehl (Emile)* (p. 2199) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2199, 2200) ;
 - hospitalisation (alternatives) : *Laborde (Jean)* (remplacé par *M. Robert Loidi*) (p. 2228) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2228, 2229) ;
 - médecins du secteur II : *Mora (Christiane)* (p. 2227, 2228) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2228) ;
 - médicament (politique) : *Charles (Bernard)* (p. 2223) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2224) ;
 - pharmaciens (revenus) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2203) ; *Charles (Bernard)* (p. 2223, 2224) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2203, 2204, 2224) ;
 - pilule abortive RU 486 : *Robien (Gilles de)* (p. 2200) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2201) ;
 - toxicomanie (lutte contre) : *Charles (Bernard)* (p. 2226) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2227).

Sécurité sociale (problèmes généraux) :

- centres sociaux et socio-culturels : *Chanfrault (Guy)* (p. 2208, 2209) ; *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 2209) ;
 - élection aux caisses de sécurité sociale : *Jacquaint (Muguette)* (remplacée par *M. Gilbert millet*) (p. 2213) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2213) ;
 - équilibre financier de la branche vieillesse du régime général de la sécurité sociale : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2197, 2198) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2198) ;
 - équilibre financier de la sécurité sociale : *Robien (Gilles de)* (p. 2200) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2200, 2201) ;
 - prélèvement proportionnel sur l'ensemble des revenus : *Coffineau (Michel)* (p. 2201) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2201, 2202) ;
 - Plan Séguin : *Mora (Christiane)* (p. 2217) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2217, 2218).

Sida :

- fiabilité des préservatifs : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2230) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2230) ;
 - lutte contre : *Charles (Bernard)* (p. 2226) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2230) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2227, 2230).

Veuves (situation) : *Grussenmeyer (François)* (p. 2210) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2210, 2211).

Vote des crédits (p. 2231).

Crédits inscrits à la ligne « Solidarité, santé et protection sociale. »

Etat B, titre III : réduction de crédits : adoptée (p. 2231).

Titre IV : adopté (p. 2231).

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2231).

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés au scrutin public (p. 2231).

Crédits inscrits à la ligne « Travail, emploi et formation professionnelle et solidarité, santé et protection sociale. - Services communs. »

Etat B, titre III : adopté (p. 2232).

Amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (réduction indicative de crédits : politique en faveur des rapatriés) (p. 2231) ; retiré (p. 2232).

Soutenu par *M. Claude Bartolone*.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 2232).

TRANSPORTS ET MER

I. - Aviation civile et météorologie - Budget annexe de la navigation aérienne.

Examen des fascicules [8 novembre 1988] (p. 1911).

Aviation civile :

- Airbus et industrie aéronautique civile : *Inchauspé (Michel)* (p. 1912) ; *Auroux (Jean)* (p. 1913, 1914) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1914) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1915, 1916) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1918, 1919) ;
 - compagnies aériennes et redéfinition du paysage aéronautique français : *Inchauspé (Michel)* (p. 1911, 1912) ; *Auroux (Jean)* (p. 1913) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1914, 1915) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1916) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1919) ;
 - crédits (montant, répartition, évolution) : *Inchauspé (Michel)* (p. 1911, 1912) ; *Auroux (Jean)* (p. 1913) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1915) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1917) ;
 - infrastructures aéroportuaires modernisation et redevance de route : *Inchauspé (Michel)* (p. 1912, 1913) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1918) ;
 - pilotes (formation) : *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1917) ;
 - sécurité aérienne : *Auroux (Jean)* (p. 1913) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1917) ;
 - trafic aérien : *Inchauspé (Michel)* (p. 1911) ;
 - usagers : *Auroux (Jean)* (p. 1913) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1916) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1916, 1919).

Groupe d'études sur les problèmes de l'aviation et de la navigation aérienne (création : *Inchauspé (Michel)* (p. 1920) ; *Coffineau (Michel)* (V.P.) (p. 1920) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1920).

Météorologie nationale :

- crédits (montant, répartition, évolution) : *Inchauspé (Michel)* (p. 1912) ; *Auroux (Jean)* (p. 1914) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1917) ;
 - décentralisation : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1916) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1920) ;
 - modernisation : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1916) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1920).

Modernisation des transports (politique générale de) : *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1917).

Navigation aérienne :

- agence centrale européenne : *Inchauspé (Michel)* (p. 1912) ; *Auroux (Jean)* (p. 1913) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 1916) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1918) ;

- crédits (montant, répartition, évolution) : *Inchauspé (Michel)* (p. 1912) ; *Auroux (Jean)* (p. 1914) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1917).

Sécurité des transports : *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1916, 1917).

Réserve sur le vote du budget de la navigation aérienne (demande de) : *Inchauspé (Michel)* (p. 1913, 1920) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1920).

Procédure des questions (p. 1920).

Aéroports de Paris (liaison entre les) : *Clément (Pascal)* (p. 1922) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1922).

Aéroports régionaux et notamment aéroport de Limoges : *Rodet (Alain)* (p. 1925) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1925).

Air France (politique sociale d') : *Jacquaint (Muguette)* (remplacée par M. Daniel Le Meur) (p. 1920) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1920).

Aviation légère et sportive : *Massot (François)* (p. 1924) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1925).

Charter français (avenir) : *Rodet (Alain)* (p. 1925) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1925).

Formation des personnels navigants : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1922) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1923).

Locaux du service technique et du centre d'expérimentation de la navigation aérienne : *Baudis (Dominique)* (p. 1921) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1921).

Météorologie nationale (décentralisation à Toulouse) : *Baudis (Dominique)* (p. 1921) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1921).

Navigation aérienne (avenir) : *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 1924) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1924).

Navigation aérienne (personnels) : *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 1924) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1924).

Paysage aéronautique français (restructuration) : *Clément (Pascal)* (p. 1923) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1923, 1924).

Sécurité dans les transports aériens : *Nesme (Jean-Marc)* (p. 1922) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1923).

Transport aérien (dérégulation du) : *Clément (Pascal)* (p. 1923) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1923).

Usagers des aéroports de Paris (services rendus) : *Clément (Pascal)* (p. 1921) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1922).

Vote des crédits (p. 1925).

Crédits concernant l'aviation civile et la météorologie inscrits à la ligne « Transports et mer » mis aux voix à la suite de l'examen des crédits du ministère délégué chargé de la mer.

Budget annexe de la navigation aérienne.

Crédits ouverts à l'article 36 : adoptés (p. 1925).

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptées (p. 1925).

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 37, au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 1926).

II. - Transports routiers et fluviaux.

Examen des fascicules (p. 1929).

Blocage de crédits : *Germon (Claude)* (p. 1929).

Transports terrestres :

- crédits (montant, répartition, évolution) : *Germon (Claude)* (p. 1929) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1932) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1933) ; *Nungesser (Roland)* (p. 1936) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1936) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1938) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1939, 1940, 1941) ;

- lignes ferroviaires secondaires et « Train Express Régional » : *Germon (Claude)* (p. 1931) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1933) ;

- ports français (desserte ferroviaire des) : *Germon (Claude)* (p. 1931) ;

- Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) : *Germon (Claude)* (p. 1929, 1930) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1934) ; *Nungesser (Roland)* (p. 1936) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1938) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1938, 1939) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1940) ;

- sécurité routière : *Mexandeau (Louis)* (p. 1932) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1934, 1935) ; *Nungesser (Roland)* (p. 1936) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1937) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1937) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1941) ;

- Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) : *Germon (Claude)* (p. 1929, 1930, 1931) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1933) ; *Nungesser (Roland)* (p. 1935, 1936) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1936, 1937) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1938) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1938, 1939) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1939, 1940) ;

- syndicat des transports parisiens : *Germon (Claude)* (p. 1929, 1930).

- Train à grande vitesse (T.G.V.) : *Germon (Claude)* (p. 1931) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1933) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1938) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1940) ;

- transports collectifs en province : *Germon (Claude)* (p. 1930) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1933) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1938) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1940) ;

- usagers de la S.N.C.F. (sécurité) : *Nungesser (Roland)* (p. 1935) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 1936) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1938) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1938, 1939) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1939, 1940).

Transports fluviaux :

- Comité international d'aménagement du territoire (C.I.A.T.) du 30 juillet 1987 : *Germon (Claude)* (p. 1931) ;

- crédits (montant, répartition, évolution) : *Germon (Claude)* (p. 1931) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1934) ; *Nungesser (Roland)* (p. 1935) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1938) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1941) ;

- Etablissement public Seine-Oise : *Nungesser (Roland)* (p. 1935) ;

- liaisons fluviales Rhin-Rhône et Seine-Nord : *Nungesser (Roland)* (p. 1935) ; *Fèvre (Charles)* (p. 1938) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1941) ;

- voies navigables : *Germon (Claude)* (p. 1931) ; *Fleury (Jacques)* (p. 1934) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1941).

Procédure des questions (p. 1941).

Bateaux de plaisance (taxation) : *Nungesser (Roland)* (p. 1945) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1945).

Grande ceinture (réouverture aux voyageurs) : *Borotra (Franck)* (p. 1944) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1944).

Liaisons ferroviaires rapides européennes : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1941) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1942).

Liaisons fluviales : *Brunhes (Jacques)* (p. 1945) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1945, 1946).

Liaisons fluviales en Bourgogne : *Beaumont (René)* (p. 1947) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1948).

Liaison Rhin-Rhône : *Baumler (Jean-Pierre)* (p. 1948) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1948).

Ligne ferroviaire Paris-Rouen-Le Havre : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1944) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1944).

Port autonome de Paris et port de Genevilliers : *Brunhes (Jacques)* (p. 1945) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1945, 1946).

Sécurité routière : *Bataille (Christian)* (p. 1942) ; *Fouéré (Jean-Pierre)* (p. 1948) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1943, 1949).

T.G.V. - Est : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 1941) ; *Delebarre (Michel)* (G) (p. 1942, 1947) ; *Rossinot (André)* (p. 1946) ; *Reymann (Marc)* (p. 1947) ; *Baumler (Jean-Pierre)* (p. 1948) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1948).

Vallée de la Seine (aménagement) : *Cartelet (Michel)* (p. 1948) ; *Sarre (Georges)* (G) (p. 1948).

Vote des crédits (p. 1949).

Crédits concernant les transports terrestres et la sécurité routière inscrits à la ligne « Transports et mer » mis aux voix à la suite de l'examen des crédits du ministère délégué, chargé de la mer.

III. - Mer.

Examen du fascicule (p. 1953).

Aménagement du littoral : *Denvers (Albert)* (p. 1954).

Cabotage : *Lacombe (Jean)* (p. 1955).

Compagnie générale maritime (C.G.M.) : *Duoméa (André)* (p. 1958, 1959).

Construction navale : *Duoméa (André)* (p. 1959).

Crédits (montant, répartition, évolution) : *Denvers (Albert)* (p. 1953, 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1957) ; *Duroméa (André)* (p. 1958, 1959) ; *Grignon (Gérard)* (p. 1959, 1960) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1963, 1964, 1965).

Etablissement national des invalides de mer (E.N.I.M.) : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1957) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1963).

Flotte de commerce française : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1958) ; *Grignon (Gérard)* (p. 1960) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1964).

Golfe de Gascogne et relations franco-espagnoles : *Lacombe (Jean)* (p. 1955) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1964).

Kerguelen (immatriculation) : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Duroméa (André)* (p. 1958) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1964).

Marine marchande : voir Flotte de commerce française.

Ministère de la mer (politique du personnel) : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1957) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1963).

Pavillons de complaisance : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Duroméa (André)* (p. 1958) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961).

Pêche française (situation, avenir, soutien) : *Denvers (Albert)* (p. 1955) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Duroméa (André)* (p. 1959) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1963).

Police maritime : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1965).

Politique maritime : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1955, 1956, 1957) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1957, 1958) ; *Grignon (Gérard)* (p. 1959) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1963).

Politique maritime communautaire et position française : *Denvers (Albert)* (p. 1955) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1955) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956, 1957) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1964, 1965).

Ports et activités portuaires : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Beaufils (Jean)* (p. 1956) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1957, 1958) ; *Duroméa (André)* (p. 1959) ; *Grignon (Gérard)* (p. 1960) ; *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1965).

Produits de la mer (valorisation) : *Beaufils (Jean)* (p. 1957) ; *Rufenacht (Antoine)* (p. 1958) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962).

Saint-Pierre-et-Miquelon et différend franco-canadien : *Denvers (Albert)* (p. 1955) ; *Grignon (Gérard)* (p. 1960, 1961) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1964).

Sécurité en mer : *Le Bris (Gilbert)* (p. 1961) ; *Kergueris (Aimé)* (p. 1962) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1963, 1964).

Transports maritimes : *Denvers (Albert)* (p. 1954) ; *Grignon (Gérard)* (p. 1960).

Procédure des questions (p. 1966).

Armement naval : *Capet (André)* (p. 1970) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1970).

Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (C.A.I.N.A.G.O.D.) : *Blum (Roland)* (p. 1969) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1969).

Pêche artisanale (formation professionnelle, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais) : *Deprez (Léonce)* (p. 1965) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1970).

Pêche française (renouvellement de la flotte, protection médicale et sociale, formation) : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 1966) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1966).

Plan d'orientation pluriannuel (conséquences pour la zone côtière du Nord-Finistère) : *Goasduff (Jean-Louis)* (remplacé par M. Antoine Rufenacht) (p. 1966) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1967).

Plan d'orientation pluriannuel (difficultés liées à sa mise en œuvre) : *Bredin (Frédérique)* (p. 1967) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1968).

Ports (taux de rémunération de la dotation en capital au profit des) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 1967) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1967).

Ports de Seine-Maritime (notamment Rouen) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 1968) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1969).

Saint-Pierre-et-Miquelon (action des pêcheurs canadiens) : *Grignon (Gérard)* (p. 1967) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1967).

Saint-Pierre-et-Miquelon (approvisionnement en poissons des entreprises) : *Grignon (Gérard)* (p. 1967) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1967).

Saint-Pierre-et-Miquelon (infrastructures portuaires) : *Grignon (Gérard)* (p. 1967) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1967).

Schémas de mise en valeur de la mer (baie de l'Aiguillon) : *Métais (Pierre)* (p. 1968) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1968).

Service des phares et balises (transfert) : *Gourmelon (Joseph)* (p. 1970) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1970, 1971).

Tunnel sous la Manche (conséquences pour le trafic maritime transmanche) : *Capet (André)* (p. 1970) ; *Mellick (Jacques)* (G) (p. 1970).

Vote des crédits (p. 1971).

Etat B, titre III : adopté (p. 1971).

Etat B, titre IV : adopté (p. 1971).

Etat C, titre V : adopté (p. 1971).

• **Etat C, titre VI** : adopté (p. 1971).

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 1988] (p. 1661).

Allocations familiales (allègement et déplaçonnement des cotisations relatives aux) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1669) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 1670) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671).

ANPE (Agence nationale pour l'emploi) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1672) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1672) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1673) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1689).

ANPE-AFPA (guichets uniques) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1669).

Aménagement du territoire : *Royer (Jean)* (p. 1685).

Charges fiscales et sociales des entreprises : *Berson (Michel)* (p. 1664) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1673) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ; *Royer (Jean)* (p. 1685).

Chômage :

- coût : *Forgues (Pierre)* (p. 1661) ;
- départements d'outre-mer : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1668) ;
- diminution : *Forgues (Pierre)* (p. 1662) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 1669) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1670) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1673) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1674, 1675) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1683) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1685) ;
- gratuité de la formation dispensée aux chômeurs : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1662) ;
- indemnisation : *Forgues (Pierre)* (p. 1661) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1662) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671) ;
- indicateur ARIES pour l'emploi : *Vasseur (Philippe)* (p. 1670) ;
- OCDE (chômage dans les pays de l') : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1668) ;
- offres d'emploi non satisfaites : *Vasseur (Philippe)* (p. 1670) ;
- traitement économique : *Forgues (Pierre)* (p. 1662) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1677) ;
- traitement social : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 1670) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1677).

Contrôleurs du travail : *Forgues (Pierre)* (p. 1662) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1689).

Crédits (montant, répartition, évolution) : *Forgues (Pierre)* (p. 1661).

Départements et territoires d'outre-mer (pacte pour l'emploi notamment) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1669, 1670) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1688).

Développement local : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1686).

Durée du travail (réduction de la) : *Bredin (Frédérique)* (p. 1672).

Emploi :

- activités nouvelles : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ;
- aide aux chômeurs créateurs d'entreprise : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1687) ;
- chômeurs de longue durée (mesures en faveur des) : *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1672) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1678) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1688) ;
- contrats de qualification : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1687) ;
- entreprises intermédiaires : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ;
- fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671) ;
- innovation des branches et des entreprises : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1687, 1688) ;
- jeunes (mesures en faveur de l'emploi des) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ; *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1678) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1678) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1684) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691) ;
- permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) et missions locales : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ; *Berson (Michel)* (p. 1663) ;
- plan pour l'emploi des jeunes en date du 16 juillet 1986 : *Berson (Michel)* (p. 1664) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ;
- plan présenté au conseil des ministres du 14 septembre 1988 : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1662, 1663) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1673) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1677) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691) ;
- stages en faveur des jeunes (formule unique pour les - notamment) : *Forgues (Pierre)* (p. 1661) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1662) ; *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 1670) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671) ; *Royer (Jean)* (p. 1685) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1687) ;
- stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ; *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1673) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1677) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1684) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1686, 1687) ;
- stages de reclassement professionnel pour les demandeurs d'emploi licenciés sans convention de conversion : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1663) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1678) ;
- travaux d'utilité collective (TUC) : *Forgues (Pierre)* (p. 1662) ; *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1671) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1673) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1677) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 1678) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1687) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1692).

Europe sociale : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1689).

Fiscalité des entreprises (réforme) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1669).

Fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle (niveau de la provision du chapitre 44-77) : *Forgues (Pierre)* (p. 1661) ; *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1677) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1683, 1684) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1689) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691, 1692).

Formation professionnelle et apprentissage :

- Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1678) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1689) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1690) ;
- apprentissage (système allemand et apprentissage industriel notamment) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667, 1668) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1676) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1684) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1687) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691) ;
- congés individuels de formation : *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691) ;
- conventions de conversion : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ;
- Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1678) ;
- crédit d'impôt-formation : *Berson (Michel)* (p. 1665) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1676, 1677) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1684) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1686, 1688) ;
- crédit-formation : *Berson (Michel)* (p. 1666) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1672) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691) ;
- dépenses de formation : *Berson (Michel)* (p. 1664) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1683) ;
- enseignement technique : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1678) ;

- entreprises et milieu scolaire (rapprochement) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1669) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1676) ;
- formation et emploi : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1666) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ;
- formation initiale des jeunes : *Barrot (Jacques)* (p. 1676) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1677) ;
- formations dispensées (évaluation et création de labels) : *Laignel (André)* (G) (p. 1692) ;
- individualisation des formations : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667) ;
- PME-PMI : *Barrot (Jacques)* (p. 1676) ;
- programme national de formation professionnelle et de promotion sociale : *Berson (Michel)* (p. 1665) ;
- qualifications professionnelles (niveau des- et retard par rapport à l'étranger) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1686) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1690) ;
- régionalisation : *Berson (Michel)* (p. 1665, 1666) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1668) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1691) ;
- stages de formation (qualité et financement des) : *Berson (Michel)* (p. 1666) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1667, 1668) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1669) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1676) ; *Royer (Jean)* (p. 1685, 1686) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1690, 1691, 1692).

Handicapés (emploi) : *Forgues (Pierre)* (p. 1661) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1675) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 1684) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1690).

Illettrisme : *Laignel (André)* (G) (p. 1692).

« Ministère des temps difficiles » : *Vasseur (Philippe)* (p. 1670) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1690).

Négociation interprofessionnelle sur la modernisation économique : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1688, 1689) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1690).

Plein emploi : *Forgues (Pierre)* (p. 1662) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1674).

PME-PMI (gestion prévisionnelle de l'emploi) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1674).

Précarisation de l'emploi : *Bocquet (Alain)* (p. 1674).

Rapports sociaux : *Bocquet (Alain)* (p. 1675, 1676).

Redressement économique : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1666).

Robotisation : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1688).

SMIC : *Bocquet (Alain)* (p. 1673).

Syndicats (rôle des) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1688).

Tours (politique de lutte contre le chômage et de formation professionnelle menée à) : *Royer (Jean)* (p. 1684) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1686).

Procédure des questions (p. 1692).

Travail et emploi.

Allocations familiales (allègement et déplaçonnement) : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1697) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1697, 1698).

ANPE :

- équipement et accueil : *Dinet (Michel)* (p. 1704) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1704) ;
- statut (agents de l'ANPE notamment) : *Dieulangard (Marie-Madeleine)* (p. 1705) ;
- SIVP : *Dieulangard (Marie-Madeleine)* (p. 1704, 1705) ; *Dinet (Michel)* (p. 1705) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1705).

Apprentissage : *Charette (Hervé de)* (remplacé par M. Jean-Yves Haby) (p. 1698) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1698).

Associations intermédiaires : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1699) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1699).

Chèques de formation (chèque emploi-formation, chèque TUC) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1697) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1697).

Chômeurs créateurs d'entreprise (chèque-conseil) : *Lamarque (Jean-François)* (p. 1701) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1701).

Chômeurs de longue durée : *Bredin (Frédérique)* (p. 1704) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1704).

Collectivités locales (coopération avec l'ANPE) : *Mignon (Hélène)* (p. 1694, 1695) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1695).

Contrôleurs du travail et contrôleurs des lois sociales en agriculture : *Marin-Moskovitz (Gilberte)* (p. 1696) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1696).

Conventions de conversion : *Metzinger (Charles)* (p. 1701) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1701, 1702).

Départements d'outre-mer (pacte pour l'emploi outre-mer) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1692) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1692, 1693).

Entreprises intermédiaires ou entreprises d'insertion : *Bredin (Frédérique)* (p. 1699) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1699).

Femmes seules : *Jacquat (Denis)* (p. 1693) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1694).

Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Deprez (Léonce)* (p. 1693) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1693, 1694, 1702, 1703) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1702).

Formation en alternance (contrôle des inspecteurs du travail) : *Berson (Michel)* (p. 1699) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1699).

Formation professionnelle :

- rapports entre les ministères concernés (ministère de l'éducation nationale notamment) : *Barate (Claude)* (p. 1696) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1696, 1697) ;

- simplification du dispositif : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1697) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1697).

Handicapés : *Metzinger (Charles)* (p. 1700) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1700, 1701).

Illettrisme (lutte contre) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1692) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1692, 1693).

Jeunes (insertion et notamment qualification des- dans les entreprises) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1692) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1692, 1693, 1694) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1693) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1693).

Licenciement économique (procédures) : *Mandon (Thierry)* (p. 1700) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1700).

Licenciements (de salariés âgés notamment) : *Marin-Moskovitz (Gilberte)* (p. 1695) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1695).

Participation et intéressement : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 1698) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1698).

Réduction du temps de travail : *Guigné (Jean)* (p. 1703) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1703).

Revenu minimum d'insertion : *Estève (Pierre)* (p. 1703) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1703).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Mandon (Thierry)* (p. 1702) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1702).

Stages de reclassement professionnel :

- financement - et cercles de recherche d'emploi par l'ANPE) : *Guigné (Jean)* (p. 1706) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1706) ;

- organisation : *Berson (Michel)* (p. 1695) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1695, 1696).

Zones rurales (reconversion des agriculteurs) : *Coussain (Yves)* (p. 1694) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1694).

Formation professionnelle (p. 1706).

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFA) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1717) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1717).

Apprentissage (en milieu industriel notamment ; exemple allemand) : *Dhinnin (Claude)* (p. 1708) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1708, 1709).

Campagne d'information sur la formation professionnelle : *Laignel (André)* (G) (p. 1709).

Congés individuels de formation : *Berson (Michel)* (p. 1714) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1714, 1715).

Contrats de qualification : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1714) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1714).

Crédit-formation : *Catala (Nicole)* (p. 1709) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1709, 1715, 1716) ; *Berson (Michel)* (p. 1714) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1715, 1716).

Crédit d'impôt-formation : *Diméglio (Willy)* (remplacé par M. Jean-Yves Haby) (p. 1706) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1706).

Dépenses de formation (contrôle des fonds des entreprises) : *Berson (Michel)* (p. 1707) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1707, 1708).

Formation (difficultés d'accès aux mécanismes de) : *Catala (Nicole)* (p. 1709) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1709).

Illettrisme (lutte contre) : *Mandon (Thierry)* (p. 1716) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1716, 1717).

Organismes de formation (tarif horaire versé par l'Etat) : *Berson (Michel)* (p. 1717) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1717).

Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) et missions locales : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1715) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1715).

Qualification des salariés français (insuffisance) : *Dhinnin (Claude)* (p. 1708) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1708, 1716) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1715, 1716).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) (suivi par l'ANPE) : *Mandon (Thierry)* (p. 1713) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1713).

TUC :

- contenu en insertion et en formation des- : *Mandon (Thierry)* (p. 1706) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1706, 1707) ;

- prolongation des- : *Dinet (Michel)* (p. 1707) ; *Laignel (André)* (G) (p. 1707).

Vote des crédits (p. 1718).

Crédits inscrits à la ligne « Travail, emploi et formation professionnelle ».

Etat B, titre III (p. 1718) : adopté (p. 1720).

Apprentissage (plans régionaux ; cas de l'Alsace) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1720) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1720).

Discussion des amendements identiques nos 47 et 48.

Amendement n° 47 de Mme Muguette Jacquaint (réduction des crédits) (p. 1718) : rejeté (p. 1719).

Amendement n° 48 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) (p. 1718) : retiré (p. 1719).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1719). Observations : *Forgues (Pierre)* (p. 1718, 1719).

Contrôleurs du travail : *Jacquaint (Muguette)* (p. 1718) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1718) ; *Forgues (Pierre)* (p. 1718) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1719).

Amendement n° 49 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) (p. 1719) : retiré (p. 1720).

Observations : *Forgues (Pierre)* (p. 1719, 1720) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1719, 1720).

ANPE (emplois créés ; agents intégrés) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1719) ; *Forgues (Pierre)* (p. 1719, 1720) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1719, 1720).

Titre IV (p. 1720) : adopté au scrutin public (p. 1724).

Discussion commune des amendements nos 34, 50, 25, 51 et 58.

Amendement n° 34 de M. Jacques Barrot (réduction des crédits du chapitre 44-77 « fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle ») (p. 1720) : retiré (p. 1723).

Amendement n° 50 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits du chapitre 44-77 « fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle ») (p. 1720) : retiré (p. 1723).

Amendement n° 25 de la commission des finances (réduction des crédits du chapitre 44-77 « fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle ») (p. 1720) : retiré (p. 1723).

Soutenu par M. Pierre Forgues.

Amendement n° 51 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits du chapitre 44-77 « fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle ») (p. 1720) : retiré (p. 1723).

Amendement n° 58 de M. Jean-Yves Haby (réduction des crédits du chapitre 44-77 « fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle ») (p. 1720) : retiré (p. 1724).

Observations : *Berson (Michel)* (p. 1721, 1722) ; *Forgues (Pierre)* (p. 1722) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1722, 1723) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 1723).

ANPE : *Bredin (Frédérique)* (p. 1723).

Apprentissage (- industriel notamment) : *Barrot (Jacques)* (p. 1720, 1721, 1723) ; *Haby (Jean-Yves)* (p. 1721) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1722).

Compensation des exonérations de cotisations sociales : *Barrot (Jacques)* (p. 1720) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1722).

Niveau de la provision : *Berson (Michel)* (p. 1721) ; *Forgues (Pierre)* (p. 1722) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1722, 1723).

Revenu minimum d'insertion (représentant de l'ANPE à la commission locale d'insertion) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1721) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1722).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 1721, 1723) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 1722).

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 1724).

Crédits concernant les services communs au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au ministère de la solidarité et de la protection sociale : mis au voix lors de la discussion des crédits de ce dernier ministère.

ARTICLES NON RATTACHÉS. [18. novembre 1988] (p. 2507).

Article 49 et Etat F (crédits évaluatifs) (p. 2507) : adoptés (p. 2508).

Article 50 et Etat G (crédits provisionnels) (p. 2509) : adoptés (p. 2510).

Article 51 et Etat H (reports de crédits) (p. 2510) : adoptés (p. 2514).

Titre II : dispositions permanentes

A - Mesures concernant la fiscalité

a) Fiscalité locale

Article 53 (impôts locaux - actualisation des bases) (p. 2514) : adopté (p. 2517).

Amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (foncier non bâti - suppression de l'actualisation des bases) (p. 2514) : non soutenu (p. 2514).

Amendement n° 92, deuxième rectification, de M. Edmond Alphandéry (réduction de 3 p. 100 des bases) (p. 2514) : rejeté (p. 2517).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 2514, 2515) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2515, 2516) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2516).

D.G.F. (progression et mécanisme d'indexation de la) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2514, 2517) ; *Richard (Alain)* (p. 2515) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2515) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2516).

Impôts locaux (réforme) : *Auberger (Philippe)* (p. 2516).

Après l'article 53 :

Amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Brard (emprunts des collectivités locales - possibilité de renégociation de ceux ayant un taux d'intérêt supérieur de trois points au taux de l'inflation) (p. 2517) : rejeté (p. 2518).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 2517) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2517, 2518) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2518).

Dette des collectivités locales : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2517) ; *Richard (Alain)* (p. 2517) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2517) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2518).

Amendement n° 109 de M. Jacques Fleury (augmentation du taux de la taxe professionnelle - suppression de la condition relative à la moyenne des taux des trois autres taxes) (p. 2518) : retiré (p. 2519).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 2518) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2518, 2519).

Impôts locaux (liens entre les taux) : *Fleury (Jacques)* (p. 2518) ; *Richard (Alain)* (p. 2518) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2518, 2519).

Amendement n° 110 de M. Jacques Fleury (taux de la taxe professionnelle - possibilité d'augmentation si la moyenne des taux des trois autres taxes est supérieure ou égale à 75 p. 100 de la moyenne nationale - maintien des autres conditions) (p. 2518) : retiré (p. 2519).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2519).

Impôts locaux (réforme) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2519).

Taxe professionnelle : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2519).

Amendement n° 112 de M. Pierre Méhaignerie (foncier non bâti - diminution des bases de 15 p. 100 - taxe sur les grandes surfaces de vente ouvertes au public) (p. 2520) ; corrigé par M. Dominique Strauss-Kahn (taxe sur les grandes surfaces non déductible de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 2524).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2523).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 2521) ; *Richard (Alain)* (p. 2521).

Observations : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 2520) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2521, 2522, 2523, 2524).

Article 40 de la Constitution : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 2520) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2522, 2523, 2531).

D.G.F. (modalités de distribution de la) : *Auberger (Philippe)* (p. 2521).

b) Fiscalité de l'épargne

Avant l'article 54 :

Amendement n° 90, deuxième correction, de la commission (investissement dans des entreprises nouvelles ou créées depuis moins de trois ans ou dans des sociétés de capital-risque dont au moins 50 p. 100 des fonds placés annuellement le sont dans des entreprises créées depuis moins de trois ans - réduction d'impôt sur une somme portée à 20 000 F par an) (p. 2524) : retiré (p. 2524).

Article 54 (sociétés de capital-risque et fonds communs de placement à risque - régime des porteurs de parts) (p. 2524) : adopté (p. 2524).

Article 55 (options négociables - régime fiscal applicable aux particuliers) (p. 2524) : adopté (p. 2525).

Après l'article 55 :

Amendement n° 103 du Gouvernement (réduction d'impôt sur le revenu pour les investissements dans des sociétés constituées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1991 et intervenant dans le délai de trois ans suivant leur création, ou dans des sociétés créées avant le 31 décembre 1991 dont la situation nette comptable est représentée pour au moins 75 p. 100 par des souscriptions au capital de sociétés constituées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1991 et effectuées dans le délai de trois ans suivant la création de ces dernières) : adopté (p. 2526).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2525).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 2525) ; *Ducet (Claude)* (p. 2525, 2526).

c) Mesures concernant les entreprises

Article 56 (extension du régime des sociétés mères) (p. 2526) : adopté (p. 2526).

Article 57 (SICOMI - régime fiscal de leurs interventions à l'étranger) (p. 2526) : adopté (p. 2526).

Après l'article 57 :

Amendement n° 104 du Gouvernement (sociétés de financement des télécommunications - modification de leur régime fiscal) (p. 2526) : adopté (p. 2527).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2526, 2527).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 2527).

Contre : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 2527).

d) Mesures en faveur du logement.

Article 58 (rachats de logements par les organismes HLM à des accédants à la propriété en difficulté - possibilité d'exonération de la taxe départementale de publicité foncière) (p. 2527) : adopté (p. 2527).

e) Mesures diverses.

Article 59 (TVA- taxation d'office des redevables du régime simplifié en cas de défaut de versement des acomptes) (p. 2527) : adopté (p. 2527).

Après l'article 59 :

Amendement n° 102 de M. Gilbert Gantier (matériels vidéo enregistrés - TVA au taux normal à partir de 1990 sauf pour les matériels à caractère violent ou pornographique) (p. 2527) : rejeté (p. 2528).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 2528) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2528).

Cinéma (et salles de) : *Richard (Alain)* (p. 2528).

TVA (harmonisation européenne) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2528) ; *Richard (Alain)* (p. 2528).

Article 60 (recouvrement des créances fiscales après un sinistre ou un attentat) (p. 2528) : adopté après modifications (p. 2528).

Amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) (p. 2528) : adopté (p. 2528).

Article 61 (obligation de paiement par chèques et virements- institution d'un seuil unique de 5 000 F et de la possibilité de régler par carte de paiement ou de crédit) (p. 2528) : adopté (p. 2529).

Après l'article 61 :

Amendement n° 8 corrigé de M. Fabien Thiémé (suppression de l'anonymat sur l'or) (p. 2529) : rejeté (p. 2530).

Soutenu par M. Louis Pierna (p. 2529).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 2529) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2529) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2529).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2529).

Amendement n° 94 de M. Bernard Stasi (vins et eaux de vie d'appellation contrôlée- nouveau mode d'évaluation des stocks sur option de l'exploitant) (p. 2530) : rejeté (p. 2530).

Soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (p. 2530).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 2530).

Après l'article 65 :

Amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (zones d'habitation ou d'activités créées par des établissements publics ou des groupements de communes- possibilité d'attribuer à ceux-ci tout ou partie de la taxe professionnelle générée par ces zones) (p. 2530) : non soutenu (p. 2530).

Après l'article 67 :

Amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (associations des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - recensement des bénéficiaires de subventions de l'Etat) (p. 2530) : adopté (p. 2531).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 2530).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 2530).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2530).

ARTICLES DE RECAPITULATION [18 novembre 1988] (p. 2548).

Article 30 (budget général - services votés) (p. 2548) : adopté (p. 2548).

Article 31 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 2548) : adopté (p. 2548).

Article 32 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 2548) : adopté (p. 2548).

Article 35 (autorisations d'engagement par anticipation) (p. 2548) : adopté (p. 2548).

Article 36 (budgets annexes - services votés) (p. 2548) : adopté (p. 2548).

Article 37 (budgets annexes - mesures nouvelles) (p. 2548) : adopté (p. 2548).

Seconde délibération du projet de loi [18 novembre 1988] (p. 2549).

Amendements du Gouvernement : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2549, 2550, 2551, 2552) ; *Richard (Alain)* (p. 2552, 2553).

Débat budgétaire (qualité et résultats) : *Richard (Alain)* (p. 2552, 2553).

Demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Charasse (Michel)* (G) (p. 2552).

Article 31 et Etat B (mesures nouvelles- dépenses ordinaires des services civils) (p. 2553) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2555).

Etat B, titre III :

Amendements nos 1 à 23 du Gouvernement (majorations et réductions de dépenses) (p. 2555) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2555).

Soutenus par M. Michel Charasse (G) (p. 2549, 2550, 2551).

Article 32 et Etat C (mesures nouvelles- dépenses en capital des services civils) (p. 2555) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2558).

Etat C, titre V :

Amendements nos 24 à 39 du Gouvernement (majorations et réductions d'autorisations de programme et de crédits de paiement) (p. 2557) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2558).

Soutenus par M. Michel Charasse (G) (p. 2549, 2550, 2551).

Article 50 et Etat G (crédits provisionnels) (p. 2558) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2559).

Amendement n° 40 du Gouvernement (de conséquence du transfert des crédits relatifs au financement des partis et groupements politiques au budget des charges communes) (p. 2559) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2559).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2552).

Article 51 et Etat H (reports de crédits) (p. 2559) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 2559).

Amendement n° 41 du Gouvernement (insertion de lignes budgétaires dans le budget des services du Premier ministre) (p. 2562) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2562).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2552).

Article 29 et Etat A (équilibre général du budget) (p. 2563) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2564).

Amendement n° 43 du Gouvernement (majoration de dépenses - majoration du déficit) (p. 2565) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2565).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 2552).

Explications de vote (p. 2565).

Abstention du groupe communiste : *Thiémé (Fabien)* (p. 2569).

Autoroutes (programme) : *Auberger (Philippe)* (p. 2567, 2568).

Commerce extérieur : *Auberger (Philippe)* (p. 2567).

Débat budgétaire (et améliorations apportées au projet) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 2569) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2570) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2572).

Dépenses publiques (croissance) : *Ornano (Michel d')* (p. 2565) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2570, 2571).

Dette publique : *Auberger (Philippe)* (p. 2567) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2571).

Emploi (politique de l') : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2566, 2567).

Entreprises (mesures en faveur) : *Douyère (Raymond)* (p. 2570).

Entreprises publiques : *Ornano (Michel d')* (p. 2565) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2567) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 2571).

Epargne (fiscalité) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566).

Fonction publique (effectifs et politique salariale) : *Ornano (Michel d')* (p. 2565) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2567) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2571).

Groupe communiste (propositions du) : *Thiémé (Fabien)* (p. 2569).

I.S.F. (impôt de solidarité sur la fortune) : *Ornano (Michel d')* (p. 2565) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2569).

Impôt sur le revenu : *Douyère (Raymond)* (p. 2569).

Impôt sur les sociétés (et distinction selon l'affectation des bénéfices) : *Ornano (Michel d')* (p. 2565).

Justice (effectifs du ministère de la- et tractations pour le vote du budget) : *Auberger (Philippe)* (p. 2567, 2568).

Pouvoir d'achat : *Auberger (Philippe)* (p. 2567).

Privatisations : *Auberger (Philippe)* (p. 2567, 2568).

Union du Centre (attitude) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2570) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2572).

Taxe professionnelle : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566).

TVA (et harmonisation européenne) : *Ornano (Michel d')* (p. 2565) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566) ; *Auberger (Philippe)* (p. 2567) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2570) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2571).

Vote contre du groupe UDC : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2566).

Vote contre du groupe UDF : *Ornano (Michel d')* (p. 2566).

Vote contre du groupe RPR : *Auberger (Philippe)* (p. 2569).

Vote pour du groupe socialiste : *Douyère (Raymond)* (p. 2570) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 2572).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution :

Article 31 et état B, 32 et état C, 50 et état G, 51 et état H, modifiés par les amendements 1 à 43 : adoptés.

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi de finances (p. 2573).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1988] (p. 3836).

Alcool et tabac (accises) : *Richard (Alain)* (p. 3837).

Dépenses publiques :

- généralités : *Richard (Alain)* (p. 3837) ;
- dépenses militaires : *Thiémé (Fabien)* (p. 3838) ;
- éducation nationale et formation : *Thiémé (Fabien)* (p. 3838, 3839).

Epargne (fiscalité - et du patrimoine et harmonisation européenne) : *Richard (Alain)* (p. 3837).

Fonction publique (effectifs et revendications dans la) : *Thiémé (Fabien)* (p. 3838).

Impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.) : *Richard (Alain)* (p. 3837) ; *Thiémé (Fabien)* (p. 3838, 3839).

Logement : *Thiémé (Fabien)* (p. 3839).

Parti communiste (propositions) : *Thiémé (Fabien)* (p. 3838, 3839).

Prélèvements obligatoires : *Thiémé (Fabien)* (p. 3838).

Taxe sur la valeur ajoutée :

- réduction des taux et harmonisation européenne : *Richard (Alain)* (p. 3837) ;
- suppression sur certains produits : *Thiémé (Fabien)* (p. 3839).

Discussion des articles (p. 3839, 3855).

Première partie :

Titre I^{er} : dispositions relatives aux ressources.

a) Mesures en faveur des ménages.

Article 2 (p. 3839) : adopté après modifications (p. 3839).

Amendement n° 2 de la commission (transmission d'entreprises ; suppression d'une disposition introduite par le Sénat relative à des avantages fiscaux pour la reprise des entreprises par leurs salariés) (p. 3839) : adopté (p. 3839).

Article 3 bis nouveau (emplois à temps partiel - extension du bénéfice de la réduction d'impôt pour frais de garde) (p. 3839) : adopté (p. 3839).

Article 3 ter nouveau (conjoint âgé de plus de soixante-dix ans - réduction d'impôt de 25 p. 100 dans la limite de 13 000 F pour l'hébergement en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 3839) : adopté (p. 3839).

Article 4 : réservé jusqu'avant l'examen de l'article 29 (p. 3839) : examiné (p. 3881).

Article 6 (p. 3840) : adopté après modifications (p. 3842).

Amendement n° 4 de la commission (suppression de la réduction de TVA sur la consommation de charbon à usage domestique) (p. 3840) : adopté (p. 3840).

Amendement n° 5 de la commission (conséquence de l'amendement n° 4) (p. 3840) : adopté (p. 3841).

Amendement n° 6 de la commission (supports de son et de l'image - retour au taux majoré de la TVA) (p. 3841) : adopté (p. 3841).

Amendement n° 7 de la commission (Guadeloupe, Martinique et Réunion - retour à 14 p. 100 pour le taux majoré de TVA) (p. 3841) : adopté (p. 3841).

Amendement n° 98 de M. Fabien Thiémé (exonération de la T.V.A. pour les attributions de combustibles au personnel des houillères) (p. 3841) : rejeté (p. 3842).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3841) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3841, 3842).

Amendement n° 8 de la commission (entreprises en création - maintien du décalage d'un mois de la T.V.A.) (p. 3842) : adopté (p. 3842).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 3842) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3842).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 3842).

T.V.A. (règle du décalage d'un mois) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3842) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3842).

Article 6 bis A nouveau (réduction du taux normal de la T.V.A. à 18 p. 100) (p. 3842) : supprimé (p. 3843).

Amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 3843) : adopté (p. 3843).

Contre : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3843).

T.V.A. (harmonisation européenne) : *Richard (Alain)* (p. 3843).

Article 7 bis nouveau (investissement locatif - option du contribuable pour le doublement des plafonds d'investissement sans possibilité de nouvelle réduction d'impôt au titre de l'année suivante) (p. 3843) : supprimé (p. 3843).

Amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 3843) : adopté (p. 3843).

Article 7 ter nouveau (réduction d'impôt au titre des dépenses engagées pour économiser l'énergie) (p. 3843) : supprimé (p. 3843).

Amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 3843) : adopté (p. 3843).

b) Mesures en faveur de l'emploi et des entreprises.

Article 8 (p. 3843) : adopté après modifications (p. 3845).

Amendement n° 12 rectifié de la commission (taux de 42 p. 100 pour les bénéfices distribués et de 39 p. 100 dans le cas contraire) (p. 3843) : adopté après modifications (p. 3845).

Pour : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3844).

Contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 3844).

Sous-amendement n° 107 du Gouvernement (de précision) (p. 3844) : adopté (p. 3845).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3844).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3844).

Sous-amendement n° 108 du Gouvernement (de précision) (p. 3844) : adopté (p. 3845).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3844).

Sous-amendement n° 109 du Gouvernement (de précision) (p. 3844) : adopté (p. 3845).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3844).

Article 8 bis (p. 3845) : adopté (p. 3845).

Article 9 (p. 3845) : adopté après modifications (p. 3857).

Amendement n° 13 de la commission (application du dispositif aux entreprises créées à compter du 1^{er} octobre 1988) (p. 3845) : adopté (p. 3845).

Amendement n° 14 de la commission (suppression de l'extension du dispositif aux créations d'entreprises libérales) (p. 3846) : adopté (p. 3847).

Pour : Charasse (Michel) (G) (p. 3847).

Contre : Alphandéry (Edmond) (p. 3846, 3847) ; Auberger (Philippe) (p. 3846).

Amendement n° 15 de la commission (suppression de l'extension du dispositif à la reprise d'entreprises libérales en difficulté) (p. 3855) : adopté (p. 3856).

Amendement n° 96 de M. Philippe Auberger (reprise d'entreprises en difficulté - possibilité pour des salariés associés ou des exploitants de celle-ci de détenir des parts de la société créée en vue de la reprise) (p. 3856) : rejeté (p. 3856).

Contre : Richard (Alain) (p. 3856).

Amendement n° 16 de la commission (retour à 5, 5 p. 100 pour le taux réduit de T.V.A.) (p. 3856) : adopté (p. 3856).

Amendement n° 17 de la commission (reprise d'entreprises en difficulté - suppression de l'étalement sur trois ans du bénéfice réalisé pendant le premier exercice) (p. 3856) : adopté (p. 3856).

Amendement n° 18 corrigé de la commission (reprise d'entreprises en difficulté - non-cumul de l'avantage fiscal avec la donation-partage pour les membres de la famille du chef d'entreprise) (p. 3856) : rejeté (p. 3857).

Contre : Charasse (Michel) (G) (p. 3856, 3857) ; Auberger (Philippe) (p. 3857).

Article 9 bis nouveau (entreprises libérales nouvellement créées - exonération et abattements pour l'impôt sur le revenu) (p. 3857) : supprimé (p. 3857).

Amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 3857) : adopté (p. 3857).

Contre : Auberger (Philippe) (p. 3857).

Professions libérales : Auberger (Philippe) (p. 3857).

Article 10 (p. 3857) : adopté après modifications (p. 3858).

Amendement n° 20 de la commission (rédactionnel et supprimant la référence au déplaçonnement des cotisations d'allocations familiales) (p. 3858) : adopté (p. 3858).

Article 10 bis nouveau (comptes d'associés - relèvement des plafonds de déductibilité) (p. 3858) : supprimé (p. 3858).

Amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 3858) : adopté (p. 3858).

Article 10 ter nouveau (inventions faites par des salariés - primes versées par l'entreprise retenues et assujetties à l'impôt sur le revenu pour 50 p. 100 de leur montant) : supprimé (p. 3858).

Amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 3858) : adopté (p. 3858).

Article 10 quater nouveau (extension de l'assiette du crédit d'impôt-recherche aux licences et apports en industrie) (p. 3858) : supprimé (p. 3859).

Amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 3858) : adopté (p. 3859).

Contre : Gantier (Gilbert) (p. 3859).

Article 11 (p. 3859) : adopté après modifications (p. 3859).

Amendement n° 24 de la commission (incorporation de réserves - retour au taux de 3 p. 100 pour le droit d'apport) (p. 3859) : adopté (p. 3859).

Contre : Auberger (Philippe) (p. 3859).

Article 11 bis : supprimé par le Sénat (p. 3859) : rétabli (p. 3860).

INTERVENANTS :

Observations : Auberger (Philippe) (p. 3860, 3861) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3860, 3861).

Cavaliers budgétaires et article 34 de la Constitution : Auberger (Philippe) (p. 3860, 3861) ; Richard (Alain) (p. 3860) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3860, 3861).

Discussion des amendements identiques nos 25 et 100.

Amendement n° 25 de la commission (renouvellement tous les six ans de l'agrément et de l'habilitation - maintien du délai de trois ans pour le premier renouvellement) (p. 3859) : adopté après modifications (p. 3860).

Observations : Auberger (Philippe) (p. 3860) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3860).

Sous-amendement n° 110 du Gouvernement (extension de la mesure aux associations agréées des professions libérales) (p. 3859) : adopté (p. 3860).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3859).

Amendement n° 100 de M. Daniel Le Meur (renouvellement tous les six ans de l'agrément et de l'habilitation - maintien du délai de trois ans pour le premier renouvellement) (p. 3859) : retiré (p. 3859).

Article 11 ter : supprimé par le Sénat (p. 3860) : rétabli (p. 3861).

Discussion commune des amendements nos 26, 99 et 132.

Amendement n° 26 de la commission (extension de la compétence des centres de gestion agréés) (p. 3860) : rejeté (p. 3861).

Amendement n° 99 de M. Daniel Le Meur (extension de la compétence des centres de gestion agréés) (p. 3860) : retiré (p. 3860).

Amendement n° 132 du Gouvernement (extension de la compétence des centres de gestion agréés) (p. 3860) : adopté (p. 3861).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3860, 3861).

Pour : Richard (Alain) (p. 3861).

Contre : Auberger (Philippe) (p. 3861).

Article 12 (p. 3861) : adopté après modifications (p. 3862).

Amendement n° 27 de la commission (suppression de l'exonération de taxe sur les salaires introduite par le Sénat pour les associations d'aide à domicile) (p. 3862) : adopté (p. 3862).

Contre : Auberger (Philippe) (p. 3862).

c) *Aménagement de la fiscalité des activités financières dans la perspective du grand marché commun.*

Article 14 (p. 3862) : adopté après modifications (p. 3862).

Amendement n° 28 de la commission (suppression de la règle du coupon couru à compter du 1^{er} janvier 1989) (p. 3862) : adopté (p. 3862).

d) *Mesure de solidarité nationale.*

Article 18 (p. 3863) : adopté au scrutin public, après modifications et application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3874).

INTERVENANT :

Observations : Thiémé (Fabien) (p. 3864).

Amendement n° 29 de la commission (institution d'un impôt sur la fortune - suppression de la référence à la seule année 1989 introduite par le Sénat) (p. 3864) : vote réservé (p. 3864) ; adopté (p. 3874).

Amendement n° 30 de la commission (seuil de 4 000 000 F - non-application aux départements de la Corse de règles particulières d'évaluation des immeubles) (p. 3864) : vote réservé (p. 3870) : adopté (p. 3874).

Contre : Rocca-Serra (Jean-Paul de) (p. 3865, 3866).

Corse (statut fiscal de la) : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 3865, 3866) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 3866, 3867) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 3867) ; *Richard (Alain)* (p. 3867, 3868) ; *Rossi (José)* (p. 3868) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3868, 3869, 3870).

Sous-amendement n° 105 de M. Pierre Pasquini (non application de l'impôt sur la fortune aux départements de la Corse jusqu'à ce que le Gouvernement propose un nouveau statut fiscal pour cette région) (p. 3865) : vote réservé (p. 3870) ; non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3874).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3867, 3868) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3868, 3869, 3870).

Corse (terrorisme) : *Pasquini (Pierre)* (p. 3867).

Sous-amendement n° 124 de M. José Rossi (évaluation des immeubles situés dans les départements de la Corse au tiers de leur valeur vénale jusqu'à la réforme du statut fiscal de cette région) (p. 3865) : retiré (p. 3868).

Amendement n° 31 de la commission (évaluation des biens - suppression de l'évaluation par référence à l'imposition des plus-values introduite par le Sénat) (p. 3870) : vote réservé (p. 3870) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 94 de M. Emile Zuccarelli (départements de Corse - évaluation des biens immobiliers comme en matière de droits de succession et sanction pour non déclaration) (p. 3866, 3867, 3870) : vote réservé (p. 3871) ; non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3874).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3868, 3869, 3870) ; *Richard (Alain)* (p. 3871).

Amendement n° 32 de la commission (agriculture - suppression de l'exonération de 75 p. 100 de leur valeur introduite par le Sénat pour tous les biens donnés à bail à long terme et toutes les parts de G.F.A. représentatives de biens ayant fait l'objet d'un bail de ce type ou résultant d'apports en numéraire) (p. 3871) : vote réservé (p. 3871) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 33 de la commission (droits de la propriété industrielle exonérés si ils sont détenus par leur inventeur - suppression de l'imposition des objets d'art et de collection pour la part de leur valeur dépassant 1 500 000 F) (p. 3871) : vote réservé (p. 3871) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 34 de la commission (monuments historiques - suppression de l'exonération et des abattements introduits par le Sénat) (p. 3871) : vote réservé (p. 3871) : adopté (p. 3874).

Monuments historiques (imposition des) : *Richard (Alain)* (p. 3871).

Amendement n° 35 de la commission (indemnisation des rapatriés - suppression de l'exonération introduite par le Sénat) (p. 3871) : vote réservé (p. 3871) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 36 rectifié de la commission (biens professionnels - retour à la qualification définie par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3871) : vote réservé (p. 3873) : adopté après modifications (p. 3874).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 3872) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3872).

Activités connexes et complémentaires : *Gantier (Gilbert)* (p. 3872) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3872) ; *Richard (Alain)* (p. 3873).

Cadres dirigeants remplissant la condition de 75 p. 100 de leur patrimoine investi dans l'entreprise : *Gantier (Gilbert)* (p. 3872).

Sous-amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Philibert (condition de 50 p. 100 des revenus au titre de la rémunération de fonctions de direction - cumul des activités exercées dans plusieurs sociétés) (p. 3872) : vote réservé (p. 3873) : non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3874).

Soutenu par M. Gilbert Gantier (p. 3872).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3872) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3872).

Sous-amendement n° 111 du Gouvernement (appréciation de la part des 75 p. 100 du patrimoine - cumul des titres détenus directement) (p. 3872) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3872).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3873).

Amendement n° 37 de la commission (résidence principale - suppression de l'abattement de 1 500 000 F introduit par le Sénat) (p. 3873) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 38 de la commission (immeubles loués à usage d'habitation et soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948 - suppression de l'abattement de 50 p. 100 introduit par le Sénat) (p. 3873) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 39 de la commission (retour au barème voté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 3873) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 40 de la commission (suppression de l'imputation de l'impôt sur la fortune sur les droits de mutation à titre gratuit introduite par le Sénat) (p. 3873) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 41 de la commission (plafonnement de l'impôt sur la fortune - non prise en compte des taxes foncières introduite par le Sénat) (p. 3873) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Amendement n° 42 de la commission (contrats d'assurance sur objets mobiliers portant sur une somme supérieure à 100 000 F - rétablissement de la communication à l'administration, supprimée par le Sénat, des relevés des contrats souscrits depuis 1986) (p. 3873) : vote réservé (p. 3873) : adopté (p. 3874).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 3874).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3874).

e) *Fiscalité de l'énergie et des transports.*

Article 19 (p. 3874) : vote réservé (p. 3875).

Amendement n° 43 de la commission (retour au barème adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3875) : vote réservé (p. 3875) : adopté (p. 3890).

f) *Mesures diverses.*

Article 22 A nouveau (prélèvements libératoires sur les produits de l'épargne ramenés à 15 p. 100) (p. 3875) : vote réservé (p. 3875) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 3875) : vote réservé (p. 3875) : adopté (p. 3890).

Article 22 bis A nouveau (commissaires priseurs - suppression des bourses de résidence) (p. 3875) : supprimé (p. 3875).

Amendement n° 45 de la commission (de suppression) (p. 3875) : adopté (p. 3875).

Article 22 bis B nouveau (taxe professionnelle - exonération pour les artisans durant la première année de l'embauche d'un premier salarié) (p. 3875) : vote réservé (p. 3875) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 3875) : vote réservé (p. 3875) : adopté (p. 3890).

Article 22 bis C nouveau (monuments historiques - extension aux parts de S.C.I. de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 3875) : vote réservé (p. 3876) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 3875) : vote réservé (p. 3876) : adopté (p. 3890).

Article 22 bis (p. 3876) : vote réservé (p. 3877) : adopté après modifications (p. 3890).

INTERVENANTS :

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 3876) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3876).

Amendement n° 48 de la commission (taxe professionnelle - retour au plafonnement de 4,5 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 3876) : vote réservé (p. 3876) : adopté (p. 3890).

Article 22 ter nouveau (agriculture - régime d'imposition des associés d'exploitation agricole à responsabilité limitée) (p. 3876) : vote réservé (p. 3876) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 3876) : vote réservé (p. 3876) : adopté (p. 3890).

Article 22 quater nouveau (propriétés rurales - relèvement des abattements sur le revenu) (p. 3876) : vote réservé (p. 3876) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté (p. 3890).

Article 22 quinquies nouveau (*exploitants agricoles imposés au régime réel - majoration de la déduction pour investissement*) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 51 de la commission (de suppression) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté (p. 3890).

Article 22 sexies nouveau (*exploitants agricoles imposés au régime réel - extension aux parts de C.U.M.A. de la déduction pour investissement*) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté (p. 3890).

Article 23 (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté après modifications (p. 3890).

Amendement n° 53 de la commission (installation de jeunes agriculteurs - suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu introduite par le Sénat) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté (p. 3890).

Article 23 bis nouveau (*exploitant agricole individuel - report d'imposition des plus values pour l'apport d'éléments d'actifs fait à celui-ci*) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté (p. 3890).

Article 23 ter nouveau (*déficits agricoles - relèvement à 100 000 F du plafond des revenus non agricoles pour leur imputation*) (p. 3877) : vote réservé (p. 3878) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 3877) : vote réservé (p. 3877) : adopté (p. 3890).

Article 23 quater nouveau (*entreprises agricoles à responsabilité limitée - taxe de publicité foncière à 0,6 p. 100 sur les apports*) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : adopté (p. 3890).

Article 23 quinquies nouveau (*parts de G.F.A. et biens donnés à bail à long terme - extension de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : adopté (p. 3890).

Article 23 sexies nouveau (*adductions d'eau - relèvement du tarif des redevances perçues au profit du fonds national*) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : adopté (p. 3890).

Article 23 septies nouveau (*sociétés d'investissement forestier*) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : supprimé (p. 3890).

Amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 3878) : vote réservé (p. 3878) : adopté (p. 3890).

Article 23 octies nouveau (*permis de conduire - augmentation du droit d'examen*) (p. 3878) : vote réservé (p. 3879) : adopté après modifications (p. 3890).

Amendement n° 58 de la commission (droit fixé à 150 F) (p. 3878) : vote réservé (p. 3879) : non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3890).

Amendement n° 133 du Gouvernement (droit fixé à 160 F) (p. 3878) : vote réservé (p. 3879) : adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3878).

Après l'article 23 octies :

Amendement n° 113 de M. Jean Tardito (concours administratifs organisés par les collectivités territoriales - suppression des droits d'inscription) (p. 3879) : vote réservé (p. 3879) : adopté après modifications (p. 3890).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3879).

Pour : Richard (Alain) (p. 3879).

Observations : Charasse (Michel) (G) (p. 3879).

Sous-amendement n° 135 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 3879) : vote réservé (p. 3879) : adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3879).

Article 24 (p. 3879) : vote réservé (p. 3880) : adopté après modifications (p. 3890).

Amendement n° 104 de M. Fabien Thiémé (suppression des droits sur le tabac; du droit de timbre sur les bulletins de loto et de droits de timbre) (p. 3879) : vote réservé (p. 3880) : non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3890).

Contre : Richard (Alain) (p. 3880) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3880).

Tabac (SEITA - importations et publicité - modification du calcul de droits) : Thiémé (Fabien) (p. 3879, 3880) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3880).

Amendement n° 59 de la commission (suppression de l'augmentation de droits sur le tabac introduite par le Sénat) (p. 3880) : vote réservé (p. 3880) ; non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3890).

Amendement n° 114 du Gouvernement (droits sur le tabac) (p. 3880) : vote réservé (p. 3880) ; adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3880).

Pour : Richard (Alain) (p. 3880).

Amendement n° 60 de la commission (suppression des augmentations de droits de timbre introduites par le Sénat) (p. 3880) : vote réservé (p. 3880) ; adopté (p. 3890).

Après l'article 24 :

Amendement n° 134 du Gouvernement (taxe locale d'équipement - frais d'assiette fixés à 4 p. 100) (p. 3880) : vote réservé (p. 3881) : adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3881).

Pour : Richard (Alain) (p. 3881).

Titre II : ressources affectées.

Article 27 (p. 3881) : vote réservé (p. 3881) : adopté après modifications (p. 3890).

Amendement n° 61 de la commission (D.G.F. - prélèvement sur le produit net prévisionnel de la T.V.A. - taux de 16,586 p. 100) (p. 3881) : vote réservé (p. 3881) ; non soumis au vote par le Gouvernement (p. 3890).

Amendement n° 115 du Gouvernement (D.G.F. - prélèvement fixé à 16,591 p. 100 sur le produit net prévisionnel de la TVA) (p. 3881) : vote réservé (p. 3881) : adopté (p. 3890).

Titre I^{er} : dispositions relatives aux ressources.

a) Mesures en faveur des ménages.

Article 4 (précédemment réservé) (p. 3881) : vote réservé (p. 3882) : adopté après modifications (p. 3890).

Amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (limitation du dispositif à la fourniture de repas - extension aux repas fournis hors de France à partir de 1989) (p. 3881) : vote réservé (p. 3882) : adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3881).

Pour : Richard (Alain) (p. 3882) ; Gantier (Gilbert) (p. 3882).

Amendement n° 3 corrigé de la commission (limitation du dispositif à la fourniture de repas fournis en France et hors de France) (p. 3881) : retiré (p. 3882).

Sous-amendement n° 65 rectifié de M. Pierre-Rémy Houssin (modification du gage) (p. 3881) : devenu sans objet du fait du retrait de l'amendement n° 3 corrigé (p. 3882).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 3882).

Sous-amendement n° 102 de M. Gilbert Gantier (modification de la date d'effet du gage) (p. 3881) : devenu sans objet du fait du retrait de l'amendement n° 3 corrigé (p. 3882).

Titre III : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

Article 29 et Etat A (p. 3883) : vote réservé (p. 3890) : adopté après modifications (p. 3890).

Amendement n° 103 rectifié de la commission (majorations et minorations de recettes, de prélèvements et de dépenses) (p. 3888) : vote réservé (p. 3889) : adopté après modifications (p. 3890).

Pour : Charasse (Michel) (G) (p. 3889).

Sous-amendement n° 117 rectifié du Gouvernement (majorations et minorations de recettes, de prélèvements et de dépenses) (p. 3889) : vote réservé (p. 3889) : adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3889).

Amendement n° 116 du Gouvernement (émission par le Gouvernement d'emprunts libellés en ECU et règlement en ECU des opérations afférentes à ces emprunts) (p. 3889) : vote réservé (p. 3890) : adopté (p. 3890).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3889).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3890).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3890).

Deuxième partie :

Titre I^{er} : dispositions applicables à l'année 1989.

Article 30 (p. 3890) : adopté après modifications (p. 3891).

Amendement n° 62 de la commission (majoration de crédits) (p. 3890) : adopté (p. 3890).

Amendement n° 63 de la commission (suppression d'une minoration de crédits de 16 millions de francs introduite par le Sénat) (p. 3890) : adopté (p. 3890).

Article 31 et Etat B (p. 3891) : adopté après modifications (p. 3893).

Titre I^{er} :

Amendement n° 64 de la commission (économie, finances et budget - suppression de la minoration de crédits de 5 milliards de francs introduite par le Sénat) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Crédits du titre I^{er} concernant l'économie, les finances et le budget. I. Charges communes, modifiés : adoptés (p. 3892).

Titre II : adopté (p. 3892).

Titre III : adopté après modifications (p. 3892).

Amendement n° 65 de la commission (rétablissement des crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Amendement n° 66 de la commission (rétablissement des crédits de la culture et de la communication) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Amendement n° 67 de la commission (rétablissement des crédits de l'industrie et de l'aménagement du territoire) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Amendement n° 118 du Gouvernement (majoration de crédits de l'aménagement du territoire - financement du F.R.I.L.E.) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3892).

Amendement n° 68 de la commission (rétablissement des crédits du ministère de la justice) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Amendement n° 69 de la commission (rétablissement des crédits solidarité, santé et protection sociale) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Titre IV : adopté après modifications (p. 3893).

Amendement n° 70 de la commission (rétablissement des crédits de la culture et de la communication) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Amendement n° 119 du Gouvernement (majoration des crédits de l'industrie et de l'aménagement du territoire) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3892).

Amendement n° 71 de la commission (rétablissement des crédits de l'industrie et de l'aménagement du territoire) (p. 3892) : adopté (p. 3892).

Amendement n° 120 du Gouvernement (majoration des crédits du ministère de l'intérieur - dotation globale de décentralisation) (p. 3893) : adopté (p. 3893).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3892).

Amendement n° 121 du Gouvernement (services du Premier ministre - majoration des crédits du C.R.E.D.O.C.) (p. 3893) : adopté (p. 3893).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3892).

Amendement n° 72 de la commission (rétablissement des crédits de la solidarité, de la santé et de la protection sociale) (p. 3893) : adopté (p. 3893).

Amendement n° 122 du Gouvernement (majoration des crédits de la formation professionnelle induite par la majoration de la dotation globale de décentralisation) (p. 3893) : adopté (p. 3893).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3892).

Article 32 et Etat C (p. 3893) : adopté après modifications (p. 3897).

Titre V : adopté après modifications (p. 3896).

Amendement n° 74 de la commission (rétablissement de dotations aux entreprises publiques) (p. 3896) : adopté (p. 3896).

Amendement n° 75 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'industrie et de l'aménagement du territoire) (p. 3896) : adopté (p. 3896).

Amendement n° 123 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'industrie et de l'aménagement du territoire - financement du F.R.I.L.E.) (p. 3896) : adopté (p. 3896).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3896).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 3896)

M.E.C.A. (machines et équipements de conception avancée) (réduction des crédits du) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3896) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3896).

Amendement n° 76 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement de la solidarité, de la santé et de la protection sociale) (p. 3896) : adopté (p. 3896).

Amendement n° 77 de la commission (rétablissement des crédits de paiement des transports et de la mer) (p. 3896) : adopté (p. 3896).

Titre VI : adopté après modifications (p. 3897).

Amendement n° 125 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'éducation nationale) (p. 3897) : adopté (p. 3897).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3896).

Amendement n° 126 rectifié du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'industrie et de l'aménagement du territoire) (p. 3897) : adopté (p. 3897).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3896).

Amendement n° 78 de la commission (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'industrie et de l'aménagement du territoire) (p. 3897) : adopté (p. 3897).

Amendement n° 136 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'intérieur) (p. 3897) : adopté (p. 3897).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3896).

Amendement n° 79 de la commission (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de la solidarité, de la santé et de la protection sociale) (p. 3897) : adopté (p. 3897).

Article 36 (p. 3897) : adopté après modifications (p. 3897).

Amendement n° 81 de la commission (rétablissement des crédits du budget annexe des postes, télécommunications et de l'espace) (p. 3897) : adopté (p. 3897).

Article 37 (p. 3897) : adopté après modifications (p. 3898).

Amendement n° 82 de la commission (rétablissement des autorisations de programme du budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace) (p. 3897) : adopté (p. 3898).

Amendement n° 127 du Gouvernement (frappe d'une pièce de 1 F commémorative du bicentenaire - majoration des crédits du budget annexe des monnaies et médailles) (p. 3898) : adopté (p. 3898).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3898).

Amendement n° 83 de la commission (rétablissement des crédits de paiement du budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace) (p. 3898) : adopté (p. 3898).

Article 40 (supprimé par le Sénat) (p. 3898) : rétabli (p. 3898).

Amendement n° 84 de la commission (clôture au 31 décembre 1988 du compte d'affectation des produits de la privatisation) (p. 3898) : adopté (p. 3898).

Article 46 (supprimé par le Sénat) (p. 3898) : rétabli (p. 3898).

Amendement n° 85 de la commission (compte de gestion de titres du secteur public - rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 3898) : adopté (p. 3898).

Titre II : dispositions permanentes.

A. - Mesures concernant la fiscalité.

a) Fiscalité locale.

Article 53 bis nouveau (extension de l'exonération de la taxe locale sur les réunions sportives) (p. 3898) : supprimé (p. 3899).

Amendement n° 86 de la commission (de suppression) (p. 3898) : adopté (p. 3899).

b) Fiscalité de l'épargne.

Article 54 (p. 3899) : adopté après modifications (p. 3899).

Amendement n° 87 de la commission (sociétés de capital risque - retour au délai de trois ans pour l'exonération des plus values qu'elles réalisent sur leurs participations dans des sociétés admises à la cotation) (p. 3899) : adopté (p. 3899).

Article 55 (p. 3899) : adopté après modifications (p. 3899).

Amendement n° 112 du Gouvernement (de coordination) (p. 3899) : adopté (p. 3899).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3899).

Article 55 bis A nouveau (rachat d'une entreprise par ses salariés - agrément ministériel pour l'obtention du crédit d'impôt) (p. 3899) : supprimé (p. 3900).

Amendement n° 88 de la commission (de suppression) (p. 3899) : adopté (p. 3899).

c) Mesures concernant les entreprises.

Article 56 (p. 3900) : adopté (p. 3900).

Article 57 ter nouveau (mécénat d'entreprise - aménagement des conditions d'acquisition d'œuvres d'art ouvrant droit à réduction d'impôt) (p. 3900) : adopté (p. 3900).

d) Mesures diverses.

Article 60 (p. 3900) : adopté (p. 3900).

B. - Autres mesures.

Article 62 (supprimé par le Sénat) (p. 3900) : rétabli (p. 3900).

Amendement n° 89 de la commission (transfert à l'Etat des droits et obligations de la caisse nationale de l'industrie et de la caisse nationale des banques) (p. 3900) : adopté (p. 3900).

Avant l'article 62 ter :

Amendement n° 131 rectifié du Gouvernement (répression du « blanchissage » de l'argent de la drogue) (p. 3900) : adopté (p. 3901).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3900, 3901).

Observations : Richard (Alain) (p. 3900).

Article 62 ter nouveau (modification du régime de la dotation spéciale instituteurs) (p. 3901) : adopté après modifications (p. 3903).

Amendement n° 90 de la commission (de suppression) (p. 3901) : rejeté (p. 3903).

Amendement n° 128 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3903) : adopté (p. 3903).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3902).

Pour : Richard (Alain) (p. 3902).

Amendement n° 129 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3903) : adopté (p. 3903).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3902).

Pour : Richard (Alain) (p. 3902).

Amendement n° 130 du Gouvernement (application du nouveau régime à compter du 1^{er} juillet 1989) (p. 3903) : adopté (p. 3903).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3902).

Pour : Richard (Alain) (p. 3902).

Article 64 (supprimé par le Sénat) (p. 3903) : rétabli (p. 3903).

Amendement n° 91 de la commission (taux de 0, 65 p. 100 et de 0, 20 p. 100 pour la participation des employeurs à l'effort de construction et du fonds national d'aide au logement) (p. 3903) : adopté (p. 3903).

Article 67 bis nouveau (B.A.P.S.A - rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les recettes du B.A.P.S.A) (p. 3903) : supprimé (p. 3903).

Amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 3903) : adopté (p. 3903).

Article 67 ter nouveau (réforme du régime de retraite des maires et des adjoints - institution d'une commission) (p. 3903) : supprimé (p. 3903).

Amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 3903) : adopté (p. 3903).

Explications de vote (p. 3903)

Abstention du groupe communiste : Brard (Jean-Pierre) (p. 3904).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3904).

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1988] (p. 4003).

Abstention du groupe communiste : Lajoinie (André) (p. 4004).

Améliorations apportées au projet : Lajoinie (André) (p. 4003) ; Charasse (Michel) (G) (p. 4004).

Chômage et emploi : Chavanes (Georges) (p. 4004).

Commission des finances : Richard (Alain) (p. 4003).

Dépenses et recettes (mouvements de) : Charasse (Michel) (G) (p. 4004).

Europe (grand marché et harmonisation fiscale) : Chavanes (Georges) (p. 4004).

Proposition du parti communiste : Lajoinie (André) (p. 4003, 4004).

Vote hostile du groupe U.D.C. : Chavanes (Georges) (p. 4004).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4005).

Adoption définitive au scrutin public de l'ensemble du projet de loi.

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. - Projet de loi de finances rectificative n° 411 pour 1988.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 novembre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget et Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 419 (6 décembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission de la Défense et des forces armées (6 décembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Gérard Istace (7 décembre 1988). - Avis n° 420 (6 décembre 1988). - Discussion les 8 et 9 décembre 1988. - Adoption le 9 décembre 1988. - Projet de loi n° 45.

Sénat (première lecture). - N° 129 (1988-1989). - Dépôt le 12 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la

Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° 137 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Genton. - Avis n° 138 (1988-1989). - Discussion les 15 et 16 décembre 1988. - Rejet le 16 décembre 1988. - Projet de loi n° 28 (1988-1989).

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 17 décembre 1988] (p. 15839) - Réunion le 19 décembre 1988.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 487 (19 décembre 1988).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. André Fosset. - Rapport n° 164 (1988-1989). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 488. - Dépôt le 16 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 492 (20 décembre 1988). - Discussion et adoption avec modifications le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 59.

Sénat (deuxième lecture). - N° 174 (1988-1989). - Dépôt le 21 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. André Fosset - Rapport n° 175 (1988-1989). - Discussion le 21 décembre 1988. - Rejet le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 46 (1988-1989).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° 515. - Dépôt le 21 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 516 (21 décembre 1988). - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 67.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 29 décembre 1988 [J. O du 30 décembre 1988] (p. 16700). - Articles déclarés non conformes : 30 et 31.

Loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 publiée au J.O. du 30 décembre 1988 (p. 16625). - Rectificatif [J.O. du 14 janvier 1989] (p. 558).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances rectificative n° 411
et ceux de la loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
1		Révision du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la D.G.F.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3359 3950 4022	1
2		Affectation des bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3359 3950 4022	2
3		Equilibre général.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3360 3951 4022	3
		DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER Dispositions applicables à l'année 1988			
		A. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		I. - BUDGET GÉNÉRAL			
4		Dépenses ordinaires des services civils. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3366 3952 4024	4
5		Dépenses en capital des services civils. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3370 3952 4024	5
6		Dépenses ordinaires des services militaires. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3371 3952 4024	6
7		Dépenses en capital des services militaires. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3371 3952 4024	7
8		II. - BUDGETS ANNEXES Budgets annexes. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988 Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3371 3952 4024	8

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		III. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
9		Comptes d'avances. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988	3371	9
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3952	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
10		Comptes de prêts. - Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1988	3371	10
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3952	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
		B. - AUTRES DISPOSITIONS			
11		Ratification de décrets d'avance.	Première lecture : 8 décembre 1988	3371	11
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3952	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
		A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
12		Précisions relatives à la déduction des frais professionnels réels des salariés pour le calcul de l'impôt sur le revenu.	Première lecture : 8 décembre 1988	3372	12
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3952	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
	12 bis (A.N.)	Fiscalité de groupe.	Première lecture : 8 décembre 1988	3373	13
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3953	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
13		Modalités d'imputation des déficits antérieurs des sociétés qui font partie d'un groupe.	Première lecture : 8 décembre 1988	3373	14
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3954	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
14		Portée de l'option pour le paiement de la T.V.A. exercée par certains propriétaires d'immeubles.	Première lecture : 8 décembre 1988	3375	15
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3954	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
	14 bis (A.N.)	Date de récupération de la T.V.A. en cas d'impayés.	Première lecture : 8 décembre 1988	3376	16
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3954	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
	14 ter (A.N.) Supprimé (A.N.)	Revalorisation du seuil d'exonération pour les droits de mutation à titre gratuit.	Première lecture : 8 décembre 1988	3381	-
	14 quater (A.N.)	Assouplissement en matière de taxe professionnelle.	Seconde délibération : 9 décembre 1988	3464	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3393	17
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3954	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4024	
15		Taxe professionnelle : compensations versées aux collectivités locales et fonds départementaux de la taxe professionnelle.	Première lecture : 8 décembre 1988	3399	18
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi	
Projet de loi	Additionnels					
16	15 bis (A.N.) Retiré (A.N.) 15 ter (A.N.)	Majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle.	Première lecture : 8 décembre 1988	3405	-	
	15 quater (A.N.)	Exonérations de taxe professionnelle résultant de la création d'une entreprise industrielle dans une collectivité locale.	Première lecture : 8 décembre 1988	3403	19	
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956	20	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025		
		Imposition sur le foncier non bâti payée par les exploitants agricoles.	Première lecture : 8 décembre 1988	3461		21
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956		
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025		
	Aménagement des procédures de délégation pour l'homologation des rôles et pour la signature des actes de recouvrement.	Première lecture : 8 décembre 1988	3382	21		
		Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956			
		Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025			
17	16 bis (A.N.)	Modification de l'article 1840 GA du C.G.I. relatif au régime applicable à une entreprise lorsqu'elle n'a pas procédé à l'augmentation de son capital en numéraire.	Première lecture : 8 décembre 1988	3383	22	
		Dispositif à mettre en œuvre en cas de sinistre affectant une conservation des hypothèques.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956	23	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3383		
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956		
		17 bis (A.N.)	Mesure en faveur des habitants de Nîmes : exonération des droits de timbre perçus lors de l'établissement de documents.	Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	24
				Première lecture : 8 décembre 1988	3384	
				Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3956	
	Aménagement du régime de la cotisation sociale sur les boissons alcooliques.	Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	25		
		Première lecture : 8 décembre 1988	3385			
		Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3957			
19		Mise en conformité européenne : suppression de l'obligation de mention du titre alcoométrique sur les produits de parfumerie et de toilette.	Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	26	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3385		
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3957		
		20	Champ d'application de la taxe sur les emplacements publicitaires fixes.	Première lecture : 8 décembre 1988	3391	27
				Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3957	
				Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	
	Première lecture : 8 décembre 1988			3391		
	21	Institution d'un seuil minimum de perception de la reprise sur stocks de produits pétroliers.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3957	28	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025		
			Première lecture : 8 décembre 1988	3391		
Deuxième lecture : 20 décembre 1988			3957			
21 bis (A.N.)	Recouvrement des créances fiscales de faible montant.	Première lecture : 8 décembre 1988	3391	29		

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
22	21 <i>ter</i> (A.N.)	Recouvrement par contrainte des amendes et condamnations pécuniaires.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3957	30
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3392	
	21 <i>quater</i> (A.N.)	Extension du droit de communication prévu à l'article L. 81 du livre des procédures fiscales pour les produits non fiscaux des collectivités locales.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3957	34
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4025	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3393	
		Aménagement du mécanisme de fixation trimestrielle de la valeur forfaitaire des produits pétroliers imposables à la T.V.A. prévue par l'article 298-2-1° du code général des impôts.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	32
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4026	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3393	
	22 <i>bis</i> (A.N.)	Taxe de réciprocité.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	33
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4026	
			Première lecture : 8 décembre 1988	3393	
B. - AUTRES DISPOSITIONS					
23		Création d'un droit au profit de l'Institut national des appellations d'origine.	Première lecture : 8 décembre 1988	3393	34
24		Modification du régime de la taxe d'usage des abattoirs publics et de la taxe de protection sanitaire et d'organisation du marché des viandes.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	35
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4026	
25		Statut des établissements d'enseignement français en R.F.A.	Première lecture : 9 décembre 1988	3445	36
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	
			Troisième lecture : 21 décembre 1988	4026	
26		Contrôle financier du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.	Première lecture : 9 décembre 1988	3445	37
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	
27		Financement du fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction.	Troisième lecture : 21 décembre 1988	4026	38
			Première lecture : 9 décembre 1988	3445	
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	
28		Suppression du fonds d'intervention sidérurgique.	Troisième lecture : 21 décembre 1988	4026	39
			Première lecture : 9 décembre 1988	3446	
			Deuxième lecture : 20 décembre 1988	3959	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
29		Mise en œuvre de l'annulation partielle de la dette des pays les plus pauvres proposée par la France au sommet de Toronto.	Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	4026 3446	40
30		Taxe parafiscale du centre technique des industries de la fonderie.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3959 4026 3446	41
31		Répartition et affectation des ressources du fonds de compensation pour la T.V.A.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3959 4026 3446	42
32		Modification du compte d'affectation spéciale « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels ».	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3959 4027 3446	43
33		Suppression des droits d'épreuves des appareils à vapeur.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3959 4027 3446	44
34		Majoration du versement transport.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3959 4027 3447-3452	45
	34 bis A (A.N.)	Versement transport dans les villes de province.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3961 4027	46
	34 bis (A.N.)	Validation du versement transport au profit du syndicat intercommunal à vocation unique de transports urbains de l'agglomération de Bourges.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3962 4027 3453	47
35		Modulation de la redevance sur la construction de bureaux en Ile-de-France.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3962 4027 3448	48
	35 bis (A.N.)	Information du Parlement sur le fonds de soutien des rentes.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988 Première lecture : 9 décembre 1988	3965 4027 3454	49
	35 ter (A.N.)	Suppression de la redevance d'exploitation annuelle versée par la Caisse centrale de crédit coopératif.	Deuxième lecture : 20 décembre 1988 Troisième lecture : 21 décembre 1988	3965 4027	50

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1988] (p. 3332, 3346).

Allègements d'impôts : *Richard (Alain)* (p. 3334) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3340) ; *Hollande (François)* (p. 3348) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3350) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3355).

Bicentenaire de la Révolution de 1789 : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3340) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3351) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3357).

Caisse nationale d'allocations familiales (versement de l'Etat pour compenser la réduction de cotisation) : *Richard (Alain)* (p. 3333, 3334) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3338, 3358) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3341) ; *Hollande (François)* (p. 3349) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3353).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3347) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3356).

COFACE et BFCE (assurance crédit à l'exportation) : *Richard (Alain)* (p. 3333) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3337, 3338, 3357) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3340, 3341) ; *Hollande (François)* (p. 3348) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3350, 3351) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3352, 3353) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3354).

Commerce extérieur (et politique du) : *Auberger (Philippe)* (p. 3351) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3354, 3355) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3357, 3358, 3359).

Commission des finances (conditions de travail sur le texte) : *Richard (Alain)* (p. 3332) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3336) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3351).

Conjoncture économique (1988 et 1989) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3336, 3355, 3356) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3339, 3340).

Crédit à la consommation : *Richard (Alain)* (p. 3334).

Déficit budgétaire : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3336) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3353).

Dépenses militaires : *Istace (Gérard)* (p. 3335) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3338).

Dépenses publiques :

- anticipations sur l'exercice en cours : *Auberger (Philippe)* (p. 3350, 3351) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3353) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3358) ;
- dépenses nouvelles : *Richard (Alain)* (p. 3333) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3338, 3339, 3356, 3357) ;
- niveau et évolution : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3337, 3358) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3340) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3351) ;
- sous-évaluation pour 1988 : *Richard (Alain)* (p. 3332) ; *Hollande (François)* (p. 3348).

Dettes publiques (et avance au fonds de soutien des rentes) : *Richard (Alain)* (p. 3333, 3334) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3337, 3355, 3356) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3341) ; *Hollande (François)* (p. 3349) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3350) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3351, 3352).

Entreprises publiques (dotations en capital) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3338).

Impôts locaux (foncier non bâti et lien entre les taux des quatre taxes) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3339) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3342).

Inflation : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3346) ; *Hollande (François)* (p. 3348) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3356).

Investissement des entreprises (et effet sur l'emploi) : *Richard (Alain)* (p. 3333) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3339) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3346) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3356).

Krachs boursiers (conséquences) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3346).

Obligations renouvelables du Trésor (O.R.T.) : *Richard (Alain)* (p. 3334) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3341) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3350) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3353) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3358).

Parti communiste (propositions budgétaires) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3346, 3347).

Pays en voie de développement (aide et annulation de dettes) : *Richard (Alain)* (p. 3334) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3338, 3358) ; *Hollande (François)* (p. 3348, 3349) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3353).

Pouvoir d'achat : *Richard (Alain)* (p. 3334) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3347).

Prélèvements obligatoires (et sur les ménages) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3346) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3350) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3357).

Privatisations : *Hollande (François)* (p. 3348) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3351, 3352).

Recettes (plus-values de - et héritage du précédent gouvernement) : *Richard (Alain)* (p. 3332, 3333) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3336, 3357) ; *Hollande (François)* (p. 3347, 3348) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3349) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3351).

Secteur public (politique salariale et revendications dans le) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3340) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3347) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3352) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3352) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3354) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3355).

Discussion des articles [8 décembre 1988] (p. 3359, 3391) [9 décembre 1988] (p. 3345).

Première partie : conditions générales de l'équilibre financier.

Article 1^{er} (D.G.F. ; taux de prélèvement de 16,238 p. 100 sur les recettes prévisionnelles nettes de la T.V.A.) (p. 3359) : adopté (p. 3359).

Article 2 (affectation des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer) (p. 3359) : adopté (p. 3359).

Après l'article 2 :

Amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Brard (impôt sur les sociétés ; taux porté à 50 p. 100) (p. 3359) : rejeté (p. 3359).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3359).

Caisse des dépôts et consignations : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3359).

Dépenses publiques : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3359).

Amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Brard (emprunt obligatoire sur les gros contribuables ; dépôt non rémunéré auprès du Trésor public de 10 p. 100 des réserves des sociétés d'assurance) (p. 3359) : rejeté (p. 3360).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3359, 3360) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3360).

Article 3 et Etat A (équilibre général) (p. 3360) : adoptés (p. 3366).

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre 1^{er} : dispositions applicables à l'année 1988.

A. - Opérations à caractère définitif.

1. - Budget général.

Article 4 et Etat B (dépenses ordinaires des services civils ; ouvertures de crédits supplémentaires) (p. 3366) : adoptés (p. 3370).

INTERVENANTS :

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3367) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3367) ; *Richard (Alain)* (p. 3367, 3368) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3368, 3369) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3368, 3369).

Caisse nationale d'allocations familiales (versement pour compenser la réduction des cotisations) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3367) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3367) ; *Richard (Alain)* (p. 3367, 3368) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3368, 3369) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3368, 3369).

Prélèvement sur les ménages : *Auberger (Philippe)* (p. 3368, 3369).

Titre I^{er} : adopté (p. 3369).

Titre II : adopté (p. 3369).

Titre III : adopté (p. 3369).

Titre IV :

Amendement n° 7 de M. Fabien Thiémé (économie, finances et privatisation ; réduction de crédits de 2 500 000 francs) (p. 3369) : rejeté (p. 3370).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 3369, 3370).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3370).

Prélèvements sociaux (réforme) : *Tardito (Jean)* (p. 3369, 3370).

Titre IV : adopté (p. 3370).

Article 5 et Etat C (dépenses en capital des services civils ; ouverture de crédits supplémentaires) (p. 3370) : adopté (p. 3371).

Article 6 (dépenses ordinaires des services militaires ; ouverture de crédits supplémentaires) (p. 3371) : adopté (p. 3371).

Article 7 (dépenses en capital des services militaires ; ouverture de crédits supplémentaires) (p. 3371) : adopté (p. 3371).

II. - Budgets annexes.

Article 8 (ouverture de crédits supplémentaires pour les Journaux officiels, la Légion d'honneur et les Monnaies et médailles) (p. 3372) : adopté (p. 3372).

III. - Opérations à caractère temporaire.

Article 9 (crédits de paiement supplémentaires pour 5 milliards de francs au titre des mesures nouvelles des comptes d'avances du trésor en vue de l'amélioration de la gestion de la dette publique) (p. 3372) : adopté (p. 3372).

Article 10 (comptes de prêts ; ouverture de crédits supplémentaires pour l'aide au développement) (p. 3372) : adopté (p. 3372).

B. - Autres dispositions.

Article 11 (ratification de décrets d'avance concernant l'éducation, la formation, le logement, l'aide au développement et la Nouvelle-Calédonie) (p. 3372) : adopté (p. 3372).

Titre II : dispositions permanentes.

A. - Mesures concernant la fiscalité.

Article 12 (déduction des frais professionnels réels exposés par les salariés) (p. 3372) : adopté (p. 3372).

Après l'article 12 :

Amendement n° 50 de M. Jean Tardito (suppression de l'avoir fiscal) (p. 3372) : rejeté (p. 3372).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3372).

Catastrophe de Nîmes : *Tardito (Jean)* (p. 3372).

Amendement n° 31 du Gouvernement (fiscalité de groupe ; modification du régime de la déductibilité des intérêts d'emprunts ayant servi à acquérir les titres d'une société qui devient membre d'un groupe lorsque les actionnaires de la société acquise le sont aussi de la société acquéreuse) (p. 3373) : adopté (p. 3373).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3373).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3373).

Article 13 (fiscalité de groupe ; modalités d'imputation des déficits antérieurs des sociétés membres) (p. 3373) : adopté (p. 3373).

Après l'article 13 :

Amendement n° 53 de M. Gilbert Gantier (première implantation commerciale à l'étranger ; option entre une provision égale à l'investissement effectué pendant les cinq premières années et une quote-part des pertes subies par la filiale) (p. 3373) : retiré (p. 3375).

Contre : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3374).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3374) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3374).

Article 14 (option pour le paiement de la T.V.A. sur la location de locaux nus limitée au cas où le preneur est lui-même assujéti à la T.V.A.) (p. 3375) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 11 (p. 3375).

Amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 3375) : adopté (p. 3375).

Pour : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3375).

Observations : *Tranchant (Georges)* (p. 3375).

Après l'article 14 :

Amendement n° 1 de M. Georges Tranchant (casinos ; abattement sur les recettes pour le calcul des redevances maintenu à 35 p. 100 pour deux années supplémentaires) (p. 3375) : retiré (p. 3376).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3375) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3375, 3376).

« Machines à sous » (loi du 5 mai 1987) : *Tranchant (Georges)* (p. 3375, 3376) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3376).

Amendement n° 32 du Gouvernement (récupération de la T.V.A. sur les impayés) (p. 3376) : adopté (p. 3377).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3376).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3376, 3377).

Amendement n° 58 de M. Michel Giraud (charbon à usage domestique ; T.V.A. au taux de 5, 5 p. 100) (p. 3377) : rejeté (p. 3380).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 3377, 3378, 3379).

Pour : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3379).

Contre : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3378, 3379, 3380).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3377, 3378) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3379).

T.V.A. sur les abonnements au gaz en citerne : *Gantier (Gilbert)* (p. 3379).

Amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Delalande (vidéo-cassettes et vidéo-disques pré-enregistrés ; T.V.A. au taux normal) (p. 3380) : rejeté (p. 3381).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3380) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3381).

Cinéma (financement et développement) : *Richard (Alain)* (p. 3380).

Amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Brard (successions et donations en ligne directe et entre conjoints ; abattement porté à 300 000 francs ; abattement porté à 350 000 pour tout légataire ou donataire handicapé) (p. 3381) : adopté au scrutin public (p. 3382).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3382).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3381) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3381, 3382).

Fiscalité du patrimoine (et harmonisation européenne) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3381).

Amendement n° 33 du Gouvernement (impôts locaux ; lien entre le taux des quatre contributions) : réservé jusqu'après l'article 23 (p. 3382).

Article 15 (taxe professionnelle ; compensations indûment versées à certaines communes en 1987 et 1988) : réservé jusqu'après l'article 23 (p. 3382).

Après l'article 15 : réserve des amendements jusqu'après l'article 23 (p. 3382).

Article 16 (homologation des rôles d'impôts directs et signature des actes de recouvrement) (p. 3382) : adopté après modifications (p. 3382).

Amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 3382) : adopté (p. 3382).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 3382) : adopté après rectification (p. 3382).

Après l'article 16 :

Amendement n° 55 de M. René Couveinhes (mise en recouvrement des impôts directs tenant compte des créances certaines et exigibles dues au contribuable depuis plus d'un an par le Trésor) (p. 3383) : rejeté (p. 3383).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 3383).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3383).

Amendement n° 54 de M. René Couveinhes (impôts directs ; contribuables disposant d'une créance sur l'Etat depuis plus d'un an ; délai de paiement de droit à hauteur du montant de la créance) (p. 3383) : retiré (p. 3383).

Amendement n° 27 de M. Gilbert Gantier (augmentation de capital des sociétés ; incorporation de réserves sans que l'engagement d'augmentation de capital en numéraire ait été rempli ; droit d'apport réduit de 12 à 6 p. 100 et pénalité ramenée de 6 à 3 p. 100) (p. 3383) : adopté après rectification (maintien de la pénalité à 6 p. 100 et suppression du gage) (p. 3383).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3383).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3383).

Article 17 (*sinistre affectant une conservation d'hypothèques ; dispense de tous droits, taxes et salaires pour le dépôt d'actes nécessité par la reconstitution de la documentation supplémentaire*) (p. 3383) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 16 (p. 3384).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 3383) : adopté (p. 3384).

Après l'article 17 :

Amendement n° 8 de M. Fabien Thiémé (catastrophe de Nîmes ; exonération ou minoration d'impôt sur le revenu pour certains contribuables ; prélèvement de 5 p. 100 sur le montant des investissements réalisés à l'étranger par les sociétés françaises) (p. 3384) : rejeté (p. 3385).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 3384).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3384) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3384).

Amendement n° 35 du Gouvernement (catastrophe de Nîmes ; non perception des droits sur le duplicata de permis de conduire et de carte grise et sur les cartes grises de véhicules acquis en remplacement de ceux détruits lors du sinistre) (p. 3384) : adopté (p. 3385).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3384, 3385).

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3384).

Article 18 (*cotisation sociale sur les boissons alcooliques ; livraison aux consommateurs substituée à la vente comme fait générateur*) (p. 3385) : adopté (p. 3385).

Article 19 (*produits de parfumerie et de toilette ; suppression de l'obligation de mention du titre alcoométrique*) (p. 3385) : adopté (p. 3385).

Article 20 (*taxe sur les emplacements publicitaires fixes ; extension aux locaux et installations des transporteurs publics ouverts au public*) (p. 3391) : adopté dans le texte de l'amendement n° 17 (p. 3391).

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 3391) : adopté (p. 3391).

Article 21 (*reprise sur stocks de produits pétroliers ; institution d'un minimum de perception de 100 francs*) (p. 3391) : adopté (p. 3391).

Après l'article 21 :

Amendement n° 36 du Gouvernement (non recouvrement immédiat des créances fiscales d'un montant inférieur à 50 francs) (p. 3391) : adopté (p. 3391).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3391).

Amendement n° 37 du Gouvernement (recouvrement des produits non fiscaux des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ; recours à la procédure de l'opposition administrative) (p. 3391) : adopté après modifications (p. 3393).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3392).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3392).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 3392).

Sous-amendement n° 62 de M. Alain Richard à titre personnel (non rétroactivité des dispositions de l'amendement) (p. 3392) : adopté (p. 3392).

Amendement n° 38 du Gouvernement (recouvrement des produits non fiscaux des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ; extension du droit de communication) (p. 3393) : adopté après modifications (p. 3393).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3393).

Sous-amendement n° 63 de M. Alain Richard à titre personnel (non rétroactivité de l'amendement) (p. 3393) : adopté (p. 3393).

Article 22 (*produits pétroliers imposables à la T.V.A. ; aménagement du mécanisme de fixation trimestrielle de leur valeur forfaitaire*) (p. 3393) : adopté (p. 3393).

Article 23 (*création d'un droit au profit de l'Institut national des appellations d'origine*) (p. 3393) : adopté (p. 3393).

Après l'article 14 (amendement précédemment réservé) :

Amendement n° 33 du Gouvernement (taxe professionnelle et lien entre les taux ; possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements, sans avoir à réduire le taux de leur taxe professionnelle, de ramener les taux de leurs trois autres taxes au niveau des taux moyens nationaux de celles-ci ou au niveau du taux de leur taxe professionnelle si ce dernier dépasse les taux moyens considérés ; limitation des possibilités de majoration ultérieure des taux en cas d'usage du dispositif) (p. 3393) : adopté (p. 3399).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3394, 3395, 3398, 3399).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3395) ; *Tardito (Jean)* (p. 3397).

Contre : *Gantier (Gilbert)* (p. 3396, 3397) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3397, 3398).

Observations : *Auberger (Philippe)* (p. 3395, 3396).

Aide personnalisée au logement (seuil de versement fixé à 100 francs) : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3398, 3399).

Dépenses locales (augmentation des) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3396) ; *Richard (Alain)* (p. 3396).

Liberté de fixation des taux : *Auberger (Philippe)* (p. 3395) ; *Tardito (Jean)* (p. 3397) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3398).

Rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry (impossibilité pour l'opposition de s'exprimer suffisamment sur l'amendement n° 33 du Gouvernement) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3396) ; *Billardon (André)* (VP) (p. 3396).

Sous-amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier (impossibilité de majorer les taux pendant les trois années suivant l'application d'une réduction de taux) (p. 3394) : rejeté (p. 3399).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3397) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3398).

Article 15 (*précédemment réservé*) (taxe professionnelle ; non remboursement des compensations indûment versées à certaines communes en 1987 et 1988) (p. 3399) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 66 (p. 3402).

INTERVENANTS :

Contre : *Fréville (Yves)* (p. 3399).

Observations : *Berson (Michel)* (p. 3399).

Elections municipales dans les communes de moins de 9 000 habitants (remboursement de dépenses pour les) : *Berson (Michel)* (p. 3399) ; *Charasse (Michel)* (G) (p. 3400).

Amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 3399) : retiré (p. 3401).

Amendement n° 66 du Gouvernement (non remboursement des seuls versements effectués en 1987) (p. 3400) : adopté (p. 3402).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3400, 3401).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3400).

Observations : *Fréville (Yves)* (p. 3399) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3401, 3402).

Sous-amendement n° 68 de M. Yves Fréville (non remboursement des versements effectués en 1987 si la commune a bénéficié d'un autre versement indu en 1988) (p. 3399, 3402) : rejeté (p. 3402).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3400).

Observations : *Charasse (Michel)* (G) (p. 3401).

Après l'article 15 (amendements précédemment réservés) :

Amendement n° 52 de M. Edmond Alphonandéry (foncier non bâti ; dégrèvement de 20 p. 100 plafonné à 3 000 francs sur la cotisation afférente à des terres cultivées ou à des forêts exploitées ; institution d'une taxe départementale sur les surfaces de vente ouvertes au public supérieures à 1 000 m²) (p. 3402) : réservé jusqu'après l'article 35) (p. 3403).

Demande de réserve de l'amendement n° 34 du Gouvernement et du sous-amendement n° 61 de M. Raymond Douyère : *Richard (Alain)* (p. 3402).

Demande de réserve de l'amendement n° 52 de M. Edmond Alphonandéry, de l'amendement n° 34 du Gouvernement et du sous-amendement n° 61 de M. Raymond Douyère : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3403).

Discussion commune des amendements n°s 22 et 67.

Amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Balligand (taxe professionnelle ; suppression du plafonnement à 1 000 000 francs par emploi créé pour l'exonération des immobilisations nouvelles prises en compte dans les bases de la taxe en cas d'exonération non soumise à agrément ministériel) (p. 3403) : retiré (p. 3404).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 3405).

Observations : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3404) ; *Richard (Alain)* (p. 3404).

Aides à l'implantation d'entreprises (concurrence internationale sur les) : *Richard (Alain)* (p. 3404) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 3404).

Amendement n° 67 du Gouvernement (taxe professionnelle ; possibilité pour les collectivités locales de porter à 10 000 000 francs par emploi créé l'exonération des immobilisations nouvelles prises en compte dans les bases de la taxe en cas d'exonération non soumise à agrément ministériel) (p. 3403) : adopté (p. 3405).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3404).

Contre : *Auberger (Philippe)* (p. 3405).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3404).

Amendement n° 29 de la commission (taxe professionnelle ; assouplissement des conditions requises pour la majoration spéciale de 5 p. 100 du taux moyen national) (p. 3405) : retiré (p. 3406).

Observations : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3405).

Article 24 (taxes d'usage des abattoirs publics et de protection sanitaire et d'organisation du marché des viandes) (p. 3445) : adopté (p. 3445).

Article 25 (établissements français d'enseignement en R.F.A. ; attribution de l'autonomie financière) (p. 3445) : adopté après modifications (p. 3445).

Amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 3445) : adopté (p. 3445).

Soutenu par M. Dominique Strauss-Kahn (p. 3445).

Observations : *Alphonandéry (Edmond)* (p. 3445).

Article 26 (contrôle financier du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 3445) : adopté (p. 3445).

Article 27 (financement du fonds de compensation des risques de l'assurance construction ; prélèvement sur les compagnies d'assurance) (p. 3445) : adopté (p. 3446).

Article 28 (suppression du fonds d'intervention sidérurgique) (p. 3446) : adopté (p. 3446).

Amendement n° 47 de M. Jean-Marie Demange (de suppression) (p. 3446) : rejeté (p. 3446).

Après l'article 28 :

Amendement n° 21 de M. Jean-Louis Masson (rapport du Gouvernement au Parlement sur les sociétés sidérurgiques ayant bénéficié du fonds d'investissement sidérurgique) (p. 3446) : rejeté (p. 3446).

Soutenu par M. Edmond Alphonandéry (p. 3446).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3446) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3446).

Article 29 (annulation de dettes des pays les plus pauvres) (p. 3446) : adopté (p. 3446).

Article 30 (taxe parafiscale du centre technique des industries de la fonderie) (p. 3446) : adopté (p. 3446).

Article 31 (fonds de compensation de la T.V.A.) (p. 3446) : adopté (p. 3447).

Article 32 (affectation au compte de soutien financier du cinéma et de l'audiovisuel des pénalités financières versées par les exploitants de services de communication audiovisuels pour non respect de leurs obligations) (p. 3447) : adopté (p. 3447).

Article 33 (suppression de la taxe sur les épreuves des appareils à vapeur) (p. 3447) : adopté (p. 3447).

Article 34 (versement transport : majoration pour Paris et les Hauts-de-Seine et diminution pour la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne) (p. 3447) : réservé jusqu'après l'article 35 (p. 3448).

Amendement n° 48 de M. Jean-Marie Demange (de suppression) (p. 3447) : rejeté (p. 3447).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3447) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3447).

Région parisienne (rééquilibrage vers l'Est) : *Richard (Alain)* (p. 3447).

Amendement n° 56 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3449) : devenu sans objet du fait du rejet de l'amendement n° 48 de M. Jean-Marie Demange (p. 3451).

Amendement n° 49 de M. Jean-Marie Demange (maintien du taux de 2 p. 100 pour Paris et les Hauts-de-Seine) (p. 3447) : rejeté (p. 3448).

Amendement n° 9 corrigé de M. Fabien Thiémé (diminution à 1,5 p. 100 pour la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne) (p. 3448) : réservé jusqu'après l'article 35 (p. 3448).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3448).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3448).

Après l'article 34 :

Amendement n° 57 de M. Jacques Rimbault (agglomération de Bourges ; validation de la perception du versement transport réalisée au profit du syndicat intercommunal des transports urbains du 1^{er} mars 1983 au 8 décembre 1987) (p. 3448) : réservé jusqu'après l'article 35 (p. 3448).

Article 35 (majoration du plafond de la redevance pour construction de bureaux en Région parisienne) (p. 3448) : adopté (p. 3552).

Aménagement du territoire : *Aubert (François d')* (p. 3448, 3449, 3450, 3451) ; *Richard (Alain)* (p. 3452).

Bureaux (taxe sur l'occupation des - en Région parisienne) : *Aubert (François d')* (p. 3448) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3449) ; *Richard (Alain)* (p. 3452).

Région parisienne (rééquilibrage vers l'Est) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3450).

Sièges sociaux établis à Paris (taxe sur les) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3450) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3450).

Amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3449) : rejeté (p. 3451).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3449).

Pénalisation de l'Est de la Région parisienne : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3450).

Discussion commune des amendements n°s 30 et 10.

Amendement n° 30 de M. Jean-Jacques Jegou (redevance fixée à 1 600 francs ou 2 500 francs selon les communes ou les arrondissements de Paris) (p. 3451) : rejeté (p. 3452).

Soutenu par M. Edmond Alphonandéry (p. 3451).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3452).

Sous-amendement n° 69 de M. François d'Aubert (redevance annuelle sur l'occupation de bureaux en Ile de France) (p. 3451) : rejeté (p. 3452).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 3452).

Amendement n° 10 de M. Fabien Thiémé (modulation de la redevance à l'intérieur d'un même département) (p. 3451) : rejeté (p. 3452).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3452).

Contre : Charasse (Michel) (G) (p. 3452).

Article 34 précédemment réservé (versement transport : majoration pour Paris et les Hauts-de-Seine et diminution pour la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne) (p. 3452) : adopté (p. 3452).

Amendement n° 9 corrigé de M. Fabien Thiémé (diminution à 1,5 p. 100 pour la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne) (p. 3452) : rejeté (p. 3452).

Après l'article 34 :

Amendement n° 57 précédemment réservé de M. Jacques Rimbault (agglomération de Bourges ; validation de la perception du versement transport réalisée au profit du syndicat intercommunal des transports urbains du 1^{er} mars 1983 au 8 décembre 1987) (p. 3452) ; adopté (p. 3453).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3453).

Pour : Richard (Alain) (p. 3453) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3453).

Contre : Alphanéry (Edmond) (p. 3453).

Après l'article 35 :

Amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Brard (renégociation des emprunts des collectivités locales) (p. 3454) : retiré (p. 3454).

Amendement n° 40 de M. Edmond Alphanéry (dette publique ; rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur le fonds de soutien des rentes) (p. 3454) : adopté après modifications (p. 3457).

Observations : Richard (Alain) (p. 3454).

Contrôle parlementaire : Alphanéry (Edmond) (p. 3454, 3455, 3456) ; Richard (Alain) (p. 3454, 3455) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3454, 3455, 3456).

Sous-amendement n° 70 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3454) : adopté (p. 3457).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3454, 3455, 3456).

Pour : Richard (Alain) (p. 3455).

Contre : Alphanéry (Edmond) (p. 3455, 3456).

Après l'article 15 (amendements précédemment réservés) :

Amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 3457) : retiré (p. 3457).

Amendement n° 52 de M. Edmond Alphanéry (foncier non bâti ; dégrèvement de 20 p. 100 plafonné à 3 000 francs sur la cotisation afférente à des terres cultivées ou à des forêts exploitées ; institution d'une taxe départementale sur les surfaces de vente ouvertes au public supérieures à 1 000 m²) (p. 3457) : rejeté au scrutin public (p. 3461).

Soutenu par M. François d'Aubert (p. 3460).

Contre : Richard (Alain) (p. 3457, 3458) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3458, 3459, 3460).

Article 40 de la Constitution : Charasse (Michel) (G) (p. 3459).

Institution d'une taxe maximum pour le foncier non bâti : Charasse (Michel) (G) (p. 3458).

Amendement n° 64 de M. Raymond Douyère (foncier non bâti ; suppression sur deux ans de la taxe additionnelle perçue au profit du B.A.P.S.A. ; taux maximal de l'I.S.F. porté à 1,45 p. 100) ; rectifié (suppression du gage) (p. 3461) ; adopté au scrutin public (p. 3464).

Pour : Alphanéry (Edmond) (p. 3462, 3463) ; Brard (Jean-Pierre) (p. 3463) ; Aubert (François d') (p. 3463).

Contre : Auberger (Philippe) (p. 3462).

Observations : Richard (Alain) (p. 3461) ; Charasse (Michel) (G) (p. 3462).

B.A.P.S.A (financement du - sur le revenu net) : Douyère (Raymond) (p. 3461) ; Richard (Alain) (p. 3461) ; Auberger (Philippe) (p. 3462).

Seconde délibération du projet de loi [9 décembre 1988] (p. 3464).

Article 14 ter (succession et donation en ligne directe et entre conjoints ; abattement porté à 300 000 francs ; abattement porté à 350 000 francs pour tout légataire ou donataire handicapé) (p. 3464) : supprimé (p. 3466).

Amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 3464) ; adopté au scrutin public (p. 3466).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3464).

Explications de vote (p. 3466).

Allocation personnalisée au logement (A.P.L.) : Brard (Jean-Pierre) (p. 3466).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) : Brard (Jean-Pierre) (p. 3466).

Déficit budgétaire : Auberger (Philippe) (p. 3464) ; Alphanéry (Edmond) (p. 3466).

Dépenses publiques :

- nouvelles - : Douyère (Raymond) (p. 3465) ;
- progression des - : Alphanéry (Edmond) (p. 3466) ;
- sous-évaluation de - : Douyère (Raymond) (p. 3465).

Dette publique (et fonds de soutien des rentes) : Douyère (Raymond) (p. 3465) ; Alphanéry (Edmond) (p. 3466).

Foncier non bâti : Douyère (Raymond) (p. 3465) ; Alphanéry (Edmond) (p. 3466).

Impôts locaux (réforme) : Auberger (Philippe) (p. 3464).

Prélèvements obligatoires (niveau) : Alphanéry (Edmond) (p. 3466).

Privatisations (Société générale et noyaux durs) : Auberger (Philippe) (p. 3465).

Recettes budgétaires et plus-values fiscales : Auberger (Philippe) (p. 3464) ; Douyère (Raymond) (p. 3465).

Sièges sociaux en Région parisienne (taxe) : Brard (Jean-Pierre) (p. 3466).

Taxe professionnelle : Auberger (Philippe) (p. 3464).

Vote contre du groupe R.P.R. : Auberger (Philippe) (p. 3465).

Vote pour du groupe socialiste : Douyère (Raymond) (p. 3465).

Vote contre du groupe U.D.C. : Alphanéry (Edmond) (p. 3466).

Abstention du groupe communiste : Brard (Jean-Pierre) (p. 3466).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3466) : Amendement n° 1 et ensemble du projet de loi.

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3466).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1988] (p. 3947).

Commerce extérieur (sinistres à l'exportation et reconquête du marché intérieur) : Jacquaint (Muguette) (p. 3948, 3949).

Entreprises (aides aux) : Jacquaint (Muguette) (p. 3948).

Europe (et Acte unique) : Jacquaint (Muguette) (p. 3949).

Groupes de sociétés (fiscalité des) : Richard (Alain) (p. 3948).

Impôts locaux :

- foncier non bâti : Richard (Alain) (p. 3948) ;
- lien entre les taux : Richard (Alain) (p. 3948).

Sénat (rejet du texte par le - et désaccord en commission mixte paritaire) : Richard (Alain) (p. 3947).

Textile (secteur) : Jacquaint (Muguette) (p. 3949).

Discussion des articles (p. 3950).

Première partie : conditions générales de l'équilibre financier.

Article 1^{er} (p. 3950) : adopté (p. 3950).

Article 2 (p. 3950) : adopté (p. 3950).

Article 3 et Etat A (p. 3951) : adopté (p. 3952).

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre I^{er} : dispositions applicables à l'année 1988.**Article 4 et Etat B** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 5 et Etat C** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 6** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 7** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 8** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 9** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 10** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Article 11** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Titre II : dispositions permanentes.****A. - Mesures concernant la fiscalité.****Article 12** (p. 3952) : adopté (p. 3952).**Après l'article 12 :**

Amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (sociétés coopératives et banques mutualistes ou coopératives ; déductibilité des dividendes pour des opérations de constitution ou d'augmentation du capital) (p. 3953) : rejeté (p. 3953).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3953) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3953).

Article 12 bis (p. 3953) : adopté après modifications (p. 3953).

Amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 3953) : adopté (p. 3953).

Amendement n° 2 de la commission (limitation des possibilités de déduction fiscale) (p. 3953) : adopté (p. 3953).

Article 13 (p. 3954) : adopté (p. 3954).**Article 14** (p. 3954) : adopté (p. 3954).**Article 14 bis** (p. 3954) : adopté (p. 3954).

Article 14 ter (p. 3954) : adopté après modifications (p. 3955).

Amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux de la taxe professionnelle dans un délai de trois ans après application du dispositif ; nécessité de relever plus que proportionnellement les taux des autres taxes) (p. 3954) : rejeté (p. 3955).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 3955) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3955).

Taxe professionnelle : *Gantier (Gilbert)* (p. 3954) ; *Richard (Alain)* (p. 3955) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3955).

Amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3955) : adopté (p. 3955).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3955).

Article 15 (p. 3956) : adopté (p. 3956).**Article 15 bis** (p. 3956) : adopté (p. 3956).**Article 15 ter** (p. 3956) : adopté (p. 3956).**Article 16** (p. 3956) : adopté (p. 3956).**Article 16 bis** (p. 3956) : adopté (p. 3956).**Article 17** (p. 3956) : adopté (p. 3956).

Article 17 bis (p. 3956) : adopté après modifications (p. 3956).

Amendement n° 8 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3956) : adopté (p. 3956).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3956).

Amendement n° 9 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3956) : adopté (p. 3956).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3956).

Article 18 (p. 3957) : adopté (p. 3957).**Article 19** (p. 3957) : adopté (p. 3957).**Article 20** (p. 3957) : adopté (p. 3957).**Article 21** (p. 3957) : adopté (p. 3957).**Article 21 bis** (p. 3957) : adopté (p. 3957).

Article 21 ter (p. 3957) : adopté après modifications (p. 3959).

INTERVENANTS Pour : *Richard (Alain)* (p. 3957) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3957).

Contre : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3957, 3958) ; *Auburger (Philippe)* (p. 3959).

Constitutionnalité de l'article : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3958).

Libertés publiques (danger pour les) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3957, 3958) ; *Richard (Alain)* (p. 3957) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3957, 3958).

Amendement n° 11 du Gouvernement (recours à la procédure de l'opposition administrative après avis conforme de l'ordonnateur) (p. 3959) : adopté (p. 3959).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3958).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3958).

Article 21 quater (p. 3959) : adopté (p. 3959).**Article 22** (p. 3959) : adopté (p. 3959).**Article 22 bis** (p. 3959) : adopté (p. 3959).**B. - Autres dispositions.****Article 23** (p. 3959) : adopté (p. 3959).**Article 24** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 25** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 26** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 27** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 28** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 29** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 30** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 31** (p. 3960) : adopté (p. 3960).**Article 32** (p. 3960) : adopté (p. 3961).**Article 33** (p. 3961) : adopté (p. 3961).**Article 34** (p. 3961) : adopté (p. 3961).**Après l'article 34 :**

Amendement n° 6 du Gouvernement (versement transport dans les villes de province ; possibilité de porter le taux de 1,5 p. 100 à 1,75 p. 100 en cas de réalisation de nouvelles infrastructures) (p. 3961) : adopté (p. 3962).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3961).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 3961).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3961, 3962).

Observations : *Gantier (Gilbert)* (p. 3961).

Modulation du versement selon la taille des communes et leurs réalisations en matière de transports : *Richard (Alain)* (p. 3961).

Article 34 bis (p. 3962) : adopté (p. 3965).

Amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3962) : rejeté (p. 3965).

Pour : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3962, 3963).

Contre : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3963) ; *Richard (Alain)* (p. 3963, 3964) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3964).

Constitutionnalité de l'article : *Charasse (Michel) (G)* (p. 3964).

Validations législatives (principe des) : *Gantier (Gilbert)* (p. 3962) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3962) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3962) ; *Richard (Alain)* (p. 3963, 3964) ; *Charasse (Michel) (G)* (p. 3964).

Article 35 (p. 3965) : adopté (p. 3965).

Article 36 (p. 3965) : adopté (p. 3965).

Après l'article 36 :

Amendement n° 10 du Gouvernement (Caisse centrale de crédit coopératif ; suppression de la redevance versée au Trésor) (p. 3965) : adopté (p. 3965).

Soutenu par M. Michel Charasse (G) (p. 3965).

Pour : Richard (Alain) (p. 3965).

Abstention du groupe communiste : Brard (Jean-Pierre) (p. 3965).

Vote contre du groupe U.D.F. : Gantier (Gilbert) (p. 3965).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3965).

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1988] (p. 4021).

Commission des finances de l'Assemblée nationale : Richard (Alain) (p. 4022).

Groupes de sociétés (limitation rétroactive des possibilités de déduction fiscale pour l'achat de sociétés) : Chavannes (Georges) (p. 4022).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 4022).

Abstention du groupe communiste : Jacquaint (Muguette) (p. 4027).

Vote pour du groupe socialiste : Bêche (Guy) (p. 4027).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 4027).

LOIS DE RÉGLEMENT

1. - Projet de loi n° 149 portant règlement définitif du budget de 1986.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget et Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. - Projet de loi n° 508 portant règlement définitif du budget de 1987.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget et Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances et du budget, chargé du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LOIRE

Aménagement.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Environnement.

Déviations de Saint-Chamond.

Voir *Questions au Gouvernement 146*.

LOIRE-ATLANTIQUE

Maintien de recettes locales.

Voir *Questions orales sans débat 43*.

LORRAINE

Fonds d'industrialisation.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire, procédure des questions.

Quotas laitiers.

Voir *Questions orales sans débat 52*.

Situation du bassin houiller.

Voir *Questions orales sans débat 30*.

M

MAIRES ET ADJOINTS

Voir *Collectivités locales*.

Communes.

Elections et référendums.

Retraite des -

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 67 *ter* nouveau.

MAISON DE LA FRANCE

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : Tourisme.

MARCEAU-INVESTISSEMENTS

Voir *Société générale*.

MARCHE A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS (M.A.T.I.F.)

Voir *Marchés financiers*.

Questions au gouvernement 10

MARCHES FINANCIERS

1. - Projet de loi n° 385 relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et aux fonds communs de créances (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° 28. - Dépôt le 12 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° 85 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Oudin. - Avis n° 63 (1988-1989). - Discussion les 19 et 21 novembre 1988. - Adoption le 21 novembre 1988. - Projet de loi n° 18.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 novembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Raymond Douyère (24 novembre 1988). - Rapport n° 427 (7 décembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (22 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. François Colcombet (24 novembre 1988). - Annexe au rapport n° 427. - Discussion le 13 décembre 1988. - Adoption le 13 décembre 1988. - Projet de loi n° 50.

Sénat (deuxième lecture). - N° 153 (1988-1989). - Dépôt le 15 décembre 1988. - Renvoi à la commissions des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 15 décembre 1988] (p. 15673). - Réunion le 15 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 16 décembre 1988] (p. 15727).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Raymond Douyère. - Rapport n° 482 (15 décembre 1988). - Discussion le 19 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1988. - Projet de loi n° 54.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° 156 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 47 (1988-1989).

Loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 publiée au J.O. du 31 décembre 1988 (p. 16736).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 365
et ceux de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	1 A (A.N.)	Définition des valeurs mobilières.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3587 3831	1
		CHAPITRE PREMIER De la société d'investissement à capital variable			
1		Définition de la Sicav.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3588 3832	2
	1 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Statuts de la Sicav.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3589 3832	-
2		Dépositaire de la Sicav.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3590 3832	3
3		Dérogation à la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3590 3832	4
4		Dérogation à la législation concernant le droit des sociétés.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3594 3832	5
	4 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Agrément de la Sicav.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3594 3832	-
	4 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Approbation des statuts de la Sicav par l'autorité de tutelle.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3594 3832	-
	4 quater (Sénat)	Suspension des rachats et des émissions des actions de la Sicav.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3594 3832	6
		CHAPITRE II Des dispositions communes à l'ensemble des fonds communs de placement			
5		Définition générale du fonds commun de place- ment.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3595 3832	7
	5 bis (Sénat)	Précision relative aux actes de disposition néces- sairement accomplis dans le cours de la gestion d'un fonds.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3596 3832	8
6		Interdiction de partage du fonds.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3597 3832	9
7		Responsabilité des porteurs de parts d'un fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3597 3832	10
8		Conditions de constitution d'un fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3597 3832	11
9		Gestionnaire du fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3597 3832	12
10		Dépositaire du fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3603 3832	13

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
11	10 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Indépendance des sociétés de gestion et des dépositaires.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3604 3832	-
	10 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Orientation et champ d'activité de la société de gestion d'un fonds.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3604 3832	-
	10 quater (Sénat) Supprimé (A.N.)	Agrément du fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3604 3832	-
	10 quinquies (Sénat)	Actif minimum des fonds communs de placement à leur constitution.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3605 3832	14
	10 sexies (Sénat)	Responsabilité de la société de gestion et du dépositaire.	Première lecture : 13 décembre 1988	3606	15
		Commissariat aux comptes du fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3606 3832	16
	11 bis (Sénat)	Valeur liquidative et droit au rachat des parts de fonds communs de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3607 3833	17
	11 ter (Sénat)	Conditions de liquidation d'un fonds commun de placement.	Première lecture : 13 décembre 1988	3607	18
	11 quater (Sénat)	Assujettissement des sociétés gestionnaires de fonds communs de placement aux obligations relatives aux franchissements de seuil.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3608 3833	19
		CHAPITRE II bis Des fonds communs de placement de l'entreprise			
		Fonds commun de participation.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3608 3833	20
12					
13		Fonds commun gérant des titres acquis par les salariés et anciens salariés.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3609 3833	21
		CHAPITRE II ter Du fonds commun de placement à risques			
14		Fonds commun de placement à risques.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3610 3833-3836	22
		CHAPITRE II quater Du fonds commun d'interventions sur les marchés à terme			
15		Fonds commun d'intervention sur les marchés à terme.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3612 3833	23
		CHAPITRE III Dispositions communes			
16		Agrément et déontologie des O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3613 3833	24
	16 bis (Sénat)	Composition des actifs des O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988 C.M.P. : 19 décembre 1988	3614 3833-3836	25
	16 ter (Sénat)	Composition des actifs O.P.C.V.M. - Division des risques. - Fonds communs spécialisés.	Première lecture : 13 décembre 1988	3615	26

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3834	
	16 <i>quater</i> (Sénat)	Dispositions particulières sur la composition des actifs des O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988	3616	-
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 19 décembre 1988	3833	
	16 <i>quinquies</i> (Sénat)	Dispositions financières particulières applicables aux O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988	3617	-
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 19 décembre 1988	3833	
	16 <i>sexies</i> (Sénat)	Actions des créanciers.	Première lecture : 13 décembre 1988	3617	27
17		Opérations réalisées par des SICAV ou des fonds communs sur les différents marchés à terme.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988 Seconde délibération : 13 décembre 1988	3833 3617 3637	28
18		Durée de l'exercice comptable et inventaire de l'actif des O.P.C.V.M.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988	3834 3617	29
19		Résultat net des O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988	3617	30
20		Sommes distribuables.	Première lecture : 13 décembre 1988	3617	31
21		Comptabilité des Sicav et des fonds communs en devises étrangères.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988	3834 3618	32
22		Information des souscripteurs d'actions ou d'O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988	3619	33
23	Supprimé (Sénat)	Statistiques monétaires.	Première lecture : 13 décembre 1988	3619	-
	23 <i>bis</i> (Sénat)	Prêts de titres des O.P.C.V.M.	Première lecture : 13 décembre 1988	3619	-
	Supprimé (Sénat)		C.M.P. : 19 décembre 1988	3834	
CHAPITRE IV					
Du fonds commun de créances					
24		Le fonds commun de créances.	Première lecture : 13 décembre 1988	3619	34
	24 <i>bis</i> A. (A.N.)	Admission des parts de fonds communs de créances à la négociation sur le marché secon- daire.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988	3834 3626	-
	24 <i>bis</i> (Sénat)	Evaluation des créances.	Première lecture : 13 décembre 1988	3626	35
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3834	
	24 <i>ter</i> (Sénat)	Recouvrement des créances cédées.	Première lecture : 13 décembre 1988	3627	36
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3834	
25		Conditions de constitution du fonds commun de créances-garantie.	Première lecture : 13 décembre 1988	3628	37
	25 <i>bis</i> (A.N.)	Pouvoir de contrôle de la C.O.B. sur les fonds communs de créances.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988	3834 3630	38
	25 <i>ter</i> (A.N.)	Sanction pénale pour les dirigeants des fonds ayant procédé à des placements collectifs sans agrément.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988	3834-3836 3630	39
26		Application aux fonds communs de créances de certaines dispositions propres aux fonds communs de placement.	C.M.P. : 19 décembre 1988 Première lecture : 13 décembre 1988	3834 3631	40

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
27		Liquidation du fonds.	Première lecture : 13 décembre 1988	3633	41
28		Régime fiscal des fonds communs de créances.	Première lecture : 13 décembre 1988	3633	42
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3835	
	28 bis (A.N.)	Création d'un nouveau chapitre intitulé « Du prêt de titres ».	Première lecture : 13 décembre 1988	3634	Chapitre nouveau
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3835	
	28 ter (A.N.)	Extension des possibilités de prêt de titres.	Première lecture : 13 décembre 1988	3634	43
CHAPITRE V					
Dispositions diverses					
29		Abrogation de diverses dispositions législatives.	Première lecture : 13 décembre 1988	3634	44
	29 bis (Sénat)	Communication de statistiques à la Banque de France.	Première lecture : 13 décembre 1988	3634	45
	29 ter (Sénat)	Sanction du placement collectif des valeurs mobilières sans agrément.	Première lecture : (13 décembre 1988)	3635	-
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 19 décembre 1988	3835	
	29 quater A (A.N.)	Sanctions pénales.	Première lecture : 13 décembre 1988	3635	46
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3835	
	29 quater (Sénat)	Sanction de la publicité et du démarchage illicites.	Première lecture : 13 décembre 1988	3635	47
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3835	
	29 quinquies (Sénat)	Incapacités frappant les dirigeants condamnés.	Première lecture : 13 décembre 1988	3636	48
30		Décret d'application.	Première lecture : 13 décembre 1988	3636	49
			C.M.P. : 19 décembre 1988	3836	
31		Entrée en vigueur.	Première lecture : 13 décembre 1988	3636	50
32		Coordination.	Première lecture : 13 décembre 1988	3636	51
	33 (C.M.P.)	Cas des sociétés d'assurance à forme mutuelle.	C.M.P. : 19 décembre 1988	3836	52

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 1988] (p. 3578).

Capitalisme populaire : *Tardito (Jean)* (p. 3584, 3585) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3587).

Commission des opérations de bourse (renforcement et rôle de la) : *Colcombet (François)* (p. 3582, 3583) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3587).

Conséquence de ce projet de loi sur la croissance : *Tardito (Jean)* (p. 3585, 3586) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3587).

Coopération européenne : *Tardito (Jean)* (p. 3585) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3587).

Organismes de placement collectif de valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) :

- actifs (règles de composition) : *Douyère (Raymond)* (p. 3579) ;
- développement : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3578) ; *Voisin (Michel)* (p. 3584) ;
- directive du 20 décembre 1985 (contenu de la) : *Colcombet (François)* (p. 3581) ;
- harmonisation avec le droit communautaire : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3578, 3586) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3579) ; *Colcombet (François)* (p. 3581) ; *Voisin (Michel)* (p. 3584) ;
- salariés (titres acquis) : *Colcombet (François)* (p. 3582) ;
- Sicav de capitalisation (création) : *Douyère (Raymond)* (p. 3579, 3580) ;

- Sicav et fonds communs de placement : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3578) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3579) ; *Colcombet (François)* (p. 3581, 3582) ; *Voisin (Michel)* (p. 3584) ; *Tardito (Jean)* (p. 3585) ;
- sociétés d'assurance (possibilité pour les - de lever des titres participatifs) : *Douyère (Raymond)* (p. 3581).

Fonds communs de créances - Titrisation :

- acheteurs (protection) : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3579, 3587) ; *Colcombet (François)* (p. 3583) ;
- cession de créances (modalités) : *Colcombet (François)* (p. 3582) ;
- concurrence entre les réseaux bancaires : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3578, 3586) ; *Tardito (Jean)* (p. 3585) ;
- crédit (coût) : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3579, 3586) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3580) ; *Voisin (Michel)* (p. 3584) ;
- débiteurs (situation) : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3579, 3586, 3587) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3580, 3581) ;
- définition et risques : *Douyère (Raymond)* (p. 3580, 3581) ; *Colcombet (François)* (p. 3582) ; *Tardito (Jean)* (p. 3585) ;
- fonds propres des banques (renforcement) et ratio « Cooke » : *Douyère (Raymond)* (p. 3580) ; *Voisin (Michel)* (p. 3584) ;
- garantie : *Douyère (Raymond)* (p. 3580) ; *Colcombet (François)* (p. 3583) ; *Voisin (Michel)* (p. 3584) ;
- marché hypothécaire : *Douyère (Raymond)* (p. 3580) ; *Colcombet (François)* (p. 3583) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3586) ;
- pénalités : *Colcombet (François)* (p. 3583) ;
- personnalité morale : *Colcombet (François)* (p. 3582, 3583) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3586).

Vote contre du groupe communiste : *Tardito (Jean)* (p. 3586).

Vote pour du groupe U.D.C. : *Voisin (Michel)* (p. 3584).

Discussion des articles [13 décembre 1988] (p. 3587, 3603).

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 59 de la commission des lois (définition des valeurs mobilières) (p. 3587) : adopté (p. 3588).

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 3588) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3588).

Chapitre 1^{er} : de la société d'investissement à capital variable.

Article 1^{er} (définition de la Sicav) (p. 3588) : adopté après modifications (p. 3589).

Amendement n° 1 de la commission (principe du rachat à la valeur liquidative) (p. 3588) : adopté (p. 3588).

Amendement n° 60 de la commission des lois (principe du rachat à la valeur liquidative) (p. 3588) : devenu sans objet (p. 3588).

Discussion commune des amendements n°s 61 et 129.

Amendement n° 61 de la commission des lois (admission des actions de SICAV aux négociations en Bourse) (p. 3588) : retiré (p. 3589).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3588).

Observations : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3588).

Amendement n° 129 du Gouvernement (fixation par décret des conditions de cotation des actions de Sicav) (p. 3588) : adopté (p. 3589).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3588).

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 3589).

Après l'article 1^{er} :

Amendement n° 117 de M. Jean Tardito (dépôt par le Gouvernement d'un projet de transformation des Sicav en produits d'épargne et de trésorerie) (p. 3589) : rejeté (p. 3589).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3589) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3589).

Article 1^{er} bis (statuts de la Sicav) (p. 3589) : supprimé (p. 3590).

Discussion commune des amendements n°s 2 et 62.

Amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 3589) : adopté (p. 3590).

Amendement n° 62 de la commission des lois (de suppression) (p. 3589) : adopté (p. 3590).

Article 2 (dépositaire de la Sicav) (p. 3590) : adopté (p. 3590).

Discussion commune des amendements n°s 63 et 3.

Amendement n° 63 de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3590) : retiré (p. 3590).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3590) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3590).

Amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3590) : adopté (p. 3590).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3590).

Amendement n° 118 de M. Jean Tardito : devenu sans objet (p. 3590).

Article 3 (dérogations à la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) (p. 3590) : adopté après modifications (p. 3593).

Amendement n° 64 de la commission des lois (introduction dans l'article 3 des dispositions relatives à l'évaluation des apports en nature) (p. 3591) : retiré (p. 3591).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3591).

Observations : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3591).

Amendement n° 65 de la commission des lois (évaluation sous la responsabilité du commissaire aux comptes des apports en valeurs mobilières lors d'émissions nouvelles de Sicav) (p. 3591) : adopté (p. 3591).

Discussion commune des amendements n°s 4 et 66.

Amendement n° 4 de la commission (cinquième alinéa de l'article : conditions de désignation du commissaire aux comptes) (p. 3591) : réservé (p. 3592) ; adopté après modifications (p. 3593).

Sous-amendement oral de la commission des lois (droit de regard de la C.O.B. sur la nomination du commissaire aux comptes) (p. 3591) : réservé (p. 3592) ; adopté (p. 3593).

Pour : *Voisin (Michel)* (p. 3592) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3593).

Nécessité d'éviter un alourdissement des tâches de la C.O.B. : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3592) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3592).

Possibilité de revenir au principe défini par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Voisin (Michel)* (p. 3592).

Amendement n° 66 de la commission des lois (cinquième alinéa de l'article : conditions de désignation du commissaire aux comptes) (p. 3591) : réservé (p. 3592) : devenu sans objet (p. 3593).

Amendement n° 5 de la commission (huitième alinéa de l'article : substitution à la notion de somme distribuable celle de dividende) (p. 3593) : retiré (p. 3593).

Observations : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3593).

Discussion commune des amendements n°s 6 et 67.

Amendement n° 6 de la commission (suppression des neuvième et treizième alinéas de l'article, rendant applicable le droit commun pour les fusions et scissions de Sicav) (p. 3593) : adopté (p. 3593).

Amendement n° 67 de la commission des lois (suppression des neuvième et treizième alinéas de l'article, rendant applicable le droit commun pour les fusions et scissions de Sicav) (p. 3593) : adopté (p. 3593).

Amendement n° 7 de la commission (décision de l'augmentation de capital par apports en nature par assemblée générale extraordinaire) (p. 3593) : retiré (p. 3593).

Amendement n° 8 de la commission (statuts de la Sicav) (p. 3593) : adopté (p. 3593).

Article 4 (dérogation à la législation concernant le droit des sociétés) (p. 3594) : adopté après modifications (p. 3594).

Amendement n° 68 de la commission des lois (application aux SICAV des articles 72 relatif à l'appel public à l'épargne, 73, définissant la société anonyme et 74, relatif à la constitution d'une société anonyme avec appel public à l'épargne, de la loi du 24 juillet 1966) (p. 3594) : adopté (p. 3594).

Article 4 bis (agrément de la Sicav par la Commission des Opérations de Bourse) (p. 3594) : supprimé (p. 3594).

Discussion commune des amendements n°s 9 et 69.

Amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 3594) : adopté (p. 3594).

Amendement n° 69 de la commission des lois (de suppression) (p. 3594) : adopté (p. 3594).

Article 4 ter (approbation des statuts de la Sicav par l'autorité de tutelle) (p. 3594) : supprimé (p. 3594).

Discussion commune des amendements n°s 10 et 70.

Amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 3594) : adopté (p. 3594).

Amendement n° 70 de la commission des lois (de suppression) (p. 3594) : adopté (p. 3594).

Article 4 quater (suspension des rachats et des émissions des actions de la Sicav) (p. 3594) : adopté après modifications (p. 3595).

Amendement n° 71 de la commission des lois (de suppression) (p. 3594) : retiré (p. 3595).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3595) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3595).

Amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : restriction de la suspension provisoire du rachat des actions de la Sicav) (p. 3595) : adopté (p. 3595).

Chapitre II : des dispositions communes à l'ensemble des fonds communs de placement.

Article 5 (définition générale du F.C.P.) (p. 3595) : adopté après modifications (p. 3596).

Amendement n° 72 rectifié de la commission des lois (précisant que le F.C.P. n'a pas la personnalité morale) (p. 3595) : adopté (p. 3595).

Amendement n° 13 de la commission (précision des notions de liquidités et de valeurs assimilées) (p. 3595) : retiré (p. 3595).

Observations : Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3595).

Discussion commune des amendements n°s 73 et 12.

Amendement n° 73 de la commission des lois (référence à la seule valeur liquidative pour l'émission et le rachat) (p. 3595) : adopté (p. 3596).

Pour : Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3596).

Contre : Douyère (Raymond) (p. 3596).

Amendement n° 12 de la commission (principe du droit de rachat à la valeur liquidative) (p. 3596) : devenu sans objet (p. 3596).

Pour : Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3596).

Discussion commune des amendements n°s 14 et 74.

Amendement n° 14 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à une référence très générale au droit des sociétés) (p. 3596) : adopté (p. 3596).

Amendement n° 74 de la commission des lois (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à une référence très générale au droit des sociétés) (p. 3596) : adopté (p. 3596).

Discussion commune des amendements n°s 75 rectifié et 130.

Amendement n° 75 rectifié de la commission des lois (admission des parts de F.C.P. aux négociations) (p. 3596) : retiré (p. 3596).

Observations : Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3596).

Amendement n° 130 du Gouvernement (fixation par décret des conditions de cotation des parts de F.C.P.) (p. 3596) : adopté (p. 3596).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3596).

Article 5 bis (précision relative aux actes de disposition nécessairement accomplis dans le cours de la gestion d'un fonds) (p. 3596) : adopté (p. 3597).

Amendement n° 119 de M. Jean Tardito (exigence de l'indication des coordonnées des titulaires du titre ainsi que pour toutes les opérations faites pour le compte des propriétaires) (p. 3596) : rejeté (p. 3597).

Contre : Douyère (Raymond) (p. 3597).

Article 6 (interdiction de partage du fonds) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Article 7 (responsabilité des porteurs de parts d'un F.C.P.) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Article 8 (conditions de constitution d'un F.C.P.) (p. 3597) : adopté après modifications (p. 3597).

Amendement n° 76 de la commission des lois (rétablissant les termes « d'initiatives conjointes » pour la création d'un F.C.P.) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Pour : Douyère (Raymond) (p. 3597).

Amendement n° 77 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Discussion commune des amendements n°s 16 et 78.

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Pour : Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3597).

Amendement n° 78 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3597) : adopté (p. 3597).

Pour : Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3597).

Article 9 (société de gestion du F.C.P.) (p. 3597) : adopté après modifications (p. 3598).

Discussion commune des amendements n°s 79, 17 et 18.

Amendement n° 79 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3597) : retiré (p. 3598).

Contre : Douyère (Raymond) (p. 3598) ; Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3598).

Amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 3597) : adopté (p. 3598).

Observations : Colcombet (François) (p. 3598).

Amendement n° 18 de la commission (attribution aux sociétés de gestion d'un droit d'action en justice) (p. 3598) : adopté après correction (p. 3598).

Article 10 (dépositaire du F.C.P.) (p. 3603) : adopté après modifications (p. 3604).

Discussion commune des amendements n°s 80 et 19.

Amendement n° 80 de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3603) : retiré (p. 3604).

Contre : Douyère (Raymond) (p. 3604) ; Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3604).

Amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3604) : adopté (p. 3604).

Article 10 bis (indépendance des sociétés de gestion et des dépositaires) (p. 3604) : supprimé (p. 3604).

Discussion commune des amendements n°s 20 et 81.

Amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 3604) : adopté (p. 3604).

Amendement n° 81 de la commission des lois (de suppression) (p. 3604) : adopté (p. 3604).

Amendement n° 120 de M. Fabien Thiémé : devenu sans objet (p. 3604).

Article 10 ter (orientation et champ d'activité de la société de gestion d'un fonds) (p. 3604) : supprimé (p. 3604).

Discussion commune des amendements n°s 21 et 82.

Amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 3604) : adopté (p. 3604).

Amendement n° 82 de la commission des lois (de suppression) (p. 3604) : adopté (p. 3604).

Article 10 quater (agrément du F.C.P.) (p. 3604) : supprimé (p. 3605).

Discussion commune des amendements n°s 22 et 83.

Amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 3605) : adopté (p. 3605).

Amendement n° 83 de la commission des lois (de suppression) (p. 3605) : adopté (p. 3605).

Article 10 quinquies (actif minimum des F.C.P. à leur constitution) (p. 3605) : adopté après modifications (p. 3605).

Discussion commune des amendements n°s 23 et 84.

Amendement n° 23 de la commission (détermination par le pouvoir réglementaire du montant minimum des actifs à réunir pour constituer un fonds) (p. 3605) : adopté (p. 3605).

Amendement n° 84 de la commission des lois (détermination par le pouvoir réglementaire du montant minimum des actifs à réunir pour constituer un fonds) (p. 3605) : adopté (p. 3605).

Amendement n° 24 de la commission (régime d'évaluation des apports en nature) (p. 3605) : adopté (p. 3605).

Modalités de désignation du commissaire aux comptes : Voisin (Michel) (p. 3605) ; Bérégovoy (Pierre) (G) (p. 3605) ; Douyère (Raymond) (p. 3605).

Article 10 sexies (responsabilité de la société de gestion et du dépositaire) (p. 3606) : adopté (p. 3606).

Article 11 (commissariat aux comptes du F.C.P.) (p. 3606) : adopté après modifications (p. 3607).

Discussion commune des amendements nos 85 et 25.

Amendement n° 85 de la commission des lois (commissaires aux comptes : désignation et application de la loi du 24 juillet 1966 pour les conditions d'exercice de leurs fonctions) (p. 3606) : adopté après modifications (p. 3607).

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 3606).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3606, 3607).

Sous-amendement n° 128 de la commission (information de la C.O.B.) (p. 3606) : adopté (p. 3607).

Amendement n° 25 de la commission (commissaires aux comptes : désignation et application de la loi du 24 juillet 1966 pour les conditions d'exercice de leurs fonctions) (p. 3606) : devenu sans objet (p. 3607).

Article 11 bis (*émission et rachat des actions du fonds*) (p. 3607) : adopté après modifications (p. 3607).

Amendement n° 86 de la commission des lois (de suppression) (p. 3607) : retiré (p. 3607).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3607).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3607).

Amendement n° 26 de la commission (suppression du premier alinéa de l'article relatif à la périodicité et aux modalités de publication de la valeur liquidative) (p. 3607) : adopté (p. 3607).

Amendement n° 27 de la commission (harmonisation des conditions de suspension provisoire de rachat ou d'émission de parts) (p. 3607) : adopté (p. 3607).

Article 11 ter (*conditions de liquidation d'un F.C.P.*) (p. 3607) : adopté (p. 3607).

Article 11 quater (*déclarations de franchise de seuil*) (p. 3608) : adopté après modifications (p. 3608).

Discussion commune des amendements nos 87 et 28.

Amendement n° 87 de la commission des lois (renvoi aux dispositions de droit commun) (p. 3608) : adopté (p. 3608).

Amendement n° 28 de la commission (renvoi aux dispositions de droit commun) (p. 3608) : retiré (p. 3608).

Nécessité de compléter l'obligation de déclarer les franchise de seuil par des sanctions : *Douyère (Raymond)* (p. 3608) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3608) ; *Voisin (Michel)* (p. 3608).

Chapitre II bis : des fonds communs de placement d'entreprise.

Article 12 (*fonds communs de la participation*) (p. 3609) : adopté après modifications (p. 3609).

Implication des salariés dans la vie économique : *Douyère (Raymond)* (p. 3609).

Amendement n° 29 de la commission (composition du conseil de surveillance du fonds par les salariés) (p. 3609) : adopté (p. 3609).

Pour : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3609).

Amendement n° 30 de la commission (affirmation du principe de la séparation de gestion des fonds par la suppression du quatrième alinéa (1°) de l'article) (p. 3609) : adopté (p. 3609).

Pour : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3609).

Article 13 (*fonds communs gérant des titres acquis par les salariés*) (p. 3609) : adopté après modifications (p. 3610).

Nécessité d'éviter le renforcement de l'auto-contrôle des dirigeants d'une société : *Douyère (Raymond)* (p. 3609, 3610).

Amendement n° 31 de la commission (précisant que les fonds communs gérant des titres acquis par les salariés peuvent également accueillir des titres acquis par les anciens salariés) (p. 3610) : adopté (p. 3610).

Amendement n° 32 de la commission (principe d'indépendance absolue entre l'entreprise et le gestionnaire du fonds pour les sociétés cotées ; reconnaissance aux porteurs de parts de l'exercice individuel des droits de vote détenus) (p. 3610) : adopté après rectification (p. 3610).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3610).

Nécessité de rectifier l'amendement en supprimant la deuxième phrase relative à l'indépendance absolue du gestionnaire : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3610).

Amendement n° 88 de la commission des lois (exercice des droits de vote par le conseil de surveillance) (p. 3610) : devenu sans objet (p. 3610).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3610).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3610).

Chapitre II ter : du fonds commun de placement à risques.

Article 14 (*fonds commun de placement à risques*) (p. 3610) : adopté après modifications (p. 3610).

INTERVENANTS.

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3611).

Amendement n° 89 de la commission des lois (fixation par décret de la proportion de valeurs mobilières non inscrites à la négociation sur un marché réglementé que doivent détenir les fonds communs de placement à risque) (p. 3611) : retiré (p. 3612).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3611).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3611).

Sous-amendement n° 131 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3611) : devenu sans objet (p. 3612).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3611, 3612).

Amendement n° 33 de la commission (fixation par décret du plafond de détention des valeurs étrangères incluses dans la fraction de l'actif d'un fonds commun de placement à risques) (p. 3612) : adopté (p. 3612).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3611, 3612) ; *Colcombet (François)* (p. 3612).

Amendement n° 113 de M. Raymond Douyère à titre personnel (affectation d'une fraction des actifs au rachat de parts détenues par le gérant) (p. 3612) : adopté après modifications (p. 3612).

Pour : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3612).

Sous-amendement n° 132 du Gouvernement (attribution d'une fraction des actifs à la société de gestion lors de la liquidation du fonds) (p. 3612) : adopté (p. 3612).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3612).

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 3612).

Chapitre II quater : du fonds commun d'intervention sur les marchés à terme.

Article 15 (*fonds commun d'intervention sur les marchés à terme*) (p. 3612) : adopté après modifications (p. 3612).

Amendement n° 34 de la commission (renforcement des prescriptions relatives à la publicité et au démarchage) (p. 3612) : adopté (p. 3612).

Pour : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3612).

Chapitre III : des dispositions communes.

Avant l'article 16 :

Article 16 (*agrément et déontologie des O.P.C.V.M.*) : supprimé par le Sénat (p. 3613) : rétabli (p. 3614).

Discussion commune des amendements nos 35 et 90.

Amendement n° 35 de la commission (rétablissant l'article) (p. 3613) : adopté après modifications (p. 3614).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3613) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3613, 3614).

Sous-amendement oral du Gouvernement (possibilité du retrait de l'agrément par la C.O.B. au cas où les conditions exigées ne seraient plus réunies) (p. 3614) : adopté (p. 3614).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3614).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3614).

Sous-amendement oral du Gouvernement (sanctions prévues en cas de non-respect de l'article) (p. 3614) : adopté (p. 3614).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3614).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3614).

Amendement n° 90 de la commission des lois (rétablissant l'article) (p. 3613) : devenu sans objet (p. 3614).

Article 16 bis (composition des actifs des O.P.C.V.M.) (p. 3614) : adopté après modifications (p. 3615).

Amendement n° 91 de la commission des lois (de suppression) (p. 3614) : retiré (p. 3614).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3614).

Contre : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3614).

Amendement n° 36 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3614) : adopté après modifications (p. 3615).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3614).

Sous-amendement du Gouvernement (suppression des deux derniers alinéas concernant des dispositions à caractère réglementaire sur l'information du public) (p. 3615) : adopté (p. 3615).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3615).

Sous-amendement du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3615) : adopté (p. 3615).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3615).

Article 16 ter (composition des actifs des O.P.C.V.M. ; division des risques ; fonds communs « spécialisés ») (p. 3615) : adopté après modifications (p. 3616).

Amendement n° 92 de la commission des lois (de suppression) (p. 3615) : retiré (p. 3615).

Discussion commune des amendements nos 114 et 37.

Amendement n° 114 de M. Raymond Douyère à titre personnel (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3615) : adopté (p. 3616).

Pour : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3616).

Amendement n° 37 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3616) : devenu sans objet (p. 3616).

Contre : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3616).

Article 16 quater (dispositions particulières sur la composition des actifs des O.P.C.V.M.) (p. 3616) : supprimé (p. 3616).

Discussion commune des amendements nos 38 et 93.

Amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 3616) : adopté (p. 3616).

Amendement n° 93 de la commission des lois (de suppression) (p. 3616) : adopté (p. 3616).

Article 16 quinquies (dispositions financières applicables aux O.P.C.V.M.) (p. 3617) : supprimé (p. 3617).

Discussion commune des amendements nos 39 et 94.

Amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 3617) : adopté (p. 3617).

Amendement n° 94 de la commission des lois (de suppression) (p. 3617) : adopté (p. 3617).

Article 16 sexies action des créanciers (p. 3617) : adopté après modifications (p. 3617).

Amendement n° 95 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3617) : adopté (p. 3617).

Article 17 (règles de placement des O.P.C.V.M.) (p. 3617) : adopté (p. 3617).

Amendement n° 96 de la commission des lois (définition précise des règles de placement des O.P.C.V.M.) (p. 3617) : devenu sans objet (p. 3617).

Article 18 (règles comptables) (p. 3617) : adopté (p. 3617).

Article 19 (résultat net des SICAV et F.C.P.) (p. 3617) : adopté (p. 3617).

Article 20 (définition des sommes distribuables) (p. 3617) : adopté après modifications (p. 3618).

Amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 3618) : adopté (p. 3618).

Amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) (p. 3618) : adopté (p. 3618).

Amendement n° 42 de la commission (constitution d'O.P.C.V.M. de capitalisation) (p. 3618) : retiré (p. 3618).

Contre : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3618).

Harmonisation européenne de la fiscalité de l'épargne : *Douyère (Raymond)* (p. 3618) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3618).

Article 21 (comptabilité des O.P.C.V.M. en ECU et en devises étrangères) (p. 3618) : adopté (p. 3619).

Amendement n° 121 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 3618) : rejeté (p. 3619).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3618) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3619).

Construction européenne : *Tardito (Jean)* (p. 3618) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3618) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3619).

Article 22 (information des souscripteurs d'actions ou de parts d'O.C.P.V.M.) (p. 3619) : adopté (p. 3619).

Article 23 (statistiques monétaires) : supprimé par le Sénat (p. 3619).

Article 23 bis (prêts de titres des O.C.P.V.M.) (p. 3619) : supprimé (p. 3619).

Amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 3619) : adopté (p. 3619).

Chapitre IV : du fonds commun de créances.

Article 24 (définition du fonds commun de créances) (p. 3619) : adopté après modifications (p. 3626).

INTERVENANTS.

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3619, 3620) ; *Estève (Pierre)* (p. 3620, 3621) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3621) ; *Colcombet (François)* (p. 3621, 3622) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3622 à 3624).

Coût du crédit : *Douyère (Raymond)* (p. 3620).

Débiteurs (situation des) : *Douyère (Raymond)* (p. 3620) ; *Estève (Pierre)* (p. 3620) ; *Colcombet (François)* (p. 3622) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3623).

Etats-Unis (situation aux) : *Douyère (Raymond)* (p. 3619, 3620).

Internationalisation des titres : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3621).

Législation des hypothèques : *Douyère (Raymond)* (p. 3619) ; *Estève (Pierre)* (p. 3620, 3621) ; *Colcombet (François)* (p. 3622).

Nature juridique du fonds (personnalité morale ou copropriété) : *Douyère (Raymond)* (p. 3619, 3620) ; *Estève (Pierre)* (p. 3620) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3621) ; *Colcombet (François)* (p. 3621, 3622) ; *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3622, 3623).

Protection des souscripteurs de parts : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3623).

Amendement n° 122 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 3622) : rejeté (p. 3624).

Contre : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3624).

Discussion commune des amendements nos 44 et 133.

Amendement n° 44 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3624) : retiré (p. 3625).

Amendement n° 133 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3624) : adopté après rectification (p. 3626).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3624).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3624, 3625, 3626) ; *Colcombet (François)* (p. 3625).

Amendements nos 97 à 103 de la commission des lois (p. 3626) : devenus sans objet (p. 3626).

Après l'article 24 :

Amendement n° 45 de la commission (possibilité d'une cotation des parts des fonds communs de créances) (p. 3626) : rejeté (p. 3626).

Observations : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3626).

Article 24 bis (évaluation des créances) (p. 3626) : adopté après modifications (p. 3627).

Amendement n° 46 corrigé de la commission (indiquant que l'évaluation se fait également en fonction des caractéristiques des parts émises) (p. 3626) : adopté (p. 3626).

Amendement n° 127 de M. Michel Voisin (organisme chargé d'établir le rapport sur l'évaluation des garanties pour les acquéreurs de parts) (p. 3626) : adopté après modifications (p. 3627).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3627).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3627) ; *Colcombet (François)* (p. 3627).

Sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) (p. 3627) : adopté (p. 3627).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3627).

Amendement n° 104 de la commission des lois : devenu sans objet (p. 3627).

Amendement n° 105 de la commission des lois (indiquant que les fonds communs de créances ne peuvent pas faire l'objet de publicité ou de démarchage) (p. 3627) : adopté après rectification (p. 3627).

Article 24 ter (*recouvrement des créances cédées*) (p. 3627) : adopté après modifications (p. 3628).

Amendement n° 123 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 3627) : rejeté (p. 3628).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3627, 3628).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3628).

Amendement n° 106 de la commission des lois (conclusion de la convention entre l'établissement cédant et la société de gestion) (p. 3628) : adopté (p. 3628).

Amendement n° 47 de la commission (possibilité du transfert de la gestion d'une créance à une autre personne que l'établissement cédant) (p. 3628) : adopté (p. 3628).

Article 25 (*constitution du fonds commun de créances - garantie*) (p. 3628) : adopté après modifications (p. 3628).

Amendement n° 48 de la commission (qualifiant le dépositaire de société) (p. 3628) : adopté (p. 3628).

Amendement n° 49 de la commission (de conséquence) (p. 3628) : adopté (p. 3628).

Discussion commune des amendements n°s 107 et 50.

Amendement n° 107 de la commission des lois (suppression des dispositions relatives à l'approbation du règlement du fonds) (p. 3628) : retiré (p. 3629).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3628).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3629).

Amendement n° 50 de la commission (soumettant l'approbation du règlement du fonds à la seule C.O.B.) (p. 3628) : retiré (p. 3629) : repris par le Gouvernement (p. 3629) : adopté (p. 3629).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3629) ; *Colcombet (François)* (p. 3629).

Amendement n° 51 de la commission (fixation par décret des garanties apportées par le fonds commun de créance) (p. 3629) : adopté après modifications (p. 3630).

Pour : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3630).

Sous-amendement n° 116 de M. Raymond Douyère à titre personnel (rédactionnel) (p. 3629) : adopté (p. 3630).

Amendement n° 115 de la commission des lois (répartition du boni de liquidation) (p. 3630) : retiré (p. 3630).

Après l'article 25 :

Amendement n° 52 de la commission (pouvoir de contrôle de la C.O.B. sur les sociétés de gestion et la société dépositaire) (p. 3630) : adopté (p. 3630).

Amendement n° 53 de la commission (sanctions pénales pour les dirigeants de fonds qui auraient procédé à des placements collectifs sans agrément) (p. 3630) : adopté après rectification (p. 3631).

Observations : *Voisin (Michel)* (p. 3630, 3631) ; *Colcombet (François)* (p. 3630) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3630, 3631).

Article 26 (*règles de fonctionnement du fonds commun de créances*) (p. 3631) : adopté après modifications (p. 3632).

Discussion commune des amendements n°s 108 et 54.

Amendement n° 108 de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3631) : retiré (p. 3632).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3632) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3632).

Amendement n° 54 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3631) : adopté après modifications (p. 3632).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3632).

Sous-amendement n° 134 du Gouvernement (nouvelle rédaction du paragraphe VI de l'article) (p. 3632) : adopté (p. 3632).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 3632).

Après l'article 28 :

Amendement n° 126 de M. Michel Voisin (création d'un fonds de garantie financé par les établissements financiers) (p. 3632) : retiré (p. 3633).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3632) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3632, 3633).

Article 27 (*liquidation du fonds commun de créances*) (p. 3633) : adopté (p. 3633).

Article 28 (*régime fiscal des fonds communs de créances*) (p. 3633) : adopté après modifications (p. 3634).

Amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3633) : rejeté (p. 3633).

Soutenu par M. Jean Tardito (p. 3633).

Contre : *Douyère (Raymond)* (p. 3633) ; *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3633).

Amendement n° 135 du Gouvernement (conséquence de la suppression de la personnalité morale du fonds) (p. 3633) : retiré (p. 3634).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3634).

Observations : *Douyère (Raymond)* (p. 3633, 3634).

Amendement n° 55 de la commission (imposition des produits des parts émises par le fonds en fonction de la durée de détention) (p. 3634) : adopté (p. 3634).

Après l'article 28 :

Amendement n° 56 de la commission (création d'un chapitre IV bis : du prêt de titres) (p. 3634) : adopté (p. 3634).

Amendement n° 57 de la commission (élargissant les possibilités de prêts de titres) (p. 3634) : adopté (p. 3634).

Chapitre V : dispositions diverses.

Article 29 (*abrogation de diverses dispositions législatives*) (p. 3634) : adopté (p. 3635).

Article 29 bis (*communication de statistiques à la Banque de France*) (p. 3635) : adopté (p. 3635).

Article 29 ter (*sanctions pénales de l'obligation d'agrément*) (p. 3635) : supprimé (p. 3635).

Amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 3635) : adopté (p. 3635).

Amendement n° 109 de la commission des lois : devenu sans objet (p. 3635).

Après l'article 29 ter :

Amendement n° 110 de la commission des lois (sanctions pénales du contrôle des comptes des SICAV, F.C.P. et fonds communs de créances) (p. 3635) : adopté (p. 3635).

Article 29 quater (*sanction de la publicité et du démarchage illicites*) (p. 3635) : adopté après modifications (p. 3636).

Amendement n° 111 de la commission des lois (regroupant les dispositions pénales qui sanctionnent l'interdiction de la publicité et du démarchage pour les fonds communs de placement à risques, les fonds communs de placement sur les marchés à terme et les fonds communs de créances) (p. 3635) : adopté (p. 3636).

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 3635).

Observations : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 3635, 3636).

Article 29 quinquies (*incapacité frappant les dirigeants condamnés*) (p. 3636) : adopté (p. 3636).

Article 30 (*décret d'application*) (p. 3636) : adopté (p. 3636).

Article 31 (*entrée en vigueur*) (p. 3636) : adopté (p. 3636).

Amendement n° 112 de la commission des lois (non application, au 1^{er} octobre 1989, aux F.C.P. des Etats membres de la C.E.E. des peines d'amendes sanctionnant l'émission et l'introduction en France de parts de F.C.P. régis par une législation étrangère) (p. 3636) : retiré (p. 3636).

Pour : *Douyère (Raymond)* (p. 3636).

Contre : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3636).

Article 32 (*codification*) (p. 3636) : adopté (p. 3636).

Après l'article 32 :

Amendement n° 125 de la commission (entreprises d'assurances du secteur mutuel) (p. 3636) : adopté (p. 3637).

Seconde délibération du projet de loi (art. 101 du Règlement) (p. 3637).

Article 17 (*règles de placement des O.P.C.V.M.*) (p. 3637) : supprimé (p. 3637).

Amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 3637) : adopté (p. 3637).

Soutenu par M. Pierre Bérégovoy (G) (p. 3637).

Après l'article 28 :

Nécessité de donner les moyens d'investigation efficaces sur les F.C.P. à la C.O.B. : *Bérégovoy (Pierre)* (G) (p. 3637).

Explications de vote (p. 3637).

Politique de type monétariste effectuée au détriment d'une politique sociale : *Tardito (Jean)* (p. 3637).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3637).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1988] (p. 3830).

Date d'application des dispositions de l'article 16 *ter* : *Col-combet (François)* (p. 3831) ; *Hollande (François)* (p. 3831) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 3831).

Emission de titres participatifs par les sociétés d'assurance mutuelle : *Hollande (François)* (p. 3831).

Emprunteurs : information et protection : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 3831).

Epargnants : information et protection : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 3831).

Fonds communs de créances et titrisation : *Hollande (François)* (p. 3830, 3831) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 3831).

O.P.C.V.M. (règles financières applicables aux) : *Hollande (François)* (p. 3830) ; *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 3831).

Prêts de titres : *Hollande (François)* (p. 3831).

Valeur mobilière (notion de) : *Neiertz (Véronique)* (G) (p. 3831).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3831 à 3836).

Discussion des articles (p. 3836).

Article 14 :

Amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3836) : adopté (p. 3836).

Soutenu par Mme Véronique Nieertz (G) (p. 3836).

Article 16 bis :

Amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3836) : adopté (p. 3836).

Soutenu par Mme Véronique Nieertz (G) (p. 3836).

Article 25 bis :

Amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3836) : adopté (p. 3836).

Soutenu par Mme Véronique Nieertz (G) (p. 3836).

Explications de vote (p. 3836).

Vote contre du groupe communiste : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 3836).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements adoptés par l'Assemblée (p. 3836).

Voir *Questions au Gouvernement* 10, 59, 62, 96, 135, 165, 168.

Questions orales dans débat 29.

MARIAGE ET REGIMES MATRIMONIAUX

1. - Proposition de loi n° 132 relative au **courtage matrimonial**.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1986, Mariage et régimes matrimoniaux, 1.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 132. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 247 tendant à abroger les articles du code civil relatifs au **délai de viduité**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Mugette Jacquaint et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (3 novembre 1988).

Voir *Consommation* 3.

Divorce.

Famille.

Femmes.

Pensions de reversion.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

Voir *Français : langue*.

MATIERES PREMIERES

Potasse.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

Uranium (suppression d'emplois à la Cogema).

Voir *Questions au Gouvernement* 121.

MAYOTTE

1. - Proposition de loi n° 251 tendant à instituer un **code de l'urbanisme** applicable à **Mayotte**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Henry Jean-Baptiste et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Départements et territoires d'outre-mer*.

MECENAT

Voir *Entreprises.*

Impôt sur les sociétés.

MEDIATEUR

1. - Proposition de loi n° 95 tendant à permettre aux présidents de conseil général et de conseil régional de **saisir le médiateur**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (24 novembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 400 tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un **médiateur**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (21 décembre 1988).

Voir *Parlement 7*.

MER ET LITTORAL

1. - Proposition de loi n° 459 relative à l'aménagement du régime quiritaire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Ambroise Guellec. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. - Proposition de loi n° 460 relative à l'exonération au titre de l'impôt sur le revenu des personnels navigants.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Ambroise Guellec. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. - Proposition de loi n° 461 relative à l'aménagement de la taxation des plus-values résultant de la cession des navires de commerce.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Ambroise Guellec. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. - Proposition de loi n° 462 relative à l'aménagement de la taxe professionnelle des entreprises armatoriales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Ambroise Guellec. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Environnement. *Traités et conventions 6*.

METZ

Université.

Voir *Questions au Gouvernement 81*.

MILITAIRES

Voir *Armée*.

MINES ET CARRIÈRES

1. - Proposition de loi n° 256 tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean Ueberschlag et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (3 novembre 1988).

Voir *Assurance vieillesse, régimes autonomes et spéciaux 1*. *Energie 1*. *Logement et habitat 3*.

MINISTÈRES ET SECRETARIATS D'ÉTAT

Installation à Bercy des services financiers.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

MINUTES DE SILENCE

Observation de -.

Voir *Rappels au règlement 29, 30 bis*.

MOELLE OSSEUSE

Don de -.

Voir *Questions au Gouvernement 145*.

MORT

Pompes funèbres.

Voir *Communes 4*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Intérieur, procédure des questions.

MOTIONS DE CENSURE

1. - Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Bernard Pons et soixante-quatre membres de l'Assemblée, le 6 décembre 1988.

Discussion [9 décembre 1988] (p. 3475).

Coalitions politiques : Séguin (Philippe) (p. 3478) ; Baudis (Dominique) (p. 3486, 3487).

Droit de grève (réglementation) : Gaudin (Jean-Claude) (p. 3484) ; Baudis (Dominique) (p. 3486) ; Franchis (Serge) (p. 3491).

Fonction publique : Gaudin (Jean-Claude) (p. 3483) ; Mauroy (Pierre) (p. 3489, 3490) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3493, 3494).

Grèves : Hage (Georges) (p. 3480) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3482, 3483) ; Baudis (Dominique) (p. 3486) ; Mauroy (Pierre) (p. 3488) ; Franchis (Serge) (p. 3491) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3493).

Motion de censure (position des groupes sur le vote de la) :

Ne la votent pas :

- groupe communiste : Hage (Georges) (p. 3482) ;
- groupe socialiste : Mauroy (Pierre) (p. 3487) ;
- non inscrit, à titre personnel : Franchis (Serge) (p. 3491, 3492).

La votent :

- groupe R.P.R. : Séguin (Philippe) (p. 3475) ;
- groupe U.D.C. : Baudis (Dominique) (p. 3486) ;
- groupe U.D.F. : Gaudin (Jean-Claude) (p. 3485).

Opposition (rôle) : Séguin (Philippe) (p. 3475) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3484, 3485).

Parlement (restauration) : Rocard (Michel) (G) (p. 3491, 3492).

Parti communiste (relations du parti socialiste avec le) : Séguin (Philippe) (p. 3477, 3478) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3483).

Politique du Gouvernement :

- bilan : Séguin (Philippe) (p. 3475) ; Hage (Georges) (p. 3480) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3494, 3495) ;
- politique audiovisuelle : Hage (Georges) (p. 3481) ;
- politique budgétaire et fiscale : Séguin (Philippe) (p. 3476) ; Hage (Georges) (p. 3481) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3484) ; Baudis (Dominique) (p. 3485) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3492) ;
- politique économique : Séguin (Philippe) (p. 3477) ; Mauroy (Pierre) (p. 3487, 3488) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3495) ;
- politique étrangère : Hage (Georges) (p. 3482) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3485) ;
- politique européenne : Séguin (Philippe) (p. 3478) ; Hage (Georges) (p. 3481) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3485) ; Baudis (Dominique) (p. 3487) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3495) ;
- politique sociale : Séguin (Philippe) (p. 3478) ; Hage (Georges) (p. 3481) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3483) ; Mauroy (Pierre) (p. 3489) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3493) ;
- politique salariale : Séguin (Philippe) (p. 3476) ; Hage (Georges) (p. 3480) ; Mauroy (Pierre) (p. 3488) ;
- projets politiques : Séguin (Philippe) (p. 3476) ; Hage (Georges) (p. 3482) ; Gaudin (Jean-Claude) (p. 3482, 3484) ; Baudis (Dominique) (p. 3485) ; Franchis (Serge) (p. 3491) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3495).

Politique du gouvernement Chirac : Hage (Georges) (p. 3479) ; Mauroy (Pierre) (p. 3490) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3493).

Secteur public : Gaudin (Jean-Claude) (p. 3483) ; Baudis (Dominique) (p. 3486) ; Mauroy (Pierre) (p. 3489) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3491, 3493).

Société française (blocage) : Séguin (Philippe) (p. 3477).

Stabilité politique : Séguin (Philippe) (p. 3477) ; Rocard (Michel) (G) (p. 3491, 3492).

U.D.C. (bilan de l'action parlementaire du groupe) : Baudis (Dominique) (p. 3485).

Rejet de la motion de censure (p. 3496).

MOYENS DE PAIEMENT

Chèques sans provision.

Voir *Questions orales sans débat* 47.

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

Voir *Agriculture.*
Prestations sociales agricoles.

N

NATIONALITÉ FRANÇAISE

Voir *Etrangers.*
Français : nationalité française.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Amélioration de l'habitat.

Voir *Logement et habitat* 3.

Implantation d'une usine Peugeot-Fiat.

Voir *Questions au Gouvernement* 171.

Universités de la région - .

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement supérieur, procédure des questions.

NOUVELLE-CALÉDONIE

1. - Projet de loi n° 24 relatif à l'administration de la Nouvelle-Calédonie.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre ; lettre du Premier ministre, en date du 4 juillet 1988, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Raymond Forni (30 juin 1988). - Rapport n° 38 (4 juillet 1988). - Discussion le 4 juillet 1988. - Adoption le 4 juillet 1988. - Projet de loi n° 5.

Sénat (première lecture). - N° 315 (1987-1988). - Dépôt le 5 juillet 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport n° 319 (1987-1988) (5 juillet 1988). - Discussion le 6 juillet 1988. - Adoption définitive le 6 juillet 1988. - Projet de loi n° 103 (1987-1988).

Loi n° 88-808 du 12 juillet 1988 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1988 (p. 9142).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 1988] (p. 437).

Accord de Nainville-les-Roches : *Montdargent (Robert)* (p. 447).

Accord du 26 juin 1988 : *Forni (Raymond)* (p. 438) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 439) ; *Toubon (Jacques)* (p. 442, 443) ; *Delattre (Francis)* (p. 444) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 445, 446) ; *Montdargent (Robert)* (p. 446) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 448).

Antilles : *Lordinot (Guy)* (p. 447).

Autodétermination (respect du principe d') : *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 440) ; *Vivien (Alain)* (p. 441) ; *Montdargent (Robert)* (p. 447).

Comité consultatif : *Forni (Raymond)* (p. 438) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 440, 450) ; *Toubon (Jacques)* (p. 443) ; *Delattre (Francis)* (p. 445).

Dialogue (rétablissement du - en Nouvelle-Calédonie) : *Forni (Raymond)* (p. 437) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 439) ; *Vivien (Alain)* (p. 441) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 445) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 449).

Economie calédonienne (relance et rééquilibrage de l') : *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 439, 440) ; *Toubon (Jacques)* (p. 442, 444) ; *Lordinot (Guy)* (p. 448).

Formation (accroissement de l'effort de) : *Lordinot (Guy)* (p. 448) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 449).

Front de libération nationale kanak socialiste (F.L.N.K.S.) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 446).

Haut commissaire (compétences) : *Forni (Raymond)* (p. 438) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 440) ; *Delattre (Francis)* (p. 445) ; *Lordinot (Guy)* (p. 447).

Hommages à MM. Lafleur, Nenou et Ukeiwé : *Toubon (Jacques)* (p. 432).

Inégalités en Nouvelle-Calédonie : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 445).

Nouvelle-Calédonie (avenir) : *Forni (Raymond)* (p. 438) ; *Delattre (Francis)* (p. 444) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 450).

Période transitoire : *Forni (Raymond)* (p. 438) ; *Toubon (Jacques)* (p. 443).

Référendum (organisation et opportunité) : *Toubon (Jacques)* (p. 444) ; *Delattre (Francis)* (p. 445) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 449) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 450).

Sécurité des biens et des personnes : *Toubon (Jacques)* (p. 443) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 448) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 450).

Statut futur de la Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* (p. 438) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 439, 450) ; *Toubon (Jacques)* (p. 444).

Discussion des articles [4 juillet 1988] (p. 450).

Article 1^{er} (compétences du Haut commissaire de la République) (p. 450) ; adopté (p. 453).

INTERVENANTS.

Observations : *Léontieff (Alexandre)* (p. 450 à 452) ; *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 452) ; *Vernaudon (Emile)* (p. 452).

Développement économique et social : *Léontieff (Alexandre)* (p. 451).

Plan interterritorial (mise en place d'un) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 451, 452).

Polynésie : *Le Pensec (Louis) (G.)* (p. 452) ; *Vernaudon (Emile)* (p. 452).

Statut futur de la Nouvelle-Calédonie : *Léontieff (Alexandre)* (p. 450, 451).

Article 2 (composition et compétence du comité consultatif) : adopté (p. 453).

Explications de vote (p. 453).

Economie calédonienne (relance et rééquilibrage) : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 453).

Impartialité de l'Etat : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 453).

Nouvelle-Calédonie (avenir) : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 454).

Référendum (opportunité et organisation) : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 454) ; *Vivien (Alain)* (p. 454).

Sécurité des biens et des personnes : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 453) ; *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 453) ; *Vivien (Alain)* (p. 454).

Vote pour du groupe R.P.R. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 453).

Vote pour du groupe socialiste : *Vivien (Alain)* (p. 454).

Vote pour du groupe U.D.F. : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 454).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 454).

2. - Loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1988 [*J.O.* du 10 novembre 1988] (p. 14087).

Référendum.

Lecture du décret soumettant un projet de loi au référendum : *Fabius (Laurent)*, président [5 octobre 1988] (p. 684).

Adoption du projet de loi par référendum le 6 novembre 1988. Proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel le 9 novembre 1988 [J. O du 10 novembre 1988] (p. 14123).

3. - Projet de loi n° 471 portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Arpaillange, Garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Colcombet (21 décembre 1988).

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.
Départements et territoires d'outre-mer.
Grâce et amnistie 1, 2.
Message au Parlement 1.
Parlement 4, 9.
Questions au Gouvernement 20, 57, 89, 123.
Rappels au règlement 30 bis.

« NUIT DE CRISTAL »

50^e anniversaire de la - .

Voir *Rappels au règlement* 29.

O

OCTROI DE MER

Voir *Départements et Territoires d'outre-mer.*

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTERIELS

1. - Proposition de loi n° 9 tendant à préciser le délai de recours en garantie des adjudicataires dans les ventes mobilières aux enchères publiques à l'encontre des officiers vendeurs.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Jean-Guy Branger. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ORDRE PUBLIC

1. - Proposition de loi n° 375 tendant à prévoir la réparation des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 488 tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Police et sécurité.*

ORDRES PROFESSIONNELS

Voir *Professions et activités médicales* 1.

P

PALESTINE

Voir *Affaires étrangères* 2.
Questions au Gouvernement 98, 104.

PAPIERS D'IDENTITE

Carte d'identité infalsifiable.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Intérieur.

PARIS

1. - Proposition de loi n° 389 tendant à abroger une disposition de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 modifiée portant réforme du régime administratif de la ville de Paris.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jean-Marie Le Guen et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Didier Migaud (21 décembre 1988).

Voir *Aménagement du territoire.*
Fonction publique territoriale 2, après l'article 8.
Lois de finances 3, première partie, avant la discussion des articles.

PARLEMENT

1. - Proposition de résolution n° 5 tendant à modifier l'article 19 du règlement de l'Assemblée nationale.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 24 juin 1988 par M. André Lajoinie. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (30 juin 1988). - Rapport n° 31 (30 juin 1988). - Discussion le 1^{er} juillet 1988. - Adoption le 1^{er} juillet 1988. - Résolution n° 3.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 1, de la Constitution). Décision le 13 juillet 1988 [J.O. du 14 juillet 1988] (p. 9179). Conforme.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1^{er} juillet 1988] (p. 422).

Députés non inscrits : *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 425).

Mode de scrutin : *Jacquaint (Muguet)* (p. 423, 424).

Courants politiques nationaux (représentation) : *Brunhes (Jacques)* (p. 423, 425) ; *Jacquaint (Muguet)* (p. 423) ; *Clément (Pascal)* (p. 424) ; *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 424).

Groupes politiques (rôle) : *Brunhes (Jacques)* (p. 422) ; *Clément (Pascal)* (p. 423) ; *Hiest (Jean-Jacques)* (p. 424) ; *Sapin (Michel)* (p. 425).

Discussion de l'article unique [1^{er} juillet 1988] (p. 426).

Article unique (nombre de députés nécessaire à la constitution d'un groupe) : **adopté** (p. 426).

2. - Proposition de résolution n° 28 tendant à créer une commission de contrôle sur le théâtre national de l'Opéra de Paris.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 29 juin 1988 par M. Georges Hage. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (14 octobre 1988). - Rapport n° 348 (3 novembre 1988).

3. - Proposition de résolution n° 27 tendant à modifier les articles 29 et 38 du règlement de l'Assemblée nationale sur les compétences des commissions permanentes.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 29 juin 1988 par M. Jean-Pierre Delalande. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (14 octobre 1988).

4. - Proposition de résolution n° 28 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles a eu lieu l'opération meurtrière du 5 mai 1988 à l'île d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 29 juin 1988 par M. François Asensi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (14 octobre 1988). - Rapport n° 345 (3 novembre 1988).

5. - Proposition de loi n° 94 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des services secrets.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (14 octobre 1988).

6. - Proposition de résolution n° 164 tendant à modifier l'article 46 du règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre la publicité de certaines auditions des commissions.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 3 octobre 1988 par M. Laurent Fabius. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (10 octobre 1988). - Rapport n° 279 (11 octobre 1988). - Discussion le 11 octobre 1988. - Adoption le 11 octobre 1988. - Résolution n° 11.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 1, de la Constitution. Décision le 18 octobre 1988 [J.O. du 20 octobre 1988]) (p. 13201). Conforme.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1988] (p. 795).

Amendements (délai de dépôt) : Forni (Raymond) (p. 797) ; Rossinot (André) (p. 799).

Auditions des commissions (publicité de certaines) : Marchand (Philippe) (p. 795, 796) ; Forni (Raymond) (p. 797) ; Hage (Georges) (p. 798) ; Toubon (Jacques) (p. 799) ; Hiest (Jean-Jacques) (p. 801).

Collaborateurs des parlementaires (fonctionnaires et assistants) : Toubon (Jacques) (p. 800).

Commission :

- discussion des « petites lois » : Rossinot (André) (p. 799) ;
- possibilité pour l'opposition de proposer des débats en - : Hiest (Jean-Jacques) (p. 801).

Commissions d'enquête et de contrôle : Marchand (Philippe) (p. 796) ; Forni (Raymond) (p. 797) ; Hage (Georges) (p. 798) ; Rossinot (André) (p. 799).

Contrôle parlementaire (importance ; rattachement des moyens d'information et de documentation, ainsi que des corps de contrôle au Parlement) : Rossinot (André) (p. 799).

Emissions d'expression directe au profit des groupes politiques : Hage (Georges) (p. 798).

Immunités parlementaires (procédure de levée des) : Forni (Raymond) (p. 797).

Lois de finances - budget (réforme de la discussion de la deuxième partie des - ; organisation de mini-débats) : Forni (Raymond) (p. 797) ; Toubon (Jacques) (p. 800).

Lois de finances - budget (débat sur l'orientation des - pendant la session de printemps) : Rossinot (André) (p. 799).

Médias (diffusion des travaux parlementaires, par voie audiovisuelle notamment) : Hage (Georges) (p. 798) ; Rossinot (André) (p. 798, 799) ; Toubon (Jacques) (p. 800).

Ordre du jour complémentaire : Hage (Georges) (p. 798) ; Rossinot (André) (p. 799).

Parlement (construction d'un nouveau) : Rossinot (André) (p. 799).

Parlement (déclin du) : Hage (Georges) (p. 798) ; Rossinot (André) (p. 798).

Procédure parlementaire (modernisation de la) : Marchand (Philippe) (p. 795) ; Forni (Raymond) (p. 796, 798) ; Hiest (Jean-Jacques) (p. 801).

Proposition de loi (dépôt des rapports sur les) : Hage (Georges) (p. 798).

Questions au Gouvernement (temps de parole ; réponses des ministres) : Hage (Georges) (p. 798) ; Toubon (Jacques) (p. 800) ; Poperen (Jean) (G) (p. 802) ; Fabius (Laurent) (Président de l'Assemblée nationale) (p. 802).

Règlement de l'Assemblée :

- accord des groupes pour la modification : Marchand (Philippe) (p. 796) ;
- réformes envisagées sous la 7^e législature : Forni (Raymond) (p. 796).

Sessions (ouverture pour l'examen de propositions de loi) : Rossinot (André) (p. 799).

Travaux parlementaires (intérêt pour l'opinion) : Toubon (Jacques) (p. 800).

Votes (expression des positions individuelles lors des) : Toubon (Jacques) (p. 801).

Discussion de l'article unique (p. 801).

Article unique (conditions de publicité des auditions en commission) (p. 801) : adopté après modifications (p. 802).

Amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (consultation préalable de la commission avant la décision du bureau) (p. 801) ; adopté (p. 802).

Observations : Marchand (Philippe) (p. 801) ; Sapin (Michel) (p. 802).

Adoption de l'article unique de la proposition de résolution (p. 802).

7. - Proposition de loi n° 253 tendant à instituer une **délégation parlementaire** pour établir le bilan des suites données aux propositions du médiateur.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (21 décembre 1988).

8. - Proposition de résolution n° 321 tendant à créer une commission d'enquête sur le **tracé du train à grande vitesse Nord-Européen**.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 21 octobre 1988 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (17 novembre 1988). - Rapport n° 418 (1^{er} décembre 1988).

9. - Proposition de résolution n° 364 tendant à créer une **commission de contrôle** sur la mise en œuvre de la loi portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 21 novembre 1988 par M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Massot (21 décembre 1988).

10. - Proposition de loi n° 500 tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Charles Josselin. - Retrait le 22 décembre 1988.

11. - Proposition de résolution n° 523 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les causes et les conséquences des **grèves dans les services publics** et les moyens d'y remédier.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 22 décembre 1988 par M. Jean Briane. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Contrôle du - sur les finances sociales.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Solidarité, santé et protection sociale, examen du fascicule, questions.

PARTICIPATION DES SALAIRES

1. - Proposition de loi n° 157 relative à la participation.

Assemblée nationale (première et deuxième lectures) et *Sénat* (première et deuxième lectures) : voir : Table matières 1986, Participation des salariés, 1.

Assemblée nationale (troisième lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 18 ; paragraphe III : amendements nos 218, 253, 258, 92, 34 et 178.

Marchés financiers 1, articles 12 et 13.

Questions au Gouvernement 41.

PARTIS ET MOUVEMENTS POLITIQUES

- Expiration du délai de déclaration d'appartenance à un parti ou à un groupement politique prévu par la loi relative à la transparence financière de la vie politique : *Fabius (Laurent)* [2 novembre 1988] (p. 1597).

Financement.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Intérieur, vote des crédits.

Opposition : droit de réponse.

Voir *Questions au Gouvernement 169*.

PAUVRETE

Voir *Déclarations du Gouvernement 1*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur, Solidarité, santé et protection sociale et Travail, emploi et formation professionnelle.

Politique économique et sociale.

Questions au Gouvernement 18, 140.

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Voir *Coopération et développement*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Coopération et développement.

Lois de finances rectificatives 1, avant la discussion des articles, discussion des articles, article 29.

Questions au Gouvernement 78.

Santé publique 4.

PECHINEY

Voir *Questions au Gouvernement 110, 111, 168*.

Lois de finances 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

PEINE DE MORT

Voir *Droit pénal 5, 7, 8, 9, 10*.

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

1. - Proposition de loi n° 89 tendant à permettre le départ à la retraite anticipée à l'âge de 55 ans aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 p. 100.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Pierre Brard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 71 tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*.

PENSIONS DE REVERSION

1. - Proposition de loi n° 90 relative au droit du conjoint divorcé à une pension de réversion.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jean-Pierre Delalande. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 133 tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1986 : Pensions de réversion, 2.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 133. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 275 tendant à porter à 52 p. 100 le taux de la pension de réversion par les régimes spéciaux d'assurance vieillesse.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 388 tendant à modifier l'article L. 353-1 du code de la sécurité sociale afin de supprimer les conditions de ressources pour l'ouverture du droit à pension de réversion.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 3*.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

1. - Proposition de loi n° 101 tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 199 tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre relatives aux pensions d'ascendants.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Pierre Foucher et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 268 tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PERSONNES AGEES

Voir *Déclarations du Gouvernement 1*.

Impôts locaux 1.

Questions au Gouvernement 70.

Sécurité sociale 4.

Taxe d'habitation pour les - hébergées en maison de retraite.

Voir *Questions orales sans débat 48*.

PETITIONS

I. - Pétitions de la 8^e législature : réponses des ministres aux pétitions n^{os} 73, 79, 84 (annexe au feuilleton n^o 32 du 10 novembre 1988).

II. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n^o 32 du 10 novembre 1988 et aux débats de l'Assemblée nationale du 22 novembre 1988.

1. - (22 décembre 1987). - M. Joseph Kesler : prolongation de sa détention provisoire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

2. - (15 janvier 1988). - Mme Geneviève Bitoun : existence d'un risque technologique majeur lié à l'exploitation de la centrale nucléaire de Creys-Malville et organisation d'un référendum sur la poursuite du programme d'installations nucléaires. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat chargé de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs pour la partie de la pétition concernant Creys-Malville ; recours à la procédure référendaire sur une question telle que celle de la poursuite du programme d'installations nucléaires : contraire à l'article 11 de la Constitution.

3. - (10 février 1988). - M. Marc Droulez : demande une modification des dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement.

4. et 4 bis. - (10 et 25 février 1988). - M. Olivier Roujansky et Mme Denise Baudin : diffusion de « messages sonores » dans les transports en commun et les lieux publics. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

5. - (10 février 1988). - M. Louis Duvernoy : création d'une « chambre des garanties » afin de faciliter l'exercice de la démocratie. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

6. - (16 février 1988). - M. Georges Salvan : fonctionnement du service public de la justice. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

7. - (30 mars 1988). - M. Roger Grebot : se plaint d'avoir été empêché d'acquérir, en 1965, l'appartement dont il est le locataire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

8. - (5 avril 1988). - M. Christian Borniche : procédure en matière de concurrence déloyale et de fraudes aux assurances. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

9. - (30 juin 1988). - M. Jean-Bernard Rougelet : élaboration d'une nouvelle échelle des peines pour les condamnations prononcées antérieurement à la loi du 9 octobre 1981 portant abolition de la peine de mort. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

10. - (30 juin 1988). - M. Olivier Roujansky : mise en cause de plusieurs personnalités jugées indignes d'occuper un poste ministériel. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

11. - (22 juillet 1988). - M. Michel Cherbonnel : abolition de l'isolement en milieu carcéral. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

12. - (22 juillet 1988). - M. Robert Masson : arrêt de la cour d'appel de Besançon dans une affaire relative au droit de visite des grands-parents prévu par l'article 371-4 du code civil. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

13. - (25 juillet 1988). - M. Lucien Léger : application de l'article D 354 du code de procédure pénale relatif à l'alimentation des détenus. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

14. - (5 septembre 1988). - M. René Ternand : délivrance d'un duplicata de son certificat d'études primaires élémentaires. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des Sports.

15. - (26 septembre 1988). - M. Claude Cassigneul : modalités de calcul du délai pendant lequel il est possible de demander une remise gracieuse des majorations de retard des cotisations sociales dues par les personnes relevant de la protection sociale agricole. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt.

16. - (20 octobre 1988). - M. Jean-Claude Protet : création d'une commission d'enquête ayant pour objet de recenser les cas de fraudes électorales et de proposer des réformes visant à améliorer la prévention et la répression de ces pratiques. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

17. - (20 octobre 1988). - M. Y.-P. Hagué : modification des modalités de calcul de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la Solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernement.

PETROLE ET DERIVES

Voir *Energie*.

Traités et conventions 8, 13.

PEYREFITTE (Alain)

Attentat de Provins.

Voir *Grâce et amnistie* 1, avant la discussion des articles.
Rappels au règlement 2, 4.

PHARMACIE

Expérimentation.

Voir *Vie, médecine et biologie* 7, avant la discussion des articles, article 4, article ter, après l'article ter.

PLAN SEGUIN

Voir *Questions au gouvernement* 2, 13.

POLICE DE LA ROUTE ET CIRCULATION ROUTIERE

1. - Proposition de loi n^o 61 tendant à modifier le code de la route en supprimant la procédure administrative de **suspension du permis de conduire**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Paul Lombard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Brunhes (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n^o 234 tendant à compléter l'article L. 18 du code de la route afin de permettre à l'autorité préfectorale d'assortir du **sursis** une décision de **suspension du permis de conduire** ou d'en **aménager l'exécution**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par MM. Henri de Gastines, Roger Lestas et François d'Aubert. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Patrick Devedjian (3 novembre 1988).

3. - Proposition de loi n^o 259 tendant à rendre **obligatoire la signalisation de l'abandon**, par leurs occupants, **des véhicules accidentés**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Léonce Deprez (21 décembre 1988).

Voir *Circulation routière*.

POLICE ET SECURITE

1. - **Proposition de loi n° 315** tendant à l'utilisation démocratique de la **force publique** et instituant des **dispositions déontologiques** applicables aux **fonctionnaires de police**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Claude Lefort et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (24 novembre 1988).

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* 13.
Lois de finances 3, deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement 177, 180.
Questions orales sans débat 38, 49.

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Voir *Agriculture*.
Lait et produits laitiers.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

1. - **Proposition de loi n° 122** tendant à instituer des mesures urgentes pour **lutter contre la pauvreté**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. - **Projet de loi n° 146** relatif au **revenu minimum d'insertion** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Michel Bérorgey. - Rapport n° 161 (3 octobre 1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (3 octobre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Worms (20 septembre 1988). - Renvoi pour avis à la commis-

sion des finances, de l'économie générale et du Plan (4 octobre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean Le Garrec (4 octobre 1988). - Discussions les 4, 5, 6, 10, 11, 12 octobre 1988. Deuxième délibération (art. 6, 10, 10 bis). - Adoption le 12 octobre 1988. - Projet de loi n° 12.

Sénat (première lecture). - N° 30 (1988-1989). - Dépôt le 13 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Pierre Louvoit. - Rapport n° 57. - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur pour avis : M. Bernard Pellarin. - Avis n° 61 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Bernard Laurent. - Avis n° 60. - Discussion les 2, 3 et 4 novembre 1988. - Adoption le 4 novembre 1988. - Projet de loi n° 14.

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14131). - Réunion le 10 novembre 1988. - Bureau [J.O. du 11 novembre 1988] (p. 4198).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Michel Bérorgey. - Rapport n° 353 (10 novembre 1988).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre Louvoit. - Rapport n° 79. - (1988-1989). - La commission mixte paritaire n'est pas parvenue à s'accorder sur un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 347. - Dépôt le 4 novembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur M. Jean-Michel Bérorgey. - Rapport n° 357 (16 novembre 1988). - Discussion le 21 novembre 1988. - Adoption avec modifications le 21 novembre 1988. - Projet de loi n° 25.

Sénat (deuxième lecture). - N° 94 (1988-1989). - Dépôt le 22 novembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Pierre Louvoit. - Rapport n° 96 (1988-1989). - Discussion le 27 novembre 1988. - Adoption avec modifications le 27 novembre 1988. - Projet de loi n° 19.

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° 412. - Dépôt le 29 novembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Michel Bérorgey. - Rapport n° 418 (30 novembre 1988). - Discussion le 30 novembre 1988. - Adoption définitive le 30 novembre 1988. - Projet de loi n° 37.

Loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 publiée au J.O. du 3 décembre 1988 (p. 15119).

TABEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 146
et ceux de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	1 A (A.N.)	Intégration du revenu minimum d'insertion dans le dispositif global de lutte contre la pauvreté.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	721 2593 2892	1
		TITRE PREMIER Dispositions générales			
1		Définition du droit à un revenu minimum d'insertion.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	724 2594 2892	2
2	Supprimé (A.N.)	Caractère différentiel de l'allocation de revenu minimum.	Première lecture : 10 octobre 1988	727	-
3		Montant du revenu minimum d'insertion.	Première lecture : 10 octobre 1988	727	3
	3 bis (A.N.)	Caractère différentiel de l'allocation de revenu minimum.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	728 2595 2892	4
4		Financement de l'allocation.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	729 2595 2892	5
		TITRE II Allocation de revenu minimum d'insertion			
		CHAPITRE PREMIER Conditions d'ouverture du droit à l'allocation			
5		Point de départ du droit.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	733 2597 2892	6
6		Situation des personnes ayant la qualité d'élève, d'étudiant ou de stagiaire.	Première lecture : 10 octobre 1988 11 octobre 1988 Seconde délibération : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	734 776 878 2597 2892	7
7		Situation des étrangers.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	735 2598 2892	8
		CHAPITRE II Détermination des ressources			
8		Appréciation des ressources.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988	742 2600	9

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
9		Cas particulier des professions non salariées.	Troisième lecture : 30 novembre 1988 Première lecture : 10 octobre 1988	2893 749	10
		CHAPITRE III Décision d'octroi de l'allocation et engagement de l'allocataire			
	10 A (A.N.)	Principe du lien entre l'attribution de l'allocation et l'insertion.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	750 2600 2893	11
	10 B (Sénat)	Formalité de demande d'allocation.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	2600 2893	12
	10 C (Sénat) Supprimé (A.N.)	Instruction administrative et sociale des demandes d'allocation.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2601	-
	10 D (Sénat) Supprimé (A.N.)	Cas des personnes sans domicile fixe.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2602	-
10		Instances de décision.	Première lecture : 10 octobre 1988 Seconde délibération : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	750 878 2602 2893-2895	13
	10 bis (A.N.)	Renouvellement du droit à l'allocation.	Première lecture : 10 octobre 1988 Seconde délibération : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	757 879 2603 2893	14
	10 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Notifications des décisions au président du conseil général pour information.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2603	-
11	Supprimé (Sénat)	Dépôt de la demande d'allocation.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988	761 2604	-
12	Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Cas des personnes sans résidence stable.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	772 2604 2893	15
13	Supprimé (A.N.)	Constitution et instruction du dossier.	Première lecture : 11 octobre 1988	7751	-
14	Supprimé (A.N.)	Vérification des déclarations des bénéficiaires.	Première lecture : 11 octobre 1988	775-785	-
15	Supprimé (A.N.)	Engagement de l'intéressé.	Première lecture : 11 octobre 1986	776	-
16		Suspension du versement de l'allocation en cas de non-respect du contrat par le bénéficiaire.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	777 2605 2893	16

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
17		Révision du montant de l'allocation.	Première lecture : 11 octobre 1988	782	17
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2606	
	17 bis (A.N.)	Détection précoce des personnes en situation de précarité.	Première lecture : 11 octobre 1988	782	18
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2606	
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2893	
CHAPITRE IV					
Versement de l'allocation					
18		Service de l'allocation.	Première lecture : 11 octobre 1989	783	19
	18 bis A (A.N.)	Convention nationale entre l'Etat et l'organisme payeur.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2606	20
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2893-2896	
	18 bis (A.N.)	Vérification des déclarations des bénéficiaires.	Première lecture : 11 octobre 1988	775-785	21
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2606	
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2893	
	18 ter (A.N.)	Principe de confidentialité des informations recueillies pour l'instruction.	Première lecture : 11 octobre 1988	776	22
19		Caractère subsidiaire de l'allocation.	Première lecture : 11 octobre 1988	788	23
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2607	
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2894	
20	Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Versement d'acomptes.	Première lecture : 11 octobre 1988	802	24
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2608	
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2894	
21		Seuils d'application.	Première lecture : 11 octobre 1988	806	25
22		Réduction ou suspension de l'allocation liée à l'admission dans un établissement.	Première lecture : 11 octobre 1988	806	26
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2609	
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2894	
CHAPITRE V					
Recours					
23	Supprimé (A.N.)	Recours gracieux préalables.	Première lecture : 11 octobre 1988	809	-
24		Recours contentieux.	Première lecture : 11 octobre 1988	809	27
			Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2609	
			Troisième lecture : 30 novembre 1988	2894	
CHAPITRE VI					
Dispositions diverses					
25		Prescriptions.	Première lecture 11 octobre 1988	809	28
26		Récupération de l'indu.	Première lecture : 11 octobre 1988	810	29

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
27		Récupération sur la succession ou la cession de l'actif du bénéficiaire.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Première lecture : 11 octobre 1988	2610 810	30
28		Caractère incessible et insaisissable de l'allocation. Application de la tutelle aux prestations sociales.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988 Première lecture : 11 octobre 1988	2610 2894-2896 811	31
28 bis (Sénat)		Complète l'article L. 167-3 du code de la sécurité sociale.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2611	32
29		Sanctions.	Première lecture : 11 octobre 1988	812	33
29 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)		Communication des informations nécessaires à l'accomplissement de la mission des agents chargés de la contribution des infractions à la réglementation sur le travail clandestin.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2611	-
TITRE III					
Actions d'insertion sociale et professionnelle					
10 quater	30 A (A.N.)	Composition de la commission locale d'insertion.	Première lecture : 10 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	761-818 2612 2894-2896	34
30		Conseil départemental d'insertion.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	821 2613 2894	35
30 bis (A.N.)		Conclusion d'un contrat d'insertion entre l'allocataire et la commission locale d'insertion.	Première lecture : 10 octobre 1988 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	757 826 2614 2894-2896	36
30 ter (A.N.)		Contrat d'insertion. - Activité d'insertion.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	830 2615 2894	37
31		Programme départemental d'insertion.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988	833 2615	38
31 bis (Sénat)		Instance décisive en cas de désaccord entre le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2615	39
32		Convention d'insertion Etat-département.	Troisième lecture : 30 novembre 1988 Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	2895 833 2615 2895	40
33		Autres conventions d'insertion.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988	836 2615	41
33 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)		Caractère obligatoire du financement d'actions d'insertion pour le département.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2617	-

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
34	33 <i>ter</i> (Sénat) Supprimé (A.N.)	Saisine de la chambre régionale des comptes.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2617	-
		Report des crédits non engagés sur les crédits de l'année suivante.	Première lecture : 11 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	838 2617 2895	42
35	34 <i>bis</i> (Sénat)	Prise en compte, pour le calcul de la participation financière des communes, de la participation minimale du département.	Deuxième lecture : 21 novembre 1988	2618	43
	Supprimé (A.N.)	Fixation de la participation minimale du département au cours de la période transitoire.	Première lecture : 11 octobre 1988	840	-
36	Supprimé (A.N.)	Fixation de la participation minimale du département à l'issue de la période transitoire.	Première lecture : 11 octobre 1988	840	-
37	Supprimé (A.N.)	Evolution de la participation minimale du département.	Première lecture : 11 octobre 1988	840	-
38	Supprimé (A.N.)	Prélèvement applicable en cas d'insuffisance des dépenses d'insertion.	Première lecture : 11 octobre 1988	840	-
39	Supprimé (A.N.)	Prélèvement applicable en l'absence de convention.	Première lecture : 11 octobre 1988	841	-
40	Supprimé (A.N.)	Interruption des prélèvements visés aux articles 38 et 39.	Première lecture : 11 octobre 1988	841	-
TITRE IV					
Dispositions relatives à la sécurité sociale et au droit du travail					
41	41 A (A.N.)	Accession des bénéficiaires du R.M.I. aux aides au logement ; accroissement de l'aide au logement servie aux chômeurs de longue durée.	Première lecture : 12 octobre 1988	863	44
		Couverture maladie des bénéficiaires du R.M.I.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	863 2618 2895	45
42		Cas particulier des exploitants agricoles déchu du droit à prestation.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	864 2618 2895	46
43		Extension de la protection légale contre les accidents du travail aux bénéficiaires du R.M.I. suivant des actions d'insertion.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	866 2618 2895	47
44	Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Conventions pour l'organisation d'activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	866 2619 2895	48
45		Statut des bénéficiaires des conventions visées à l'article 44.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	867 2619 2895	49
	45 <i>bis</i> (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Actions d'insertion en faveur des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	867 2619 2895	50

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE V Dispositions fiscales			
46		Dispositions d'exécution.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	871 2619 2895	51
47	Supprimé (A.N.)	Modalités d'application aux D.O.M.	Première lecture 12 octobre 1988	876	-
48		Evaluation et durée d'application du R.M.I.	Première lecture : 12 octobre 1988 Deuxième lecture : 21 novembre 1988 Troisième lecture : 30 novembre 1988	876 2620 2895-2896	52

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 octobre 1988] (p. 632, 649) ; [5 octobre 1988] (p. 688) ; [10 octobre 1988] (p. 718).

Pauvreté en France :

- causes et mesure de la pauvreté : *Evin (Claude) (G)* (p. 632, 633) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 641) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 652, 653) ; *Mermaz (Louis)* (p. 655) ; *Piat (Yann)* (p. 693) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 700) ;
- plans de lutte contre la pauvreté (et compléments locaux de ressources) : *Evin (Claude) (G)* (p. 633) ; *Mermaz (Louis)* (p. 655, 656) ; *Deprez (Léonce)* (p. 691) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 692) ; *Perrut (Francisque)* (p. 706) ;
- propositions du groupe communiste : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 653, 654).

Notion de revenu minimum :

- exigence de solidarité et droit à un revenu minimum : *Evin (Claude) (G)* (p. 634) ; *Bérégoval (Pierre) (G)* (p. 634) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 641) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 646) ; *Zeller (Adrien)* (p. 649, 650) ; *Mermaz (Louis)* (p. 655) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 688) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 692) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 693) ; *Perrut (Francisque)* (p. 705) ; *Koehl (Emile)* (p. 707) ;
- expériences locales menées en France : *Evin (Claude) (G)* (p. 633) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 637) ; *Mermaz (Louis)* (p. 655, 656) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 660) ; *Deprez (Léonce)* (p. 691) ; *Hervé (Edmond)* (p. 697, 698) ; *Robien (Gilles de)* (p. 698) ; *Schwint (Robert)* (p. 702, 703) ; *Koehl (Emile)* (p. 707) ;
- insertion du R.M.I dans le système de protection sociale : *Zeller (Adrien)* (p. 650) ; *Mermaz (Louis)* (p. 655) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 656, 657) ; *Lordinat (Guy)* (p. 700).

Bénéficiaires de l'allocation différentielle :

- jeunes (et notamment chargés de famille) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 636, 639) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 654) ; *Mermaz (Louis)* (p. 656) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 658) ; *Jacquat (Denis)* (p. 659) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 661) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 661, 662) ; *Derosier (Bernard)* (p. 691) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 692) ; *Battisti (Umberto)* (p. 695) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 697) ; *Robien (Gilles de)* (p. 698) ; *Perrut (Francisque)* (p. 705) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 719) ;
- étrangers : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 639) ; *Mermaz (Louis)* (p. 656) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 719, 720) ;
- population des « sans domicile fixe » : *Robien (Gilles de)* (p. 698).

Niveau de l'allocation différentielle :

- montant de l'allocation (et notamment référence au S.M.I.C.) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 636, 638, 639) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 657, 658) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 692, 693) ; *Battisti (Umberto)* (p. 695) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ;
- ressources prises en compte pour la détermination de l'allocation : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 636) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 654) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 719) ; *Mermaz (Louis)* (p. 656) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 657) ; *Jacquat (Denis)* (p. 659) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 662) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 690) ; *Robien (Gilles de)* (p. 699) ;
- notion de foyer : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 636) ;

- absence de modulation selon les zones géographiques : *Zeller (Adrien)* (p. 650) ;
- seuil à partir duquel l'allocation n'est pas versée : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 639).

Modalités d'attribution de l'allocation différentielle :

- instruction des demandes et liquidation de l'allocation : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 639) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 641, 642) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 658) ; *Jacquat (Denis)* (p. 660) ; *Derosier (Bernard)* (p. 663) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 689) ; *Hervé (Edmond)* (p. 697) ; *Robien (Gilles de)* (p. 698) ; *Santini (André)* (p. 702) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 719, 720) ;
- durée de versement de l'allocation : *Derosier (Bernard)* (p. 662) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ;
- sortie des droits : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 638) ;
- risques de fraude : *Godfrain (Jacques)* (p. 700).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- liens entre allocation et insertion : *Evin (Claude) (G)* (p. 633, 719) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 637, 638) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 641, 642) ; *Zeller (Adrien)* (p. 650, 652) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 654) ; *Mermaz (Louis)* (p. 656) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 657, 658, 659) ; *Jacquat (Denis)* (p. 659) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 660, 661) ; *Derosier (Bernard)* (p. 662) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 689, 690) ; *Boulard (Jean-Claude)* (p. 692) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 693, 694) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 695, 696) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 700) ; *Santini (André)* (p. 701, 702) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 703, 704) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 705) ; *Perrut (Francisque)* (p. 705) ; *Cacheux (Denise)* (p. 706) ;
- « contrat » d'insertion (caractéristiques) : *Evin (Claude) (G)* (p. 633, 634) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 640) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 643) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 645) ; *Zeller (Adrien)* (p. 652) ; *Derosier (Bernard)* (p. 663) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ; *Cacheux (Denise)* (p. 706) ;
- activités ou actions proposées aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 638) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 645) ; *Zeller (Adrien)* (p. 652) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 654) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 660) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 689) ; *Deprez (Léonce)* (p. 691) ;
- notion d'« activité minimum d'insertion » : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ;
- rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales : *Zeller (Adrien)* (p. 651) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 660) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ; *Santini (André)* (p. 702) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 718) ;
- conseils départementaux et commissions locales d'insertion (rôle) : *Evin (Claude) (G)* (p. 634, 720) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 645) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 658) ; *Jacquat (Denis)* (p. 659) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 689) ; *Deprez (Léonce)* (p. 691) ;
- composition et présidence du conseil départemental : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 639, 640) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 642, 643) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 658) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 689) ;
- rôle des associations : *Le Garrec (Jean)* (p. 645) ; *Zeller (Adrien)* (p. 650) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 704) ; *Perrut (Francisque)* (p. 705) ;
- rôle des travailleurs sociaux : *Cacheux (Denise)* (p. 706, 707) ;

- couverture maladie des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion : *Evin (Claude) (G)* (p. 633) ; *Jacquat (Denis)* (p. 660) ; *Derosier (Bernard)* (p. 663) ;
- droit au logement : *Evin (Claude) (G)* (p. 633) ; *Derosier (Bernard)* (p. 663) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ; *Koehl (Emile)* (p. 707) ;
- extension de l'allocation logement à caractère social à tous les bénéficiaires de l'allocation : *Evin (Claude) (G)* (p. 719).

Financement :

- financement du revenu minimum d'insertion (et notamment impôt sur la fortune) : *Bérégovoy (Pierre) (G)* (p. 634, 635) ; *Zeller (Adrien)* (p. 650, 652) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 654) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 657) ; *Derosier (Bernard)* (p. 663) ;
- financement de l'insertion : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 640) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 642) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 644) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 654) ; *Mermaz (Louis)* (p. 656) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 658) ; *Derosier (Bernard)* (p. 663) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 689) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 704) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 720) ;
- montants respectifs des sommes consacrées à l'alimentation animale et au revenu minimum d'insertion : *Battist (Umberto)* (p. 694).

Application du projet dans les départements d'outre-mer : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 639) ; *Mermaz (Louis)* (p. 656) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 661) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 699, 700) ; *Lordinot (Guy)* (p. 700, 701) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 720).

Rôle du Parlement :

- compétences déléguées au pouvoir réglementaire : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 636, 637) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 696) ; *Santini (André)* (p. 702) ;
- application de l'article 40 de la Constitution (irrecevabilité financière) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 640) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 642) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 644) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 718).

Rappel au règlement de M. Umberto Battist (temps de parole des orateurs) : *Battist (Umberto)* (p. 691) ; *Labbé (Claude) (VP)* (p. 691, 692).

Discussion des articles [10 octobre 1988] (p. 721, 742) ; [11 octobre 1988] (p. 772, 802, 818) ; [12 octobre 1988] (p. 862).

Titre 1^{er} : dispositions générales.

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 11 de la commission (revenu minimum d'insertion ne constituant qu'un des éléments de la lutte contre la pauvreté) (p. 721) ; adopté après modifications (p. 723).

Pour : *Jacquat (Denis)* (p. 721).

Discussion commune des sous-amendements n°s 137 et 157.

Sous-amendement n° 137 de M. Adrien Zeller (revenu minimum d'insertion contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de pauvreté) (p. 721) ; adopté (p. 722).

Sous-amendement n° 157 de M. Jean-Claude Boulard (revenu minimum d'insertion contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de pauvreté) (p. 721) ; adopté après rectification (p. 722).

Soutenu par M. Jean Le Garrec (p. 721).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 722).

Contre : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 722).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 722).

Sous-amendement n° 163 de Mme Muguette Jacquaint (remplacement de la notion de revenu minimum d'insertion par celle d'allocation minimum d'urgence) (p. 722) ; rejeté (p. 722).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 722).

Sous-amendement n° 164 de Mme Muguette Jacquaint (droit pour chaque personne à être couverte par la sécurité sociale) (p. 722) ; rejeté (p. 723).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 723).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 723).

Amendement n° 161 de Mme Muguette Jacquaint (application de la loi ne faisant pas obstacle à la distribution gratuite de produits alimentaires) (p. 723) ; rejeté (p. 723).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 723) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 723).

Amendement n° 162 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction des saisies, des expulsions, des coupures de gaz et d'électricité) (p. 724) ; rejeté (p. 724).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 724).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 724).

Article 1^{er} (conditions requises pour avoir droit au revenu minimum d'insertion) (p. 724) ; adopté après modifications (p. 727).

INTERVENANTS :

Observations : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 724) ; *Pierna (Louis)* (p. 724, 725) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 725) ; *Zeller (Adrien)* (p. 725) ; *Jacquat (Denis)* (p. 725) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 725) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 725, 726).

Montant des allocations de chômage : *Pierna (Louis)* (p. 724, 725).

Situation des jeunes de moins de 25 ans : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 724) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 725) ; *Zeller (Adrien)* (p. 725) ; *Jacquat (Denis)* (p. 725) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 725) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 725, 726).

Amendement n° 224 rectifié de M. Rudy Salles (p. 726) ; retiré (p. 726).

Amendement n° 213 de M. Serge Charles (p. 726) ; retiré (p. 726).

Amendement n° 12 de la commission (détermination de la notion de ressources) (p. 726) ; adopté (p. 726).

Amendement n° 126 du Gouvernement (jeunes de moins de 25 ans ayant la charge d'enfant(s) percevant le revenu minimum d'insertion) (p. 726) ; adopté (p. 726).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 726).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 726) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 726).

Amendement n° 14 de la commission (définition avec l'intéressé des actions d'insertion sociale et professionnelle qu'il accomplira) (p. 726) ; adopté après modifications (p. 727).

Pour : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 727).

Sous-amendement n° 138 de M. Adrien Zeller (définition avec l'intéressé des actions et activités d'insertion sociale et professionnelle qu'il accomplira) (p. 727) ; adopté (p. 727).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 727).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 727).

Article 2 (caractère différentiel de l'allocation de revenu minimum) (p. 727) ; supprimé (p. 727).

Amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 727) ; adopté (p. 727).

Amendement n° 235 de M. Hervé de Charette : devenu sans objet (p. 327).

Article 3 (montant du revenu minimum d'insertion) (p. 727) ; adopté après modifications (p. 728).

Notions de foyer et de personne(s) à charge : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 728) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 728).

Amendement n° 206 du Gouvernement (modalités de révision du montant du revenu minimum d'insertion) (p. 727) ; adopté (p. 728).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 727).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 728).

Après l'article 3 :

Amendement n° 18 de la commission (caractère différentiel du revenu minimum d'insertion) (p. 728) ; adopté (p. 729).

Sous-amendement n° 270 de M. Adrien Zeller (substitution de la notion de « complément de revenu » à celle d'allocation) (p. 728) ; rejeté (p. 729).

Pour : *Jacquat (Denis)* (p. 729) ; contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 729) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 729).

Article 4 (financement de l'allocation étant à la charge de l'Etat) (p. 729) ; adopté (p. 733).

INTERVENANTS :

Observations : Zeller (Adrien) (p. 729) ; Boulard (Jean-Claude) (p. 730) ; Marin-Moskovitz (Gilberte) (p. 730) ; Worms (Jean-Pierre) (p. 730) ; Jacquaint (Muguette) (p. 730) ; Jacquat (Denis) (p. 730) ; Delalande (Jean-Pierre) (p. 731) ; Belorgey (Jean-Michel) (p. 731) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 732) ; Evin (Claude) (G) (p. 733).

Absence de modulation du revenu minimum d'insertion suivant les zones géographiques : Zeller (Adrien) (p. 729).

Bilan de l'expérience des compléments locaux de ressources : Boulard (Jean-Claude) (p. 730) ; Marin-Moskovitz (Gilberte) (p. 730) ; Delalande (Jean-Pierre) (p. 731) ; Belorgey (Jean-Michel) (p. 731, 732).

Lien entre allocation et insertion : Delalande (Jean-Pierre) (p. 731) ; Belorgey (Jean-Michel) (p. 731) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 732).

Participation financière des collectivités locales : Zeller (Adrien) (p. 729) ; Boulard (Jean-Claude) (p. 730) ; Marin-Moskovitz (Gilberte) (p. 730) ; Worms (Jean-Pierre) (p. 731) ; Delalande (Jean-Pierre) (p. 731) ; Belorgey (Jean-Michel) (p. 731, 732).

Rupture du contrat d'insertion : Chamard (Jean-Yves) (p. 732) ; Evin (Claude) (G) (p. 733).

Situation des personnes âgées de plus de 65 ans : Worms (Jean-Pierre) (p. 730).

Titre II : allocation de revenu minimum d'insertion.**Chapitre I^{er} : conditions d'ouverture du droit à l'allocation.**

Article 5 (date d'ouverture du droit) (p. 733) ; adopté après modifications (p. 734).

Amendement n° 143 de M. Adrien Zeller (droit étant ouvert à compter de la demande assortie de l'engagement éventuel de participer à des actions d'insertion) (p. 733) ; rejeté (p. 734).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 733, 734) ; Le Garrec (Jean) (p. 734).

Discussion commune des amendements n°s 118 et 142.

Amendement n° 118 de M. Jean-Michel Belorgey (droit à l'allocation étant ouvert à compter de la demande) (p. 734) ; adopté (p. 734).

Observations : Zeller (Adrien) (p. 734).

Amendement n° 142 de M. Adrien Zeller (droit à l'allocation étant ouvert à compter de la demande) (p. 734) ; retiré (p. 734).

Amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 734) ; adopté après rectification (p. 734).

Observations : Boulard (Jean-Claude) (p. 734).

Article 6 (situation des personnes ayant la qualité d'élève, d'étudiant ou de stagiaire) (p. 734) ; réservé jusqu'après l'article 15 (p. 735).

Situation des stagiaires de la formation professionnelle : Belorgey (Jean-Michel) (p. 734, 735) ; Evin (Claude) (G) (p. 735) ; Jacquaint (Muguette) (p. 735).

Article 7 (étrangers titulaires de la carte de résident ayant droit au bénéfice du revenu minimum d'insertion) (p. 735) ; adopté après modifications (p. 737).

INTERVENANTS :

Observations : Jacquaint (Muguette) (p. 735) ; Zeller (Adrien) (p. 736) ; Evin (Claude) (G) (p. 736, 737).

Risques de transferts de population : Zeller (Adrien) (p. 736) ; Evin (Claude) (G) (p. 738).

Amendement n° 127 du Gouvernement (étrangers titulaires de la carte de séjour temporaire ou d'un titre équivalent ayant également droit au bénéfice du revenu minimum d'insertion) (p. 735) ; adopté (p. 736).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 735).

Observations : Belorgey (Jean-Michel) (p. 735, 736).

Preuves de la nationalité : Belorgey (Jean-Michel) (p. 736) ; Evin (Claude) (G) (p. 736).

Situation de certains étrangers non inclus dans le dispositif gouvernemental : Belorgey (Jean-Michel) (p. 735, 736) ; Evin (Claude) (G) (p. 736).

Amendement n° 244 du Gouvernement (conditions de prise en compte des enfants étrangers de moins de 16 ans pour la détermination du montant du revenu minimum d'insertion) (p. 736) ; adopté (p. 737).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 736).

Chapitre II : détermination des ressources.

Article 8 (appréciation des ressources) (p. 742) ; adopté après modifications (p. 749).

INTERVENANTS :

Observations : Boulard (Jean-Claude) (p. 742) ; Le Garrec (Jean) (p. 742) ; Jacquat (Denis) (p. 742) ; Jacquaint (Muguette) (p. 742, 743) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 743).

Détermination du revenu minimum d'insertion par rapport au S.M.I.C. : Le Garrec (Jean) (p. 742) ; Evin (Claude) (G) (p. 743) ; Belorgey (Jean-Michel) (p. 746, 747) ; Zeller (Adrien) (p. 747) ; Boulard (Jean-Claude) (p. 747).

Modalités de prise en compte des aides au logement : Boulard (Jean-Claude) (p. 742) ; Le Garrec (Jean) (p. 742) ; Jacquat (Denis) (p. 742) ; Jacquaint (Muguette) (p. 743) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 743, 744) ; Evin (Claude) (G) (p. 743).

Modalités de prise en compte des allocations familiales : Jacquaint (Muguette) (p. 743).

Amendement n° 237 de M. Hervé de Charette (ensemble des ressources étant prises en compte pour la détermination du revenu minimum d'insertion) (p. 743) ; rejeté (p. 744).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 743) ; Evin (Claude) (G) (p. 743).

Amendement n° 108 de M. Jean-Yves Chamard (commission locale déterminant les prestations sociales pouvant être en tout ou en partie exclues du montant des ressources servant au calcul de l'allocation) (p. 744) ; rejeté (p. 745).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 744) ; Evin (Claude) (G) (p. 745).

Observations : Zeller (Adrien) (p. 745).

Modalités de prise en compte des allocations familiales : Chamard (Jean-Yves) (p. 744) ; Belorgey (Jean-Michel) (p. 744).

Amendement n° 169 de Mme Muguette Jacquaint (exclusion des allocations versées aux personnes handicapées des ressources prises en compte pour la détermination du revenu minimum d'insertion) (p. 745) ; rejeté (p. 745).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 745).

Amendement n° 170 de Mme Muguette Jacquaint (exclusion des allocations familiales et des aides à la personne en matière de logement des ressources prises en compte pour la détermination du revenu minimum d'insertion) (p. 745) ; rejeté (p. 745).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 745).

Amendement n° 145 de M. Adrien Zeller (conditions dans lesquelles les rémunérations ayant commencé à être perçues au cours de la période de versement de l'allocation peuvent être exclues du montant des ressources prises en compte pour la détermination du revenu minimum d'insertion) (p. 745) ; rejeté (p. 746).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 745, 746).

Observations : Evin (Claude) (G) (p. 746).

Amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 746) ; adopté (p. 746).

Amendement n° 207 du Gouvernement (modalités d'intégration des aides personnelles au logement dans le montant des ressources prises en compte pour la détermination du revenu minimum d'insertion) (p. 746) ; adopté (p. 748).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 746).

Observations : Belorgey (Jean-Michel) (p. 746, 747) ; Boulard (Jean-Claude) (p. 747) ; Zeller (Adrien) (p. 747).

Amendement n° 172 de Mme Muguette Jacquaint (aides matérielles et règlement de factures par des tiers non pris en compte dans la détermination des ressources) (p. 748) ; rejeté (p. 748).

Observations : Belorgey (Jean-Michel) (p. 748) ; Evin (Claude) (G) (p. 748).

Amendement n° 26 de la commission (conditions dans lesquelles l'allocation peut être versée à un organisme agréé à cet effet) (p. 748) ; adopté (p. 748).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 749) ; *Zeller (Adrien)* (p. 749).

Article 9 (détermination des ressources des personnes exerçant une activité non salariée) (p. 749) ; adopté (p. 749).

INTERVENANTS :

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 749) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 749).

Commerçants et artisans : *Evin (Claude) (G)* (p. 749).

Situation des exploitants agricoles : *Evin (Claude) (G)* (p. 749) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 749).

Chapitre III : décision d'octroi de l'allocation et engagement de l'allocataire.

Avant l'article 10 :

Amendement n° 119 (intitulé du chapitre) (p. 750) ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 135 après l'article 17 (p. 750).

Amendement n° 245 du Gouvernement (intéressé devant souscrire l'engagement de participer aux activités d'insertion définies avec lui) (p. 750) ; adopté après rectification (p. 750).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 750).

Pour : *Jacquat (Denis)* (p. 750).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 750) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 750).

Sous-amendement n° 260 de M. Jean-Michel Belorgey (rédactionnel) (p. 750) ; adopté (p. 750).

Article 10 (rôle et composition des commissions locales d'insertion) (p. 756) ; adopté dans le texte de l'amendement n° 246 modifié (p. 757).

Nécessité d'une suspension de séance : *Billardon (André) (VP)* (p. 756) ; *Sapin (Michel)* (p. 756).

Ordre de discussion des amendements : *Sapin (Michel)* (p. 751) ; *Billardon (André) (VP)* (p. 752) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 752).

Discussion commune des amendements n°s 180, 82, 27, 238 corrigé, 246.

Amendement n° 180 de Mme Muguette Jacquaint (allocation étant attribuée par le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale) (p. 750) ; rejeté (p. 751).

Amendement n° 82 de la commission des lois (allocation étant attribuée par la commission locale d'insertion) (p. 750) ; retiré (p. 752).

Amendement n° 27 de la commission (allocation étant attribuée par le représentant de l'Etat dans le département) (p. 750) ; retiré (p. 752).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 751) ; *Billardon (André) (VP)* (p. 752) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 752).

Sous-amendement n° 222 de M. Denis Jacquat (consultation préalable de la commission locale d'insertion) (p. 750) ; rejeté (p. 751).

Amendement n° 238 corrigé de M. Hervé de Charette (allocation étant attribuée par la commission locale d'insertion) (p. 750) ; rejeté (p. 752).

Observations : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 752).

Amendement n° 246 du Gouvernement (durée de versement de l'allocation ; modalités de prorogation ; nouvelle rédaction de l'article) (p. 750) ; adopté après modifications (p. 755).

Sous-amendement n° 271 de M. Adrien Zeller (allocation étant attribuée par la commission locale d'insertion) (p. 752) ; rejeté (p. 753).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 753) ; *Derosier (Bernard)* (p. 753).

Sous-amendement n° 261 de M. Jean-Michel Belorgey (avis de la commission locale d'insertion pour la prorogation du versement de l'allocation) (p. 753) ; devenu sans objet (p. 755).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 753).

Sous-amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Worms (proposition de la commission locale d'insertion pour la prorogation du versement de l'allocation) (p. 753) ; adopté (p. 755).

Contre : *Charette (Hervé de)* (p. 754) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 754, 755).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 754) ; *Sapin (Michel)* (p. 755).

Sous-amendement n° 283 de M. Jean-Pierre Worms (substitution de la notion de projet d'insertion à celle de contrat) (p. 755) ; adopté (p. 755).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 755) ; *Zeller (Adrien)* (p. 755).

Sous-amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Worms (de conséquence) (p. 755) ; adopté (p. 755).

Discussion commune des sous-amendements n°s 279 rectifié et 262.

Sous-amendement n° 279 rectifié de M. Jean-Claude Boulard (défaut de projet d'insertion n'interrompant pas le versement de l'allocation lorsqu'il est imputable aux services) (p. 756) ; retiré (p. 756).

Sous-amendement n° 262 de M. Jean-Michel Belorgey (défaut de projet d'insertion n'interrompant pas le versement de l'allocation) (p. 756) ; adopté (p. 757).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 756) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 756) ; *Sapin (Michel)* (p. 756).

Amendements n°s 109 et 110 de M. Jean-Yves Chamard, n° 6 de M. Serge Charles et n° 147 de M. Adrien Zeller (p. 757) ; devenus sans objet (p. 757).

Amendement n° 111 de M. Jean-Yves Chamard (commission locale d'insertion présidée par un magistrat ou une personnalité compétente) (p. 757) ; rejeté (p. 757).

Soutenu par Mme Roselyne Bachelot (p. 757).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 757) ; *Battist (Umberto)* (p. 757).

Après l'article 10 :

Dépôt de sous-amendements oraux à des amendements oraux : *Jacquat (Denis)* (p. 759) ; *Billardon (André) (VP)* (p. 760) ; *Zeller (Adrien)* (p. 760).

Amendement n° 247 du Gouvernement (caractéristiques des contrats d'insertion) (p. 757) ; réservé jusqu'après l'article 30 (p. 757).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 757).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 757).

Sous-amendement n° 263 de M. Jean-Michel Belorgey (appréciation de la situation sanitaire du bénéficiaire) (p. 757) ; réservé jusqu'après l'article 30 (p. 757).

Sous-amendement n° 272 de M. Adrien Zeller (engagement des bénéficiaires sur le contrat d'insertion) (p. 757) ; réservé jusqu'après l'article 30 (p. 757).

Sous-amendement n° 273 de M. Adrien Zeller (calendrier des démarches) (p. 757) ; réservé jusqu'après l'article 30 (p. 757).

Amendement n° 248 du Gouvernement (renouvellement du droit à l'allocation) (p. 757) ; adopté après modifications (p. 761).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 758, 759).

Observations : *Boulard (Jean-Claude)* (p. 758).

Sous-amendement n° 280 de M. Jean-Claude Boulard (renouvellement du contrat par tacite reconduction) (p. 757) ; retiré (p. 760).

Sous-amendement n° 264 de M. Jean-Michel Belorgey (avis de la commission locale d'insertion) (p. 757) ; devenu sans objet (p. 760).

Sous-amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Worms (renouvellement de l'allocation après avis de la commission locale d'insertion sur la mise en œuvre du projet d'insertion) (p. 758) ; adopté (p. 760).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 758) ; *Charette (Hervé de)* (p. 758, 759) ; *Sapin (Michel)* (p. 759) ; *Jacquat (Denis)* (p. 759).

Philosophie du projet : *Evin (Claude) (G)* (p. 758) ; *Charette (Hervé de)* (p. 758, 759) ; *Sapin (Michel)* (p. 759).

Sous-amendement n° 286 de M. Jean-Pierre Worms (de conséquence) (p. 760) ; adopté (p. 761).

Rappel au règlement de M. Adrien Zeller (conditions de discussion des amendements) (p. 760).

Amendement n° 249 du Gouvernement (composition de la commission locale d'insertion) (p. 761) ; réservé jusqu'avant l'article 30 (p. 761).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 761).

Observations : *Sapin (Michel)* (p. 761) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 761).

Sous-amendement n° 274 de M. Adrien Zeller (représentation du service public de l'emploi) (p. 761) ; réservé jusqu'avant l'article 30 (p. 761).

Sous-amendement n° 275 de M. Adrien Zeller (pouvoir de nomination du président du Conseil général) (p. 761) ; réservé jusqu'avant l'article 30 (p. 761).

Article 11 (*dépôt de la demande d'allocation*) (p. 761) ; adopté après modifications (p. 764).

Amendement n° 28 de la commission (organismes étant habilités à enregistrer le dépôt de la demande) (p. 761) ; retiré (p. 762, 763).

Sous-amendement n° 181 de Mme Muguette Jacquaint (associations étant habilitées à enregistrer le dépôt de la demande) (p. 761) ; devenu sans objet (p. 763).

Sous-amendement n° 178 de M. Jean-Claude Boulard (instruction du dossier à la charge de l'organisme ayant reçu la demande) (p. 761) ; devenu sans objet (p. 763).

Sous-amendement n° 182 de Mme Muguette Jacquaint (allocation n'étant pas servie par l'organisme ayant reçu la demande) (p. 761) ; devenu sans objet (p. 763).

Sous-amendement n° 183 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (allocation étant servie par la Direction départementale d'action sanitaire et sociale) (p. 761) ; devenu sans objet (p. 763).

Sous-amendement n° 184 de Mme Muguette Jacquaint (moyens mis à la disposition des organismes) (p. 761) ; devenu sans objet (p. 763).

Amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Worms (organismes étant habilités à enregistrer le dépôt de la demande) (p. 762) ; retiré (p. 763).

Amendement n° 239 de M. Hervé de Charette (demande étant adressée au centre communal d'action sociale) (p. 762) ; devenu sans objet (p. 764).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 763).

Amendement n° 150 de M. Denis Jacquat (organismes étant habilités à enregistrer le dépôt de la demande) (p. 763) ; retiré (p. 763).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 763).

Amendement n° 250 du Gouvernement (organismes étant habilités à enregistrer le dépôt de la demande) (p. 762) ; adopté après modifications (p. 764).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 762).

Sous-amendement n° 276 de M. Adrien Zeller (information du maire de la commune de résidence) (p. 762, 763) ; adopté au scrutin public (p. 764).

Pour : *Charette (Hervé de)* (p. 764).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 763, 764) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 764).

Sous-amendement n° 287 de M. Denis Jacquat (transmission de la demande à la commission locale d'insertion) (p. 764) ; adopté (p. 764).

Article 12 (*cas des personnes sans domicile fixe*) (p. 772) ; adopté après modifications (p. 775).

Amendement n° 151 de M. Denis Jacquat (personnes sans domicile fixe s'inscrivant auprès d'un organisme unique) (p. 772) ; rejeté (p. 772).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 772) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 772).

Amendement n° 251 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 772) ; retiré (p. 772).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 772).

Discussion commune des amendements n°s 112, 84, 252 et 29.

Amendement n° 112 de M. Jean-Claude Chamard (personnes sans domicile fixe devant élire domicile auprès du centre communal d'action sociale de leur commune de rattachement) (p. 772) ; rejeté (p. 773).

Contre : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 773) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 773).

Amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Worms (personnes sans domicile fixe pouvant élire domicile auprès de tout organisme habilité à instruire leur demande) (p. 772) ; retiré (p. 773).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 773) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 773) ; *Sapin (Michel)* (p. 773).

Amendement n° 252 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 772) ; adopté (p. 773).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 772).

Amendement n° 29 de la commission (organismes devant être habilités conjointement par le représentant de l'Etat et le président du Conseil général) (p. 772) ; adopté (p. 774).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 773) ; *Sapin (Michel)* (p. 773) ; *Derosier (Bernard)* (p. 774) ; *Rossinot (André) (VP)* (p. 774) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 774).

Règles de vote concernant les amendements soumis à discussion commune : *Derosier (Bernard)* (p. 774) ; *Rossinot (André) (VP)* (p. 774) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 774).

Amendement n° 120 de M. Jean-Michel Belorgey (agrément des organismes auprès desquels les sans domicile fixe peuvent élire domicile) (p. 773) ; adopté (p. 774).

Contre : *Jacquat (Denis)* (p. 774).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 774).

Sous-amendement n° 288 de M. Jean-Claude Chamard (information du maire de la commune de rattachement) (p. 773) ; rejeté (p. 774).

Soutenu par Mme Roselyne Bachelot (p. 774).

Article 13 (*constitution et instruction du dossier*) (p. 775) ; supprimé (p. 775).

Rôle des associations : *Chamard (Jean-Claude)* (p. 775).

Discussion des amendements identiques n°s 30 et 85.

Amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 775) ; adopté (p. 775).

Amendement n° 85 de la commission des lois (de suppression) (p. 775) ; adopté (p. 775).

Amendement n° 7 de M. Serge Charles (p. 775) ; devenu sans objet (p. 775).

Article 14 (*vérification des déclarations des bénéficiaires*) : réservé jusqu'après l'article 18 (p. 775).

Discussion commune des amendements n°s 31 et 86.

Amendement n° 31 de la commission (pouvoirs de vérification des organismes instructeurs) (p. 775) ; réservé jusqu'après l'article 18 (p. 775).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 775) ; *Chamard (Jean-Claude)* (p. 776).

Amendement n° 86 de la commission des lois (pouvoirs de vérification des organismes instructeurs) (p. 775) ; réservé jusqu'après l'article 18 (p. 776).

Après l'article 14 :

Amendement n° 34 de la commission (personnes intervenant dans l'instruction des demandes étant tenues au secret professionnel) (p. 776) ; réservé jusqu'après l'article 18 (p. 776).

Article 15 (*engagement de l'intéressé*) (p. 776) ; supprimé (p. 776).

Amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 776) ; adopté (p. 776).

Amendement n° 241 de M. Hervé de Charette (p. 776) ; devenu sans objet (p. 776).

Amendement n° 113 de M. Jean-Claude Chamard (p. 776) ; devenu sans objet (p. 776).

Article 6 (précédemment réservé) : adopté après modifications (p. 777).

Situation des stagiaires de formation professionnelle : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 776, 777) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 777) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 777).

Amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) (p. 776) ; adopté (p. 777).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 776).

Article 16 (période de versement) (p. 777) ; adopté après modifications (p. 782).

Amendement n° 242 de M. Hervé de Charette (délai minimal devant s'écouler entre la suspension du versement et le dépôt d'une nouvelle demande) (p. 777) ; devenu sans objet (p. 782).

Contre : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 780).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 778) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 778).

Amendement n° 134 rectifié du Gouvernement (modalités de suspension de l'allocation) (p. 777) ; adopté après modifications (p. 782).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 777).

Pour : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 780).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 778).

Notion de contrat : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 780) ; *Sapin (Michel)* (p. 781) ; *Jacquat (Denis)* (p. 781) ; *Charette (Hervé de)* (p. 781) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 781).

Sous-amendement n° 265 de la commission (possibilité de réviser le contrat d'insertion si celui-ci n'est pas respecté) (p. 777) ; adopté après rectification (p. 782).

Pour : *Evin (Claude) (G)* (p. 779, 781) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 780).

Observations : *Zeller (Adrien)* (p. 779, 780).

Sous-amendement n° 289 de Mme Roselyne Bachelot (rôle de la commission locale d'insertion dans la révision du contrat) (p. 779) ; devenu sans objet (p. 782).

Soutenu par M. Jean-Claude Chamard (p. 779).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 779).

Amendement n° 114 de M. Jean-Claude Chamard (p. 782) ; devenu sans objet (p. 782).

Amendement n° 159 de M. Jean-Pierre Sueur (p. 782) ; devenu sans objet (p. 782).

Article 17 (révision du montant de l'allocation) (p. 782) ; adopté après modifications (p. 782).

Amendement n° 39 de la commission (possibilité d'une révision à l'initiative du bénéficiaire) (p. 782) ; adopté (p. 782).

Pour : *Zeller (Adrien)* (p. 782).

Après l'article 17 :

Discussion commune des amendements nos 40 et 135.

Amendement n° 40 de la commission (détection précoce des personnes en situation de précarité) (p. 782) ; retiré (p. 782).

Amendement n° 135 du Gouvernement (détection précoce des personnes en situation de précarité) (p. 782) ; adopté (p. 782).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 782).

Avant l'article 10 :

Amendement n° 119 de M. Jean-Michel Belorgey précédemment réservé (modification de l'intitulé du chapitre III) (p. 782) ; retiré (p. 783).

Chapitre IV : versement de l'allocation.

Article 18 (service de l'allocation) (p. 783) ; adopté dans le texte de l'amendement n° 23 (p. 784).

Amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 783) ; retiré (p. 783).

Amendement n° 231 de M. Jean-Pierre Worms (service de l'allocation étant assuré par les caisses d'allocations familiales et les caisses de mutualité sociale agricole) (p. 783) ; adopté (p. 784).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 783).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 783) ; *Sapin (Michel)* (p. 783, 784) ; *Zeller (Adrien)* (p. 784).

Lutte contre la fraude : *Sapin (Michel)* (p. 783, 784).

Information du maire : *Zeller (Adrien)* (p. 784).

Article 14 (précédemment réservé) (p. 784) ; adopté après modifications (p. 788).

Discussion commune des amendements nos 31 et 86.

Amendement n° 31 de la commission (pouvoir de vérification des organismes instructeurs) (p. 784) ; adopté après rectification (p. 784).

Pour : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 784).

Amendement n° 86 de la commission des lois (pouvoir de vérification des organismes instructeurs) (p. 784) ; devenu sans objet (p. 784).

Amendements nos 87 et 88 de la commission des lois (limitation des recherches aux informations strictement nécessaires) (p. 784, 785) ; retirés (p. 786).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 785, 786).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 785).

Connaissance du phénomène de la pauvreté : *Evin (Claude) (G)* (p. 785) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 785, 786).

Amendement oral de la commission (de substitution) (p. 786) ; adopté (p. 786).

Discussion commune des amendements nos 89 et 32.

Amendement n° 89 de la commission des lois (informations recueillies ne pouvant être transmises qu'au représentant de l'Etat et au président du Conseil général) (p. 786) ; retiré (p. 788).

Contre : *Bachelot (Roselyne)* (p. 786).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 786).

Amendement n° 32 de la commission (informations recueillies ne pouvant être transmises qu'au représentant de l'Etat et au président de la commission locale d'insertion) (p. 786) ; adopté (p. 787).

Pour : *Bachelot (Roselyne)* (p. 786, 787).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 786).

Amendement n° 8 de M. Serge Charles (informations pouvant être transmises au représentant de l'Etat dans l'arrondissement) : non soutenu (p. 787).

Amendement n° 253 du Gouvernement (informations ne pouvant être transmises à la commission locale d'insertion) (p. 787) ; devenu sans objet (p. 787).

Amendement n° 33 de la commission (limitation des informations demandées aux données strictement nécessaires à la détermination de la situation du demandeur) (p. 787) ; adopté après rectification (p. 787).

Amendement n° 90 de la commission des lois (secret professionnel des personnes étant appelées à intervenir dans l'instruction des demandes) (p. 787) ; retiré (p. 787).

Après l'article 14 (amendement précédemment réservé) :

Amendement n° 34 de la commission (personnes intervenant dans l'instruction des demandes étant tenues au secret professionnel) (p. 788) ; adopté (p. 788).

Article 19 (caractère subsidiaire de l'allocation) (p. 788) ; adopté après modifications (p. 790).

Discussion commune des amendements nos 42 et 152.

Amendement n° 42 de la commission (conditions dans lesquelles les demandeurs peuvent être dispensés de procéder à certaines formalités en vue de recouvrer des créances alimentaires) (p. 788) ; adopté (p. 789).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 788) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 788).

Enquête sociale : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 789) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 789).

Amendement n° 152 de M. Denis Jacquat (possibilité pour la commission locale d'insertion de formuler un avis contraire) (p. 788) ; non soutenu (p. 788).

Amendement n° 121 de M. Jean-Michel Belorgey (rédactionnel) (p. 789) ; adopté (p. 789).

Rédaction des textes législatifs : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 789).

Amendement n° 43 rectifié de la commission (conditions dans lesquelles les demandeurs peuvent être dispensés de procéder à certaines formalités en vue de recouvrer des créances alimentaires) (p. 789) ; adopté (p. 789).

Amendement n° 44 de la commission (formalités administratives à accomplir) (p. 789) ; adopté après rectification (p. 790).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 789) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 790).

Amendement n° 189 de Mme Muguette Jacquaint (limitation de la subrogation à l'égard du débiteur d'aliments) (p. 790) ; rejeté (p. 790).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 790).

Article 20 (*versement d'acomptes*) (p. 806) ; adopté après modifications (p. 806).

INTERVENANTS :

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 802, 803) ; *Derosier (Bernard)* (p. 803) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 803, 804).

Liens entre l'allocation et l'insertion : *Charette (Hervé de)* (p. 802) ; *Derosier (Bernard)* (p. 803) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 804).

Risques de fraude : *Charette (Hervé de)* (p. 803).

Rôle des collectivités locales : *Charette (Hervé de)* (p. 803) ; *Derosier (Bernard)* (p. 803).

Situation des étrangers : *Charette (Hervé de)* (p. 803) ; *Derosier (Bernard)* (p. 803).

Amendement n° 208 du Gouvernement (suppression de la référence à l'urgence pour le versement d'acomptes) (p. 804) ; adopté (p. 804).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 804).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 804).

Amendement n° 209 du Gouvernement (versements sur droits supposés) (p. 804) ; adopté (p. 805).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 804).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 804, 805).

Sous-amendement n° 277 de M. Adrien Zeller (limitation du versement d'acomptes à une durée ne pouvant excéder trois mois) (p. 804) ; rejeté au scrutin public (p. 805).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 804) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 804, 805).

Nombre excessif d'amendements déposés oralement : *Charette (Hervé de)* (p. 805) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 805) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 805).

Amendement n° 92 de la commission des lois (représentant de l'Etat pouvant déléguer son pouvoir aux organismes payeurs) (p. 806) ; retiré (p. 806).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 806) ; *Jacquat (Denis)* (p. 806).

Article 21 (*seuils d'application*) (p. 806) ; adopté (p. 806).

Montant au dessous duquel l'allocation n'est pas versée : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 806) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 806).

Article 22 (*réduction ou suspension de l'allocation liée à l'admission dans un établissement*) (p. 806) ; adopté après modifications (p. 809).

INTERVENANTS :

Observations : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 806, 807) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 807).

Situation des personnes admises dans un centre d'hébergement : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 806, 807) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 807).

Amendement n° 48 de la commission (cas d'admission dans un établissement d'une ou des personnes prises en compte pour la détermination du revenu minimum d'insertion) (p. 807) ; adopté (p. 807).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 807).

Amendement n° 49 de la commission (réduction ou suspension n'intervenant qu'en cas d'admission en établissement pour une durée minimale) (p. 807) ; adopté (p. 807).

Amendement n° 52 de la commission (versement de l'allocation au bénéficiaire devant être effectué avant sa sortie de l'établissement) (p. 807) ; adopté (p. 808).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 808) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 808) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 808).

Caractère réglementaire de l'amendement : *Charette (Hervé de)* (p. 808) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 808).

Amendement n° 210 du Gouvernement (conditions de réduction ou de suspension lorsque le bénéficiaire est admis en établissement) (p. 808) ; adopté (p. 808).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 808).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 808).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 808).

Chapitre V : recours.

Article 23 (*recours gracieux préalable*) (p. 809) ; supprimé (p. 809).

Amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 809) ; adopté (p. 809). *

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 809).

Article 24 (*recours contentieux*) (p. 809) ; adopté (p. 810).

Amendement n° 116 de M. Jean-Yves Chamard (composition de la commission départementale d'aide sociale lorsqu'elle statue sur les recours contentieux formés contre les décisions relatives au revenu minimum d'insertion) (p. 809) ; rejeté (p. 809).

Pour : *Evin (Claude) (G)* (p. 809).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 809).

Chapitre VI : dispositions diverses.

Article 25 (*prescriptions*) (p. 810) ; adopté (p. 810).

Article 26 (*récupération de l'indu*) (p. 810) ; adopté (p. 810).

Amendement n° 214 de M. Serge Charles (récupération de l'indu si le bénéficiaire ne conteste pas le bien-fondé de celui-ci par voie de recours) (p. 810) ; non soutenu (p. 810).

Amendement n° 215 de M. Serge Charles (limitation des retenues ne pouvant dépasser un pourcentage des ressources de l'intéressé) (p. 810) ; non soutenu (p. 810).

Amendement n° 191 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la disposition accordant au pouvoir réglementaire le pouvoir de fixer les conditions dans lesquelles la créance peut être remise ou réduite en cas de précarité) (p. 810) ; rejeté (p. 810).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 810).

Article 27 (*récupération sur la succession ou la cession de l'actif du bénéficiaire*) (p. 810) ; adopté après modifications (p. 811).

Amendement n° 192 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 810) ; rejeté (p. 810).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 810) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 810, 811).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 811).

Amendement n° 122 de M. Jean-Michel Belorgey (prescription de l'action en récupération) (p. 811) ; adopté (p. 811).

Article 28 (*caractère incessible et insaisissable de l'allocation ; application de la tutelle aux prestations sociales*) (p. 811) ; adopté après modifications (p. 812).

Amendement n° 266 du Gouvernement (mandatement de l'allocation au nom de l'organisme agréé) (p. 811) ; adopté (p. 811).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 811).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 811).

Amendement n° 193 de Mme Muguette Jacquaint (suppression des dispositions relatives à l'application à l'allocation des mesures relatives à la tutelle aux prestations sociales) (p. 811) ; rejeté (p. 811).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 811).

Article 29 (*sanctions*) (p. 812) ; adopté (p. 812).

Demande de suspension des débats : *Evin (Claude) (G)* (p. 812).

Titre III : actions d'insertion sociale et professionnelle.

Avant l'article 30 :

Amendement n° 203 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'intitulé du Titre III) (p. 818) ; rejeté (p. 818).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 818) ; *Bachelot (Rose-lyne)* (p. 818) ; *Jacquat (Denis)* (p. 818).

Précisation du travail (risques de) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 818).

Après l'article 10 (*amendements précédemment réservés*).

INTERVENANTS :

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 819, 821) ; *Jacquat (Denis)* (p. 819, 820) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 819, 820) ; *Pandraud (Robert)* (p. 820, 821) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 820).

Coprésidence de la commission locale d'insertion par le représentant de l'Etat et le président du Conseil général : *Jacquat (Denis)* (p. 820) ; *Pandraud (Robert)* (p. 820, 821) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 820).

Insertion sociale et professionnelle : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 819, 820).

Discussion commune des amendements n°s 249 rectifié, 125 et 94 rectifié.

Amendement n° 249 rectifié du Gouvernement (composition de la commission locale d'insertion) (p. 819) ; adopté après modifications (p. 821).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 819).

Sous-amendement n° 274 de M. Adrien Zeller (représentation du service public de l'emploi) (p. 819) ; adopté (p. 821).

Sous-amendement n° 275 de M. Adrien Zeller (pouvoir de nomination du président du Conseil général) (p. 819) ; retiré (p. 821).

Amendement n° 125 de M. Jean-Michel Belorgey (composition de la commission locale d'insertion ; nomination de ses membres) (p. 819) ; retiré (p. 820).

Sous-amendement n° 254 de M. Adrien Zeller (représentation du service public de l'emploi) (p. 820) ; devenu sans objet (p. 820).

Sous-amendement n° 291 de M. Paul Chollet (parlementaires du département étant membres de droit de la commission locale d'insertion) (p. 819) ; devenu sans objet (p. 820).

Amendement n° 94 rectifié de la commission des lois (nomination des membres de la commission locale d'insertion) (p. 819) ; retiré (p. 820).

Article 30 (*composition du conseil départemental d'insertion*) (p. 821) ; adopté après modifications (p. 825).

INTERVENANTS :

Observations : *Raynal (Pierre)* (p. 821, 822) ; *Cacheux (Denise)* (p. 822) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 822) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 822, 823) ; *Lemoine (Georges)* (p. 823) ; *Toubon (Jacques)* (p. 823, 824) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 824) ; *Jacquat (Denis)* (p. 824) ; *Deprez (Léonce)* (p. 824) ; *Santrou (Jacques)* (p. 824, 825).

Caractère familial du contrat d'insertion : *Cacheux (Denise)* (p. 822).

Insertion sociale et professionnelle : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 822) ; *Cacheux (Denise)* (p. 822) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 822, 823) ; *Lemoine (Georges)* (p. 823) ; *Toubon (Jacques)* (p. 823, 824) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 824) ; *Jacquat (Denis)* (p. 824) ; *Deprez (Léonce)* (p. 824) ; *Santrou (Jacques)* (p. 824, 825).

Participation financière des départements aux actions d'insertion : *Raynal (Pierre)* (p. 821, 822).

Amendement n° 55 de la commission (composition de la commission locale d'insertion) (p. 825) ; devenu sans objet (p. 825).

Sous-amendement n° 223 de M. Denis Jacquat (présidence de la commission locale d'insertion) (p. 825) ; devenu sans objet (p. 825).

Discussion commune des amendements n°s 136 et 93.

Amendement n° 136 du Gouvernement (composition et présidence du conseil départemental d'insertion) (p. 825) ; retiré (p. 825).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 825).

Amendement n° 93 de la commission des lois (composition et présidence du conseil départemental d'insertion) (p. 825) ; adopté après rectification (p. 825).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 825).

Amendements n°s 56, 57, 59, 60 et 61 de la commission (p. 825) ; devenus sans objets (p. 825).

Amendement n° 58 de la commission (p. 825) ; devenu sans objet (p. 825).

Sous-amendement n° 173 de M. Adrien Zeller (p. 825) ; devenu sans objet (p. 825).

Amendement n° 123 de M. Jean-Michel Belorgey (p. 825) ; devenu sans objet (p. 825).

Après l'article 10 (*amendement précédemment réservé*) (p. 826).

Discussion commune des amendements n°s 95, 247 et 62.

Amendement n° 95 de la commission des lois (caractéristiques du contrat d'insertion) (p. 826) ; retiré (p. 827).

Observations : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 827).

Notion de contrat : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 827) ; *Zeller (Adrien)* (p. 827).

Amendement n° 247 du Gouvernement (caractéristiques du contrat d'insertion) (p. 826) ; retiré (p. 827).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 827).

Sous-amendement n° 263 de M. Jean-Michel Belorgey (appréciation de la situation sanitaire de l'intéressé) (p. 826) ; devenu sans objet (p. 827).

Sous-amendement n° 272 de M. Adrien Zeller (engagement du bénéficiaire sur le contrat d'insertion) (p. 826) ; devenu sans objet (p. 827).

Sous-amendement n° 273 de M. Adrien Zeller (calendrier des démarches) (p. 826) ; devenu sans objet (p. 827).

Amendement n° 62 de la commission (caractéristiques du contrat d'insertion) (p. 826) ; adopté après rectification (p. 830).

Sous-amendement n° 174 de M. Adrien Zeller (contrat incluant les personnes à la charge du bénéficiaire) (p. 828) ; retiré (p. 828).

Sous-amendement n° 175 de M. Adrien Zeller (notion de contrat) (p. 828) ; rejeté par assis et levé (p. 828).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 828).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 828).

Sous-amendement n° 176 de M. Adrien Zeller (facilités offertes aux bénéficiaires pour réaliser leur contrat d'insertion) (p. 828) ; rejeté (p. 829).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 828).

Sous-amendement n° 177 de M. Adrien Zeller (calendrier des activités d'insertion) (p. 829) ; rejeté (p. 830).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 829) ; *Derosier (Bernard)* (p. 829) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 829) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 829) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 829).

Expériences d'insertion menées par les collectivités locales : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 829) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 829) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 829).

Sous-amendement n° 149 de M. Adrien Zeller (cas de dérogation à l'obligation d'établir un contrat d'insertion) (p. 830) ; rejeté après rectification (p. 830).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 830) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 830).

Amendement n° 63 de la commission (actions d'insertion pouvant être proposées aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 830) ; adopté après modifications au scrutin public (p. 832).

Pour : *Toubon (Jacques)* (p. 831) ; *Charette (Hervé de)* (p. 831, 832).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 831).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 830) ; *Marin-Moskovitz (Gilberte)* (p. 832).

Précarisation du travail : *Jacquaint (Muguette)* (p. 831).

Pauvreté et lutte contre la pauvreté (historique) : *Toubon (Jacques)* (p. 831) ; *Marin-Moskovitz (Gilberte)* (p. 832).

Sous-amendement n° 229 corrigé de M. Denis Jacquat (rédactionnel) (p. 830) ; adopté (p. 832).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 832).

Sous-amendement n° 230 de M. Denis Jacquat (« bilan - évaluation-orientation » pouvant faire l'objet du contrat d'insertion) (p. 830) ; rejeté (p. 832).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 832).

Article 31 (*programme départemental d'insertion*) (p. 833) ; adopté dans le texte de l'amendement n° 64 corrigé (p. 833).

Discussion commune des amendements nos 64 corrigé et 96.

Amendement n° 64 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 833) ; adopté (p. 833).

Amendement n° 96 de la commission des lois (nouvelle rédaction de l'article) (p. 833) ; retiré (p. 833).

Amendement n° 143 de M. Hervé de Charette : devenu sans objet (p. 833).

Amendements nos 155 et 156 de M. Denis Jacquat : devenus sans objet (p. 833).

Article 32 (*conventions d'insertion conclues entre l'Etat et le département*) (p. 833) ; adopté dans le texte de l'amendement n° 267 (p. 836).

INTERVENANT :

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 834).

Discussion des amendements identiques nos 97, 124 et 195.

Amendement n° 97 de la commission des lois (de suppression) (p. 833) ; retiré (p. 833).

Amendement n° 124 de M. Jean-Michel Belorgey (de suppression) (p. 833) ; retiré (p. 833).

Amendement n° 195 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 833) ; rejeté (p. 834).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 834).

Amendement n° 267 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 834) ; adopté (p. 836).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 834, 835).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 835) ; *Sapin (Michel)* (p. 835) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 835).

Rôle respectif de l'Etat et des collectivités locales : *Charette (Hervé de)* (p. 835) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 835) ; *Sapin (Michel)* (p. 835) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 835) ; *Zeller (Adrien)* (p. 835, 836).

Sous-amendement n° 294 de M. Adrien Zeller (participation facultative des régions et autres collectivités locales ou personnes morales intéressées) (p. 834) ; rejeté (p. 836).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 834).

Sous-amendement n° 295 de M. Adrien Zeller (rédactionnel) (p. 834) ; rejeté (p. 836).

Amendement n° 153 de M. Denis Jacquat (p. 836) ; devenu sans objet (p. 836).

Article 33 (*conventions d'insertion passées avec des personnes morales autres que le département*) (p. 836) ; adopté dans le texte de l'amendement n° 268 (p. 838).

Amendement n° 66 de la commission (de suppression) (p. 836) ; retiré (p. 836).

Amendement n° 268 du Gouvernement (montant des dépenses du département en matière d'insertion ; nouvelle rédaction de l'article) (p. 836) ; adopté (p. 838).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 836).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 837) ; *Zeller (Adrien)* (p. 837).

Observations : *Bachelot (Roselyne)* (p. 837).

Inégalités induites par l'amendement entre les différents départements : *Bachelot (Roselyne)* (p. 837).

Sous-amendement n° 298 de M. Jean-Yves Chamard (montant des dépenses des départements étant proportionnel pour chacun d'eux à la réduction effective des dépenses d'aide sociale résultant de l'instauration du revenu minimum d'insertion) (p. 837) ; rejeté (p. 838).

Contre : *Derosier (Bernard)* (p. 837) ; *Sapin (Michel)* (p. 837, 838) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 838).

Article 34 (*définition de la participation financière minimale du département*) (p. 838) ; adopté dans le texte de l'amendement n° 269 (p. 840).

Amendement n° 196 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 838) ; rejeté (p. 838).

Amendement n° 269 du Gouvernement (crédits n'ayant pas fait l'objet d'un engagement de dépenses étant reportés intégralement sur les crédits de l'année suivante ; nouvelle rédaction de l'article) (p. 838) ; adopté (p. 840).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 838).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 839).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 839).

Sous-amendement n° 296 de M. Adrien Zeller (actions de formation professionnelle relevant exclusivement de l'Etat et de la région) (p. 838) ; rejeté (p. 840).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 839, 840).

Article 35 (*fixation de la participation minimale du département au cours de la période transitoire*) (p. 840) ; supprimé (p. 840).

Discussion des amendements identiques nos 69 et 100.

Amendement n° 69 de la commission (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Amendement n° 100 de la commission des lois (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Article 36 (*fixation de la participation minimale du département à l'issue de la période transitoire*) (p. 840) ; supprimé (p. 840).

Discussion des amendements identiques nos 70 et 101.

Amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Amendement n° 101 de la commission des lois (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Article 37 (*évolution de la participation minimale du département*) (p. 840) ; supprimé (p. 840).

Discussion des amendements identiques nos 71 et 102.

Amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Amendement n° 102 de la commission des lois (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Article 38 (*prélèvement applicable en cas d'insuffisance des dépenses effectives d'insertion*) (p. 840) ; supprimé (p. 840).

Discussion des amendements identiques nos 72 et 103.

Amendement n° 72 de la commission (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Amendement n° 103 de la commission des lois (de suppression) (p. 840) ; adopté (p. 840).

Article 39 (*prélèvement applicable en l'absence de convention*) (p. 841) ; supprimé (p. 841).

Discussion des amendements identiques nos 73 et 104.

Amendement n° 73 de la commission (de suppression) (p. 841) ; adopté (p. 841).

Amendement n° 104 de la commission des lois (de suppression) (p. 841) ; adopté (p. 841).

Article 40 (*interruption des prélèvements visés aux articles 38 et 39*) (p. 841) ; supprimé (p. 841).

Discussion des amendements identiques nos 74 et 105.

Amendement n° 74 de la commission (de suppression) (p. 841) ; adopté (p. 841).

Amendement n° 105 de la commission des lois (de suppression) (p. 841) ; adopté (p. 841).

Après l'article 40 :

Amendement n° 197 de Mme Muguette Jacquaint (application des dispositions du titre III ne pouvant augmenter les charges des budgets sociaux des départements et des communes) (p. 841) ; rejeté (p. 841).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 841).

Titre IV : *dispositions relatives à la sécurité sociale et au droit du travail.*

Avant l'article 41 :

Amendement n° 211 du Gouvernement (possibilité pour tous les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion de percevoir l'allocation de logement ; accroissement de cette aide pour les chômeurs de longue durée) (p. 863) ; adopté (p. 863).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 863).

Pour : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 863) ; *Jacquat (Denis)* (p. 863).

Article 41 (*couverture maladie des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion*) (p. 863) ; adopté (p. 864).

INTERVENANTS :

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 863, 864) ; *Bachelot (Roselyne)* (p. 864) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 864) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 864).

Couverture maladie des « sans domicile fixe » : *Bachelot (Roselyne)* (p. 864) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 864).

Modalités de prise en compte des périodes de versement de l'allocation pour le calcul de la retraite : *Jacquaint (Muguette)* (p. 864).

Couverture maladie des personnes ne bénéficiant pas du revenu minimum d'insertion en raison du trop faible montant de l'allocation : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 864) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 864).

Article 42 (*cas particulier des exploitants agricoles déchu du droit à prestation*) (p. 864) ; adopté après modifications (p. 866).

INTERVENANTS :

Observations : *Gouzes (Gérard)* (p. 865) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 865).

Couverture maladie des « sans domicile fixe » : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 865).

Amendement n° 77 de la commission (de suppression) (p. 865) ; retiré (p. 866).

Amendement n° 303 du Gouvernement (conditions de rétablissement dans leurs droits des exploitants agricoles) (p. 866) ; adopté (p. 866).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 866).

Pour : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 865).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 866).

Article 43 (*protection contre les accidents du travail des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion suivant des actions d'insertion*) (p. 866) ; adopté (p. 866).

Article 44 (*conventions pour l'organisation d'activités d'insertion professionnelles ou d'intérêt général*) (p. 866) ; adopté après modifications (p. 867).

Discussion des amendements identiques nos 78 et 106.

Amendement n° 78 de la commission (de conséquence) (p. 866) ; devenu sans objet (p. 867).

Amendement n° 106 de la commission des lois (de conséquence) (p. 866) ; devenu sans objet (p. 867).

Amendement oral du Gouvernement (conventions pouvant être signées par le représentant de l'Etat ou le président du conseil général) (p. 867) ; adopté (p. 867).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 867).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 867) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 867).

Article 45 (*statut des bénéficiaires des conventions visées à l'article 44*) (p. 867) ; adopté (p. 867).

Après l'article 45 :

Amendement n° 79 de la commission (bénéficiaires de l'allocation de parent isolé pouvant souscrire l'engagement de participer aux activités d'insertion) (p. 868) ; adopté (p. 869).

Pour : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 868).

Observations : *Evin (Claude)* (p. 868) ; *Jacquat (Denis)* (p. 868).

Sous-amendement n° 202 de Mme Muguette Jacquaint (bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ayant droit à une véritable formation professionnelle) (p. 868) ; rejeté (p. 868).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 868) ; *Charette (Hervé de)* (p. 868).

Titre V : dispositions finales.

Avant l'article 46 :

Amendement n° 80 de la commission (institution d'un médiateur chargé d'arbitrer les litiges résultant de l'application de la loi) (p. 869) ; rejeté au scrutin public après rectification (p. 871).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 869) ; *Charette (Hervé de)* (p. 869, 870) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 870).

Article 46 (*dispositions d'application*) (p. 871) ; adopté après modifications (p. 876).

INTERVENANTS :

Observations : *Le Penec (Louis)* (p. 871) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 871, 872) ; *Lise (Claude)* (p. 872) ; *Legros (Auguste)* (p. 872) ; *Lordinot (Guy)* (p. 872, 873) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 873) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 874) ; *Pierna (Louis)* (p. 874) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 876).

Application du revenu minimum d'insertion dans les départements d'outre-mer : *Le Penec (Louis)* (p. 871) ; *Lise (Claude)* (p. 872) ; *Legros (Auguste)* (p. 872) ; *Lordinot (Guy)* (p. 872, 873) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 873) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 874) ; *Pierna (Louis)* (p. 874).

Taxe d'habitation (éventuelle exonération pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 871, 872).

Amendement n° 154 de M. Denis Jacquat (maintien des lois locales existant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 874) ; rejeté (p. 874).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 874) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 874).

Discussion commune des amendements nos 232 rectifié et 293.

Amendement n° 232 rectifié de M. Jean-Paul Virapoullé (création d'une commission chargée d'élaborer des propositions concernant les modalités d'application du projet dans les départements d'outre-mer) (p. 874) ; retiré (p. 875).

Amendement n° 293 du Gouvernement (modalités d'application de la loi dans les départements d'outre-mer) (p. 875) ; adopté (p. 876).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 875).

Sous-amendement n° 299 de M. Jean-Paul Virapoullé (modalités d'application de la loi dans les départements d'outre-mer devant être précisées dans un délai de trois mois) (p. 876) ; retiré (p. 876).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 875) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 875, 876).

Sous-amendement n° 300 de M. Jean-Paul Virapoullé (création d'une commission consultative chargée d'élaborer des propositions concernant les modalités d'application de la loi dans les départements d'outre-mer) (p. 875) ; retiré (p. 876).

Sous-amendement n° 297 rectifié de M. Gérard Grignon (modalités d'application de la loi à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 875) ; retiré (p. 876).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 876).

Article 47 (modalités d'application de la loi aux départements d'outre-mer) (p. 876) ; supprimé (p. 876).

Discussion des amendements identiques nos 216 et 218.

Amendement n° 216 de M. Jean-Paul Virapoullé (de suppression) (p. 876) ; adopté (p. 876).

Amendement n° 218 de Mme Lucette Michaux-Chevry (de suppression) (p. 876) ; adopté (p. 876).

Amendements nos 219, 220 et 221 de Mme Lucette Michaux-Chevry : devenus sans objet (p. 876).

Amendement n° 117 de M. Jean-Yves Chamard : devenu sans objet (p. 876).

Amendement n° 234 de M. Jean-Paul Virapoullé : devenu sans objet (p. 876).

Article 48 (évaluation et durée d'application du revenu minimum d'insertion) (p. 876) ; adopté après modifications (p. 878).

Amendement n° 292 du Gouvernement (rapport d'évaluation devant être transmis au Parlement avant le 2 avril 1992) (p. 877) ; adopté (p. 878).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 877).

Sous-amendement n° 301 de M. Michel d'Ornano (rapport d'évaluation devant être transmis au Parlement avant le 30 septembre 1989) (p. 877) ; rejeté (p. 878).

Soutenu par M. Hervé de Charette (p. 878).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 877, 878).

Sous-amendement n° 302 de M. Hervé de Charette (rapport d'évaluation devant être transmis au Parlement avant le 1^{er} août 1989) (p. 877) ; rejeté (p. 878).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 877, 878).

Amendement n° 81 de la commission (p. 878) ; devenu sans objet (p. 878).

Sous-amendement n° 278 de M. Adrien Zeller (p. 878) ; devenu sans objet (p. 878).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 6 (situation des personnes ayant la qualité d'élève, d'étudiant ou de stagiaire) (p. 878) ; adopté après modifications (p. 878).

Amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Worms (de conséquence) (p. 878) ; adopté (p. 878).

Article 10 (rôle et composition des commissions locales d'insertion) (p. 878) ; adopté après modifications (p. 879).

Amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Worms (de conséquence) (p. 878) ; adopté (p. 878).

Article 10 bis (renouvellement du droit à l'allocation) (p. 879) ; adopté après modifications (p. 879).

Amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Worms (de conséquence) (p. 879) ; adopté (p. 879).

Explications de vote [12 octobre 1988] (p. 879) :

Pauvreté en France :

- causes et mesure de la pauvreté : *Pierna (Louis)* (p. 881) ;
- plans de lutte contre la pauvreté : *Derosier (Bernard)* (p. 880) ;
- propositions du groupe communiste : *Pierna (Louis)* (p. 881, 882).

Exigence de solidarité et droit à un revenu minimum : *Derosier (Bernard)* (p. 880) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 882).

Etrangers bénéficiaires de l'allocation différentielle : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 879) ; *Charette (Hervé de)* (p. 880).

Ressources prises en compte pour la détermination de l'allocation : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 879).

Modalités d'attribution de l'allocation différentielle : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 879) ; *Charette (Hervé de)* (p. 880).

Liens entre allocation et insertion : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 879) ; *Charette (Hervé de)* (p. 879 880) ; *Derosier (Bernard)* (p. 880) ; *Pierna (Louis)* (p. 882) ; *Zeller (Adrien)* (p. 882) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 882, 883).

Extension de l'allocation logement à caractère social à tous les bénéficiaires de l'allocation : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 879).

Travail au noir (risques d'un développement) : *Charette (Hervé de)* (p. 880) ; *Zeller (Adrien)* (p. 882).

Vote pour du groupe R.P.R. : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 879).

Vote pour du groupe U.D.F. : *Charette (Hervé de)* (p. 880).

Vote pour du groupe socialiste : *Derosier (Bernard)* (p. 880).

Vote pour du groupe communiste : *Pierna (Louis)* (p. 882).

Vote pour du groupe U.D.C. : *Zeller (Adrien)* (p. 882).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 883).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 1988] (p. 2585).

Notion de revenu minimum :

- exigence de solidarité et droit à un revenu minimum : *Evin (Claude) (G)* (p. 2585, 2586) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588, 2589) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2622) ;
- insertion du R.M.I dans le système de protection sociale : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586).

Bénéficiaires de l'allocation différentielle :

- jeunes (et notamment chargés de famille) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2592) ;
- étrangers : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2586, 2587) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2590) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2591) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2592) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2592) ;
- population des « sans domicile fixe » : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587) ;
- personnes hébergées en établissement : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587).

Niveau de l'allocation différentielle :

- ressources prises en compte pour la détermination de l'allocation : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2593).

Modalités d'attribution de l'allocation différentielle :

- instruction des demandes et liquidation de l'allocation : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2589) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2590) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2591).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- allocation et insertion (liens entre) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2590) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2592) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2593) ;
- allocation logement (extension de l' - à caractère social à tous les bénéficiaires de l'allocation) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588, 2589) ;
- bénéficiaire (possibilité pour le - de travailler en entreprise) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2592) ;
- collectivités locales (rôles respectifs de l'Etat et des) : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586) ;
- commissions locales d'insertion (rôle et composition des) : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2590) ;
- conseil départemental (composition et présidence du) : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2591) ;
- couverture maladie des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion non salariés non agricoles : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587).

Financement :

- financement du revenu minimum d'insertion (et impôt sur la fortune) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588) ;
- financement de l'insertion : *Evin (Claude) (G)* (p. 2586) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2588) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2590) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2591).

Application du projet en Alsace-Moselle : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587).

Rôle du Parlement :

- attitude du Sénat : *Derosier (Bernard)* (p. 2589, 2590) ;
- compétences déléguées au pouvoir réglementaire : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2587).

Période d'évaluation : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2586) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2590) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2591, 2592).

Discussion des articles [21 novembre 1988] (p. 2593).

Article 1^{er} A (*intégration du revenu minimum d'insertion dans le dispositif global de lutte contre la pauvreté*) (p. 2593) : adopté après modifications (p. 2594).

INTERVENANTS :

Observations : *Pota (Alexis)* (p. 2593).

Application du revenu minimum d'insertion dans les départements d'outre-mer : *Pota (Alexis)* (p. 2593).

Amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence au caractère local de la situation économique) (p. 2594) : adopté (p. 2594).

Amendement n° 2 de la commission (dignité des personnes en difficulté) (p. 2594) : adopté (p. 2594).

Amendement n° 48 du gouvernement (situation des Français établis hors de France) (p. 2594) : rejeté (p. 2594).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2594).

Article 1^{er} (*définition du droit à un revenu minimum d'insertion*) (p. 2594) : adopté après modifications (p. 2595).

Amendement n° 49 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2594) : adopté (p. 2594).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2594).

Amendement n° 74 du gouvernement (rédactionnel) (p. 2594) : adopté (p. 2594).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2594).

Amendement n° 3 de la commission (situation des Français expatriés de retour en France depuis moins de six mois) (p. 2594) : adopté (p. 2595).

Pour : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2595).

Article 3 (*caractère différentiel de l'allocation du revenu minimum*) (p. 2595) : adopté après modifications (p. 2595).

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 2595) : adopté (p. 2595).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 2595).

Discussion commune des amendements nos 50 et 5.

Amendement n° 50 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2595) : retiré (p. 2595).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2595).

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 2595) : adopté (p. 2595).

Article 4 (*financement de l'allocation*) (p. 2595) : adopté dans le texte des amendements identiques nos 51 et 6 (p. 2597).

Discussion des amendements identiques nos 51 et 6.

Amendement n° 51 du Gouvernement (financement de l'allocation à la charge de l'Etat) (p. 2595) : adopté (p. 2596).

Amendement n° 6 de la commission (financement de l'allocation à la charge de l'Etat) (p. 2595) : adopté (p. 2596).

Problèmes posés par le transfert du financement au département en 1992 : *Evin (Claude) (G)* (p. 2595, 2596) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2596) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2596) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2596).

Sous-amendement n° 78 de M. Jean-Yves Chamard (financement relevant de l'Etat jusqu'au 30 juin 1992) (p. 2596) : rejeté (p. 2597).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2597).

Article 5 (*point de départ du droit à l'allocation*) (p. 2597) : adopté après modifications (p. 2597).

Amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 2597) : adopté (p. 2597).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 2597) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2597).

Article 6 (*situation des personnes ayant la qualité d'élève, d'étudiant ou de stagiaire*) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 8 (p. 2598).

Amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2598) : adopté (p. 2598).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 2598).

Article 7 (*situation des ressortissants étrangers*) (p. 2598) : adopté au scrutin public dans le texte de l'amendement n° 52 (p. 2600).

INTERVENANTS :

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2598).

Discussion commune des amendements nos 52 et 9.

Amendement n° 52 du gouvernement (nouvelle rédaction de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2599) : adopté au scrutin public (p. 2600).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2599, 2600).

Amendement n° 9 de la commission (même objet) (p. 2599) : devenu sans objet (p. 2600).

Article 8 (*appréciation des ressources*) (p. 2600) : adopté après modifications (p. 2600).

Amendement n° 10 de la commission (exclusion totale ou partielle de certaines aides des ressources prises en compte pour le calcul de l'allocation différentielle) (p. 2600) : adopté (p. 2600).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 2600).

Aide alimentaire : *Evin (Claude) (G)* (p. 2600).

Article 10 A (*engagement de l'allocation*) (p. 2600) : adopté dans le texte de l'amendement n° 11 (p. 2600).

Amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 2600) : adopté (p. 2600).

Article 10 B (*dépôt de la demande d'allocation*) (p. 2600) : adopté dans le texte de l'amendement n° 53 (p. 2601).

Amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 2601) : retiré (p. 2601).

Amendement n° 53 du Gouvernement (pluralité des services habilités à recevoir les demandes et à effectuer l'instruction) (p. 2601) : adopté (p. 2601).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2601) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2601).

Article 10 C (*instruction de la demande*) (p. 2601) : supprimé (p. 2602).

Amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 2601) : adopté (p. 2602).

Article 10 D (*cas des personnes sans domicile fixe*) (p. 2602) : supprimé (p. 2602).

Amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 2602) : adopté (p. 2602).

Article 10 (*décision d'octroi et prorogation de l'allocation*) (p. 2602) : adopté dans le texte de l'amendement n° 15 modifié (p. 2603).

Amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2602) : adopté après modifications (p. 2603).

Observations : *Evin (Claude) (G)* (p. 2603).

Sous-amendement n° 65 du Gouvernement (sanctions appliquées au bénéficiaire dans l'hypothèse d'un refus de contracter) (p. 2602) : adopté (p. 2603).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2603).

Article 10 bis (*décision de renouvellement de l'allocation*) (p. 2603) : adopté après modifications (p. 2603).

Amendement n° 55 du Gouvernement (renouvellement de l'allocation par périodes comprises entre trois mois et un an) (p. 2603) : adopté (p. 2603).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2603).

Amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 2603) : adopté (p. 2603).

Article 10 tar (information du président du conseil général) (p. 2603) : supprimé (p. 2604).

Amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 2603) : adopté (p. 2604).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2604).

Article 11 (supprimé par le Sénat) (*dépôt et instruction de la demande d'allocation*) (p. 2604) : demeure supprimé (p. 2604).

Amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2604) : devenu sans objet (p. 2604).

Sous-amendements n° 66 et 67 du Gouvernement (p. 2604) : devenus sans objet (p. 2604).

Article 12 (supprimé par le Sénat) (*cas des personnes sans résidence stable*) (p. 2604) : adopté dans le texte de l'amendement n° 19 modifié (p. 2605).

Amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2604) : adopté après modifications (p. 2605).

Sous-amendement n° 68 du Gouvernement (conditions dans lesquelles les organismes peuvent refuser de recevoir la déclaration d'élection de domicile) (p. 2604) : rejeté (p. 2605).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2605).

Sous-amendement n° 69 du Gouvernement (ressort des organismes chargés de recevoir les demandes) (p. 2604) : adopté (p. 2605).

Article 18 (suppression de l'allocation) (p. 2605) : adopté après modifications (p. 2606).

Amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 2605) : adopté (p. 2605).

Amendement n° 21 de la commission (rôle du Président du conseil général) (p. 2605) : adopté (p. 2605).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2605).

Amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 2605) : adopté (p. 2606).

Amendement n° 57 du Gouvernement (possibilité pour l'intéressé d'être assisté par la personne de son choix) (p. 2606) : adopté (p. 2606).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2606).

Amendement n° 23 de la commission (de conséquence) (p. 2606) : adopté (p. 2606).

Article 17 (révision du mandat de l'allocation) (p. 2606) : adopté (p. 2606).

Article 17 bis (information des personnes en situation de précarité) (p. 2606) : adopté après modifications (p. 2606).

Amendement n° 24 de la commission (de conséquence) (p. 2606) : adopté (p. 2606).

Après l'article 18 :

Amendement n° 75 du Gouvernement (convention passée entre l'Etat et les organismes payeurs) (p. 2606) : adopté (p. 2606).

Article 18 bis (vérification des déclarations des bénéficiaires) (p. 2606) : adopté après modifications (p. 2607).

Discussion commune des amendements n°s 25 et 70.

Amendement n° 25 de la commission (de cohérence) (p. 2607) : retiré (p. 2607).

Amendement n° 70 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2607) : adopté (p. 2607).

Amendement n° 26 de la commission (de cohérence) (p. 2607) : adopté (p. 2607).

Article 19 (*caractère subsidiaire de l'allocation*) (p. 2607) : adopté après modifications (p. 2608).

Amendement n° 27 de la commission (suppression des dispositions relatives à l'application du texte en Alsace-Moselle) (p. 2607) : rejeté (p. 2608).

Contre : *Evin (Claude)* (p. 2608) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2608).

Discussion commune des amendements n°s 28 et 71 rectifié.

Amendement n° 28 de la commission (de conséquence) (p. 2608) : devenu sans objet (p. 2608).

Amendement n° 71 rectifié du Gouvernement (de conséquence) (p. 2608) : adopté (p. 2608).

Amendement n° 58 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2608) : adopté (p. 2608).

Amendement n° 59 du Gouvernement (suppression du caractère systématique de l'audition) (p. 2608) : adopté (p. 2608).

Article 20 (*versement d'acomptes*) : supprimé par le Sénat (p. 2608) : rétabli dans le texte de l'amendement n° 29 de la commission (p. 2609).

Amendement n° 29 de la commission (*versement d'acomptes*) : adopté (p. 2608).

Article 22 (*réduction ou suspension de l'allocation liée à l'admission dans un établissement*) (p. 2609) : adopté après modifications (p. 2609).

Amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2609) : adopté (p. 2609).

Article 24 (*recours contentieux*) (p. 2609) : adopté après modifications (p. 2610).

Amendement n° 31 de la commission (composition de la commission départementale d'aide sociale lorsqu'elle examine les recours relatifs à l'attribution du revenu minimum d'insertion) (p. 2609) : retiré (p. 2610).

Observations : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2609) ; *Charette (Hervé de)* (p. 2609) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2609).

Amendement n° 81 de M. Jean-Yves Chamard (commission d'aide sociale statuant sur les recours relatifs à l'attribution du revenu minimum d'insertion étant complétée par deux représentants du conseil départemental d'insertion) (p. 2610) : adopté (p. 2610).

Article 26 (*recupération de trop perçus*) (p. 2610) : adopté après modifications (p. 2610).

Amendement n° 60 du Gouvernement (modalités de la récupération) (p. 2610) : rejeté (p. 2610).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2610) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2610) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2610).

Article 27 (*recupération sur la succession ou la cession de l'actif du bénéficiaire*) (p. 2610) : adopté après modifications (p. 2611).

Amendement n° 76 du Gouvernement (caractère facultatif de la prise d'hypothèque légale) (p. 2610) : adopté (p. 2611).

Amendement n° 82 du Gouvernement (nantissement sur fonds de commerce) (p. 2611) : adopté (p. 2611).

Observations : *Charette (Hervé de)* (p. 2611) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2611).

Article 28 (*caractère incessible et insaisissable de l'allocation ; application de la tutelle aux prestations sociales*) (p. 2611) : adopté (p. 2611).

Article 28 bis (*modification de l'article L. 167-3 du code de la sécurité*) (p. 2611) : adopté (p. 2611).

Article 29 bis (*contrôle du travail clandestin*) (p. 2611) : supprimé (p. 2612).

Amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 2611) : adopté (p. 2612).

Pour : *Evin (Claude) (G)* (p. 2611, 2612).

Contre : *Charette (Hervé de)* (p. 2612).

Article 30 A (*composition, nombre et ressort des commissions*) (p. 2616) : adopté dans le texte de l'amendement n° 33 modifié.

Amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2612) : adopté après modifications (p. 2613).

Sous-amendement n° 85 de M. Jean-Yves Chamard (composition de la commission) (p. 2612) : rejeté (p. 2613).

Contre : Worms (Jean-Pierre) (p. 2613) ; Sueur (Jean-Pierre) (p. 2613).

Sous-amendement n° 72 du Gouvernement (composition de la commission) (p. 2612) : adopté (p. 2613).

Sous-amendement n° 84 de M. Jean-Yves Chamard (présidence de la commission) (p. 2612) : rejeté (p. 2613).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 2613).

Article 30 (conseil départemental d'insertion) (p. 2614) : adopté dans le texte de l'amendement n° 61.

Discussion commune des amendements nos 61 et 34.

Amendement n° 61 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2614) : adopté (p. 2614).

Amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2614) : devenu sans objet (p. 2614).

Amendement n° 83 de M. Jean-Yves Chamard (composition du conseil départemental d'insertion) (p. 2614) : devenu sans objet (p. 2614).

Article 30 bis (contrat d'insertion) (p. 2614) : adopté dans le texte de l'amendement n° 35.

Amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2614) : adopté (p. 2614).

Sous-amendement n° 86 de M. Jean-Yves Chamard (information du préfet et du président du conseil général) (p. 2614) : rejeté (p. 2614).

Amendement n° 62 du gouvernement (p. 2614) : retiré (p. 2614).

Article 30 ter (activités d'insertion) (p. 2615) : adopté après modifications (p. 2615).

Amendement n° 63 du gouvernement (rédactionnel) (p. 2615) : adopté (p. 2615).

Article 31 (programme départemental d'insertion) (p. 2615) : adopté (p. 2615).

Article 31 bis (nouveau) (renvoi à un arrêté interministériel en cas de désaccord entre le président du conseil général et le préfet à l'occasion de l'exercice d'un pouvoir conjoint) (p. 2615) : adopté après modifications (p. 2615).

Amendement n° 77 de M. Jean-Michel Belorgey à titre personnel (rédactionnel) (p. 2615) : adopté (p. 2615).

Article 32 (conventions d'insertion) (p. 2615) : adopté après modifications (p. 2615).

Amendement n° 36 de la commission (mise en œuvre du programme départemental d'insertion) (p. 2615) : adopté (p. 2615).

Article 33 (définition de la participation minimale du département) (p. 2615) : adopté (p. 2617).

Amendement n° 87 de M. Jean-Yves Chamard (participation minimale du département étant définie par un taux variable selon les départements) (p. 2615) : rejeté (p. 2616).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 2616).

Amendement n° 89 de M. Jean-Yves Chamard (participation minimale fixée chaque année par le Parlement au vu des économies réalisées sur les dépenses d'aide sociale légale) (p. 2616) : rejeté (p. 2617).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 2617).

Article 33 bis (nouveau) (plafonnement de la participation minimale du département par référence à un pourcentage des dépenses d'aide sociale légale) (p. 2617) : supprimé (p. 2617).

Amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 2617) : adopté (p. 2617).

Article 33 ter (nouveau) (plafonnement de la participation minimale du département par référence à la réduction des dépenses d'aide sociale légale résultant de la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion) (p. 2617) : supprimé (p. 2617).

Amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 2617) : adopté (p. 2617).

Article 34 (procédure applicable en cas d'insuffisance des dépenses d'insertion engagées par le département) (p. 2617) : adopté après modifications (p. 2617).

Amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2617) : adopté (p. 2617).

Article 34 bis (nouveau) (prise en compte de la participation financière minimale du département dans le calcul des contingents communaux d'aide sociale) (p. 2618) : adopté (p. 2618).

Article 41 (couverture maladie des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 2618) : adopté après modifications (p. 2618).

Amendement n° 40 de la commission (couverture maladie des personnes ayant cessé de percevoir le revenu minimum d'insertion) (p. 2618) : adopté (p. 2618).

Article 42 (situation des non salariés déchu du droit à prestations) (p. 2618) : adopté après modifications (p. 2618).

Amendement n° 90 du Gouvernement (reprenant un amendement déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution) (situation des non-salariés non agricoles) (p. 2618) : adopté (p. 2618).

Pour : Belorgey (Jean-Michel) (p. 2618).

Article 43 (extension de la protection légale contre les accidents du travail aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion suivant des actions d'insertion) (p. 2618) : adopté après modifications (p. 2619).

Amendement n° 42 de la commission (généralisation de la couverture) (p. 2618) : adopté (p. 2619).

Article 44, supprimé par le Sénat (conventions pour l'organisation d'activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général) (p. 2619) : adopté dans le texte de l'amendement n° 43 (p. 2619).

Amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2619) : adopté (p. 2619).

Article 45 (statut des bénéficiaires des conventions organisant des activités d'insertion professionnelle ou d'intérêt général) (p. 2619) : adopté après modifications (p. 2619).

Amendement n° 44 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2619).

Article 45 bis (actions d'insertion en faveur des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) (p. 2619) : adopté dans le texte de l'amendement n° 45 (p. 2619).

Amendement n° 45 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2619) : adopté (p. 2619).

Article 46 (dispositions d'exécution) (p. 2619) : adopté après modifications (p. 2620).

Amendement n° 46 de la commission (modalités d'application de la loi dans les D.O.M.) (p. 2619) : adopté (p. 2620).

Article 48 (évaluation et durée d'application du revenu minimum d'insertion) (p. 2620) : adopté dans le texte de l'amendement n° 47 (p. 2620).

Amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2620) : adopté (p. 2620).

Sous-amendement n° 88 de M. Jean-Yves Chamard (loi applicable jusqu'au 30 juin 1992) (p. 2620) : rejeté (p. 2620).

Contre : Belorgey (Jean-Michel) (p. 2620).

Explications de vote (p. 2620).

Notion de revenu minimum :

- exigence de solidarité et droit à un revenu minimum : Sueur (Jean-Pierre) (p. 2622).

Bénéficiaires de l'allocation différentielle :

- étrangers : Delalande (Jean-Pierre) (p. 2620) ; Jacquat (Denis) (p. 2621) ; Sueur (Jean-Pierre) (p. 2622).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- liens entre allocation et insertion : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2620, 2621) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2621) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2622) ;

- composition et présidence du conseil départemental : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2621).

Financement :

- financement du revenu minimum d'insertion (et notamment impôt sur la fortune) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2622) ;

- financement de l'insertion : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2622).

Rôle du Parlement :

- attitude du Sénat : *Jacquat (Denis)* (p. 2621) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2622).

Vote pour du groupe R.P.R. : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2621).

Vote pour du groupe U.D.F. : *Jacquat (Denis)* (p. 2621).

Vote pour du groupe U.D.C. : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2622).

Vote pour du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3632).

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1988] (p. 2890).

Bénéficiaires de l'allocation différentielle :

- étrangers : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2890) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2891, 2892).

Niveau de l'allocation différentielle :

- montant de l'allocation : *Zeller (Adrien)* (p. 2892).

Modalités d'attribution de l'allocation différentielle :

- instruction des demandes et liquidation de l'allocation : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2890) ;

- cas de réduction ou de suspension du revenu minimum d'insertion en milieu pénitentiaire : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2891) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 2891).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- activités ou actions proposées aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion : *Zeller (Adrien)* (p. 2892).

Financement :

- financement de l'insertion : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2890).

Rôle du Parlement :

- compétences déléguées au pouvoir réglementaire : *Evin (Claude)* (G) (p. 2891) ;

- rapport sur le dispositif d'évaluation retenu par le Gouvernement : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2890, 2891).

Discussion des articles [30 novembre 1988] (p. 2892).

Article 10 (durée d'attribution de l'allocation) :

Amendement n° 1 de la commission (conséquences de la non-communication d'un contrat d'insertion imputable à l'autorité administrative) (p. 2895) : adopté (p. 2896).

Article 18 bis A (convention entre l'Etat et les organismes payeurs) :

Amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2896).

Article 27 (récupération des sommes versées au titre de l'allocation) :

Amendement n° 3 de la commission (nantissement sur fonds de commerce) (p. 2896) : adopté (p. 2896).

Article 30 A (composition des commissions locales d'insertion) :

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2896).

Représentation des services locaux chargés de l'emploi : *Zeller (Adrien)* (p. 2896) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2896).

Article 30 (composition du conseil départemental d'insertion) :

Amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 2896) : adopté (p. 2896).

Article 48 (rapport sur les modalités d'évaluation) :

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 2896) : adopté (p. 2897).

Circulaire d'application du programme Précarité-Pauvreté : *Zeller (Adrien)* (p. 2896) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2896, 2897).

Explications de vote (p. 2897).

Etrangers (possibilité pour les - d'être bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2897) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2897).

Vote pour du groupe R.P.R. : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2897).

Vote pour du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2897).

Vote pour du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 2897).

Vote pour du groupe communiste : *Millet (Gilbert)* (p. 2897).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 2897).

3. - Proposition de loi n° 271 relative à l'activité minimum d'insertion.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par Mme Roselyne Bachelot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Projet de loi n° 359 portant diverses mesures d'ordre social (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° 52 (1988-1989). - Dépôt le 20 octobre 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteurs : Mme Hélène Missoffe et M. Henri Collard. - Rapport n° 78 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapporteur pour avis : M. Jean Delaneau. - Avis n° 73 (1988-1989). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Chaumont. - Avis n° 77 (1988-1989). - Discussion les 15 et 16 novembre 1988. - Adoption le 16 novembre 1988. - Projet de loi n° 16.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 novembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Claude Bartolone. - Rapport n° 408 (24 novembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (24 novembre 1988). - Rapporteur pour avis : M. Guy-Michel Chauveau. - Annexe : observations de M. Guy-Michel Chauveau. - Discussion les 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre 1988. - Adoption le 2 décembre 1988. - Projet de loi n° 40.

Sénat (deuxième lecture). - N° 114 (1988-1989). - Dépôt le 5 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [J.O. du 8 décembre 1988] (p. 15391). - Réunion le 8 décembre 1988. - Bureau [J.O. du 9 décembre 1988] (p. 15447).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Claude Bartolone. - Rapport n° 432 (8 décembre 1988).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteurs : Mme Hélène Missoffe et M. Henri Collard. - Rapport n° 124 (1988-1989). - La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 433. - Dépôt le 9 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Claude Bartolone. - Rapport n° 473 (15 décembre 1988). - Discussion le 15 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 15 décembre 1988. - Projet de loi n° 51.

Sénat (troisième lecture). - N° 157 (1988-1989). - Dépôt le 16 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : Mme Hélène Missoffe et M. Henri

Collard. - Rapport n° 158 (1988-1989). - Discussion le 19 décembre 1988. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1988. - Projet de loi n° 29 (1988-1989).

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° 490. - Dépôt le 20 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Claude Barto-

lone. - Rapport n° 491 (20 décembre 1988). - Discussion le 20 décembre 1988. - Adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 57.

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 12 janvier 1989 [*J.O.* du 13 janvier 1989] (p. 523). Conforme en totalité.

Loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 publiée au *J.O.* du 14 janvier 1989 (p. 542).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 359
et ceux de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE PREMIER AA			
		Dispositions relatives à la détention provisoire			
	1 AA (A.N.)	Report au 1 ^{er} septembre 1989 de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 30 décembre 1987 concernant la collégialité du placement en détention provisoire.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3671	1
	1 AB (A.N.)	Lutte contre la multiplication des demandes de mise en liberté provisoire.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3672	2
		TITRE PREMIER A			
		Dispositions relatives au logement			
	1 A (A.N.)	Étalement sur six années des hausses applicables à certains loyers.	Première lecture : 30 novembre 1988	2923	3
	1 B'	Application de ces dispositions aux contrats déjà arrivés à échéance mais non encore renouvelés.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3672	4 I
	1 B		Première lecture : 30 novembre 1988	2927	4 II
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3673	
	1 B bis (A.N.)	Maintien des logements soumis à la loi Loucheur du 13 juillet 1928 dans le patrimoine du logement social.	Première lecture : 30 novembre 1988	2928	5
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3673	
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives à la protection sociale			
1		Exonération des charges patronales de sécurité sociale pour l'emploi d'un premier salarié.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2979	6
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3674	
2		Déplafonnement partiel des cotisations d'allocations familiales.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2987	7
			2 décembre 1988	3078	
3		Déplafonnement des cotisations familiales agricoles dans les D.O.M.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2987	8
			2 décembre 1988	3083	
	3 bis (Sénat)	Cessation anticipée d'activité des médecins.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2987	9
	3 ter (Sénat)	Revalorisation des pensions pour 1989.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2988	10
	3 quater (A.N.)	Régime de protection sociale des vendeurs colporteurs et correspondants de presse indépendants.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2989	11
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	
	3 quinquies (A.N.)	Possibilité de différer ou d'abandonner la mise en recouvrement ou en paiement des sommes de très faible montant pour les organismes de sécurité sociale.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2990	12
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	
4		Intégration du régime spécial du Crédit foncier de France dans le régime général de sécurité sociale.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2991	13
	4 bis (Sénat)	Accentuation de la modulation des cotisations d'assurance maladie - maternité - invalidité des salariés français expatriés.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2993	14
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	
	Après art. 4 bis (A.N.)	Accentuation de la modulation des cotisations d'assurance maladie - maternité des Français expatriés non salariés.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2993	15
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	(A.N.)	Assurés volontaires.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2993	16
	(A.N.)	Idem.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	
	4 ^{ter} (Sénat)	Modulation du taux d'appel des cotisations pour les entreprises employant des Français expatriés.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2993	17
	4 ^{quater} (Sénat)	Assurance vieillesse des agents de change.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2994	18
5		Tutelle sur les organismes de mutualité sociale agricole.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	
6		Accidents du travail des salariés agricoles d'Alsace-Moselle.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2994	19
	6 bis (Sénat)	Maintien des handicapés adultes dans les établis- sements d'éducation spéciale.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2995	20
	6 ^{ter} (Sénat) Supprimé (A.N.)	Création de structures d'accueil pour les personnes handicapées.	Première lecture : 2 décembre 1988	2996	21
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3678	
			Première lecture : 2 décembre 1988	3060	22
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3679	
			Première lecture : 2 décembre 1988	3062	-
		TITRE II A			
		Dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé			
	7 A (A.N.)	Majoration du taux de cotisation d'assurance- vieillesse pour l'ensemble des régimes de retraite.	Première lecture : 2 décembre 1988	3047	23
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3682	
	7 B (A.N.)	Reconduction du prélèvement de 0,4 p. 100 sur les revenus imposables.	Première lecture : 2 décembre 1988	3048	24
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3683	
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux études médicales et à l'enseignement supérieur			
7		Conditions d'exercice de la médecine.	Première lecture : 2 décembre 1988	3065	25
8		Conditions d'obtention du doctorat en médecine.	Première lecture : 2 décembre 1988	3065	26
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3683	
	8 bis (Sénat)	Accès des vétérinaires aux études de biologie médicale.	Première lecture : 2 décembre 1988	3065	27
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3683	
9		Répartition des postes de résidents.	Première lecture : 2 décembre 1988	3066	28
10		Suppression des commissions techniques et péda- gogiques interrégionales.	Première lecture : 2 décembre 1988	3066	29
11		Suppression des commissions interrégionales pour les études pharmaceutiques.	Première lecture : 2 décembre 1988	3066	30
12		Dispositions transitoires.	Première lecture : 2 décembre 1988	3066	31
13		Mesure transitoire.	Première lecture : 2 décembre 1988	3067	32
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3683	
	13 bis (A.N.)	Rapport au Parlement.	Première lecture : 2 décembre 1988	3068	34
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3683	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	13 <i>ter</i> (A.N.)	Possibilité pour les étudiants n'ayant pas validé tout le 2 ^e cycle et s'inscrivant en 3 ^e cycle de passer le concours de l'internat l'année de l'inscription et une autre fois l'une des deux années suivantes.	Première lecture : 2 décembre 1988	3067	33
	13 <i>quater</i> (A.N.)	Interdiction de la publicité pour tous les produits et articles associés à la consommation du tabac portant le nom, la marque ou l'emblème publicitaire d'un tabac.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Première lecture : 2 décembre 1988	3683 3068	35
		TITRE III			
		Dispositions relatives à la fonction publique hospitalière			
14		Commissions administratives paritaires locales.	Première lecture : 2 décembre 1988	3069	36
15		Possibilité d'accès direct à certains corps de catégorie A.	Première lecture : 2 décembre 1988	3069	37
16		Intégration de personnels d'établissements privés dans la fonction publique hospitalière.	Première lecture : 2 décembre 1988	3069	38
	16 <i>bis</i> A (A.N.)	Commission médicale d'établissement.	Première lecture : 2 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3069 3684	39
		TITRE III <i>bis</i>			
		Dispositions relatives à l'érection en établissement autonome de la maison de Nanterre			
	16 <i>bis</i> (Sénat)	Création d'une nouvelle catégorie d'établissement public.	Première lecture : 2 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3071 3685	40
	16 <i>ter</i> (Sénat)	Fonctionnement du nouvel établissement.	Première lecture : 2 décembre 1988	3074	41
	16 <i>quater</i> (Sénat)	Conseil d'administration.	Première lecture : 2 décembre 1988	3075	42
	16 <i>quinquies</i> (Sénat)	Situation des personnels.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Première lecture : 2 décembre 1988	3685 3076	43
	16 <i>sexies</i> (Sénat)	Règles de transfert.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988 Première lecture : 2 décembre 1988	3686 3077	44
		TITRE IV			
		Dispositions relatives au travail et à l'emploi			
17	Supprimé (A.N.)	Mise en conformité de références de limite d'âge d'entrée en apprentissage (art. L. 118-3-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3024	-
18		Inspection de l'apprentissage (art. L. 119-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3025 3686	45
	18 <i>bis</i> (Sénat)	Pérennisation de l'exonération des cotisations sociales patronales liées aux contrats de qualification.	Première lecture : 2 décembre 1988	3025	46
	18 <i>ter</i> (Sénat)	Définition et base juridique du stage d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (art. L. 980-9 et suivants du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3026 3686	47
	18 <i>ter bis</i> (A.N.)	Destination des stages visés à l'article L. 980-9 à des catégories spécifiques de jeunes.	Première lecture : 2 décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3029 3680	48
	18 <i>quater</i> (Sénat)	Durée du travail applicable aux stagiaires de la formation professionnelle non titulaires d'un contrat de travail (art. L. 960-2-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3030	49

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3686	
	18 <i>quinquies</i> (Sénat)	Information et avis des comités d'entreprise sur la situation et l'évolution des S.I.V.P. dans l'entreprise (art. L. 432-4 et L. 932-6 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3031	50
	18 <i>quinquies bis</i> (A.N.)	Disposition interdisant à certaines entreprises de recourir de nouveau à un S.I.V.P.	Première lecture : 2 décembre 1988	3031	51
	18 <i>sexies</i> (Sénat)	Contrat de retour à l'emploi (art. L. 122-2 et L. 322-4-2 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3052	52
19		Calcul de l'indemnité compensatrice de préavis (art. L. 122-8 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3033	53
20		Choix du mode de paiement du salaire (art. L. 143-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3034	54
21	Supprimé (A.N.)	Lissage des rémunérations résultant d'une convention ou d'un accord collectif d'entreprise ou d'établissement (art. L. 212-8-5 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3035	-
22		Dispense de formation à la sécurité de personnels intérimaires recrutés pour l'exécution des travaux urgents de sécurité (art. L. 231-3-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3036	55
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3687	
23		Renforcement de l'effet de présomption de clandestinité de l'emploi (art. L. 324-10 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3036	56
	23 <i>bis</i> (A.N.)	Renforcement du nombre des éléments de présomption de clandestinité de l'emploi (art. L. 324-10 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3037	57
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3687	
24		Effet du changement de catégorie professionnelle sur le mandat des délégués du personnel (art. L. 423-16 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3037	58
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3687	
25		Effet du changement de catégorie professionnelle sur le mandat des membres du comité d'entreprise (art. L. 433-12 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3038	59
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3687	
26		Non-imputation sur le crédit d'heures des membres titulaires des comités d'entreprise de la participation à certaines de leurs commissions (art. L. 434-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3038	60
	26 <i>bis</i> (A.N.)	Suppression de la demande préalable de dérogation pour la tenue du registre du personnel sur support informatique (art. L. 620-7 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3042	61
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3687	
	26 <i>ter</i> (A.N.)	Indemnité spéciale de licenciement perçue par les salariés licenciés à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (art. L. 122-32-6 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3038	62
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3687	
	26 <i>quater</i> (A.N.)	Crédit d'heures attribué à des représentants syndicaux au comité central d'entreprises (art. L. 434-1 du code du travail).	Première lecture : 2 décembre 1988	3039	63
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3688	
TITRE V					
Dispositions diverses					
27		Priorités d'accès aux marchés publics des organismes de handicapés vendant certains articles de produits d'entretien (art. 175 du code de la famille et de l'action sociale).	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2969	64
	27 <i>bis</i> (A.N.)	Répression des discriminations à l'encontre des handicapés.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988 Deuxième lecture : 15 décembre 1988	2969	65

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES Journal officiel	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
28	27 <i>ter</i> (A.N.)	Possibilité pour les associations de personnes handicapées déclarées depuis cinq ans au moins d'ester en justice.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2969	66
	27 <i>quater</i> (A.N.)	Suspension de poursuites en cours concernant les rapatriés.	Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3688	
			Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2970	67
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3688	
		Statut du personnel du centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2971	68
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3688	
	28 <i>bis</i> (Sénat)	Modification de la loi sur le médiateur.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2971	69
	28 <i>ter</i> (Sénat)	Prorogation jusqu'au 31 décembre 1990 de la cessation progressive d'activité des fonctionnaires.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2971	70
	28 <i>quater</i> (Sénat)	Modalités de la cessation progressive d'activités.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2972	71
		Validation du C.A.P.E.S. de lettres modernes de 1983.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2974	72
29		Validation d'un concours d'instituteur.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2974	73
30		Conditions de rémunération des chefs d'établissement du second degré.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2974	74
31			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3688	
	31 <i>bis</i> (A.N.)	Allègement de la tâche des greffes : suppression de l'obligation de tenir à jour les registres de l'état civil en métropole.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2975	75
32			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3688	
		Prorogation du congé spécial pour les officiers supérieurs et généraux.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2976	76
33		Prolongation d'un an du sursis pour études pour l'accomplissement du service national.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2976	77
	34 (Sénat)	Création d'une position hors cadre pour les fonctionnaires exerçant dans les ports autonomes.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2978	78
	34 <i>bis</i> (A.N.)	Recrutement exceptionnel dans les chambres régionales des comptes.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2978	79
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3689	
	34 <i>ter</i> (A.N.)	Situation des fonctionnaires stagiaires élus au Parlement.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2978	80
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3689	
	34 <i>quater</i> (A.N.)	Validation d'un concours pour le recrutement de médecins-inspecteurs de la santé.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2979	81
			Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3689	
	34 <i>quinquies</i> (A.N.)	Suppression de l'autorisation préalable en cas de remplacement d'un appareil dont l'installation a déjà été autorisée, dans un établissement hospitalier privé.	Première lecture : 1 ^{er} décembre 1988	2979	-
	Supprimé (A.N.)		Deuxième lecture : 15 décembre 1988	3689	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1988]
(p. 2898, 2911).

Armée :

- congé spécial des colonels et des officiers généraux : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2903, 2904) ;
- service national (et notamment prolongation des sursis) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2903) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2903, 2904, 2905) ; *Loidi (Robert)* (p. 2912) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 2918).

Handicapés (maintien des - adultes dans les établissements d'éducation spéciale) : *Bartolone (Claude)* (p. 2902, 2903) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2906, 2907) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914).

Médecine :

- études médicales : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900, 2901) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2902) ; *Loidi (Robert)* (p. 2911, 2912) ; *Millet (Gilbert)* (p. 2919, 2920) ;
- fonction publique hospitalière (mesures relatives à la) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2901) ; *Loidi (Robert)* (p. 2912) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 2918) ;
- médecine générale (importance de la) : *Bartolone (Claude)* (p. 2902) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2919) ; *Millet (Gilbert)* (p. 2919, 2920).

Organisation du débat : *Bouvard (Loïc) (V.P.)* (p. 2905, 2906) ; *Loidi (Robert)* (p. 2921).

Projets de loi portant diverses mesures d'ordre social (appréciations sur la méthode) : *Bartolone (Claude)* (p. 2901) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2912) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2920).

Protection sociale (dispositions relatives à la) :

- déplaçonnement partiel des cotisations d'allocations familiales : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900, 2920, 2921) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2901, 2902) ; *Loidi (Robert)* (p. 2911) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2915) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2915, 2916) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 2917) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2918, 2919) ;
- exonération des charges patronales de sécurité sociale pour l'emploi d'un premier salarié : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900, 2920) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2901) ; *Loidi (Robert)* (p. 2911) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 2912) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914, 2915) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2916, 2917) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 2918) ;
- généralités : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2898, 2906) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2906) ; *Loidi (Robert)* (p. 2911) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2913) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2916).

Travail et emploi (dispositions relatives au - et à l') :

- contrats de retour à l'emploi : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2898, 2899, 2900) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2903) ; *Loidi (Robert)* (p. 2911) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2913, 2914) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914) ;
- exonération des charges sociales patronales applicable aux contrats de qualification : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900) ; *Loidi (Robert)* (p. 2911) ;
- fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (F.R.I.L.E.) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2898) ; *Blanc (Jacques)* (p. 2906) ;
- licenciement (conditions du) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2899) ;
- mandat des membres du comité d'entreprise ou des délégués du personnel (effet du changement de catégorie professionnelle sur le) : *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 2918) ;
- salaires (modalités de règlement) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900) ;
- stages d'initiation à la vie professionnelle : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2898, 2900) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2903) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2913) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2914) ;
- travail clandestin (répression) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2900).

Discussion des articles [30 novembre 1988] (p. 2921) ; [1^{er} décembre 1988] (p. 2969) ; [2 décembre 1988] (p. 3020).

Rappel au règlement de M. Jean Tiberi (conditions de déroulement du débat) (p. 2921).

Titre 1^{er} : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 139 de M. Jean-Claude Gayssot (abrogation de la loi n° 86-1290, dite loi Méhaignerie) (p. 2921) ; rejeté (p. 2922).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 2922).

Contre : *Deprez (Léonce)* (p. 2922).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2922).

Discussion commune des amendements n°s 144 et 149.

Amendement n° 144 de M. Guy Malandain (limitation de l'augmentation des loyers dans le secteur locatif privé) (p. 2922) ; retiré (p. 2924).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2923).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2923) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2924).

Amendement n° 149 du Gouvernement (augmentation des loyers dans le secteur locatif privé, et notamment dans les agglomérations de plus d'un million d'habitants) (p. 2923) ; adopté après modifications et rectification (p. 2927).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2924, 2927).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 2924) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2924) ; *Tiberi (Jean)* (p. 2926) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2926, 2927) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2927).

Sous-amendement n° 159 de M. Jean Oehler (extension de l'amendement à l'ensemble des communes) (p. 2925) ; adopté (p. 2925).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2925) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 2925).

Sous-amendement n° 160 de M. Guy Malandain (limitation de l'augmentation des loyers à 5 p. 100 par an) (p. 2925) ; retiré (p. 2925).

Contre : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2925).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2925).

Discussion commune des sous-amendements n°s 163 et 161.

Sous-amendement n° 163 de M. Guy Malandain (application de la loi aux contrats arrivant à échéance) (p. 2925) ; adopté (p. 2926).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2926).

Sous-amendement n° 161 de M. Guy Malandain (dépôt d'un rapport d'information sur l'évolution des loyers) (p. 2926) ; adopté (p. 2926).

Pour : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2926).

Amendement n° 158 de M. Guy Malandain (obligation de donner communication de la liste des références ayant servi à déterminer le loyer proposé par le bailleur) (p. 2927) ; adopté après modifications (p. 2928).

Pour : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2928).

Sous-amendement n° 166 du Gouvernement (fixation par décret des éléments constitutifs des références) (p. 2927) ; adopté (p. 2928).

Amendement n° 145 de M. Michel Charzat (loyers des logements relevant de la réglementation H.L.M. sans être gérés par ces organismes) (p. 2928) ; retiré (p. 2928).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 2928).

Titre V : *dispositions diverses.*

Article 27 (priorité d'accès aux marchés publics des organismes de handicapés vendant certains articles de produits d'entretien) (p. 2969) ; adopté (p. 2969).

Après l'article 27 :

Amendement n° 116 de M. Louis Besson (répression pénale pour toute discrimination fondée sur un handicap dans l'offre de biens ou de services) (p. 2969) ; adopté (p. 2969).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 2969).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2969) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 2969).

Amendement n° 117, deuxième rectification, de M. Louis Besson (possibilité pour les associations de handicapés d'exercer les droits reconnus à la partie civile pour les délits de discrimination) (p. 2969) ; adopté après modifications (p. 2970).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 2969).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2969).

Observations : *Chapuis (Robert)* (G) (p. 2970).

Sous-amendement n° 162 du Gouvernement (de précision) (p. 2669) ; adopté (p. 2970).

Soutenu par M. Robert Chapuis (G) (p. 2970).

Amendement n° 118 de M. Gérard Bapt (indemnisation des rapatriés) (p. 2970) ; adopté (p. 2970).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 2970).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2970) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 2970).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2970) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2970).

Amendement n° 150 de M. Daniel Colin (libre choix par les bénéficiaires de l'aide sociale de leur établissement de soins) (p. 2970) ; rejeté (p. 2971).

Contre : *Chapuis (Robert)* (G) (p. 2971).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2971) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2971).

Article 28 (statut du personnel du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale) (p. 2971) ; adopté après modifications (p. 2971).

Amendement n° 97 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2971) ; rejeté (p. 2971).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2971) ; *Chapuis (Robert)* (G) (p. 2971).

Amendement n° 47 de la commission (caractère exceptionnel du recrutement d'agents de droit privé) (p. 2971) ; adopté après modifications (p. 2971).

Pour : *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2971).

Article 28 bis (modification de la loi sur le médiateur) (p. 2971) ; adopté (p. 2972).

INTERVENANTS :

Pour : *Sapin (Michel)* (p. 2972).

Après l'article 28 bis :

Amendement n° 98 de Mme Muguette Jacquaint (rétablissement de la troisième voie d'accès à l'E.N.A.) (p. 2972) ; rejeté (p. 2972).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2972).

Article 28 ter (prorogation jusqu'au 31 décembre 1990 de la cessation progressive d'activité des fonctionnaires) (p. 2972) ; adopté (p. 2972).

Article 28 quater (modalités de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique) (p. 2972) ; adopté après modifications (p. 2973).

Amendement n° 48 de la commission (situation particulière des personnels enseignants) (p. 2972) ; adopté (p. 2973).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 2972).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2972, 2973) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2973).

Après l'article 28 quater :

Amendement n° 119 de M. Maurice Adevah-Pœuf (exercice de la profession de coiffeur) (p. 2973) ; retiré (p. 2973).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2973).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2973).

Observations : *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2973).

Article 29 (validation du C.A.P.E.S. de lettres modernes pour l'année 1983) (p. 2974) ; adopté (p. 2974).

Article 30 (validation d'un concours d'instituteur) (p. 2974) ; adopté (p. 2974).

INTERVENANTS :

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2974) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2974).

Article 31 (conditions de rémunération des chefs d'établissement du second degré) (p. 2974) ; adopté au scrutin public après rectification (p. 2975).

Amendement n° 99 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2974) ; rejeté au scrutin public (p. 2974).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2974) ; *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2974, 2975).

Après l'article 31 :

Amendement n° 124, deuxième correction, du Gouvernement (suppression de certaines mentions portées sur les registres de l'état civil conservés au greffe du tribunal de grande instance) (p. 2975) ; adopté (p. 2975).

Soutenu par M. Robert Chapuis (G) (p. 2975).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2975) ; *Sapin (Michel)* (p. 2975, 2976).

Article 32 (prorogation du congé spécial pour les officiers supérieurs et généraux) (p. 2976) ; adopté (p. 2976).

INTERVENANTS :

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2976) ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G)* (p. 2976).

Cadres de l'armée sanctionnés pendant la guerre d'Indochine : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2976) ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G)* (p. 2976).

Article 33 (prolongation d'un an du sursis pour études pour l'accomplissement du service national) (p. 2976) ; adopté (p. 2976).

Amendement n° 49 de la commission (possibilité pour les étudiants contraints de se présenter à la session d'examen de septembre de bénéficier des dispositions de cet article) (p. 2976) ; retiré (p. 2976).

Pour : *Loidi (Robert)* (p. 2976).

Observations : *Chevènement (Jean-Pierre) (G)* (p. 2976).

Amendement n° 100 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité pour les étudiants contraints de se présenter à la session d'examen de septembre de bénéficier des dispositions de l'article) (p. 2977) ; retiré (p. 2977).

Après l'article 33 :

Amendement n° 101 de Mme Muguette Jacquaint (réintégration des appelés dans le même emploi et dans la même entreprise à la fin de leur service militaire) (p. 2977) ; rejeté (p. 2978).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2977) ; *Chevènement (Jean-Pierre) (G)* (p. 2978).

Observations : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2977, 2978).

Article 34 (création d'une position hors-cadre pour les fonctionnaires exerçant dans les ports autonomes) (p. 2978) ; adopté (p. 2978).

Après l'article 34 :

Amendement n° 50 de la commission (recrutement exceptionnel dans les chambres régionales des comptes) (p. 2978) ; adopté (p. 2978).

Pour : *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2978).

Amendement n° 51 de la commission (situation des fonctionnaires stagiaires élus au Parlement) (p. 2978) ; adopté (p. 2978).

Observations : *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2978).

Amendement n° 123 du Gouvernement (validation du concours de 1985 pour le recrutement de médecins inspecteurs de la santé) (p. 2979) ; adopté (p. 2979).

Soutenu par M. Robert Chapuis (G) (p. 2979).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2979).

Amendement n° 151 de M. Daniel Colin (remplacement des équipements lourds en milieu hospitalier) (p. 2979) ; rejeté (p. 2979).

Contre : *Chapuis (Robert) (G)* (p. 2979).

Titre I^{er} (précédemment réservé) : dispositions relatives à la protection sociale.

Article 1^{er} (exonération des charges patronales de sécurité sociale pour l'emploi d'un premier salarié) (p. 2979) ; adopté après modifications (p. 2987).

INTERVENANTS :

Observations : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2979, 2980) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2980, 2981) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2980) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2981) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 2981, 2982) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2982, 2983).

Associations (application de l'article aux) : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2980).

Créateurs d'entreprise (application de l'article) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2979, 2980) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2980) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2982).

Déplafonnement partiel des cotisations d'allocations familiales : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2980, 2981) ; *Philibert (Jean-Pierre)* (p. 2981, 2982).

Champ d'application de l'article : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2981) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2982, 2983).

Demande de réserve de l'article 2 : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2983).

Amendement n° 57 de Mme Muguette Jacquaint (absence d'exonération des cotisations dues au titre des accidents du travail) (p. 2983) ; rejeté (p. 2984).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2983) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2983) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2983, 2984).

Statut des associations : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2983).

Amendement n° 126 rectifié du Gouvernement (extension aux artisans maritimes des dispositions de l'article) (p. 2984) ; adopté après une deuxième rectification (extension des dispositions de l'article aux entreprises créées depuis plus de deux mois) (p. 2986).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 2984, 2985).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2984) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2985).

Sous-amendement n° 165 de M. Claude Bartolone (extension des dispositions de l'article aux créateurs d'entreprise) (p. 2984) ; retiré (p. 2984).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2984, 2985).

Sous-amendement oral de M. Jean-Yves Chamard (extension des dispositions de l'article aux entreprises créées depuis plus de six mois) (p. 2985) ; retiré (p. 2986).

Soutenu par M. Adrien Zeller (p. 2985).

Contre : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2985) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2985).

Observations : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2985).

Amendement n° 103 de M. Claude Bartolone : devenu sans objet (p. 2986).

Amendement n° 3 de M. Jean-Yves Chamard : satisfait (p. 2986).

Amendement n° 152 du Gouvernement (cas d'embauches successives) (p. 2986) ; adopté (p. 2986).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2986).

Amendement n° 58 de Mme Muguette Jacquaint (non cumul du bénéfice des dispositions de l'article avec les aides indirectes de l'Etat) (p. 2986) ; rejeté (p. 2986).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2986) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2986).

Amendement n° 59 de Mme Muguette Jacquaint (non cumul du bénéfice des dispositions de l'article avec les aides directes des collectivités territoriales et locales) (p. 2986) ; rejeté (p. 2986).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2986).

Amendement n° 60 de Mme Muguette Jacquaint (remboursement des exonérations en cas de licenciement économique du premier salarié embauché) (p. 2986) ; rejeté (p. 2987).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2987) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2987).

Article 2 (déplafonnement partiel des cotisations d'allocations familiales) (p. 2987) ; réservé jusqu'à la fin de la discussion (p. 2987).

Article 3 (déplafonnement des cotisations d'allocations familiales dans les départements d'outre-mer) (p. 2987) ; réservé jusqu'à la fin de la discussion (p. 2987).

Article 3 bis (cessation anticipée d'activité des médecins) (p. 2987) ; adopté (p. 2987).

Procédure de réserve des articles : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2987) ; *Hage (Georges) (V.P.)* (p. 2987).

Après l'article 3 bis :

Amendement n° 62 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'obligation de cotisation à l'ordre des médecins) (p. 2987) ; rejeté (p. 2988).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2988) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2988).

Article 3 ter (revalorisation des pensions pour 1989) (p. 2988) ; adopté (p. 2989).

INTERVENANTS :

Pour : *Pelchat (Michel)* (p. 2988) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2988) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2988).

Protection sociale des vendeurs colporteurs et correspondants de presse indépendants : *Pelchat (Michel)* (p. 2988).

Amendement n° 107 de M. Jean-Michel Belorgey (montant de la revalorisation des pensions au 1^{er} juillet 1989) (p. 2989) ; retiré (p. 2989).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2989) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2989) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2989).

Après l'article 3 ter :

Discussion commune des amendements n°s 136 rectifié, 108 et 164.

Amendements n°s 108 et 164 : identiques.

Amendement n° 136 rectifié de M. Louis de Broissia (protection sociale des vendeurs colporteurs de presse et des correspondants locaux de la presse régionale ou départementale) (p. 2989) ; adopté après modifications (p. 2990).

Soutenu par M. Jean-Yves Chamard (p. 2990).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2990).

Sous-amendement oral du Gouvernement (suppression du gage) (p. 2990) ; adopté (p. 2990).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 2990).

Amendement n° 108 de M. Claude Bartolone (protection sociale des vendeurs colporteurs de presse et des correspondants locaux de la presse régionale ou départementale) (p. 2989) ; devenu sans objet (p. 2990).

Amendement n° 164 de M. Georges Hage (protection sociale des vendeurs colporteurs de presse et des correspondants locaux de la presse régionale ou départementale) (p. 2989) ; devenu sans objet (p. 2990).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 2990).

Amendement n° 174 du Gouvernement (organismes de sécurité sociale habilités à différer ou à abandonner la mise en recouvrement des sommes de très faible montant) (p. 2990) ; adopté (p. 2991).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 2990).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 2991).

Absence du ministre chargé de la sécurité sociale : *Zeller (Adrien)* (p. 2991).

Demande de suspension de séance : *Zeller (Adrien)* (p. 2991) ; *Hage (Georges) (V.P.)* (p. 2991) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2991).

Dépôt tardif d'amendements : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2991) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2991).

Amendements n°s 175 et 176 du Gouvernement : réservés jusqu'à l'article 7 (p. 2991).

Article 4 (intégration du régime spécial du Crédit foncier de France dans le régime général de sécurité sociale) (p. 2991) ; adopté (p. 2993).

INTERVENANTS :

Pour : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2992).

Observations : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2991, 2992).

Fonds d'assurance veuvage : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2992).

Amendement n° 63 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2992) ; rejeté (p. 2993).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2992) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 2993).

Article 4 bis (accentuation de la modulation des cotisations d'assurance-maladie des salariés français expatriés) (p. 2993) ; adopté (p. 2993).

Après l'article 4 bis :

Amendement n° 6 de la commission (cotisations sociales des travailleurs non salariés expatriés) (p. 2993) ; adopté (p. 2993).

Amendement n° 7 de la commission (cotisations sociales des travailleurs non salariés expatriés) (p. 2993) ; adopté après modifications (p. 2993).

Sous-amendement n° 183 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 2993) ; adopté (p. 2993).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 2993).

Amendement n° 8 de la commission (cotisations sociales des travailleurs non salariés expatriés) (p. 2993) ; adopté après modifications (p. 2993).

Sous-amendement n° 184 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 2993) ; adopté (p. 2993).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 2993).

Article 4 ter (modulation du taux d'appel des cotisations pour les entreprises employant des Français expatriés) (p. 2994) ; adopté après modifications (p. 2994).

Amendement n° 64 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2994) ; rejeté (p. 2994).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2994).

Amendement n° 146 de M. Claude Bartolone (procédure de fixation du taux des cotisations) (p. 2994) ; adopté (p. 2994).

Pour : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2994).

Article 4 quater (assurance vieillesse des agents de change) (p. 2994) ; adopté (p. 2994).

Amendement n° 65 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2994) ; rejeté (p. 2994).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2994).

Après l'article 4 quater :

Amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Delalande (répartition des pensions de réversion entre la première épouse divorcée et la seconde épouse veuve) (p. 2995) ; rejeté (p. 2995).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2995) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2995).

Article 5 (tutelle sur les organismes de mutualité sociale agricole) (p. 2995) ; adopté (p. 2996).

Discussion des amendements identiques n°s 130 et 131.

Amendement n° 130 de M. Jacques Barrot (allègement de la tutelle sur les organismes de sécurité sociale des professions libérales) (p. 2995) ; rejeté (p. 2996).

Soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (p. 2995).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2996) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2996).

Amendement n° 131 de M. Jean-Yves Chamard (allègement de la tutelle sur les organismes de sécurité sociale des professions libérales) (p. 2995) ; rejeté (p. 2996).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2996) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2996).

Équipement informatique des caisses : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2996) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2996).

Demande du Gouvernement tendant à la réserve des articles 6 bis et 6 ter : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2996).

Article 6 (accidents du travail des salariés agricoles d'Alsace-Moselle) (p. 2996) ; adopté après modifications (p. 2996).

Amendement n° 9 de la commission (exclusion du champ d'application de l'article des accidents du travail ayant donné lieu à une décision de justice ou pour lesquels un délai de prescription est opposable) (p. 2996) ; adopté (p. 2996).

Article 6 bis : réservé jusqu'après la discussion des amendements portant articles additionnels après l'article 26 (p. 2996).

Article 6 ter : réservé jusqu'après la discussion des amendements portant articles additionnels après l'article 26 (p. 2996).

Après l'article 6 ter :

Amendement n° 68 de Mme Muguette Jacquaint (exclusivité de la couverture complémentaire confiée aux mutuelles) (p. 2996) ; rejeté (p. 2997).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2997).

Amendement n° 153 de M. Daniel Colin (obligation pour les organismes de sécurité sociale d'indiquer à leurs ressortissants le coût des prestations dont ils ont bénéficiées) (p. 2996) ; rejeté (p. 2997).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 2997) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2997) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2997).

Amendement n° 154 de M. Daniel Colin (impossibilité pour un assuré social marié de procurer à une personne autre que son conjoint la qualité d'ayant droit, au titre de la vie maritale) (p. 2998) ; rejeté (p. 2998).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2998) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2998).

Amendement n° 157 de M. Daniel Colin (suppression des dispositions imposant à un assuré de s'adresser soit à un avocat, soit à la caisse de sécurité sociale en cas de litige avec cette dernière) (p. 2998) ; rejeté (p. 2998).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 2998).

Durée de la séance : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 2998, 2999) ; *Hage (Georges) (V.P.)* (p. 2998, 2999) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2998, 2999) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 2999).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande (dépôt tardif d'amendements sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ne permettant pas un examen approfondi du texte par les parlementaires) (p. 3020).

Titre IV : dispositions relatives au travail et à l'emploi.

Avant l'article 17 :

Amendement n° 77 de Mme Muguette Jacquaint (impossibilité de restreindre le droit de grève) (p. 3021) ; rejeté (p. 3021).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3021) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3021).

Amendement n° 78 de Mme Muguette Jacquaint (abrogation de la loi relative à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement) (p. 3021) ; rejeté (p. 3022).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3021) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3021, 3022).

Observations : *Loïdi (Robert)* (p. 3022).

Annonce du dépôt d'un projet de loi sur la prévention et les conditions du licenciement : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3021, 3022).

Amendement n° 79 de Mme Muguette Jacquaint (procédures de licenciements économique, individuel et collectif) (p. 3022) ; rejeté (p. 3023).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3022) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3022, 3023) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3022).

Observations : *Loïdi (Robert)* (p. 3022).

Amendement n° 80 de Mme Muguette Jacquaint (extension du régime d'indemnisation des accidents du travail aux accidents de trajet) : rejeté (p. 3023).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3023) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3023).

Amendement n° 81 de Mme Muguette Jacquaint (réintégration des salariés après une absence de longue durée due à une maladie ou à un accident de travail) (p. 3023) ; rejeté (p. 3024).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3024).

Article 17 (mise en conformité des références de limite d'âge d'entrée en apprentissage) (p. 3024) ; supprimé (p. 3024).

Discussion des amendements identiques n°s 82 et 109.

Amendement n° 82 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : adopté par assis et levé (p. 3024).

Amendement n° 109 de M. Claude Bartolone (de suppression) : adopté par assis et levé (p. 3024).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3024) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3024) ; *Loïdi (Robert)* (p. 3024).

Secteur bancaire : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3024) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3024).

Après l'article 17 :

Amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint (obligation d'employer les jeunes de 16 à 25 ans dans le cadre de contrats à durée indéterminée ou de contrats de formation en alternance) (p. 3024) ; rejeté (p. 3025).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3025) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3025).

Article 18 (inspection de l'apprentissage) : adopté après modifications (p. 3025).

Amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3025).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3025).

Article 18 bis (pérennisation de l'exonération des cotisations sociales patronales liées aux contrats de qualification) (p. 3025) ; adopté (p. 3026).

Amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3025) ; rejeté (p. 3026).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3025) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3026).

Article 18 ter (définition et base juridique du stage d'initiation à la vie professionnelle) (S.I.V.P.) (p. 3026) ; adopté après modifications (p. 3029).

INTERVENANTS :

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3026).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3026).

Amendement n° 86 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 3026).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3026) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3026).

Amendement n° 26 de la commission (de précision) (p. 3027) ; adopté (p. 3027).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3027).

Observations : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3027).

Discussion commune des amendements nos 27 et 110.

Amendement n° 27 de la commission (interdiction aux S.I.V.P. de se substituer à des emplois permanents à durée déterminée ou saisonniers) : retiré (p. 3027).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3027).

Amendement n° 110 de M. Jean Le Garrec (interdiction aux S.I.V.P. de se substituer à des emplois permanents à durée déterminée ou saisonniers) : adopté (p. 3027).

Soutenu par M. Robert Loïdi (p. 3027).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3027) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3027).

Amendement n° 28 de la commission (S.I.V.P. destiné à des catégories de jeunes définies par décret) (p. 3027) ; rejeté (p. 3028).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3027, 3028).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3028).

Amendement n° 29 de la commission (contrat de S.I.V.P.) : adopté (p. 3028).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3028).

Amendement n° 30 de la commission (rappelant que l'organisme conventionné de suivi n'a pas qualité pour être signataire du contrat S.I.V.P.) : adopté après modifications (p. 3028).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3028).

Sous-amendement n° 147 de M. Jean Le Garrec (précisant que les dispositions du contrat relatives au suivi du stagiaire sont signées par l'organisme conventionné) : adopté (p. 3028).

Soutenu par M. Robert Loïdi (p. 3028).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 3028) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3028).

Amendement n° 31 de la commission (conditions de rupture anticipée du S.I.V.P.) : adopté après modifications (p. 3029).

Sous-amendement n° 148 de M. Jean Le Garrec (supprimant la référence du non-respect des conditions de rupture anticipée du S.I.V.P.) : adopté (p. 3029).

Soutenu par M. Robert Loïdi (p. 3029).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3029).

Amendement n° 111 de M. Claude Bartolone (rupture abusive du S.I.V.P.) : adopté (p. 3029).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3029).

Après l'article 18 ter :

Amendement n° 112 de M. Claude Bartolone (précisant que les stages visés à l'article L. 980-12 du code du travail, dont les S.I.V.P., s'adressent à des catégories de jeunes dont la liste est fixée en détail) : adopté (p. 3029).

Article 18 quater (durée du travail applicable aux stagiaires de la formation professionnelle non titulaires d'un contrat de travail) (p. 3030) ; adopté après modifications (p. 3031).

Amendement n° 32 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 3030).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3030).

Amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 3030).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3030).

Amendement n° 137 du Gouvernement (extension du champ d'application de la limitation de la durée du travail aux stagiaires agricoles) : adopté (p. 3030).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3030).

Amendement n° 34 de la commission (précisant que les stagiaires ne sont pas assujettis aux régimes dits d'« équivalence ») : adopté (p. 3030).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3030).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3030).

Amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (repos dominical) (p. 3030) ; adopté (p. 3031).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3031) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3031).

Amendement n° 113 rectifié de M. Claude Bartolone (sanctions applicables en cas de non-respect de l'interdiction de faire des heures supplémentaires) : retiré (p. 3031).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3031).

Article 18 quinquies (information et avis des comités d'entreprise sur la situation et l'évolution des S.I.V.P. dans l'entreprise) : adopté (p. 3031).

Après l'article 18 quinquies :

Amendement n° 114 de M. Claude Bartolone (interdiction à une entreprise en infraction par rapport au droit de S.I.V.P. d'y recourir à nouveau) (p. 3031) ; adopté (p. 3032).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3032).

Article 18 sexies (contrat de retour à l'emploi) (p. 3032) ; adopté après modifications (p. 3033).

Amendement n° 88 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3032) ; rejeté (p. 3033).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3032) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3033, 3034) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3033) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3033).

Amendement n° 115 de M. Claude Bartolone (tendant à éviter la substitution des contrats de retour à l'emploi aux emplois existants) : adopté (p. 3033).

Pour : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3033).

Article 19 (calcul de l'indemnité compensatrice du préavis) (p. 3033) ; adopté après modifications (p. 3034).

Amendement n° 36 de la commission (salariés en chômage partiel dans la période précédant leur licenciement) : adopté (p. 3034).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3034).

Après l'article 19 :

Amendement n° 89 de Mme Muguette Jacquaint (groupements d'employeurs et associations intermédiaires) : rejeté (p. 3034).

Article 20 (choix du mode de paiement du salaire) : adopté (p. 3034).

Amendement n° 90 de Mme Muguette Jacquaint (dispositif de paiement du salaire en espèces) : rejeté (p. 3034).

Après l'article 20 :

Amendement n° 91 de Mme Muguette Jacquaint (abrogation des lois sur la flexibilité du travail) (p. 3034) ; rejeté (p. 3035).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3035) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3035).

Article 21 (lissage des rémunérations résultant d'une convention ou d'un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : supprimé (p. 3035).

Discussion des amendements identiques nos 37 et 92.

Amendement n° 37 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3035).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3035).

Amendement n° 92 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : adopté (p. 3035).

Après l'article 21 :

Amendement n° 52 de M. Adrien Zeller (feuille de paie « vérité » dans les petites entreprises) : retiré (p. 3035).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 3035) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3035).

Amendement n° 53 de M. Adrien Zeller (feuille de paie « vérité » dans les petites entreprises) : retiré (p. 3036).

Article 22 (*dispense de formation à la sécurité des personnels intérimaires recrutés pour l'exécution de travaux urgents de sécurité*) : adopté après modifications (p. 3036).

Amendement n° 182 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3036).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3036).

Amendement n° 93 de Mme Muguette Jacquaint (formation à la sécurité des travailleurs concernés) : rejeté (p. 3036).

Amendement n° 38 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 3036).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3036).

Sous-amendement n° 186 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3036).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3036).

Article 23 (*renforcement de l'effet de présomption de clandestinité de l'emploi*) : adopté (p. 3036).

Amendement n° 39 de la commission (lutte contre le travail clandestin ; registre du personnel) : adopté (p. 3037).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3037).

Article 24 (*effet de changement de catégorie professionnelle sur le mandat des délégués du personnel*) (p. 3037) ; adopté après modifications (p. 3038).

Amendement n° 40 de la commission (suspension du mandat de représentant du personnel des salariés changeant de catégorie) : adopté (p. 3037).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3037).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3037) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3037).

Discussion des amendements identiques n°s 41 et 94.

Amendement n° 41 de la commission (changement de catégorie professionnelle d'un délégué du personnel) (p. 3037) ; rejeté (p. 3038).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3037).

Sous-amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Philibert (changement de catégorie professionnelle entraînant un changement de collège électoral) (p. 3037) ; rejeté (p. 3038).

Soutenu par M. Alain Lamassoure (p. 3037).

Amendement n° 94 de Mme Muguette Jacquaint (changement de catégorie professionnelle d'un délégué du personnel) (p. 3037) ; rejeté (p. 3038).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3037) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3038).

Article 25 (*effet du changement de catégorie professionnelle sur le mandat des membres du comité d'entreprise*) : adopté après modifications (p. 3038).

Amendement n° 42 de la commission (maintien du mandat en cas de changement de catégorie professionnelle) : adopté (p. 3038).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3038).

Discussion des amendements identiques n°s 43 et 95.

Amendement n° 43 de la commission (avis favorable de l'inspecteur du travail avant le changement de catégorie professionnelle) : adopté (p. 3038).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3038).

Sous-amendement n° 168 de M. Jean-Pierre Philibert (changement de catégorie professionnelle entraînant un changement de collège électoral) : retiré (p. 3038).

Amendement n° 95 de Mme Muguette Jacquaint (avis favorable de l'inspecteur du travail avant le changement de catégorie professionnelle) : rejeté (p. 3038).

Article 26 (*non-imputation sur le crédit d'heures des membres titulaires des comités d'entreprise de la participation à certaines de leurs commissions*) : adopté (p. 3038).

Après l'article 26 :

Amendement n° 45 de la commission (champ d'application de l'indemnité spéciale de licenciement perçue par les salariés licenciés à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) (p. 3038) ; adopté (p. 3039).

Discussion commune des amendements n°s 138, 46 et 129 corrigé.

Amendement n° 138 de Mme Muguette Jacquaint (crédit d'heures alloué aux représentants syndicaux au comité central d'entreprise quand l'effectif est de plus de 500 salariés et qu'aucun des établissements n'atteint individuellement ce chiffre) (p. 3039) ; rejeté (p. 3040).

Amendement n° 46 de la commission (crédit d'heures alloué aux représentants syndicaux au comité central d'entreprise) (p. 3039) ; rejeté (p. 3040).

Soutenu par M. Claude Bartolone (p. 3039).

Sous-amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Philibert (combinaison des crédits d'heures pour les comités centraux d'entreprise et d'établissement) (p. 3039) ; rejeté (p. 3040).

Soutenu par M. Alain Lamassoure (p. 3039).

Sous-amendement n° 170 de M. Jean-Pierre Philibert (caractère annuel du crédit d'heures alloué aux représentants syndicaux au comité central d'entreprise) (p. 3039) ; rejeté (p. 3040).

Soutenu par M. Alain Lamassoure (p. 3039).

Amendement n° 129 corrigé de M. Jean-Yves Chamard (caractère annuel du crédit d'heures) (p. 3039) ; devenu sans objet (p. 3040).

Soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (p. 3039).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3039, 3040).

Amendement n° 143 de M. Hervé de Charette (rétablissement de la règle du trentième indivisible à Air France, Air Inter, la S.N.C.F. et la R.A.T.P.) (p. 3040) ; rejeté au scrutin public (p. 3042).

Soutenu par M. Alain Lamassoure (p. 3040).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3040) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3041) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3041).

Amendement n° 44 de la commission (suppression de la demande préalable de dérogation pour l'informatisation du registre du personnel des entreprises) (p. 3042) ; adopté (p. 3042).

Amendement n° 96 de Mme Muguette Jacquaint (délit d'entrave à la liberté de travail ; abrogation de l'article 414 du code pénal) : rejeté (p. 3042).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3042) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3042).

Article 6 bis et 6 ter (précédemment réservés) : réserve maintenue (p. 3042).

Avant l'article 7 :

Amendement n° 181 du Gouvernement (intitulé du titre II A : Dispositions relatives à la sécurité sociale) (p. 3043) ; adopté (p. 3047).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3043, 3046, 3047).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 3044) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3044) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3044, 3045) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3047) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3045, 3046).

Financement de la protection sociale : *Evin (Claude)* (G) (p. 3043, 3044, 3046, 3047) ; *Bartolone (Claude)* (p. 3044) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3044) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3044, 3045) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3045, 3047) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3046, 3047).

Amendement n° 175 rectifié du Gouvernement (augmentation d'un point de la cotisation d'assurance vieillesse des fonctionnaires) (p. 3047) ; adopté au scrutin public (p. 3048).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3047).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3047).

Amendement n° 176 rectifié du Gouvernement (reconduction de la cotisation sociale de 0,4 p. 100 sur les revenus) : adopté au scrutin public (p. 3048).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3048).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3048).

Article 6 bis (précédemment réservé) (*maintien des handicapés adultes dans les établissements d'éducation spéciale*) (p. 3048) ; adopté après modifications (p. 3062).

INTERVENANTS :

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3058, 3059, 3060) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3060).

Amendement n° 12 de la commission (de précision) (p. 3060) ; adopté (p. 3061).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3060).

Observations : *Gillibert (Michel)* (G) (p. 3060, 3061) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3061).

Places supplémentaires dans les centres d'accueil pour handicapés : *Gillibert (Michel)* (G) (p. 3060, 3061) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3061).

Amendement n° 120 de M. Jacques Blanc (suppression de la disposition sur la prise en charge des frais d'hébergement dans l'établissement pour jeunes handicapés par l'organisme ou la collectivité qui aurait dû payer ces mêmes frais dans l'établissement désigné par la Cotorep) : rejeté (p. 3061).

Soutenu par M. Jean-Yves Chamard (p. 3061).

Contre : *Gillibert (Michel)* (G) (p. 3061).

Amendement n° 141 du Gouvernement (notion des frais pris en charge au titre des soins) (p. 3061) ; adopté (p. 3062).

Soutenu par M. Michel Gillibert (G) (p. 3061).

Pour : *Loidi (Robert)* (p. 3061).

Observations : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3061) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 3061) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3062).

Centres d'aide pour le travail (C.A.T.) (cas des handicapés orientés vers les - par la Cotorep) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3061) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 3061, 3062) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3062).

Amendement n° 142 du Gouvernement (garanties apportées aux jeunes handicapés maintenus dans des établissements de l'enfance) : adopté (p. 3062).

Soutenu par M. Michel Gillibert (G) (p. 3062).

Pour : *Loidi (Robert)* (p. 3062) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3062).

Amendement n° 14 de la commission (modalité d'application de l'article) : devenu sans objet (p. 3062).

Article 6 ter (précédemment réservé) (*création de structures d'accueil pour les personnes handicapées*) (p. 3062) ; supprimé (p. 3063).

Discussion des amendements identiques n°s 15 et 121.

Amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 3062) ; adopté (p. 3063).

Soutenu par M. Jean-Michel Belorgey (p. 3062, 3063).

Amendement n° 121 de M. Jacques Blanc (de suppression) (p. 3062) ; adopté (p. 3063).

Soutenu par M. Jean-Yves Chamard (p. 3063).

Observations : *Gillibert (Michel)* (G) (p. 3063) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3063) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 3063).

Titre II : dispositions relatives aux études médicales et à l'enseignement supérieur.

Avant l'article 7 :

Amendement n° 177 du Gouvernement (modification de l'intitulé du titre II) : réservé jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 13 (p. 3063).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3063, 3064).

Etudes médicales : *Evin (Claude)* (G) (p. 3063, 3064) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3064).

Amendement n° 69 de M. Gilbert Millet (abrogation des dispositions de la « loi Barzach » n° 87-588 du 30 juillet 1987 sur les études médicales) (p. 3064) ; rejeté (p. 3065).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3064).

Observations : *Loidi (Robert)* (p. 3064, 3065).

Amendement n° 70 de M. Gilbert Millet (suppression du résidanat dans les études médicales) : rejeté (p. 3065).

Soutenu par Mme Muguette Jacquaint (p. 3065).

Article 7 (*conditions d'exercice de la médecine*) : adopté (p. 3065).

Article 8 (*conditions d'obtention du doctorat en médecine*) : adopté après modifications (p. 3065).

Amendement n° 16 de la commission (thèse de doctorat : équivalence entre le statut fait aux internes et celui fait aux résidents) : adopté après modifications (p. 3065).

Sous-amendement n° 190 de M. Gilbert Millet (notion d'ancien résident en médecine générale) : adopté (p. 3065).

Article 8 bis (*accès des vétérinaires aux études de biologie médicale*) (p. 3065) ; adopté dans la rédaction de l'amendement n° 179 du Gouvernement (p. 3066).

Amendement n° 179 du Gouvernement (accès des vétérinaires aux études de biologie médicale) : adopté (p. 3066).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3066).

Pour : *Loidi (Robert)* (p. 3066).

Article 9 (*répartition des postes de résidents*) : adopté (p. 3066).

Article 10 (*suppression des commissions techniques et pédagogiques interrégionales*) : adopté (p. 3066).

Article 11 (*suppression des commissions interrégionales pour les études pharmaceutiques*) : adopté (p. 3066).

Amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (parité entre médecins et pharmaciens dans les commissions compétentes en matière de biologie médicale) : retiré (p. 3066).

Article 12 (*dispositions transitoires*) (p. 3066) ; adopté (p. 3067).

Article 13 (*mesure transitoire*) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 17 (p. 3067).

Amendement n° 17 de la commission (pérennisation de la possibilité pour les étudiants n'ayant pas validé tous leurs certificats de second cycle de s'inscrire en troisième cycle) : adopté (p. 3067).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3067).

Amendement n° 71 de M. Gilbert Millet : devenu sans objet (p. 3067).

Après l'article 13 :

Amendement n° 54 de M. Claude Bartolone (de conséquence) (p. 3067) ; adopté (p. 3068).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3067).

Sous-amendement n° 188 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (possibilité pour les candidats à l'internat de se présenter l'année où ils achèvent leur second cycle, l'année où ils ont pris leur inscription en troisième cycle ou l'année suivante) (p. 3067) ; retiré (p. 3068).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3067).

Discussion commune des amendements n°s 18 et 187.

Amendement n° 18 de la commission (bilan de la législation sur les études médicales) (p. 3068) ; retiré (p. 3068).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3068).

Amendement n° 187 du Gouvernement (bilan de la législation sur les études médicales) : adopté (p. 3068).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3068).

Amendement n° 178 rectifié du Gouvernement (limitation de la publicité indirecte en faveur du tabac) (p. 3068) ; adopté (p. 3069).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3069).

Avant l'article 7 (amendement précédemment réservé) :

Amendement n° 177 du Gouvernement (modification de l'intitulé du titre II) : adopté (p. 3069).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3069).

Titre III : dispositions relatives à la fonction publique hospitalière.

Avant l'article 14 :

Amendement n° 19 de la commission (modification de l'intitulé du titre III) : adopté (p. 3069).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3069).

Article 14 (commissions administratives paritaires locales) : adopté (p. 3069).

Article 15 (possibilité d'accès direct à certains corps de catégorie A) : adopté (p. 3069).

Article 16 (intégration des personnels d'établissements privés dans la fonction publique hospitalière) : adopté (p. 3069).

Après l'article 16 :

Amendement n° 20 de la commission (commission médicale d'établissement) (p. 3069) ; adopté au scrutin public (p. 3070).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3069).

Contre : Chamard (Jean-Yves) (p. 3070).

Observations : Evin (Claude) (G) (p. 3070).

Titre III bis : dispositions relatives à l'érection en établissement autonome de la Maison de Nanterre.

Avant l'article 16 bis :

Maison de Nanterre : Evin (Claude) (G) (p. 3070, 3071) ; Sapin (Michel) (p. 3071).

Amendement n° 76 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'intitulé du titre III bis) : réservé (p. 3071).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3071).

Article 16 bis (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public) (p. 3071) ; adopté au scrutin public (p. 3074).

Amendement n° 72 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3071) ; rejeté (p. 3072).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3071, 3073).

Contre : Sapin (Michel) (p. 3072, 3073).

« New-yorkisation » de Paris : Brard (Jean-Pierre) (p. 3073).

Ville de Nanterre : Brard (Jean-Pierre) (p. 3072) ; Sapin (Michel) (p. 3072).

Amendement n° 73 de Mme Muguette Jacquaint (création d'institutions distinctes au sein de la Maison de Nanterre) (p. 3073) ; rejeté (p. 3074).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3074).

Contre : Evin (Claude) (G) (p. 3074).

Amendement n° 21 de la commission (précisant que les missions de la Maison de Nanterre s'exercent au sein d'unités distinctes) : adopté (p. 3074).

Contre : Brard (Jean-Pierre) (p. 3074).

Article 16 ter (fonctionnement du nouvel établissement) (p. 3074) ; adopté (p. 3075).

Amendement n° 74 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3074) ; rejeté (p. 3075).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3074).

Contre : Loidi (Robert) (p. 3074, 3075) ; Sapin (Michel) (p. 3075).

Article 16 quater (composition du conseil d'administration) : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 22 modifié (p. 3076).

Amendement n° 75 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 3075).

Soutenu par M. Jean-Pierre Brard (p. 3075).

Observations : Loidi (Robert) (p. 3075) ; Evin (Claude) (G) (p. 3075).

Amendement n° 22 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 3075) ; adopté après modifications (p. 3076).

Sous-amendement n° 189 du Gouvernement (présence du préfet de police de Paris au sein du conseil d'administration) : adopté (p. 3076).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3076).

Observations : Sapin (Michel) (p. 3076) ; Brard (Jean-Pierre) (p. 3076).

Article 16 quinquies (situation des personnels) (p. 3076) ; adopté après modifications (p. 3077).

Amendement n° 23 de la commission (maintien des contrats de travail des non titulaires) : adopté (p. 3077).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3077).

Amendement n° 24 de la commission (possibilité pour les médecins d'intégrer le corps des praticiens hospitaliers publics) : adopté (p. 3077).

Observations : Sapin (Michel) (p. 3077) ; Brard (Jean-Pierre) (p. 3077).

Article 16 sexies (règles de transfert) : adopté (p. 3077).

Amendement n° 76 corrigé de Mme Muguette Jacquaint précédemment réservé : devenu sans objet (p. 3078).

Article 2 (précédemment réservé) (déplafonnement partiel des cotisations d'allocations familiales) (p. 3078) ; adopté au scrutin public dans la rédaction de l'amendement n° 106 modifié par le sous-amendement n° 180 rectifié après application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3083).

INTERVENANTS :

Contre : Chamard (Jean-Yves) (p. 3079).

Observations : Zeller (Adrien) (p. 3078, 3079) ; Jacquaint (Muguette) (p. 3079) ; Soisson (Jean-Pierre) (G) (p. 3080).

Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution : Soisson (Jean-Pierre) (G) (p. 3080).

Professions libérales : Zeller (Adrien) (p. 3078) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 3079).

Discussion des amendements identiques nos 5, 2 et 140.

Amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 3080) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3081).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3080).

Amendement n° 2 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 3080) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3081).

Amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Philibert (de suppression) (p. 3080) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3081).

Observations : Zeller (Adrien) (p. 3080) ; Soisson (Jean-Pierre) (G) (p. 3080, 3081) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 3081).

Discussion commune des amendements nos 135 et 106.

Amendement n° 135 de Mme Muguette Jacquaint (déplafonnement total et immédiat des allocations familiales) (p. 3081) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3083).

Amendement n° 106 de M. Claude Bartolone (déplafonnement des allocations familiales et mesures transitoires) (p. 3081) ; adopté au scrutin public après modifications et application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3083).

Soutenu par M. Robert Loidi (p. 3082).

Sous-amendement n° 171 de M. Jean-Pierre Philibert (professions indépendantes) (p. 3081) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3083).

Soutenu par M. Jean-Yves Chamard (p. 3082).

Sous-amendement n° 180 rectifié de M. Jacques Barrot (professions libérales et travailleurs indépendants) (p. 3081) ; adopté au scrutin public après modifications et application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3083).

Soutenu par M. Adrien Zeller (p. 3082).

Sous-amendement n° 173 de M. Philippe de Villiers (rémunération et gains versés aux artistes du spectacle) (p. 3082) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3083).

Soutenu par M. Jean-Yves Chamard (p. 3082).

Contre : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3082, 3083).

Observations : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3082).

Amendement n° 102 de M. Jacques Barrot (pluralité de plafonds) : retiré (p. 3083).

Article 3 (précédemment réservé) (*déplafonnement des cotisations sociales agricoles dans les départements d'outre-mer*) : adopté (p. 3083).

Amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (suppression du régime transitoire pour l'année 1989) : rejeté (p. 3083).

Explications de vote (p. 3083).

Allocations familiales :

- déplafonnement des - : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3084) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3084) ;
- fiscalisation des - : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3083).

Contrats de retour à l'emploi : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3084) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3084).

Financement de la sécurité sociale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3083).

Loi Méhaignerie : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3084) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3084).

Professions indépendantes (exonération des cotisations sociales pour l'embauche du premier salarié) : *Zeller (Adrien)* (p. 3084).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3084).

Abstention du groupe U.D.C. : *Zeller (Adrien)* (p. 3084).

Vote contre du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3084).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3084).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3084).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 3084).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1988] (p. 3663).

Allocations familiales (déplafonnement des - ; hypothèse de la fiscalisation des) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3664) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3665, 3666) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3666, 3667) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3667, 3668) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3669, 3670).

Apprentissage (industriel notamment) : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3668).

Commission mixte paritaire (échec de la) : *Bartolone (Claude)* (p. 3663).

Contribution sociale de 4 p. 100 sur les revenus : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3664) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3665).

Emploi (mesures en faveur de l') : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3665) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3668, 3669).

Handicapés : *Blanc (Jacques)* (p. 3667) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3670).

Licenciement : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3664) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3670).

Loyers (fixation) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3664).

Modernisation des entreprises : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3669).

Premier salarié (embauche) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3665) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3669).

Professions libérales : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3665, 3666) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3666) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3668) ; *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3669, 3670).

Revenu minimum d'insertion : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3665).

Discussion des articles (p. 3671).

Avant l'article 1^{er} A :

Discussion commune des amendements 3 et 25.

Amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (entrée en vigueur des dispositions de la loi du 30 décembre 1987 sur la détention provisoire) (p. 3671) : adopté (p. 3672).

Pour : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3671, 3672) ; *Sapin (Michel)* (p. 3671).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3671).

Amendement n° 25 de la commission (entrée en vigueur des dispositions de la loi du 30 décembre 1987 sur la détention provisoire) (p. 3671) : devenu sans objet (p. 3672).

Discussion commune des amendements n°s 4 et 24.

Amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Michel (demandes de mise en liberté provisoire) : adopté (p. 3672).

Pour : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3672).

Amendement n° 24 de la commission (demandes de mise en liberté provisoire) : devenu sans objet (p. 3672).

Titre 1^{er} A : dispositions relatives au logement.

Article 1^{er} A (p. 3672) : adopté après modifications (p. 3673).

Amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 3672) : adopté (p. 3673).

Soutenu par M. Jean-Michel Belorgey (p. 3673).

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 3673).

Amendement n° 17 de la commission (baux arrivés à échéance mais non encore renouvelés) : adopté (p. 3673).

Article 1^{er} B : adopté (p. 3673).

Après l'article 1^{er} B :

Amendement n° 18 de la commission (application aux H.B.M dits de la loi Loucheur des dispositions applicables aux H.L.M.) (p. 3673) : adopté (p. 3674).

Pour : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3673) ; *Malandain (Guy)* (p. 3673, 3674).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3674).

Titre 1^{er} : dispositions relatives à la protection sociale.

Article 1^{er} (p. 3674) : adopté après modifications (p. 3676).

Amendement n° 5 de M. Jean-Paul Charié (exonération partielle de cotisations sociales pour l'embauche d'un second ou troisième salarié) (p. 3674) : rejeté (p. 3675).

Soutenu par M. Jean-Yves Chamard (p. 3674).

Contre : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3674, 3675) ; *Bartolone (Claude)* (p. 3674).

Discussion commune des amendements n°s 33 et 34.

Amendement n° 33 du Gouvernement (suppression de toute condition de durée pour bénéficier de l'exonération des cotisations à l'embauche du premier salarié) : adopté (p. 3675).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3675).

Amendement n° 34 du Gouvernement (nécessité de créations nettes d'emplois) (p. 3675) : adopté après rectification (p. 3676).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3675).

Observations : *Bartolone (Claude)* (p. 3675) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3675) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 3676).

Amendement n° 19 de la commission (embauches successives liées à un événement indépendant de la volonté de l'employeur) : adopté après modifications (p. 3676).

Pour : *Soisson (Jean-Pierre) (G)* (p. 3676).

Amendement n° 27 du Gouvernement (accès des entrepreneurs à l'exonération des cotisations sociales) : adopté (p. 3676).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3676).

Article 2 (p. 3676) : adopté après application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3678).

Amendement n° 6 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 3677) : vote réservé (p. 3677).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3677).

Amendement n° 7 de M. Jean-Yves Chamard (dispositif destiné à éviter les hausses de cotisations pour certaines entreprises) (p. 3677) : vote réservé (p. 3678).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3678).

Amendement n° 8 de M. Jean-Yves Chamard (professions indépendantes) : vote réservé (p. 3678).

Article 3 quater : adopté après modifications (p. 3678).

Amendement n° 28 du Gouvernement (présentation au Parlement d'un bilan des dispositions sur les correspondants et colporteurs locaux dans la presse régionale avant le 31 décembre 1990) : adopté (p. 3678).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3678).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 3678).

Article 3 quinquies : adopté (p. 3678).

Article 4 bis 1 : adopté (p. 3678).

Article 4 bis 2 : adopté (p. 3678).

Article 4 bis 3 : adopté (p. 3679).

Article 4 ter : adopté (p. 3679).

Article 6 : adopté (p. 3679).

Article 6 bis (p. 3679) : adopté après modifications (p. 3682).

INTERVENANTS :

Observations : *Blanc (Jacques)* (p. 3679).

Amendement n° 29 du Gouvernement (examen biennuel de la situation d'un handicapé adulte maintenu dans un établissement médico-éducatif) (p. 3679) : adopté (p. 3679).

Soutenu par M. Michel Gillibert (G) (p. 3679).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 3679).

Discussion commune des amendements nos 1 rectifié et 21.

Amendement n° 1 rectifié de M. Denis Jacquat (cas des handicapés placés dans des établissements les recevant jusqu'à l'âge de 25 ans) : retiré (p. 3679).

Soutenu par M. Jacques Blanc (p. 3679, 3680).

Amendement n° 21 de la commission (cas des handicapés placés dans des établissements les recevant jusqu'à l'âge de 25 ans) (p. 3679) : adopté (p. 3680).

Pour : *Gillibert (Michel)* (G) (p. 3680).

Amendement n° 2 de M. Denis Jacquat (collectivité compétente pour la prise en charge des frais d'hébergement) (p. 3680) : rejeté (p. 3682).

Soutenu par M. Jacques Blanc (p. 3680, 3682).

Pour : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3682).

Contre : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3680, 3681) ; *Gillibert (Michel)* (G) (p. 3681) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 3682).

Départements (actions des - en faveur des handicapés) : *Blanc (Jacques)* (p. 3680).

Article 6 ter (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3682).

Titre 1^{er} bis : dispositions relatives à la sécurité sociale.

Article 6 quater (p. 3682) : adopté (p. 3683).

Amendement n° 10 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 3682) : rejeté (p. 3683).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3682).

Article 6 quinquies : adopté (p. 3683).

Avant l'article 7 :

Titre II : dispositions relatives aux études médicales et à l'enseignement supérieur et à la santé.

Article 8 : adopté (p. 3683).

Article 8 bis : adopté (p. 3683).

Article 13 : adopté (p. 3683).

Article 13 bis : adopté (p. 3683).

Article 13 ter : adopté (p. 3683).

Article 13 quater (p. 3683) : adopté après modifications (p. 3683).

Amendement n° 22 de la commission (publicité indirecte pour le tabac à l'occasion des ventes de services) (p. 3683) : adopté (p. 3684).

Amendement n° 23 de M. Claude Bartolone (limitant le bénéfice des dispositions dans les contrats en cours au 31 décembre 1989) : adopté par assis et levé, après une épreuve à main levée déclarée douteuse (p. 3684).

Contre : *Evin (Claude)* (G) (p. 3684).

Avant l'article 14 :

Titre III : dispositions relatives à la fonction publique et à l'organisation hospitalières.

Article 16 bis A (p. 3684) : adopté (p. 3685).

Amendement n° 11 de M. Bernard Debré (de suppression) (p. 3684) : rejeté (p. 3685).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3684, 3685) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 3685).

Titre III bis : dispositions relatives à l'érection en établissement autonome de la maison de Nanterre.

Article 16 bis : adopté (p. 3685).

Article 16 quater (p. 3685) : adopté (p. 3686).

Amendement n° 12 de M. Jean-Yves Chamard (composition du conseil d'administration de la Maison de Nanterre) (p. 3685) : rejeté (p. 3686).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3686).

Article 16 quinquies : adopté (p. 3686).

Avant l'article 17 :

Titre IV : dispositions relatives au travail et à l'emploi.

Article 17 (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3686).

Article 18 : adopté (p. 3686).

Article 18 ter : adopté (p. 3686).

Article 18 ter 1 : adopté (p. 3686).

Article 18 quater : adopté (p. 3686).

Article 18 quinquies : adopté (p. 3686).

Article 18 sexies : adopté (p. 3686, 3687).

Article 19 : adopté (p. 3687).

Article 21 (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3687).

Article 22 : adopté (p. 3687).

Article 23 bis : adopté (p. 3687).

Article 24 : adopté (p. 3687).

Article 25 : adopté (p. 3687).

Article 26 bis : adopté (p. 3687).

Article 26 ter (p. 3687) : adopté (p. 3688).

Amendement n° 13 de M. Jean-Yves Chamard (crédit de 20 heures par an pour les représentants syndicaux au comité central d'une entreprise de plus de 500 salariés, réparti en plusieurs établissements et dont aucun ne compte 500 salariés) (p. 3687) : rejeté au scrutin public (p. 3688).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3687) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3688) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3688).

Article 26 quater : adopté (p. 3688).

Avant l'article 27 :

Titre V : dispositions diverses.

Article 27 bis : adopté (p. 3688).

Article 27 ter : adopté (p. 3688).

Article 27 quater : adopté (p. 3689).

Article 28 : adopté (p. 3689).

Article 28 quater : adopté (p. 3689).

Article 31 : adopté (p. 3689).

Article 31 bis : adopté (p. 3689).

Après l'article 34 :

Amendement n° 31 de M. Jacques Limouzy (amnistie d'infractions liées aux activités commerciales) : non soutenu (p. 3689).

Amendement n° 32 de M. Jacques Limouzy (amnistie applicable en cas d'infractions multiples) : non soutenu (p. 3689).

Article 35 : adopté (p. 3689).

Article 36 : adopté (p. 3689).

Article 37 : adopté (p. 3689).

Article 38 (p. 3689) : supprimé (p. 3690).

Amendement n° 30 du Gouvernement (de suppression) (p. 3689) : adopté (p. 3690).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 3689).

Pour : *Bartolone (Claude)* (p. 3690).

Après l'article 38 :

Amendement n° 15 de M. Jean-Yves Chamard (composition de la commission paritaire des caisses d'épargne) : retiré (p. 3690).

Contre : *Bartolone (Claude)* (p. 3690) ; *Evin (Claude)* (p. 3690).

Explications de vote (p. 3690).

Allocations familiales (déplafonnement ; professions indépendantes) : *Zeller (Adrien)* (p. 3690) ; *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3690, 3691).

Cotisations sociales : *Pierna (Louis)* (p. 3691).

Emploi (mesures en faveur) : *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3691).

Abstention du groupe U.D.C. : *Zeller (Adrien)* (p. 3690).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3690, 3691).

Vote pour du groupe socialiste : *Loïdi (Robert)* (p. 3691).

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1988] (p. 3933).

Allocations familiales (déplafonnement) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3933).

Chambre régionale des comptes : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3934).

Chefs de services hospitaliers : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933).

Handicapés : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933).

Infractions liées à des activités commerciales (amnistie) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933).

Tabac (limitation de la publicité indirecte) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933).

Transports en commun dans les grandes villes (service minimum) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3933) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3933).

Texte voté par l'Assemblée (p. 3934 à 3938).

Article 6 bis :

Amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la disposition sur le réexamen périodique des dossiers des adultes handicapés tous les deux ans) : adopté par assis et levé après une épreuve à main levée déclarée douteuse (p. 3939).

Soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (G) (p. 3938, 3939).

Contre : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3939).

Observations : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3939).

Explications de vote (p. 3939).

Allocations familiales (déplafonnement ; professions libérales) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3940) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3940).

Transports en commun dans les grandes villes (service minimum) : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3940) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (G) (p. 3940).

Vote contre du groupe R.P.R. : *Chamard (Jean-Yves)* (p. 3940).

Vote contre du groupe U.D.F. : *Brocard (Jean)* (p. 3940).

Vote contre du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3840).

Adoption définitive de l'ensemble du projet de loi (p. 3940).

5. - Proposition de loi n° 518 tendant à attribuer une **carte d'insertion** aux personnes connaissant des difficultés particulières pour trouver un **emploi**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Adrien Zeller. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Questions au Gouvernement 16, 30, 56, 140.

POLITIQUE EXTERIEURE

Voir *Affaires étrangères*.

Coopération et développement.

Déclarations du Gouvernement 1.

Défense 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Affaires étrangères, Affaires européennes, Coopération et développement.

POLLUTION ET NUISANCES

Voir *Environnement*.

Lois de finances 3, deuxième partie, Environnement.

Questions orales sans débat 6, 39, 56, 95.

Responsabilité civile.

Traités et conventions 6, 13.

POLOGNE

Venue du président de Solidarité en France.

Voir *Questions au Gouvernement* 139.

PONIATOWSKI (Michel)

Mise en cause

Voir *Questions au Gouvernement* 114

PORNOGRAPHIE

Voir *Postes et télécommunications* 2.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1. - Proposition de loi n° 241 tendant à libéraliser l'utilisation des postes **émetteurs-récepteurs** fonctionnant sur les **canaux banalisés** (C. B.).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 445 tendant à élargir la **responsabilité des dirigeants de services télématiques** et à **protéger la jeunesse**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Alain Jonemann. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 448 relative aux **forclusions encourues** durant la période d'**interruption du service postal** ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Pierre Mazeaud et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Audiovisuel* 5.

Grève.

Lois de finances 3, deuxième partie, Postes et télécommunications, Espace.

Annuaire.

Voir *Lois de finances* 3, Economie, finances et budget.

PRERETRAITES

Voir *Assurance vieillesse, régimes autonomes et spéciaux* 1.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Messages

1. Message au Parlement de M. le Président de la République, lu par M. Laurent Fabius (n° 324) : soumission au référendum du projet de loi portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie ; accord conclu entre les dirigeants des deux principales communautés évitant l'escalade de la violence et nécessitant un engagement direct et solennel de la part du peuple français [26 octobre 1988] (p. 1416).

Voyage en U.R.S.S.

Voir *Questions au Gouvernement* 129.

PRESSE, EDITION ET IMPRIMERIE

1. - Proposition de loi n° 457 tendant à faciliter l'accès des **publications associatives** au régime des **aides accordées à la presse**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Gérard Vignoble. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Consommation* 3, article 1^{er}.

Droit pénal 4.

Lois de finances 3, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, communication.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

1. - Proposition de loi n° 384 tendant à modifier la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 modifiant les dispositions du code rural relatives aux **cotisations sociales agricoles**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Jean Ueberschlag. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Agriculture*.

PRISONS

Voir *Administration et régime pénitentiaires*.

PRIVATISATIONS

Voir *Banques et établissements financiers*.

Entreprises publiques.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

Questions au Gouvernement 59, 62, 96, 135, 165, 168.

PROCEDURE PENALE

1. - Proposition de loi n° 83 relative à la mise en cause pénale des présidents de conseils régionaux et des **présidents de conseils généraux** et modifiant l'article 681 du code de procédure pénale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Bruno Bourg-Broc et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini (14 octobre 1988).

2. - Proposition de loi n° 221 tendant à aggraver les sanctions prévues par l'article 288 du code de procédure pénale, en cas d'**absence des jurés à la Cour d'assises**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre Pasquini. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini (3 novembre 1988).

3. - Proposition de loi n° 264 relative à la **révision des condamnations pénales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Sapin et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (17 novembre 1988). - Rapport n° 404 (commun avec la proposition de loi n° 355, cf. *Procédure pénale* 5). - Discussion commune avec la proposition n° 355 le 29 novembre 1988. - Adoption le 29 novembre 1988. - Proposition de loi n° 36.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 1988] (p. 2815, 2837) : voir discussion commune avec la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la procédure de révision des procès criminels et correctionnels (n° 355) et le projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) (voir *Procédure pénale* 4).

Discussion des articles (p. 2859) :

Article 1^{er} (conditions de révision d'une décision pénale définitive) (p. 2858) : adopté (p. 2859).

Article 2 (procédure devant la commission chargée d'examiner les demandes en révision) (p. 2859) : adopté après modifications (p. 2860).

Amendement n° 1 de M. Jacques Brunhes (introduisant un recours contre les décisions de la commission) : rejeté (p. 2859).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 2859) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2859).

Amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (prise en compte par la commission de l'ensemble des faits nouveaux ou éléments inconnus sur lesquels ont pu s'appuyer une ou des requêtes précédemment rejetées) : adopté (p. 2859).

Pour : Michel (Jean-Pierre) (p. 2859) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2859).

Amendement n° 3 de M. Jacques Brunhes (saisine automatique de la Cour de révision quand la requête a été déposée par le condamné) : rejeté (p. 2859).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 2859) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2859).

Article 3 (possibilité pour la commission saisie d'une demande de révision d'ordonner la suspension de l'exécution de la condamnation) : adopté (p. 2860).

Article 4 (procédure devant la Cour de révision) : adopté (p. 2860).

Amendement n° 4 de M. Jacques Brunhes (recours contre les décisions de la Cour de révision) : rejeté (p. 2860).

Contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 2860) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2860).

Après l'article 4 :

Amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes (possibilité de recours en cas de rejet de la requête par la Cour de révision, prononcé en application de l'article 625-1-3 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2861).

Article 5 (ministère d'avocat) : adopté (p. 2861).

Après l'article 5 :

Amendement n° 6 du Gouvernement (indemnisation des condamnés reconnus innocents, frais de l'instance de révision, publicité de la décision de révision) : adopté (p. 2861).

Soutenu par M. Pierre Arpaillange (G) (p. 2861).

Pour : Michel (Jean-Pierre) (p. 2861).

Article 6 (conditions d'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 2861).

Titre :

Absence d'opposition sur son intitulé (p. 2861).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2861).

4. - **Projet de loi n° 325** modifiant le **code de procédure pénale** et relatif à la **détention provisoire**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 26 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (3 novembre 1988). - Rapport n° 403 (23 novembre 1988). - Discussion le 29 novembre 1988. - Adoption le 29 novembre 1988. - Projet de loi n° 35.

Sénat (première lecture). - N° 107 (1988-1989). - Dépôt le 30 novembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles. Discussion commune au projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325), à la proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales (n° 264) et à la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la procédure de révision des procès criminels et correctionnels (n° 355) [29 novembre 1988] (p. 2815, 2837).

Question préalable opposée par M. Pierre Mazeaud (R.P.R.) au projet de loi modifiant le régime de la détention provisoire (p. 2821) : rejetée (p. 2826).

Soutenue par M. Pierre Mazeaud (p. 2821, 2822, 2823, 2825, 2826).

Inscrit contre : Michel (Jean-Pierre) (p. 2823, 2824, 2825).

Observations contre : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2825) ; Marchand (Philippe) (p. 2825, 2826).

Affaire Chalié : Michel (Jean-Pierre) (p. 2829).

Code pénal (réforme) : Michel (Jean-Pierre) (p. 2824, 2825) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2844).

Détention provisoire (réforme) :

- Châlons-sur-Marne (libération de détenus pour vice de forme dans la procédure d'instruction) : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2838) ;

- chambre d'accusation : Marchand (Philippe) (p. 2817) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2820) ; Delattre (Francis) (p. 2827) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2829) ;

- commission Delmas-Marty (« commission justice pénale et droits de l'homme ») : Marchand (Philippe) (p. 2815) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2819, 2844) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2824, 2829) ;

- comparution personnelle (principe) : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2838) ;

- droits de la défense : Marchand (Philippe) (p. 2817) ;

- durée de la détention provisoire (limitation) : Marchand (Philippe) (p. 2816, 2817, 2825) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2820, 2844) ; Mazeaud (Pierre) (p. 2822) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2824, 2825, 2829) ; Delattre (Francis) (p. 2826) ; Jacquaint (Muguette) (p. 2830) ; Colcombet (François) (p. 2842) ;

- échange verbal entre MM. Pierre Mazeaud et Philippe Marchand : Mazeaud (Pierre) (p. 2825) ; Marchand (Philippe) (p. 2825) ;

- enquête rapide de personnalité : Marchand (Philippe) (p. 2817) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2820, 2844) ; Delattre (Francis) (p. 2826, 2827) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2838) ; Bonnemaison (Gilbert) (p. 2839) ; Colcombet (François) (p. 2842) ;

- incarcération : Bonnemaison (Gilbert) (p. 2839) ;

- instruction (collégialité ou unicité du juge d'instruction) : Marchand (Philippe) (p. 2815, 2817, 2825) ; Mazeaud (Pierre) (p. 2822) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2824, 2827, 2828) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2838) ; Colcombet (François) (p. 2841) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2844) ;

- instruction (réforme de la procédure) : Marchand (Philippe) (p. 2815, 2825) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2819, 2820) ; Mazeaud (Pierre) (p. 2822, 2823) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2825, 2826) ; Jacquaint (Muguette) (p. 2830) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2838) ; Bonnemaison (Gilbert) (p. 2838) ; Colcombet (François) (p. 2841) ;

- juge d'instruction (procédure d'affectation des affaires) : Michel (Jean-Pierre) (p. 2828) ;

- législation sur la détention provisoire (historique ; loi Badinter et loi Chalandon) : Marchand (Philippe) (p. 2816) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2819) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2824) ; Jacquaint (Muguette) (p. 2830) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2837, 2838) ;

- magistrats instructeurs (statut) : Michel (Jean-Pierre) (p. 2828) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2844) ;

- mineurs : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2820) ; Mazeaud (Pierre) (p. 2823) ; Jacquaint (Muguette) (p. 2830) ;

- motivation des ordonnances de mise en détention provisoire : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2820) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2829) ;

- nombre de détenus en prévention et durée de leur séjour : Marchand (Philippe) (p. 2816) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2819) ; Mazeaud (Pierre) (p. 2822) ; Delattre (Francis) (p. 2826) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2827) ; Bonnemaison (Gilbert) (p. 2839) ; Colcombet (François) (p. 2841) ;

- presse (art. sur certains juges d'instruction) : Hyst (Jean-Jacques) (p. 2837) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2844) ;

- procédure accusatoire d'instruction dans les pays anglo-saxons : Michel (Jean-Pierre) (p. 2828) ;

- service d'orientation pénale et du contrôle judiciaire : Bonnemaison (Gilbert) (p. 2839) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2844).

Employeurs (poursuite engagée ; incarcération) : Jacquaint (Muguette) (p. 2830).

Fouad Ali Salah : Delattre (Francis) (p. 2826) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2844).

Magistrats (indépendance) : Brunhes (Jacques) (p. 2840, 2841).

Ministère de la justice (insuffisance du budget) : Mazeaud (Pierre) (p. 2822, 2823) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2824) ; Delattre (Francis) (p. 2827) ; Jacquaint (Muguette) (p. 2830) ; Hyst (Jean-Jacques) (p. 2838).

Police judiciaire (rattachement au ministère de la justice) : Marchand (Philippe) (p. 2817) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2829).

Prononcé de la peine : Marchand (Philippe) (p. 2817) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2820, 2844) ; Delattre (Francis) (p. 2827).

Révision des condamnations pénales définitives :

- affaire Mis et Thiennot : Brunhes (Jacques) (p. 2839) ; Gateaud (Jean-Yves) (p. 2842, 2843, 2844) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2845) ;

- commission d'instruction de la demande en révision : Marchand (Philippe) (p. 2818) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2821, 2845) ; Brunhes (Jacques) (p. 2840) ;

- droit de pétition pour la demande de révision : Brunhes (Jacques) (p. 2841) ;

- procédure et motifs : Marchand (Philippe) (p. 2818) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2821, 2844) ; Brunhes (Jacques) (p. 2840) ; Gateaud (Jean-Yves) (p. 2842, 2843).

- victimes d'erreurs judiciaires (indemnisation des) : Marchand (Philippe) (p. 2819) ; Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2821).

Salle des séances (absence momentanée du garde des sceaux) : Arpaillange (Pierre) (G) (p. 2827).

Secret de l'instruction : Marchand (Philippe) (p. 2817) ; Michel (Jean-Pierre) (p. 2827, 2829).

Surpopulation carcérale : Jacquaint (Muguette) (p. 2830) ; Bonnemaison (Gilbert) (p. 2839) ; Colcombet (François) (p. 2841).

Temps de parole : Brunhes (Jacques) (p. 2840) ; Rossinot (André) (V.P.) (p. 2840).

Rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud : comportement de M. Philippe Marchand, rapporteur : Mazeaud (Pierre) (p. 2826).

Discussion des articles [29 novembre 1988] (p. 2845).

Avant l'article 1^{er} :

Amendement n° 30. de M. Jacques Limouzy (possibilité de lever dans certains cas le secret de l'instruction) (p. 2845) : retiré (p. 2846).

Observations : *Marchand (Philippe)* (p. 2846) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2846).

Article 1^{er} (*enquêtes rapides de personnalité*) : adopté (p. 2846).

Demande de la commission tendant à la réserve des amendements n°s 1, 2, 3, 26 et 27 portant articles additionnels avant l'article 2, jusqu'après la discussion de l'article 2.

Article 2 (*motivation du placement en détention provisoire*) : adopté (p. 2847).

INTERVENANTS :

Observations : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2847).

Amendement n° 4 de la commission (extension de la motivation aux affaires criminelles) : adopté (p. 2847).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2847).

Pour : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2847).

Avant l'article 2 (amendements précédemment réservés) :

Amendement n° 1 de la commission (abrogation du dernier alinéa de l'article 123 du code de procédure pénale ; de conséquence) : adopté (p. 2847).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2847).

Amendement n° 2 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2847).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2847).

Discussion commune des amendements n°s 3 et 26 :

Amendement n° 3 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2848).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2848).

Amendement n° 26 de M. Jacques Brunhes (tendant à interdire la détention provisoire lorsque la peine encourue est inférieure ou égale à trois ans) : rejeté (p. 2848).

Contre : *Marchand (Philippe)* (p. 2848) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2848).

Amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (supprimant la notion de trouble à l'ordre public dans la liste des critères autorisant la détention provisoire) (p. 2848) : retiré (p. 2849).

Contre : *Marchand (Philippe)* (p. 2848) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2848, 2849).

Article 3 (*réduction des délais légaux de détention provisoire*) (p. 2849) : adopté après modifications (p. 2852).

Amendement n° 5 de la commission (limitation de la détention provisoire à six mois en matière correctionnelle lorsque la peine encourue est inférieure à cinq ans de prison et que l'intéressé n'a pas été antérieurement condamné à une peine supérieure à un an d'emprisonnement ferme) : adopté (p. 2849).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2849).

Observations : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2849).

Amendement n° 6 de la commission (limitant à deux ans la détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 2849) : retiré (p. 2851).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2849).

Contre : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2850, 2851) ; *Clément (Pascal)* (p. 2850).

Observations : *Colcombet (François)* (p. 2851).

Amendement n° 21 de M. Jacques Brunhes (réduisant à six mois le délai de droit commun de détention provisoire en matière criminelle) : rejeté (p. 2851).

Amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes (limitant à six mois la prolongation de la détention par le juge d'instruction en matière criminelle) : rejeté (p. 2851).

Amendement n° 7 de la commission (fixant à trois ans la durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) : retiré (p. 2851).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2851).

Amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 2851) : adopté (p. 2852).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2852).

Amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2852).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2852).

Article 4 (*dispositions concernant la chambre d'accusation*) (p. 2852) : adopté après modifications (p. 2853).

Amendement n° 31 de M. Francis Delattre (tendant à permettre de saisir la chambre d'accusation d'une demande en liberté quatre mois après la dernière interrogation au fond par le juge d'instruction) : rejeté.

Contre : *Marchand (Philippe)* (p. 2852) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2852).

Amendement n° 10 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2852).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2852).

Amendement n° 11 de la commission (possibilité de supprimer le huis-clos lors de l'examen par la chambre d'accusation de la demande de mise en liberté) (p. 2852) : adopté (p. 2853).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2852).

Pour : *Colcombet (François)* (p. 2853).

Contre : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2853).

Amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2853).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2853).

Après l'article 4 :

Amendement n° 28 de M. Jacques Brunhes (tendant à créer un tableau de service pour l'affectation des affaires aux juges d'instruction, établi par l'ensemble des magistrats du siège) (p. 2853) : rejeté (p. 2854).

Contre : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2854).

Observations : *Marchand (Philippe)* (p. 2854).

Amendement n° 29 de M. Jacques Brunhes (même objet, mais établissement du tableau par le président du Tribunal) : adopté (p. 2854).

Contre : *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2854).

Pour : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2854).

Tribunal de Grande instance de Paris : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2854).

Amendement n° 13 de la commission (notification de l'ordonnance de soit-communié aux conseils de l'inculpé et de la partie civile) : adopté (p. 2854).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2854).

Amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2855).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2855).

Amendement n° 15 de la commission (possibilité pour le procureur général de notifier à un inculpé détenu les arrêts de la chambre d'accusation susceptibles de pourvoi, par l'intermédiaire du surveillant chef de la prison) : adopté (p. 2855).

Article 5 (*institution de l'ajournement du prononcé de la peine avec mise à l'épreuve*) : adopté (p. 2855).

Après l'article 5 :

Amendement n° 16 de la commission (affectation du cautionnement à la garantie du droit de la victime en cas de condamnation du prévenu) : adopté (p. 2855).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2855).

Amendement n° 17 de la commission (suppression de la possibilité de désaisir un juge en cas de rejet d'une requête en suspicion légitime) : adopté (p. 2855).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2855).

Article 6 (*dispositions relatives à la détention provisoire des mineurs*) (p. 2855) : adopté après modifications (p. 2856).

Amendement n° 23 de M. Jacques Brunhes (suppression de la détention provisoire pour les mineurs) : rejeté (p. 2856).

Contre : *Marchand (Philippe)* (p. 2856) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2856).

Amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté (p. 2856).

Amendement n° 19 de la commission (de précision) : adopté (p. 2856).

Après l'article 6 :

Amendement n° 20 de la commission (abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante) : adopté (p. 2856).

Soutenu par M. Philippe Marchand (p. 2856).

Amendement n° 24 du Gouvernement (réduction de l'écart entre le délai d'épreuve dans le cadre du sursis avec mise à l'épreuve et le délai régissant l'exécution des mesures en milieu ouvert) : adopté (p. 2856).

Soutenu par M. Pierre Arpaillange (G) (p. 2856).

Article 7 (abrogations) : adopté (p. 2857).

Après l'article 7 :

Amendement n° 25 de M. Alain Lamassoure (précisant qu'une irrégularité de procédure ne peut fonder son annulation que si elle porte atteinte aux intérêts d'une des parties en cause) (p. 2857) : rejeté (p. 2858).

Contre : *Marchand (Philippe)* (p. 2857) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2857, 2858).

Affaire Boulouque : *Lamassoure (Alain)* (p. 2857).

Châlons-sur-Marne (annulation de poursuites contre des personnes poursuivies pour trafic de drogue) : *Lamassoure (Alain)* (p. 2857) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2857).

Article 8 (entrée en vigueur de la loi) : adopté après modifications (p. 2858).

Amendement n° 32 du Gouvernement (de précision) : adopté après rectification (p. 2858).

Soutenu par M. Pierre Arpaillange (G) (p. 2858).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2858).

5. - Proposition de loi n° 355 tendant à modifier et à compléter la **procédure de révision des procès criminels et correctionnels**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 novembre 1988 par M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (17 novembre 1988). - Rapport n° 404 (23 novembre 1988) commun avec la proposition de loi n° 264, cf. *Procédure pénale* 3. - Discussion commune avec la proposition n° 264, cf. *Procédure pénale* 3, le 29 novembre 1988. - Adoption le 29 novembre 1988. - Proposition de loi n° 36.

PREMIERE LECTURE

Discussion commune avec la proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales (n° 264) (voir *Procédure pénale* 3) [29 novembre 1988] (p. 2815, 2837).

Voir *Droit pénal*.

Questions au Gouvernement 52, 134.

PROCHE-ORIENT

Voir *Affaires étrangères* 2.

PROCREATION

Voir *Vie, médecine et biologie* 6.

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

1. - Proposition de loi n° 207 tendant à compléter l'article L. 431 du **code de la santé publique** relatif à l'**ordre national des chirurgiens-dentistes**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. René Couanau et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Politique économique et sociale* 4.

Santé publique.

Sécurité sociale.

Vie, médecine et biologie.

PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

1. - Projet de loi n° 159 modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions **judiciaires et juridiques**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Arpaillange, Garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (10 octobre 1988).

2. - Projet de loi n° 429 modifiant l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au **statut des huissiers de justice**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 décembre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Arpaillange, Garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (21 décembre 1988).

PROFESSIONS LIBERALES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

1. - Proposition de loi n° 371 relative à la **retraite des professions libérales**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Politique économique et sociale* 4.

Chambre des -

Voir *Associations et mouvements* 4.

Impôt sur le revenu.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième lecture, article 9 bis nouveau.

PROPRIETE INTELLECTUELLE

Impôt de solidarité sur la fortune.

Voir *Lois de finances* 3, première partie, article 18 ; paragraphe II : amendement n° 86.

PUBLICITE

Voir *Audiovisuel*.

Enfants 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, communication.

Q

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déroulement des séances.

Qualités requises des députés, notamment lors des débats télévisés, pour revaloriser le rôle du Parlement : *Fabius (Laurient)* (P) [30 novembre 1988] (p. 2876).

1. - Catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon : M. René Rouquet : causes de la catastrophe du 27 juin 1988 ; indemnisation des victimes et effort pour la sécurité

[6 juillet 1988] (p. 529) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : commission d'enquête (p. 529) ; assistance aux familles ; effort pour la sécurité (p. 530)

2. - Abrogation partielle des « mesures Séguin » : Mme Denise Cacheux : amélioration du remboursement des dépenses de santé des grands malades [6 juillet 1988] (p. 530) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernement : prise en charge à 100 p. 100 ; suppression du double ordonnancier (p. 530).

3. - Apartheid : les six de Sharpeville : M. André Bellon : exécutions prévues en application du principe sud-africain de responsabilité collective [6 juillet 1988] (p. 530) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : message du Président de la République au Chef de l'Etat sud-africain ; position et demandes du gouvernement français (p. 530, 531).

4. - Résultat des négociations sur les prix agricoles 1988-1989 : M. Yves Tavernier : responsabilités du précédent gouvernement, accord de Luxembourg [6 juillet 1988] (p. 531) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : résultats de l'accord de Luxembourg (p. 531).

5. - Rapatriés : M. Gérard Bapt : absence de ministre chargé des rapatriés dans le nouveau gouvernement ; persistance des problèmes rencontrés par cette catégorie [6 juillet 1988] (p. 532) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : compétence de Mme Dorlhac, secrétaire d'Etat ; situation des harkis et de leur famille (p. 532).

6. - Conséquences de la catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon : M. Xavier Dugoin : état du matériel et conditions d'exploitation ; interventions des élus et des usagers auprès de la SNCF non suivies d'effet [6 juillet 1988] (p. 532) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : conditions du trafic en banlieue sud-est ; effort en matière d'infrastructures et de matériels ; concertation avec les usagers (p. 532).

7. - Désorganisation du trafic aérien : M. Pierre Pasquini : retards et zèle intempestif des contrôleurs aériens [6 juillet 1988] (p. 533) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : effets de la libéralisation du trafic aérien ; concertation européenne et dialogue social (p. 533).

8. - Loi d'orientation sur la sécurité routière : M. Michel Barnier [6 juillet 1988] (p. 533-534) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : politique du gouvernement en matière de sécurité routière ; sa position de principe en faveur d'un débat d'orientation générale (p. 534).

9. - Date des élections cantonales : M. Robert Pandraud [6 juillet 1988] (p. 534) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : dates des 25 septembre et 2 octobre, résultant de la loi votée à l'initiative de M. Robert Pandraud, déjà indiquées à l'Assemblée nationale par le ministre de l'intérieur le 2 juillet 1988 (p. 534).

10. - Pertes de la société des bourses françaises sur le marché financier : M. Philippe Auberger : rôle des autorités de tutelle ; sanctions ; protection de l'épargne [6 juillet 1988] (p. 534, 535) ; M. Pierre Beregovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : rôle des autorités de tutelle ; utilité du M.A.T.I.F. (p. 535).

11. - Grève dans les transports aériens : M. Pascal Clément : pilotage de l'Airbus A 320 ; grève à l'Aéroport de Paris ; nécessaire intervention des usagers dans les négociations [6 juillet 1988] (p. 535) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : causes des difficultés rencontrées par le transport aérien (p. 535, 536).

12. - Indemnisation des rapatriés : Mme Louise Moreau : absence de ministre chargé des rapatriés dans le nouveau gouvernement ; crédits pour l'application de la loi de 1987 ; déclaration de l'actuel Premier ministre en date du 15 juillet 1987 sur l'indemnisation [6 juillet 1988] (p. 536) ; M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : inscription des crédits prévus au budget pour 1989 (p. 536).

13. - Comptes de la sécurité sociale : M. Gilles de Robien : plan Séguin ; difficultés de l'assurance maladie [6 juillet 1988] (p. 537) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernement : maintien des prélèvements instaurés en 1987 ; examen du dossier de la protection sociale par le Parlement et ses commissions compétentes ; responsabilité des partenaires sociaux (p. 536).

14. - Situation des entreprises artisanales du bâtiment : M. Georges Chavanes : succès du plan logement mis en œuvre par le précédent gouvernement ; amputation de crédits ; nouvel impôt sur la fortune et remise en cause du plan routier décidés ou envisagés par le gouvernement [6 juillet 1988] (p. 537) ; M. François Doubin, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat : mise en place d'un programme pour le logement social et les quartiers dégradés (p. 537, 538).

15. - Désorganisation du trafic aérien : M. Jacques Barrot : nécessité de l'information des usagers sur les perturbations ; causes de la désorganisation du trafic [6 juillet 1988] (p. 538) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : nécessaire dialogue social ; respect du droit des usagers (p. 538).

16. - Revenu minimum d'insertion et expulsions de personnes sans ressources : M. François Asensi [6 juillet 1988] (p. 539) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernement : engagement du gouvernement sur le revenu minimum d'insertion ; discussion du projet de loi à l'automne ; reconduction des mesures contre la pauvreté et la précarité (p. 539).

17. - Rentrée scolaire et universitaire : M. Georges Hage : manque de personnel enseignant ; nécessité d'un collectif budgétaire [6 juillet 1988] (p. 539) ; M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports : choix budgétaires antérieurs (p. 539) ; mesures d'urgence prises par le gouvernement ; inscription à l'université (p. 540).

18. - Politique familiale : Mme Christine Boutin : projet du gouvernement en matière familiale [6 juillet 1988] (p. 540) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargée de la famille : amélioration de la vie quotidienne des familles et protection de l'enfant (p. 540) ; modes de garde (p. 541).

19. - Grève des gardiens et construction de centres pénitentiaires : M. Bruno Bourg-Broc : intérêt attaché par le Gouvernement aux conditions de détention plutôt qu'aux conditions de travail des personnels et aux règles de sécurité ; abandon des engagements du précédent gouvernement [5 octobre 1988] (p. 676) ; M. Laurent Fabius, Président : observations sur la présentation de la première question au Gouvernement selon la nouvelle procédure ; M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice : programme modifié pour tenir compte de l'insuffisance des crédits déjà constatée par le gouvernement précédent (p. 677).

20. - Avis du Conseil constitutionnel sur le projet de loi référendaire concernant la Nouvelle-Calédonie : M. Michel Péricard : engagement du Président de la République de consulter le Conseil constitutionnel sur la conformité à la Constitution des questions référendaires [5 octobre 1988] (p. 677) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : information du Conseil constitutionnel ; approbation du texte par le Conseil d'Etat (p. 677) ; garantie que constitue, pour les signataires de l'accord, la procédure du référendum (p. 678).

21. - Conséquences de la catastrophe qui a frappé la ville de Nîmes : M. Jacques Blanc : mesures envisagées par le Gouvernement ; démarches auprès de la Communauté européenne [5 octobre 1988] (p. 678) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : déclenchement du plan Orsec (p. 678) ; procédure engagée pour obtenir la déclaration d'état de catastrophe naturelle (p. 679) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : solidarité du Gouvernement (p. 679).

22. - Conditions de travail des gardiens dans les prisons : M. Guy Teissier : situation des Baumettes ; revendications des gardiens [5 octobre 1988] (p. 679) ; M. Pierre

Arpaillage, garde des sceaux, ministre de la justice : améliorations aux Baumettes (p. 679) ; caractère illégal du mouvement revendicatif ; nomination d'un médiateur envisagée (p. 680).

23. - Handicapés : Mme Monique Papon : mesures attendues à la suite de la journée de sensibilisation organisée aux Tuileries [5 octobre 1988] (p. 680) ; M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie : changement des mentalités devant répondre à l'allongement de l'espérance de vie des handicapés (p. 680) ; rôle des C.A.T. (p. 681).

24. - Problèmes de la rentrée scolaire et universitaire : M. Jean-Pierre Brard : choix budgétaires à opérer ; attente de mesures concrètes [5 octobre 1988] (p. 681) ; M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports : augmentation nécessaire des postes dans le secondaire en vue d'améliorer le taux d'encadrement ; difficultés d'une scolarisation systématique précoce dans les maternelles (p. 681) ; effort en faveur des universités déficitaires ; affaiblissement qu'entraînerait un transfert massif des budgets militaires vers le budget de l'éducation nationale (p. 682).

25. - Chili : M. Jean Auroux : lutte pour le rétablissement de la démocratie [5 octobre 1988] (p. 682, 683) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : vigilance du Gouvernement français ; accueil d'une délégation parlementaire et d'observateurs (p. 683).

26. - Handicapés mentaux : M. Louis Besson : moyens budgétaires qu'implique la reconnaissance de leur dignité [5 octobre 1988] (p. 683) ; M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie : sens de la journée de sensibilisation ; droit à l'éducation, au travail et au logement (p. 683).

27. - Situation du personnel infirmier : Mme Christiane Mora : regrette que les décrets d'application de la loi du 6 janvier 1986, portant statut de la fonction publique hospitalière, n'aient pas encore été publiés [5 octobre 1988] (p. 684) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : reprise par l'actuel Gouvernement d'un dossier laissé deux ans en attente ; concertation avec les organisations intéressées (p. 684).

28. - Sécurité des enfants à la sortie des écoles : Mme Christiane Papon : renforcement de la surveillance [5 octobre 1988] (p. 685) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : mesures de prévention à arrêter avec le ministère de l'éducation nationale ; développement de l'ilotage ; affectation de jeunes du contingent à des tâches de surveillance (p. 685).

29. - Initiatives de la France au Liban : M. Bernard Stasi : organisation de l'élection présidentielle [5 octobre 1988] (p. 685, 686) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : maintien du dialogue avec le Liban ; envoi de missions dans les capitales concernées ; intervention de la France à l'O.N.U. (p. 686).

30. - T.U.C. et S.I.V.P. : M. Michel Berson : nécessité de leur redonner leur rôle initial de formation et d'insertion des jeunes [5 octobre 1988] (p. 687) ; M. André Laignel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle : mesures nouvelles en faveur de la formation ; dispositions applicables aux T.U.C. ; discussions avec les partenaires sociaux en vue de moraliser les S.I.V.P. (p. 687).

31. - Production laitière : M. Pierre Métais : paiement des pénalités pour dépassement des quotas laitiers [5 octobre 1988] (p. 687) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : mesures en faveur des petits producteurs ; accès à la procédure prévue pour les agriculteurs en difficulté ; diminution des stocks et rééquilibrage du marché (p. 687, 688).

32. - Situation en Algérie : M. Jean-François Deniau : silence de l'Assemblée nationale et du Gouvernement sur la violation des droits de l'homme en Algérie [12 octobre 1988] (p. 852) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : caractère des relations franco-algériennes (p. 852) ; crise économique ; solidarité de la France (p. 853).

33. - Recrudescence du terrorisme au Pays basque : M. Alain Lamassoure : attente de précisions sur les intentions du Gouvernement envers les terroristes [12 octobre 1988] (p. 853) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : point sur les attentats au cours des années précédentes ; prévention et répression du terrorisme ; retour à une politique legaliste (p. 853) ; accroissement des moyens de police dans les Pyrénées-Atlantiques (p. 854).

34. - Statut des infirmières : M. Jean-Jacques Jegou : reconnaissance, de leur qualification [12 octobre 1988] (p. 854) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : retard pris sous le précédent Gouvernement ; recherche d'un statut prenant en compte les spécificités de la profession (p. 854).

35. - Pouvoir d'achat des salariés, notamment des infirmières : M. André Lajoinie : dégradation continue du pouvoir d'achat des fonctionnaires [12 octobre 1988] (p. 854) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : poursuite des négociations avec les organisations syndicales de fonctionnaires (p. 855).

36. - Algérie : M. Louis Mermaz : résonance en France des événements d'Algérie ; appel à la solidarité économique de la France et de la Communauté européenne [12 octobre 1988] (p. 855) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : accélération du règlement des dossiers de coopération financière, notamment de celui du gaz ; aide au succès des réformes (p. 855, 856).

37. - Inondations dans le Gard : M. Georges Benedetti : mesures envisagées après les inondations de Nîmes et de plusieurs départements du sud-est [12 octobre 1988] (p. 856) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : mise en œuvre du plan ORSEC ; bilan de la catastrophe (p. 856) ; rétablissement d'une situation normale dans les grands services publics ; déclaration de l'état de catastrophe naturelle ; coordination des actions entreprises assurée par le préfet du Gard (p. 857).

38. - Problèmes infirmiers : M. Bernard Derosier : souhaite que le Parlement soit informé de l'avancement des négociations [12 octobre 1988] (p. 857) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : limites imposées à la satisfaction des revendications salariales de la coordination ; négociation en vue de la mise en place du nouveau statut ; proposition d'une nouvelle grille indiciaire de carrière et de mesures intéressant les personnels hospitaliers non médicaux (p. 857).

39. - Avantages catégoriels accordés à la fonction publique : M. Robert Pandraud : politique du coup par coup, laissant prévoir l'abandon de la grille de la fonction publique ; origine des crédits permettant le financement des avantages accordés [12 octobre 1988] (p. 857) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : négociation générale incombant au ministre de la fonction publique ; négociations spécifiques conduites séparément par chaque ministre pour tenir compte des problèmes propres à chaque département ministériel (p. 858).

40. - Sécurité routière : M. Michel Barnier : intérêt d'un débat au Parlement [12 octobre 1988] (p. 858) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : résultats des opérations entreprises par le Gouvernement ; effort budgétaire pour améliorer le réseau routier ; information des conducteurs et répression des infractions (p. 858) ; éventuel débat au Parlement (p. 859).

41. - Politique salariale et poursuite de l'intéressement : M. Bruno Durieux : menaces pesant sur la politique de participation et d'intéressement [12 octobre 1988] (p. 859) ; M. Michel Durafour : ministre de la fonction publique et des réformes administratives : limitation de l'intéressement au secteur privé ; maintien des encouragements à la politique d'intéressement, favorable au développement du dialogue social (p. 859).

42. - Situation de la construction navale et de la filière maritime : M. Jean Tardito : appel au Gouvernement pour que soient utilisées les capacités des chantiers français [12 octobre 1988] (p. 859) ; M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire : commande passée par le ministère de la défense au chantier de Saint-Nazaire ; maintien des subventions de l'Etat lié à l'augmentation de la productivité des entreprises ; incapacité du chantier de la Ciotat de répondre aux appels d'offre (p. 860).

43. - Délocalisation textile : M. Jean-Pierre Balduyck : rôle du Gouvernement dans l'amélioration des conditions économiques faites à l'industrie textile [12 octobre 1988] (p. 860) ; M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire : mesures inscrites dans le plan pour l'emploi annoncé par le Premier ministre ; prêts à taux réduits offerts aux P.M.I. (p. 860) ; réglementation des opérations de délocalisation ; problème de l'industrie textile communautaire à l'ordre du jour du prochain conseil européen des ministres de l'industrie (p. 861).

44. - Développement local : Mme Ségolène Royal : encouragement des initiatives locales par la relance des contrats de Plan Etat-régions [12 octobre 1988] (p. 861) ; M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions : création du Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales (F.R.I.L.E.) ; soutien aux PMI ayant des projets créateurs d'emplois ; attente des propositions du groupe interministériel sur le développement économique et social ; réexamen possible des crédits du F.I.D.A.R. (p. 861).

45. - Grève des personnels pénitentiaires : M. Pierre Pasquini : recours inhabituel à un médiateur ; intérêt attaché par le Gouvernement aux conditions de détention plutôt qu'aux conditions de travail des gardiens [12 octobre 1988] (p. 862) ; M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice : responsabilités du précédent Gouvernement ; recours à un médiateur en raison de l'extension du mouvement ; information constante du Gouvernement sur la mission confiée à M. Bonnemaison ; signature d'un protocole d'accord et retour à la normale (p. 862).

46. - Situation sociale : M. Jacques Barrot : nécessité de moderniser la fonction publique ; amélioration de la qualité du service liée à l'assouplissement de la fixité des carrières et à l'intéressement [19 octobre 1988] (p. 999, 1000) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : poursuite d'une politique contractuelle ; proposition, pour 1989, d'une augmentation visant au maintien du pouvoir d'achat ; mise en place de groupes de travail ; absence d'accord sur les mesures à prendre au titre de l'année 1988 (p. 1000).

47. - Situation sociale : M. François Aseni : soutien des députés communistes aux revendications des fonctionnaires ; choix budgétaires à opérer [19 octobre 1988] (p. 1000) ; méfaits d'une politique d'austérité ; intentions du Gouvernement (p. 1001) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : efforts entrepris pour réduire les inégalités sociales (p. 1001) ; limites qu'impose à la répartition des fruits de la croissance le souci d'éviter tout dérapage inflationniste (p. 1002).

48. - Défense de la fonction publique et du service public : M. Pierre Mauroy : qualité du service public en France ; nécessité de préciser les perspectives offertes aux fonctionnaires [19 octobre 1988] (p. 1002) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : garantie de l'emploi opposée par le gouvernement précédent à toute velléité de revendication (p. 1002) ; nécessité de disposer de temps pour agir efficacement et d'imaginer de nouvelles formes de réflexion et de discussion ; malaises différents selon les secteurs et recherche de solutions au cas par cas (p. 1003).

49. - Service national : M. Claude Bartolone : grands axes de la réforme envisagée [19 octobre 1988] (p. 1003) ; M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense : utilité du service national (p. 1003) ; prochain dépôt d'un projet de loi sur les modalités d'incorporation ; mission confiée à M. Guy-Michel Chauveau ; accroissement du rôle formateur du service national ; amélioration des conditions de vie des appelés ; diversification des formes du service national (p. 1004).

50. - Situation au Tchad : M. Alain Vivien : poursuite de l'action diplomatique de la France en faveur du rétablissement de la paix entre le Tchad et la Libye [19 octobre 1988] (p. 1004) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : action du gouvernement visant à faire respecter par la Libye son engagement de régler selon les principes du droit international les différends subsistant (p. 1004).

51. - Sécurité sociale : Mme Martine Daugreilh : augmentation de la cotisation vieillesse malgré les déclarations rassurantes du Président de la République et du gouvernement sur le financement des retraites [19 octobre 1988] (p. 1004) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : problème de financement pour 1989 évoqué par le Gouvernement dès juin 1988 au Parlement, puis devant la commission des comptes de la sécurité sociale ; renonciation du Conseil économique et social à rendre un avis ; reprise du dossier par le Gouvernement et organisation de la concertation avec les partenaires sociaux (p. 1005).

52. - Peines de sûreté : M. Henri Cuq : peines requises dans les affaires de crimes odieux tels que les assassinats d'enfants [19 octobre 1988] (p. 1005) ; M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice : rigueur du ministère public et des cours d'assises ; impossibilité d'admettre qu'une condamnation à la réclusion perpétuelle soit irrémédiable (p. 1005) ; discussion prochaine au Parlement d'un projet de code pénal et d'une nouvelle échelle des peines (p. 1006).

53. - Problèmes de retenue d'eau dans les zones sensitives : M. Jean Bousquet : mise en œuvre des mesures de prévention à envisager pour l'ensemble du territoire ; prise en charge des dépenses correspondantes [19 octobre 1988] (p. 1006) ; M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs : mission confiée au conseil général des ponts et chaussées ; accroissement des crédits affectés à l'élaboration des plans d'exposition aux risques (P.E.R.) ; progrès des prévisions météorologiques ; sensibilisation des compagnies d'assurance à ces questions (p. 1006, 1007).

54. - Quotas laitiers : M. Henri Bayard : difficultés entraînées par la raréfaction des stocks de lait [19 octobre 1988] (p. 1007) ; M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs : caractère suffisant de la production laitière de la CEE ; niveau satisfaisant des aides communautaires ; retour à l'équilibre du marché (p. 1007).

55. - Application de la loi d'amnistie ; revendications sociales : M. Jacques Brunhes : tentatives effectuées par le patronat et certains hauts fonctionnaires pour limiter l'application de la loi d'amnistie de juillet 1988 en ce qui concerne le licenciement des salariés protégés ; circulaire prise par M. Soisson le 28 juillet 1988 [26 octobre 1988] (p. 1416) ; nécessité d'ouvrir de véritables négociations devant l'ampleur du mouvement social (p. 1417) ; M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : deux cas d'exception à la loi d'amnistie concernant le licenciement des salariés protégés : la force majeure et la faute lourde ; stricte application de la loi ; réintégration de trois salariés licenciés chez Renault (p. 1417).

56. - Taux de chômage : Mme Frédérique Bredin : diminution en septembre du taux de chômage représentant la plus forte baisse depuis dix ans ; existence persistante de secteurs et régions sinistrés ; perspectives concernant la reprise de l'emploi et le recul du chômage [26 octobre 1988] (p. 1417) ; M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : baisse du taux de chômage due à l'amélioration du marché du travail, aux modifications intervenues dans la population active et à l'action de développement de la formation professionnelle menée par le Gouvernement (p. 1417) ; action prévue par le précédent Gouvernement ne visant que les cinq premiers mois de l'année 1988 ; évolution permettant d'envisager une croissance zéro du chômage (p. 1418).

57. - Référendum : M. Thierry Mandon : consigne de non-participation au référendum relatif à la Nouvelle-Calédonie, donnée par une formation politique se recomman-dant de la pensée gaulliste, apparaissant comme un appel à l'incivisme et un manquement à la Constitution ; déclaration du secrétaire général de ce parti selon laquelle celui-ci ne s'estimera pas lié par le résultat de ce référendum [26 octobre 1988] (p. 1418) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : enjeu du référendum relatif à la Nouvelle-Calédonie rappelé par le message au Parlement du Président de la République ; politisation de cet enjeu par une formation politique ayant pour effet de fragiliser l'accord intervenu entre le R.P.C.R. et le F.L.N.K.S. (p. 1418) ; déclarations de M. Juppé en faveur de l'abstention concourant à la propagation de l'inci-

visme ; position du R.P.R. discréditant gravement le gaullisme ; nécessité de l'adhésion de la nation pour le rétablissement de la paix en Nouvelle-Calédonie (p. 1419).

58. - Liberté d'expression : M. Bernard Schreiner : menace de la liberté de création et d'expression par des groupes d'intégristes religieux et d'extrême-droite, notamment à l'occasion de la diffusion des films *La Dernière Tentation du Christ* de Martin Scorsese et *Une affaire de femmes* de Claude Chabrol ; mesures que prendra le Gouvernement contre ces atteintes à la liberté [26 octobre 1988] (p. 1419) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : défense par la République de toutes les libertés et donc de la liberté de création ; existence d'un intégrisme catholique lié à des mouvements d'extrême-droite ; problème de l'interpellation de nombreux mineurs dont on pense qu'ils sont manipulés par certains adultes ou par des organisations ; renforcement de la surveillance à l'entrée des cinémas (p. 1420).

59. - Entreprises privatisées : M. Jean de Gaulle : regrets concernant les propos du Premier ministre à propos de la Nouvelle-Calédonie ; intervention en bourse des pouvoirs publics afin de modifier les rapports au sein de l'actionnariat des entreprises privatisées ; renationalisations occultes ; rôle des sociétés d'assurance nationalisées et de la Caisse des dépôts et consignations [26 octobre 1988] (p. 1420) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : mission des investisseurs publics (p. 1420, 1421) ; achat par le groupe Marceau-Investissements de titres de la Société Générale ; création de groupes d'actionnaires stables, dits « noyaux durs », relevant de la responsabilité du précédent gouvernement ; respect de la transparence et de la liberté du marché ; dépôt d'un projet de loi assurant la transparence des opérations financières ; rapport en ce sens demandé à l'ancien président de la commission des opérations de bourse (p. 1421).

60. - Plus-values budgétaires de la Communauté économique européenne restituées à la France : M. Jacques Godfrain : ses réflexions sur l'abstention ; existence dans le budget de la C.E.E. d'un excédent du budget agricole pour 1988, qui devrait revenir aux agriculteurs français [26 octobre 1988] (p. 1421, 1422) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : relèvement des prix mondiaux de céréales dû à la sécheresse qui a frappé les U.S.A. ; restitution par la C.E.E. des sommes économisées aux Etats membres relevant de décisions prises en février 1988 ; nécessité de rester vigilant dans la gestion de la politique agricole commune, afin de faire face à un éventuel retournement de conjoncture (p. 1422).

61. - Violence dans les programmes de télévision : M. François d'Aubert : propos du Premier ministre au sujet du référendum sur la Nouvelle-Calédonie ; déferlement de la violence sur tous les programmes télévisés, et notamment de dessins animés japonais les après-midis ; enquête publiée par l'hebdomadaire *Le Point* [26 octobre 1988] (p. 1422) ; nécessité de l'intervention des pouvoirs publics par la mise en place de dispositifs efficaces (p. 1423) ; Mme Catherine Tasca, ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargée de la communication : responsabilité de la loi du 30 septembre 1986 sur l'audiovisuel ; mission de protection de l'enfance et de l'adolescence dévolue à la C.N.C.L. puis au futur Conseil Supérieur de l'audiovisuel ; emprise croissante des intérêts commerciaux sur le traitement de l'audience ; non-respect par les chaînes de leurs cahiers des charges ; possibilité d'envisager la programmation tardive des émissions en cause et l'utilisation du carré blanc (p. 1423) ; mention des avertissements ou interdictions dans l'annonce des programmes ; intervention du Gouvernement, si nécessaire, par le pouvoir réglementaire (p. 1424).

62. - Société Générale : M. Philippe Vasseur : rôle défensif de la Caisse des dépôts et consignations semblant devenir un rôle offensif, notamment en ce qui concerne la Société Générale ; nécessité pour une institution publique de respecter la transparence ; noyaux durs ; conciliation d'une économie libre sans la tutelle de l'Etat avec l'intervention des entreprises publiques [26 octobre 1988] (p. 1424) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : installation par le précédent gouvernement de la Caisse des dépôts et consignations dans les groupes d'actionnaires stables (p. 1424) ; processus tendant à transformer des entreprises publiques en instruments politiques ; son hommage à M. Pébereau ; nécessité de laisser le marché jouer son rôle dans le respect de la loi (p. 1425).

63. - Situation des enseignants : M. Gérard Grignon : propos tenus par le Premier ministre à l'encontre des gaullistes ; budget de l'éducation nationale pour 1989 en légère hausse par rapport à celui de 1988 ; revendications des enseignants ne provenant pas uniquement de leurs bas salaires et de leurs conditions de travail, mais également d'un malaise dû à leur place dans la société ; nécessité d'engager une réflexion de fond ; possibilité de créer un haut comité de l'éducation nationale [26 octobre 1988] (p. 1425) ; M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports : politique menée par le précédent gouvernement ; priorité à donner à la revalorisation de la condition enseignante ; rétablissement de l'agrégation interne ; augmentation du nombre de postes mis au concours des agrégations et C.A.P.E.S. (p. 1425) ; ouverture de négociations relatives à la revalorisation de la condition enseignante assortie de la revalorisation de leur rémunération ; dépôt d'un projet de loi d'orientation d'une politique d'enseignement ; missions confiées aux plus grands scientifiques français (p. 1426).

64. - Pénalités laitières : M. Georges Hage : mécontentement des producteurs de lait devant les pénalités qui leur sont infligées ; inertie du Gouvernement face aux instances internationales ; accroissement des importations et perspectives de manque de poudre de lait en France ; situation des pays en voie de développement ; soutien du Parti communiste à l'action des éleveurs [26 octobre 1988] (p. 1426) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : impossibilité d'envisager la régulation du marché laitier par le seul jeu de la concurrence (p. 1426) ; nécessité de respecter le système des pénalités, le moins mauvais possible ; tensions sur le marché laitier dues aux décisions communautaires prises en décembre 1986 et février 1988 ; enquête en cours sur d'éventuelles importations de poudre de lait en provenance des Etats-Unis ; sa demande de rééquilibrage du marché laitier lors de la prochaine réunion à Bruxelles (p. 1427).

65. - Cyclone Gilbert : M. Maurice Louis-Joseph-Dogué : situation de la Martinique après le passage du cyclone Gilbert ; mesures urgentes pour venir en aide aux victimes d'inondations, mise en œuvre de mesures de protection et nécessité de l'intervention auprès des compagnies d'assurances en vue de la couverture du risque « inondation » [26 octobre 1988] (p. 1427) ; M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer : situation de la Martinique et de la Guadeloupe après la tempête tropicale liée au cyclone Gilbert ; engagement d'une procédure interministérielle dès réception des dossiers et rapports d'évaluation du préfet de la Martinique ; son prochain voyage en Martinique et Guadeloupe ; solidarité de la France à l'égard de la Jamaïque (p. 1427).

66. - Emplois temporaires : M. Pierre Hiard : utilisation abusive, par de nombreux chefs d'entreprises, des dispositions « Séguin » du 11 août 1986 relatives au recours au travail temporaire [26 octobre 1988] (p. 1428) ; M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : souplesse apportée par le recours au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée ; sa prochaine circulaire rappelant la nécessité de ne pas détourner la vocation du travail temporaire (p. 1428).

67. - Nomination en Conseil d'Etat : M. Jean-Louis Debré : nomination au Conseil d'Etat d'un candidat socialiste aux élections législatives, alors qu'il avait annoncé son intention de saisir le Conseil constitutionnel aux fins de l'annulation de l'élection du secrétaire général du Parti communiste [26 octobre 1988] (p. 1428) ; M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice : conditions de nomination des conseillers d'Etat au tour extérieur (p. 1428).

68. - Pilule RU 486 : Mme Christine Boutin : reporte sa question à une prochaine séance de questions au Gouvernement [26 octobre 1988] (p. 1429).

69. - Nouvelle-Calédonie : M. Louis Mermaz : mesures envisagées par le Gouvernement pour promouvoir la véritable égalité de l'ensemble des Calédoniens [2 novembre 1988] (p. 1597) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : suivi des mesures mises en œuvre pour réussir la décolonisation dans le cadre des institutions de la République ; valeur accordée à un projet ratifié par le peuple français ; attitude constructive de Michel Noir (p. 1598).

70. - Personnes âgées : M. André Clert : recherche de mesures tendant à améliorer la qualité de vie des personnes âgées pour faire face au vieillissement de la population fran-

caise [2 novembre 1988] (p. 1598) ; M. Théo Braun, ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées : nécessaire harmonisation des conditions d'attribution et de prise en charge de l'aide ménagère ; modification éventuelle de la composition des comités départementaux des retraités et des personnes âgées au vu de leurs travaux ; disparité entre les tarifs de long séjour et des secteurs de cure ; adaptation des établissements aux besoins réels des résidents (p. 1599).

71. - Situation dans les centres de tri postal : Mme Denise Cacheux : point sur les négociations engagées pour résoudre la contradiction entre l'exercice légitime du droit de grève par les postiers et la continuité du service public [2 novembre 1988] (p. 1599, 1600) ; M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace : gravité de la situation à Lille ; reconduction de la grève malgré les propositions de l'administration ; prise en compte des particularités de l'économie de la région du Nord ; moyens mis à la disposition des entreprises de vente par correspondance (p. 1600).

72. - Glissement de terrain menaçant Saint-Etienne-de-Tinée : M. Christian Estrosi : participation de l'Etat au financement des travaux nécessaires à la prévention d'une catastrophe naturelle [2 novembre 1988] (p. 1600) ; M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs : étude sur la nature et l'ampleur du risque ; coût des mesures de prévention (p. 1600) ; prise en charge d'un tiers des dépenses par l'Etat ; information par le préfet des Alpes-Maritimes des collectivités locales concernées (p. 1601).

73. - Grève des P.T.T. : M. Alain Cousin : inquiétudes des personnels des P.T.T. [2 novembre 1988] (p. 1601) ; M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace : pourcentage réel des envois en attente ; négociations avec les organisations représentatives du personnel ; reprise du travail dans certains centres à la suite d'accords locaux ; mise en œuvre de moyens propres à assurer la continuité du service public ; financement de mesures sociales prévu dans le projet de budget pour 1989 (p. 1601).

74. - Brigade franco-allemande : M. Jean-Claude Lefort : création de cette brigade malgré l'absence de ratification par le Parlement de la convention la concernant ; décision allant à l'encontre du processus de désarmement [2 novembre 1988] (p. 1601) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : coopération franco-allemande en matière de sécurité devant contribuer à la paix en Europe ; recherche d'un équilibre des forces (p. 1601, 1602).

75. - Liaison Rhin-Rhône : M. René Beaumont : intention du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, de renoncer à la liaison Rhin-Rhône, malgré les déclarations officielles promettant de tenir les engagements du précédent gouvernement en matière de voies navigables ; abandon d'un projet créateur d'emplois [2 novembre 1988] (p. 1602) ; M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux : importance de la mise en valeur de notre réseau de voies navigables (p. 1602) ; étude de la liaison Rhin-Rhône envisagée dans le cadre d'une politique globale d'aménagement ; effort budgétaire prévu dans le projet de loi de finances pour 1989 ; recherche de nouvelles solutions de financement (p. 1603).

76. - Amélioration de la situation de l'emploi et mesures d'insertion professionnelle : M. Léonce Deprez : prolongation des stages ouverts aux jeunes demandeurs d'emploi préférable aux mesures d'assistance [2 novembre 1988] (p. 1603) ; M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : simplification des mécanismes d'insertion ; financement de la prolongation des stages ; crédits consacrés à la formation ; dépôt prévu d'un projet de loi sur l'insertion des chômeurs dans l'entreprise (p. 1603).

77. - Projet de conférence sur les Droits de l'homme : M. Bernard Bosson : absence de politique extérieure commune aux Etats européens [2 novembre 1988] (p. 1603) ; caution apportée à la politique soviétique par la tenue d'une conférence à Moscou ; portée réelle des mesures annoncées par M. Gorbatchev (p. 1604) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : désir de l'U.R.S.S. d'accueillir l'une des réunions

devant faire suite à la conférence de la sécurité et du développement en Europe ; accord de la France subordonné à l'existence d'un consensus (p. 1604).

78. - Famine en Afrique et au Soudan : M. Bertrand Gallet : envoi de secours aux populations du Sud-Soudan en butte aux entraves opposées à l'accès des vivres et des équipes humanitaires [2 novembre 1988] (p. 1604) ; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire : association des parlementaires aux missions gouvernementales (p. 1604) ; estimation des pertes causées par les fléaux frappant le Soudan ; entraves apportées aux interventions de la Croix-Rouge par la guerre entre le Nord et le Sud ; intention du Gouvernement français d'établir une structure d'accueil dans les pays voisins ; arrivée récente de secours à Abyei ; volonté de la France de ne pas renoncer à l'effort engagé (p. 1605).

79. - Liaison Rhin-Rhône : M. Jean-Michel Dubernard : abandon du projet [2 novembre 1988] (p. 1605) ; remise en cause des équilibres européens (p. 1606) ; M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux : bilan confié à des personnalités ; nécessité pour le Gouvernement de se prononcer au vu de tous les éléments en cause (p. 1606).

80. - Mouvement social notamment dans la fonction publique : Mme Muguette Jacquaint : soutien des usagers aux mouvements revendicatifs des agents de la fonction publique en matière de salaires et d'amélioration du service public ; méfaits d'une politique d'austérité [2 novembre 1988] (p. 1606) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : poursuite des négociations avec les organisations syndicales ; taux d'augmentation proposé couvrant le glissement des prix prévu pour 1989 (p. 1606) ; volonté de privilégier les salariés les plus modestes (p. 1607).

81. - Rentrée universitaire dans les petites universités : M. Denis Jacquat : retard de l'enseignement supérieur français malgré la progression des crédits budgétaires ; insuffisance de l'aide de l'Etat aux « petites universités » ; exemple de Metz ; nécessaire redistribution des postes [2 novembre 1988] (p. 1607) ; M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports : priorité donnée à l'enseignement sous le nouveau septennat ; effort budgétaire en 1989 en faveur de certaines universités ; participation des recteurs, des présidents d'université et de l'administration centrale de l'éducation nationale au recensement des besoins et des répartitions de postes ; politique contractuelle et sélective pour rattraper le retard de certaines régions (p. 1607).

82. - Situation de l'industrie textile : M. Jean-Paul Fuchs : augmentation des importations [2 novembre 1988] (p. 1607) ; application des accords multifibres ; aménagement du territoire et mesures sociales à prendre (p. 1608) ; M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire : manque de compétitivité de certaines entreprises ; décision européenne de défendre les accords multifibres régulant les importations et de prolonger pour un an les fonds du F.E.D.E.R. (Fonds Européen de Développement Régional) ; étude région par région avec tous les partenaires locaux ; mise en œuvre de mesures de formation et de reconversion du personnel touché (p. 1608).

83. - Pilule RU 486 : Mme Christine Boutin : contradiction entre l'injonction du ministre de la santé de commercialiser le produit abortif RU 486, malgré les risques graves que fait courir son absorption, et les déclarations du Président de la République sur la défense de l'espèce humaine face aux possibilités de la science, notamment de la génétique [2 novembre 1988] (p. 1608) ; demande d'audience d'une délégation de parlementaires par le Président de la République (p. 1609) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : acceptation par le ministre de la santé de la commercialisation du RU 486 sur avis favorable de la commission de mise sur le marché, puis du comité national d'éthique sous réserve des conditions d'utilisation ; suspension de la commercialisation annoncée par la Société Roussel-Uclaf ; maintien de la décision du ministre, l'utilisation du RU 486 représentant un progrès thérapeutique et respectant la loi sur l'I.V.G. ; attitude conforme aux positions du Président de la République sur la maîtrise du progrès scientifique (p. 1609).

84. - Anciens combattants : M. Théo Vial-Massat : soixante-dixième anniversaire de l'armistice de 1918 ; nécessité de prendre en compte les revendications des anciens combattants ; réserve des crédits des anciens combattants dans la loi de finances pour 1989 ; mécontentement [9 novembre 1988] (p. 2001) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : effort d'organisation exceptionnel pour le soixante-dixième anniversaire de l'armistice de la Première guerre mondiale ; rapport constant ; veuves de guerre ; anciens combattants d'Afrique du Nord ; réunion de tables rondes avec les organisations d'anciens combattants (p. 2001, 2002).

85. - S.N.C.F. : sécurité : M. Bernard Stasi : catastrophe ferroviaire à Ay, dans la Marne ; succession d'accidents significative d'un malaise profond à la S.N.C.F. ; progrès technologiques accomplis sans les transformations nécessaires ; poids de l'intervention de l'Etat ; nécessité de mettre en œuvre un programme complet pour la sécurité [9 novembre 1988] (p. 2002) ; M. Michel Delebarre, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : rend hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire à Ay, dans la Marne, et au dévouement des cheminots ; problèmes de sécurité constituant la préoccupation du Gouvernement ; importance du trafic ferroviaire ; programme d'amélioration de la sécurité, sur cinq ans, communiqué par le Président de la S.N.C.F. au conseil d'administration ; mise à la disposition de la S.N.C.F., pour fin 1988, du financement nécessaire à la réalisation de ce programme (p. 2002) ; prochain contrat de plan entre l'Etat et la S.N.C.F. (p. 2003).

86. - Situation dans la fonction publique : M. Jean Le Garrec : importance de la négociation du ministre de la fonction publique avec les organisations syndicales ; effort accompli pour prendre en compte les problèmes de pouvoir d'achat des fonctionnaires ; nécessité d'informer la représentation nationale du contenu et de la portée des propositions faites, du calendrier des négociations et de la situation actuelle de la fonction publique ; défense de la fonction publique [9 novembre 1988] (p. 2003) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : rend hommage à la fonction publique ; indique le contenu des décisions prises ainsi que leur calendrier d'application ; souhaite que les résultats de la consultation de leur base par les syndicats soient positifs (p. 2003).

87. - Sécurité routière : M. Jean-Pierre Fourré : mobilisation des usagers et mise en œuvre de mesures par le comité interministériel sur la sécurité routière pendant les vacances de la Toussaint ; courage politique assorti d'une prise de conscience générale propices à l'organisation d'un grand débat, tant au sein du Parlement qu'au niveau des usagers [9 novembre 1988] (p. 2003, 2004) ; M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux : succès remporté par l'opération « Drapeau blanc » du week-end de la Toussaint ; volonté politique de diminuer durablement le nombre des accidents de la route ; décision de poursuivre le plan Méhaignerie de construction d'autoroutes et de résorption des points noirs ; responsabilité de chaque automobiliste dans cette action ; organisation d'un débat sur la sécurité routière à l'Assemblée Nationale ; mobilisation de tous les acteurs politiques et civils présageant un recul de ce fléau (p. 2004).

88. - Maïs : M. Henri Emmanuelli : débouchés potentiels offerts par l'élargissement de la C.E.E. à la péninsule ibérique anéantis par les accords conclus en juin 1986 entre la C.E.E. et les Etats-Unis, sous la pression de ces derniers ; situation alarmante du marché du maïs français [9 novembre 1988] (p. 2004) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : conséquences de l'élargissement de la C.E.E. pénalisant essentiellement les producteurs de maïs, à la suite de l'accord conclu par la C.E.E. avec les Etats-Unis ; engagement pris par la C.E.E. de ne pas porter atteinte aux revenus des producteurs français de maïs ; démarches faites auprès du comité de gestion afin de favoriser l'exportation du maïs communautaire vers les pays tiers ; proposition de prime d'incorporation des céréales européennes dans l'alimentation du bétail acceptée par le collège des commissaires ; réduction de notre dépendance et de notre déficit extérieur (p. 2005).

89. - Grèves : conséquences sur l'économie nationale : M. Roland Blum : pose la question au nom des groupes U.D.F. et R.P.R. ; graves conséquences des grèves du secteur public et parapublic pour l'économie française ; exemples des grèves des P. et T. et de la sécurité sociale, qui mettent en péril

de nombreuses professions [9 novembre 1988] (p. 2005) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : conflits du secteur public motivés par différentes raisons ; mesures prises pour limiter les effets des perturbations (p. 2005), et combler les retards à la fin du conflit des P. et T. ; engagement de négociations ; responsabilité du précédent Gouvernement dans le conflit des P. et T. par l'engagement du processus de privatisation ; retard pris dans l'effort d'investissement entre 1974 et 1981 ; baisse de l'inflation, grâce notamment à l'effort des salariés qui n'en ont pas encore recueilli tous les fruits (p. 2006).

90. - S.N.C.F. : sécurité : M. Charles Fèvre : pose la question au nom des groupes R.P.R. et U.D.F. ; accident ferroviaire survenu à Ay, dans la Marne ; inquiétude de l'opinion publique même si le transport ferroviaire demeure le moyen de transport le plus sûr ; enquêtes et informations contradictoires provoquant le doute chez les usagers et un profond malaise chez les cheminots [9 novembre 1988] (p. 2006) ; demande une synthèse des enquêtes réalisées, le détail des mesures de sécurité arrêtées par la S.N.C.F. et l'organisation à l'Assemblée nationale d'un débat (p. 2007) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : précise les conditions de l'accident ferroviaire survenu à Ay ; instruction judiciaire en cours ; programme de sécurité présenté au conseil d'administration de la S.N.C.F. par son Président ; mise en œuvre la plus rapide de ce programme dont les éléments peuvent être communiqués à l'Assemblée (p. 2007).

91. - Mouvement social : M. Jacques Rimbault : mouvement ayant pour objet la défense et l'amélioration des services publics ; nécessité d'inverser la tendance qui veut que l'on accorde sans compter au patronat et chichement au service public et à ses agents ; sabotage du service public mis en évidence par l'accident ferroviaire survenu à Ay ; soutien des députés communistes au mouvement social [9 novembre 1988] (p. 2007) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : attachement du Gouvernement au dialogue social ; propositions faites à l'issue du délai d'un mois nécessaire à la connaissance de la situation économique du pays ; réticences de la C.G.C. et rejet de la C.G.T. ; nécessité de sauvegarder la valeur de notre monnaie et de consolider l'embellie économique actuelle ; problèmes de la fonction publique (p. 2008).

92. - Lutte contre le Sida : M. Dominique Baudis : plan gouvernemental de lutte contre le Sida ; crise survenant dans les centres de l'association Le Patriarche qui se consacre à l'accueil et au traitement des toxicomanes, et parmi lesquels se trouvent de nombreux malades atteints du Sida ; diminution de 25 p. 100 des crédits attribués à certains de ces centres dans la région de Toulouse, mettant en danger l'avenir de ces malades ; demande la suspension de toute mesure visant à la fermeture de ces centres [9 novembre 1988] (p. 2009) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : plan gouvernemental de lutte contre le Sida prenant en compte la situation spécifique des toxicomanes ; comptes administratifs de l'association Le Patriarche présentant un excédent en 1986 ; comptes de l'année 1987 non déposés ; volonté unilatérale de cette association de se spécialiser dans la prise en charge des toxicomanes séropositifs et des malades, incompatible avec la nécessité d'un contrôle suffisant de cette prise en charge sur les plans sanitaire, éthique et financier (p. 2009).

93. - Précarité de l'emploi : M. Jérôme Lambert : multiplication des emplois à statut précaire entraînant l'instabilité du statut des travailleurs et le morcellement du droit du travail ; perspectives de saisine du Parlement du projet de loi modifiant les conditions de licenciement en dépit de l'hostilité du C.N.P.F. [9 novembre 1988] (p. 2009, 2010) ; M. André Laignel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle : nécessité de réexaminer les conditions de licenciement en menant une discussion avec les partenaires sociaux ; saisine du Parlement au cas où un accord ne serait pas conclu (p. 2010).

94. - Calamités agricoles et quotas laitiers : M. Michel Dinot : jugement rendu par la Cour de justice européenne en faveur des producteurs laitiers lorrains et franc-comtois désirant obtenir des références de production égales à la meilleure des années ; action susceptible d'être menée au niveau européen pour obtenir les quantités complémentaires nécessaires [9 novembre 1988] (p. 2010) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : procédure judiciaire en

cours, n'ayant pas pour effet d'augmenter le volume des quotas ; véritable progrès à attendre du retour à l'équilibre du marché laitier (p. 2010, 2011).

95. - Pollution de la Corrèze : M. Paul-Louis Tenaillon : pollution causée par la vidange dans une usine d'un bac de lindane ; nécessité, lors de la fourniture de tels produits, de mettre en garde les usagers contre les dangers de leur utilisation ; récents accidents du Rhône, du Rhin, de la Loire et de la Brenne ; nécessité d'adapter la législation et de manifester une volonté politique à l'encontre de telles négligences [9 novembre 1988] (p. 2011) ; M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement : accident survenu la veille de la Toussaint, comme celui de la pollution du Rhin par les Etablissements Sandoz ; utilisation du lindane sans l'autorisation préfectorale préalable mettant l'Entreprise Teyssier en situation délictuelle (p. 2011) ; plainte déposée et étudiée effectuée par le Conseil supérieur de la pêche ; information effective des utilisateurs de produits sanitaires, en application de la législation sur la prévention des pollutions et du code du travail ; nécessité et volonté de moderniser et de simplifier le droit de l'eau (p. 2012).

96. - Marché des capitaux : M. Gérard Longuet : appui de la Caisse des dépôts et consignations à l'offensive contre la Société générale ; domination du marché financier par des monopoles d'Etat [16 novembre 1988] (p. 2321) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : processus des privatisations (p. 2321) ; appartenance de la Caisse des dépôts et consignations au bloc des actionnaires stables ; acquisition d'actions de la Société générale conformément aux lois du marché (p. 2322, 2323).

97. - Plan d'ensemble pour la fonction publique : M. Alain Griotteray : nécessité d'améliorer la productivité du secteur public et d'assouplir la grille indiciaire [16 novembre 1988] (p. 2323) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : report de la mise en œuvre d'un projet d'ensemble jusqu'à la signature d'un accord salarial avec les organisations syndicales (p. 2323, 2324).

98. - Palestine : M. Louis Mermaz : perspectives ouvertes après la reconnaissance de l'Etat d'Israël par le conseil national palestinien et la proclamation d'un Etat indépendant en Palestine ; adoption souhaitable d'une position commune aux pays de la Communauté européenne [16 novembre 1988] (p. 2324) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : position favorable de la France quant à la reconnaissance des droits respectifs du peuple juif et du peuple palestinien à l'existence sur des territoires constitués en Etats à l'intérieur de frontières garanties (p. 2324).

99. - Sécurité sociale : M. Michel Coffineau : efforts entrepris pour concilier l'équilibre des comptes et l'amélioration des remboursements [16 novembre 1988] (p. 2324, 2325) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : recherche de ressources nouvelles ; intérêt d'un prélèvement proportionnel à l'ensemble des revenus (p. 2325).

100. - Secteur public : M. René Drouin : nécessité de résoudre les conflits sporadiques persistant après la signature d'accords salariaux [16 novembre 1988] (p. 2325) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : impression des agents du secteur public d'être tenus à l'écart des bénéfices de la reprise économique (p. 2325) ; poursuite d'une politique contractuelle exempte de laxisme (p. 2326).

101. - Climat social : M. Alain Juppé : inexploitation des conditions économiques favorables laissées par le précédent Gouvernement [16 novembre 1988] (p. 2326) ; absence de politique gouvernementale en matière de fonction publique, d'emploi, de sécurité sociale (p. 2327) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : signature du premier accord salarial conclu depuis 1985 avec la fonction publique ; désorganisation des transports urbains municipaux relevant de la compétence des maires (p. 2327).

102. - Conséquences de la grève des postes et télécommunications : Mme Michèle Alliot-Marie : poursuite d'un conflit aux conséquences néfastes pour les entreprises et les particuliers [16 novembre 1988] (p. 2327, 2328) ; M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'es-

pace : reprise du travail dans les centres de tri ; liste des mesures destinées à diminuer la gêne des usagers (p. 2328, 2329).

103. - Cotisations d'allocations familiales : M. Jacques Barrot : transfert de charges pénalisant les professions libérales et les cabinets employant des personnels très qualifiés [16 novembre 1988] (p. 2329) ; M. Michel Rocard, Premier ministre : atténuation de la charge excessive pesant sur les salaires ; coût réel des transferts de charge allégé par le jeu des mécanismes fiscaux (p. 2329).

104. - Palestine : M. Robert Montdargent : espoir de paix suscité par la proclamation de la création d'un Etat palestinien, la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la condamnation de tout recours au terrorisme [16 novembre 1988] (p. 2330) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : reconnaissance par la France du droit du peuple palestinien à l'autodétermination (p. 2330).

105. - L'Europe face au Trade Act : M. Michel Vauzelle : absence de réaction communautaire face à l'adoption d'un Trade Act américain menaçant pour l'Europe [16 novembre 1988] (p. 2330) ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes : position communautaire exprimée dans un texte commun soulignant le caractère protectionniste du Trade Act (p. 2330) ; assujettissement des nouveaux pays industrialisés aux règles du G.A.T.T. ; réponse à l'offensive de la presse américaine contre la « forteresse Europe » (p. 2331).

106. - Conflit de l'Agence nationale pour l'emploi en Martinique : M. Guy Lordinot : conflits sociaux affectant divers services publics ; revendications des agents de l'A.N.P.E. [16 novembre 1988] (p. 2331) ; espoir de voir un dialogue s'ouvrir lors du voyage en Martinique du ministre des D.O.M. - T.O.M. (p. 2332) ; M. Louis le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer : rattrapage progressif du retard de la Martinique sur la métropole quant aux effectifs de l'A.N.P.E. rapportés au nombre des chômeurs ; prochaine entrevue avec les représentants syndicaux de l'A.N.P.E. (p. 2332).

107. - Responsabilités dans le développement des grèves : M. Eric Raoult : responsabilité du blocage des centres de tri partagée par le gouvernement socialiste et les élus communistes ; continuité du service public sacrifiée aux marchandages municipaux [16 novembre 1988] (p. 2332) ; M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace : négociations ayant conduit à la reprise du travail (p. 2332) ; début du malaise aux P.T.T. survenu après les suppressions d'emplois et les privatisations décidées par le précédent Gouvernement ; risque de voir la paralysie du service public faire le jeu des partisans du libéralisme à outrance (p. 2332, 2333).

108. - Otages français au Liban : M. Jean-Marie Daillet : absence de nouvelles de Marie-Laure et Virginie Bétille-Valente détenues au Liban avec leur mère depuis un an [16 novembre 1988] (p. 2333) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : solidarité du Gouvernement ; maintien des contacts utiles avec les Etats et les institutions susceptibles d'aider à la libération des otages (p. 2333).

109. - Commémoration du bicentenaire de la Révolution de 1789 : M. Paul Lombard : remise en cause par le Gouvernement de manifestations prévues pour la commémoration du Bicentenaire [16 novembre 1988] (p. 2333) ; crainte de rappeler les idéaux de 1789 dans le climat social actuel (p. 2334) ; Mme Catherine Tasca, ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication : intérêt porté par le Gouvernement à la célébration du Bicentenaire ; rappel des manifestations prévues (p. 2334).

110. - Emploi dans les Pyrénées-Atlantiques : M. François Bayrou : création par Pechiney d'emplois à Dunkerque faite au détriment des Pyrénées-Atlantiques [23 novembre 1988] (p. 2660) ; nécessité d'accélérer la décentralisation administrative et tertiaire (p. 2661) ; M. Roger Faurox, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 2661).

111. - Construction d'une usine par Pechiney à Dunkerque : M. Michel d'Ornano : opportunité du lancement du programme de production d'électricité d'origine nucléaire au moment du premier choc pétrolier [23 novembre 1988] (p. 2661).

2662); M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire: succès du programme E.D.F. de construction de centrales (p. 2662).

112. - Inculpation d'un juge d'instruction: M. Ladislav Poniatowski: inculpation d'un juge d'instruction spécialisé dans la lutte antiterroriste suite à la plainte d'un accusé [23 novembre 1988] (p. 2663); M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice: étude d'une réforme relative à la procédure engagée sur plainte avec constitution de partie civile (p. 2663, 2664, 2665).

113. - Indépendance des magistrats: M. Jean-Pierre Michel: inculpation pour violation du secret de l'instruction du juge Boulouque [23 novembre 1988] (p. 2665); M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice: indépendance de la justice, garantie essentielle de la démocratie (p. 2665, 2666).

114. - Logement: expulsions: M. Michel Crépeau: affirme son soutien au garde des sceaux face à l'attitude de M. Ladislav Poniatowski; situation des sans-logis et droit au logement [23 novembre 1988] (p. 2666); M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur: examen des situations cas par cas, en raison des conditions climatiques (p. 2666).

115. - Quotas laitiers: M. Martin Malvy: situation des producteurs relevant du G.I.E. du Cantal [23 novembre 1988] (p. 2666, 2667); M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt: récente politique d'allègement des pénalités laitières dans les zones de montagne; constitution d'une caisse interprofessionnelle (p. 2667).

116. - Régie Renault: M. Guy Hermier: position communiste en faveur de l'énergie nucléaire; application d'une politique d'affaiblissement de la Régie [23 novembre 1988] (p. 2667, 2668); M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 2668).

117. - Inculpation d'un juge d'instruction: M. Pierre Mazeaud: inculpation du juge Boulouque coïncidant avec la libération des inculpés de l'assassinat de gendarmes à Ouvéa; remise en cause des principes fondamentaux de la justice [23 novembre 1988] (p. 2669); M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice: informe de la reprise de l'instruction du dossier Fouad Saleh par le juge Boulouque (p. 2669).

118. - Inculpation d'un juge d'instruction: M. Jacques Toubon: laxisme de la politique menée à l'encontre des terroristes [23 novembre 1988] (p. 2669, 2670); M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice: lutte antiterroriste (p. 2670); M. Michel Rocard, Premier ministre (p. 2670, 2671); M. Laurent Fabius, Président: procédure des questions au Gouvernement (p. 2671).

119. - Indépendance de la magistrature et projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature: M. Jean-Jacques Hyst: nécessité de protéger les juges et de procéder à une réforme de l'instruction [23 novembre 1988] (p. 2671); M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice: indépendance de la magistrature garantie par la prochaine réforme (p. 2672).

120. - Relations entre l'Etat et le mouvement sportif: M. Jean-Pierre Sueur: surestimation des gains du Fonds national pour le développement du sport [23 novembre 1988] (p. 2672); M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports: état de ses relations avec le mouvement sportif; Comité olympique (p. 2672, 2673).

121. - Suppressions d'emplois à la Compagnie générale des matières nucléaires: M. Alain Rodet: menace pour l'indépendance énergétique française; situation économique des régions industrialisées [23 novembre 1988] (p. 2673); M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire: mise en place de moyens administratifs et financiers à la disposition des régions industrialisées (p. 2673).

122. - Importations françaises de charbon en provenance d'Afrique du Sud: M. Jean-Claude Gayssot: nécessité d'interrompre ce trafic et d'empêcher les entreprises françaises d'investir des capitaux en Afrique du Sud [23 novembre 1988] (p. 2673); M. Roger Fauroux, ministre de

l'industrie et de l'aménagement du territoire: forte diminution des importations de charbon sud-africain depuis 1985 (p. 2673); enquête administrative relative à des importations clandestines; renforcement du dispositif de contrôle des charbons étrangers (p. 2674).

123. - Libération des inculpés de l'affaire d'Ouvéa: M. Louis de Broissia: nécessité de laisser la justice poursuivre son cours et de respecter la loi référendaire du 6 novembre 1988 [23 novembre 1988] (p. 2674); M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice: application de la loi référendaire dans le respect de la mémoire des victimes des affrontements survenus en Nouvelle-Calédonie (p. 2674, 2675).

124. - Œuvre sociale « Les Cadets de la R.A.T.P. »: M. Louis Pierna: attitude de la direction de la R.A.T.P. envers l'association à but social « Les Cadets de la R.A.T.P. » [30 novembre 1988] (p. 2876, 2877); M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer: subvention globale versée par la R.A.T.P. au comité d'entreprise, seul responsable de la répartition des fonds entre ses différentes associations (p. 2877).

125. - Situation sociale: M. Pierre Méhaignerie: réformes profondes à entreprendre pour assurer l'avenir du service public; racines politiques des conflits successifs; choix du Gouvernement entre les intérêts électoraux partisans et l'avenir du pays [30 novembre 1988] (p. 2878); M. Michel Rocard, Premier ministre: ampleur du mouvement revendicatif; menace que fait courir au droit de grève son usage détourné; responsabilité des communistes dans l'exploitation des difficultés sociales à des fins politiques (p. 2878); sanction des pratiques illégales (p. 2879).

126. - Grèves répétées: M. Jacques Dominati: paix sociale promise par le Président de la République et le Premier ministre; agitation actuelle résultant des propos tenus aux fonctionnaires par les socialistes lorsqu'ils étaient dans l'opposition [30 novembre 1988] (p. 2879); absence de majorité gouvernementale (p. 2880); M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer: rappel des grèves de décembre 1986 et janvier 1987; souci du Gouvernement de faire respecter le droit et demande de sanctions à l'égard des personnels en situation illégale (p. 2880, 2881).

127. - Evénements en Arménie soviétique: M. André Santini: absence de prise de position du Gouvernement sur les émeutes dirigées contre les populations arméniennes en Azerbaïdjan soviétique; silence du Président de la République sur cette question lors de son voyage en Union soviétique [30 novembre 1988] (p. 2881); M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères: situation évoquée lors des entretiens du Président de la République et du ministre des affaires étrangères avec leurs homologues soviétiques; existence de liens entre la communauté arménienne soviétique et la communauté arménienne vivant en France (p. 2881).

128. - Grève dans les transports parisiens: M. Michel Giraud: non-respect des dispositions légales régissant le droit de grève [30 novembre 1988] (p. 2881); M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer: prise de position du Gouvernement en faveur du respect du droit et de l'ordre; responsabilité des élus de la région Ile-de-France qui accueillent un nombre excessif de bureaux sur leur commune sans songer aux contraintes retombant sur le service des transports en commun (p. 2882).

129. - Visite du Président de la République à Moscou: M. Jacques Baumel: comparaison entre la grande considération manifestée par le Kremlin envers l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'intérêt moindre témoigné à la France; doutes de Moscou sur l'intérêt d'un dialogue approfondi franco-soviétique [30 novembre 1988] (p. 2882); M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères: distinction entre voyage circonstanciel et voyage d'Etat (p. 2882); intérêt des différentes rencontres intervenues lors du voyage du Président de la République à Moscou (p. 2883).

130. - Crédit agricole: M. François Hollande: difficultés connues par le Crédit agricole depuis sa privatisation; menace pesant sur son monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture [30 novembre 1988] (p. 2883); M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt: confirmation des craintes exprimées lors du débat sur la privatisation du Crédit Agricole; maintien des spécificités antérieures injustifié après le changement de statut (p. 2883).

131. - Accord entre la C.E.E. et les Etats-Unis sur l'utilisation d'hormones dans l'élevage bovin : M. Jean-Paul Bachy : refus des Etats-Unis de se plier à la directive communautaire interdisant l'utilisation des hormones dans l'élevage [30 novembre 1988] (p. 2883, 2884) ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes : nécessité de soumettre les importations extracommunautaires aux normes sanitaires européennes ; protection de la santé publique (p. 2884).

132. - Marché unique du transport aérien : Mme Marie-Noëlle Lienemann : essor du pavillon français dans l'aviation civile et avenir des deux aéroports parisiens [30 novembre 1988] (p. 2884) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : orientations présentées au Conseil supérieur de l'aviation marchande ; coordination entre les compagnies (p. 2884, 2885).

133. - Visite en France du Premier ministre turc : M. Théo Vial-Massat : accueil du représentant d'un régime hostile aux libertés publiques et au respect des droits de l'homme [30 novembre 1988] (p. 2885) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : évolution de la Turquie vers un régime plus démocratique ; réception du Premier ministre turc en France pour encourager la poursuite de ce processus de libéralisation (p. 2885).

134. - Erreurs et négligences dans certaines procédures d'instruction : M. Alain Lamassoure : évocation du procès de Châlons-sur-Marne et de l'annulation, par excès de formalisme, de la procédure ayant abouti à l'arrestation d'une filière de la drogue [30 novembre 1988] (p. 2885) ; dépôt par l'opposition d'un amendement rendant impossibles de telles outrances (p. 2886) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : impossibilité de régler une question aussi importante par la voie d'un amendement déposé lors d'un débat législatif concernant un autre sujet ; recherche d'un équilibre entre les exigences du respect du droit et les limitations à apporter aux excès de formalisme (p. 2886).

135. - Société générale : M. Robert-André Vivien : contradiction entre l'offensive déclenchée contre la Société Générale à l'instigation du Gouvernement et les engagements électoraux du Président de la République affirmant qu'il n'y aurait pas de renationalisation ; rôle de la Caisse des dépôts et consignations [30 novembre 1988] (p. 2886, 2887) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : création d'un « noyau dur », relevant de la responsabilité du précédent Gouvernement ; respect du libre jeu du marché (p. 2887) ; liberté d'appréciation laissée aux entreprises publiques quant à leur conduite envers les sociétés privatisées dont elles détiennent des titres ; vérifications de la C.O.B. sur d'éventuelles spéculations (p. 2888).

136. - Enfants battus : Mme Frédérique Bredin : indignation suscitée par les sévices subis par les enfants [30 novembre 1988] (p. 2888, 2889) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargée de la famille : définition des droits fondamentaux de l'enfant ; effort pour rompre le silence entourant les sévices subis ; préparation d'un projet de loi soumis au Parlement en 1989 (p. 2889).

137. - Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Baligand : mesures arrêtées par le comité interministériel du 17 novembre ; attente de précisions sur le niveau d'engagement financier de l'Etat dans le cadre du 10^e Plan [30 novembre 1988] (p. 2889) ; M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions : priorité donnée à l'emploi et à la solidarité (p. 2889) ; rattrapage des régions les moins dotées (p. 2890).

138. - Transports publics : M. Jacques Mahéas : nécessité de rééquilibrer la région parisienne en créant des emplois à l'Est ; protocole d'accord signé à la R.A.T.P. [7 décembre 1988] (p. 3256) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer : déséquilibre dans l'aménagement de la région Ile-de-France (p. 3256) ; protocole d'accord à la R.A.T.P. devant permettre le retour à un fonctionnement normal (p. 3257).

139. - Visites de MM. Walesa et Sakharov : M. François Loncle : position de la France à l'encontre des restrictions aux droits de l'homme sur le continent européen [7 décembre 1988] (p. 3257) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : visite de Lech Walesa

pour le 40^e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'homme (p. 3257) ; considération de la communauté internationale envers la France (p. 3258).

140. - Mise en œuvre du revenu minimum d'insertion : contrats de retour à l'emploi : M. Jean Le Garrec [7 décembre 1988] (p. 3258) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement (p. 3258).

141. - Maintien du Parlement européen à Strasbourg : M. François Grussenmeyer : nécessité d'entériner définitivement le choix de Strasbourg comme capitale de l'Europe [7 décembre 1988] (p. 3258) ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes : concurrence entre la ville de Strasbourg et la ville de Bruxelles ; mobilisation insuffisante des représentants français au Parlement européen (p. 3259, 3260).

142. - Négociations du G.A.T.T. : M. Jean-Claude Mignon : nécessité de dénoncer la politique protectionniste des Etats-Unis visant au démantèlement de la politique agricole commune [7 décembre 1988] (p. 3260) ; M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée Nationale : nécessité de respecter la règle des questions d'actualité (p. 3260) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 3260) ; unanimité des ministres de l'agriculture européens pour défendre la politique agricole commune (p. 3261).

143. - Application de la loi d'amnistie : M. Alain Bocuquet : nécessité de faire respecter la loi d'amnistie et de garantir les libertés syndicales [7 décembre 1988] (p. 3261) ; M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice : modalités du droit à réintégration des salariés protégés licenciés ; bilan d'application de cette loi dès la session de printemps (p. 3261).

144. - Prêt accordé par la France à l'U.R.S.S. : M. Gilbert Gantier : conditions de ce prêt [7 décembre 1988] (p. 3261, 3262) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : déficit des échanges commerciaux entre la France et l'U.R.S.S. ; signature d'un accord-cadre (p. 3262).

145. - Don de moelle osseuse : M. Georges Durand : insuffisance de l'objectif fixé par la Caisse nationale d'assurance-maladie [7 décembre 1988] (p. 3262) ; nécessité de constituer un fichier de donneurs français et d'établir une liaison avec les fichiers existant à l'étranger (p. 3263) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : modalités de constitution et de consultation du fichier de donneurs français (p. 3263).

146. - Déviation de Saint-Chamond (Loire) : M. François Rochebloine [7 décembre 1988] (p. 3263) ; M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 3263, 3264).

147. - Situation en Azerbaïdjan et en Arménie : Mme Marie-France Lecuir : position du Gouvernement à l'égard des Arméniens, victimes du génocide de 1915, et des habitants d'Azerbaïdjan [7 décembre 1988] (p. 3264) ; M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : reconnaissance de la France envers la communauté arménienne ; sollicitude et vigilance du Gouvernement à l'égard des Arméniens vivant en Azerbaïdjan (p. 3264).

148. - Bassins d'emploi : Mme Yvette Roudy : inquiétude sur l'avenir économique et industriel de certains bassins d'emploi à fort taux de chômage ; contrats de Plan Etat-régions [7 décembre 1988] (p. 3264, 3265) ; M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions : mise en œuvre des contrats de Plan début 1989 ; Région Basse-Normandie (p. 3265).

149. - Conflits sociaux : M. Serge Charles : problème de la représentativité des syndicats ; opportunité de légiférer sur le droit de grève [7 décembre 1988] (p. 3265) ; nécessité d'assurer la continuité du service public (p. 3266) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : ouverture de négociations dans chaque secteur en crise (p. 3266).

150. - Nîmes : situation des personnes sinistrées : M. Gilbert Millet [7 décembre 1988] (p. 3266, 3267) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (p. 3267).

151. - Taux de la T.V.A. applicable aux supports vidéo : M. Michel Pelchat : incertitude sur ce taux préjudiciable à l'activité des professionnels et de la grande distribution [7 décembre 1988] (p. 3267, 3268) ; M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : impossibilité de préjuger de la décision législative définitive (p. 3268).

152. - Maintien du Parlement européen à Strasbourg : M. Adrien Zeller : nécessité de mettre en œuvre des moyens similaires à ceux employés pour la préparation des jeux olympiques d'Albertville en 1992 [7 décembre 1988] (p. 3268) ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes : mission de « Monsieur Strasbourg » ; nécessité d'une mobilisation générale (p. 3268, 3269).

153. - Déclarations du Premier ministre sur la construction de l'Europe : Mme Nicole Catala : découragement des industriels français après les déclarations du Premier ministre au Der Spiegel sur la place respective de la France et de l'Allemagne de l'Ouest dans la construction de l'Europe [14 décembre 1988] (p. 3643) ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes : constat objectif de la place de l'Allemagne de l'Ouest en tête des exportateurs européens mais reconnaissance de la prépondérance de la France sur le plan politique (p. 3643).

154. - Service minimum dans le secteur public : M. Patrick Balkany : nécessité d'instituer un service minimum obligatoire ; attente d'un débat au Parlement [14 décembre 1988] (p. 3643, 3644) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : difficultés juridiques et pratiques de la mise en place d'un service minimum ; exemple des centres de tri postaux ; recherche d'un accord ayant l'agrément des partenaires sociaux et pouvant faire l'objet d'un projet de loi (p. 3644).

155. - Exécutions en Iran : M. André Lajoinie : réaction des députés communistes à l'annonce de la reprise des relations France-Iran ; caution qu'apporterait aux exécutions d'opposants politiques ordonnées par Khomeiny le voyage à Téhéran du ministre des affaires étrangères [14 décembre 1988] (p. 3645) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : vote de la France aux Nations-Unies en faveur d'une résolution demandant à l'Iran de respecter ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme ; reprise des relations diplomatiques devant assurer le développement de la justice et du droit (p. 3645).

156. - Production de l'électricité en France : M. Georges Chavanes : démission de l'Etat devant la persistance à E.D.F. d'un conflit pénalisant très peu les grévistes mais coûteux pour le pays [14 décembre 1988] (p. 3645) ; M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire : sanctions pécuniaires contre le petit nombre d'agents qui, à un poste clé, paralysent l'entreprise en usant abusivement du droit de grève (p. 3646).

157. - Solidarité avec les Arméniens : M. René Rouquet : dispositions prises par le Gouvernement pour assurer une utilisation efficace des fonds collectés au profit des sinistrés d'Arménie et pour faciliter la délivrance de visas aux équipes de secours constituées [14 décembre 1988] (p. 3646) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : intervention du ministère des affaires étrangères pour hâter, si nécessaire, la délivrance des visas ; vigilance du Gouvernement quant à la bonne utilisation des fonds versés au Trésor public (p. 3646).

158. - Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (P.O.S.E.I.D.O.M.) : M. Robert Le Foll : inquiétude suscitée par la remise en question de l'octroi de mer [14 décembre 1988] (p. 3646) ; possibilités de développement offertes aux D.O.M. par le programme P.O.S.E.I.D.O.M. (p. 3647) ; M. Louis le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer : intérêt du programme P.O.S.E.I.D.O.M. ; remplacement, après 1992, de l'octroi de mer par une taxe affectée au développement des D.O.M. (p. 3647).

159. - Programmes intégrés méditerranéens : M. Henri Michel : mise en œuvre de la deuxième phase des programmes intégrés méditerranéens intéressant la France ; calendrier d'exécution et montant des crédits attendus [14 décembre 1988] (p. 3647) ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes : acceptation par le précédent Gouver-

nement, au mépris des intérêts de la France, d'un financement communautaire réparti en deux phases (p. 3647) ; divergences entre le Gouvernement français et le commissaire chargé de la coordination des instruments structurels, sur les montants auxquels peut prétendre la France (p. 3648).

160. - Conséquences des négociations du G.A.T.T. pour l'agriculture française : M. Aimé Kergueris : position de la France et de ses partenaires européens face à l'offensive menée par les Etats-Unis pour obtenir la suppression totale des subventions aux exportations agricoles [14 décembre 1988] (p. 3648) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : ferme opposition de la C.E.E. aux exigences américaines (p. 3648, 3649).

161. - Poursuite des grèves dans le secteur public : M. Pierre Lequiller : amendement déposé par l'U.D.F. pour permettre l'indemnisation des usagers ; nécessité d'instaurer un service minimum [14 décembre 1988] (p. 3649) ; M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives : difficulté d'appliquer aux grévistes des dispositions du code civil relatives à la responsabilité civile ; débat prévu sur l'amendement Lamassoure (p. 3649, 3650).

162. - Eboulements de rochers sur la basse corniche entre Nice et Menton : M. Emmanuel Aubert : attente depuis 1977, de la réalisation de travaux devant permettre d'écarter le risque majeur pesant sur la région [14 décembre 1988] (p. 3650) ; M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement : dégâts matériels causés par l'éboulement de rochers provenant d'une propriété privée (p. 3650) ; responsabilité du propriétaire (p. 3651).

163. - Allocations familiales : M. Fabien Thiémé : attente d'un relèvement substantiel des prestations familiales et de l'attribution d'une prime pour Noël [14 décembre 1988] (p. 3651) ; M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement : revalorisation des allocations familiales à un taux garantissant le maintien de leur pouvoir d'achat ; neutralité du Gouvernement quant à l'utilisation des fonds des A.S.S.E.D.I.C. au financement d'une prime exceptionnelle (p. 3651).

164. - Contenu des manuels scolaires : M. Edmond Alphandéry : affirmations tendancieuses contenues dans certains livres d'histoire et d'instruction civique [14 décembre 1988] (p. 3651, 3652) ; M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports : libre réalisation des manuels scolaires à partir des programmes communiqués aux éditeurs par le ministre de l'éducation nationale ; difficile élaboration des manuels ; erreurs relevées dans un propre ouvrage de M. Alphandéry (p. 3652, 3653).

165. - Frais de garde des titres : M. Alain Rodet : information insuffisante des petits porteurs laissés dans l'ignorance des frais entraînés par la garde des titres des sociétés privatisées [14 décembre 1988] (p. 3653) ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : expiration du délai pendant lequel les banques étaient tenues, conformément à une décision du précédent Gouvernement, d'assurer gratuitement la garde des actions des sociétés privatisées ; retour à la rémunération normale d'un service rendu (p. 3653).

166. - Crise de l'industrie textile : M. Jean-Pierre Kucheida : nécessité de contrôler les importations sauvages et de moderniser notre production [14 décembre 1988] (p. 3653) ; M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : réductions d'effectifs prévues ; amélioration des plans sociaux et renforcement de l'aide aux travailleurs licenciés (p. 3653, 3654).

167. - Drame arménien : M. André Santini : rôle de la France et de ses partenaires européens dans la reconstruction des villes dévastées ; propositions du groupe U.D.F. sur cette question [14 décembre 1988] (p. 3654) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : poursuite des actions de solidarité et accueil favorable réservé par le Gouvernement à toute initiative utile (p. 3654).

168. - Petits porteurs et noyaux durs : M. Alain Griotteray : possibilité pour les petits porteurs de déposer leur compte au Trésor ; politique du Gouvernement à l'égard des noyaux durs ; affaire Péchiney [21 décembre 1988] (p. 3981) ;

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : possibilité de faire jouer la concurrence en ce qui concerne les droits de garde (p. 3981, 3982) ; projet de loi relatif aux actionnaires stables ; affaire Pechiney (p. 3982).

169. - Intervention de M. le Premier ministre à l'émission Sept sur Sept : M. Philippe Mestre : nécessité d'un droit de réponse à toute émission télévisée s'assimilant à une communication du Gouvernement [21 décembre 1988] (p. 3982) ; M. Michel Rocard, Premier ministre (p. 3983).

170. - Aide à l'Arménie : M. Michel Pezet : modalités de l'aide apportée par le Gouvernement français ; rumeur sur l'arrestation de membres du comité du Haut-Karabakh [21 décembre 1988] (p. 3983) ; M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire : bilan de l'intervention française (p. 3983) ; vigilance du Gouvernement au sujet des prisonniers politiques (p. 3984).

171. - Implantation d'une usine Peugeot dans le Nord : M. Marcel Dehoux : bassins d'emplois de Valenciennes et de la Sambre [21 décembre 1988] (p. 3984) ; M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions : implantation dans le Nord d'une usine Peugeot-Fiat ; atouts de la région Nord (p. 3985).

172. - Bicentenaire : M. Louis Mexandeau : temps forts de la célébration du bicentenaire de la Révolution [21 décembre 1988] (p. 3985, 3986) ; M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire : célébration des grandes dates de la Révolution (p. 3986).

173. - Conditions de détention des détenus impliqués dans les affaires de terrorisme : M. Henri Cuq [21 décembre 1988] (p. 3986, 3987) ; M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice : erreur administrative ayant conduit à placer deux terroristes dans une même cellule (p. 3987).

174. - Exclusion d'un fonctionnaire mahorais d'une délégation française à la demande des Comores : M. Arthur Dehaine [21 décembre 1988] (p. 3987) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères (p. 3987, 3988).

175. - Situation en Irak : M. Bernard Stasi : situation des populations kurdes ; prochaine conférence internationale sur les armes chimiques [21 décembre 1988] (p. 3988) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : vigilance du Gouvernement sur le problème kurde en Irak (p. 3988).

176. - Education nationale, fonction enseignante : M. Roger Gouhier : prélever des crédits sur le surarmement nucléaire pour les affecter à l'école [21 décembre 1988] (p. 3988, 3989) ; M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports : état de préparation du projet de loi d'orientation (p. 3989).

177. - Sécurité dans les centres urbains : M. Jean-Marc Ayrault [21 décembre 1988] (p. 3989, 3990) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : consensus national sur le sujet ; lutte contre le trafic de drogue (p. 3990).

178. - Suppression de l'octroi de mer sur proposition de la commission européenne : M. Christian Bergelin : rétablir l'octroi de mer pour les départements d'outre-mer et favoriser leur insertion dans la communauté [21 décembre 1988] (p. 3990) ; M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : possibilité de transformer l'octroi de mer en une taxe de cascade déductible (p. 3991).

179. - Convention des Nations-Unies relative à la protection de l'enfant : Mme Christine Boutin : importance de la famille [21 décembre 1988] (p. 3991) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : difficulté d'un consensus sur une même conception de la famille (p. 3991, 3992).

180. - Attentat de Cagnes-sur-Mer ; abrogation de la loi Pasqua de 1986 : M. Daniel Le Meur : recrudescence du racisme nécessitant le renforcement de la loi de 1972 et

l'abrogation de la loi Pasqua de 1986 [21 décembre 1988] (p. 3992) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : endoctrinement raciste de très jeunes gens ; création d'une cellule de coordination d'action antiraciste (p. 3992) ; lutte contre l'immigration clandestine (p. 3993).

181. - Route nationale 68 Remiremont-Bussang : M. Christian Spiller [21 décembre 1988] (p. 3993) ; M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 3993, 3994).

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

1. - Lait, et produits laitiers (quotas de production). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Patrick Ollier à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 844). Appelée le 14 octobre 1988 : **quotas laitiers en zone de montagne** (p. 923) : M. Patrick Ollier : gravité de la situation des éleveurs en zone de montagne ; mesure dite de "mutualisation solidarité" pénalisant à double titre les départements sous-producteurs ; nécessité d'appliquer la loi montagne (p. 924, 925) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : prise en compte par le Gouvernement de la situation des zones de montagne (p. 924, 925).

2. - Voirie (autoroutes : Ile de France). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Alain Jonemann à M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **Autoroute A 14 entre Nanterre et Orgeval** : M. Alain Jonemann : concession de la réalisation de cette autoroute à la Société de l'Autoroute Paris-Normandie (SAPN) ; coût (p. 916) ; modalités de financement ; améliorations concernant la traversée de la plaine de Montesson ; implantation du péage (p. 917) ; M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement : déclenchement de la procédure permettant d'aboutir à la déclaration d'utilité publique ; coût et financement du projet ; respect de l'environnement (p. 917, 918).

3. - Logement (HLM : Seine-Saint-Denis). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Eric Raoult à M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **cité des Bosquets à Montfermeil** : M. Eric Raoult : importance de la population étrangère et nécessité de réhabiliter cette cité (p. 918, 919) ; M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement : mise en œuvre d'une politique de requalification du quartier ; constitution en cours d'une société d'économie mixte (p. 918, 919).

4. - Textile et habillement (emploi et activité). - Posée le 11 octobre 1988 par Mme Muguette Jacquaint à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **industrie du textile et de l'habillement** : Mme Muguette Jacquaint : effondrement de ce secteur (p. 921) ; délocalisation des productions et pénétration des étrangers ; politique de cadeaux fiscaux au patronat (p. 922, 923) ; M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement, en remplacement de M. Robert Fauroux : mesures prises dans le cadre du plan pour l'emploi ; nouvelles mesures envisagées ; délocalisation ; attachement du gouvernement aux accords multifibres (AMF) (p. 922).

5. - Commerce et artisanat (grandes surfaces). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Jean-Jacques Jegou à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **ouverture des magasins le dimanche** : M. Léonce Deprez, en remplacement de M. Jean-Jacques Jegou : situation créée par le maintien de l'ouverture le dimanche par les sociétés Ikéa et Leroy Merlin dans le département de l'Essonne, après le jugement rendu suite à l'action de la CGT de ce département (p. 920, 921) ; M. François Dubin, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat : importance du repos dominical ; nical ; réglementation et dérogations relatives à l'ouverture des commerces (p. 920) ; nécessité de prendre en compte les besoins des consommateurs en respectant les droits des grandes surfaces salariées ; situation des zones touristiques (p. 921).

6. - Assainissement (ordures et déchets). - Posée le 13 octobre 1988 par M. Marc Reymann à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement s (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **implantation d'un dépôt de déchets à Kehl** : M. Marc Reymann : nécessité d'une intervention du Gouvernement auprès des autorités de roy Bonn et de Stuttgart pour empêcher la réalisation de ce projet ; pollution de Strasbourg et de l'Alsace (p. 923) ; M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement : vigilance du Gouvernement pour que la directive européenne de 1984 sur la pollution atmosphérique soit respectée ; situation particulière de Strasbourg en matière de pollution (p. 923).

7. - Jeux et paris (casinos). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Léonce Deprez à M. le Premier ministre (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **exploitation de jeux dans les casinos** : M. Léonce Deprez : pénalisation pour 34 casinos n'ayant pas eu l'autorisation d'appliquer la loi du 5 mai 1987 relative à l'exploitation des nouveaux jeux dans les casinos, par rapport aux autres casinos français et des Etats membres de la Communauté européenne ; situation des stations touristiques (p. 915) ; M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur : caractère restrictif de la loi de 1907 ; application rigoureuse (p. 915) ; réglementation des jeux concernant la police et non le tourisme ou les finances ; responsabilité du seul ministre de l'intérieur (p. 916).

8. - D.O.M.-T.O.M (D.O.M. : mutualité sociale agricole). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Guy Lordinot à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 845). Appelée le 14 octobre 1988 : **régime des retraites agricoles dans les départements d'outre-mer** : M. Guy Lordinot (p. 925, 926) ; M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement (p. 925) ; incidences de la réforme envisagée ; négociations sur l'alignement des régimes de retraite dans les D.O.M. sur celui de la métropole demandées pour 1989 par la commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (p. 926).

9. - D.O.M.-T.O.M (Martinique : politique économique). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Maurice Louis-Joseph-Dogué à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 846). Appelée le 14 octobre 1988 : **aides à l'investissement en Martinique** : M. Claude Lise, en remplacement de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué : inadaptation du décret de mars 1988 réformant l'attribution de primes aux industriels prévues par une loi de programme de 1960 ; calendrier d'application (p. 926) ; spécificité des entreprises martiniquaises (p. 927) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : modifications apportées par le décret du 28 mars 1988 ; intervention des mesures d'application avant la fin de 1988 et détermination par voie de convention des modalités financières de paiement des aides (p. 926).

10. - Enseignement supérieur (étudiants). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Dominique Larifla à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (p. 846). Appelée le 14 octobre 1988 : **accueil en métropole des étudiants originaires des départements d'outre-mer** : M. Dominique Larifla : difficultés pour ces étudiants de s'inscrire dans des établissements d'enseignement supérieur en métropole ; nécessité de passer des conventions entre les recteurs des académies des Antilles-Guyane et de la Réunion et des recteurs des académies de l'hexagone (p. 927) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : bases réglementaires ; amélioration du dispositif de recensement des besoins ; recommandations adressées aux présidents d'université (p. 927).

11. - Voirie (routes : Yvelines). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Bernard Schreiner à M. le ministre des transports et de la mer (p. 846). Appelée le 14 octobre 1988 : **déviations de Limay** : M. Bernard Schreiner : délai de réalisation du second pont de la déviation de Limay dans la région mantaise (p. 919) ; son utilisation comme axe de secours pour relier le tunnel sous la Manche à Paris (p. 920) ; M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement : importance du trafic ; réalisation complète subordonnée au prochain contrat entre l'Etat et la région (p. 920).

12. - Enseignement : personnel (rémunérations). - Posée le 11 octobre 1988 par M. Claude Lise à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (p. 846). Appelée le 14 octobre 1988 : **situation de**

certain lauréats des concours de l'éducation nationale : M. Claude Lise : situation des lauréats antillais devant suivre des stages en métropole (p. 927) ; nombreux frais supplémentaires, coïncidant avec une double perte d'indemnités, pour les chargés de famille ; existence d'une sélection par l'argent (p. 928) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : énumère les mesures appliquées en faveur de ces personnels (p. 928).

13. - Handicapés (C.A.T. : Loire Atlantique). - Posée le 13 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement (p. 912). Appelée le 25 novembre 1988 : **création d'un centre d'aide par le travail en Loire-Atlantique** : M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset : sous-équipement de la Loire-Atlantique (p. 2781, 2782) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : effort budgétaire particulier en faveur des C.A.T. ; attention portée aux départements les moins bien dotés, tels que la Loire-Atlantique (p. 2782).

14. - Justice (cours d'appel : Ile-et-Vilaine). - Posée le 25 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 1393).

15. - Ministères et secrétariats d'Etat (économie, finances et budget : services extérieurs). - Posée le 3 novembre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1726).

16. - Service national (appelés : Moselle). - Posée le 3 novembre 1988 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de la défense (p. 1726). Retirée.

17. - D.O.M. - T.O.M (Mayotte). - Posée le 7 novembre 1988 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 1907). Retirée.

18. - Elections et référendums (référendums). - Posée le 7 novembre 1988 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 1907). Retirée.

19. - Politiques communautaires (douanes). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 2650, 2651). Retirée.

20. - Vin et viticulture (viticulteurs : Centre). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Bernard Debré à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **prime d'abandon définitif de superficies viticoles** : M. Bernard Debré : application d'un règlement communautaire entraînant la disparition progressive de la viticulture et des professions parallèles ; situation du Val-de-Loire (p. 2778, 2779, 2780) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : règlement visant à remédier au déséquilibre structurel du marché du vin ; adaptation de la production aux débouchés (p. 2779, 2780).

21. - S.N.C.F (T.G.V.). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre des transports et de la mer (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **desserte de Châlons-sur-Marne par le T.G.V. Est** : M. Bruno Bourg-Broc : nécessité de construire un réseau européen à grande vitesse (p. 2783) ; détermination du tracé en fonction des études de marché (p. 2784) ; Mme Catherine Tasca, ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication : mise en place d'un groupe de travail franco-allemand ; pour les tracés en France, étude de deux projets de référence (p. 2784).

22. - Police (fonctionnement : Paris). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Jacques Toubon à M. le ministre de l'intérieur (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **garde des détenus hospitalisés à la Pitié-Salpêtrière** : M. Jacques Toubon : charge que constitue pour le commissariat du 13^e arrondissement une surveillance opérée par des policiers pris sur ses effectifs (p. 2775, 2776) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : rejet par le groupe R.P.R. du budget du ministère de l'intérieur, malgré l'augmentation prévue des moyens mis à la disposition des services de police (p. 2776).

23. - Minerais et métaux (entreprises). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Marcelin Berthelot à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **C.O.G.E.M.A.** : M. Marcelin Berthelot : réductions d'emplois envisagées malgré la nécessité de sauvegarder l'indépendance de l'approvisionnement français en uranium (p. 2776, 2777) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : présentation d'un plan de restructuration des activités minières tendant à améliorer leur compétitivité ; proposition d'un plan social de reclassement des salariés et de mesures de développement local (p. 2777).

24. - Télévision (F.R. 3 : Isère). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Didier Migaud à Mme le ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **émission télévisée « le Journal des Alpes »** : M. Didier Migaud : menace de disparition du journal après la décision d'Antenne 2 de reprendre certains créneaux mis à la disposition de F.R.3. (p. 2782, 2783) ; Mme Catherine Tasca, ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication : problèmes techniques limitant la réception des journaux régionaux par les émetteurs de F.R.3. ; maintien actuel de la diffusion des journaux sur Antenne 2 (p. 2783).

25. - Lait et produits laitiers (quotas de production). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Martin Malvy à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 2651).

26. - Impôts locaux (politique fiscale). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Augustin Bonrepaux à M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **taux des taxes locales** : M. Augustin Bonrepaux remplacé par M. Didier Migaud : assouplissement nécessaire du mécanisme de liaison des taux des quatre taxes locales ; accroissement souhaitable de l'autonomie des élus locaux dans le domaine fiscal (p. 2778) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : assouplissement proposé par le Gouvernement dans le collectif budgétaire ; possibilité d'ajuster les taxes sans surcharger les entreprises (p. 2778).

27. - Jeux et paris (casinos). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Rudy Salles à M. le ministre de l'intérieur (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **suppression des machines à sous dans les casinos** : M. Rudy Salles : préjudice apporté aux stations touristiques (p. 2775) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : effets pernicieux de cette incitation au jeu ; abrogation éventuelle de la loi du 5 mai 1987 (p. 2775).

28. - Anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord). - Posée le 22 novembre 1988 par M. Jacques Barrot à M. le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre (p. 2651). Appelée le 25 novembre 1988 : **anciens combattants d'Afrique du Nord** : M. Jacques Barrot : définition des critères d'attribution de la carte du combattant ; travail en liaison avec le ministère de la défense (p. 2780, 2781) ; M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : difficile identification des activités militaires en Algérie ; absence d'archives (p. 2780) ; incidence de l'attribution de la carte d'ancien combattant sur la retraite mutualiste et sur les bonifications pour campagne double accordées aux fonctionnaires et assimilés (p. 2781).

29. - Banques et établissements financiers (Caisse des dépôts et consignations). - Posée le 29 novembre 1988 par M. Philippe Auberger à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 2870). Appelée le 2 décembre 1988 : **prise de participation de la Caisse des dépôts et consignations dans la Société générale** : M. Philippe Auberger (p. 3007, 3008, 3009) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 3008, 3009).

30. - Charbon (houillères). - Posée le 29 novembre 1988 par M. André Berthol à M. le Premier ministre (p. 2870). Appelée le 2 décembre 1988 : **T.V.A. sur les combustibles concurrents du charbon** : M. André Berthol : résultats des houillères de Lorraine compromis par la baisse des prix de

l'énergie (p. 3010, 3011) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : situation préoccupante du bassin houiller de la Lorraine (p. 3010) ; moyens mis en œuvre (p. 3011).

31. - Lait et produits laitiers (quotas de production : Lorraine). - Posée le 29 novembre 1988 par M. Jean Seiltlinger à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 2870). Appelée le 2 décembre 1988 : **quotas laitiers en Lorraine** : M. Jean Seiltlinger : discrimination entre les mesures appliquées au département de la Moselle et aux autres départements lorrains (p. 3012, 3013) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (p. 3013).

32. - Viandes (chevaux). - Posée le 29 novembre 1988 par M. Yves Coussain à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 2871). Appelée le 2 décembre 1988 : **importations de viande chevaline** : M. Yves Coussain : avenir de la production nationale (p. 3013, 3014) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (p. 3014).

33. - Appareils ménagers (entreprises : Côtes-du-Nord). - Posée le 29 novembre 1988 par Mme Muguette Jacquaint à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 2871). Appelée le 2 décembre 1988 : **situation de la société Chaffoteaux et Maury** : Mme Muguette Jacquaint (p. 3014, 3015) ; M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions (p. 3014, 3015, 3016).

34. - Enseignement supérieur (établissements : Moselle). - Posée le 29 novembre 1988 par M. René Drouin à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (p. 2871).

35. - T.V.A. (taux). - Posée le 29 novembre 1988 par M. Didier Migaud à M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 2871). Appelée le 2 décembre 1988 : **T.V.A. sur le charbon à usage domestique** : M. Didier Migaud : avantages que procurerait une réduction de la T.V.A. sur le charbon à usage domestique (p. 3009, 3010) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : risque de distorsions au détriment des autres sources d'énergie (p. 3009) ; négociations en cours sur l'harmonisation des fiscalités européennes (p. 3009, 3010).

36. - Transports fluviaux (voies navigables). - Posée le 29 novembre 1988 par M. Léo Grézard à M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 2871).

37. - Elections et référendums (campagnes électorales). - Posée le 29 novembre 1988 par M. Michel Berson à M. le ministre de l'intérieur (p. 2871). Appelée le 2 décembre 1988 : **prise en charge de dépenses électorales** : M. Michel Berson : cas des communes de moins de 9 000 habitants (p. 3011) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : modalités de la prise en charge des dépenses électorales (p. 3011) ; efforts financiers consentis pour les élections survenues en 1988 (p. 3012).

38. - Commerce et artisanat (grandes surfaces). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Jean-Claude Mignon à M. le ministre de l'intérieur (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **sécurité dans les grandes surfaces** : M. Jean-Claude Mignon : agression survenue à l'hypermarché Carrefour à Villiers-en-Bière ; effectifs de police et commissariats en zone sensible ; recrutement et formation des agents de surveillance des grandes surfaces (p. 3439) ; M. François Doubin, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat : état déficitaire des effectifs de police dans les départements de la grande couronne ; nombre des postes en Seine-et-Marne ; conditions de recrutement des agents de surveillance fixées par la loi du 12 juillet 1983 (p. 3439, 3440).

39. - Risques technologiques (déchets radioactifs). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Jacques Boyon à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **stockage de déchets nucléaires dans l'Ain** : M. Jacques Boyon : projet de l'Agence nationale pour les déchets radioactifs de procéder à un stockage souterrain en Bresse (p. 3440) ; atteinte qu'il porterait à l'image de marque d'une région et à ses produits de qualité (p. 3441) ; M. François Doubin, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire,

chargé du commerce et de l'artisanat : choix du site de stockage encore à l'étude ; compatibilité avec la loi relative à l'appellation « volaille de Bresse » ; délai suffisant à l'information du public (p. 3441).

40. - Produits manufacturés (entreprises). - Posée le 6 décembre 1988 par Mme Roselyne Bachelot à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **installation de l'usine Subaru à Angers** : Mme Roselyne Bachelot : décalage entre la réponse fournie par le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire au cours du débat budgétaire et sa lettre ouverte à propos de l'autorisation d'installation de l'usine Subaru à Angers (p. 3442) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : nécessité pour Subaru de revoir son projet et d'augmenter le taux d'intégration d'éléments d'origine communautaire (p. 3442).

41. - Voirie (autoroutes : Indre-et-Loire). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Jean Royer à M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 3249). Retirée.

42. - Automobiles et cycles (entreprises). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **Régie Renault** : M. Georges Hage : menaces de démantèlement pesant sur la Régie (p. 3442, 3443, 3444) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : définition d'une politique visant au rétablissement de la compétitivité de Renault et concentration des efforts d'investissement sur la construction automobile (p. 3443).

43. - Ministères et secrétariats d'Etat (économie, finances et budget : services extérieurs). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **maintien des recettes locales dans les communes viticoles de la Loire-Atlantique** : M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset : importance des recettes locales en secteur rural ; émotion suscitée en Loire-Atlantique par les réductions d'effectifs ou la fermeture menaçant certaines recettes (p. 3444) ; M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : satisfaction des besoins des usagers assurée en cas de fermeture de recette, par la création d'un poste de correspondant local habilité à exercer la plupart des attributions des receveurs locaux ; gêne très limitée des usagers pendant la courte fermeture de la recette de Monnières (p. 3444).

44. - S.N.C.F. (équipements : Val d'Oise). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Francis Delattre à M. le ministre des transports et de la mer (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **suppression de passages à niveau à Franconville** : M. Francis Delattre remplacé par M. Jean-Pierre Delalande : propositions techniques et financières faites par le conseil municipal de Franconville pour accroître la sécurité (p. 3438, 3439) ; M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux : étude de la mise en souterrain des voies ferrées ; remise par la S.N.C.F. d'un cahier des charges énonçant les contraintes imposées par la protection des installations ferroviaires (p. 3439).

45. - D.O.M.-T.O.M. (D.O.M. : impôts et taxes). - Posée le 6 décembre 1988 par M. Guy Lordinot à Mme le ministre des affaires européennes (p. 3249). Appelée le 9 décembre 1988 : **création d'une taxe de substitution à l'octroi de mer** : M. Guy Lordinot : nécessité pour le Gouvernement de faire accepter par la Communauté européenne une taxe de substitution ; adoption par les élus des D.O.M. d'une position commune leur permettant de se faire entendre du Gouvernement et de la Commission européenne (p. 3440) ; M. François Doubin, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat : transmission à la Commission européenne de propositions conformes aux souhaits exprimés par les D.O.M. ; phases et modalités d'aménagement d'un nouvel octroi de mer (p. 3440).

46. - Voirie (autoroutes : Indre-et-Loire). - Posée le 8 décembre 1988 par M. Jean Royer à M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement (p. 3047). Appelée le 16 décembre 1988 : **schéma autoroutier dans l'agglomération de Tours** : M. Jean Royer (p. 3714, 3715) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 3714, 3715).

47. - Moyens de paiement (chèques). - Posée le 13 décembre 1988 par Mme Nicole Catala à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **chèques sans provision** : Mme Nicole Catala : préjudice financier supporté par les petits commerçants (p. 3713, 3714) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille : échec de la loi du 11 juillet 1985 (p. 3713) ; réflexion engagée en conséquence par les pouvoirs publics (p. 3714).

48. - Impôts locaux (taxe d'habitation). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Lucien Richard à M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **taxe d'habitation pour les personnes âgées hébergées en maison de retraite** : M. Lucien Richard : possibilité de prévoir une exonération au bénéfice des maisons de retraites gérées sans but lucratif et de leurs pensionnaires (p. 3715, 3716) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : état des études en cours (p. 3715, 3716).

49. - Police (commissariats et postes de police : Moselle). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Jean-Marie Demange à M. le ministre de l'intérieur (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **construction d'un commissariat de police à Thionville** : M. Jean-Marie Demange (p. 3716) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 3716).

50. - Logement (A.P.L.). - Posée le 13 décembre 1988 par Mme Muguette Jacquaint à M. le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **aide personnalisée au logement** : Mme Muguette Jacquaint : importance des sommes consacrées au logement dans les dépenses du budget familial (p. 3710) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille : modalités de la réforme des aides personnelles au logement (p. 3711).

51. - Heure légale (heure d'été et heure d'hiver). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **heure d'été** : M. Gilbert Gantier : inconvénients générés par l'heure officielle (p. 3718, 3719) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : économies réalisées par l'application de l'heure d'été (p. 3718) ; popularité auprès des citoyens de la communauté européenne (p. 3719).

52. - Lait et produits laitiers (contrôle laitier : Lorraine). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Gérard Longuet à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **attribution de droits laitiers aux producteurs lorrains** : M. Gérard Longuet : pénalisation des producteurs lorrains (p. 3716) ; possibilité de leur attribuer les quotas disponibles ; contradiction entre la Commission et la Cour de justice (p. 3717, 3718) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : opposition de la France au sujet de la répartition de la réserve communautaire ; recensement des producteurs susceptibles d'avoir droit au complément de référence (p. 3717).

53. - Enseignement (fonctionnement). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Jean Briane à M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **politique à l'égard des minorités linguistiques et culturelles** : M. Jean Briane : non application de la circulaire Savary (p. 3709) ; importance des langues et cultures régionales dans la communication européenne (p. 3710) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille : organisation des enseignements « langues et cultures régionales » en fonction de la demande des familles (p. 3709, 3710).

54. - Sang et organes humains (don du sang). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Jean Laurain à M. le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **don gratuit du sang** : M. Jean Laurain : nécessité d'harmoniser les législations dans le cadre du marché intérieur européen (p. 3711, 3712) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé

et de la protection sociale, chargé de la famille : attachement de la France au principe de la gratuité du don d'organes (p. 3712).

55. - Agriculture (politique agricole). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Jean-Pierre Lapaire à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt (p. 3639). Appelée le 16 décembre 1988 : **installation de jeunes agriculteurs dans le Loiret** : M. Jean-Pierre Lapaire : rôle des S.A.F.E.R. et des commissions de contrôle des structures (p. 3719) ; nécessité d'adapter les structures agricoles aux mutations actuelles (p. 3720) ; M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt : diminution de la demande de terres agricoles ; dépôt d'un projet de loi sur le contrôle des structures (p. 3720).

56. - Politique extérieure (Italie). - Posée le 13 décembre 1988 par M. Bernard Schreiner (Yvelines) à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement (p. 3639) ; rectificatif [16 décembre 1988] (p. 3821). Appelée le 16 décembre 1988 : **traitement des déchets toxiques provenant d'Italie** : M. Bernard Schreiner (Yvelines) : accord présumé de la Société d'assainissement rationnel et de pompage (S.A.R.P.) pour traiter des déchets toxiques (p. 3712) ; nécessité de développer l'information (p. 3713) ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille : opposition de l'administration et renonciation de la S.A.R.P. ; nécessité d'une attitude européenne responsable vis-à-vis des déchets toxiques (p. 3712, 3713).

R

RACISME

Voir *Droit pénal*.
Droits de l'homme et libertés publiques.
Questions au Gouvernement 180.

RADIO

Voir *Audiovisuel*.
Lois de finances 3, deuxième partie, Affaires étrangères, Culture, communication et grands travaux, communication et Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur. *Traités et conventions* 7.

RAPATRIES

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur et Solidarité, santé et protection sociale.
Questions au gouvernement 5, 12.

RAPPELS AU REGLEMENT

1. - M. Jacques Toubon : suppression des mesures d'isolement pour les détenus terroristes [5 juillet 1988] (p. 467, 468) ; M. Pierre Arpaillange (G) (p. 468).

2. - M. Jacques Toubon : propos de M. François Loncle sur l'attentat de Provins contre M. Alain Peyrefitte [5 juillet 1988] (p. 486).

3. - M. Francis Delattre : absence de réponse du gouvernement à un orateur intervenu dans la discussion générale [5 juillet 1988] (p. 488) ; M. Georges Hage, vice-président (p. 488).

4. - M. Jean-Jacques Hyst : propos de M. François Loncle sur l'attentat de Provins contre M. Alain Peyrefitte [5 juillet 1988] (p. 488).

5. - M. Jacques Toubon : lieu où a été signé le décret de convocation du Parlement en session extraordinaire daté du 7 juillet 1988 ; présence du Président de la République et du Premier ministre en Italie [7 juillet 1988] (p. 592).

6. - M. Bruno Bourg-Broc : retards dans le versement des salaires des assistants parlementaires [5 octobre 1988] (p. 688) ; M. Claude Labbé, vice-président : rend hommage aux collaborateurs des députés (p. 688).

7. - M. Umberto Battist : dépassement par M. Léonce Deprez de son temps de parole [5 octobre 1988] (p. 691) ; M. Claude Labbé, vice-président : importance du sujet (p. 691, 692).

8. - M. Adrien Zeller : amendements devant être discutés avant d'être mis aux voix [10 octobre 1988] (p. 760).

9. - M. Robert Pandraud : demande de suspension de séance pour recevoir des organisations syndicales de la fonction publique [20 octobre 1988] (p. 1073).

10. - M. Raymond Douyère : demande de suspension de séance pour recevoir des organisations syndicales de la fonction publique [20 octobre 1988] (p. 1073).

11. - M. Fabien Thiémé : demande de suspension de séance pour recevoir des organisations syndicales de la fonction publique [20 octobre 1988] (p. 1073).

12. - M. Robert Pandraud : grèves dans les transports et la fonction publique [20 octobre 1988] (p. 1077) ; M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 1077) ; M. Alain Richard, rapporteur général de la commission des finances (p. 1077).

13. - M. Jean-Pierre Brard : grèves dans la fonction publique [20 octobre 1988] (p. 1078).

14. - M. Edmond Alphandéry : propositions du gouvernement en matière de bourses de l'enseignement secondaire et d'aide personnalisée au logement et modifications apportées à l'article d'équilibre [21 octobre 1988] (p. 1266) ; M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 1266).

15. - Mme Muguette Jacquaint : demande de suspension de séance formulée par M. Edmond Alphandéry [21 octobre 1988] (p. 1267).

16. - M. Edmond Alphandéry : propositions du gouvernement en matière de bourses de l'enseignement secondaire et d'aide personnalisée au logement [21 octobre 1988] (p. 1267).

17. - M. Reymond Douyère : propositions du gouvernement en matière de recettes et de dépenses [21 octobre 1988] (p. 1267).

18. - M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset : demande au Gouvernement les dates des élections municipales [25 octobre 1988] (p. 1369).

19. - M. Robert Montdargent : conditions de nomination de M. Pierre Zemor au Conseil d'Etat ; proteste contre les assertions de M. Jean-Louis Debré au cours de la séance de questions au Gouvernement du même jour [26 octobre 1988] (p. 1447).

20. - M. Pierre Mazeaud : nécessaire respect par M. Julien Dray de son temps de parole [27 octobre 1988] (p. 1488) ; M. Michel Coffineau (V.P.) : fait remarquer à M. Pierre Mazeaud qu'il a lui-même dépassé son temps de parole (p. 1488).

21. - M. Pierre Mazeaud : mise en cause par le Président de la commission des lois de plusieurs de ses collègues [27 octobre 1988] (p. 1508).

22. - M. Francis Delattre : absence de majorité pour voter le budget du ministère de la justice [27 octobre 1988] (p. 1508) ; nature et affectation des crédits supplémentaires (p. 1509) ; M. Michel Sapin : rappelle qu'il a demandé la réserve du vote sur les crédits du ministère de la justice (p. 1509).

23. - M. Jean Tardito : réserve du vote sur les crédits du ministère de la justice ; regrette que des parlementaires puissent évoquer la position d'un groupe dont ils ne font pas partie [27 octobre 1988] (p. 1509).

24. - M. Jean-Jacques Jegou : procédure applicable en cas de réserve d'un vote [27 octobre 1988] (p. 1509).

25. - M. François Rochebloine (art. 95, alinéa 5 du règlement) : contestation de la procédure de réserve appliquée aux crédits des Anciens combattants [28 octobre 1988] (p. 1577).

26. - M. André Delehedde : modalités de la demande de réserve des crédits des Anciens combattants ; intervention d'un député reprenant textuellement des extraits de l'intervention d'un autre député au cours de la discussion budgétaire de 1985 [28 octobre 1988] (p. 1577).

27. - M. Robert-André Vivien : article 56, alinéa 3 du règlement de l'Assemblée nationale ; possibilité pour le président de séance de donner la parole à un orateur désirant répondre au Gouvernement ou à la commission [4 novembre 1988] (p. 1801, 1804).

28. - M. Bruno Bourg-Broc (art. 91 du règlement) : explications de vote de M. Jean Giovannelli exprimant le choix du groupe socialiste et non le choix de la commission des affaires culturelles [7 novembre 1988] (p. 1887).

29. - M. Jean-Pierre Brard : demande l'observation d'une minute de silence à la mémoire des victimes du génocide juif, à l'occasion du 50^e anniversaire de la nuit de cristal [9 novembre 1988] (p. 2012) ; M. Loïc Bouvard, vice-président : décisions de la conférence des présidents sur les demandes d'observation de minutes de silence (p. 2012) ; M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (p. 2012).

30. - M. André Duroméa : intention du C.N.P.F. d'envoyer des commandos dans les centres de tri postaux en grève [10 novembre 1988] (p. 2080).

30 bis. - M. Robert Pandraud : libération des personnes inculpées pour l'assassinat de gendarmes en Nouvelle-Calédonie en avril 1988 ; demande une minute de silence à la mémoire des gendarmes morts pour la France à Ouvéa [21 novembre 1988] (p. 2585) ; M. Loïc Bouvard, vice-président : caractère exceptionnel des minutes de silence réservé en principe aux décès de députés, chefs d'Etat ou de gouvernement ; n'accorde pas la minute de silence (p. 2585).

31. - M. Claude Labbé : incidents lors de la séance de questions au gouvernement du 23 novembre ; attitude de la Présidence [23 novembre 1988] (p. 2675).

32. - M. Pierre Mazaud : comportement de M. Philippe Marchand, rapporteur [29 novembre 1988] (p. 2826).

33. - M. Jean-Jacques Hyst : grèves dans les services publics de la RATP et du RER notamment [29 novembre 1988] (p. 2836) ; M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer (p. 2836, 2837) ; M. André Rossinot, vice-président (p. 2863).

34. - M. Jean Tiberi : conditions dans lesquelles la loi Méhaignerie est modifiée [30 novembre 1988] (p. 2921).

35. - M. Jean-Pierre Delalande : dépôt tardif d'amendements sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social qui interdit un examen approfondi du texte [2 décembre 1988] (p. 3020).

36. - M. Michel Sapin : vote des membres du groupe U.D.C pour l'adoption de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Dominique Perben, alors qu'aucun membre de ce groupe n'est présent en séance [6 décembre 1988] (p. 3113).

37. - M. Jean-Jack Queyranne : annonce qu'il demande une seconde délibération sur l'article 3 du projet de loi relatif à la liberté de communication, adopté dans la rédaction proposée par l'amendement n° 96 de M. Michel Pelchat [6 décembre 1988] (p. 3191).

38. - M. François d'Aubert : erreur de la présidence ayant appelé en discussion l'amendement n° 195 de M. Jacques Barrot devenu sans objet ; nécessité d'examiner et de voter sur cet amendement [6 décembre 1988] (p. 3298, 3299) ; M. Michel Coffineau (VP) (p. 3299) ; M. André Santini (p. 3299).

39. - M. Robert-André Vivien : examen partiel des amendements nos 195 et 205 de M. Jacques Barrot devenus sans objet [6 décembre 1988] (p. 3299) ; M. Michel Coffineau (VP) (p. 3299).

40. - M. Robert-André Vivien : chaîne de télévision « Canal Plus » [6 décembre 1988] (p. 3304) ; M. Michel Coffineau (VP) (p. 3304).

40 bis. - M. Edmond Alphandery : impossibilité pour l'opposition de s'exprimer suffisamment sur l'amendement n° 33 du Gouvernement [8 décembre 1988] (p. 3396) ; M. André Billardon (VP) (p. 3396).

41. - M. Jean-Pierre Brard : amendement déclaré irrecevable sur la réintégration des fonctionnaires territoriaux privés d'emploi et licenciés [10 décembre 1988] (p. 3502) ; M. Jean-Michel Baylet (p. 3502, 3503).

42. - M. Jean Tiberi : irrecevabilité de l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Le Guen : contrôle sur la questure de la ville de Paris ; pouvoirs de police du Maire de Paris et spécificité du statut de la ville [10 décembre 1988] (p. 3509).

43. - M. Pierre Mazeaud : propos de l'orateur inscrit contre la recevabilité n'ayant évoqué que le fond de l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Le Guen [10 décembre 1988] (p. 3511, 3512) ; M. Michel Coffineau, vice-président (p. 3512).

44. - M. Jacques Toubon : rôle du rapporteur [10 décembre 1988] (p. 3516, 3517).

45. - M. Jacques Toubon : responsabilité à Paris en matière de police de la circulation et du stationnement [10 décembre 1988] (p. 3519).

46. - M. Jean-Jacques Hyst : irrecevabilité de l'amendement n° 23 rectifié de M. Louis Mexandeau [10 décembre 1988] (p. 3519).

47. - M. Michel Pelchat : remplacement du président de R.F.O [15 décembre 1988] (p. 3693, 3694) ; M. Loïc Bouvard, vice-président (p. 3694).

48. - M. Jean Briane : regrette les dates choisies pour la discussion du projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et sociale [16 décembre 1988] (p. 3729).

49. - M. Michel Cointat : le rejet de l'amendement n° 101 (de suppression) de M. le Meur implique que les amendements en discussion sont devenus sans objet [16 décembre 1988] (p. 3771) ; M. Michel Coffineau, vice-président : répond que le rejet d'un amendement de suppression n'induit pas que le texte de l'article en discussion est définitivement adopté (p. 3771).

RAPPORT CONSTANT

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre 9.*

Lois de finances 3, deuxième partie, Anciens combattants et victimes de guerre.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 3.

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Affaires étrangères.*

RECHERCHE

1. - Proposition de loi n° 382 tendant à créer un établissement public chargé d'assurer la traduction et la diffusion en langue étrangère des travaux scientifiques d'origine française.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement 1.*

Lois de finances 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie et Recherche et technologie.

Vie, médecine et biologie 7.

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.

Crédit d'impôt.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 10 *quater nouveau*.

Universitaire.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement supérieur.

REFERENDUMS

Voir *Elections et référendums*.

REGIONS

1. - Proposition de loi n° 166 relative à la prorogation des mandats des membres des comités économiques et sociaux régionaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Suchod et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Michel Suchod (10 octobre 1988). - Rapport n° 289 (12 octobre 1988). - Discussion le 13 octobre 1988. - Adoption le 13 octobre 1988. - Proposition de loi n° 13.

Sénat (première lecture). - N° 31 (1988-1989). - Dépôt le 14 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur M. Auguste Cazalet. - Rapport n° 51 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 27 octobre 1988. - Projet de loi n° 13.

Loi n° 88-1023 du 7 novembre 1988 publiée au *J.O.* du 8 novembre 1988 (p. 13989).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1988] (p. 893).

Comités économiques et sociaux régionaux (répartition des sièges) : *Suchod (Michel)* (p. 893).

Désignation (des membres des comités économiques et sociaux régionaux : conditions) : *Jaxe (Pierre)* (G) (p. 893).

Mandat (des membres des comités économiques et sociaux régionaux : prorogation) : *Suchod (Michel)* (p. 893) ; *Jaxe (Pierre)* (G) (p. 894).

Représentants des organismes participant à la vie collective régionale (vacances de sièges des) : *Suchod (Michel)* (p. 893) ; *Jaxe (Pierre)* (G) (p. 893, 894).

Discussion des articles [13 octobre 1988] (p. 894).

Article 1^{er} (prorogation des fonctions des membres des comités économiques et sociaux régionaux) (p. 894) : adopté après modifications (p. 894).

Amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (prorogation du mandat du président et des membres du bureau) (p. 894) : adopté (p. 894).

Soutenu par M. Michel Sapin (p. 894).

Article 2 (prorogation de la durée des mandats du président et des membres du bureau) (p. 894) : supprimé (p. 894).

Amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 894) : adopté (p. 894).

Soutenu par M. Michel Sapin (p. 894).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 894).

2. - Proposition de loi n° 306 tendant à permettre l'exercice des compétences des régions en matière d'aménagement du territoire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Michel Giraud. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (24 novembre 1988).

Voir *Aménagement du territoire*.

Enseignement 2.

Elections et référendums.

Langues et cultures régionales.

Lois de finances 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire ; Commerce et artisanat ; Tourisme.

Questions au Gouvernement 137.

Dotation régionale d'équipement scolaire (D.R.E.S.).

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique et Intérieur.

RENAULT

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie.

Questions au Gouvernement 116.

Questions orales sans débat 42.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (R.F.A.)

Voir *Questions au Gouvernement 74, 153*.

Traités et conventions 1.

RESPONSABILITE CIVILE

1. - Projet de loi n° 188 portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires modifiée par la loi n° 68-1045 du 29 novembre 1968.

Sénat (première lecture). - N° 65 (1987-1988). - Dépôt le 23 octobre 1987 par M. Albin Chalandon, Garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapport n° 1 (1988-1989). - Discussion et adoption le 4 octobre 1988. - Projet de loi n° 6.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Floch (3 novembre 1988). - Rapport n° 350 (10 novembre 1988). - Discussion et adoption le 22 novembre 1988. - Projet de loi n° 29.

Loi n° 88-1093 du 1^{er} décembre 1988 publiée au *J.O.* du 3 décembre 1988 (p. 15126).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 novembre 1988] (p. 2645).

Navires nucléaires étrangers en France (dommages causés) : *Floch (Jacques)* (p. 2646) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2646).

Navires nucléaires français en escale à l'étranger (dommages causés) : *Floch (Jacques)* (p. 2646) ; *Arpaillange (Pierre)* (G) (p. 2646).

Discussion de l'article unique (p. 2646).

Article unique (régime de la responsabilité applicable aux dommages nucléaires causés à l'étranger par un navire nucléaire français affecté à un service public) : adopté (p. 2646).

RETRAITES

Voir *Armée*.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux.

Conseil économique et social 1.

Fonctionnaires et agents publics 5.

Pensions civiles et militaires de retraite.

Pensions de réversion.

Politique économique et sociale 4.

Questions au Gouvernement 51.

RETRAITES COMPLEMENTAIRES

Voir *Impôt sur le revenu 2*.

REVENU MINIMUM D'INSERTION

Voir *Déclarations du Gouvernement 1*.

Politique économique et sociale 2.

Questions au Gouvernement 16, 140.

REVOLUTION

Commémoration du Bicentenaire.

Voir *Questions au Gouvernement* 109, 172.

Lois de finances 3, deuxième partie, Economie, finances et budget.

S

SAINT-BRIEUC

Bassin d'emploi.

Voir *Questions orales sans débat* 33.

SAINT-CHAMOND

Déviation.

Voir *Questions au Gouvernement* 146.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Voir *Urbanisme* 1.

SALAIRES

Taxe.

Voir *Lois de finances* 3, première partie, article 12.

SANG ET ORGANES HUMAINS

Voir *Questions au Gouvernement* 145.

Question orale sans débat 54.
Vie, médecine et biologie.

SANTÉ PUBLIQUE

1. - Proposition de loi n° 106 tendant à modifier la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 en matière de **lutte contre les maladies transmises par les insectes vecteurs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Elie Castor. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 127 tendant à instituer des **médiateurs médicaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par M. Bernard Debré et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (14 octobre 1988).

3. - Proposition de loi n° 188 relative au développement du **climatisme** et de la **climatothérapie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 219 tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 86-11 du 6 janvier relative à l'**aide médicale urgente et aux transports sanitaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 377 tendant à créer la **carte médicale d'urgence.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 498 tendant à lutter contre le **tabagisme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Serge Charles. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Lois de finances 3, deuxième partie, Solidarité, Santé et protection sociale.

Vie, médecine et biologie.

SAPEURS-POMPIERS

Voir *Service national* 3.

SECTEUR PUBLIC

Voir *Entreprises publiques.*

Fonctionnaires et agents publics.
Grève.

SECURITE CIVILE

Voir *Questions au Gouvernement* 53.

SECURITE SOCIALE

1. - Projet de loi n° 6 relatif au **prélèvement** sur certains revenus **au profit de la sécurité sociale** et à l'augmentation de la **retenue pour pension des fonctionnaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 24 juin 1988 par MM. Michel Rocard, Premier ministre, Claude Evin, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la protection sociale. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Richard. - Rapport n° 34 (30 juin 1988). - Discussion et adoption le 30 juin 1988. - Projet de loi n° 1.

Sénat (première lecture). - N° 309 (1987-1988). - Dépôt le 5 juillet 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Jacques Oudin. - Rapport n° 313 (1987-1988) (5 juillet 1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. Charles Desours. - Avis n° 314 (1987-1988) (5 juillet 1988). - Discussion et adoption définitive le 5 juillet 1988. - Projet de loi n° 94 (1987-1988).

Loi n° 88-810 du 12 juillet 1988 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1988 (p. 9142).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1988] (p. 391, 402).

Budget social de la Nation (intervention du Parlement) : *Ornano (Michel d')* (p. 396) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 404).

Coût du travail : *Alphandéry (Edmond)* (p. 405) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 406).

Sécurité sociale :

- assurance maladie : *Evin (Claude)* (G) (p. 391, 408) ; *Zeller (Adrien)* (p. 402) ;

- assurance vieillesse : *Richard (Alain)* (p. 392) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 408) ;

- cotisations (évolution et montant) : *Richard (Alain)* (p. 392) ; *Ornano (Michel d')* (p. 391), *Auberger (Philippe)* (p. 402) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 404) ;

- dépenses maladies (rationalisation) : *Evin (Claude)* (G) (p. 395) ; *Auberger (Philippe)* (p. 402) ; *Zeller (Adrien)* (p. 403) ;

- loi du 10 juillet 1987 (pérennisation des dispositions) : *Ornano (Michel d')* (p. 396) ; *Auberger (Philippe)* (p. 401, 402) ; *Brard (Jean-Pierre)* (p. 404) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 406) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 407) ;

- prévisions : *Evin (Claude)* (G) (p. 392, 407, 408) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 407) ;

- revenus financiers (cotisation) : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 404, 405) ;

- situation des comptes : *Richard (Alain)* (p. 391, 392) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 394, 407, 408) ; *Auberger (Philippe)* (p. 401, 402) ; *Zeller (Adrien)* (p. 402, 403) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 407) ;

T.V.A. :

- baisse du taux sur les boissons non alcooliques : *Richard (Alain)* (p. 392, 393) ; *Evin (Claude)* (G) (p. 394) ; *Ornano (Michel d')* (p. 396) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 406) ;

- harmonisation des taux : *Richard (Alain)* (p. 393) ; *Ornano (Michel d')* (p. 396).

Discussion des articles [30 juin 1988] (p. 408).**Avant l'article 1^{er} :**

Amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Brard (cotisation sociale de 12, 6 p. 100 sur le revenu du capital) (p. 408) ; rejeté (p. 409).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 409) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 409).

Article 1^{er} (prélèvement annuel de 1 p. 100 sur certains revenus non soumis à prélèvement libératoire) (p. 409) ; adopté après modifications (p. 412).

INTERVENANTS :

Observations : *Alphandéry (Edmond)* (p. 410, 411) ; *Richard (Alain)* (p. 411).

Coût réel du travail : *Alphandéry (Edmond)* (p. 410).

Dépenses de santé (progression) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 410) ; *Richard (Alain)* (p. 411).

Discussion commune des amendements nos 2, 3 et 10.

Amendement n° 2 de M. Michel d'Ornano (prélèvement limité à un an) (p. 411) ; retiré (p. 412).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 411).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 411) ; *Richard (Alain)* (p. 411).

Amendement n° 3 de M. Michel Inchauspé (prélèvement limité à un an) (p. 411) ; retiré (p. 412).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 411).

Contre : *Evin (Claude) (G)* (p. 411) ; *Richard (Alain)* (p. 411).

Amendement n° 10 du Gouvernement (prélèvement s'appliquant jusqu'au 31 décembre 1988) (p. 411) ; adopté (p. 412).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 411).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 411) ; contre : *Alphandéry (Edmond)* (p. 411).

Article 2 (prélèvement social de 1 p. 100 sur les produits de placement soumis à un prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu) (p. 412) ; adopté après modifications (p. 413).

Harmonisation de la fiscalité sur l'épargne : *Zeller (Adrien)* (p. 412).

Discussion commune des amendements nos 4, 5 et 11.

Amendement n° 4 de M. Michel d'Ornano (application des dispositions limitée à un an) (p. 412) ; retiré (p. 412).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 412).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 412).

Amendement n° 5 de M. Michel Inchauspé (application des dispositions limitée à un an) : retiré (p. 412).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 412).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 412).

Amendement n° 11 du Gouvernement (application des dispositions jusqu'au 31 décembre 1989) (p. 412) ; adopté (p. 413).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 412).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 412).

Article 3 (fixation du taux de la retenue pour pension applicable aux fonctionnaires civils et militaires) (p. 413) ; adopté après modification (p. 414).

Répartition de la charge des cotisations sociales entre employeurs et salariés : *Pierna (Louis)* (p. 413) ; *Richard (Alain)* (p. 413).

Amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 413) ; rejeté (p. 413).

Soutenu par M. Louis Piera (p. 413).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 413) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 413).

Discussion commune des amendements nos 6, 7 et 12.

Amendement n° 6 de M. Michel d'Ornano (limitation de la durée d'application des mesures proposées) (p. 413) ; retiré (p. 414).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 413).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 413).

Amendement n° 7 de M. Michel Inchauspé (limitation de la durée d'application des mesures proposées) (p. 413) ; retiré (p. 414).

Soutenu par M. Philippe Auberger (p. 413).

Contre : *Richard (Alain)* (p. 413).

Amendement n° 12 du Gouvernement (limitation de la durée d'application des mesures proposées) (p. 414) ; adopté (p. 414).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 414).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 414).

Après l'article 3 :

Méthode législative (inconvenients) : *Richard (Alain)* (p. 414) ; *Auberger (Philippe)* (p. 415) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 415).

Amendement n° 1 du Gouvernement (application du taux super réduit de TVA aux boissons non alcooliques) (p. 414) ; adopté (p. 416).

Soutenu par M. Claude Evin (G) (p. 414).

Pour : *Richard (Alain)* (p. 414) ; contre : *Auberger (Philippe)* (p. 415) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 415) ; *Zeller (Adrien)* (p. 416).

Sous-amendement n° 13 de M. Adrien Zeller (application du taux de 7 p. 100 sur les boissons non alcooliques) (p. 416) ; retiré (p. 416).

Observations : *Richard (Alain)* (p. 416) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 416).

Explications de vote (p. 416).

Vote contre du groupe communiste : *Brard (Jean-Pierre)* (p. 417).

Vote pour du groupe R.P.R. : *Auberger (Philippe)* (p. 417).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 417).

2. - Proposition de loi n° 68 tendant à ce qu'en matière de **protection sociale** chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en **jouissance des prestations**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Pierre Goldberg et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 211 relative à la **protection sociale**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Jean Briane. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 212 tendant à **rembourser** en totalité les **dépenses de santé** des personnes âgées de **plus de soixante ans**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 237 tendant à modifier la loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 en vue d'assurer la **représentation des retraités** dans les **conseils d'administration** des organismes de **sécurité sociale**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Projet de loi n° 292 relatif à la **protection sociale** et portant dispositions diverses relatives à la **collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon**.

Sénat (première lecture). - N° 254 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. José Balareello. - Rapport n° 17 (1988-1989). - Discussion et adoption le 11 octobre 1988. - Projet de loi n° 7.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 12 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Gérard Grignon (27 octobre 1988). - Rapport n° 349 (10 novembre 1988). - Discussion et adoption le 22 novembre 1988. - Projet de loi n° 26.

Sénat (deuxième lecture). - N° 97 (1988-1989). - Dépôt le 23 novembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. José Balarelo. - Rapport n° 104 (1988-1989). - Discussion le 20 décembre 1988. - Adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 3 6 (1988-1989).

Loi n° 88-1264 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 117).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 1988] (p. 2632).

Assurance maladie : Grignon (Gérard) (p. 2633) ; Hage (Georges) (p. 2635) ; Le Foll (Robert) (p. 2635).

Assurance maternité : Grignon (Gérard) (p. 2633).

Caisse de prévoyance sociale : Grignon (Gérard) (p. 2632) ; Laignel (André) (G) (p. 2634).

Caractère favorable du régime de Saint-Pierre-et-Miquelon : Grignon (Gérard) (p. 2633) ; Hage (Georges) (p. 2634).

Consommateurs (protection des) : Hage (Georges) (p. 2635).

Cotisations sociales (niveau et dé plafonnement des) : Grignon (Gérard) (p. 2633, 2634) ; Laignel (André) (G) (p. 2634) ; Hage (Georges) (p. 2634, 2635) ; Le Foll (Robert) (p. 2635).

Évacuations sanitaires : Grignon (Gérard) (p. 2634) ; Le Foll (Robert) (p. 2635).

Interpêche (société) : Grignon (Gérard) (p. 2634) ; Le Foll (Robert) (p. 2635).

Handicapés (protection des) : Grignon (Gérard) (p. 2634) ; Le Foll (Robert) (p. 2635).

Hôpital de l'archipel (budget global) : Laignel (André) (G) (p. 2634).

Législation sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon (harmonisation avec celle de la métropole) : Grignon (Gérard) (p. 2632, 2633) ; Laignel (André) (G) (p. 2634) ; Hage (Georges) (p. 2635) ; Le Foll (Robert) (p. 2635).

Pêche (problèmes ; relations avec le Canada) : Grignon (Gérard) (p. 2634).

Retraites : Grignon (Gérard) (p. 2632, 2633).

Risque invalidité (absence de) : Grignon (Gérard) (p. 2633).

Situation économique de l'archipel : Grignon (Gérard) (p. 2632).

Travailleurs indépendants : Grignon (Gérard) (p. 2632) ; Hage (Georges) (p. 2635).

Discussion des articles (p. 2636).

Titre 1^{er} : dispositions relatives à la protection sociale et modifiant l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977.

Article 1^{er} (risques gérés par la caisse de prévoyance sociale) : adopté (p. 2636).

Article 2 (régime des cotisations d'assurance maladie) : adopté (p. 2636).

Amendement n° 1 de la commission (de suppression) : retiré (p. 2636).

Soutenu par M. Gérard Grignon (p. 2636).

Contre : Laignel (André) (G) (p. 2636).

Article 3 (recouvrement des cotisations) (p. 2636) : adopté après modifications (p. 2637).

Amendement n° 2 de la commission (possibilité de prendre des mesures d'adaptation pour l'application des dispositions du code de la sécurité sociale sur le recouvrement et le contentieux) : adopté (p. 2637).

Soutenu par M. Gérard Grignon (p. 2637).

Article 4 (extension du régime métropolitain de la sécurité sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2637) : adopté après modifications (p. 2638).

Amendement n° 3 de la commission (tendant à préciser que les nouvelles dispositions complètent la législation sociale en vigueur et ne la remplacent pas) (p. 2637) : adopté (p. 2638).

Soutenu par M. Gérard Grignon (p. 2637).

Contre : Laignel (André) (G) (p. 2637) ; Le Foll (Robert) (p. 2637, 2638).

Amendement n° 4 de la commission (de conséquence) : rejeté au scrutin public (p. 2638).

Soutenu par M. Gérard Grignon (p. 2638).

Contre : Laignel (André) (G) (p. 2638) ; Le Foll (Robert) (p. 2638).

Amendement n° 5 de la commission (application à l'archipel des articles L. 162-3 et L. 162-4 du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 2638).

Soutenu par M. Gérard Grignon (p. 2638).

Pour : Laignel (André) (G) (p. 2638).

Amendement n° 12 du Gouvernement (extension à l'archipel de l'article L. 315-1 du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 2638).

Soutenu par M. André Laignel (G) (p. 2638).

Pour : Grignon (Gérard) (p. 2638).

Amendement n° 6 rectifié de la commission (évacuations sanitaires) : retiré (p. 2638).

Soutenu par M. Gérard Grignon (p. 2638).

Pour : Laignel (André) (G) (p. 2638).

Article 5 (mesure d'ordre) : adopté (p. 2638).

Article 6 (allocations aux handicapés) : adopté après modifications (p. 2639).

Amendement n° 9 de M. Gérard Grignon à titre personnel (de rectification) : adopté (p. 2639).

Après l'article 7 :

Amendement n° 13 de M. Gérard Grignon à titre personnel (application de l'article 167 du code de la famille et de l'aide sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon ; construction d'un centre d'aide par le travail) : adopté (p. 2639).

Pour : Laignel (André) (G) (p. 2639).

Titre II : dispositions diverses.

Article 8 (moyens de fonctionnement du comité économique et social) (p. 2639) : adopté (p. 2640).

Article 9 (attribution du conseil général en matière pénale) : adopté (p. 2640).

Article 10 (suppression de la participation de la collectivité territoriale au fonctionnement de l'administration préfectorale) : adopté (p. 2640).

Article 11 (application de la loi sur l'usure) : adopté (p. 2640).

Article 12 (transmission des informations relatives aux dettes de cotisations) : adopté (p. 2640).

Article 13 (application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat) : adopté (p. 2640).

Article 14 (emploi des travailleurs étrangers) : adopté (p. 2640).

Article 14 bis (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon du code minier) : adopté (p. 2640).

Article 14 ter (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours) : adopté (p. 2640).

Article 15 (mesures de coordination) : adopté (p. 2640).

Seconde délibération (p. 2640).

Demande du Gouvernement pour une seconde délibération de l'article 4 du projet de loi : Laignel (André) (G) (p. 2640).

Article 4 (extension du régime métropolitain de la sécurité sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2640).

Amendement n° 1 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2640) ; adopté au scrutin public (p. 2641).

Soutenu par M. André Laignel (G) (p. 2640).

Observations : Grignon (Gérard) (p. 2642).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2641).

7. - Proposition de loi n° 334 relative au libre choix du médecin dans les régimes spéciaux de sécurité sociale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 335 tendant à assurer la protection de l'assuré social du régime général en cas de recours à l'expertise médicale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1988 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

Questions au Gouvernement 2, 13, 99.

Allocations familiales.

Voir *Lois de finances rectificatives* 1, avant la discussion des articles, discussion des articles, article 4.

Politique économique et sociale 4.

Questions au Gouvernement 103, 163.

SEINE-PORT

Carrière.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Environnement, procédure des questions.

SENAT

Voir *Parlement*.

SERVICE NATIONAL

1. - Proposition de loi n° 260 tendant à instituer une nouvelle catégorie de dispense d'obligation du service national actif fondée sur la défense de l'emploi.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

2. - Proposition de loi n° 401 tendant à modifier les articles L. 5 bis et L. 32 du code du service national relatifs aux reports d'incorporation et aux dispenses des obligations du service national actif.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 novembre 1988 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

3. - Proposition de loi n° 451 tendant à mettre des appelés du contingent à la disposition des corps de sapeurs-pompiers communaux et départementaux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Jean Desanlis. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Intérieur.

Politique économique et sociale 4.

Questions au Gouvernement 49.

SERVICES SECRETS

Voir *Parlement* 5.

S.I.D.A (SYNDROME IMMUNO-DEFICITAIRE ACQUIS)

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique, procédure des questions et Solidarité, santé et protection sociale.

Lutte contre le - : association Le Patriarche.

Voir *Questions au Gouvernement* 92.

SIDERURGIE

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : Industrie.

SITES CLASSES

Voir *Impôts et taxes* 4.

SKI

Voir *Environnement* 4.

SOCIETE DES BOURSES FRANCAISES

Voir *Questions au Gouvernement* 10.

SOCIETE GENERALE

Voir *Questions au Gouvernement* 59, 62, 96, 135.

Questions orales sans débat 29.

SOCIETE IMMOBILIERE DE GESTION ET DE PARTICIPATION (S.I.G.P.)

Voir *Société générale*.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (S.N.C.F.)

Voir *Commerce et artisanat* 6.

Lois de finances 3, deuxième partie, Transports.

Questions au Gouvernement 1, 6, 85, 90.

Questions orales sans débat 44.

SOCIETES

Droit d'apport.

Voir *Faillite, redressement et liquidation judiciaire*.

Lois de finances rectificatives 1, discussion des articles, après l'article 16.

SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (S.I.C.A.V.)

Voir *Marchés financiers* 1.

SOMME

Industrie textile.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : industrie, procédure des questions.

SONDAGES ET ENQUETES

Voir *Elections et référendums* 12, 38.

SOUDAN

Famine.

Voir *Questions au Gouvernement* 78

SPORTS

1. - Proposition de loi n° 45 tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur, Education nationale, jeunesse et sports et Environnement.

Questions au Gouvernement 120.

STRASBOURG**Commissariats de police.**

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Intérieur, procédure des questions.

Maintien du Parlement européen.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Affaires européennes.

Questions au Gouvernement 141, 152.

SUCCESSIONS ET LIBERALITES**1. - Proposition de loi n° 305 tendant à l'introduction du pacte de famille dans notre droit successoral.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 octobre 1988 par M. Joseph-Henri Maujolan du Gasset. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. - Projet de loi n° 511 modifiant le code civil et relatif aux successions.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Pierre Arpaillange, Garde des Sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Commerce et artisanat 5.*
Impôt sur le revenu 1.

SUISSE

Voir *Traités et conventions 19.*

SYNDICATS

Voir *Grâce et amnistie 1.*
Travail.
Questions au Gouvernement 91, 143, 149.

T**TABAC****Publicité en sa faveur.**

Voir *Lois de finances 3*, deuxième lecture, article 24.
Politique économique et sociale 4, première et deuxième lectures, après l'article 13 et article 13 *quater*.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)**1. - Proposition de loi n° 229 relative à la situation des auto-écoles au regard du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Energie 1.*
Sécurité sociale 1, après l'article 3.

- et harmonisation européenne.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, avant la discussion des articles, article 6 et après l'article 6.
Lois de finances 3, deuxième partie, après l'article 59.
Lois de finances 3, deuxième lecture, article 6 bis A nouveau.

Réduction du taux sur la redevance télévision.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Culture, communication et grands travaux, communication.

- sur le charbon à usage domestique.

Voir *Questions orales sans débat 30, 35.*

Vidéo.

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 6.
Lois de finances 3, deuxième partie, après l'article 59.

Lois de finances rectificatives 1, discussion des articles, après l'article 14.

Questions au Gouvernement 151.

TAXES PARAFISCALES

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Economie, finances et budget : Charges communes, services financiers. - Comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. - Commerce extérieur.

TCHAD

Voir *Questions au Gouvernement 50.*

TCHERNOBYL

Voir *Traités et conventions 18.*

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir *Départements et Territoires d'outre-mer.*

TERRORISME

Voir *Grâce et amnistie 1.*
Lois de finances 3, deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement 33, 112, 113, 117, 118, 173.

TEXTILE ET HABILLEMENT

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie et aménagement du territoire : Industrie.
Questions au Gouvernement 43, 82, 166.
Lois de finances rectificatives 1, deuxième lecture, avant la discussion des articles.
Questions orales sans débat 4.

TOURISME ET LOISIRS**1. - Proposition de loi n° 123 relative au développement de l'économie touristique à partir des communes touristiques et des stations classées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par M. Léonce Deprez. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Micaux (21 décembre 1988).

2. - Proposition de loi n° 124 relative aux baux commerciaux dans les communes touristiques et les stations classées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 juillet 1988 par M. Léonce Deprez. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (14 octobre 1988).

3. - Proposition de loi n° 467 tendant à modifier l'organisation régionale du tourisme dans les départements d'outre-mer.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

4. - Proposition de loi n° 520 tendant à la création de titres-loisirs.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1988 par M. Jean-Paul Fuchs. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Finances locales 3.*

Lois de finances 3, deuxième partie, Industrie et Aménagement du territoire, Tourisme.

TRAITES ET CONVENTIONS**Adoption définitive par le Sénat de projets adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale sous la 8^e législature.**

A. - Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue

d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole).

Assemblée nationale : adoption en première lecture : voir Table matières 1987, Traités et conventions 53.

Sénat (première lecture). - N° 120 (1987-1988). - Dépôt le 1^{er} décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° 299 (1987-1988) (29 juin 1988). - Discussion et adoption définitive le 6 juillet 1988. - Projet de loi n° 96. (1987-1988).

Loi n° 88-804 du 12 juillet 1988 publiée au J.O. du 13 juillet 1988 (p. 9110).

B. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Assemblée nationale : adoption en première lecture : voir Table matière 1987, Traités et conventions, 55.

Sénat (première lecture) n° 203 (1987-1988). - Dépôt le 21 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° 300 (1987-1988) (29 juin 1988). - Discussion et adoption définitive le 6 juillet 1988. - Projet de loi n° 97 (1987-1988).

Loi n° 88-803 du 12 juillet 1988 publiée au J.O. du 13 juillet 1988 (p. 9110).

TRAITÉS ET CONVENTIONS (9^e législature)

1. - Projet de loi n° 25 autorisant la ratification de deux protocoles au traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1983.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Caro (7 juillet 1988). - Rapport n° 405 (24 novembre 1988). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (7 juillet 1988). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Yves Le Drian (1^{er} octobre 1988). - Avis n° 414 (29 novembre 1988). - Discussion et adoption le 1^{er} décembre 1988. - Projet de loi n° 38.

Sénat (première lecture). - N° 112 (1988-1989). - Dépôt le 2 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Genton. - Rapport n° 122 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 30 (1988-1989).

Loi n° 88-1240 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 3 janvier 1989 (p. 56).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} décembre 1988] (p. 2933).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) : Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941, 2942) ; Lalumière (Catherine) (inscrite contre, socialiste) (p. 2942, 2943) ; rejetée au scrutin public (p. 2943).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : Montdargent (Robert) (p. 2943 à 2946) ; Lalumière (Catherine) (inscrite contre, socialiste) (p. 2946 à 2948) ; rejetée (p. 2948).

Conseil franco-allemand de défense et de sécurité :

- Allemagne (réunification) : Le Drian (Jean-Yves) (p. 2937) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2950) ;

- composition et organisation du Conseil : Caro (Jean-Marie) (p. 2934) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2940) ; Lalumière (Catherine) (p. 2943) ;

- coopération militaire franco-allemande : Caro (Jean-Marie) (p. 2933, 2934) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2937, 2938, 2939) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2940) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941, 2942) ; Montdargent (Robert) (p. 2944, 2945) ; Lalumière (Catherine) (p. 2947) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2949) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2950) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953, 2954) ;

- défense américaine (politique) : Caro (Jean-Marie) (p. 2935) ;

- désarmement (négociations) : Caro (Jean-Marie) (p. 2935) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2939) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2940) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2942) ; Montdargent (Robert) (p. 2944) ; Lalumière (Catherine) (p. 2947, 2948) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2949, 2950) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2951) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953) ;

- dissuasion nucléaire : Montdargent (Robert) (p. 2944, 2945) ; Lalumière (Catherine) (p. 2946, 2947) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2949, 2950) ;

- organisation du traité de l'Atlantique Nord : Caro (Jean-Marie) (p. 2933) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2937) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2942) ; Montdargent (Robert) (p. 2944, 2945) ; Lalumière (Catherine) (p. 2947) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2949) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2951) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953) ;

- réactions des alliés européens et américains : Caro (Jean-Marie) (p. 2934) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2951) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953, 2954) ;

- rôle et objectifs du Conseil : Caro (Jean-Marie) (p. 2934) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941) ; Lalumière (Catherine) (p. 2943, 2948) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953, 2954) ;

- sécurité européenne : Caro (Jean-Marie) (p. 2933, 2934, 2935) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2939) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2940) ; Montdargent (Robert) (p. 2944) ; Lalumière (Catherine) (p. 2948) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2949, 2950) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953) ;

- U.R.S.S. et pacte de Varsovie (menace offensive) : Le Drian (Jean-Yves) (p. 2937, 2938) ; Lalumière (Catherine) (p. 2947) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2953).

Conseil franco-allemand économique et financier :

- banques centrales (coopération) : Caro (Jean-Marie) (p. 2935) ; Montdargent (Robert) (p. 2944) ;

- échanges commerciaux franco-allemands et déficit français : Caro (Jean-Marie) (p. 2936) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941) ; Montdargent (Robert) (p. 2945) ;

- échéance européenne de 1993 : Caro (Jean-Marie) (p. 2936) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2941) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941) ; Montdargent (Robert) (p. 2945, 2946) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2951) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2952) ;

- objectifs et missions : Caro (Jean-Marie) (p. 2935) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2940) ; Lalumière (Catherine) (p. 2943, 2946) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2950) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2952, 2953).

- union économique et monétaire (réalisation) : Caro (Jean-Marie) (p. 2936) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2941) ; Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941) ; Lalumière (Catherine) (p. 2943, 2946) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2952, 2953).

Europe (construction) : Montdargent (Robert) (p. 2946) ; Lalumière (Catherine) (p. 2946, 2948) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2948, 2949) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2951).

Genèse du traité : Caro (Jean-Marie) (p. 2933) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2938).

Haut Conseil culturel (création) : Dumas (Roland) (G) (p. 2941).

Parlements : éventualité d'une coopération franco-allemande parlementaire : Caro (Jean-Marie) (p. 2936) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2939).

Souveraineté nationale (abandon) : Gayssot (Jean-Claude) (p. 2941, 2942) ; Lalumière (Catherine) (p. 2943, 2946, 2947, 2948) ; Montdargent (Robert) (p. 2944, 2945) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2950) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2951) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2954).

Traité de l'Elysée de 1963 : Caro (Jean-Marie) (p. 2933, 2935, 2936, 2937) ; Le Drian (Jean-Yves) (p. 2938) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2939, 2940, 2954) ; Lalumière (Catherine) (p. 2942, 2943, 2948) ; Autexier (Jean-Yves) (p. 2949) ; Lefort (Jean-Claude) (p. 2951) ; Le Déaut (Jean-Yves) (p. 2952, 2953).

Discussion des articles (p. 2954).

Article 1^{er} (autorisant la ratification du protocole franco-allemand portant création d'un conseil franco-allemand de défense et de sécurité) : adopté (p. 2954).

Article 2 (autorisant la ratification du protocole franco-allemand portant création d'un conseil franco-allemand économique et financier) : adopté (p. 2954).

Explications de vote (p. 2954).

Vote pour du groupe socialiste : *Bellon (André)* (p. 2954).

Vote pour du groupe R.P.R. : *Pandraud (Robert)* (p. 2954).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 2954).

2. - Projet de loi n° 40 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre (ensemble un protocole).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 juillet 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jeanny Lorgeoux (3 novembre 1988). - Rapport n° 406 (24 novembre 1988). - Demande de vote sans débat le 24 novembre 1988. - Vote sans débat le 8 décembre 1988. - Adoption le 8 décembre 1988. - Projet de loi n° 42.

Sénat (première lecture). - N° 128. - Dépôt le 8 décembre 1988. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° 147 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 40 (1988-1989).

Loi n° 88-1280 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 112).

3. - Projet de loi n° 41 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le **Conseil fédéral suisse** relative à la reconnaissance réciproque des **poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 juillet 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Charles Ehrmann (3 novembre 1988). - Rapport n° 407 (24 novembre 1988). - Demande de vote sans débat le 24 novembre 1988. - Vote sans débat le 8 décembre 1988. - Adoption le 8 décembre 1988. - Projet de loi n° 43.

Sénat (première lecture). - N° 127. - Dépôt le 8 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport n° 142 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 41 (1988-1989).

Loi n° 88-1258 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 111).

4. - Projet de loi n° 114 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative aux **enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens**.

Sénat (première lecture). - N° 303 (1987-1988). - Dépôt le 29 juin 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Cabanel. - Rapport n° 321 (1987-1988) (6 juillet 1988). - Discussion et adoption le 6 juillet 1988. - Projet de loi n° 99 (1987-1988).

Assemblée nationale (première lecture). - N° 114. - Dépôt le 6 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut (7 juillet 1988). - Rapport n° 115 (7 juillet 1988). - Discussion et adoption définitive le 7 juillet 1988. - Projet de loi n° 8.

Loi n° 88-809 du 12 juillet 1988 publiée au J.O. du 14 juillet 1988 (p. 9142).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 juillet 1988] (p. 561).

Article 6 de la convention (fondements) : *Avice (Edwige)* (G) (p. 566, 567).

Commission paritaire instituée par la convention : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 562) ; *Avice (Edwige)* (G) (p. 563) ; *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 565).

Convention (efficacité, article 8 notamment) : *Lequiller (Pierre)* (p. 564) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 564, 565) ; *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 565) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 566) ; *Avice (Edwige)* (G) (p. 567).

Couples binationaux au sein de la C.E.E. : *Lienemann (Marie-Noëlle)* (p. 565).

Couples de nationalités différentes séparés et dont l'un des conjoints vit en Algérie : *Lequiller (Pierre)* (p. 564).

Droits de l'enfant : *Avice (Edwige)* (G) (p. 563).

Enfants de couples mixtes séparés franco-algériens :

- droit de visite transfrontière : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 561, 562) ;

- enfants naturels : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 562) ; *Avice (Edwige)* (G) (p. 563) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 564) ;

- garde des - : (juridiction compétente) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 561) ;

- opérations chirurgicales (excision notamment) : *Weber (Jean-Jacques)* (p. 565) ;

- situation : *Avice (Edwige)* (G) (p. 563) ; *Lequiller (Pierre)* (p. 563) ; *Weber (Jean-Jacques)* (p. 564, 565) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 565, 566) ; *Pierna (Louis)* (p. 566).

Groupes d'études de l'Assemblée nationale (utilité - ; cas de celui sur les Français de l'étranger notamment) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 562).

Racisme : *Pierna (Louis)* (p. 566).

Relations franco-algériennes : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 561, 562) ; *Avice (Edwige)* (G) (p. 563).

Discussion de l'article unique (p. 567).

Article unique (autorisant l'approbation d'une convention entre la France et l'Algérie sur les enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens).

Explications de vote (p. 567).

Consensus sur l'approbation de la convention : *Bellon (André)* (p. 567).

Adoption définitive au scrutin public de l'article unique du projet de loi (p. 567).

5. - Projet de loi n° 118 autorisant l'adhésion à un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'**organisation internationale de télécommunication par satellites (Intelsat)**.

Sénat (première lecture). - N° 110 (1987-1988). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. - Rapport n° 258 (1987-1988) (2 avril 1988). - Discussion et adoption le 6 juillet 1988. - Projet de loi n° 100 (1987-1988).

Assemblée nationale (première lecture). - N° 118. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Godfrain (10 octobre 1988). - Rapport n° 280 (11 octobre 1988). - Discussion et adoption définitive le 14 octobre 1988. - Projet de loi n° 19.

Loi n° 88-997 du 21 octobre 1988 publiée au J.O. du 22 octobre 1988 (p. 1305).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 939).

Intelsat : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 939, 940) ; *Avice (Edwige)* (G) (p. 940).

Personnels d'Intelsat (privilèges, exemptions et immunités des) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 940) ; *Avice (Edwige)* (G) (p. 940).

Discussion de l'article unique (p. 941).

Article unique (autorisant l'adhésion au protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'organisation Intelsat): **adopté définitivement** (p. 941).

6. - Projet de loi n° 119 autorisant l'approbation d'une convention sur la **protection de la nature dans le Pacifique Sud**.

Sénat (première lecture). - N° 251 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur: M. Roger Poudonson. - Rapport n° 294 (1987-1988) (23 juin 1988). - Discussion et adoption définitive le 6 juillet 1988. - **Projet de loi n° 102** (1987-1988).

Assemblée nationale (première lecture). - N° 119. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Lettre du Premier ministre, en date du 13 juillet 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur: Mme Michèle Alliot-Marie (10 octobre 1988). - Rapport n° 281 (11 octobre 1988). - Discussion et adoption définitive le 14 octobre 1988. - **Projet de loi n° 22**.

Loi n° 88-999 du 21 octobre 1988 publiée au *J.O.* du 22 octobre 1988 (p. 13305).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 945).

Coopération régionale: *Avice (Edwige) (G)* (p. 946).

Déclaration interprétative sur la convention: *Avice (Edwige) (G)* (p. 946, 947); *Montdargent (Robert)* (p. 947).

Expériences nucléaires françaises: *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 945, 946); *Montdargent (Robert)* (p. 946, 947); *Avice (Edwige) (G)* (p. 947).

Secrétaire d'Etat chargé de l'environnement (absence en séance): *Montdargent (Robert)* (p. 947).

Sites naturels (protection): *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 945, 946); *Avice (Edwige) (G)* (p. 946); *Montdargent (Robert)* (p. 946).

Discussion de l'article unique (p. 947).

Article unique (autorisant l'approbation de la convention pour la protection de la nature dans le Pacifique sud): **adopté** (p. 947).

Explication de vote (p. 947).

Défense nationale: *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 947).

Vote pour du groupe socialiste: *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 947).

Adoption définitive de l'article unique du projet de loi (p. 947).

7. - Projet de loi n° 120 autorisant l'adhésion de la France à un accord portant création de l'**Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique**.

Sénat (première lecture). - N° 219 (1987-1988). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur: M. Michel Crucis. - Rapport n° 282 (1987-1988) (2 avril 1988). - Discussion le 6 juillet 1988. - Adoption le 6 juillet 1988. - **Projet de loi n° 101** (1987-1988).

Assemblée nationale (première lecture). - N° 120. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. Rapporteur: M. Noël Josèphe (10 octobre 1988). - Rapport n° 282 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption définitive le 14 octobre 1988. - **Projet de loi n° 20**.

Loi n° 88-998 du 21 octobre 1988 publiée au *J.O.* du 22 octobre 1988 (p. 13305).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 941).

Français (absence du - dans les langues de travail de l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique): *Josèphe (Noël)* (p. 941); *Avice (Edwige) (G)* (p. 942, 943); *Deniau (Xavier)* (p. 942, 943); *Deniau (Jean-François)* (p. 943).

Francophonie: *Josèphe (Noël)* (p. 941).

Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique: *Josèphe (Noël)* (p. 941); *Avice (Edwige) (G)* (p. 942).

Pacifique (présence de la France dans la zone): *Avice (Edwige) (G)* (p. 943); *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 943).

Personnels de l'Institut de développement de la radiodiffusion (exemptions fiscales): *Josèphe (Noël)* (p. 941).

Présence radiophonique de la France en Asie: *Josèphe (Noël)* (p. 941); *Avice (Edwige) (G)* (p. 942); *Deniau (Xavier)* (p. 942).

Discussion de l'article unique (p. 943).

Article unique (autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique): **adopté définitivement** (p. 943).

8. - Projet de loi n° 121 autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 4 octobre 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela afin d'éviter la **double imposition en matière de transport maritime et aérien**.

Sénat (première lecture). - N° 252 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1978 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur: M. Josy Moinet. - Rapport n° 301 (1987-1988) (29 juin 1988). - Discussion le 6 juillet 1988. - Adoption le 6 juillet 1988. - **Projet de loi n° 98** (1987-1988).

Assemblée nationale (première lecture). - N° 121. - Dépôt le 7 juillet 1986. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur: Mme Louise Moreau (10 octobre 1988). - Rapport n° 283 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption définitive le 14 octobre 1988. - **Projet de loi n° 21**.

Loi n° 88-1000 du 21 octobre 1988 publiée au *J.O.* du 22 octobre 1988 (p. 13306).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 943).

Investissements (protection): *Ehrmann (Charles)* (p. 944).

Hydrocarbures (exclusion des- du champ d'application de la convention de 1978): *Ehrmann (Charles)* (p. 943, 944); *Avice (Edwige) (G)* (p. 944).

Relations entre la France et le Venezuela: *Ehrmann (Charles)* (p. 944).

Taxe professionnelle (extension des clauses d'exonération dans les conventions internationales; finances locales): *Ehrmann (Charles)* (p. 944); *Avice (Edwige) (G)* (p. 944, 945); *Deniau (Jean-François)* (p. 945).

Discussion de l'article unique (p. 945).

Article unique (autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 4 octobre 1978 entre la France et le Venezuela sur la double imposition en matière de transport maritime et aérien): **adopté définitivement** (p. 945).

9. - Projet de loi n° 150 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à l'emploi des membres des **familles des agents des missions officielles** de chaque Etat dans l'autre.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rap-

porteur : M. Charles Ehrmann (10 octobre 1988). - Rapport n° 284 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption le 14 octobre 1988. - Projet de loi n° 18.

Sénat (première lecture). - N° 37 (1988-1989). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Michel Bayle. - Rapport n° 151 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 35 (1988-1989).

Loi n° 88-1258 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 4 janvier 1989 (p. 112).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 938).

Conventions de Vienne (du 18 avril 1961 et du 24 avril 1963) : Ehrmann (Charles) (p. 938) ; Avice (Edwige) (G) (p. 939).

Droit au travail des membres des familles de diplomates : Ehrmann (Charles) (p. 938).

Immunités diplomatiques : Ehrmann (Charles) (p. 938) ; Avice (Edwige) (G) (p. 939).

Discussion de l'article unique (p. 939).

Article unique (autorisant l'approbation de l'accord franco-canadien relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre) : adopté (p. 939).

10. - Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 156 concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Robert Montdargent (10 octobre 1988). - Rapport n° 285 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption le 14 octobre 1988. - Projet de loi n° 15.

Sénat (première lecture). - N° 34 (1988-1989). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matrja. - Rapport n° 148 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 32 (1988-1989).

Loi n° 88-1241 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 3 janvier 1989 (p. 56).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 934).

« Imprécision » de la convention : Montdargent (Robert) (p. 934, 935) ; Avice (Edwige) (G) (p. 935).

Organisation internationale du travail (O.I.T.) : Avice (Edwige) (G) (p. 935).

Travailleurs ayant des responsabilités familiales (égalité des chances et de traitement pour les- des deux sexes) : Montdargent (Robert) (p. 934, 935) ; Avice (Edwige) (G) (p. 935).

Discussion de l'article unique (p. 935).

Article unique (autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 156 concernant l'égalité des chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes) : adopté (p. 935).

11. - Projet de loi n° 152 autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 158 concernant la cessation de la relation du travail à l'initiative de l'employeur.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rap-

porteur : Mme Marie-Noëlle Lienemann (10 octobre 1988). - Rapport n° 286 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption le 14 octobre 1988. - Projet de loi n° 16.

Sénat (première lecture). - N° 35 (1988-1989). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matrja. - Rapport n° 149 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 33 (1988-1989).

Loi n° 88-1242 du 30 décembre 1988 publiée au J.O. du 3 janvier 1989 (p. 56).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 935).

Ratifications (nombre limité) : Lienemann (Marie-Noëlle) (p. 935, 936) ; Avice (Edwige) (G) (p. 936).

Licenciement (procédure) : Lienemann (Marie-Noëlle) (p. 936) ; Avice (Edwige) (G) (p. 936).

Discussion de l'article unique (p. 937).

Article unique (autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 158 concernant la cessation de la relation de travail à l'initiative de l'employeur) : adopté (p. 937).

12. - Projet de loi n° 153 autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Marie-Noëlle Lienemann (10 octobre 1988). - Rapport n° 287 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption le 14 octobre 1988. - Projet de loi n° 17.

Sénat (première lecture). - N° 36 (1988-1989). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matrja. - Rapport n° 150 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 34 (1988-1989).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 17 janvier 1989 [J.O. du 18 janvier 1989] (p. 753). - Rectificatif [J.O. du 21 janvier 1989] (p. 928). Conforme en totalité.

Loi n° 89-24 du 17 janvier 1989 publiée au J.O. du 18 janvier 1989 (p. 728).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 937).

Emploi des handicapés : Lienemann (Marie-Noëlle) (p. 937) ; Avice (Edwige) (G) (p. 937).

Loi du 10 juillet 1987 sur l'emploi des handicapés : Lienemann (Marie-Noëlle) (p. 937) ; Avice (Edwige) (G) (p. 938).

Discussion de l'article unique (p. 938).

Article unique (autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 159 sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées) : adopté (p. 938).

13. - Projet de loi n° 167 autorisant l'approbation du protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jeanny Lorgeoux (10 octobre 1988). - Rapport n° 288 (11 octobre 1988). - Discussion le 14 octobre 1988. - Adoption le 14 octobre 1988. - Projet de loi n° 23.

Sénat (première lecture). - N° 38 (1988-1989). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Xavier de Villepin. - Rapport n° 121 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 12 décembre 1988. - Projet de loi n° 22.

Loi n° 88-1128 du 20 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1988 (p. 15977).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 octobre 1988] (p. 948).

ATOCHM (produits de substitution aux C.F.C.) : *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 948, 849) ; *Avice (Edwige) (G)* (p. 949) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 950).

Chlorofluorocarbures (C.F.C.) : *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 948) ; *Avice (Edwige) (G)* (p. 949) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 949).

Comité français des aérosols : *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 949).

Couche d'ozone (diminution de l'épaisseur) : *Lorgeoux (Jeanny)* (p. 948) ; *Avice (Edwige) (G)* (p. 949) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 949, 950).

Industries liées aux C.F.C. : *Guellec (Ambroise)* (p. 950) ; *Avice (Edwige) (G)* (p. 950).

Mission scientifique envoyée en Arctique : *Guellec (Ambroise)* (p. 950).

Discussion de l'article unique (p. 950).

Article unique (autorisant l'approbation du protocole de Montréal relatif à des substances appauvrissant la couche d'ozone) : **adopté** (p. 950).

14. - Projet de loi n° 189 autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite.

Sénat (première lecture). N° 282 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Cabanel. - Rapport n° 296 (1988-1989). - Discussion le 4 octobre 1988. - Adoption le 4 octobre 1988. - Projet de loi n° 4.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Alain Bocquet (3 novembre 1988). - Rapport n° 421 (6 décembre 1988).

15. - Projet de loi n° 170 autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite.

Sénat (première lecture). N° 281 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Cabanel. - Rapport n° 295 (1988-1989). - Discussion le 4 octobre 1988. - Adoption le 4 octobre 1988. - Projet de loi n° 5.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Seitzinger (3 novembre 1988). - Rapport n° 422 (6 décembre 1988).

16. - Projet de loi n° 171 autorisant l'approbation du protocole n° 8 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Sénat (première lecture). - N° 250 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Emile Didier. - Rapport n° 285 (1987-1988). - Discussion le 4 octobre 1988. - Adoption le 4 octobre 1988. - Projet de loi n° 3.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Charles Pistre (3 novembre 1988). -

Rapport n° 477 (15 décembre 1988). - Discussion le 21 décembre 1988. - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 64.

Loi n° 88-1250 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 110).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1988] (p. 3974).

Accroissement des requêtes individuelles : *Pistre (Charles)* (p. 3975) ; *Beaucé (Thierry de) (G)* (p. 3975) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3976).

Convention européenne des droits de l'homme : *Pistre (Charles)* (p. 3974, 3975).

Droit de recours (élargissement du- au recours individuel) : *Pistre (Charles)* (p. 3975) ; *Beaucé (Thierry de) (G)* (p. 3975)

Droits de l'homme : *Le Meur (Daniel)* (p. 3976).

Mise en œuvre des jugements de la Cour européenne : *Le Meur (Daniel)* (p. 3976).

Protocole n° 8 (contenu) : *Pistre (Charles)* (p. 3975) ; *Beaucé (Thierry de) (G)* (p. 3975, 3976) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3976).

Vote pour du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 3976).

Discussion de l'article unique (p. 3976).

Article unique (autorisant l'approbation du protocole n° 8 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Vienne le 19 mars 1985) (p. 3976) : **adopté définitivement** (p. 3976).

17. - Projet de loi n° 172 autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes.

Sénat (première lecture). N° 224 (1987-1988). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° 283 (1987-1988). - Discussion le 4 octobre 1988. - Adoption le 4 octobre 1988. - Projet de loi n° 1.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Michèle Alliot-Marie (3 novembre 1988). - Rapport n° 478 (15 décembre 1988). - Discussion le 21 décembre 1988. - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 82.

Loi n° 88-1251 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 110).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1988] (p. 3971).

Accord de réciprocité : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 3971) ; *Beaucé (Thierry de) (G)* (p. 3972, 3973).

Bureau de la protection des victimes et de la prévention : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 3972) ; *Beaucé (Thierry de) (G)* (p. 3972).

Indemnisation des victimes d'infractions violentes : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 3971) ; *Beaucé (Thierry de) (G)* (p. 3972, 3973).

Situation financière des victimes : *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 3972).

Discussion de l'article unique (p. 3973).

Article unique (autorisant l'approbation de la convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983) (p. 3973) : **adopté définitivement** (p. 3973).

18. - Projet de loi n° 173 autorisant l'approbation d'une convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique.

Sénat (première lecture). - N° 226 (1987-1988). - Dépôt le 9 février 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Discussion le 4 octobre 1988. - Adoption le 4 octobre 1988. - Projet de loi n° 2.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Bérégovoy (3 novembre 1988). - Discussion le 21 décembre 1988. - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 85.

Loi n° 88-1252 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 110).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1988] (p. 3976).

Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) (rôle) : Bérégovoy (Michel) (p. 3976, 3977).

Assistance mutuelle en cas d'accident nucléaire : Bérégovoy (Michel) (p. 3976, 3977) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3977).

Organisation en France : Bérégovoy (Michel) (p. 3977).

Réserves françaises : Bérégovoy (Michel) (p. 3977) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3977).

Tchernobyl (accident survenu en 1986) : Bérégovoy (Michel) (p. 3976) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3977).

Discussion de l'article unique (p. 3978).

Article unique (autorisant l'approbation de la convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique signée par la France à Vienne le 26 septembre 1986) (p. 3978) : **adopté définitivement** (p. 3978).

19. - Projet de loi n° 322 autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1987-1988 : Traités et conventions, 44.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Laborde (3 novembre 1988). - Rapport n° 423 (6 décembre 1988). - Demande de vote sans débat le 7 décembre 1988. - Vote sans débat le 21 décembre 1988. - **Adoption définitive** le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 60.

Loi n° 88-1255 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 111).

20. - Projet de loi n° 323 autorisant l'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Bangladesh.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1987 : Traités et conventions, 50.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (3 novembre 1988). - Rapport n° 479 (15 décembre 1988). - Discussion le 21 décembre 1988. - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 63.

Loi n° 88-1259 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1988] (p. 3973).

Accord de coopération (contenu) : Daillet (Jean-Marie) (p. 3973, 3974) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3974).

Aide alimentaire française : Daillet (Jean-Marie) (p. 3973) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3974).

Bangladesh (situation) : Daillet (Jean-Marie) (p. 3973) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3974).

Coût : Daillet (Jean-Marie) (p. 3974).

Discussion de l'article unique (p. 3974).

Article unique (autorisant l'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, fait à Dacca le 10 mars 1987) (p. 3974) : **adopté définitivement** (p. 3974).

21. - Projet de loi n° 348 autorisant l'approbation d'une convention européenne pour la prévention des tortures et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 novembre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. - Lettre du Premier ministre, en date du 14 décembre 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Garmendia (17 novembre 1988). - Rapport n° 413 (29 novembre 1988). - Discussion le 1^{er} décembre 1988. - Adoption le 1^{er} décembre 1988. - Projet de loi n° 39.

Sénat (première lecture). - N° 113 (1988-1989). - Dépôt le 2 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° 143 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 20 décembre 1988. - Projet de loi n° 31 (1988-1989).

Loi n° 88-1243 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1989 (p. 57).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1^{er} décembre 1988] (p. 2955).

Conventions des Nations-Unies sur la torture : Garmendia (Pierre) (p. 2955).

Convention du Conseil de l'Europe :

- comité européen contre la torture (création d'un) : Garmendia (Pierre) (p. 2955) ; Lacombe (Jean) (p. 2956, 2957) ;
- coopération entre le comité et les Etats parties : Garmendia (Pierre) (p. 2955, 2956) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2956) ;
- droit de visite et d'investigation : Garmendia (Pierre) (p. 2955) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2956, 2959) ; Montdargent (Robert) (p. 2958) ; Caro (Jean-Marie) (p. 2958) ;
- sanctions et publicité : Garmendia (Pierre) (p. 2956) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2956, 2959) ; Montdargent (Robert) (p. 2958) ; Caro (Jean-Marie) (p. 2958).

Droits de l'homme : Garmendia (Pierre) (p. 2956) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2956) ; Lacombe (Jean) (p. 2956, 2957, 2958) ; Montdargent (Robert) (p. 2958) ; Caro (Jean-Marie) (p. 2958).

Turquie (signature de cette convention) : Montdargent (Robert) (p. 2958) ; Dumas (Roland) (G) (p. 2959).

Discussion de l'article unique (p. 2959).

Article unique (autorisant l'approbation de la convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants) (p. 2959) : **adopté** (p. 2959).

Explications de vote (p. 2959).

Définition de la torture : Adevah-Pæuf (Maurice) (p. 2959).

Turquie (approbation) : Adevah-Pæuf (Maurice) (p. 2959).

Unanimité sur ce texte : Adevah-Pæuf (Maurice) (p. 2959) ; Chamard (Jean-Yves) (p. 2959).

Vote pour du groupe R.P.R. : Chamard (Jean-Yves) (p. 2959).

Vote pour du groupe socialiste : Adevah-Pæuf (Maurice) (p. 2959).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2959).

22. - Projet de loi n° 439 autorisant l'approbation de l'avenant d'une convention fiscale du 28 juillet 1967 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, fait à Paris le 16 juin 1988.

Sénat (première lecture). - N° 358 (1987-1988). - Dépôt le 8 juillet 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Pierre Croze. - Rapport n° 81 (1988-1989). - Discussion et adoption le 13 décembre 1988. - Projet de loi n° 24.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Alliot-Marie (15 décembre 1988). - Rapport n° 480 (15 décembre 1988). - Discussion le 21 décembre 1988. - Adoption définitive le 21 décembre 1988. - Projet de loi n° 81.

Loi n° 88-1257 du 30 décembre 1988 publiée au *J.O.* du 4 janvier 1989 (p. 112).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1988] (p. 3969).

Investissement français aux U.S.A. : Alliot-Marie (Michèle) (p. 3970).

Réforme fiscale américaine : Alliot-Marie (Michèle) (p. 3969, 3970) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3970, 3971).

Relations économiques France/U.S.A. : Alliot-Marie (Michèle) (p. 3969) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3970).

Territorialité de l'impôt (dérogation à la) : Alliot-Marie (Michèle) (p. 3970) ; Beaucé (Thierry de) (G) (p. 3971).

Discussion de l'article unique (p. 3971).

Article unique (autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 28 juillet 1967 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée à Paris le 16 juin 1988) (p. 3971) : **adopté définitivement** (p. 3971).

TRANSPORTS

1. - Proposition de loi n° 222 tendant à assurer la continuité du service public pour la desserte aérienne et maritime de la Corse.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Pierre Pasquini et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Projet de loi n° 301 modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritime.

Sénat (première lecture) - N° 264 (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport n° 22 (1988-1989). - Discussion et adoption le 18 octobre 1988. - Projet de loi n° 11.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 octobre 1988. - Lettre du Premier ministre en date du 14 octobre 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Floch (8 novembre 1988). - Rapport n° 351 (10 novembre 1988). - Discussion le 22 novembre 1988. - Adoption définitive le 22 novembre 1988. - Projet de loi n° 28.

Loi n° 88-1091 du 1^{er} décembre 1988 publiée au *J.O.* du 3 décembre 1988 (p. 15125).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 novembre 1988] (p. 2645).

Kerguelen (iles) : Floch (Jacques) (p. 2645).

Mayotte : Floch (Jacques) (p. 2645) ; Laignel (André) (G) (p. 2645).

Transporteurs aériens : Laignel (André) (G) (p. 2645).

Transporteurs maritimes (possibilité de refuser l'embarquement ou le débarquement des passagers qui seront en situation irrégulière dans les pays de destination ou d'escale) : Floch (Jacques) (p. 2645) ; Laignel (André) (G) (p. 2645).

Discussion de l'article unique (p. 2645).

Article unique (possibilité pour les transporteurs maritimes internationaux de refuser l'embarquement ou le débarquement du passager qui sera en situation irrégulière aux points d'escales et d'arrivée) : **adopté définitivement** (p. 2645).

3. - Proposition de loi n° 452 tendant à assurer un service minimal en cas de grève dans les transports publics.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Alain Griotteray. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Transports.

Transports aériens.

Voir *Questions au Gouvernement 132*.

Transports ferroviaires.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, Industrie. *Parlement 8*.

Questions au Gouvernement 1, 8, 85, 90.

Questions orales sans débat 21, 44.

Transports fluviaux.

Voir *Questions au Gouvernement 75, 79*.

Transports routiers.

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Transports sanitaires.

Voir *Santé publique 4*.

Transports urbains.

Régie autonome des transports parisiens.

Voir *Questions au Gouvernement 124, 138*.

Tunnel sous la Manche.

Voir *Questions orales sans débat 11*.

Versement -

Voir *Lois de finances rectificatives 1*, discussion des articles, article 34 et après l'article 34.

TRAVAIL

1. - Proposition de loi n° 42 tendant à assurer l'exercice sans restriction du droit de grève.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Alain Bocquet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 44 tendant à instituer des droits nouveaux en matière d'information et d'intervention des travailleurs dans l'entreprise et à garantir l'exercice de la citoyenneté.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. André Lajoie. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 50 tendant à créer un droit à des congés de formation permanente des citoyens.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 51 tendant à compléter l'article L 435-2 du code du travail et relative aux crédits d'heures alloués au représentant syndical au comité central d'entreprise.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par Mme Muguetta Jacquaint et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 53 tendant à améliorer les garanties légales de **réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Jacques Rimbault et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 75 tendant à garantir l'emploi des **travailleurs victimes d'une maladie prolongée**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi n° 135 tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au **statut général des militaires**.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1986 : Travail.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 135. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 227 relative à l'établissement des listes pour les **élections professionnelles**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 octobre 1988 par M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 456 tendant à assurer la **continuité du service public en cas de grève**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Christian Estrosi. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.
Fonctionnaires et agents publics.
Parlement 11.
Politique économique et sociale 4.
Traités et conventions 10, 11.
Transports 3.

Accidents.

Voir *Accidents du travail et maladies professionnelles*.
Agriculture 7.

Coût.

Voir *Sécurité sociale* 1, avant la discussion des articles et article 1^{er}.

Repos hebdomadaire.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Commerce et artisanat.
Questions orales sans débat 5.

Salariés protégés.

Voir *Grâce et amnistie* 1, discussion des articles, article 15.
Questions au Gouvernement 143.

Temporaire.

Voir *Questions au Gouvernement* 66.

U

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (U.R.S.S.)

Arménie.

Voir *Questions au Gouvernement* 127, 147, 157, 167, 170.

Prêt accordé par la France.

Voir *Questions au Gouvernement* 144.

Règlement de la dette russe.

Voir *Affaires Etrangères* 1.

Situation en Union soviétique.

Voir *Lois de finances* 3, deuxième partie, Affaires étrangères.

URBANISME

1. - Projet de loi n° 165 portant dispositions diverses en matière **d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 octobre 1988 par M. Michel Rocard, Premier ministre, et M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Floch (10 octobre 1988). - Rapport n° 290 (12 octobre 1988). - Discussion le 13 octobre 1988. - Adoption le 13 octobre 1988. - Projet de loi n° 14.

Sénat (première lecture). - N° 32 (1988-1989). - Dépôt le 14 octobre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° 117 (1988-1989). - Discussion et adoption le 13 décembre 1988. - Projet de loi n° 25.

Assemblée nationale (deuxième lecture). - N° 441. - Dépôt le 14 décembre 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1988] (p. 894).

Coopération intercommunale : *Guyard (Jacques)* (p. 898) ; *Richard (Alain)* (p. 898, 899).

Elaboration de la loi du 13 juillet 1983 : *Richard (Alain)* (p. 899).

Saint-Quentin-en-Yvelines : *Floch (Jacques)* (p. 895) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 896).

Validation législative des mesures transitoires adoptées en application de la loi du 8 janvier 1983 : *Floch (Jacques)* (p. 895) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 896).

Villes nouvelles : *Floch (Jacques)* (p. 894, 895) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 896, 897) ; *Guyard (Jacques)* (p. 897, 898) ; *Pinte (Etienne)* (p. 898) ; *Richard (Alain)* (p. 898, 899).

Zone d'aménagement différé : *Floch (Jacques)* (p. 895) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 896).

Discussion des articles (p. 899).

Article 1^{er} (validation des actes relatifs aux schémas directeurs adoptés dans les conditions prévues par le décret du 23 septembre 1983) (p. 899) ; adopté (p. 900).

Article 2 (validation des actes réglementaires relatifs aux zones d'aménagement concerté pris en application du décret du 14 mars 1986) (p. 900) ; adopté (p. 900).

Article 3 (modalités de création des zones d'aménagement différé) (p. 900) ; adopté (p. 900).

Article 4 (dispositions relatives à l'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines) (p. 900) ; adopté (p. 901).

Amendement n° 8 de M. Etienne Pinte (délimitations territoriales des communes faisant partie du syndicat d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines) (p. 900) ; retiré (p. 901).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 900) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 900) ; *Malandain (Guy)* (p. 900).

Article 5 (modification des dispositions de la loi du 13 juillet 1983 relatives aux modalités de retrait des agglomérations nouvelles) (p. 901) ; adopté après modifications (p. 906).

INTERVENANTS :

Observations : *Malandain (Guy)* (p. 901).

Amendement n° 9 de M. Etienne Pinte (de suppression) (p. 902) ; rejeté (p. 902).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 902) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 902).

Concertation (existence d'une) : *Pinte (Etienne)* (p. 902) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 902).

Modalités de coopération intercommunale : *Pinte (Etienne)* (p. 902).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 902) ; adopté (p. 902).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 902).

Amendement n° 2 de la commission (possibilité d'admission de nouvelles communes au sein du syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 902) ; adopté (p. 902).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 902).

Amendement n° 3 de la commission (de coordination) (p. 903) ; adopté (p. 903).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 903).

Sous-amendement n° 10 rectifié de M. Etienne Pinte (suppression de l'examen des conditions patrimoniales par les autorités compétentes) (p. 903) ; rejeté (p. 903).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 903) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 903).

Amendement n° 11 de M. Etienne Pinte (retrait de droit des communes au sein des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 903) ; rejeté (p. 904).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 903) ; *Malandain (Guy)* (p. 903) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 904).

Commune de Bois-d'Arcy : *Pinte (Etienne)* (p. 904).

Amendement n° 4 de la commission (conditions du retrait ou d'admission d'une commune) (p. 904) ; adopté (p. 904).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 904).

Pour : *Faure (Maurice)* (G) (p. 904).

Réduction de la compétence du préfet : *Faure (Maurice)* (G) (p. 904) ; *Floch (Jacques)* (p. 904).

Amendement n° 5 rectifié de la commission (de coordination) (p. 904) ; adopté (p. 904).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 904).

Amendement n° 6 de la commission (modifications de dénominations) (p. 904) ; adopté (p. 904).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 904).

Amendement n° 7 de la commission (suppression du choix du statut de communauté urbaine pour les agglomérations nouvelles) (p. 904) ; adopté (p. 906).

Soutenu par M. Jacques Floch (p. 904).

Sous-amendement n° 15 de M. Etienne Pinte (possibilité pour le syndicat de se constituer en communauté urbaine ou en SIVOM) (p. 904) ; rejeté (p. 906).

Contre : *Malandain (Guy)* (p. 905) ; *Richard (Alain)* (p. 905).

Observations : *Faure (Maurice)* (G) (p. 906).

Coopération intercommunale (élargissement des possibilités de) : *Pinte (Etienne)* (p. 905) ; *Malandain (Guy)* (p. 905) ; *Richard (Alain)* (p. 905) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 906).

Après l'article 5 :

Amendement n° 12 de M. Etienne Pinte (administration des syndicats d'agglomération nouvelle par un comité composé de membres élus en leur sein par les conseils municipaux) (p. 906) ; rejeté (p. 907).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 906) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 906) ; *Richard (Alain)* (p. 906).

Représentation des communes : *Pinte (Etienne)* (p. 906) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 906) ; *Richard (Alain)* (p. 906).

Amendement n° 13 de M. Etienne Pinte (compétences exercées conjointement avec les communes) (p. 907) ; rejeté (p. 907).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 907).

Amendement n° 14 de M. Etienne Pinte (répartition des compétences en matière d'urbanisme entre les communes et les syndicats) (p. 907) ; rejeté (p. 908).

Contre : *Floch (Jacques)* (p. 907) ; *Faure (Maurice)* (G) (p. 907) ; *Malandain (Guy)* (p. 907, 908).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 908).

2. - Proposition de loi n° 469 tendant à lier la procédure de délivrance du **permis de construire** à celle des **autorisations d'exploitation d'installation classée**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 décembre 1988 par M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Régions 2*.

Lois de finances 3, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Mission interministérielle de la ville.

Voir *Déclarations du Gouvernement 1*.

Urbanisme commercial.

Voir *Commerce et artisanat*.

V

VAL DE LOIRE

Viticulture.

Voir *Questions orales sans débat 20*.

VALEURS MOBILIERES

Voir *Marchés financiers*.

Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.).

Voir *Marchés financiers 1*.

Suppression de la règle du coupon couru

Voir *Lois de finances 3*, première partie, article 14.

VALIDATIONS LEGISLATIVES

Voir *Lois de finances rectificatives 1*, discussion des articles, article 34 bis.

Urbanisme 1.

VENDEE

Suppression d'emplois.

Voir *Questions au Gouvernement 121*.

VENEZUELA

Voir *Traités et conventions 8*.

VENTES ET ECHANGES

Vente par correspondance.

Voir *Consommation 3*.

Ventes à la boule de neige.

Voir *Consommation 3*.

Ventes illicites.

Voir *Commerce et artisanat 6*.

VERDIER (Pierre)

Affaire.

Voir *Grâce et amnistie 1*, avant la discussion des articles.

VEUVAGE

Voir *Déportés internés et résistants 7*.
Femmes 4.

Lois de finances 3, deuxième partie, Solidarité, santé et protection sociale, questions.

Pensions de réversion 1, 3, 4.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 3.

VIANDES

Importation de viande chevaline.

Voir *Questions orales sans débat 32*.

VICTIMES

Voir *Ordre public 1*.

Traités et conventions 17.

VICTIMES DE GUERRE

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*.

VIDEO

Voir *Taxe sur la valeur ajoutée*.

VIE, MEDECINE ET BIOLOGIE

1. - Proposition de loi n° 17 visant à supprimer toute possibilité de remboursement des frais afférents à une **cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 18 relative à la **cessation volontaire de grossesse**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 19 tendant à définir les limites de la **cessation volontaire de grossesse**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Proposition de loi n° 20 tendant à définir les personnes pouvant pratiquer une **cessation volontaire de grossesse**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 juin 1988 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 48 relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le **don bénévole du sang**.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 juillet 1988 par M. Gilbert Millet et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 134 relative à l'**insémination artificielle des êtres humains**.

Sénat (première lecture). - Voir Table matières 1986 : Vie, médecine et biologie, 3.

Assemblée nationale (première lecture). - N° 134. - Dépôt le 7 juillet 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi n° 293 relative à la **protection des personnes dans la recherche biomédicale**.

Sénat (première lecture). - N° 288 (rectifié bis) (1987-1988). - Dépôt le 2 avril 1988 par M. Claude Huriet et plusieurs de ses collègues sous le titre « relative aux essais chez l'homme d'une substance à visée thérapeutique ou diagnostique ». - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Claude Huriet. - Rapport n° 19 (1988-1989). - Discussion et adoption le 12 octobre 1988. - Nouveau titre : « relative à la protection des personnes dans la recherche biomédicale ». - Proposition de loi n° 9.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 octobre 1988. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bernard Charles (27 octobre 1988). - Rapport n° 358 (16 novembre 1988). - Discussion les 23 novembre et 12 décembre 1988. - Adoption le 12 décembre 1988. - Proposition de loi n° 47.

Sénat (deuxième lecture). - N° 131 (1988-1989). - Dépôt le 13 décembre 1988. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Claude Huriet. - Rapport n° 132 (1988-1989). - Discussion et adoption définitive le 13 décembre 1988. - Proposition de loi n° 28 (1988-1989).

Loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 publiée au J.O. du 22 décembre 1988 (p. 16032).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1988] (p. 2686, 2693).

Agro-alimentaire (dangers que fait courir le texte à l'industrie) : *Jacquat (Denis)* (p. 2694, 2695).

Comités consultatifs d'éthique (rôle, modalités de création et composition) : *Charles (Bernard)* (p. 2688, 2689) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2693, 2994) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2694) ; *Calmat (Alain)* (p. 2695) ; *Hage (Georges)* (p. 2697) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698) ; *Mora (Christiane)* (p. 2700) ; *Hiard (Pierre)* (p. 2700) ; *Grézar (Léo)* (p. 2700, 2701).

Commission des lois (non-saisine) : *Hage (Georges)* (p. 2696).

Cosmétologie (dangers que fait courir le texte) : *Jacquat (Denis)* (p. 2694, 2695).

Domaine d'application du texte : *Charles (Bernard)* (p. 2687, 2688) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701).

Dopage (athlètes de haut niveau) : *Hage (Georges)* (p. 2697).

Essais sur l'homme :

- conditions d'expérimentation : *Charles (Bernard)* (p. 2688, 2689) ; *Hage (Georges)* (p. 2697) ; *Mora (Christiane)* (p. 2699) ; - distinction selon le caractère thérapeutique ou non des : *Charles (Bernard)* (p. 2688) ; *Mora (Christiane)* (p. 2699) ;

- gratuité (et indemnisation) : *Charles (Bernard)* (p. 2688) ; *Calmat (Alain)* (p. 2695, 2696) ; *Hage (Georges)* (p. 2697) ; *Clerf (André)* (p. 2698, 2699) ;

- législation actuelle (et ses conséquences) : *Charles (Bernard)* (p. 2687) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2693) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2694) ; *Calmat (Alain)* (p. 2695) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698) ; *Hiard (Pierre)* (p. 2700) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701) ;

- lieu d'expérimentation (hôpital et médecine ambulatoire) : *Charles (Bernard)* (p. 2688) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2694) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698).

Ethique et déontologie : *Charles (Bernard)* (p. 2687) ; *Hage (Georges)* (p. 2696) ; *Debré (Bernard)* (p. 2697, 2698).

Genèse du texte : *Charles (Bernard)* (p. 2686, 2687) ; *Calmat (Alain)* (p. 2695) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698) ; *Hiard (Pierre)* (p. 2700) ; *Grézar (Léo)* (p. 2700) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701).

Parlement (rôle dans le domaine éthique) : *Charles (Bernard)* (p. 2688) ; *Hage (Georges)* (p. 2696) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701).

Pharmacie (expérimentation et phase IV) : *Charles (Bernard)* (p. 2687) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701).

Protection des personnes :

- assurance souscrite par le promoteur de l'expérimentation : *Hage (Georges)* (p. 2697) ; *Clerf (André)* (p. 2699) ;

- « cobayes professionnels » : *Calmat (Alain)* (p. 2696) ; *Hage (Georges)* (p. 2697) ; *Mora (Christiane)* (p. 2699) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701) ;

- consentement libre et éclairé de la personne et article 318 du code pénal : *Charles (Bernard)* (p. 2688, 2689) ; *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2693) ; *Jacquat (Denis)* (p. 2694) ; *Hage (Georges)* (p. 2696, 2697) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2701, 2702) ;

- protection spécifique des malades et de certaines catégories de personnes : *Calmat (Alain)* (p. 2695) ; *Hage (Georges)* (p. 2696, 2697) ; *Debré (Bernard)* (p. 2698) ; *Evin (Claude) (G)* (p. 2702).

Secret médical : *Foucher (Jean-Pierre)* (p. 2693).

Discussion des articles [12 décembre 1988] (p. 3539).

Observations liminaires de M. Bernard Charles, rapporteur (p. 3539).

Article 1^{er} (insertion dans le code de la santé publique d'un livre II bis relatif à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales) (p. 3539) : adopté après modifications (p. 3554).

Article L. 209-1 du code de la santé publique (champ d'application du texte) (p. 3539).

Amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 3541) : adopté (p. 3541).

Amendement n° 2 de la commission (définition des recherches à caractère thérapeutique) (p. 3541) : adopté après modifications (p. 3541).

Sous-amendement n° 98 de M. Bernard Charles (notion de finalité thérapeutique directe) (p. 3541) : adopté (p. 3541).

Amendement n° 3 rectifié de la commission (définition du promoteur et de l'investigateur de l'expérimentation) (p. 3541) : adopté après modifications (p. 3541).

Sous-amendement n° 111 du Gouvernement (essais confiés à plusieurs investigateurs) (p. 3541) : adopté (p. 3541).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3541).

Titre 1^{er} : dispositions générales.

Article L. 209-2 du code de la santé publique (conditions préalables à l'expérimentation et bilan risques-avantages) (p. 3539).

Animaux (expérimentation) : Charles (Bernard) (p. 3542) ; Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3542).

Amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 3541) : adopté (p. 3541).

Amendement n° 5 de la commission (précisant la notion d'essais requis par le dernier état des connaissances scientifiques auxquels il doit être procédé avant l'expérimentation sur l'homme) (p. 3541) : adopté (p. 3542).

Contre : Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3542).

Amendement n° 112 du Gouvernement (suppression de la référence à l'expérimentation sur l'animal et aux examens ne pouvant se rapporter qu'à des médicaments) (p. 3542) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 5 de la commission (p. 3542).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3542).

Pour : Charles (Bernard) (p. 3542).

Amendement n° 113 du Gouvernement (de coordination) (p. 3542) : adopté (p. 3542).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3542).

Amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 3542) : adopté (p. 3542).

Amendement n° 63 de M. Georges Hage (prohibition de la recherche biomédicale sur l'homme qui ne viserait pas à étendre la connaissance scientifique de l'homme) (p. 3542) : adopté après rectification (p. 3542).

Pour : Charles (Bernard) (p. 3542).

Article L. 209-3 du code de la santé publique (conditions scientifiques de réalisation des recherches biomédicales) (p. 3542).

Amendement n° 7 de la commission (investigateur ; nécessité d'avoir la qualité de médecin) (p. 3542) : adopté (p. 3542).

Amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 3543) : adopté (p. 3543).

Amendement n° 64 de M. Georges Hage (investigateur ; expérience clinique et scientifique dont il doit justifier) (p. 3543) : rejeté (p. 3543).

Contre : Charles (Bernard) (p. 3543).

Amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 3543) : rejeté (p. 3543).

Contre : Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3543).

Amendement n° 10 de la commission (recherches en médecine ambulatoire) (p. 3543) : adopté (p. 3543).

Amendement n° 54 de M. Bernard Charles (rédactionnel) (p. 3543) : adopté (p. 3543).

Amendement n° 65 de M. Georges Hage (lieu de l'expérimentation et moyens matériels et techniques ; agrément ministériel) (p. 3543) : rejeté (p. 3543).

Contre : Charles (Bernard) (p. 3543) ; Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3543).

Après l'article L. 209-3 du code de la santé publique (p. 3544).

Femmes enceintes : Charles (Bernard) (p. 3544).

Gratuité : Charles (Bernard) (p. 3546).

Indemnisation : Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3545) ; Charles (Bernard) (p. 3546).

Malades : Hage (Georges) (p. 3544) ; Charles (Bernard) (p. 3544, 3545).

Prisonniers : Charles (Bernard) (p. 3545).

Protection de certaines catégories de personnes : Hage (Georges) (p. 3544) ; Charles (Bernard) (p. 3545).

Amendement n° 67 de M. Georges Hage (recherches effectuées sur des malades ; nécessité d'une visée thérapeutique directe et de réalisation dans des conditions d'équivalence) (p. 3544) : rejeté (p. 3544).

Amendement n° 68 de M. Georges Hage (recherches biomédicales sans visée thérapeutique directe pour le sujet ; absence de risques prévisibles sérieux) (p. 3544) : retiré (p. 3544).

Observations : Charles (Bernard) (p. 3544).

Amendement n° 66 de M. Georges Hage (protection de certaines catégories de personnes ; interdiction, sur celles-ci, des recherches biomédicales sans finalité thérapeutique) (p. 3544) : rejeté (p. 3544).

Contre : Charles (Bernard) (p. 3544).

Amendement n° 11 de la commission (femmes enceintes ou qui allaitent ; réglementation des recherches sans finalité thérapeutique directe) (p. 3544) : adopté (p. 3544).

Amendement n° 12 de la commission (protection des personnes privées de liberté) (p. 3544) : adopté après modifications (p. 3545).

Sous-amendement n° 99 de M. Bernard Charles (rédactionnel) (p. 3545) : adopté (p. 3545).

Amendement n° 13 de la commission (protection des personnes séjournant dans un établissement sanitaire et social ; possibilité de recherches sans finalité thérapeutique directe) (p. 3545) : adopté après modifications (p. 3545).

Sous-amendement n° 100 de M. Bernard Charles (extension aux malades en situation d'urgence) (p. 3545) : adopté (p. 3545).

Discussion commune des amendements nos 114 et 14.

Amendement n° 114 du Gouvernement (indemnisation au titre des conséquences dommageables de la recherche ; souscription d'une assurance par le promoteur) (p. 3545) : adopté (p. 3546).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3545, 3546).

Amendement n° 14 de la commission (indemnisation au titre des conséquences dommageables de la recherche ; souscription d'une assurance par le promoteur) (p. 3545) : retiré (p. 3546).

Amendement n° 44 de M. Bernard Charles (principe de gratuité) (p. 3546) : adopté (p. 3546).

Avant l'article L. 209-4 du code de la santé publique (p. 3546).

Amendement n° 15 de la commission (intitulé du Titre II : du consentement) (p. 3546) : adopté (p. 3546).

Titre II : du consentement.

Article L. 209-4 du code de la santé publique (consentement de la personne se prêtant à la recherche) (p. 3546).

Amendement n° 16 de la commission (principe du consentement libre, éclairé et exprès donné par écrit ou attesté par un tiers ; exceptions à ce principe) (p. 3546) : adopté après modifications (p. 3547).

Pour : Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3547).

Sous-amendement n° 101 de M. Bernard Charles (information donnée au sujet) (p. 3546) : adopté (p. 3547).

Sous-amendement n° 102 de M. Bernard Charles (résumé écrit des informations données au sujet) (p. 3546) : adopté (p. 3547).

Sous-amendement n° 103 de M. Bernard Charles (tiers donnant le consentement devant être totalement indépendant du promoteur et de l'investigateur de la recherche) (p. 3546) : adopté (p. 3547).

Sous-amendement n° 104 de M. Bernard Charles (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 13 à l'article L. 209-3 du code de la santé publique) (p. 3546) : adopté (p. 3547).

Sous-amendement n° 105 de la commission (de cohérence) (p. 3546) : adopté (p. 3547).

Amendements n°s 70, 71 et 72 de M. Georges Hage : devenus sans objet (p. 3547).

Article L. 209-5 du code de la santé publique (consentement des majeurs et des mineurs sous tutelle) (p. 3547).

Amendement n° 17 de la commission (consentement des majeurs et des mineurs sous tutelle) (p. 3547) : adopté (p. 3547).

Article L. 209-6 du code de la santé publique (responsabilité et assurance du promoteur) (p. 3547).

Amendement n° 18 de la commission (de suppression ; texte transféré après l'article L. 209-3) (p. 3547) : adopté (p. 3547).

Avant l'article L. 209-7 du code de la santé publique (p. 3547).

Amendement n° 19 de la commission (intitulé du Titre III : dispositions administratives) (p. 3547) : adopté (p. 3548).

Titre III : dispositions administratives.

Article L. 209-7 du code de la santé publique (comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale) (p. 3548).

Amendement n° 75 de M. Georges Hage (avis sur toute recherche biomédicale donné par le comité national de protection des personnes) (p. 3548) : rejeté (p. 3548).

Observations : Charles (Bernard) (p. 3548).

Amendement n° 58 rectifié de la commission (comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale) (p. 3548) : adopté (p. 3548).

Amendement n° 73 de M. Georges Hage (matières sur lesquelles porte l'avis des organismes décentralisés du comité national de protection des personnes) (p. 3548) : devenu sans objet du fait du rejet de l'amendement n° 75 (p. 3549).

Amendement n° 74 de M. Georges Hage (nouvel avis du comité local d'éthique en cas de circonstances susceptibles de remettre en cause le protocole) (p. 3549) : rejeté (p. 3549).

Contre : Charles (Bernard) (p. 3549).

Amendement n° 83 de M. Jean-Michel Dubernard (avis du comité local après expérimentation sur l'expérimentateur en cas d'évaluation particulièrement incertaine des risques) (p. 3549) : non soutenu (p. 3549).

Article L. 209 bis du code de la santé publique (procédure administrative préalable à la recherche) (p. 3549).

Amendement n° 76 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 3549) : retiré (p. 3549).

Amendement n° 21 de la commission (procédure administrative préalable à la recherche) (p. 3549) : adopté après modifications (p. 3550).

Sous-amendement n° 105 de M. Bernard Charles (remise du projet au comité par l'investigateur) (p. 3549) : adopté (p. 3550).

Sous-amendement n° 106 de M. Bernard Charles (avis du comité ; transmission des avis défavorables au ministre) (p. 3549) : adopté (p. 3550).

Sous-amendement n° 107 de M. Bernard Charles (lettre d'intention du promoteur au ministre jointe à l'avis du comité ; approbation tacite du ministre en cas d'avis défavorable du comité) (p. 3549) : adopté (p. 3550).

Après l'article L. 209-7 bis du code de la santé publique (p. 3550).

Amendement n° 22 de la commission (contrôle par les médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé) (p. 3550) : adopté (p. 3550).

Articles L. 209-8 à L. 209-12 du code de la santé publique (protection de certaines catégories de personnes ; disposition particulière quant au consentement des malades en situation d'urgence) (p. 3550).

Amendement n° 23 de la commission (de suppression ; articles transférés aux titres I et II) (p. 3550) : adopté (p. 3550).

Titre IV : dispositions particulières aux recherches sans finalité thérapeutique directe.

Avant l'article L. 209-13 du code de la santé publique (p. 3550).

Amendement n° 24 de la commission (recherches sans finalité thérapeutique directe ; absence de risque prévisible sérieux) (p. 3550) : adopté après modifications (p. 3550).

Sous-amendement n° 49 de M. Bernard Charles (rédactionnel) (p. 3550) : adopté (p. 3550).

Article L. 209-13 du code de la santé publique (indemnité pour participation à une recherche sans finalité thérapeutique directe) (p. 3550).

Amendement n° 77 de M. Georges Hage (indemnité pour les seuls frais exposés et non pour les contraintes subies) (p. 3550) : rejeté (p. 3551).

Contre : Charles (Bernard) (p. 3551) ; Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3551).

Amendement n° 26 de la commission (suppression du plafonnement annuel du total des indemnités perçues) (p. 3551) : retiré (p. 3551).

Contre : Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3551).

Amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 3551) : adopté (p. 3551).

Article L. 209-14 du code de la santé publique (couverture sociale ou assurance des personnes se prêtant à des recherches sans finalité thérapeutique directe) (p. 3551).

Protection des personnes démunies ou non affiliées à un régime de sécurité sociale : Charles (Bernard) (p. 3551).

Amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 3551) : adopté (p. 3551).

Amendement n° 28 de la commission (affiliation à un régime de sécurité sociale ou souscription d'une assurance) (p. 3551) : adopté après modifications (p. 3551).

Sous-amendement n° 108 de M. Bernard Charles (suppression de la possibilité de recourir à une assurance) (p. 3551) : adopté (p. 3551).

Amendement n° 29 de la commission (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 28) (p. 3552) : adopté (p. 3552).

Article L. 209-15 du code de la santé publique (non concomitance pour un sujet de plusieurs recherches biomédicales sans finalité thérapeutique directe ; institution d'un fichier national) (p. 3552).

Amendement n° 78 de M. Georges Hage (délai de cinq ans entre deux recherches) (p. 3552) : rejeté (p. 3552).

Contre : Charles (Bernard) (p. 3552) ; Dorlhac (Hélène) (G) (p. 3552).

Amendement n° 30 de la commission (fixation d'un délai par le comité et délai minimum fixé par le ministre) (p. 3552) : adopté après modifications (p. 3552).

Sous-amendement n° 52 de M. Bernard Charles (suppression du délai minimum fixé par le ministre) (p. 3552) : adopté (p. 3552).

Article L. 209-16 du code de la santé publique (agrément des personnes physiques ou morales pratiquant des recherches sans finalité thérapeutique directe) (p. 3552).

Amendement n° 31 de la commission (agrément des centres pratiquant les recherches ; conditions requises pour les personnes mentionnées à l'article L. 209-3) (p. 3552) : adopté après modifications (p. 3552).

Sous-amendement n° 95 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3552) : adopté (p. 3552).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3552).

Avant l'article L. 209-17 du code de la santé publique (p. 3553).

Amendement n° 32 de la commission (modification des titres ; titre V : sanctions pénales) (p. 3553) : adopté (p. 3553).

Titre V : sanctions pénales.

Article L. 209-17 du code de la santé publique (notification des recherches biomédicales et pouvoir d'interdiction du ministre) (p. 3553).

Amendement n° 33 de la commission (de suppression ; dispositions de l'article pour partie transférées à l'article L. 209-7 bis) (p. 3553) : adopté (p. 3553).

Amendement n° 79 de M. Georges Hage (transmission au ministre de tout avis du comité local ; suppression de l'approbation tacite du ministre) (p. 3553) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 33 de la commission (p. 3553).

Après l'article L. 209-17 du code de la santé publique (p. 3553).

Amendement n° 80 de M. Georges Hage (relations entre le promoteur et l'investigateur de la recherche) (p. 3553) : rejeté (p. 3553).

Contre : *Charles (Bernard)* (p. 3553).

Article L. 209-18 du code de la santé publique (sanction du défaut de consentement ou de son imperfection) (p. 3553).

Amendement n° 50 de M. Bernard Charles (rédactionnel) (p. 3553) : adopté (p. 3553).

Article L. 209-19 du code de la santé publique (sanction de la pratique des recherches non autorisées) (p. 3553).

Amendement n° 34 de la commission (rédactionnel et de précision) (p. 3553) : adopté (p. 3553).

Amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 3553) : adopté (p. 3553).

Article L. 209-21 du code de la santé publique (contrôle par les médecins et pharmaciens inspecteurs de santé) (p. 3554).

Amendement n° 36 de la commission (de suppression ; dispositions transférées après l'article L. 209-7 bis du code de la santé publique) (p. 3554) : adopté (p. 3554).

Article 2 (indemnités versées dans le cadre d'essais sans finalité thérapeutique directe) (p. 3554) : adopté après modifications (p. 3554).

Amendement n° 60 de M. Bernard Charles (de coordination) (p. 3554) : adopté (p. 3554).

Article 3 (consentement de l'intéressé et autorisation par la loi pour toute atteinte à l'intégralité corporelle) (p. 3554) : supprimé (p. 3554).

Discussion des amendements identiques nos 37 et 81.

Amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 3554) : adopté (p. 3554).

Amendement n° 81 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 3554) : adopté (p. 3554).

Article 4 (modification de l'article 318 du code pénal ; sanction de l'administration de substances nuisibles à la santé sans le consentement du sujet) (p. 3554) : supprimé (p. 3555).

Investigateurs (responsabilité des) : *Charles (Bernard)* (p. 3554) ; *Hage (Georges)* (p. 3554).

Discussion des amendements identiques nos 38 et 82.

Amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 3554) : adopté (p. 3555).

Amendement n° 82 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 3554) : adopté (p. 3555).

Article 4 bis nouveau (missions des pharmaciens inspecteurs de santé) (p. 3555) : adopté après modifications (p. 3555).

Amendement n° 39 de la commission (contrôle de l'ensemble de la réglementation) (p. 3555) : adopté (p. 3555).

Article 4 ter nouveau (réglementation des essais de la phase IV) (p. 3555) : adopté (p. 3555).

Après l'article 4 ter :

Discussion commune des amendements nos 53 deuxième rectification, n° 87 rectifié et 88 rectifié.

Amendement n° 53 deuxième rectification de la commission (rôle des pharmaciens des établissements sanitaires ou sociaux) (p. 3555) : adopté (p. 3556).

Amendement n° 87 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (rôle des pharmaciens des établissements sanitaires ou sociaux) (p. 3555) : devenu sans objet (p. 3556).

Contre : *Dorlhac (Hélène)* (G) (p. 3556).

Observations : *Charles (Bernard)* (p. 3556).

Amendement n° 88 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (rôle des pharmaciens des établissements sanitaires ou sociaux) (p. 3555) : devenu sans objet (p. 3556).

Article 5 (modalités d'application) (p. 3556) : adopté après modifications (p. 3557).

Amendement n° 41 rectifié de la commission (termes de comités consultatifs de protection des personnes substitués à ceux de comités locaux d'éthique ; rédactionnel) (p. 3556) : adopté après modifications (p. 3556).

Sous-amendement n° 109 de M. Bernard Charles (de conséquence : terme d'investigateur substitué à celui de promoteur) (p. 3556) : adopté (p. 3556).

Amendement n° 96 du Gouvernement (de précision) (p. 3556) : adopté (p. 3556).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3556).

Amendement n° 97 du gouvernement (de précision) (p. 3556) : adopté (p. 3556).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3556).

Amendement n° 61 de M. Bernard Charles (de conséquence du transfert des dispositions du quatrième alinéa au premier alinéa de l'article) (p. 3556) : adopté (p. 3556).

Amendement n° 42 de la commission (informations communiquées au ministre par le promoteur) (p. 3557) : adopté après modifications (p. 3557).

Sous-amendement n° 110 de M. Bernard Charles (de précision) (p. 3557) : adopté (p. 3557).

Titre :

Amendement n° 43 de la commission (protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales) (p. 3557) : adopté (p. 3557).

Seconde délibération de l'article 1^{er} de la proposition de loi (p. 3557).

Titre 1^{er} : dispositions générales.

Article L. 209-2 du code de la santé publique (conditions préalables à l'expérimentation et bilan risques-avantages).

Amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la référence à l'expérimentation animale et aux examens ne pouvant se rapporter qu'à des médicaments) (p. 3559) : adopté (p. 3559).

Soutenu par Mme Hélène Dorlhac (G) (p. 3559).

Explications de vote (p. 3559).

Améliorations apportées au texte : *Hage (Georges)* (p. 3559).

Dopage : *Hage (Georges)* (p. 3559).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi au scrutin public (p. 3560).

VIETNAM

Voir *Déportés, internés et résistants 3.*

VIN ET VITICULTURE

Voir *Agriculture.*

Impôts et taxes 2.

Questions orales sans débat 20.

VIOL

Voir *Délinquance et criminalité.*
Droit pénal.

W**WALESA**

Venue en France.

Voir *Questions au Gouvernement 139.*

Z**ZONES RURALES**

Voir *Lois de finances 3*, deuxième partie, industrie et aménagement du territoire : aménagement du territoire.

Commerce.

Voir *Commerce et artisanat 7*

Lois de finances 3 : deuxième partie : Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat.

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la table des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques)

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE	NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
1	Allocutions 1.	68	Sécurité sociale 2.
2	Allocutions 2.	69	Pensions civiles et militaires de retraite 1.
3	Formation professionnelle et promotion sociale 1.	70	Anciens combattants et victimes de guerre 2.
4	Impôts et taxes 1.	71	Pensions civiles et militaires de retraite 2.
5	Parlement 1.	72	Drogue 1.
6	Sécurité sociale 1.	73	Déportés, internés et résistants 2.
7	Communes 1.	74	Droits de l'homme, libertés publiques 2.
8	Funérailles nationales 1.	75	Travail 6.
9	Officiers publics et ministériels 1.	76	Logement et habitat 1.
10	Audiovisuel 1.	77	Enseignement technique et professionnel 1.
11	Adoption 1.	78	Coopération et développement 1.
12	Elections et référendums 1.	79	Assurance invalidité décès 1.
13	Assurances 1.	80	Enseignement technique et professionnel 2.
14	Famille 1.	81	Action sociale et solidarité nationale 1.
15	Audiovisuel 2.	82	Consommation 1.
16	Elections et référendums 2.	83	Procédure pénale 1.
17	Vie, médecine et biologie 1.	84	Enseignement 2.
18	Vie, médecine et biologie 2.	85	Gouvernement 1.
19	Vie, médecine et biologie 3.	86	Droit pénal 2.
20	Vie, médecine et biologie 4.	87	Impôts et taxes 2.
21	Femmes 1.	88	Associations et mouvements 1.
22	Communes 2.	89	Affaires étrangères 1.
23	Entreprises 1.	90	Pension de réversion 1.
24	Nouvelle-Calédonie 1.	91	Gouvernement 2.
25	Traités et conventions 1.	92	Logement et habitat 2.
26	Parlement 2.	93	Droit pénal 3.
27	Parlement 3.	94	Parlement 5.
28	Parlement 4.	95	Médiateur 1.
29	Constitution 1.	96	Français : langue 1.
30	Lois de finances 1.	97	Impôts locaux 1.
31	Parlement 1.	98	Fonctionnaires et agents publics 1.
32	Elections et référendums 2.	99	Anciens combattants et victimes de guerre 3.
33	Formation professionnelle et promotion sociale 1.	100	Déportés, internés et résistants 3.
34	Sécurité sociale 1.	101	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 1.
35	Lois de finances 2.	102	Anciens combattants et victimes de guerre 4.
36	Déclarations du Gouvernement 1.	103	Anciens combattants et victimes de guerre 5.
37	Grâce et amnistie 1.	104	Anciens combattants et victimes de guerre 6.
38	Nouvelle-Calédonie 1.	105	Départements d'outre-mer 1.
39	Grâce et amnistie 1.	106	Santé publique 1.
40	Traités et conventions 2.	107	Départements d'outre-mer 2.
41	Traités et conventions 3.	108	Départements d'outre-mer 3.
42	Travail 1.	109	Départements d'outre-mer 4.
43	Droit pénal 1.	110	Elections et référendums 3.
44	Travail 2.	111	Déportés, internés et résistants 4.
45	Sports 1.	112	Jeux et paris 1.
46	Justice 1.	113	Elections et référendums 4.
47	Impôt sur le revenu 1.	114	Traités et conventions 4.
48	Vie, médecine et biologie 5.	115	Traités et conventions 4.
49	Communes 3.	116	Grâce et amnistie 1.
50	Travail 3.	117	Grâce et amnistie 1.
51	Travail 4.	118	Traités et conventions 5.
52	Energie 1.	119	Traités et conventions 6.
53	Travail 5.	120	Traités et conventions 7.
54	Accidents du travail et maladies professionnelles 1.	121	Traités et conventions 8.
55	Entreprises publiques 1.	122	Politique économique et sociale 1.
56	Droits de l'homme, libertés publiques 1.	123	Tourisme et loisirs 1.
57	Enseignement 1.	124	Tourisme et loisirs 2.
58	Handicapés 1.	125	Commerce et artisanat 1.
59	Français, nationalité française 1.	126	Audiovisuel 3.
60	Anciens combattants et victimes de guerre 1.	127	Santé publique 2.
61	Police de la route et circulation routière 1.	128	Coopération et développement 2.
62	Enseignement secondaire 1.	129	Grâce et amnistie 1.
63	Déportés, internés, résistants 1.	130	Grâce et amnistie 1.
64	Handicapés 2.	131	Grâce et amnistie 1.
65	Faillite, redressement et liquidation judiciaire 1.	132	Mariage et régimes matrimoniaux 1.
66	Justice 2.	133	Pensions de réversion 2.
67	Cérémonies et fêtes légales 1.	134	Vie, médecine et biologie 6.
		135	Travail 7.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE	NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
136	Elections et référendums 5.	220	Justice 3.
137	Elections et référendums 6.	221	Procédure pénale 2.
138	Départements 1.	222	Transports 1.
139	Etrangers 1.	223	Associations et mouvements 3.
140	Droit pénal 4.	224	Assurance vieillesse, régimes autonomes et spéciaux 1.
141	Déportés, internés et résistants 5.	225	Défense 2.
142	Communes 4.	226	Commerce extérieur 1.
143	Divorce 1.	227	Travail 8.
144	Grâce et amnistie 1.	228	Anciens combattants et victimes de guerre 8.
145	Grâce et amnistie 1.	229	Taxe sur la valeur ajoutée 1.
146	Politique économique et sociale 2.	230	Handicapés 3.
147	Impôt sur la fortune 1.	231	Communes 6.
148	Elections et référendums 7.	232	Commerce et artisanat 4.
149	Lois de règlement 1.	233	Femmes 2.
150	Traités et conventions 9.	234	Police de la route et circulation routière 2.
151	Traités et conventions 10.	235	Enseignement privé 4.
152	Traités et conventions 11.	236	Droit pénal 8.
153	Traités et conventions 12.	237	Sécurité sociale 5.
154	Elections et référendums 8.	238	Elections et référendums 12.
155	Créances et dettes 1.	239	Elections et référendums 13.
156	Communes 5.	240	Elections et référendums 14.
157	Participation des salariés 1.	241	Postes et télécommunications 1.
158	Impôt sur la fortune 1.	242	Communes 7.
159	Professions juridiques et judiciaires 1.	243	Elections et référendums 15.
160	Lois de finances 3.	244	Assurance vieillesse, généralités 1.
161	Politique économique et sociale 2.	245	Droits de l'homme et libertés publiques 3.
162	Elections et référendums 9.	246	Langues et cultures étrangères 1.
163	Conseil économique et social 1.	247	Mariage et régimes matrimoniaux 2.
164	Parlement 6.	248	Etat civil 1.
165	Urbanisme 1.	249	Anciens combattants et victimes de guerre 9.
166	Régions 1.	250	Culture 1.
167	Traités et conventions 13.	251	Mayotte 1.
168	Responsabilité civile 1.	252	Elections et référendums 16.
169	Traités et conventions 14.	253	Parlement 7.
170	Traités et conventions 15.	254	Elections et référendums 17.
171	Traités et conventions 16.	255	Départements 2.
172	Traités et conventions 17.	256	Mines et carrières 1.
173	Traités et conventions 18.	257	Anciens combattants et victimes de guerre 10.
174	Boissons et alcools 1.	258	Anciens combattants et victimes de guerre 11.
175	Droit pénal 5.	259	Police de la route et circulation routière 3.
176	Finances locales 1.	260	Service national 1.
177	Défense 1.	261	Décorations 1.
178	Baux ruraux 1.	262	Communes 8.
179	Etrangers 2.	263	Anciens combattants et victimes de guerre 12.
180	Français, nationalité française 2.	264	Procédure pénale 3.
181	Etrangers 3.	265	Commerce et artisanat 5.
182	Elections et référendums 10.	266	Langues et cultures régionales 1.
183	Agriculture 1.	267	Anciens combattants et victimes de guerre 13.
184	Impôts et taxes 2 bis.	268	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 3.
185	Audiovisuel 4.	269	Droits de l'homme et libertés publiques 4.
186	Impôts et taxes 3.	270	Anciens combattants et victimes de guerre 14.
187	Action sociale et solidarité nationale 2.	271	Politique économique et sociale 3.
188	Santé publique 3.	272	Copropriété 1.
189	Commerce et artisanat 2.	273	Droit pénal 9.
190	Finances locales 2.	274	Elections et référendums 18.
191	Enseignement privé 1.	275	Pensions de réversion 3.
192	Droit pénal 6.	276	Communautés européennes 1.
193	Enseignement privé 2.	277	Communautés européennes 2.
194	Jeunes 1.	278	Affaires étrangères 2.
195	Domaine public et privé 1.	279	Parlement 6.
196	Emploi et activité 1.	280	Traités et conventions 5.
197	Commerce et artisanat 3.	281	Traités et conventions 6.
198	Associations et mouvements 2.	282	Traités et conventions 7.
199	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 2.	283	Traités et conventions 8.
200	Anciens combattants et victimes de guerre 7.	284	Traités et conventions 9.
201	Divorce 2.	285	Traités et conventions 10.
202	Anciens combattants et victimes de guerre 8.	286	Traités et conventions 11.
203	Entreprises 2.	287	Traités et conventions 12.
204	Agriculture 2.	288	Traités et conventions 13.
205	Impôts et taxes 4.	289	Régions 1.
206	Impôts locaux 2.	290	Urbanisme 1.
207	Professions et activités médicales 1.	291	Formation professionnelle et promotion sociale 2.
208	Expropriation 1.	292	Sécurité sociale 6.
209	Elections et référendums 11.	293	Vie, médecine et biologie 7.
210	Droit pénal 7.	294	Lois de finances 3.
211	Sécurité sociale 3.	295	Lois de finances 3.
212	Sécurité sociale 4.	296	Lois de finances 3.
213	Enseignement privé 3.	297	Lois de finances 3.
214	Bois et forêts 1.	298	Lois de finances 3.
215	Impôts et taxes 5.	299	Lois de finances 3.
216	Impôts et taxes 6.	300	Bâtiments et travaux publics 1.
217	Consommation 2.	301	Transports 2.
218	Boissons et alcools 2.	302	Boissons et alcools 3.
219	Santé publique 4.	303	Associations et mouvements 4.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
304	Agriculture 3.
305	Successions et libéralités 1.
306	Régions 2.
307	Droit pénal 10.
308	Assurance vieillesse, généralités 2.
309	Elections et référendums 19.
310	Déportés, internés et résistants 6.
311	Défense 3.
312	Communes 9.
313	Logement et habitat 3.
314	Langues et cultures régionales 2.
315	Police et sécurité 1.
316	Logement et habitat 4.
317	Fonctionnaires et agents publics 2.
318	Communes 10.
319	Environnement 1.
320	Justice 4.
321	Parlement 8.
322	Traités et conventions 19.
323	Traités et conventions 20.
324	Président de la République 1.
325	Procédure pénale 4.
326	Consommation 3.
327	Agriculture 4.
328	Drogue 2.
329	Logement et habitat 5.
330	Etrangers 4.
331	Enfants 1.
332	Elections et référendums 20.
333	Droit pénal 11.
334	Sécurité sociale 7.
335	Sécurité sociale 8.
336	Impôt sur le revenu 2.
337	Impôt sur le revenu 3.
338	Elections et référendums 21.
339	Entreprises 3.
340	Anciens combattants et victimes de guerre 15.
341	Coopération et développement 3.
342	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 1.
343	Agriculture 5.
344	Elections et référendums 22.
345	Parlement 4.
346	Parlement 2.
347	Politique économique et sociale 2.
348	Traités et conventions 21.
349	Sécurité sociale 6.
350	Responsabilité civile 1.
351	Transports 2.
352	Elections et référendums 23.
353	Politique économique et sociale 2.
354	Audiovisuel 5.
355	Procédure pénale 5.
356	Vie, médecine et biologie 7.
357	Politique économique et sociale 2.
358	Environnement 1.
359	Politique économique et sociale 4.
360	Formation professionnelle et promotion sociale 2.
361	Communes 10.
362	Justice 4.
363	Agriculture 6.
364	Parlement 9.
365	Marchés financiers 1.
366	Bâtiments et travaux publics 1.
367	Consommation 3.
368	Pensions de réversion 4.
369	Elections et référendums 23 bis.
370	Boissons et alcools 4.
371	Professions libérales et travailleurs indépendants 1.
372	Elections et référendums 24.
373	Elections et référendums 25.
374	Boissons et alcools 5.
375	Ordre public 1.
376	Fonctionnaires et agents publics 3.
377	Santé publique 5.
378	Décorations 2.
379	Commerce et artisanat 6.
380	Elections et référendums 26.
381	Fonctionnaires et agents publics 4.
382	Recherche 1.
383	Agriculture 7.
384	Prestations sociales agricoles 1.
385	Elections et référendums 27.
386	Femmes 3.
387	Fonction publique territoriale 1.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
388	Collectivités locales 1.
389	Paris 1.
390	Elections et référendums 28.
391	Environnement 2.
392	Environnement 3.
393	Elections et référendums 29.
394	Jeux et paris 2.
395	Elections et référendums 30.
396	Faillite, redressement et liquidation judiciaire 2.
397	Départements 3.
398	Environnement 4.
399	Chasse 1.
400	Médiateur 2.
401	Service national 2.
402	Fonction publique territoriale 2.
403	Procédure pénale 4.
404	Procédure pénale 3, 5.
405	Traités et conventions 1.
406	Traités et conventions 2.
407	Traités et conventions 3.
408	Politique économique et sociale 4.
409	Communautés européennes 1.
410	Communautés européennes 2.
411	Lois de finances rectificatives 1.
412	Politique économique et sociale 2.
413	Traités et conventions 21.
414	Traités et conventions 1.
415	Elections et référendums 31.
416	Politique économique et sociale 2.
417	Audiovisuel 5.
418	Parlement 8.
419	Lois de finances rectificatives 1.
420	Lois de finances rectificatives 1.
421	Traités et conventions 14.
422	Traités et conventions 15.
423	Traités et conventions 19.
424	Communautés européennes 2.
425	Communautés européennes 1.
426	Impôts et taxes 1.
427	Marchés financiers 1.
428	Entreprises 4.
429	Professions juridiques et judiciaires 2.
430	Agriculture 6.
431	Fonction publique territoriale 2.
432	Politique économique et sociale 4.
433	Politique économique et sociale 4.
434	Lois de finances 3.
435	Lois de finances 3.
436	Environnement 1.
437	Elections et référendums 32.
438	Audiovisuel 5.
439	Traités et conventions 22.
440	Lois de finances 3.
441	Urbanisme 1.
442	Audiovisuel 5.
443	Elections et référendums 33.
444	Impôts locaux 3.
445	Postes et télécommunications 2.
446	Boissons et alcools 6.
447	Elections et référendums 34.
448	Postes et télécommunications 3.
449	Logement et habitat 6.
450	Elections et référendums 35.
451	Service national 3.
452	Transports 3.
453	Heure légale 1.
454	Déportés, internés et résistants 7.
455	Fonction publique territoriale 3.
456	Travail 9.
457	Presse, édition et imprimerie 1.
458	Commerce et artisanat 7.
459	Mer et littoral 1.
460	Mer et littoral 2.
461	Mer et littoral 3.
462	Mer et littoral 4.
463	Etrangers 5.
464	Animaux 1.
465	Justice 5.
466	Droit pénal 12.
467	Tourisme et loisirs 3.
468	Ordre public 2.
469	Urbanisme 2.
470	Bois et forêts 2.
471	Nouvelle-Calédonie 3.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE	NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
472	Domaine public et privé 1.	502	Grâce et amnistie 2.
473	Politique économique et sociale 4.	503	Animaux 2.
474	Audiovisuel 5.	504	Elections et référendums 37.
475	Communes 10.	505	Logement et habitat 7.
476	Traités et conventions 17.	506	Elections et référendums 38.
477	Traités et conventions 16.	507	Fonction publique territoriale 2.
478	Traités et conventions 18.	508	Lois de règlement 2.
479	Traités et conventions 20.	509	Affaires étrangères 3.
480	Traités et conventions 22.	510	Affaires étrangères 4.
481	Communes 10.	511	Successions et libéralités 2.
482	Marchés financiers 1.	512	Fonction publique territoriale 2.
483	Environnement 1.	513	Lois de finances 3.
484	Communautés européennes 3.	514	Lois de finances 3.
485	Communautés européennes 4.	515	Lois de finances rectificatives 1.
486	Lois de finances rectificatives 1.	516	Lois de finances rectificatives 1.
487	Lois de finances rectificatives 1.	517	Elections et référendums 39.
488	Agriculture 6.	518	Politique économique et sociale 5.
489	Communes 10.	519	Emploi 2.
490	Politique économique et sociale 4.	520	Tourisme et loisirs 4.
491	Politique économique et sociale 4.	521	Communes 10.
492	Lois de finances rectificatives 1.	522	Communes 10.
493	Audiovisuel 5.	523	Parlement 11.
494	Audiovisuel 5.	524	Fonction publique territoriale 2.
495	Fonction publique territoriale 2.	525	Fonction publique territoriale 2.
496	Impôt sur le revenu 4.	526	Elections et référendums 40.
497	Finances locales 3.	527	Communes 12.
498	Santé publique 6.	528	Femmes 4.
499	Elections et référendums 36.	529	Fonctionnaires et agents publics 5.
500	Parlement 10.	530	Assurance vieillesse, régimes autonomes et spéciaux 2.
501	Communes 11.	531	Fonctionnaires et agents publics 6.